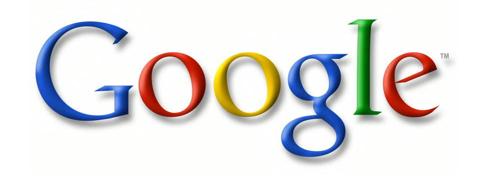
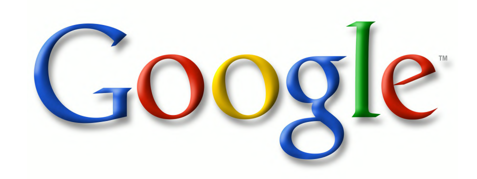







ΕΙΣ ΦΑΟΣ
George Bancroft





ŒUVRES

DE

CONDORCET.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56.

ŒUVRES

DE

CONDORCET

publiées par

A. CONDORCET O'CONNOR

Lieutenant-Général

ET M. F. ARAGO.

Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences

TOME TROISIÈME

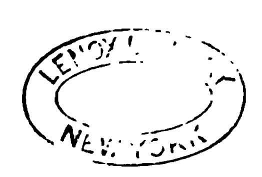
PARIS.

FIRMIN DIDOT FRÈRES, [illegible]

[illegible]

[illegible]

184[illegible]



ÉLOGES.

TOME II.



ÉLOGES

DES

ACADÉMICIENS

DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES,

MORTS DEPUIS L'AN 1783.

ÉLOGE DE M. EULER.

Léonard Euler, directeur de la classe de mathématiques dans l'Académie de Pétersbourg, et auparavant dans celle de Berlin; de la Société royale de Londres, des académies de Turin, de Lisbonne et de Bâle; associé étranger de celle des sciences, naquit à Bâle le 15 avril 1707, de Paul Euler et de Marguerite Brucker.

Son père, devenu, en 1708, pasteur du village de Riechen près de Bâle, fut son premier instituteur, et eut bientôt le plaisir de voir ces espérances des talents et de la gloire d'un fils, si douces pour un cœur paternel, naître et se fortifier sous ses yeux et par ses soins.

Il avait étudié les mathématiques sous Jacques Bernoulli; on sait que cet homme illustre joignait

à un grand génie pour les sciences, une philosophie profonde, qui n'accompagne pas toujours ce génie, mais qui sert à lui donner plus d'étendue et à le rendre plus utile : dans ses leçons, il faisait sentir à ses disciples que la géométrie n'est pas une science isolée, et la leur présentait comme la base et la clef de toutes les connaissances humaines, comme la science où l'on peut le mieux observer la marche de l'esprit, celle dont la culture exerce le plus utilement nos facultés, puisqu'elle donne à l'entendement de la force et de la justesse à la fois; enfin, comme une étude également précieuse par le nombre ou la variété de ses applications, et par l'avantage de faire contracter l'habitude d'une méthode de raisonner, qui peut s'employer ensuite à la recherche des vérités de tous les genres, et nous guider dans la conduite de la vie.

Paul Euler, pénétré des principes de son maître, enseigna les éléments des mathématiques à son fils, quoiqu'il le destinât à l'étude de la théologie; et lorsque le jeune Euler fut envoyé à l'université de Bâle, il se trouva digne de recevoir les leçons de Jean Bernoulli. Son application, ses dispositions heureuses lui méritèrent bientôt l'amitié de Daniel et de Nicolas Bernoulli, disciples et déjà rivaux de leur père; il eut même le bonheur d'obtenir celle du sévère Jean Bernoulli, qui voulut bien lui donner, une fois par semaine, une leçon particulière, destinée à éclaircir les difficultés qui se présentaient à lui dans le cours de ses lectures et de ses travaux : les autres jours étaient employés par M. Euler à se

mettre en état de profiter de cette faveur signalée.

Cette méthode excellente empêchait son génie naissant de s'épuiser contre des obstacles invincibles, de s'égarer dans les routes nouvelles qu'il cherchait à s'ouvrir; elle guidait et secondait ses efforts : mais en même temps elle l'obligeait de déployer toutes ses forces, qu'il augmentait encore par un exercice proportionné à son âge et à l'étendue de ses connaissances. Il ne jouit pas longtemps de cet avantage; et à peine eut-il obtenu le titre de maître ès arts, que son père, qui le destinait à lui succéder, l'obligea de quitter les mathématiques pour la théologie : heureusement cette rigueur ne fut que passagère, on lui fit aisément entendre que son fils était né pour remplacer dans l'Europe Jean Bernoulli, et non pour être pasteur de Riechen.

Un ouvrage que M. Euler fit à dix-neuf ans, sur la mâture des vaisseaux, sujet proposé par l'Académie des sciences, obtint un *accessit* en 1727; honneur d'autant plus grand, que le jeune habitant des Alpes n'avait pu être aidé par aucune connaissance pratique, et qu'il n'avait été vaincu que par M. Bouguer, géomètre habile, alors dans la force de son talent, et déjà depuis dix ans professeur d'hydrographie dans une ville maritime.

M. Euler concourait en même temps pour une chaire dans l'université de Bâle; mais c'est le sort qui prononce entre les savants admis à disputer ces places, et il ne fut pas favorable, nous ne disons point à M. Euler, mais à sa patrie, qui le perdit peu de jours après et pour toujours. Deux ans aupara-

vant, Nicolas et Daniel Bernoulli avaient été appelés en Russie. M. Euler, qui les vit partir avec regret, obtint d'eux la promesse de chercher à lui procurer le même bonheur qu'il ambitionnait de partager; et il ne faut pas en être surpris. La splendeur de la capitale d'un grand empire, cet éclat qui, se répandant sur les travaux dont elle est le théâtre et sur les hommes qui l'habitent, semble ajouter à leur gloire, peut aisément séduire la jeunesse, et frapper le citoyen libre, mais obscur et pauvre, d'une petite république. MM. Bernoulli furent fidèles à leur parole, et se donnèrent, pour avoir auprès d'eux un concurrent si redoutable, autant de soins que des hommes ordinaires en auraient pu prendre pour écarter leurs rivaux.

Le voyage de M. Euler fut entrepris sous de tristes auspices; il apprit bientôt que Nicolas Bernoulli avait déjà été victime de la rigueur du climat; et le jour même où il entra sur les terres de l'empire russe, fut celui de la mort de Catherine Ire, événement qui parut d'abord menacer d'une dissolution prochaine l'académie dont cette princesse, fidèle aux vues de son époux, venait d'achever la fondation. M. Euler, éloigné de sa patrie, n'ayant point, comme M. Daniel Bernoulli, à y rapporter un nom célèbre et respecté, prit la résolution d'entrer dans la marine russe. Un des amiraux de Pierre Ier lui avait déjà promis une place, lorsque, heureusement pour la géométrie, l'orage élevé contre les sciences se dissipa; M. Euler obtint le titre de professeur, succéda, en 1733, à M. Daniel Bernoulli, lorsque

cet homme illustre se retira dans son pays; et la même année il épousa mademoiselle Gsell, sa compatriote, fille d'un peintre que Pierre Ier avait ramené en Russie, au retour de son premier voyage. Dès lors, pour nous servir de l'expression de Bacon, M. Euler sentit qu'il avait donné des otages à la fortune, et que le pays où il pouvait espérer de former un établissement pour sa famille était devenu pour lui une patrie nécessaire. Né chez une nation où tous les gouvernements conservent au moins l'apparence et le langage des constitutions républicaines, où, malgré des distinctions plus réelles que celles qui séparent les premiers esclaves d'un despote du dernier de ses sujets, on a soigneusement gardé toutes les formes de l'égalité; où le respect qu'on doit aux lois s'étend jusqu'aux usages les plus indifférents, pourvu que l'antiquité ou l'opinion vulgaire les ait consacrés; M. Euler se trouvait transporté dans un pays où le prince exerce une autorité sans bornes, où la loi la plus sacrée des gouvernements absolus, celle qui règle la succession à l'empire, était alors incertaine et méprisée; où des chefs, esclaves du souverain, régnaient despotiquement sur un peuple esclave; et c'était dans le moment où cet empire, gouverné par un étranger ambitieux, défiant et cruel, gémissait sous la tyrannie de Biren, et offrait un spectacle aussi effrayant qu'instructif aux savants qui étaient venus chercher dans son sein la gloire, la fortune, et la liberté de goûter en paix les douceurs de l'étude.

On sent tout ce que dut éprouver l'âme de M. Eu-

ler, lié à ce séjour par une chaîne qu'il ne pouvait plus rompre : peut-être doit-on à cette circonstance de sa vie cette opiniâtreté pour le travail dont il prit alors l'habitude, et qui devint son unique ressource dans une capitale où l'on ne trouvait plus que des satellites, ou des ennemis du ministre, les uns occupés de flatter ses soupçons, les autres de s'y dérober. Cette impression fut si forte sur M. Euler, qu'il la conservait encore, lorsqu'en 1741, l'année d'après la chute de Biren, dont la tyrannie fit place à un gouvernement plus modéré et plus humain, il quitta Pétersbourg pour se rendre à Berlin, où le roi de Prusse l'avait appelé. Il fut présenté à la reine mère : cette princesse se plaisait dans la conversation des hommes éclairés, et elle les accueillait avec cette familiarité noble qui annonce dans les princes les sentiments d'une grandeur personnelle, indépendante de leurs titres, et qui est devenue un des caractères de cette famille auguste. Cependant, la reine de Prusse ne put obtenir de M. Euler que des monosyllabes; elle lui reprocha cette timidité, cet embarras qu'elle croyait ne pas mériter d'inspirer : *Pourquoi ne voulez-vous donc pas me parler*, lui dit-elle? *Madame*, répondit-il, *parce que je viens d'un pays où, quand on parle, on est pendu.*

Parvenu au moment de rendre compte des travaux immenses de M. Euler, j'ai senti l'impossibilité d'en suivre les détails, de faire connaître cette foule de découvertes, de méthodes nouvelles, de vues ingénieuses répandues dans plus de trente ouvrages publiés à part, et dans près de sept cents mémoires,

dont environ deux cents, déposés à l'Académie de Pétersbourg, avant sa mort, sont destinés à enrichir successivement la collection qu'elle publie.

Mais un caractère particulier m'a semblé le distinguer des hommes illustres qui, en suivant la même carrière, ont obtenu une gloire que la sienne n'a pas éclipsée; c'est d'avoir embrassé les sciences mathématiques dans leur universalité, d'en avoir successivement perfectionné les différentes parties, et, en les enrichissant toutes par des découvertes importantes, d'avoir produit une révolution utile dans la manière de les traiter. J'ai donc cru qu'en formant un tableau méthodique des différentes branches de ces sciences; en marquant pour chacune les progrès, les changements heureux qu'elle doit au génie de M. Euler, j'aurais du moins, autant que mes forces me le permettent, donné une idée plus juste de cet homme célèbre qui, par la réunion de tant de qualités extraordinaires, a été pour ainsi dire un phénomène dont l'histoire des sciences ne nous avait encore offert aucun exemple.

L'algèbre n'avait été pendant longtemps qu'une science très-bornée; cette manière de ne considérer l'idée de la grandeur que dans le dernier degré d'abstraction où l'esprit humain puisse atteindre; la rigueur avec laquelle on sépare de cette idée tout ce qui, en occupant l'imagination, pourrait donner quelque appui ou quelque repos à l'intelligence; enfin l'extrême généralité des signes que cette science emploie, la rendent, en quelque sorte, trop étrangère à notre nature, trop éloignée de nos concep-

tions communes, pour que l'esprit humain pût aisément s'y plaire et en acquérir facilement l'habitude. La marche même des méthodes algébriques rebutait encore les hommes les plus propres à ces méditations; pour peu que l'objet qu'on poursuit soit compliqué, elles forcent de l'oublier totalement, pour ne songer qu'à leurs formules; la route qu'on suit est assurée; mais le but où l'on veut arriver, le point d'où l'on est parti, disparaissent également aux regards du géomètre; et il a fallu longtemps du courage pour oser perdre la terre de vue, et s'exposer sur la foi d'une science nouvelle. Aussi, en jetant les yeux sur les ouvrages des grands géomètres du siècle dernier, de ceux même auxquels l'algèbre doit les découvertes les plus importantes, on verra combien peu ils étaient accoutumés à manier ce même instrument qu'ils ont tant perfectionné; et l'on ne pourrá s'empêcher de regarder comme l'ouvrage de M. Euler, la révolution qui a rendu l'analyse algébrique une méthode lumineuse, universelle, applicable à tout, et même facile.

Après avoir donné sur la forme des racines des équations algébriques, sur leur solution générale, sur l'élimination, plusieurs théories nouvelles, et des vues ingénieuses ou profondes, M. Euler porta ses recherches sur le calcul des quantités transcendantes. Leibnitz et les deux Bernoulli se partagent la gloire d'avoir introduit dans l'analyse algébrique les fonctions exponentielles et logarithmiques. Cotes avait donné le moyen de représenter, par des sinus ou des cosinus, les racines de certaines équations algébriques.

Un usage heureux de ces découvertes conduisit M. Euler à observer les rapports singuliers des quantités exponentielles et logarithmiques avec les transcendantes nées dans le cercle, et ensuite à trouver des méthodes au moyen desquelles, faisant disparaître de la solution des problèmes les termes imaginaires qui s'y seraient présentés et qui auraient embarrassé le calcul, quoiqu'on sût qu'ils dussent se détruire, et réduisant les formules à une expression plus simple et plus commode, il est parvenu à donner une forme entièrement nouvelle à la partie de l'analyse qui s'applique aux questions d'astronomie et de physique. Cette forme a été adoptée par tous les géomètres; elle est devenue d'un usage commun, et elle a produit dans cette partie du calcul à peu près la même révolution que la découverte des logarithmes avait produite dans les calculs ordinaires.

Ainsi, à certaines époques, où, après de grands efforts, les sciences mathématiques semblent avoir épuisé toutes les ressources de l'esprit humain, et atteindre le terme marqué à leurs progrès, tout à coup une nouvelle méthode de calcul vient s'introduire dans ces sciences et leur donner une face nouvelle; bientôt on les voit s'enrichir rapidement par la solution d'un grand nombre de problèmes importants dont les géomètres n'avaient osé s'occuper, rebutés par la difficulté, et pour ainsi dire par l'impossibilité physique de conduire leurs calculs jusqu'à un résultat réel. Peut-être la justice exigerait-elle de réserver, à celui qui a su introduire ces

méthodes et les rendre usuelles, une portion dans la gloire de tous ceux qui les emploient avec succès; mais du moins il a sur leur reconnaissance des droits qu'ils ne pourraient contester sans ingratitude.

L'analyse des séries a occupé M. Euler dans presque toutes les époques de sa vie : c'est même une des parties de ses ouvrages où l'on voit briller le plus cette finesse, cette sagacité, cette variété de moyens et de ressources qui le caractérisent.

Les fractions continues, inventées par le vicomte Brouncker, paraissaient presque oubliées des géomètres; M. Euler en perfectionna la théorie, en multiplia les applications, et en fit sentir toute l'importance.

Ses recherches, presque absolument neuves sur les séries de produits indéfinis, offrent des ressources nécessaires à la solution d'un grand nombre de questions utiles ou curieuses; et c'est surtout en imaginant ainsi de nouvelles formes de série, et en les employant non-seulement à des approximations dont on est si souvent forcé de se contenter, mais aussi à la découverte de vérités absolues et rigoureuses, que M. Euler a su agrandir cette branche de l'analyse aujourd'hui si vaste, et bornée avant lui à un petit nombre de méthodes et d'applications.

Le calcul intégral, l'instrument le plus fécond de découvertes que jamais les hommes aient possédé, a changé de face depuis les ouvrages de M. Euler; il a perfectionné, étendu, simplifié toutes les méthodes employées ou proposées avant lui : on lui doit la solution générale des équations linéaires, premier

fondement de ces formules d'approximation si variées et si utiles.

Une foule de méthodes particulières, fondées sur différents principes, sont répandues dans ses ouvrages et réunies dans son traité du calcul intégral : là on le voit, par un heureux usage des substitutions, ou rappeler à une méthode connue des équations qui semblaient s'y refuser, ou réduire aux premières différentielles des équations d'ordres supérieurs; tantôt, en considérant la forme des intégrales, il en déduit les conditions des équations différentielles auxquelles elles peuvent satisfaire; et tantôt l'examen de la forme des facteurs, qui rendent une différentielle complète, le conduit à former des classes générales d'équations intégrales : quelquefois une propriété particulière qu'il remarque dans une équation, lui offre un moyen de séparer les indéterminées qui semblaient devoir y rester confondues; ailleurs, si une équation où elles sont séparées se dérobe aux méthodes communes, c'est en mêlant ces indéterminées qu'il parvient à connaître l'intégrale. Au premier coup d'œil, le choix et la réussite de ces moyens peuvent sembler, en quelque sorte, appartenir au hasard; cependant, un succès si fréquent et si sûr oblige de reconnaître une autre cause, et il n'est pas toujours impossible de suivre le fil délié qui a guidé le génie. Si, par exemple, on considère la forme des substitutions employées par M. Euler, on découvrira souvent ce qui a pu lui faire prévoir que cette opération produirait l'effet dont il avait besoin; et si on examine la forme que,

dans une de ses plus belles méthodes, il suppose aux facteurs d'une équation du second ordre, on verra qu'il s'est arrêté à une de celles qui appartiennent particulièrement à cet ordre d'équations. A la vérité, cette suite d'idées qui dirige alors un analyste est moins une méthode dont il puisse développer la marche, qu'une sorte d'instinct particulier dont il serait difficile de rendre compte, et souvent il aime mieux ne pas faire l'histoire de ses pensées, que de s'exposer au soupçon d'en avoir donné un roman ingénieux, et fait après coup.

M. Euler a observé que les équations différentielles sont susceptibles de solutions particulières qui ne sont pas comprises dans la solution générale. M. Clairaut a fait aussi la même remarque : mais M. Euler a montré depuis pourquoi ces intégrales particulières étaient exclues de la solution générale ; et il est le premier qui se soit occupé de cette théorie, perfectionnée depuis par plusieurs géomètres célèbres, et dans laquelle le mémoire de M. de La Grange, sur la nature de ces intégrales et leur usage dans la solution des problèmes, n'a plus rien laissé à désirer.

Nous citerons encore une partie de ce calcul qui appartient presque en entier à M. Euler; c'est celle où l'on cherche des intégrales particulières pour une certaine valeur déterminée des inconnues que renferme l'équation ; cette théorie est d'autant plus importante, que souvent l'intégrale générale se dérobe absolument à nos recherches, et que dans les problèmes où une valeur approchée de l'intégrale ne

suffit pas aux vues qu'on se propose, la connaissance de ces intégrales particulières peut suppléer à ce défaut.

En effet, on connaît alors, du moins pour certains points, la valeur rigoureuse; et cette connaissance, unie à celle d'une valeur générale approchée, doit suffire à presque tous les besoins de l'analyse.

Personne n'a fait un usage plus étendu et plus heureux des méthodes qui donnent la valeur de plus en plus approchée d'une quantité déterminée par des équations différentielles, et dont on a déjà une première valeur; et il s'est également occupé de donner un moyen direct de déduire immédiatement de l'équation même une valeur assez voisine de la vraie, pour que les puissances élevées de leur différence puissent être négligées; moyen sans lequel les méthodes d'approximation en usage parmi les géomètres ne pourraient s'étendre aux équations pour lesquelles les observations ou des considérations particulières ne donnent pas cette première valeur dont ces méthodes supposent la connaissance.

Ce que nous avons dit suffit pour montrer jusqu'à quel point M. Euler avait approfondi la nature des équations différentielles, la source des difficultés qui s'opposent à l'intégration, et la manière de les éluder ou de les vaincre; son grand ouvrage sur cet objet est non-seulement un recueil précieux de méthodes neuves et étendues, c'est encore une mine féconde de découvertes, que tout homme, né avec quelque talent, ne peut parcourir sans en rapporter de riches dépouilles. L'on peut dire de cette partie

dans une de ses plus belles méthodes, il suppose aux facteurs d'une équation du second ordre, on verra qu'il s'est arrêté à une de celles qui appartiennent particulièrement à cet ordre d'équations. A la vérité, cette suite d'idées qui dirige alors un analyste est moins une méthode dont il puisse développer la marche, qu'une sorte d'instinct particulier dont il serait difficile de rendre compte, et souvent il aime mieux ne pas faire l'histoire de ses pensées, que de s'exposer au soupçon d'en avoir donné un roman ingénieux, et fait après coup.

M. Euler a observé que les équations différentielles sont susceptibles de solutions particulières qui ne sont pas comprises dans la solution générale. M. Clairaut a fait aussi la même remarque : mais M. Euler a montré depuis pourquoi ces intégrales particulières étaient exclues de la solution générale ; et il est le premier qui se soit occupé de cette théorie, perfectionnée depuis par plusieurs géomètres célèbres, et dans laquelle le mémoire de M. de La Grange, sur la nature de ces intégrales et leur usage dans la solution des problèmes, n'a plus rien laissé à désirer.

Nous citerons encore une partie de ce calcul qui appartient presque en entier à M. Euler; c'est celle où l'on cherche des intégrales particulières pour une certaine valeur déterminée des inconnues que renferme l'équation ; cette théorie est d'autant plus importante, que souvent l'intégrale générale se dérobe absolument à nos recherches, et que dans les problèmes où une valeur approchée de l'intégrale ne

suffit pas aux vues qu'on se propose, la connaissance de ces intégrales particulières peut suppléer à ce défaut.

En effet, on connaît alors, du moins pour certains points, la valeur rigoureuse; et cette connaissance, unie à celle d'une valeur générale approchée, doit suffire à presque tous les besoins de l'analyse.

Personne n'a fait un usage plus étendu et plus heureux des méthodes qui donnent la valeur de plus en plus approchée d'une quantité déterminée par des équations différentielles, et dont on a déjà une première valeur; et il s'est également occupé de donner un moyen direct de déduire immédiatement de l'équation même une valeur assez voisine de la vraie, pour que les puissances élevées de leur différence puissent être négligées; moyen sans lequel les méthodes d'approximation en usage parmi les géomètres ne pourraient s'étendre aux équations pour lesquelles les observations ou des considérations particulières ne donnent pas cette première valeur dont ces méthodes supposent la connaissance.

Ce que nous avons dit suffit pour montrer jusqu'à quel point M. Euler avait approfondi la nature des équations différentielles, la source des difficultés qui s'opposent à l'intégration, et la manière de les éluder ou de les vaincre; son grand ouvrage sur cet objet est non-seulement un recueil précieux de méthodes neuves et étendues, c'est encore une mine féconde de découvertes, que tout homme, né avec quelque talent, ne peut parcourir sans en rapporter de riches dépouilles. L'on peut dire de cette partie

des travaux de M. Euler, comme de beaucoup d'autres, que les méthodes qu'elle renferme serviront, longtemps après lui, à résoudre des questions importantes et difficiles, et que ses ouvrages produiront encore et plus d'une découverte et plus d'une réputation.

Le calcul aux différences finies n'était presque connu que par l'ouvrage obscur, mais plein de sagacité, de Taylor : M. Euler en fit une branche importante du calcul intégral, lui donna une notation simple et commode, et sut l'appliquer avec succès à la recherche de leurs sommes, ou de l'expression de leurs termes généraux, à celle de la racine des équations déterminées, à la manière d'avoir, par un calcul facile, la valeur approchée des produits, ou des sommes indéfinies de certains nombres.

C'est à M. D'Alembert qu'appartient réellement la découverte du calcul aux différences partielles, puisque c'est à lui qu'est due la connaissance de la forme générale de leurs intégrales; mais, dans les premiers ouvrages de M. D'Alembert, on voyait plus le résultat du calcul que le calcul lui-même; c'est à M. Euler que l'on en doit la notation; il a su se le rendre propre, en quelque manière, par la profonde théorie qui l'a conduit à résoudre un grand nombre de ces équations, à distinguer les formes des intégrales pour les différents ordres et pour les différents nombres de variables, à réduire ces équations, lorsqu'elles ont certaines formes, à des intégrations ordinaires; à donner les moyens de rappeler à ces

formes, par d'heureuses substitutions, celles qui s'en éloignent; en un mot, en découvrant, dans la nature des équations aux différences partielles, plusieurs de ces propriétés singulières qui en rendent la théorie générale si difficile et si piquante, qualités presque inséparables en géométrie, où le degré de la difficulté est si souvent la mesure de l'intérêt qu'on prend à une question, de l'honneur qu'on attache à une découverte. L'influence d'une vérité nouvelle sur la science même, ou sur quelque application importante, est le seul avantage qui puisse balancer ce mérite de la difficulté vaincue, chez des hommes pour qui le plaisir d'apercevoir une vérité est toujours proportionné aux efforts qu'elle leur a coûtés.

M. Euler n'avait négligé aucune partie de l'analyse : il a démontré quelques-uns des théorèmes de Fermat, sur l'analyse indéterminée, et en a trouvé plusieurs autres non moins curieux, non moins difficiles à découvrir. La marche du cavalier au jeu d'échecs, et différents autres problèmes de situation, ont aussi piqué sa curiosité et exercé son génie : il mêlait aux recherches les plus importantes ces amusements, souvent plus difficiles, mais presque inutiles et aux progrès mêmes de la science et aux applications tentées jusqu'ici. M. Euler avait un esprit trop sage pour ne pas sentir l'inconvénient de se livrer longtemps à ces recherches purement curieuses, mais trop étendu en même temps pour ne pas voir que leur inutilité ne devait être que momentanée, et que le seul moyen de la faire cesser était

de chercher à les approfondir et à les généraliser.

L'application de l'algèbre à la géométrie avait occupé, depuis Descartes, presque tous les géomètres du dernier siècle; mais M. Euler a prouvé qu'ils n'avaient pas, à beaucoup près, tout épuisé. On lui doit de nouvelles recherches sur le nombre des points qui déterminent une ligne courbe dont le degré est connu, et sur celui des intersections des lignes de différents degrés; on lui doit également l'équation générale des courbes, dont les développées, les secondes, les troisièmes développées, en un mot les développées d'un ordre quelconque, sont semblables à la courbe génératrice; équation remarquable par son extrême simplicité.

La théorie générale des surfaces courbes était peu connue, et M. Euler est le premier qui l'ait développée dans un ouvrage élémentaire: il y ajouta celle des rayons osculateurs de ces surfaces; et il parvint à cette conclusion singulière, que la courbure d'un élément de surface est déterminée par deux des rayons osculateurs des courbes formées par l'intersection de la surface et d'un plan qui passe par la perpendiculaire au point donné; que ces rayons sont le plus grand et le plus petit de tous ceux qui appartiennent à la suite des courbes ainsi formées, et qu'enfin ils se trouvent toujours dans des plans perpendiculaires l'un à l'autre.

Il donna de plus une méthode pour déterminer les surfaces qui peuvent être développées sur un plan, et une théorie des projections géographiques de la sphère. Ces deux ouvrages renferment une ap-

plication de calcul des différences partielles à des problèmes géométriques; application qui peut s'étendre à beaucoup de questions intéressantes, et dont la première idée est due à M. Euler.

Ses recherches sur les courbes qui, tracées sur une sphère, sont rectifiables algébriquement, et sur les surfaces courbes, dont les parties correspondantes à des parties d'un plan donné, sont égales entre elles, l'ont conduit à une nouvelle espèce d'analyse, à laquelle il donne le nom d'*analyse infinitésimale indéterminée*, parce que, comme l'analyse indéterminée ordinaire, les quantités qui restent arbitraires sont assujetties à certaines conditions; et de même que l'analyse indéterminée a pu servir quelquefois à la perfection de l'algèbre, M. Euler regardait sa nouvelle analyse comme une science qui devait un jour être utile aux progrès du calcul intégral.

En effet, ces questions particulières, qui ne tiennent pas au corps méthodique des sciences mathématiques, qui n'entrent point dans les applications qu'on peut en faire, ne doivent pas être regardées seulement comme des moyens d'exercer les forces ou de faire briller le génie des géomètres; presque toujours, dans les sciences, on commence par cultiver séparément quelques parties isolées; à mesure que les découvertes successives se multiplient, les liaisons qui unissent ces parties se laissent successivement apercevoir; et le plus souvent c'est aux lumières qui résultent de cette réunion que sont dues les grandes découvertes qui font époque dans l'histoire de l'esprit humain.

La question de déterminer les courbes ou les surfaces pour lesquelles certaines fonctions indéfinies sont plus grandes ou plus petites que pour toutes les autres, avait exercé les géomètres les plus illustres du siècle dernier. Les solutions des problèmes du solide de la moindre résistance, de la courbe de plus vite descente, de la plus grande des aires isopérimètres, avaient été célèbres en Europe. La méthode générale de résoudre le problème était cachée dans ces solutions, et surtout dans celle que Jacques Bernoulli avait trouvée pour la question des isopérimètres, et qui lui avait donné sur son frère un avantage que tant de chefs-d'œuvre, enfantés depuis par Jean Bernoulli, n'ont pu faire oublier. Mais il fallait développer cette méthode, il fallait la réduire en formules générales ; et c'est ce que fit M. Euler, dans un ouvrage imprimé en 1744, et l'un des plus beaux monuments de son génie. Pour trouver ces formules, il avait été obligé d'employer la considération des lignes courbes; quinze ans après, un jeune géomètre (M. de La Grange), qui dans ses premiers essais annonçait un digne successeur d'Euler, résolut le même problème par une méthode purement analytique : M. Euler admira le premier ce nouvel effort de l'art du calcul, s'occupa lui-même d'exposer la nouvelle méthode, d'en présenter les principes, et d'en donner le développement avec cette clarté, cette élégance qui brillent dans tous ses ouvrages; jamais le génie ne reçut et ne rendit un plus bel hommage, et jamais il ne se montra plus supérieur à ces petites passions que le partage d'un

peu de gloire rend si actives et si violentes dans les hommes ordinaires. Nous terminerons cet exposé des travaux de M. Euler sur l'analyse pure, en observant qu'il serait injuste de borner son influence sur les progrès des mathématiques, aux découvertes sans nombre dont ses ouvrages sont remplis. Ces communications qu'il a ouvertes entre toutes les parties d'une science si vaste; ces vues générales, que souvent même il n'indique pas, mais qui n'échappent point à un esprit attentif; ces routes dont il s'est contenté d'ouvrir l'entrée, et d'aplanir les premiers obstacles, sont encore autant de bienfaits dont les sciences s'enrichiront, et dont la postérité jouira, en oubliant peut-être la main dont elle les aura reçus.

Le traité de mécanique que M. Euler donna en 1736, est le premier grand ouvrage où l'analyse ait été appliquée à la science du mouvement. Le nombre des choses neuves ou présentées d'une manière nouvelle, qui entrent dans ce traité, eût étonné les géomètres, si M. Euler n'en eût déjà publié séparément la plus grande partie.

Dans ses nombreux travaux sur la même science, il fut toujours fidèle à l'analyse; et l'usage heureux qu'il en a fait a mérité à cette méthode la préférence qu'elle a enfin obtenue sur toutes les autres. La solution du problème où l'on cherche le mouvement d'un corps lancé dans l'espace et attiré vers deux points fixes, est devenue célèbre par l'art avec lequel des substitutions dont M. Euler savait si bien prévoir la forme, l'ont conduit à réduire aux qua-

dratures, des équations que leur complication et leur forme pouvaient faire regarder comme insolubles.

Il appliqua l'analyse au mouvement d'un corps solide d'une figure donnée, et elle le conduisit à ce beau théorème déjà donné par Segner, *qu'un corps d'une figure quelconque peut tourner librement, d'un mouvement uniforme, autour de trois axes perpendiculaires entre eux;* à la connaissance de plusieurs propriétés singulières de ces trois axes principaux, et enfin aux équations générales du mouvement d'un corps, quelles que soient sa figure et la loi des forces accélératrices qui agissent sur ses éléments et sur quelques-unes de ses parties.

Le problème des cordes vibrantes, et tous ceux qui appartiennent à la théorie du son ou des lois des oscillations de l'air, ont été soumis à l'analyse par les nouvelles méthodes dont il enrichit le calcul des différences partielles. Une théorie du mouvement des fluides, appuyée sur ce même calcul, étonna par la clarté qu'il a répandue sur des questions si épineuses, et la facilité qu'il a su donner à des méthodes fondées sur une analyse si profonde.

Tous les problèmes de l'astronomie physique, qui ont été traités dans ce siècle, ont été résolus par des méthodes analytiques particulières à M. Euler. Son calcul des perturbations de l'orbite terrestre, surtout sa théorie de la lune, sont des modèles de la simplicité et de la précision auxquelles on peut porter ces méthodes; et en lisant ce dernier ouvrage, on n'est pas moins étonné de voir jusqu'où un homme d'un grand génie, animé du désir de ne rien laisser

à faire sur une question importante, peut pousser la patience et l'opiniâtreté du travail.

L'astronomie n'employait que des méthodes géométriques; M. Euler sentit tout ce qu'elle pouvait espérer des secours de l'analyse, et il le prouva par des exemples qui, imités depuis par plusieurs savants célèbres, pourront un jour faire prendre à cette science une forme nouvelle.

Il embrassa la science navale dans un grand ouvrage auquel une savante analyse sert de base, et où les questions les plus difficiles sont soumises à ces méthodes générales et fécondes qu'il savait si bien créer et employer : longtemps après, il publia, sur la même matière, un abrégé élémentaire de ce même traité, où il renferme, sous la forme la plus simple, ce qui peut être utile à la pratique, et ce que doivent savoir ceux qui se consacrent au service de mer. Cet ouvrage, quoique destiné par l'auteur aux seules écoles de l'empire de Russie, lui mérita une gratification du roi, qui jugea que des travaux utiles à tous les hommes avaient des droits à la reconnaissance de tous les souverains, et voulut montrer que même aux extrémités de l'Europe, des talents si rares ne pouvaient échapper ni à ses regards ni à ses bienfaits. M. Euler fut sensible à cette marque de l'estime d'un roi puissant, et elle reçut un nouveau prix à ses yeux de la main qui la lui transmit : c'était celle de M. Turgot, ministre respecté dans l'Europe, par ses lumières comme par ses vertus, fait pour commander à l'opinion plutôt que pour lui obéir, et dont le suffrage, toujours dicté

par la vérité, et jamais par le désir d'attirer sur lui-même l'approbation publique, pouvait flatter un sage trop accoutumé à la gloire pour être encore sensible au bruit de sa renommée. Dans les hommes d'un génie supérieur, l'extrême simplicité de caractère peut s'allier avec les qualités de l'esprit qui semblent le plus annoncer de l'habileté ou de la finesse ; aussi M. Euler, malgré cette simplicité qui ne se démentit jamais, savait cependant distinguer, avec une sagacité toujours indulgente il est vrai, les hommages d'une admiration éclairée, et ceux que la vanité prodigue aux grands hommes pour s'assurer du moins le mérite de l'enthousiasme.

Ses travaux sur la dioptrique sont fondés sur une analyse moins profonde, et on est tenté de lui en savoir gré, comme d'une espèce de sacrifice. Les différents rayons dont un rayon solaire est formé subissent dans le même milieu des réfractions différentes ; séparés ainsi des rayons voisins, ils paraissent seuls, ou moins mélangés, et donnent la sensation de couleur qui leur est propre : cette réfrangibilité varie dans les différents milieux pour chaque rayon, et suivant une loi qui n'est pas la même que celle de la réfraction moyenne dans ces milieux : cette observation donnait lieu de croire que deux prismes inégaux et de différentes matières, combinés ensemble, pourraient détourner un rayon de sa route sans le décomposer, ou plutôt en replaçant, par une triple réfraction, les rayons élémentaires dans une direction parallèle.

De la vérité de cette conjecture pouvait dépendre,

dans les lunettes, la destruction des iris qui colorent les objets vus à travers les verres lenticulaires : M. Euler était convaincu de la possibilité du succès, d'après cette idée métaphysique, *que si l'œil a été composé de diverses humeurs, c'est uniquement dans l'intention de détruire les effets de l'aberration de réfrangibilité;* il ne s'agissait donc que de chercher à imiter l'opération de la nature, et il en proposa les moyens, d'après une théorie qu'il s'était formée. Ses premiers essais excitèrent les physiciens à s'occuper d'un objet qu'ils paraissaient avoir négligé; leurs expériences ne s'accordèrent point avec la théorie de M. Euler, mais elles confirmèrent les vues qu'il avait eues sur la perfection des lunettes. Instruit alors par eux des lois de la dispersion dans les différents milieux, il abandonna ses premières idées, soumit au calcul les résultats de leurs expériences, et enrichit la dioptrique de formules analytiques, simples, commodes, générales, applicables à tous les instruments qu'on peut construire.

On a encore de M. Euler quelques essais sur la théorie générale de la lumière, dont il cherchait à concilier les phénomènes avec les lois des oscillations d'un fluide, parce que l'hypothèse de l'émission des rayons en ligne droite lui paraissait présenter des difficultés insurmontables.

La théorie de l'aimant, celle de la propagation du feu, les lois de la cohésion des corps et celles des frottements, devinrent aussi pour lui l'occasion de savants calculs, appuyés malheureusement sur des hypothèses plutôt que sur des expériences.

Le calcul des probabilités, l'arithmétique politique, furent encore l'objet de ses infatigables travaux; nous ne citerons ici que ses recherches sur les tables de mortalité, et sur les moyens de les déduire des phénomènes avec plus d'exactitude; sa méthode de prendre un milieu entre des observations; ses calculs sur l'établissement d'une caisse d'emprunt, dont le but est d'assurer aux veuves, aux enfants, ou une somme fixe ou une rente payable après la mort d'un mari ou d'un père; moyen ingénieux, imaginé par des géomètres philosophes, pour contre-balancer le mal moral qui résulte de l'établissement des rentes viagères, et pour rendre utiles aux familles les plus petites épargnes que leur chef peut faire sur son gain journalier, ou sur les appointements, soit d'une commission, soit d'une place.

On a vu, dans l'éloge de M. Daniel Bernoulli, qu'il avait partagé avec M. Euler seul la gloire d'avoir remporté treize prix à l'Académie des sciences; souvent ils travaillèrent pour les mêmes sujets, et l'honneur de l'emporter sur son concurrent fut encore partagé entre eux, sans que jamais cette rivalité ait suspendu les témoignages réciproques de leur estime, ou refroidi le sentiment de leur amitié. En examinant les sujets sur lesquels l'un et l'autre ont obtenu la victoire, on voit que le succès a dépendu surtout du caractère de leur talent: lorsque la question exigeait de l'adresse dans la manière de l'envisager, un usage heureux de l'expérience, ou des vues de physique ingénieuses et neuves, l'avantage était pour M. Daniel Bernoulli; n'offrait-elle à vaincre que

de grandes difficultés de calcul, fallait-il créer de nouvelles méthodes d'analyse, c'était M. Euler qui l'emportait : et si l'on pouvait avoir la témérité de vouloir juger entre eux, ce ne serait pas entre deux hommes qu'on aurait à prononcer, ce serait entre deux genres d'esprit, entre deux manières d'employer le génie.

Nous n'aurions donné qu'une idée très-imparfaite de la fécondité de M. Euler, si nous n'ajoutions, à cette faible esquisse de ses travaux, qu'il est peu de sujets importants pour lesquels il ne soit revenu sur ses traces, en refaisant même plusieurs fois son premier ouvrage : tantôt il substituait une méthode directe et analytique à une méthode indirecte; tantôt il étendait sa première solution à des cas qui lui avaient d'abord échappé; ajoutant presque toujours de nouveaux exemples qu'il savait choisir avec un art singulier, parmi ceux qui offraient ou quelque application utile ou quelque remarque curieuse. La seule intention de donner à son travail une forme plus méthodique, d'y répandre plus de clarté, d'y ajouter un nouveau degré de simplicité, suffisait pour le déterminer à des travaux immenses; jamais géomètre n'a tant écrit, et jamais aucun n'a donné à ses ouvrages un tel degré de perfection.

Lorsqu'il publiait un mémoire sur un objet nouveau, il exposait avec simplicité la route qu'il avait parcourue, il en faisait observer les difficultés ou les détours; et, après avoir fait suivre scrupuleusement à ses lecteurs la marche de son esprit dans ses premiers essais, il leur montrait ensuite comment

il était parvenu à trouver une route plus simple : on voit qu'il préférait l'instruction de ses disciples à la petite satisfaction de les étonner, et qu'il croyait n'en pas faire assez pour la science, s'il n'ajoutait, aux vérités nouvelles dont il l'enrichissait, l'exposition naïve des idées qui l'y avaient conduit.

Cette méthode d'embrasser ainsi toutes les branches des mathématiques, d'avoir, pour ainsi dire, toujours présentes à l'esprit toutes les questions et toutes les théories, était pour M. Euler une source de découvertes, fermée pour presque tous les autres, ouverte pour lui seul : ainsi, dans la suite de ses travaux, tantôt s'offrait à lui une méthode singulière d'intégrer les équations en les différentiant, tantôt une remarque sur une question d'analyse ou de mécanique le conduisait à la solution d'une équation différentielle très-compliquée, qui échappait aux méthodes directes; c'est quelquefois un problème, en apparence très-difficile, qu'il résout en un instant par une méthode très-simple, ou un problème qui paraît élémentaire, et dont la solution a des difficultés qu'il ne peut vaincre que par de grands efforts; d'autres fois, des combinaisons de nombres singuliers, des séries d'une forme nouvelle lui présentent des questions piquantes par leur nouveauté, ou le mènent à des vérités inattendues. M. Euler avertissait alors avec soin que c'était au hasard qu'il devait les découvertes de ce genre; ce n'était pas en diminuer le mérite, car on voyait aisément que ce hasard ne pourrait arriver qu'à un homme qui

joindrait à une vaste étendue de connaissances la sagacité la plus rare.

D'ailleurs, peut-être ne faudrait-il pas le louer de cette candeur, quand même elle lui aurait coûté un peu de sa gloire : les hommes d'un grand génie ont rarement ces petites ruses de l'amour-propre, qui ne servent qu'à rapetisser aux yeux des juges éclairés ceux qu'elles agrandissent dans l'opinion de la multitude; soit que l'homme de génie sente qu'il ne sera jamais plus grand qu'en se montrant tel qu'il est, soit que l'opinion n'ait pas sur lui cet empire qu'elle exerce avec tant de tyrannie sur les autres hommes.

Lorsqu'on lit la vie d'un grand homme, soit conviction de l'imperfection attachée à la faiblesse humaine, soit que la justice dont nous sommes capables ne puisse atteindre jusqu'à reconnaître dans nos semblables une supériorité dont rien ne nous console, soit enfin que l'idée de la perfection dans un autre nous blesse ou nous humilie encore plus que celle de la grandeur, il semble qu'on a besoin de trouver un endroit faible; on cherche quelque défaut qui puisse nous relever à nos propres yeux, et l'on est involontairement porté à se défier de la sincérité de l'écrivain, s'il ne nous montre pas cet endroit faible, s'il ne soulève point le voile importun dont ces défauts sont couverts.

M. Euler paraissait quelquefois ne s'occuper que du plaisir de calculer, et regarder le point de mécanique ou de physique qu'il examinait, seulement comme une occasion d'exercer son génie et de se

livrer à sa passion dominante. Aussi les savants lui ont-ils reproché d'avoir quelquefois prodigué son calcul à des hypothèses physiques, ou même à des principes métaphysiques dont il n'avait pas assez examiné, ou la vraisemblance ou la solidité; ils lui reprochaient aussi de s'être trop reposé sur les ressources du calcul, et d'avoir négligé celles que pouvait lui donner l'examen des questions mêmes qu'il se proposait de résoudre. Nous conviendrons que le premier reproche n'était pas sans fondement; nous avouerons que M. Euler le métaphysicien, ou même le physicien, n'a pas été si grand que le géomètre, et l'on doit regretter sans doute que plusieurs parties de ses ouvrages, par exemple, de ceux qu'il a faits sur la science navale, sur l'artillerie, n'aient presque été utiles qu'aux progrès de la science du calcul : mais nous croyons que le second reproche est beaucoup moins mérité; partout, dans les ouvrages de M. Euler, on le voit occupé d'ajouter aux richesses de l'analyse, d'en étendre et d'en multiplier les applications; en même temps qu'elle paraît son instrument unique, on voit qu'il a voulu en faire un instrument universel. Le progrès naturel des sciences mathématiques devait amener cette révolution ; mais il l'a vue pour ainsi dire s'accomplir sous ses yeux; c'est à son génie que nous la devons; elle a été le prix de ses efforts et de ses découvertes. Ainsi, lors même qu'il paraissait abuser de l'analyse et en épuiser tous les secrets pour résoudre une question dont quelques réflexions étrangères au calcul lui eussent donné une solution simple et facile, sou-

vent il ne cherchait qu'à montrer les forces et les ressources de son art; et on doit lui pardonner si quelquefois, en paraissant s'occuper d'une autre science, c'était encore au progrès et à la propagation de l'analyse que ses travaux étaient consacrés, puisque la révolution qui en a été le fruit est un de ses premiers droits à la reconnaissance des hommes, et un de ses plus beaux titres à la gloire.

Je n'ai pas cru devoir interrompre le détail des travaux de M. Euler par le récit des événements très-simples et très-peu multipliés de sa vie.

Il s'établit à Berlin en 1741, et y resta jusqu'en 1766. Madame la princesse d'Anhalt-Dessau, nièce du roi de Prusse, voulut recevoir de lui quelques leçons de physique; ces leçons ont été publiées sous le nom de *Lettres à une princesse d'Allemagne*, ouvrage précieux par la clarté singulière avec laquelle il y a exposé les vérités les plus importantes de la mécanique, de l'astronomie physique, de l'optique et de la théorie des sons, et par des vues ingénieuses moins philosophiques, mais plus savantes que celles qui ont fait survivre la pluralité des mondes de Fontenelle au système des tourbillons. Le nom d'Euler, si grand dans les sciences, l'idée imposante que l'on se forme de ses ouvrages, destinés à développer ce que l'analyse a de plus épineux et de plus abstrait, donnent à ces lettres si simples, si faciles, un charme singulier : ceux qui n'ont pas étudié les mathématiques, étonnés, flattés peut-être de pouvoir entendre un ouvrage d'Euler, lui savent gré de s'être mis à leur portée; et ces détails élémentaires des sciences ac-

quièrent une sorte de grandeur par le rapprochement qu'on en a fait avec la gloire et le génie de l'homme illustre qui les a tracés.

Le roi de Prusse employa M. Euler à des calculs sur les monnaies, à la conduite des eaux de Sans-Souci, à l'examen de plusieurs canaux de navigation. Ce prince n'était pas né pour croire que de grands talents et des connaissances profondes fussent jamais des qualités superflues ou dangereuses, et le bonheur de pouvoir être utile, un avantage réservé par la nature à l'ignorance et à la médiocrité.

En 1750, M. Euler fit le voyage de Francfort pour y recevoir sa mère, veuve alors, et la ramener à Berlin; il eut le bonheur de l'y conserver jusqu'en 1761. Pendant onze ans elle jouit de la gloire de son fils, comme le cœur d'une mère sait en jouir, et fut plus heureuse encore peut-être par ses soins tendres et assidus dont cette gloire augmentait le prix.

Ce fut pendant son séjour à Berlin, que M. Euler, lié par la reconnaissance à M. de Maupertuis, se crut obligé de défendre ce principe de la moindre action, sur lequel le président de l'Académie de Prusse avait fondé l'espérance d'une si grande renommée. Le moyen que choisit M. Euler ne pouvait guère être employé que par lui; c'était de résoudre par ce principe quelques-uns des problèmes les plus difficiles de la mécanique : ainsi, dans les temps fabuleux, les dieux daignaient fabriquer, pour les guerriers qu'ils favorisaient, des armes impénétrables aux coups de leurs adversaires.

Nous désirerions que la reconnaissance de M. Euler se fût bornée à une protection si noble et si digne de lui ; mais on ne peut se dissimuler qu'il n'ait montré trop de dureté dans ses réponses à Kœnig ; et c'est avec douleur que nous sommes obligés de compter un grand homme parmi les ennemis d'un savant malheureux et persécuté. Heureusement toute la vie de M. Euler le met à l'abri d'un soupçon plus grave ; sans cette simplicité, cette indifférence pour la renommée, qu'il a montrées constamment, on aurait pu croire que les plaisanteries d'un illustre partisan de M. Kœnig (plaisanteries que M. de Voltaire lui-même a depuis condamnées à un juste oubli) avaient altéré le caractère du sage et paisible géomètre ; mais s'il fit alors une faute, c'est à l'excès seul de la reconnaissance qu'il faut l'attribuer ; et c'est par un sentiment respectable qu'il a été injuste une seule fois dans sa vie.

Les Russes ayant pénétré dans la Marche du Brandebourg, en 1760, pillèrent une métairie que M. Euler avait auprès de Charlotembourg : mais le général Tottleben n'était pas venu faire la guerre aux sciences : instruit de la perte que M. Euler avait essuyée, il s'empressa de la réparer, en faisant payer le dommage à un prix fort au-dessus de la valeur réelle ; et il rendit compte de ce manque d'égards involontaire à l'impératrice Élisabeth, qui ajouta un don de quatre mille florins à une indemnité déjà beaucoup plus que suffisante. Ce trait n'a point été connu en Europe, et nous citons avec enthousiasme quelques actions semblables que les anciens nous ont

transmises : cette différence dans nos jugements n'est-elle pas une preuve de ces progrès heureux de l'espèce humaine, que quelques écrivains s'obstinent à nier encore, apparemment pour éviter qu'on ne les accuse d'en avoir été les complices?

Le gouvernement de Russie n'avait jamais traité M. Euler comme un étranger; une partie de ses appointements lui fut toujours payée, malgré son absence; et l'impératrice l'ayant appelé en 1766, il consentit à retourner à Pétersbourg.

En 1735, les efforts que lui avait coûté un calcul astronomique, pour lequel les autres académiciens demandaient plusieurs mois, et qu'il acheva en peu de jours, lui avaient causé une maladie suivie de la perte d'un œil; il avait lieu de craindre une cécité complète s'il s'exposait de nouveau dans un climat dont l'influence lui était contraire : l'intérêt de ses enfants l'emporta sur cette crainte; et si on songe que l'étude était pour M. Euler une passion exclusive, on jugera sans doute que peu d'exemples d'amour paternel ont mieux prouvé qu'il est la plus puissante et la plus douce de nos affections.

Il essuya, peu d'années après, le malheur qu'il avait prévu; mais il conserva, heureusement pour lui et pour les sciences, la faculté de distinguer encore de grands caractères tracés sur une ardoise avec de la craie; ses fils, ses élèves, copiaient ses calculs, écrivaient sous sa dictée le reste de ses mémoires; et si on en juge par leur nombre, et souvent par le génie qu'on y retrouve, on pourrait croire que l'absence encore plus absolue de toute distrac-

tion, et la nouvelle énergie que ce recueillement forcé donnait à toutes ses facultés, lui ont fait plus gagner, que l'affaiblissement de sa vue n'a pu lui faire perdre de facilité et de moyens pour le travail.

D'ailleurs, M. Euler, par la nature de son génie, par l'habitude de sa vie, s'était même involontairement préparé des ressources extraordinaires : en examinant ces grandes formules analytiques, si rares avant lui, si fréquentes dans ses ouvrages, dont la combinaison et le développement réunissent tant de simplicité et d'élégance, dont la forme même plaît aux yeux comme à l'esprit, on voit qu'elles ne sont pas le fruit d'un calcul tracé sur le papier, et que, produites tout entières dans sa tête, elles y ont été créées par une imagination également puissante et active. Il existe dans l'analyse (et M. Euler en a beaucoup multiplié le nombre), des formules d'une application commune et presque journalière; il les avait toujours présentes à l'esprit, les savait par cœur, les récitait dans la conversation; et M. D'Alembert, lorsqu'il le vit à Berlin, fut étonné d'un effort de mémoire qui supposait dans l'esprit de M. Euler tant de netteté et tant de vigueur à la fois. Enfin, sa facilité à calculer de tête était portée à un degré qu'on croirait à peine, si l'histoire de ses travaux n'avait accoutumé aux prodiges : on l'a vu, dans l'intention d'exercer son petit-fils aux extractions des racines, se former la table des six premières puissances de tous les nombres, depuis 1 jusqu'à 100, et la conserver exactement dans sa mémoire. Deux de ses disciples avaient calculé jusqu'au dix-

septième terme une série convergente assez compliquée; leurs résultats, quoique formés d'après un calcul écrit, différaient d'une unité au cinquantième chiffre : ils firent part de cette dispute à leur maître; M. Euler refit le calcul entier dans sa tête, et sa décision se trouva conforme à la vérité.

Depuis la perte de sa vue, il n'avait d'autre amusement que de faire des aimants artificiels, et de donner des leçons de mathématiques à un de ses petits-fils, qui lui paraissait annoncer d'heureuses dispositions.

Il allait encore quelquefois à l'Académie, principalement dans les circonstances difficiles, où il croyait que sa présence pouvait être utile pour y maintenir la liberté. On sent combien un président perpétuel, nommé par la cour, peut troubler le repos d'une académie, et tout ce qu'elle en doit craindre, lorsque, n'étant pas choisi dans la classe des savants, il ne se sent pas même arrêté par le besoin qu'a sa réputation du suffrage de ses confrères : comment des hommes, uniquement occupés de leurs paisibles travaux, et ne sachant parler que le langage des sciences, pourraient-ils alors se défendre, surtout si, étrangers, isolés, éloignés de leur patrie, ils tiennent tout du gouvernement auquel ils ont à demander justice contre le chef que ce gouvernement même leur a donné?

Mais il est un degré de gloire où l'on se trouve au-dessus de la crainte; c'est lorsque l'Europe entière s'élèverait contre une injure personnelle faite à un grand homme, qu'il peut sans risque déployer contre

l'injustice l'autorité de sa renommée, et élever en faveur des sciences une voix qu'on ne peut empêcher de se faire entendre : M. Euler, tout simple, tout modeste qu'il était, sentait ses forces, et les a plus d'une fois heureusement employées.

En 1771, la ville de Pétersbourg éprouva un incendie terrible; les flammes gagnèrent la maison de M. Euler; un Bâlois, M. Pierre Grimm (dont le nom mérite sans doute d'être conservé), apprend le danger de son illustre compatriote, aveugle et souffrant; il se précipite au travers des flammes, pénètre jusqu'à lui, le charge sur ses épaules et le sauve au péril de sa vie. La bibliothèque, les meubles de M. Euler furent consumés, mais les soins empressés du comte Orloff sauvèrent ses manuscrits; et cette attention, au milieu du trouble et des horreurs de ce grand désastre, est un des hommages les plus vrais et les plus flatteurs que jamais l'autorité publique ait rendus au génie des sciences : la maison de M. Euler était un des bienfaits de l'impératrice, un nouveau bienfait en répara promptement la perte.

Il a eu de sa première femme treize enfants, dont huit morts en bas âge ; ses trois fils lui ont survécu, et il eut le malheur de perdre ses deux filles dans la dernière année de sa vie ; de trente-huit petits-enfants, vingt-six vivaient encore à l'époque de sa mort. En 1776, il épousa en secondes noces Mlle Gsell, sœur de père de sa première femme ; il avait gardé toute la simplicité de mœurs dont la maison paternelle lui avait donné l'exemple ; tant qu'il a conservé la vue, il rassemblait tous les soirs, pour la

prière commune, ses petits-enfants, ses domestiques et ceux de ses élèves qui logeaient chez lui; il leur lisait un chapitre de la Bible, et quelquefois accompagnait cette lecture d'une exhortation.

Il était très-religieux; on a de lui une preuve nouvelle de l'existence de Dieu et de la spiritualité de l'âme: cette dernière même a été adoptée dans plusieurs écoles de théologie. Il avait conservé scrupuleusement la religion de son pays, qui est le calvinisme rigide; et il ne paraît pas qu'à l'exemple de la plupart des savants protestants, il se soit permis d'adopter des opinions particulières, et de se former un système de religion.

Son érudition était très-étendue, surtout dans l'histoire des mathématiques; on a prétendu qu'il avait porté sa curiosité jusqu'à s'instruire des procédés et des règles de l'astrologie, et que même il en avait fait quelques applications; cependant, lorsqu'en 1740 on lui donna ordre de faire l'horoscope du prince Yvan, il représenta que cette fonction appartenait à M. Kraaff, qui, en qualité d'astronome de la cour, fut obligé de la remplir. Cette crédulité, qu'on est étonné de trouver à cette époque dans la cour de Russie, était générale un siècle auparavant dans toutes les cours de l'Europe; celles de l'Asie n'en ont pas encore secoué le joug; et il faut avouer que si on en excepte les maximes communes de la morale, il n'y a jusqu'ici aucune vérité qui puisse se glorifier d'avoir été adoptée aussi généralement et aussi longtemps que beaucoup d'erreurs, ou ridicules ou funestes.

M. Euler avait étudié presque toutes les branches de la physique, l'anatomie, la chimie, la botanique; mais sa supériorité dans les mathématiques ne lui permettait pas d'attacher la plus petite importance à ses connaissances dans les autres genres, quoique assez étendues pour qu'un homme plus susceptible des petitesses de l'amour-propre eût pu aspirer à une sorte d'universalité.

L'étude de la littérature ancienne et des langues savantes avait fait partie de son éducation; il en conserva le goût toute sa vie, et n'oublia rien de ce qu'il avait appris; mais il n'eut jamais ni le temps ni le désir d'ajouter à ses premières études : il n'avait pas lu les poëtes modernes, et savait par cœur l'Énéide. Cependant M. Euler ne perdait pas de vue les mathématiques, même lorsqu'il récitait les vers de Virgile; tout était propre à lui rappeler cet objet presque unique de ses pensées; et on trouve dans ses ouvrages un savant mémoire sur une question de mécanique, dont il racontait qu'un vers de l'Énéide lui avait donné la première idée.

On a dit que, pour les hommes d'un grand talent, le plaisir du travail en était une récompense plus douce encore que la gloire; si cette vérité avait besoin d'être prouvée par des exemples, celui de M. Euler ne permettrait plus d'en douter.

Jamais, dans ses savantes discussions avec de célèbres géomètres, il n'a laissé échapper un seul trait qui pût faire soupçonner qu'il se soit occupé des intérêts de son amour-propre. Jamais il n'a réclamé aucune de ses découvertes; et si on revendiquait

quelque chose dans ses ouvrages, il s'empressait de réparer une injustice involontaire, sans même trop examiner si l'équité rigoureuse exigeait de lui un abandon absolu. Y avait-on relevé quelque errreur? si le reproche était mal fondé, il l'oubliait; s'il était juste, il se corrigeait, et ne songeait même pas à observer que souvent le mérite de ceux qui se vantaient d'avoir aperçu ses fautes, consistait dans une application facile des méthodes que lui-même leur avait enseignées, à des théories dont il avait aplani d'avance les plus grandes difficultés.

Presque toujours les hommes médiocres cherchent à se faire valoir par une sévérité proportionnée à la haute idée qu'ils veulent donner de leur jugement ou de leur génie; inexorables pour tout ce qui s'élève au-dessus d'eux, ils ne pardonnent même pas à l'infériorité : on dirait qu'un sentiment secret les avertit du besoin qu'ils ont de rabaisser les autres. Au contraire, le premier mouvement de M. Euler le portait à célébrer les talents dès l'instant où quelques essais heureux frappaient ses regards, et sans attendre que l'opinion publique eût sollicité son suffrage.

On le voit employer son temps à refaire, à éclaircir ses ouvrages, et même à résoudre des problèmes déjà résolus, qui ne lui laissaient plus que le mérite de plus d'élégance et de méthode, avec la même ardeur, la même constance qu'il eût mises à poursuivre une vérité nouvelle dont la découverte aurait ajouté à sa renommée. D'ailleurs, si le désir ardent de la gloire eût existé au fond de son cœur, la

franchise de son caractère ne lui eût pas permis d'en cacher les mouvements. Mais cette gloire dont il s'occupait si peu vint le chercher. La fécondité singulière de son génie frappait même ceux qui n'étaient pas en état d'entendre ses ouvrages. Quoique uniquement livré à la géométrie, sa réputation s'étendit parmi les hommes les plus étrangers à cette science; et il fut pour l'Europe entière non-seulement un grand géomètre, mais un grand homme. Il est d'usage, en Russie, d'accorder des titres militaires à des hommes très-étrangers au service; c'est rendre hommage au préjugé qui faisait regarder cet état comme la seule profession noble, et avouer en même temps qu'on en reconnaît toute la fausseté : quelques savants ont obtenu jusqu'au grade de général-major; M. Euler n'en eut et n'en voulait avoir aucun : mais quel titre pouvait honorer le nom d'Euler? Et alors le respect pour la conservation des droits naturels de l'homme impose, en quelque sorte, le devoir de donner l'exemple d'une sage indifférence pour ces hochets de la vanité humaine, si puérils, mais si dangereux.

La plupart des princes du Nord, dont il était personnellement connu, lui ont donné des marques de leur estime, ou plutôt de la vénération qu'on ne pouvait refuser à la réunion d'une vertu si simple, et d'un génie si vaste et si élevé. Dans le voyage que le prince royal de Prusse fit à Pétersbourg, il prévint la visite de M. Euler, et passa quelques heures à côté du lit de cet illustre vieillard, ayant ses mains dans les siennes, et tenant sur ses genoux un petit-fils

d'Euler, que ses dispositions précoces pour la géométrie avaient rendu l'objet particulier de sa tendresse paternelle.

Tous les mathématiciens célèbres qui existent aujourd'hui sont ses élèves : il n'en est aucun qui ne se soit formé par la lecture de ses ouvrages; qui n'ait reçu de lui les formules, la méthode qu'il emploie; qui, dans ses découvertes, ne soit guidé et soutenu par le génie d'Euler. Il doit cet honneur à la révolution qu'il a produite dans les sciences mathématiques, en les soumettant toutes à l'analyse; à sa force pour le travail, qui lui a permis d'embrasser toute l'étendue de ces sciences; à l'ordre qu'il a su mettre dans ses grands ouvrages; à la simplicité, à l'élégance de ses formules; à la clarté de ses méthodes et de ses démonstrations, qu'augmentent encore la multiplicité et le choix de ses exemples. Ni Newton, ni Descartes même, dont l'influence a été si puissante, n'ont obtenu cette gloire, et jusqu'ici, seul entre les géomètres, M. Euler l'a possédée tout entière et sans partage. Mais, comme professeur, il a formé des élèves qui lui appartiennent plus particulièrement, et parmi lesquels nous citerons son fils aîné, que l'Académie des sciences a choisi pour le remplacer, sans craindre que cette succession honorable accordée au nom d'Euler, comme à celui de Bernoulli, pût devenir un exemple dangereux; un second fils, livré aujourd'hui à l'étude de la médecine, mais qui, dans sa jeunesse, a remporté dans cette académie un prix sur les altérations du moyen mouvement des planètes;

M. Lexell, qu'une mort prématurée vient d'enlever aux sciences; enfin, M. Fuss, le plus jeune de ses disciples, le compagnon de ses derniers travaux, qui, envoyé de Bâle à M. Euler, par M. Daniel Bernoulli, s'est montré digne, par ses ouvrages, du choix de Bernoulli et des leçons d'Euler; et qui, après avoir rendu dans l'Académie de Pétersbourg un hommage public à son illustre maître, vient de s'unir à sa petite-fille.

De seize professeurs attachés à l'Académie de Pétersbourg, huit avaient été formés par lui; et tous, connus par leurs ouvrages, et décorés de titres académiques, se glorifiaient de pouvoir y ajouter celui de disciples d'Euler.

Il avait conservé toute sa facilité, et en apparence toutes ses forces; aucun changement n'annonçait que les sciences fussent menacées de le perdre. Le 7 septembre 1783, après s'être amusé à calculer sur une ardoise les lois du mouvement ascensionnel des machines aérostatiques, dont la découverte récente occupait alors toute l'Europe, il dîna avec M. Lexell et sa famille, parla de la planète d'Herschell, et des calculs qui en déterminent l'orbite; peu de temps après, il fit venir son petit-fils, avec lequel il badinait en prenant quelques tasses de thé, lorsque tout à coup la pipe qu'il tenait à la main lui échappa, et il cessa de calculer et de vivre.

Telle fut la fin d'un des hommes les plus grands, les plus extraordinaires que la nature ait jamais produits; dont le génie fut également capable des

plus grands efforts et du travail le plus continu; qui multiplia ses productions au delà de ce qu'on eût osé attendre des forces humaines, et qui cependant fut original dans chacune; dont la tête fut toujours occupée et l'âme toujours calme; qui enfin, par une destinée malheureusement trop rare, réunit et mérita de réunir un bonheur presque sans nuage à une gloire qui ne fut jamais contestée.

Sa mort a été regardée comme une perte publique, même dans le pays qu'il habitait: l'Académie de Pétersbourg a porté solennellement son deuil, et lui a décerné à ses frais un buste de marbre qui doit être placé dans ses salles d'assemblées; elle lui avait déjà rendu, pendant sa vie, un honneur plus singulier. Dans un tableau allégorique, la géométrie s'appuie sur une planche chargée de calculs, et ce sont les formules de sa nouvelle théorie de la lune que l'académie a ordonné d'y inscrire. Ainsi, un pays, qu'au commencement de ce siècle nous regardions encore comme barbare, apprend aux nations les plus éclairées de l'Europe à honorer la vie des grands hommes et leur mémoire récente : il donne à ces nations un exemple que plusieurs d'entre elles auraient à rougir, peut-être, de n'avoir su ni prévenir ni même imiter.

ÉLOGE DE M. BEZOUT.

Etienne Bezout, de l'Académie des sciences et de celle de marine, examinateur des gardes de la ma-

rine et des élèves du corps de l'artillerie, naquit à Nemours, le 31 mars 1730, de Pierre Bezout et d'Hélène Filz.

Le hasard lui offrit, dans le cours de ses études, quelques livres de géométrie élémentaire qui lui en inspirèrent le goût, et les éloges de Fontenelle qui lui apprirent qu'une carrière paisible et glorieuse est presque toujours le prix du talent, et même de l'amour des sciences. Son père vit avec peine des dispositions qui s'opposaient aux vues qu'il avait formées; mais il fallut céder à un penchant devenu bientôt irrésistible.

Il ne faut pas regarder cette opposition, dont l'histoire des sciences offre tant d'exemples, même dans ce siècle, comme la suite d'un mépris pour les sciences, heureusement bien éloigné de nos mœurs actuelles. Il est souvent difficile de distinguer si ce penchant pour l'étude, au lieu d'être l'effet ou le signe d'un véritable talent, n'est pas plutôt le fruit d'une effervescence passagère; si même il ne sert pas de voile à un dégoût pour d'autres états, dont les commencements exigent plus de contrainte et de sacrifices : aussi un père qui sait que l'instruction et les lumières ne mènent, dans les différentes classes de la société, ni aux distinctions, ni à la fortune, est très-excusable de regarder comme perdu le temps qu'après ses études ordinaires son fils aurait employé à perfectionner son esprit ou sa raison, et dans cette circonstance, comme dans bien d'autres, les fautes des particuliers sont l'ouvrage des institutions publiques.

M. Bezout prouva bientôt que son ardeur pour l'étude des mathématiques ne l'avait pas trompé sur la véritable destination à laquelle la nature l'avait appelé, et, dès 1758, ses travaux lui méritèrent une place à l'Académie.

Il lui avait présenté deux mémoires sur le calcul intégral : dans le premier, il déterminait la forme des fonctions semblables dont les variables sont liées entre elles par une équation, et qui, multipliées par des facteurs constants et ajoutées ensemble, deviennent intégrales algébriquement, quoique chacune d'elles, en particulier, ne le soit pas. Il donnait dans le second l'équation générale des courbes rectifiables, et dans certains cas de celles dont la rectification dépend de leur quadrature.

Ces mémoires annonçaient dans M. Bezout le goût des recherches générales de calcul, et le talent propre à réussir dans ces recherches.

En 1763, M. le duc de Choiseul crut devoir exiger, de ceux qui se destinaient à la marine, des connaissances mathématiques plus étendues, et les assujettir à un examen. M. Bezout fut chargé à la fois des fonctions d'examinateur et de la composition d'un cours de mathématiques destiné pour les gardes de la marine. Quelques années après, à la mort de M. Camus, il fut nommé examinateur des élèves de l'artillerie.

Il sentit que ces places exigeaient le sacrifice de ses goûts, et qu'il serait obligé de renoncer et au plaisir de suivre dans ses études l'impulsion de son talent, et à une partie de la gloire qu'il pouvait

espérer. Cependant, il était père de famille; il était sans fortune, et il ne se crut point permis de balancer, mais il prit le parti qu'un esprit très-sage devait choisir; il vit que, s'il ne traçait pas une ligne bien marquée entre son devoir et sa passion, il faudrait la combattre sans cesse, et finir toujours par lui céder. Il résolut donc de concentrer sur un seul objet ses méditations mathématiques, afin d'être plus sûr de ne leur donner que la partie de son temps qui restait libre; et il choisit la théorie générale des équations déterminées.

On sait que les équations du troisième degré, et même celles du quatrième, ont été résolues par des géomètres italiens vers le milieu du sixième siècle. Depuis ce temps, l'analyse a fait des pas immenses; plusieurs découvertes importantes sur les équations ont illustré les noms de Viète et de Descartes; cependant l'équation du cinquième degré n'a pas encore été résolue; et si les efforts que tous les géomètres célèbres ont dirigés vers cet objet depuis deux cents ans ont été plus d'une fois utiles aux progrès de la science, en général ils l'ont été très-peu à la solution de ce problème en particulier.

M. Bezout trouva d'abord la solution d'une classe particulière d'équations de tous les degrés. Sa méthode, différente de toutes les autres, se trouvait générale pour le troisième et le quatrième degré, et commençait à devenir particulière précisément au cinquième.

Mais si, pour ce degré et pour les degrés supérieurs, elle ne conduisait pas à la solution générale, du moins

elle fournissait des lumières utiles sur la route qu'il fallait suivre pour y parvenir, et sur les obstacles qui jusqu'ici ont empêché d'y faire des progrès. Par cette méthode enfin, on pénétrait un peu plus avant dans la connaissance de la nature des équations, et même elle semble offrir un fil qui peut-être servira quelque jour pour conduire à cette solution si désirée. Mais il se présentait un grand obstacle, l'énorme longueur des calculs auxquels il faudrait se livrer. Il était donc nécessaire de donner une méthode de simplifier ces calculs, d'éviter toute complication inutile, et surtout les erreurs où cette complication pourrait conduire. Ainsi, le perfectionnement de la méthode d'éliminer devait être un premier pas, sans lequel il était difficile de se flatter de parvenir à la solution du problème principal.

En supposant un nombre d'équations d'un degré quelconque, entre un nombre égal d'inconnues, il s'agit de trouver le degré où doit monter l'équation finale, et, par conséquent, de trouver cette équation telle qu'elle doit être sans aucune racine inutile; car, en suivant la marche ordinaire, il arrive qu'on complique l'équation finale, qu'on la charge de racines snperflues, inconvénient d'autant plus grand, que ces racines ne servent pas à la solution des problèmes, et que, l'élimination une fois achevée, il serait ou très-difficile, ou très-pénible de les distinguer de celles qui doivent seules être employées.

Les équations proposées peuvent être complètes ou manquer d'une partie de leurs termes, et c'est encore ici une nouvelle complication : car ce serait

un défaut dans une solution de ce genre d'être obligé de traiter l'équation comme complète, d'achever l'opération dans cette hypothèse, pour déterminer ensuite, d'après le résultat, les changements que le manquement de termes a pu produire. D'ailleurs, l'une des plus grandes utilités d'une méthode générale d'éliminer est de dispenser, dans bien des cas, du travail d'exécuter cette opération, en donnant d'avance la forme et le degré de l'équation finale. Il se présente même un grand nombre de questions, et ce ne sont pas les moins importantes, où cette seule connaissance est nécessaire.

Le traité sur l'élimination, de M. Bezout, contient la solution de ce problème épineux et difficile, et il y parvient par le moyen de plusieurs théorèmes nouveaux sur le calcul des différences finies; car toutes les parties de l'analyse, enchaînées l'une à l'autre, se prêtent des secours mutuels. Ces distinctions n'ont été faites que pour faciliter la méthode d'étudier; et dans cette science, comme dans toutes les autres, la nature se joue de ces divisions qui doivent leur origine à son immensité et à notre faiblesse.

Cet ouvrage ne parut qu'en 1779, et depuis 1762 M. Bezout n'avait cessé de s'en occuper. Les mathématiciens ne sont pas en général pressés de jouir: on a d'autant moins besoin de l'opinion des autres, qu'on est plus sûr d'avance de celle qu'ils doivent avoir. D'ailleurs, M. Bezout ne se permit de publier ce travail, entrepris pour sa gloire et surtout pour le plaisir de s'y livrer, qu'après avoir donné ceux qui

étaient pour lui des ouvrages d'obligation. Il avait composé deux cours de mathématiques, l'un pour la marine, l'autre pour l'artillerie. Le fond de ces ouvrages était le même, les applications seules étaient différentes, et analogues dans chaque cours à l'objet principal des études de ceux auxquels il était destiné. La meilleure preuve du mérite des livres élémentaires, c'est leur succès. Ceux qui les enseignent ou qui les étudient trouvent trop d'avantage à choisir celui qui, en renfermant une égale instruction, leur donne le moins de peine, pour ne pas être justes, même par intérêt. Les cours élémentaires de M. Bezout ont été adoptés dans un grand nombre d'écoles et par beaucoup de maîtres; et ce succès nous dispense d'en apprécier le mérite.

Les examens des élèves de deux écoles, et les voyages auxquels ces examens l'obligeaient, étaient pour M. Bezout une distraction pénible, dont son zèle pour le bien public pouvait seul le consoler.

Encourager un élève timide, faire oublier par un ton de bonhomie et par une douce familiarité, tout ce que le caractère d'examinateur a d'imposant pour un jeune homme tourmenté à la fois par l'amour de la gloire et par celui de la liberté, par le désir de plaire à sa famille et par l'ambition de s'avancer; distinguer dans les fautes qui échappent à un élève, celles dont le défaut d'intelligence ou d'instruction est la cause, et celles qui naissent d'un trouble involontaire; démêler, dans celui qui s'énonce mal, le savoir et le talent qui se cachent; ne pas confondre la facilité qui vient de la mémoire ou de la confiance

avec celle qui annonce la sagacité ou une conception rapide; juger le mérite d'un élève d'après la manière dont il résout les questions qu'on lui propose, et non d'après son exactitude plus ou moins servile à suivre les solutions que l'examinateur a données dans ses ouvrages; mettre enfin chacun d'eux à sa place, et prononcer entre le plus jeune qui donne des espérances plus brillantes, et celui qui, éprouvé plus longtemps, en donne de plus certaines; entre l'élève qui, également instruit sur toutes les parties, montre une heureuse facilité d'apprendre, et celui qui, faible sur quelques-unes et supérieur sur d'autres, annonce une tête capable de plus d'efforts et de combinaisons plus profondes : tels sont les devoirs d'un examinateur et le tableau des examens de M. Bezout.

Il est aussi dans cette place d'autres devoirs qui tiennent plus à l'homme qu'au savant. Nous ne dirons pas ici avec quel scrupule il les a remplis, parce qu'un trait que nous allons rapporter en fera mieux juger que tout ce que nous pourrions dire. Pendant un examen à Toulon, il apprend que deux élèves ne pourront se présenter, parce qu'ils sont attaqués de la petite vérole; il n'avait pas eu cette maladie; il la craignait; cependant il sait que s'il ne voit pas ces élèves, il retardera d'un an leur avancement. Dès ce moment, ses répugnances se taisent, il se fait conduire au lit des malades, les examine, et se trouve heureux de ce qu'ils ont été dignes du sacrifice qu'il a fait pour eux.

Un pareil acte d'une justice rigoureuse, exercée

même au péril de ses jours, est un de ces traits qui répondent d'une vie entière.

M. Bezout, quoique livré presque exclusivement à la géométrie, n'avait pas négligé d'acquérir des connaissances même très-étendues sur la plupart des branches de la physique; et c'est à lui que l'Académie doit la première connaissance de ces grès cristallisés de Fontainebleau, sur lesquels M. de Lassone a donné depuis plusieurs savants mémoires.

M. Bezout s'était marié très-jeune, et comme alors il était sans fortune, il avait pu suivre le choix de son cœur. Cette union fut heureuse; il fut très-bon père, non-seulement parce que c'est un devoir, mais parce qu'il aimait à vivre au milieu de sa famille, et qu'il préférait cette société si douce et si sûre, ces soins si touchants, aux plaisirs qu'on trouve ou qu'on doit trouver dans le monde. Né avec un cœur droit, il aimait le travail et la retraite; aussi eut-il toutes les vertus et quelques-uns des défauts qui sont la suite du goût de la solitude: défauts bien plus excusables que ceux qui se contractent par l'habitude des hommes et des affaires. Les premiers font souffrir surtout celui qui n'a pu s'en préserver, au lieu que le poids des derniers retombe tout entier sur les autres hommes. Réservé dans la société, parce qu'il y était étranger, il ne s'y montrait pas tel qu'il était. Son extérieur était froid, et il avait une âme ardente et sensible; sa conversation était commune, et elle cachait une grande sagacité et des connaissances étendues et profondes: aussi son portrait tracé par ses amis, ou par ceux qui ne l'ont connu que super-

ficiellement, paraîtrait celui de deux hommes absolument étrangers l'un à l'autre.

Tout semblait lui promettre des jours heureux; sa fortuue suffisait, non-seulement à ses désirs personnels, mais à ceux qu'il formait pour sa famille, avec une modération semblable à celle qu'il avait pour lui-même. Il jouissait de la juste réputation que ses ouvrages lui avaient méritée, de l'estime de ses confrères, de la considération des ministres qui connaissaient son zèle et sa droiture, et auxquels la voix publique avait appris à respecter ses lumières; enfin de la tendresse de quelques amis, et de celle d'une famille à laquelle il tenait encore par le besoin qu'elle avait de lui. Mais le travail, la fatigue de ses places, quelques chagrins personnels avaient altéré ses forces. Il fut attaqué d'une fièvre maligne, et y succomba le 27 septembre 1783, regretté de sa famille, de ses confrères, de ses amis, de ses élèves, de tous ceux qui avaient pu le bien connaître.

ÉLOGE DE M. D'ALEMBERT.

Jean le Rond D'Alembert, secrétaire perpétuel de l'Académie française, membre des Académies des sciences de France, de Prusse, de Russie, de Portugal, de Naples, de Turin, de Norvége, de Padoue; de l'Académie royale des belles-lettres de Suède, de l'Institut de Bologne, de la Société littéraire de

Cassel, et de la Société philosophique de Boston, naquit à Paris le 17 novembre 1717.

Nous ne chercherons point à lever le voile dont le nom de ses parents a été couvert pendant sa vie; et qu'importe ce qu'ils ont pu être? les véritables aïeux d'un homme de génie sont les maîtres qui l'ont précédé dans la carrière; et ses vrais descendants sont des élèves dignes de lui.

Exposé près de l'église de Saint-Jean-le-Rond, M. D'Alembert fut porté chez un commissaire, qu'heureusement l'habitude des tristes fonctions de sa place n'avait point endurci; il craignit que cet enfant débile et presque mourant ne pût trouver dans un hospice public les soins, les attentions suivies, nécessaires pour sa conservation; il en chargea une ouvrière dont il connaissait les mœurs et l'humanité; et c'est de ce hasard heureux qu'a dépendu l'existence d'un homme qui devait être l'honneur de sa patrie et de son siècle, et que la nature avait destiné à enrichir de tant de vérités nouvelles le système des connaissances humaines.

Cet abandon, qui peut-être n'était même qu'apparent, ne dura que très-peu de jours; le père de M. D'Alembert le répara aussitôt qu'il en fut instruit; il fit pour l'éducation de son fils, et pour lui assurer une subsistance indépendante, ce qu'exigeaient la nature et le devoir : sa famille regarda M. D'Alembert, tant qu'il fut inconnu, comme un parent à qui elle devait des soins et des égards; et lorsqu'il fut devenu célèbre, elle s'honora de ces liens que la reconnaissance avait resserrés.

M. D'Alembert fit ses études au collége des Quatre-Nations, et les fit d'une manière brillante, indice quelquefois trompeur de ce qu'un homme doit être un jour.

L'importance que le cardinal Mazarin eut la faiblesse ou l'imprudence de donner aux disputes des amis de Saint-Cyran avec les jésuites, avait produit des troubles qui, après quatre-vingts ans, agitaient encore la France, et dont le progrès des lumières a depuis presque anéanti jusqu'au souvenir; mais en 1730, il n'y avait aucun corps, aucun collége, pour ainsi dire aucun homme, qui, par zèle religieux, par politique ou par désœuvrement, n'eût embrassé un des deux partis.

Les maîtres de M. D'Alembert étaient de celui qu'on appelait *janséniste*, car dans les disputes de ce genre, on cherche toujours à rendre ses adversaires odieux par un nom de secte dont ils ont grand soin de se défendre; espèce d'hommage qu'ils rendent à la raison. M. D'Alembert fit, dans sa première année de philosophie, un commentaire sur l'épître de saint Paul aux Romains, et commença comme Newton avait fini; ce commentaire donna de grandes espérances à ses maîtres. Les hommes distingués dans la littérature ou dans les sciences, montraient alors presque seuls à la nation l'exemple d'une indifférence salutaire : on se flatta que M. D'Alembert rendrait au parti de Port-Royal une portion de son ancienne gloire, et qu'il serait un nouveau Pascal.

Pour rendre la ressemblance plus parfaite, on lui

fit suivre des leçons de mathématiques; mais bientôt on s'aperçut qu'il avait pris pour ces sciences une passion qui décida du sort de sa vie. En vain ses maîtres cherchèrent à l'en détourner, en lui annonçant que cette étude lui dessécherait le cœur (ils ne sentaient pas sans doute toute la force de l'aveu que renferme cette expression) : M. D'Alembert fut moins docile que Pascal; jamais on ne put lui faire regarder l'amour un peu exclusif des vérités certaines et claires comme une erreur dangereuse, ou comme un penchant de la nature corrompue.

En sortant du collége, il jeta un coup d'œil sur le monde, il s'y trouva seul, et courut chercher un asile auprès de sa nourrice; l'idée consolante que sa fortune, toute médiocre qu'elle était, répandrait un peu d'aisance dans cette famille, la seule qu'il pût regarder comme la sienne, était encore pour lui un motif puissant. Il y vécut près de quarante années, conservant toujours la même simplicité, ne laissant apercevoir l'augmentation de son revenu que par celle de ses bienfaits; ne voyant, dans la grossièreté des manières de ceux avec lesquels il vivait, qu'un sujet d'observations plaisantes ou philosophiques, et cachant tellement sa célébrité et sa gloire, que sa nourrice, qui l'aimait comme un fils, qui était touchée de sa reconnaissance et de ses soins, ne s'aperçut jamais qu'il fût un grand homme. Son activité pour l'étude dont elle était témoin, ses nombreux ouvrages dont elle entendait parler, n'excitaient ni son admiration, ni le juste orgueil qu'elle aurait pu ressentir, mais plutôt une sorte de com-

passion : *Vous ne serez jamais qu'un philosophe*, lui-disait-elle ; *et qu'est-ce qu'un philosophe? C'est un fou qui se tourmente pendant sa vie, pour qu'on parle de lui lorsqu'il n'y sera plus.*

Dans cette maison, M. D'Alembert s'occupait presque uniquement de géométrie, achetant quelques livres, allant chercher dans les bibliothèques publiques ceux qu'il ne pouvait acheter : souvent il se présentait à lui des vues nouvelles, il les suivait, il goûtait déjà le plaisir de faire des découvertes ; mais ce plaisir était court, il consultait les livres, et voyait, avec un sentiment un peu pénible, que ce qu'il croyait avoir trouvé le premier était déjà connu : alors il se persuada que la nature lui avait refusé le génie, qu'il devait se borner à savoir ce que les autres auraient découvert, et il se résigna sans peine à cette destinée ; il sentait que le plaisir d'étudier, même sans la gloire, suffirait encore à son bonheur. Cette anecdote, que nous tenons de lui-même, nous paraît un fait moral bien précieux ; il est rare de pouvoir observer le cœur humain si près de sa pureté naturelle, et avant que l'amour-propre l'ait corrompu.

Cependant, on fit apercevoir à M. D'Alembert qu'avec une pension de douze cents livres, on n'était pas assez riche pour renoncer aux moyens d'augmenter son aisance ; on lui fit sentir la nécessité de prendre un état, car celui de géomètre n'en est pas un, et même les places où les connaissances mathématiques sont nécessaires ne donnent pas cette heureuse indépendance que le jurisconsulte et le

médecin sans fortune obtiennent dès les premiers pas de leur carrière. M. D'Alembert étudia d'abord en droit, et y prit des degrés, mais il abandonna bientôt cette étude : l'ouvrage de Montesquieu n'existait point encore, on ne prévoyait pas la révolution qu'il devait produire dans nos esprits; l'étude du droit ne pouvait paraître que celle de l'opinion, de la volonté, du caprice des hommes, qui, depuis trente siècles, avaient joui ou abusé du pouvoir en Grèce, à Rome et chez les Barbares : comment un jeune géomètre n'eût-il pas été bientôt dégoûté de pareils objets, sur lesquels il trouvait à exercer sa mémoire bien plus que sa raison? Il préféra donc la carrière de la médecine; mais la passion de la géométrie lui faisait encore négliger ses nouvelles études, et il prit le parti courageux de se séparer des objets de sa passion; ses livres de mathématiques furent portés chez un de ses amis, où il ne devait les reprendre qu'après avoir été reçu docteur en médecine, lorsqu'ils ne seraient plus pour lui qu'un délassement et non une distraction.

Cependant, poursuivi par ses idées, il demandait de temps en temps à son ami un livre qui lui était nécessaire pour se délivrer de cette inquiétude pénible que si peu d'hommes connaissent, et que produit le souvenir confus d'une vérité dont on cherche en vain les preuves dans sa mémoire; peu à peu tous ses livres se retrouvèrent chez lui : alors, bien convaincu de l'inutilité de ses efforts pour combattre son penchant, il y céda, et se voua pour toujours aux mathématiques et à la pauvreté. Les

années qui suivirent cette résolution furent les plus heureuses de sa vie, il se plaisait à en répéter les détails : à son réveil, il pensait, disait-il, avec un sentiment de joie, au travail commencé la veille, et qui allait remplir la matinée ; dans les intervalles nécessaires de ses méditations, il songeait au plaisir vif que le soir il éprouverait au spectacle, où, pendant les entr'actes, il s'occupait du plaisir plus grand que lui promettait le travail du lendemain.

En 1741, il entra dans l'Académie des sciences ; il s'en était fait connaître par un mémoire où il relevait quelques fautes échappées au père Reinau, dont l'*analyse démontrée* était alors regardée en France comme un livre classique ; et c'était en l'étudiant pour s'instruire, que le jeune géomètre avait appris à le corriger.

Il s'était occupé ensuite d'examiner quel devait être le mouvement d'un corps qui passe d'un fluide dans un autre plus dense, et dont la direction n'est pas perpendiculaire à la surface qui les sépare. Lorsque cette direction est très-oblique, on voit le corps, au lieu de s'enfoncer dans le second fluide, se relever et former un ou plusieurs ricochets, phénomène qui avait amusé les enfants longtemps avant la découverte des premiers principes des sciences, et que cependant, jusqu'à M. D'Alembert, on n'avait pas encore bien expliqué.

Deux ans après son entrée à l'Académie, il publia son traité de Dynamique.

Dans la science du mouvement, il faut distinguer deux sortes de principes : les uns sont des vérités

de pure définition, les autres sont ou des faits donnés par l'observation, ou des lois générales déduites de la nature des corps considérés comme impénétrables, indifférents au mouvement, et susceptibles d'en recevoir. De ces derniers principes, celui de la décomposition des forces était le seul vraiment général qui fût connu jusqu'alors; et joint à ces vérités de définition, sur lesquelles Huyghens et Newton n'avaient rien laissé à découvrir, il avait suffi pour établir leurs sublimes théories, et pour résoudre ces problèmes de statique, si célèbres dans le commencement de ce siècle. Mais si les corps ont une forme finie, si on les imagine liés entre eux par des fils flexibles, ou par des verges inflexibles, et qu'on les suppose en mouvement, alors ces principes ne suffisent plus, et il fallait en inventer un nouveau; M. D'Alembert le découvrit, et il n'avait que vingt-six ans : ce principe consiste à établir l'égalité, à chaque instant, entre les changements que le mouvement du corps a éprouvés et les forces qui ont été employées à les produire, ou, en d'autres termes, à séparer en deux parties l'action des forces motrices, à considérer l'une comme produisant seule le mouvement du corps dans le second instant, et l'autre comme employée à détruire celui qu'il avait dans le premier. Ce principe si simple, qui réduisait à la considération de l'équilibre toutes les lois du mouvement, a été l'époque d'une grande révolution dans les sciences physico-mathématiques. A la vérité, plusieurs des problèmes résolus dans le traité de Dynamique l'avaient déjà été par des méthodes par-

ticulières; différentes en apparence pour chaque problème, elles n'étaient sans doute réellement qu'une seule et même méthode; sans doute elles renfermaient le principe général qui y était caché, mais personne n'avait pu l'y découvrir; et si on refusait, sous ce prétexte, à M. D'Alembert la juste admiration qu'il mérite, on pourrait, avec autant de raison, faire honneur à Huyghens des découvertes de Newton, et accorder à Wallis la gloire que Leibnitz et Newton se sont disputée.

Les découvertes successives qui forment les sciences naissent les unes des autres; celle qui appartient exclusivement à un seul homme est due à son génie, aidé des travaux de ceux qui l'ont précédé, lui ont aplani la carrière, et ne lui ont plus laissé qu'un dernier obstacle à vaincre : mais, parmi ces découvertes, il en est qui, par leur étendue, leur influence sur le progrès général des sciences, la nombreuse suite de théories nouvelles qui n'en sont que le développement, semblent former une classe particulière, et mériter à leur inventeur un rang à part dans le nombre déjà si petit des hommes de génie.

Telle a été celle du principe de M. D'Alembert. Déjà, en 1744, il l'avait appliqué à la théorie de l'équilibre et du mouvement des fluides, et tous les problèmes résolus jusqu'alors par les géomètres étaient devenus en quelque sorte des corollaires de ce principe : mais il avait fallu employer en même temps les hypothèses ingénieuses de M. Daniel Bernoulli, que leur accord avec les phénomènes les plus généraux de l'hydraulique permettait presque de

de pure définition, les autres sont ou des faits donnés par l'observation, ou des lois générales déduites de la nature des corps considérés comme impénétrables, indifférents au mouvement, et susceptibles d'en recevoir. De ces derniers principes, celui de la décomposition des forces était le seul vraiment général qui fût connu jusqu'alors; et joint à ces vérités de définition, sur lesquelles Huyghens et Newton n'avaient rien laissé à découvrir, il avait suffi pour établir leurs sublimes théories, et pour résoudre ces problèmes de statique, si célèbres dans le commencement de ce siècle. Mais si les corps ont une forme finie, si on les imagine liés entre eux par des fils flexibles, ou par des verges inflexibles, et qu'on les suppose en mouvement, alors ces principes ne suffisent plus, et il fallait en inventer un nouveau; M. D'Alembert le découvrit, et il n'avait que vingt-six ans : ce principe consiste à établir l'égalité, à chaque instant, entre les changements que le mouvement du corps a éprouvés et les forces qui ont été employées à les produire, ou, en d'autres termes, à séparer en deux parties l'action des forces motrices, à considérer l'une comme produisant seule le mouvement du corps dans le second instant, et l'autre comme employée à détruire celui qu'il avait dans le premier. Ce principe si simple, qui réduisait à la considération de l'équilibre toutes les lois du mouvement, a été l'époque d'une grande révolution dans les sciences physico-mathématiques. A la vérité, plusieurs des problèmes résolus dans le traité de Dynamique l'avaient déjà été par des méthodes par-

ticulières; différentes en apparence pour chaque problème, elles n'étaient sans doute réellement qu'une seule et même méthode; sans doute elles renfermaient le principe général qui y était caché, mais personne n'avait pu l'y découvrir; et si on refusait, sous ce prétexte, à M. D'Alembert la juste admiration qu'il mérite, on pourrait, avec autant de raison, faire honneur à Huyghens des découvertes de Newton, et accorder à Wallis la gloire que Leibnitz et Newton se sont disputée.

Les découvertes successives qui forment les sciences naissent les unes des autres; celle qui appartient exclusivement à un seul homme est due à son génie, aidé des travaux de ceux qui l'ont précédé, lui ont aplani la carrière, et ne lui ont plus laissé qu'un dernier obstacle à vaincre : mais, parmi ces découvertes, il en est qui, par leur étendue, leur influence sur le progrès général des sciences, la nombreuse suite de théories nouvelles qui n'en sont que le développement, semblent former une classe particulière, et mériter à leur inventeur un rang à part dans le nombre déjà si petit des hommes de génie.

Telle a été celle du principe de M. D'Alembert. Déjà, en 1744, il l'avait appliqué à la théorie de l'équilibre et du mouvement des fluides, et tous les problèmes résolus jusqu'alors par les géomètres étaient devenus en quelque sorte des corollaires de ce principe : mais il avait fallu employer en même temps les hypothèses ingénieuses de M. Daniel Bernoulli, que leur accord avec les phénomènes les plus généraux de l'hydraulique permettait presque de

période, à toutes les parties du zodiaque : ce phénomène, connu sous le nom de *précession des équinoxes*, a été observé par les anciens; Hipparque en avait supposé la période de 25,200 ans, et les modernes, par des observations plus exactes, l'ont fixée à environ 720 ans de plus. Ce mouvement en longitude n'est pas le seul qu'éprouve l'axe de la terre; il en a un autre en latitude, bien plus petit, qui n'est qu'une espèce de balancement, et dont la période est de dix-huit ans seulement; cette nutation n'a été découverte que dans ce siècle par Bradley, et jusqu'à lui on la confondait avec les mouvements irréguliers, propres aux étoiles fixes. Newton attribuait avec raison la précession des équinoxes à l'effet de l'attraction de la lune et du soleil sur la terre; il savait que notre planète est un sphéroïde aplati vers les pôles, et que ces deux astres étant mus dans des plans où ils n'agissent pas d'une manière semblable sur les parties semblablement disposées autour de l'axe de la terre, doivent altérer son mouvement de rotation. Mais ce n'était pas assez. Newton avait appris le premier aux philosophes à n'admettre pour vraies que des explications calculées, qui rendent raison du phénomène en lui-même, de sa quantité et de ses lois; aussi essaya-t-il de déterminer l'effet de l'attraction de la lune et du soleil sur le mouvement de l'axe de la terre; mais les méthodes d'analyse et les principes même de mécanique nécessaires pour une solution directe, manquaient à son génie, et il fut obligé d'admettre des hypothèses qui ne le conduisirent à un résultat conforme à l'observation, que

par la compensation des erreurs produites par chacune d'elles. Vingt-trois ans après sa mort, cette limite, qu'il semblait avoir posée, n'avait pas été franchie; M. D'Alembert en eut la gloire; il expliqua également le phénomène de la nutation, nouvellement découvert, et répara l'honneur de la France, ou plutôt du continent, qui jusqu'alors n'avait eu rien à opposer aux découvertes de Newton.

Un seul géomètre, M. Euler, eût pu disputer cette gloire à M. D'Alembert; mais en donnant une solution nouvelle du problème, il avoua qu'il avait lu l'ouvrage de M. D'Alembert, et fit cet aveu avec cette noble franchise d'un grand homme qui sent qu'il peut, sans rien perdre de sa renommée, convenir du triomphe de son rival.

En 1752, M. D'Alembert publia un traité sur la résistance des fluides, auquel il donna le titre modeste d'*essai*, et qui est un de ses ouvrages où l'on trouve le plus de choses originales et neuves.

La simple supposition que chaque élément de la masse fluide, en changeant de forme à chaque instant, conserve le même volume, lui suffit pour appliquer son principe aux questions les plus difficiles, et il est conduit à des équations de la nature de celles dont sa nouvelle analyse peut donner la solution : les réflexions sur les causes générales des vents contenaient le germe de ces découvertes; mais ici elles sont développées, et la théorie du mouvement des fluides est enfin véritablement assujettie au calcul.

A la même époque, M. D'Alembert avait donné, dans les Mémoires de l'Académie de Berlin, des re-

cherches sur le calcul intégral, où la méthode de Jean Bernoulli, pour les fonctions rationnelles, était perfectionnée ; où, par un usage adroit des substitutions, il étendait cette méthode à plusieurs classes de fonctions irrationnelles; où il réduisait à une même expression toutes les imaginaires, sous quelque forme qu'elles se présentent, quelle que soit l'équation à laquelle elles doivent satisfaire; où il donnait la théorie des points de rebroussement de la seconde espèce, dont plusieurs géomètres célèbres, et M. Euler lui-même, avaient combattu l'existence; où enfin il proposait une méthode d'intégrer les équations linéaires d'un ordre quelconque, intégration importante, qui est le fondement de toutes les méthodes d'approximation pour les équations différentielles, et par conséquent, dans l'état actuel de l'analyse, la clef de toutes les questions de l'astronomie physique. M. Euler avait publié avant lui une méthode également générale pour ces équations ; mais le géomètre français l'avait aussi prévenu sur quelques autres points.

M. D'Alembert n'a donné aucun grand ouvrage sur le calcul ; ses mémoires même, à l'exception de ceux que nous venons de citer, et d'un petit nombre d'autres, ont pour objet des questions de mécanique : mais il a répandu dans tous de nouvelles méthodes d'analyse, ou des remarques importantes sur les méthodes déjà connues, et on lui doit en grande partie les progrès rapides que le calcul intégral a faits dans ce siècle. Il semblait seulement que l'idée de quelque application utile était nécessaire pour

réveiller son génie qui déployait alors toute sa finesse, toute sa profondeur et toute sa fécondité.

C'est ainsi que M. D'Alembert s'était montré, à trente-deux ans, le digne successeur de Newton, en résolvant le problème de la précession des équinoxes, dont la solution confirme, par une preuve victorieuse, la théorie de la gravitation universelle, en se consacrant comme lui à l'étude des lois mathématiques de la nature, et en créant comme lui une science nouvelle, en inventant aussi un nouveau calcul, mais dont personne n'a contesté la découverte à M. D'Alembert, ou n'a voulu la partager.

Tant qu'il n'a été que géomètre, à peine était-il connu dans sa patrie : borné à la société de quelques amis, n'ayant jamais vu, parmi les gens en place, que deux ministres qui, par les agréments de leur esprit, auraient été des particuliers aimables (1); réduit au nécessaire le plus simple, mais heureux du plaisir que donne l'étude, et de sa liberté, il avait conservé sa gaieté naturelle dans toute la naïveté de la jeunesse. Content de son sort, il ne désirait ni fortune ni distinctions; et il n'en avait point obtenu, parce qu'il est plus commode de les accorder à ceux qui les demandent qu'à ceux qui savent les mériter. Sa gaieté, des saillies piquantes, le talent de conter et même de jouer ses contes, de la malice dans le ton avec de la bonté dans le caractère, autant de finesse dans la conversation que de simplicité dans la conduite; toutes ces qualités, en le rendant, par

(1) MM. d'Argenson.

leur réunion, à la fois estimable et amusant, le faisaient rechercher dans le monde. On aimait en lui cette bonhomie, si touchante quand elle se trouve dans les hommes supérieurs, chez qui pourtant elle est bien moins rare que dans ceux qui n'ont que la prétention de l'être.

Cependant un roi, déjà illustré par cinq victoires, et dont la gloire devait croître encore, avertit enfin la France qu'elle avait un grand homme de plus; ses bienfaits vinrent chercher M. D'Alembert, et il y joignit des témoignages d'estime et d'amitié fort audessus de ses bienfaits.

Peu de temps après, M. D'Alembert reçut une pension du gouvernement; il la devait à l'amitié de M. le comte d'Argenson, qui aimait les gens d'esprit, et n'en était point jaloux, parce que lui-même avait beaucoup d'esprit. Cette jalousie est plus commune qu'on ne le croit, et elle a été souvent le motif secret de l'indifférence ou de la haine de quelques ministres pour les hommes de génie que le hasard avait fait naître dans le même pays et dans le même siècle.

La tranquillité de M. D'Alembert fut altérée dès que sa réputation fut plus répandue. Lorsque son goût pour la littérature et ses méditations sur la philosophie étaient un secret connu seulement de ses amis; borné aux yeux de tous les autres à l'étude des sciences abstraites, il échappait à leur jugement; apprécié par un petit nombre de rivaux ou de disciples, admiré d'eux seuls, sa gloire n'offensait encore personne.

Mais il s'était lié, depuis sa jeunesse, par une amitié tendre et solide, avec un homme d'un esprit étendu, d'une imagination vive et brillante, dont le coup d'œil vaste embrassait à la fois les sciences, les lettres et les arts, également passionné pour le vrai et pour le beau, également propre à pénétrer les vérités abstraites de la philosophie, à discuter avec finesse les principes des arts, et à peindre leurs effets avec enthousiasme; philosophe ingénieux et souvent profond, écrivain à la fois agréable et éloquent, hardi dans son style comme dans ses idées: instruisant ses lecteurs, mais surtout leur inspirant le désir d'apprendre à penser, et faisant toujours aimer la vérité, même lorsque, entraîné par son imagination, il avait le malheur de la méconnaître.

Une traduction de l'Encyclopédie anglaise de Chambers, qui avait été proposée à M. Diderot, devint entre ses mains l'entreprise la plus grande et la plus utile que l'esprit humain ait jamais formée. Il se proposa de réunir dans un dictionnaire tout ce qui avait été découvert dans les sciences, ce qu'on avait pu connaître des productions du globe, les détails des arts que les hommes ont inventés, les principes de la morale, ceux de la politique et de la législation, les lois qui gouvernent les sociétés, la métaphysique des langues et les règles de la grammaire, l'analyse de nos facultés, et jusqu'à l'histoire de nos opinions. M. D'Alembert fut associé à ce projet, et ce fut alors qu'il donna le Discours préliminaire de l'Encyclopédie.

Il y trace d'abord le développement de l'esprit

humain, non tel que l'histoire des sciences et celle des sociétés nous le présentent, mais tel qu'il s'offrirait à un homme qui aurait embrassé tout le système de nos connaissances, et qui, réfléchissant sur l'origine et la liaison de ses idées, s'en formerait un tableau dans l'ordre le plus naturel; il verrait la morale et la métaphysique naître de ses observations sur lui-même; la science des gouvernements, et celle des lois, de ses observations sur la société. Excité par ses besoins, il voudrait acquérir la connaissance des productions de la nature, et celle des moyens de les multiplier et de les employer. Le désir de soulager ses maux lui ferait inventer toutes les sciences sur lesquelles la médecine s'appuie, et dont le but est de perfectionner ou de rendre plus sûr l'art de guérir; l'envie naturelle de connaître les propriétés les plus générales des corps le conduirait aux vérités de la chimie et de la physique. Bientôt, dépouillant successivement ces corps de toutes leurs qualités, pour ne conserver que le nombre et l'étendue, il formerait toutes les sciences mathématiques; il déterminerait ensuite pour chaque science l'objet qu'elle doit se proposer, la méthode qu'elle doit suivre, le degré de certitude auquel elle peut atteindre. Forcé de les séparer, pour en pouvoir saisir et embrasser chaque partie, il observerait encore les liens imperceptibles qui les unissent, les secours qu'elles peuvent se prêter, et leur influence réciproque.

La suite de ce discours contient un tableau précis de la marche des sciences depuis leur renouvellement, de leurs richesses à l'époque où M. D'Alem-

bert en traçait l'histoire, et des progrès qu'elles devaient espérer encore : les grands hommes des siècles passés y sont jugés par un de leurs égaux ; les sciences, par un homme qui les avait enrichies de grandes découvertes : et la réunion d'une vaste étendue de connaissances, cette manière d'envisager les sciences qui n'appartient qu'à un homme de génie, un style clair, noble, énergique, ayant toute la sévérité qu'exige le sujet, et tout le piquant qu'il permet, ont mis le Discours préliminaire de l'Encyclopédie au nombre de ces ouvrages précieux que deux ou trois hommes tout au plus dans chaque siècle sont en état d'exécuter.

Dès le moment où M. D'Alembert fut connu pour mériter une place distinguée parmi les philosophes et les écrivains, il eut, et il mérita toujours depuis d'avoir les ennemis que les succès dans les lettres et dans la philosophie ne manquent jamais d'attirer ; c'est-à-dire, la foule de ceux pour qui la littérature est un métier, et la classe plus nombreuse encore de ces hommes aux yeux de qui la vérité ne paraît qu'une innovation dangereuse.

Il publia, peu de temps après, des mélanges de philosophie, d'histoire et de littérature, qui augmentèrent le nombre de ses détracteurs. Les mémoires de Christine montrèrent qu'il connaissait les droits des hommes, et qu'il avait le courage de les réclamer.

L'essai sur la société des gens de lettres avec les grands déplut à ceux des littérateurs qui trouvaient dans cette société une utilité réelle ou l'aliment d'une

vaine gloire, et qui furent blessés de voir exposer aux yeux du public la honte des fers qu'ils n'osaient rompre ou qu'ils ambitionnaient de porter. On ne peut mieux juger cet essai qu'en rapportant la réponse d'une femme de la cour à des hommes qui reprochaient à M. D'Alembert d'avoir exagéré le despotisme des grands et l'asservissement qu'ils exigent : *S'il m'avait consultée, je lui en aurais appris bien davantage.*

Peut-être devons-nous en partie à cet ouvrage le changement qui s'est fait dans la conduite des gens de lettres, et qui remonte vers la même époque; ils ont senti enfin que toute dépendance personnelle d'un Mécène leur ôtait le plus beau de leurs avantages, la liberté de faire connaître aux autres la vérité lorsqu'ils l'ont trouvée, et d'exposer dans leurs ouvrages, non les prestiges de l'art d'écrire, mais le tableau de leur âme et de leurs pensées : ils ont renoncé à ces épîtres dédicatoires qui avilissaient l'auteur, même lorsque l'ouvrage pouvait inspirer l'estime ou le respect; ils ne se permettent plus ces flatteries, toujours d'autant plus exagérées, qu'ils méprisaient davantage au fond du cœur l'homme puissant dont ils mendiaient la protection; et, par une révolution heureuse, la bassesse est devenue un ridicule que très-peu d'hommes de lettres ont eu le courage de braver.

M. D'Alembert joignit à ces ouvrages philosophiques la traduction de quelques morceaux choisis de Tacite ; c'était s'exposer aux coups d'une classe d'hommes qui n'auraient pu l'atteindre, s'il fût resté

dans la région où il s'était placé à côté de Newton : mais il sortit victorieux de ce combat, du moins au jugement des philosophes et des gens du monde; et on convint qu'il n'y avait personne qui, par son genre d'esprit et la précision de son style, fût plus en état d'entendre Tacite, et plus digne de le traduire.

Les occupations littéraires de M. D'Alembert ne lui avaient point fait négliger les mathématiques : une foule d'articles, insérés dans l'Encyclopédie, montrent, dans une exposition en apparence élémentaire, et le génie d'un géomètre, et le coup d'œil d'un philosophe.

C'est dans le même espace de temps qu'il composa ses recherches sur différents points importants du système du monde; il y perfectionna sa solution du problème des perturbations des planètes, déjà connue depuis plusieurs années de l'Académie et des savants. Deux géomètres en partageaient la gloire avec lui; tous trois, à peu près dans le même temps, donnaient une solution de ce problème; le fond de leur méthode était le même : tous trois avaient trouvé, par un premier calcul, que le mouvement de l'apogée de la lune n'était que la moitié de ce qu'il est réellement; tous trois, en calculant un terme de plus, avaient reconnu la conformité des résultats du calcul et de l'observation.

Cette concurrence, qui subsista également dans l'application de la même méthode aux mouvements des comètes, produisit une longue discussion entre M. D'Alembert et M. Clairaut, car M. Euler resta

simple spectateur. Lorsqu'on examine les disputes de ce genre, longtemps après le moment où elles se sont élevées, lorsque le temps a calmé les premiers mouvements de l'amour-propre, lorsque l'amitié même, dont le zèle est quelquefois plus durable, peut considérer de sang-froid les objets de la discussion, souvent on s'étonne de l'importance qu'on y avait attachée. On pourrait demander ici pourquoi M. D'Alembert n'imita point la tranquillité de M. Euler; et comment, lorsque le mérite d'avoir résolu le problème ne lui était point contesté, lorsqu'il ne partageait avec personne, ni la gloire d'avoir découvert un principe fondamental de la mécanique, et de l'avoir appliqué, soit à la théorie des fluides, soit au mouvement des corps finis, ni celle d'avoir inventé un nouveau calcul, il pouvait mettre tant de prix à la part plus ou moins grande qu'il devait obtenir dans l'honneur de la solution d'un problème moins difficile? Mais il est un effort presque impossible à notre faiblesse, celui de supporter tranquillement l'injustice; peut-être le sentiment de nos forces, qui fait souffrir tant de maux avec constance, est-il plus propre à fortifier qu'à détruire ce mouvement de la nature indignée, qu'il ne faut pas confondre avec la vanité ou avec la jalousie.

M. D'Alembert éprouvait alors les effets de cette injustice; depuis qu'il s'était placé parmi les gens de lettres du premier ordre, on s'était rendu plus difficile sur sa réputation comme géomètre. Le public, qui laisse assez paisiblement les mathématiciens (dont il ne connaît que les noms) régler les rangs

entre eux, et se distribuer la gloire à leur gré, n'eut pas la même indulgence pour un géomètre littérateur et philosophe; quelques savants profitèrent de cette disposition générale, ils essayèrent modestement de faire croire qu'ils étaient au moins ses égaux; et souvent des étrangers, qui n'avaient pas le même intérêt de déprimer sa réputation, ont été frappés de la contradiction qu'ils observaient entre l'opinion des sociétés de Paris et le jugement de l'Europe. M. D'Alembert crut voir la suite de la même injustice dans la manière dont sa solution du problème des trois corps était appréciée par quelques personnes (ce n'étaient pas celles qui l'avaient résolu ou qui auraient pu le résoudre), et il défendit avec chaleur des droits qu'il eût abandonnés même par amour-propre, si on avait été juste envers lui.

Dans ses recherches sur le système du monde, M. D'Alembert examina la question de la figure de la terre. Newton doit être regardé comme celui qui l'a traitée le premier, car Huyghens avait démêlé seulement l'influence que le changement de la force centrifuge aux différentes latitudes devait avoir sur la force de gravité, mais sans avoir bien connu la vraie direction et la véritable loi de la pesanteur. Newton résolut le problème, en regardant la terre comme un solide homogène de révolution. M. Clairaut en donna la solution dans l'hypothèse d'une densité variable, mais la même dans chaque couche concentrique, et en supposant par conséquent que la force de la pesanteur est toujours perpendiculaire à la surface. Ces suppositions, quelque

naturelles qu'elles paraissent, sont un peu arbitraires, et M. D'Alembert traita le problème d'une manière plus générale et plus rigoureuse, en supposant seulement la figure peu différente d'une sphère, et la densité assujettie à une loi quelconque.

On sait que dans ces questions l'on suppose à la terre une figure telle que, si elle était fluide, ses parties resteraient en équilibre, et qu'elle conserverait la même figure, sans aucun autre changement que les oscillations produites dans la masse fluide par l'action des corps célestes. Cette supposition fit découvrir à M. D'Alembert qu'il existait pour les fluides deux états d'équilibre : l'un fixe, auquel la masse reviendrait après avoir éprouvé un petit dérangement, et l'autre non fixe, qu'un léger mouvement suffit pour détruire sans retour; observation qui, s'étendant à toutes les espèces de corps, est très-importante dans l'application des principes de la mécanique aux phénomènes de la nature.

Telles avaient été les découvertes de M. D'Alembert, lorsqu'en 1756 l'Académie lui donna le titre de pensionnaire surnuméraire. Cette distinction, accordée à son génie et à ses ouvrages, prouve que les compagnies savantes ont quelquefois assez d'équité, ou entendent assez bien les intérêts de leur gloire, pour honorer, dans un de leurs membres, un mérite et des talents supérieurs; si leur justice est plus lente, elle est aussi plus éclairée que celle des particuliers. Quelques académiciens, animés d'un zèle sans doute respectable par ses motifs, s'opposaient à cette violation de l'usage; ils alléguaient les incon-

véniens de l'exemple : *Eh bien*, leur répondit M. Camus, *si un autre prétend à la même distinction, et qu'il ait autant de titres, il faudra bien l'accorder encore.*

En 1759, M. D'Alembert publia ses Éléments de philosophie.

Il y développe les premiers principes et la véritable méthode des différentes sciences ; il montre les écueils qu'on doit éviter dans chacune, quand on ne veut pas risquer de s'égarer : il est peu de livres qui, dans un si petit espace, renferment plus de vérités ; et l'auteur, par la clarté avec laquelle il les analyse, par la propriété des expressions et la précision de son style, a su rendre ces vérités usuelles et accessibles aux lecteurs les moins familiarisés avec les idées abstraites. En retranchant un petit nombre de pages, où il est aisé de reconnaître les sacrifices que des convenances du moment ont exigés, cet ouvrage mérite d'entrer dans l'éducation de tous les hommes qui cherchent à s'instruire, parce qu'il est également propre à donner des idées justes sur tous les objets de nos connaissances à ceux qui ne veulent en approfondir aucun, et à préserver les savants des préjugés que l'étude à laquelle ils se livrent pourrait leur donner. On sait que chaque science a les siens, dont l'étendue des connaissances ou le génie ne saurait nous garantir, qui nuisent au progrès de la science même, et dont la philosophie est le seul préservatif.

On trouve, dans ces éléments, la solution d'une question importante déjà discutée dans la préface du

traité de Dynamique. Les philosophes disputaient encore pour savoir si les lois du mouvement sont d'une vérité nécessaire ou contingente; c'est-à-dire, si elles sont, les unes des vérités de définition, les autres des conséquences absolues de l'étendue et de l'impénétrabilité des corps, ou bien si ces lois sont l'effet d'une volonté libre qui les a établies pour conserver l'ordre de l'univers. M. D'Alembert résolut la question, et montra que ces lois sont nécessaires; la découverte de son principe lui donna les preuves de cette vérité, et on peut regarder cette partie de son ouvrage comme une découverte en métaphysique, celle de toutes les sciences où jusqu'ici il a été le plus rare d'en faire de vraiment dignes de ce nom.

M. D'Alembert établit pour principe de morale l'obligation de ne pas regarder comme légitime l'usage de son superflu, lorsque d'autres hommes sont privés du nécessaire; et de ne disposer pour soi-même que de la portion de sa fortune qui est formée, non aux dépens du nécessaire des autres, mais par la réunion d'une partie de leur superflu.

Il fait sentir dans ce même ouvrage l'utilité d'éléments de morale mis à la portée de tous les hommes, où les règles du devoir seraient établies par la raison, et les motifs de le remplir fondés sur la nature et sur la vérité. Plus d'une fois il fut tenté d'entreprendre ces éléments; une seule raison l'en empêcha : il en avait formé le plan, et ce plan l'avait conduit à une question importante pour laquelle il n'avait pas trouvé de solution. L'ouvrage aurait été

incomplet, et aurait perdu une grande partie de son utilité, si cette question n'y avait pas été résolue; il pensait d'ailleurs que, tant qu'elle restait indécise, il n'était ni juste ni prudent de rendre publiques les difficultés qu'elle présentait, et nous croyons devoir imiter ici sa discrétion.

Le roi de Prusse lut les Éléments de philosophie, et montra combien il les estimait, en proposant à l'auteur des difficultés sur lesquelles il lui demanda des éclaircissements. Ils ont été imprimés depuis, mais non absolument tels qu'ils avaient été envoyés au roi : on pouvait dire à ce prince des vérités que des particuliers, revêtus ailleurs d'une autorité précaire, auraient craint d'entendre; et il fallait développer aux hommes ordinaires ce qu'il suffisait d'indiquer à ce monarque.

Qu'il me soit permis de tracer ici, d'après les conversations, comme d'après les ouvrages de M. D'Alembert, un tableau faible, mais fidèle, des principes de sa philosophie, et de discuter même quelques-uns des reproches qu'on a pu lui faire sur ses opinions; l'amitié ne me fera point altérer la vérité, elle a aussi son orgueil, et je croirais l'offenser si je paraissais craindre que M. D'Alembert ne fût pas assez grand pour que ses amis mêmes puissent avouer ses défauts.

Longtemps occupé des sciences mathématiques, M. D'Alembert avait contracté l'habitude de n'être frappé que des vérités susceptibles de preuves rigoureuses; il voyait la certitude s'éloigner, à mesure que l'on ajoutait des idées accessoires aux idées simples,

sur lesquelles s'exercent la géométrie pure et la mécanique rationnelle; et son goût pour les sciences semblait suivre absolument la même proportion. Il voulait que les sciences physiques se bornassent à des faits et à des explications calculées; que pour juger de la réalité d'un phénomène, on vérifiât le fait en lui-même, au lieu de le rejeter d'après une impossibilité apparente; qu'on ne dît pas d'une chose qui blesse les idées communes, elle est absurde, mais elle n'est pas prouvée. On l'accusait de faire peu de cas des sciences physiques, et cette accusation était injuste; il ne méprisait que ces systèmes dont les preuves se réduisent à montrer que l'impossibilité absolue n'en est pas encore rigoureusement démontrée; ces aperçus incertains, qu'on annonce pour de grandes vues; ces explications appuyées sur des raisonnements vagues, qui pourraient tout au plus conduire à de légères probabilités; enfin, cet abus du langage scientifique, qui change quelquefois en une science de mots ce qui ne devrait être qu'une science de faits et de calculs. On pourrait croire seulement qu'il a poussé trop loin sa rigueur; car si ces hypothèses, ces vues, ces explications ne forment point une véritable science, elles servent à multiplier les expériences, les observations, à les montrer sous leurs différentes faces; elles nous guident dans nos recherches, elles préparent les découvertes, et semblent être l'aurore du jour dont peuvent espérer de jouir les siècles qui nous suivront.

M. D'Alembert réduisait à un petit nombre de vérités générales, de premiers principes, le peu que

nous pouvons savoir certainement sur la métaphysique, sur la morale, sur les sciences politiques: peut-être donnait-il à l'esprit humain des limites trop étroites; peut-être qu'accoutumé à des vérités démontrées, et formées d'idées simples et déterminées avec précision, il n'était pas assez frappé des vérités d'un autre ordre, qui ont pour objet des idées plus compliquées, et dans la discussion desquelles il faut même se faire des définitions, et, pour ainsi dire, des idées nouvelles, parce que les mots employés dans ces sciences, tirés de la langue vulgaire, et employés dans le langage commun, n'ont qu'un sens vague et indéterminé. Peut-être paraissait-il n'avoir pas assez senti que, dans des sciences dont le but est d'enseigner comment on doit agir, l'homme peut, comme dans la conduite de la vie, se contenter de probabilités plus ou moins fortes, et qu'alors la véritable méthode consiste moins à chercher des vérités rigoureusement prouvées, qu'à choisir entre des propositions probables, et surtout à savoir évaluer leur degré de probabilité.

L'opinion de M. D'Alembert a le danger de trop resserrer le champ où l'esprit humain peut s'exercer; de rendre l'ignorance présomptueuse, en lui montrant ce qu'elle ne connaît pas comme impossible à connaître; enfin, de livrer au doute, à l'incertitude, et par conséquent à des principes vagues et arbitraires, des questions importantes au bonheur de l'humanité; inconvénient d'autant plus grand, que bien des hommes sont intéressés à faire croire que ces questions ne peuvent avoir de principes fixes,

pour se réserver le droit de les décider suivant leurs vues personnelles ou leur caprice.

Mais ce danger est peut-être moindre que celui d'une philosophie plus tranchante, qui érigerait en vérités certaines ses opinions et ses préjugés : après tout, ceux qu'on refuse de croire n'ont pas à se plaindre lorsqu'on se borne à être difficile sur les preuves; et quand on est bien sûr d'avoir trouvé la vérité, on ne peut se fâcher contre ceux qui nous disent: *Prouvez, et nous vous croirons.*

Aussi le tort de M. D'Alembert se réduit-il à n'avoir pas voulu quelquefois examiner ces preuves qu'on lui disait certaines, ou approfondir ces questions qu'il regardait comme insolubles; et ce tort est bien léger, si l'on songe combien de fois il avait été trompé par de fausses promesses.

Les philosophes qui, sur les opinions spéculatives, se renferment dans le doute presque absolu, ont, par une conséquence nécessaire, des opinions pratiques très-modérées.

M. D'Alembert croyait, comme Fontenelle, que l'homme sage n'est pas obligé de sacrifier son repos à l'espérance incertaine d'être utile; qu'il doit la vérité aux hommes, mais avec les ménagements nécessaires pour ne point avertir ceux qu'elle blesse de se soulever et de se réunir contre elle; que souvent, au lieu d'attaquer de front des préjugés dangereux, il vaut mieux élever à côté d'eux les vérités, dont la fausseté de ces opinions est une conséquence facile à déduire; qu'au lieu de porter à l'erreur des coups directs, il suffit d'accoutumer peu à peu les hommes

à raisonner juste, afin qu'après en avoir pris l'heureuse habitude, ils puissent avoir eux-mêmes le plaisir et la gloire de rompre les chaînes dont leur raison était opprimée, et de briser les idoles devant lesquelles ils étaient lassés de fléchir.

Il regardait l'amour de l'occupation, le goût du repos, celui de la vie privée, comme les barrières les plus sûres qu'on pût opposer aux vices; il craignait que ceux qui aspirent à des vertus plus éclatantes ne se trompassent eux-mêmes, ou ne cherchassent à tromper les autres, et que l'amour trop inquiet du bien public ne fût souvent une ambition déguisée. Il était indulgent par philosophie comme par caractère, persuadé qu'il faut exiger peu des hommes, pour être plus sûr d'en obtenir ce qu'on exige; leur prescrire seulement ce qu'on leur a montré, par son exemple, n'être pas au-dessus des forces humaines, et ne pas mettre l'estime publique, la satisfaction intérieure à trop haut prix, de peur que la plupart des hommes n'aiment mieux y renoncer que d'y prétendre.

Dans les différents travaux de l'esprit, il proscrivait avec sévérité tout ce qui ne tendait pas à la découverte des vérités positives, tout ce qui n'était pas d'une utilité immédiate. Un motif très-respectable, l'amour du vrai et celui du bien général, lui avait fait même exagérer un peu cette sévérité : en effet, il n'existe pas d'étude où l'on ne trouve du moins l'avantage d'employer le temps d'une manière qui n'est ni dangereuse pour soi, ni nuisible pour les autres : il en est du travail de l'esprit

comme de l'exercice, celui même qui n'a pas d'objet contribue à la santé, fortifie le corps; il n'emploie pas nos forces, mais il nous apprend à les employer: des vérités isolées peuvent être indifférentes, mais aucun système, aucun ordre de vérités ne peuvent l'être; il n'en est point dont une main sage et industrieuse ne sache tirer quelque jour une utilité réelle.

M. D'Alembert avait appliqué l'esprit de raisonnement et de discussion à la littérature et aux principes du goût; avec une philosophie plus profonde que Fontenelle et La Motte, il avait marché sur leurs traces, en évitant les erreurs où l'amour du paradoxe et l'esprit de parti avaient pu les entraîner: il ne croyait pas qu'il y eût en littérature des lois générales fondées sur la raison. Écrire simplement, et surtout avec clarté; n'employer que des mots dont le sens soit précis, ou du moins déterminé par l'usage qu'on en fait; éviter ce qui offense l'oreille, ce qui choque les convenances, le simple bon sens a dicté ces règles, et il n'en voulait point d'autres; *L'art d'écrire*, disait-il, *n'est que l'art de penser*, *et celui de l'éloquence n'est que le don de réunir une logique exacte et une âme passionnée.* Quant à la poésie, dont le but principal est de plaire, M. D'Alembert ajoutait seulement à ses règles la nécessité de se soumettre aux lois de convention établies; il faut craindre de blesser les hommes dont on veut captiver les suffrages, et l'on doit respecter alors les jugements de leurs préjugés, presque autant que ceux de leur raison. Ces opinions furent com-

battues par beaucoup de littérateurs, qui apparemment croyaient qu'ils auraient trop à perdre si l'on voulait borner leur mérite à celui de leurs idées. Les poëtes surtout furent indignés d'être jugés par un géomètre. La sécheresse des mathématiques leur semblait devoir éteindre l'imagination; et ils ignoraient sans doute qu'Archimède et Euler en ont mis autant dans leurs ouvrages, qu'Homère ou l'Arioste en ont montré dans leurs poésies.

Cependant M. D'Alembert avait aussi fait des vers, mais en petit nombre: il réussissait surtout dans ceux qui, placés au bas d'un portrait, doivent renfermer en peu de mots une pensée vraie, fine ou profonde, exprimée d'une manière forte ou piquante, et rendre, par un petit nombre de traits, le caractère, les talents, les vertus d'un homme célèbre.

Il n'avait pas prononcé, à beaucoup près, toutes ses opinions littéraires et philosophiques : ce qu'il en avait laissé pénétrer lui avait suscité assez de haines; aussi proposait-il que chaque homme de lettres, pour concilier les intérêts de la vérité ou ceux de son repos, déposât dans une espèce de testament littéraire ses opinions bien entières, bien dégagées de toutes restrictions. Il ne faut pas croire qu'il entendît par là certaines doctrines hardies, déjà si clairement énoncées dans un grand nombre de livres : mais il existe en littérature, en philosophie, en morale, beaucoup d'opinions très-vraies, qu'on n'ose avouer, non qu'elles exposent à quelque danger réel celui qui les soutiendrait, mais parce

qu'elles blessent l'opinion commune de la société, dont il faut ménager les erreurs générales, si l'on ne veut pas renoncer aux agréments qu'elle procure. Cette condescendance presque nécessaire perpétue une foule de petits préjugés, la plupart peu importants s'ils étaient seuls, mais qui, réunis ensemble, forment un grand obstacle aux progrès de la vérité, et entretiennent l'habitude de penser et de juger d'après autrui.

Nous devons regretter que M. D'Alembert n'ait pas exécuté ce projet; peu d'hommes auraient pu faire un ouvrage meilleur et plus étendu; il en est peu qui aient conservé moins de préjugés. Malheureusement la plupart de ceux qui se vantent de n'en plus avoir, en ont seulement abandonné un ou deux des plus grossiers, et tiennent d'autant plus fortement à ceux qui leur restent, qu'ils s'enorgueillissent davantage de la victoire qu'ils ont remportée sur les autres. Combien d'hommes croient dans ce siècle à la philosophie, comme leurs pères ont cru à l'astrologie judiciaire! et souvent une chimère nouvelle n'a pas d'enthousiastes plus zélés que les fougueux adversaires des vieux préjugés.

Sage sans être timide, alliant la prudence et l'amour de la vérité, M. D'Alembert semblait pouvoir espérer que son repos ne serait pas troublé. L'Encyclopédie en fut l'écueil : un seul article de ce dictionnaire (l'article *Genève*) lui suscita deux disputes très-vives. Cette ville, que Calvin et Bèze avaient rendue célèbre dans le seizième siècle, était devenue une seconde fois, par le séjour de

M. de Voltaire, l'objet de l'attention de l'Europe. M. D'Alembert avait fait l'éloge de la constitution que Genève avait alors, de la douceur de ses lois, de l'équité de ses magistrats, de l'esprit philosophique qui s'était répandu même parmi le peuple; mais il montrait quelque doute sur l'orthodoxie de ses pasteurs, et regrettait que la proscription prononcée par Calvin contre les spectacles fût encore respectée.

Il était en effet singulier que les pasteurs genevois, ou leurs protecteurs, prétendissent au droit d'empêcher des citoyens libres de se livrer à un amusement qui n'a rien de contraire aux droits des autres hommes. Cette liberté était le seul objet de la réclamation de M. D'Alembert; il ne proposait point de sacrifier une partie du trésor public pour dissiper l'ennui qui poursuit les gens oisifs, et de faire payer par une nation libre les plaisirs de ses chefs; mais il croyait que, puisque les hommes ont besoin d'amusement, un plaisir dont le goût, même excessif, n'expose point au risque de perdre ou sa fortune, ou son temps, ou sa santé; un plaisir qui exerce l'esprit, donne le goût de la littérature, et peut, s'il est bien dirigé, inspirer des vertus ou détruire des préjugés, devait mériter quelque indulgence, ou même quelque encouragement. M. Rousseau combattit l'opinion de M. D'Alembert avec beaucoup d'éloquence et de chaleur; cet écrit contre les théâtres, composé par un auteur qui avait fait une comédie et un opéra, eut en France un succès prodigieux, surtout parmi les gens du

monde qui fréquentent le plus les spectacles : il semblait que, pour y aller avec plus de plaisir, ils avaient attendu à être bien sûrs de ne pouvoir en retirer aucune utilité réelle. M. D'Alembert répondit à la lettre de M. Rousseau, et nous avouerons sans peine que sa réponse eut moins de succès; c'est, dans toute dispute, le sort des ouvrages dont l'auteur, sachant éviter les deux extrêmes, garde ce juste milieu où se plaît la vérité. Les ennemis de M. D'Alembert espérèrent un moment que sa querelle avec les pasteurs genevois laisserait quelques doutes sur la pureté de sa conduite, mais ils virent bientôt que cette espérance n'était pas fondée, et la dispute fut oubliée.

Pendant que les éditeurs de l'Encyclopédie s'occupaient à rendre ce livre plus digne de son succès; que les défauts qu'on avait reprochés aux premiers volumes s'effaçaient de plus en plus; que les hommes les plus éclairés s'empressaient d'y contribuer, ce même ouvrage essuyait une sorte de persécution. Les deux partis qui avaient longtemps partagé l'Église de France, étaient alors dans le moment où la chute de l'un d'eux, devenue inévitable, allait entraîner l'autre avec lui : l'Encyclopédie gardait entre eux une neutralité absolue, et tous deux se réunirent contre elle; des libelles enfantés par des écrivains incapables de l'entendre ou d'en profiter, persuadèrent à des hommes puissants que ce livre pouvait être dangereux pour la nation, ou du moins pour eux-mêmes. L'accusation d'impiété avait cessé d'être effrayante, à force d'avoir été prodiguée; on

fit du mot d'*encyclopédiste* et de *philosophe*, le nom d'une secte à laquelle on imputa le projet de détruire la morale et d'ébranler les fondements de la paix publique ; tous ceux qu'on marquait de ces noms devaient être nécessairement de mauvais citoyens, parce qu'alors la France était ennemie d'un roi philosophe, qui, juste appréciateur du mérite, avait donné des témoignages publics d'estime à quelques-uns des auteurs de l'Encyclopédie.

Cette guerre littéraire (qui eut l'honneur de faire quelquefois oublier aux oisifs de Paris les malheurs d'une guerre plus importante) compromettait le repos de M. D'Alembert, et réunissait aux ennemis méprisables que son génie lui avait faits, d'autres ennemis dont il ne pouvait du moins mépriser le pouvoir. Le roi de Prusse lui offrit, après la paix de 1763, un asile dans sa cour, la place du président de son académie, une fortune fort au-dessus de ses désirs, mais que le plaisir qu'il goûtait à faire le bien pouvait rendre séduisante, enfin le repos et la liberté : M. d'Alembert refusa ces offres ; il préféra sa patrie, où il était pauvre et persécuté, à la cour d'un roi, qui, dépouillé de l'éclat du trône, eût encore mérité qu'un homme de génie recherchât sa société et son suffrage, et ce sacrifice lui coûta peu ; ses amis, la liberté de suivre ses recherches mathématiques, suffisaient à son bonheur, et il attendit tranquillement que le temps de l'injustice fût passé.

Ce monarque qui l'avait vu à Clèves avant la guerre, et qui alors lui avait proposé la survivance

de M. de Maupertuis, ne fut point blessé de ce nouveau refus, et voulut que la place de président de son académie restât vacante, tant que l'homme qu'il en avait jugé digne pourrait l'occuper. M. D'Alembert crut lui devoir l'hommage de sa reconnaissance, et, après l'avoir été trouver dans ses États de Westphalie, il le suivit à Berlin, où il passa plusieurs mois. On vit un philosophe paisible, appelé sans aucun titre dans une cour guerrière, et admis dans la familiarité d'un roi qui, après avoir résisté à une ligue formidable, venait de couronner ses victoires par une paix glorieuse. Aucun capitaine de son siècle n'avait gagné tant de batailles; et lui seul avait enrichi, par des découvertes, cet art destructeur de la guerre, dont les progrès sont pourtant le seul moyen de faire jouir les peuples d'une paix presque perpétuelle : car telle est la nature de l'homme que sa fureur pour les jeux de toute espèce diminue à mesure que l'on y affaiblit l'influence du hasard. Cependant ce prince n'était enivré ni de ses triomphes, ni du bruit de sa renommée, il se plaisait à cultiver, dans la paix, la philosophie et les arts; parlant avec simplicité de ses succès, de ses revers, de ses dangers, de ses ressources, et même de ses fautes, il comparait la gloire d'avoir fait Athalie à celle de ses victoires, en observant que le poëte ne devait rien au sort ni à d'autres qu'à lui-même; et vivait avec le philosophe français dans cette égalité qui, malgré la différence des rangs, s'établit nécessairement entre les hommes de génie.

M. D'Alembert avait refusé, peu de temps aupara-

vant, une offre plus brillante : l'impératrice de Russie lui avait proposé de le charger de l'éducation de son fils, et de l'en charger seul; les titres, les récompenses, tous les avantages qui eussent flatté ou séduit un homme ordinaire, étaient prodigués. La gloire d'élever l'héritier d'un grand empire eût pu éblouir un homme d'un esprit supérieur; et l'espérance de contribuer au bonheur de cent peuples, réunis sous les mêmes lois, pouvait toucher un philosophe : M. D'Alembert ne fut point ébranlé; il crut qu'il ne devait pas à une nation étrangère le sacrifice de son repos; que si ses talents pouvaient être utiles, ils appartenaient à sa patrie, et qu'une cour orageuse, où, dans l'espace de vingt ans, deux révolutions avaient renversé le trône, et où le changement du ministère avait été souvent aussi funeste qu'une révolution, ne devait pas être le séjour d'un philosophe qui était bien sûr de n'avoir aucun des talents nécessaires pour s'y conduire.

Il refusa donc cet honneur comme il l'aurait accepté, sans orgueil et sans ostentation; cependant ces offres lui furent utiles, elles servirent à faire mieux connaître à la nation française la valeur de ce qu'elle possédait; et la jalousie littéraire, la haine des partis furent envenimées, mais subjuguées par la force de l'opinion publique.

En 1765, M. D'Alembert donna son ouvrage sur la destruction des Jésuites. L'abolition de cet ordre lui parut un événement assez important dans l'histoire des opinions humaines pour mériter qu'il en traçât les détails, et cette histoire fut impartiale;

aussi ne manqua-t-elle pas d'augmenter la haine que les deux partis avaient contre lui. Cette haine se signala par des libelles dont les auteurs ne prouvaient qu'une seule chose, c'est que M. D'Alembert avait eu raison dans ce qu'il avait dit de leur parti; ils répondaient à l'accusation d'être fanatiques, en laissant échapper naïvement les traits du fanatisme le plus emporté et le plus stupide, et M. D'Alembert ne crut pas devoir répondre à des adversaires qui savaient si bien défendre sa cause.

Après avoir donné ses *Recherches sur le système du monde*, il n'entreprit plus de grands ouvrages mathématiques, mais il publia dans les recueils des académies dont il était membre, et dans neuf volumes d'opuscules, un nombre très-grand de mémoires; on y trouve l'application de ses principes et de ses méthodes au problème de la libration de la lune, à ceux de la précession des équinoxes et de la nutation de l'axe de la terre dans l'hypothèse de la dissimilitude des méridiens, aux lois générales du mouvement de rotation, à celles des oscillations des corps plongés dans les fluides; il y perfectionne sa théorie des fluides et sa solution du problème des trois corps; il y étend ses méthodes de calcul : mais nous devons nous arrèter ici seulement aux objets entièrement nouveaux, qui ont été alors le sujet de ses méditations.

Les mathématiques offrent souvent des questions où les résultats présentent des difficultés que le calcul ne peut résoudre seul; il faut qu'il emploie le secours quelquefois dangereux de la métaphysique:

ce n'est plus seulement du génie de la géométrie que dépend la solution des difficultés, mais de la finesse, de la justesse naturelle de l'esprit. M. D'Alembert a discuté, dans ses opuscules, quelques-unes de ces questions.

Telle fut celle de la nature des logarithmes des quantités négatives. Leibnitz et Jean Bernoulli l'avaient agitée, MM. Euler et D'Alembert la renouvelèrent : le premier soutint l'avis de Leibnitz, le second celui de Bernoulli; ils se servirent de toutes les raisons que les nouvelles vérités découvertes dans l'analyse pouvaient leur offrir; avec un génie égal à celui des deux premiers combattants, ils employèrent des armes plus fortes; cependant la victoire resta encore indécise, et l'on peut juger de la difficulté d'une question dont de tels hommes n'ont pu dissiper tous les nuages.

M. D'Alembert eut une autre discussion du même genre avec MM. de La Grange et Euler, sur la discontinuité des fonctions arbitraires qui entrent dans les intégrales des équations aux différences partielles; question plus importante, et sur laquelle leurs ouvrages ont répandu plus de lumière.

Les premiers principes du mouvement, comme la loi du levier, celle de la décomposition des forces, paraissent d'une vérité si naturelle, si palpable, qu'il faut déjà de la sagacité pour sentir qu'elles ont besoin d'être prouvées, et que la démonstration rigoureuse en est difficile; M. D'Alembert l'a cherchée avec succès dans la théorie générale des fonctions analytiques. C'est sans doute un spectacle bien in-

téressant pour les philosophes de voir, dans les objets soumis au calcul, des questions très-compliquées résolues avec facilité et d'un trait de plume; tandis que les vérités, en apparence les plus simples, exigent un appareil singulier de preuves établies sur des théories savantes dont on n'avait pas encore la première idée, longtemps après que ces vérités, déjà découvertes et admises par tous les savants, étaient devenues d'un usage universel et commun.

C'est dans les opuscules mathématiques de M. D'Alembert, que l'on trouve et ses travaux sur la théorie des lunettes achromatiques et ses recherches sur plusieurs points d'optique; il y démontre la fausseté de l'hypothèse où l'on ne suppose dans la lumière solaire que sept rayons différemment réfrangibles, quoique le spectre allongé par le prisme reste continu; il y remarque que nous rapportons les objets, non à leur vraie direction, mais à celle du rayon qui, perpendiculaire au fond de l'œil, exerce sur cet organe une force plus grande.

Le calcul des probabilités occupe une partie importante de ces opuscules; et si ce calcul s'appuie un jour sur des bases plus certaines, c'est à M. D'Alembert que nous en aurons l'obligation.

Il expose dans ses recherches comment, si de deux événements contraires l'un est arrivé un certain nombre de fois de suite, on peut, en cherchant la probabilité que l'un de ces deux événements arrivera plutôt que l'autre, ou la trouver égale pour les deux événements, ou la supposer plus grande, soit en faveur de celui qu'on a déjà obtenu, soit en faveur de

l'événement contraire : il fait voir que ces conclusions, opposées entre elles, sont la conséquence de trois méthodes de raisonner qui paraissent également justes, également naturelles.

Il examine la règle qui prescrit de faire les avantages en raison inverse des probabilités, et montre combien, dans une foule d'exemples, les conclusions déduites de ce principe semblent en contradiction avec celles où le simple bon sens aurait conduit; il prouve que les moyens employés par plusieurs géomètres, pour détruire cette contradiction, ont été insuffisants; lui-même en propose de nouveaux, mais il a soin d'en remarquer également les difficultés et les exceptions.

Dans l'application de ce calcul à l'inoculation, M. D'Alembert fait sentir que, s'il est facile de prouver combien cette opération est utile pour la société en général, le calcul de l'avantage dont elle peut être pour chaque particulier exige d'autres principes : en effet, il s'agit pour chacun de s'exposer à un risque certain et présent, pour éviter un risque plus grand, mais éloigné et incertain; et cette circonstance paraît changer la nature de la question. M. D'Alembert n'a pas donné la solution du problème envisagé sous ce point de vue; car celle qu'il propose, et qui consiste à comparer le risque de mourir de l'inoculation dans un court espace de temps, à celui d'être attaqué de la petite vérole naturelle, et d'en mourir aussi dans un temps très-petit, donne seulement une limite au-dessous de laquelle le risque que court un inoculé n'empêche pas

que l'inoculation ne lui soit avantageuse; mais ce risque pourrait être au-dessus de la même limite, sans que l'on dût louer le courage ou condamner l'imprudence de celui qui s'exposerait à ce danger. La vraie solution du problème dépend d'une méthode d'évaluer la vie, ou plutôt de l'apprécier (car sa durée ne doit pas entrer seule dans le calcul); et il serait bien difficile de trouver pour cette méthode des principes dont tous les hommes, même raisonnables, voulussent convenir, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs enfants. C'est principalement dans cette dernière hypothèse que la question devient difficile, et qu'elle peut être importante : en prononçant sur notre propre danger, nous pouvons suivre notre volonté, nos penchants, et, après avoir balancé nos intérêts, nous décider pour celui que nous préférons; en prononçant sur le sort d'autrui, la justice la plus sévère doit nous conduire : le droit que nous avons sur l'existence d'un autre n'est fondé que sur l'ignorance qui l'empêche de juger pour lui-même; c'est donc sur son avantage réel, et non sur notre seule opinion, que notre volonté doit se régler; il ne suffit point de croire qu'il soit utile pour lui de l'exposer à un danger, il faut que cette utilité soit prouvée. On chercherait vainement à éluder la difficulté, en décidant qu'alors l'intérêt général doit l'emporter; ce patriotisme exagéré n'est qu'une illusion dangereuse, capable d'entraîner à des injustices, et même à des crimes, les hommes ignorants et passionnés. Sans doute il est des circonstances où l'on peut devoir au bonheur public le sacrifice volon-

taire de ses droits; mais jamais celui des droits d'un autre ne peut être ni juste ni légitime.

Parmi les mémoires de M. D'Alembert, on en trouve plusieurs qui ont pour objet le calcul intégral, et qui renferment en quelques pages un grand nombre de méthodes particulières ou de vues nouvelles sur la théorie générale de ce calcul; telle est une méthode pour réduire à la solution d'une équation linéaire, la recherche de l'intégrale indéfiniment approchée d'une équation quelconque; méthode à la fois élégante et singulière : telles sont des observations importantes sur la forme générale du facteur, qui rend l'équation qu'il multiplie, la différentielle exacte d'une fonction ou finie, ou d'un ordre moins élevé. Dans ces morceaux dispersés, les vérités se pressent, et comme elles sont peu développées, elles peuvent échapper à un lecteur inattentif ou peu instruit; l'auteur y paraît plus occupé d'assurer aux géomètres des vérités nouvelles, que de jouir de la gloire qu'il pouvait en attendre; ainsi la plupart de ces mémoires offriront à ceux qui sauront les méditer et en faire usage, des lumières utiles, et peut-être même leur vaudront beaucoup de gloire, s'ils n'ont pas la générosité de la rapporter au premier auteur.

La solution du problème des tautochrones mérite une mention particulière : ce problème, résolu d'abord par Jean Bernoulli et par M. Euler, l'avait été depuis par M. Fontaine, qui avait employé une méthode nouvelle et vraiment originale; sa solution, plus générale que les premières, contenait des prin-

... d'une utilité plus étendue que celle ... ; cependant M. Fontaine n'avait cher... les géomètres qui l'avaient précédé, qu'à ... la courbe tautochrone dans quelques ... de force accélératrice; et la question de ... s'il existe une tautochrone dans toutes les ..., et de déterminer celles où elle existe, ... pas été encore examinée. M. D'Alembert reçut ... M. de La Grange une formule qui contenait la solution de cette nouvelle question, plus curieuse et plus difficile; il en chercha la démonstration, et non-seulement il la découvrit, mais il parvint à une formule plus générale encore, que M. de La Grange trouvait aussi en même temps. Ces exemples sont fréquents dans l'histoire des mathématiques, et ils doivent l'être, puisque les objets sur lesquels l'étendue et la nature des méthodes permettent de s'exercer, sont également sous les yeux de tous; que le progrès des sciences auxquelles on applique le calcul offre également à tous, dans chaque époque, un certain nombre de questions à résoudre; que la vérité est une, et qu'ils emploient à peu près les mêmes instruments : cependant, il est rare que les preuves de l'égalité soient aussi claires qu'elles l'ont été dans cette occasion; d'ailleurs, on n'y croit que dans le cas où chacun de ceux qui veulent partager la gloire d'une découverte en ont fait d'autres qu'ils ne partagent avec personne.

M. D'Alembert a publié des éléments de musique; on s'étonnera peut-être que l'analyste profond qui avait résolu le problème des cordes vibrantes, se

soit borné à donner une exposition du système de Rameau, qu'il parvint à rendre intelligible ; mais il ne croyait pas que la théorie mathématique du corps sonore pût encore rendre raison des règles de la musique. Il a aimé pendant toute sa vie cet art qui se lie, d'un côté, aux recherches les plus subtiles et les plus savantes de la mécanique rationnelle, tandis que sa puissance sur nos sens et sur notre âme offre aux philosophes des phénomènes non moins singuliers, et plus inexplicables encore.

On doit compter au nombre des services que M. D'Alembert a rendus aux mathématiques, et surtout à la philosophie, le soin qu'il a pris d'éclaircir une dispute célèbre sur la mesure des forces, dispute qui, pendant une partie de ce siècle, a partagé les géomètres ; et d'apprécier ces principes tirés de la métaphysique des causes finales, qu'on voulait substituer aux principes directs de la mécanique, et employer à la découverte des lois de la nature. Ces questions avaient égaré quelques bons esprits, et consumé en pure perte le temps toujours si précieux de plusieurs hommes de génie; M. D'Alembert les discuta, et on n'en parla plus : les questions les plus profondes de la métaphysique ont eu souvent le même sort que ces tours d'adresse ou de combinaison, qui étonnent, qui excitent la curiosité tant qu'on en ignore le secret, mais qu'on méprise aussitôt qu'il a été deviné.

Nous n'avons pu donner ici qu'une esquisse très-abrégée des travaux immenses de M. D'Alembert sur les mathématiques; travaux que, ni les distractions,

ni la faiblesse de sa santé, ni ses infirmités, n'interrompirent jamais, qu'il suivait encore, il n'y a pas une année, au milieu de ses douleurs, et qui ont produit à cette époque un nouveau volume d'opuscules, où l'on retrouve son génie et cette même finesse, ce même esprit philosophique qui caractérisent toutes ses productions.

Le goût très-vif qu'il avait eu pendant quelque temps pour la littérature et pour la philosophie, n'avait point affaibli sa première passion; ses ouvrages mathématiques étaient les seuls auxquels il attachât une importance sérieuse; il disait, il répétait souvent qu'il n'y avait de réel que ces vérités; et tandis que les savants lui reprochaient son goût pour la littérature, et le prix qu'il mettait à l'art d'écrire, souvent il offensait les littérateurs, en laissant échapper son opinion secrète sur le mérite ou l'utilité de leurs travaux.

L'Académie des sciences a souvent profité de ces mêmes talents qu'on lui faisait un reproche d'avoir cultivés : dans ces assemblées solennelles, où des souverains sont venus au milieu de nous rendre hommage aux sciences, et recevoir celui de notre reconnaissance pour l'intérêt qu'ils prennent à leurs progrès, M. D'Alembert a été plus d'une fois l'organe de cette compagnie. Les circonstances où il est permis de dire des vérités aux princes sont si rares, que M. D'Alembert n'en laissait point alors échapper l'occasion; il savait exprimer avec force celles qu'il était temps de prononcer, et faire entendre avec finesse d'autres vérités plus contraires aux opi-

nions communes, mais aussi dont il croyait plus utile que les rois fussent convaincus; il avait l'art de plaire aux princes qui l'écoutaient, en défendant devant eux la cause de l'humanité, et savait leur rendre les sciences respectables, en leur montrant que leur gloire véritable, leur puissance, leur sûreté même, dépendent plus qu'on ne croit de l'instruction répandue dans toutes les classes de leurs sujets, et que, par une révolution dont l'origine remonte à l'invention de l'imprimerie, et dont rien ne peut plus arrêter les progrès, la force, les richesses, la félicité des nations, sont devenues le prix des lumières.

En 1772, M. D'Alembert fut nommé secrétaire de l'Académie française, dont il était membre depuis 1754, et il s'imposa un devoir que ses prédécesseurs avaient jusqu'alors négligé, celui de continuer l'histoire de cette compagnie. Il s'engagea donc à écrire la vie de tous les académiciens morts depuis 1700 jusqu'en 1772; l'obscurité de quelques-uns, l'esprit de parti qui exagérait ou rabaissait la réputation de plusieurs, le contraste du jugement de la postérité et de l'opinion des contemporains, la grande variété des talents par lesquels chacun d'eux s'était distingué : toutes ces difficultés auraient pu arrêter un écrivain moins zélé pour la gloire de l'Académie, ou moins sûr de les vaincre; elles ne firent qu'exciter l'ardeur de M. D'Alembert, et dans l'espace de trois ans, près de soixante-dix éloges furent achevés. Il s'était auparavant exercé dans le même genre; les éloges de Jean Bernoulli et de l'abbé Terrasson avaient

même été ses premiers essais; celui de Montesquieu était digne de l'homme illustre à qui ce monument était consacré. L'article *Éloge*, dans l'Encyclopédie, contient des préceptes excellents sur les éloges historiques; ces préceptes, dictés par la raison et par le goût, font sentir toute la difficulté de ce genre d'ouvrage, et doivent décourager ceux qui, honorés de cette fonction par une compagnie savante, sentent combien ils restent au-dessous et des leçons que leur donne M. D'Alembert, et des exemples qu'il leur a tracés.

Les premiers éloges de M. D'Alembert sont écrits d'un style clair et précis, tantôt énergique, tantôt piquant et plein de finesse, mais toujours noble, rapide, soutenu. Dans ceux qu'il a faits pour l'histoire de l'Académie française, il s'est permis plus de simplicité, de familiarité même; des traits plaisants, des mots échappés à ceux dont il parle, ou dits à leur occasion, un grand nombre d'anecdotes propres à peindre, ou les hommes ou les opinions de leur temps, donnent à ces ouvrages un autre caractère; et le public, après avoir encouragé cette liberté par des applaudissements multipliés, parut ensuite la désapprouver. Nous osons croire qu'avant de prononcer si cette sévérité n'a pas été injuste, il faut avoir lu tout l'ouvrage; en effet, si dans une suite d'éloges, ce ton familier rend la lecture de la collection plus facile; si cette liberté d'entremêler des plaisanteries ou des anecdotes à des discussions philosophiques et littéraires, augmente l'intérêt et le nombre des lecteurs, alors il serait difficile de blâ-

mer M. D'Alembert d'avoir changé sa manière: d'ailleurs, le ton dans les ouvrages, comme dans la société, doit naturellement changer avec l'âge; on exige d'un jeune homme un maintien plus soigné, une attention sur lui-même toujours soutenue; on pardonne à un vieillard plus de familiarité et de négligence; on veut que l'un marque par toutes ses manières les égards qu'il doit à ceux qui l'environnent; on ne demande à l'autre que d'intéresser ou de plaire : ainsi, dans les premiers ouvrages d'un écrivain, on exige avec raison qu'il montre, par son attention à soigner, à soutenir son style, le désir qu'il a de mériter le suffrage de ses lecteurs; mais lorsque sa réputation est consommée, lorsque son âge et ses travaux lui ont donné le droit de regarder comme ses disciples une partie de ceux qui le lisent ou qui l'écoutent, alors il peut se négliger davantage, s'abandonner à tous ses mouvements, et traiter ses lecteurs plutôt comme des amis que comme des juges.

La partie de cet ouvrage, qui a déjà été publiée, nous assure que ce recueil sera un monument précieux pour l'histoire littéraire, et un de ces livres si rares, où les hommes qui craignent l'application, mais qui aiment la vérité et les lettres, peuvent trouver des leçons utiles de philosophie, de morale et de goût.

On peut juger du caractère des grands hommes par la liste de leurs amis, et malheureusement cette liste a paru prouver quelquefois qu'ils aimaient mieux des flatteurs que des amis véritables, comme si l'idée de l'égalité les eût fatigués : cependant, si

l'on pénètre plus avant, si l'on va chercher jusqu'au fond de leur cœur le motif caché de cette préférence pour les hommes médiocres, peut-être s'apercevra-t-on que ce sentiment tient à une défiance secrète d'eux-mêmes, qu'ils n'osent avouer; on verra que la plupart de ceux qui ont mérité ce reproche avaient usurpé une partie de leur célébrité, et on en pourra conclure qu'ils craignaient plus les lumières de leurs égaux que leur société, et d'être jugés que d'être surpassés. La réputation de M. D'Alembert est appuyée sur une base trop solide, pour lui faire un mérite de s'être élevé au-dessus de cette faiblesse; ami constant de Voltaire pendant plus de trente ans, loin d'être fatigué de sa gloire comme tant d'autres, il s'occupait avec un soin presque superstitieux de multiplier les hommages que ce grand homme recevait de ses compatriotes; il ne parla de l'illustre Euler à un grand roi, dans les États duquel M. Euler vivait alors, que pour lui apprendre à le regarder comme un grand homme; et même un sacrifice d'amour-propre, que l'exacte équité n'eût pas exigé, ne lui coûta point pour faire rendre justice à un rival dont le génie, s'exerçant sur une seule science, ne pouvait frapper ceux à qui cette science était étrangère. Lorsque M. Euler retourna en Russie, M. D'Alembert, consulté par le même prince, lui proposa de réparer cette perte en appelant à Berlin M. de La Grange; et ce fut par lui seul, qu'un souverain qui l'estimait apprit qu'il existait en Europe des hommes qu'on pouvait regarder comme ses égaux.

Son amitié était active et même inquiète; les affaires de ses amis l'occupaient, l'agitaient, et souvent troublaient son repos encore plus que le leur: il était étonné de l'indifférence, de la tranquillité qu'ils montraient, leur en faisait des reproches; et quelquefois son intérêt était si vif, qu'il les forçait de désirer le succès pour lui plus encore que pour eux-mêmes.

Peu d'hommes ont été aussi bienfaisants, et il regardait cette bienfaisance comme un devoir de justice; il ne croyait pas (comme nous l'avons dit) qu'il fût permis d'avoir du superflu, lorsque d'autres hommes n'ont pas même le nécessaire; mais ses dons, si peu proportionnés à la médiocrité de sa fortune, ne suffisaient pas au besoin que son cœur avait de faire du bien; son temps, le crédit de ses amis, l'autorité que lui donnaient son génie et ses vertus, tout appartenait également aux malheureux et aux opprimés. En lisant ses ouvrages, on est étonné que la vie d'un seul homme ait suffi à tant de travaux, et les soins de la bienfaisance et de l'amitié en ont rempli la moitié; et il y sacrifiait sans peine, nous ne disons pas une partie de sa gloire, ce sacrifice coûte peu aux hommes capables de véritables affections, mais l'attrait puissant qui l'entraînait au travail. Son zèle pour le progrès des sciences et la gloire des lettres ne se bornait pas à y contribuer par ses ouvrages, il devenait le bienfaiteur, l'appui, le conseil de tous ceux qui, dans leur jeunesse, annonçaient du talent ou montraient du zèle pour l'étude : souvent il a éprouvé de l'ingratitude;

mais l'amitié, qu'il a trouvée quelquefois pour prix de ses services et de ses leçons, le consolait, et il ne se croyait pas malheureux d'avoir fait cent ingrats pour acquérir un ami. Vers la fin de sa vie, à mesure qu'il voyait successivement se briser les liens formés dans sa jeunesse, c'est parmi ses anciens disciples qu'il avait choisi ses amis les plus chers, ceux qui étaient pour lui l'objet d'un sentiment plus tendre, et sur l'amitié desquels il comptait le plus; et comme il avait toujours préféré la géométrie à toute autre étude, c'est sur deux géomètres de l'Académie que le choix de son cœur s'était surtout arrêté.

Ami de l'humanité, les intérêts, les droits des hommes étaient pour lui des objets sacrés; souvent il les a défendus, et jamais il ne les a trahis : si l'on ne mérite pas le nom de citoyen en flattant bassement l'autorité, de quelque manière qu'elle s'exerce, en exaltant toujours les vertus et les actions de ceux qui gouvernent, au risque de louer tour à tour des principes contradictoires, on s'en rend également indigne en blâmant tout au hasard, en donnant pour patriotisme son attachement à une cabale dont on espère partager le crédit, en cachant sous l'apparence de l'amour naturel et légitime de la liberté, l'humeur secrète de n'avoir pas d'empire sur celle des autres. Un bon citoyen s'intéresse vivement au bonheur général, s'élève avec courage contre ceux qui font le mal ou qui le permettent; il obéit aux lois, mais en réclamant contre celles qui blessent l'humanité et la justice; soumis à l'autorité, il respecte ceux qui en sont les dépositaires, mais il les

juge; il combat toutes les erreurs qui peuvent troubler la paix ou attenter aux droits des hommes; il désire enfin qu'ils soient éclairés sur leurs vrais intérêts comme sur leurs droits, parce que leur félicité commune et la tranquillité publique dépendent de la liberté qu'ils ont de s'instruire, et de la destruction des préjugés : tel fut constamment M. D'Alembert, mauvais citoyen pour l'homme puissant et corrompu, mais bon patriote aux yeux des ministres justes et éclairés, comme aux yeux de la nation.

Il avait prouvé, par des traits éclatants, qu'il était inaccessible à l'intérêt autant qu'à la vanité; mais les augmentations successives, et toujours très-modiques, que reçut son revenu, n'étaient pas reçues avec l'indifférence à laquelle on aurait pu s'attendre; elles lui donnaient plus de facilité pour acquitter des dettes de bienfaisance qu'il regardait comme de véritables obligations; ses inquiétudes sur ses affaires n'avaient jamais d'autre objet : *Et je serai forcé de retrancher sur ce que je donne*, était la seule crainte qu'il confiât à ses amis, lorsque des circonstances imprévues le menaçaient de quelque perte ou de quelque retardement. Avec de tels sentiments, il ne devait avoir et n'eut jamais qu'une fortune médiocre : on ne parvient pas à s'enrichir, quand c'est pour les autres seulement qu'on veut être riche; et ceux qui, en accumulant des trésors, parlent encore de leur mépris pour les richesses, prouvent seulement qu'ils joignent l'hypocrisie à leurs autres vices.

Le caractère de M. D'Alembert était franc, vif et

se livrait à ses premiers mouvements, mais il n'avait point qu'il eût intérêt de cacher. Dans ses dernières années, une inquiétude habituelle avait altéré sa gaieté; il s'irritait facilement, mais revenait plus facilement encore; cédait à un mouvement de colère, mais ne gardait point d'humeur; malgré la tournure quelquefois maligne de son esprit, on n'a jamais eu à lui reprocher la plus petite méchanceté, et il n'a jamais affligé, même ses ennemis, que par son mépris et son silence. Après avoir demeuré près de quarante ans dans la maison de sa nourrice, sa santé l'obligea de quitter le logement qu'il occupait chez elle, et l'âge de cette femme respectable ne lui permit pas de le suivre : tant qu'elle vécut, deux fois chaque semaine il se rendait auprès d'elle, s'assurait par ses yeux des soins qu'on avait de sa vieillesse, cherchait à prévenir, à deviner ce qui pouvait rendre plus douce la fin d'une vie sur laquelle sa reconnaissance et sa tendresse avaient répandu l'aisance et le bonheur. En quittant cette maison, il chercha un asile dans l'amitié, dans la société habituelle d'une femme aimable qui, par une sensibilité simple et vraie, par les grâces piquantes et naturelles de son esprit, par la force de son âme et de son caractère, avait fait naître en lui un sentiment que les malheurs qu'elle avait longtemps éprouvés rendirent plus profond et plus tendre, et qui eût été la consolation de la vie de M. D'Alembert, s'il n'avait pas eu le malheur de lui survivre.

Les savants et les écrivains les plus célèbres, des étrangers distingués par leurs lumières, des hom-

s de tous les ordres, mais choisis parmi ceux qui aimaient la vérité, et qui étaient dignes de l'entendre, qui formèrent alors une société nombreuse, où se joignait une foule de jeunes littérateurs et de gens du monde, que le désir de voir un grand homme, ou la vanité de dire qu'ils l'avaient vu, attirait auprès de lui. Cette société rassemblait, pour ainsi dire, tous les hommes qui, zélés pour les intérêts de l'humanité, mais différents par leurs occupations, leurs goûts, leurs opinions, n'étaient rapprochés que par un désir égal de hâter les progrès des lumières, un même amour pour le bien, et un respect commun pour l'homme illustre que son génie et sa gloire avaient naturellement placé à leur tête : elle offrait aux jeunes gens qui entraient dans la carrière des lettres, les moyens de faire des connaissances utiles à leur avancement ou à leur fortune, sans se livrer à une dissipation d'autant plus funeste pour le talent, qu'il est encore moins formé; ils y trouvaient les encouragements que donne le suffrage libre et éclairé des hommes supérieurs, les lumières utiles qui s'échappent de leur conversation, enfin la crainte salutaire pour la jeunesse de perdre, par sa conduite, l'estime d'une société qu'on respecte et qu'on recherche. Ce n'est point ici mon jugement que j'expose, c'est l'expression fidèle des sentiments de plusieurs de ceux qui étaient admis chez M. D'Alembert, telle qu'elle leur est échappée au milieu de leurs regrets.

La constitution de M. D'Alembert était naturellement faible; le régime le plus exact, l'abstinence abso-

lue de toute liqueur fermentée, l'habitude de ne manger que seul d'un très-petit nombre de mets sains et apprêtés simplement, ne purent le préserver d'éprouver avant l'âge les infirmités et le dépérissement de la vieillesse; il ne lui restait depuis longtemps que deux plaisirs : le travail et la conversation; son état de faiblesse lui enlevait celui des deux qui lui était le plus cher. Cette privation altéra un peu son humeur; son penchant à l'inquiétude augmenta; son âme paraissait s'affaiblir comme ses organes; mais cette faiblesse n'était qu'apparente; on le croyait accablé par la douleur, et on ignorait qu'il en employait les intervalles à discuter quelques questions mathématiques qui avaient piqué sa curiosité, à perfectionner son histoire de l'Académie, à augmenter sa traduction de Tacite, et à la corriger; on ne devinait pas que, dans le moment où il verrait que son terme approchait, et qu'il n'avait plus qu'à quitter la vie, il reprendrait tout son courage. Dans ses derniers jours, au milieu d'une société nombreuse, écoutant la conversation, l'animant encore quelquefois par des plaisanteries ou par des contes, lui seul était tranquille, lui seul pouvait s'occuper d'un autre objet que de lui-même, et avait la force de se livrer à la gaieté et à des amusements frivoles.

Illustre par plusieurs de ces grandes découvertes qui assurent au siècle où elles ont été dévoilées l'honneur de former une époque dans la suite éternelle des siècles; digne, par sa modération, son désintéressement, la candeur et la noblesse de son

caractère, de servir de modèle à ceux qui cultivent les sciences, et d'exemple aux philosophes qui cherchent le bonheur; ami constant de la vérité et des hommes; fidèle jusqu'au scrupule aux devoirs communs de la morale, comme aux devoirs que son cœur lui avait prescrits; défenseur courageux de la liberté, et de l'égalité dans les sociétés savantes ou littéraires dont il était membre; admirateur impartial et sensible de tous les vrais talents; appui zélé de quiconque avait du mérite ou des vertus; aussi éloigné de toute jalousie que de toute vanité; n'ayant d'ennemis que parce qu'il avait combattu des partis, aimé la vérité et pratiqué la justice; ami assez tendre pour que la supériorité de son génie, loin de refroidir l'amitié en blessant l'amour-propre, ne fit qu'y ajouter un charme plus touchant, il a mérité de vivre dans le cœur de ses amis, comme dans la mémoire des hommes.

Il s'est assuré que ses vues de bienfaisance seront exécutées après lui; que les ouvrages qu'il laisse, disposés par lui-même dans le plus grand ordre, seront donnés au public, à l'utilité duquel il les a consacrés, et il a confié ses dispositions à trois de ses amis : l'un (1), son confrère à l'Académie française, distingué par des ouvrages ingénieux et utiles, par son goût éclairé pour les arts, par un caractère aimable et solide, était uni avec lui par une amitié de trente ans, qui avait toujours été sans nuage; un autre (2), magistrat d'une cour souveraine,

(1) M. Vatelet.

(2) M. Remi.

respecté pour sa probité sévère, l'avait connu dès son enfance, l'avait aimé avant que sa gloire fût répandue, et l'a toujours aimé depuis. Je n'ai pu avoir d'autre titre pour être placé dans une liste si honorable, que l'amitié même de M. D'Alembert, amitié que mon zèle pour l'étude m'avait méritée dès ma jeunesse, que pendant plus de quinze ans j'ai regardée comme un des premiers biens de ma vie, et dont le souvenir doux et cruel ne s'affaiblira jamais dans mon cœur, car il est des pertes qui ne peuvent s'oublier, parce qu'elles ne peuvent se réparer; et lorsque l'ami qui nous a été enlevé était un de ces hommes rares que plusieurs générations ne peuvent quelquefois remplacer; lorsque son amitié tendre, active, courageuse, éclairée, était unique comme lui-même ; lorsqu'on était uni avec lui par ces rapports d'opinions, de goûts, de sentiments, par cet attrait naturel, qui rendraient irréparable la privation même d'un ami qui n'aurait point d'autres titres à nos regrets, il ne doit rester à ceux qui ont éprouvé de telles pertes, et qui les ont vues se renouveler en peu d'années, que la triste et douloureuse consolation de n'avoir pas vécu sans connaître le bonheur.

M. D'Alembert est mort le 29 octobre 1783.

ÉLOGE DE M. DE TRESSAN.

Louis-Élisabeth de la Vergne, comte de Tressan, lieutenant général des armées du roi, commandeur

de l'ordre de Saint-Lazare, l'un des quarante de l'Académie française, associé libre de celle des sciences; de la Société royale de Londres; des Académies de Berlin et d'Édimbourg, naquit au Mans, le 4 novembre 1705, de François de la Vergne-Tressan et de Madeleine Brulart de Genlis.

La maison de la Vergne était établie en Languedoc, lorsque Simon de Montfort, à la tête d'une troupe de brigands que l'amour du pillage et le fanatisme rassemblaient sous sa bannière, vint convertir et ravager cette belle province. Les la Vergne, fidèles à leur prince, Raimond, comte de Toulouse, prirent avec lui la défense de son peuple : mais la férocité l'emporta sur le courage, plus de trois cents mille habitants, paisibles et désarmés, furent la proie des soldats et des bourreaux, tandis que les biens et les titres de ceux qui avaient voulu les défendre devinrent la récompense de leurs assassins.

Les la Vergne abandonnèrent leurs possessions et leur patrie : heureusement qu'un siècle après, un cardinal de la Vergne, archevêque de Sens, répara le mal que les légats d'Innocent III avaient fait à sa famille, et acheta la terre de Tressan, dont une des branches de la Vergne a depuis toujours porté le nom.

Cette branche embrassa, au seizième siècle, la religion réformée ; à la bataille de Jarnac, la Vergne, suivi de vingt-cinq de ses neveux, défendit longtemps le prince de Condé blessé et abandonné de son armée : quinze de ces braves chevaliers y périrent ; la plupart des autres furent blessés et faits prisonniers.

La Vergne, ami de Coligni, le suivit au mariage de Henri IV; mais, plus défiant que l'amiral, parce qu'on employait moins d'artifices pour le tromper, il prévit la trahison que l'on tramait contre son parti, rassembla chez lui les gentilshommes qui l'avaient suivi à la guerre, arma ses domestiques, se précautionna contre une surprise, et au premier bruit du massacre, fit monter sa troupe à cheval, chargea celle des meurtriers qui entouraient déjà sa maison, les dispersa, et courut se réfugier dans ses terres. Ainsi, par sa prudence et sa valeur, il sut échapper à cette horrible conspiration d'un roi contre son peuple, attentat dont on ne saurait trop souvent rappeler la mémoire, pour apprendre aux rois quels crimes ils s'exposent à commettre, et aux peuples, à quels malheurs ils doivent s'attendre, lorsqu'ils n'ont pas la sagesse d'étouffer les premiers cris du fanatisme sous le poids du mépris et de la risée publique.

Le fils de la Vergne, digne de son père, commanda l'infanterie de l'aile droite à la bataille d'Ivry, et y reçut trois blessures; il eut pour fils François de Tressan, bisaïeul de celui dont nous faisons ici l'éloge; Louise de Monteinard sa femme était dans Béziers, lorsque le duc de Montmorency son parent y fut assiégé; elle demanda au commandant de l'armée du roi, ou plutôt du cardinal de Richelieu, la liberté de sortir de la ville, l'obtint, et emmena avec elle dans sa voiture, le duc de Montmorency, caché sous son vertugadin. Le cardinal ne put s'empêcher de louer hautement cette action, qui lui enlevait ce-

pendant une victime, à la vérité pour bien peu de temps.

Elle eut vingt-deux enfants, dont dix-neuf vécurent plus de soixante-dix ans; une des filles en vécut cent.

Ces détails généalogiques paraîtront peut-être étrangers à l'éloge d'un académicien, mais ce sont les actions de ses ancêtres, et non leurs titres, que nous venons de rapporter; et ces actions sont une partie du patrimoine de leurs descendants.

M. le comte de Tressan fut élevé d'abord chez l'évêque du Mans, son grand-oncle, car sa famille avait quitté la religion réformée; elle avait même produit un missionnaire célèbre, qui, sous le règne de Louis XIV, convertit beaucoup de protestants, et n'en fut pas moins persécuté comme janséniste. L'évêque du Mans avait quitté la cour de bonne heure, pour se retirer volontairement dans son diocèse, avec un évêque anglais, son ami : ils vécurent ensemble pendant quarante-deux ans, et eurent le bonheur de mourir le même jour. M. de Tressan fut alors élevé par son oncle, archevêque de Rouen, premier aumônier du duc d'Orléans, régent du royaume.

L'archevêque de Rouen fit venir son neveu à la cour, école bien dangereuse pour un jeune homme de treize ans; mais ce jeune homme ne se borna ni aux leçons qu'il pouvait y recevoir, ni aux sociétés qu'il y trouva : il se lia dès sa première jeunesse avec Voltaire et avec Fontenelle, eut l'avantage de leur plaire, et le mérite de sentir le prix de leur amitié;

. .. inspirerent le goût de la philosophie et des . . . . et ce respect pour les hommes illustres dans . . . . ences ou dans la littérature, qui malheureuse- . . . n'en est pas toujours une suite : car on a vu . . . vent les gens du monde, loin de trouver des plai- . . . ou un remède contre l'ennui, dans la culture des . . aux-arts, devenir les victimes de cet amour-propre . . lheureux qui accompagne les demi-talents, et . . ur les hommes célèbres, dont la gloire humiliait . . secret leur orgueil.

M. de Tressan, quoique occupé autant qu'aucun autre homme de la cour, des plaisirs ou de ce qui en a le nom, réservait tous les jours quelques heures qu'il consacrait au travail; il s'instruisait par le commerce des savants, dont il avait su se concilier la bienveillance, et se préparait des ressources pour le temps de sa vieillesse, des consolations contre les malheurs de l'ambition et de la fortune.

Il fit, dans la guerre de 1741, toutes les campagnes de Flandre, avec le feu roi, dont il était aide de camp à la bataille de Fontenoi, la première qu'un roi de France eût gagnée contre les Anglais, depuis celle de Taillebourg.

En 1750, il entra dans l'Académie comme associé libre; il s'était déclaré physicien peu de temps auparavant, par un mémoire sur l'électricité; matière alors très-nouvelle et très-peu connue. Dans cet ouvrage, il s'était un peu livré à son imagination, et elle l'avait bien servi, puisqu'il a prédit une partie des découvertes qui ont été faites depuis.

Ces recherches, qui n'ont pas été imprimées, an-

noncent une étendue de connaissances qu'on est étonné que M. le comte de Tressan ait eu le temps d'acquérir, et montrent une sagacité qu'on regrette de n'avoir pas été plus constamment employée : elles donnent même lieu de croire que son goût pour la physique serait devenu un véritable talent, s'il avait pu le suivre avec cette opiniâtreté et cette constance sans lesquelles on ne fait, dans les sciences, ni de véritables découvertes, ni même de véritables progrès.

Vers le même temps, il composa pour l'Encyclopédie plusieurs articles, presque tous sur l'art militaire; et il eut soin d'y faire entrer quelques leçons d'humanité et de justice, que malheureusement on ne peut pas encore regarder comme absolument inutiles.

M. le comte de Tressan passa de la cour de France à celle de Lorraine, où il fut grand maréchal des logis du roi de Pologne Stanislas, et successivement commandant du Toulois et de la Lorraine allemande.

Il contribua beaucoup à l'établissement de l'Académie de Nancy; il y lut plusieurs discours, et y prononça souvent l'éloge des hommes célèbres qu'il y avait fait associer. Le roi de Pologne, qui aimait les lettres et qui les cultivait, avait pris pour M. de Tressan un goût assez vif pour inspirer de la jalousie au père Menou; aussi ce jésuite ne manqua-t-il pas d'accuser M. de Tressan d'avoir mis de la philosophie dans quelques-uns de ses discours académiques; le roi lui en parla : *Je conviens de mon tort*, lui répondit M. de Tressan, *mais je supplie Votre Majesté de*

se rappeler qu'à la procession de la Ligue, il y avait trois mille moines et pas un philosophe.

La mort de ce prince, celle de sa fille et de son petit-fils, firent perdre à M. de Tressan toutes les personnes augustes dont les bontés pouvaient nourrir en lui des restes d'ambition; c'est en général pour les hommes la dernière de leurs passions, et surtout elle ne quitte jamais absolument ceux qui ont vécu dans les cours. Ce fut alors qu'il sentit le prix de l'habitude qu'il s'était formée de cultiver son esprit, et par la lecture et par la composition de quelques ouvrages. Le premier fruit de sa retraite fut consacré à l'éducation de ses enfants; mais, après avoir rempli ce devoir par un livre sérieux, intitulé *Réflexions sur l'Esprit*, il renonça aux recherches philosophiques, abrégea les Amadis, traduisit l'Arioste, et fit des romans de chevalerie.

Il trouvait dans sa famille les noms de *Laure*, de *Diane*, de *Château-Morand*, de *la Fayette*, noms célèbres dans les romans; mais ce dernier pouvait l'exposer à une comparaison dangereuse: aussi eut-il ou la galanterie ou la prudence de ne pas s'exposer au parallèle.

Il crut qu'un chevalier ne devait point parler d'amour comme une femme tendre et sensible; il substitua une gaieté piquante, mais modeste, des images voluptueuses, mais toujours enveloppées du voile de la décence, une liberté qui amuse, qui séduit, mais sans alarmer la pudeur, à cette douce sensibilité, à cette délicatesse, à cette pureté de sentiments qui caractérisent les ouvrages de Mme de la

Fayette : tous deux semblent avoir conservé le caractère de leur sexe, dans leur manière de peindre l'amour, et l'on y aperçoit à peu près la même différence que parmi les gens du monde on peut observer dans la manière de le sentir.

Il ne nous appartient pas de fixer la place que mérite M. le comte de Tressan dans un genre moins frivole qu'on ne croit, puisque la plupart des hommes, et surtout des femmes, ont pris dans les romans qu'ils ont lus une partie de leurs préjugés ou de leurs principes; mais nous nous bornerons à observer qu'il n'est aucun romancier, ni même aucun poëte, qui ne puisse envier le tableau si naïf, si original et si touchant de l'éducation d'Ursino.

C'est à l'âge de soixante-treize ans qu'on vit M. de Tressan se livrer à ces ouvrages dans lesquels on trouve toute la fraîcheur, toute la gaieté d'une imagination jeune et riante; c'est à cet âge qu'il montra pour le travail une ardeur telle qu'un homme de lettres avide de renommée peut l'avoir au commencement de sa carrière.

Au milieu des douleurs de la goutte, il dictait un conte rempli des peintures les plus animées : il semblait que son corps et ses sens eussent vieilli seuls, et que l'âge et les infirmités eussent respecté son imagination et son esprit.

Si l'on regarde ces ouvrages comme ceux d'un vieillard, combien doit-on regretter que dans sa jeunesse il n'ait pas suivi la carrière des lettres avec la même ardeur? mais peut-être aussi que son esprit, qu'il avait exercé toujours sans se fatiguer

jamais, avait conservé toute sa force, et que la dépendance où l'âme est de nos organes, n'est ni si absolue ni assujettie à des lois si régulières qu'une observation superficielle nous porte à le croire.

Il désira vivement d'être de l'Académie française, et obtint, à l'âge de soixante-quinze ans, un titre dont il ne devait pas jouir longtemps, mais dont il jouit avec toute la vivacité, toute la sensibilité d'un jeune homme qui l'aurait obtenu pour le prix d'un premier succès.

Le dernier ouvrage de M. de Tressan doit intéresser particulièrement l'Académie des sciences : c'est un éloge de Fontenelle, de cet homme qu'elle regrettera longtemps, à qui peut-être elle doit une partie de sa gloire, et ce qui est encore plus précieux, de cet esprit philosophique qui lui fait tolérer toutes les hypothèses sans en adopter aucune; résister aux opinions nouvelles, mais encourager les découvertes; et, en conservant l'esprit de doute dans les justes bornes que prescrit la sagesse, être à la fois un appui utile pour les véritables inventeurs, et une barrière contre le charlatanisme. M. de Tressan avait beaucoup vécu avec Fontenelle; il l'avait vu contribuer aux progrès des sciences autant peut-être qu'aucun homme de génie, sans cependant les avoir enrichies d'une seule découverte, et cacher avec autant de soin la profondeur et l'étendue de ses vues philosophiques, que d'autres mettent de prétention à en montrer; ne voulant pas que les hommes apprissent trop tôt tout le bien que la raison

pouvait leur faire, ne disant les vérités qu'à mesure qu'il les croyait utiles, mais ayant soin de faire entendre celles qu'il ne disait pas pour qu'elles ne fussent point perdues, et qu'on pût les retrouver lorsqu'il serait temps de les révéler. M. de Tressan avait vu Fontenelle, pendant le cours d'une si longue vie, rendre les sciences respectables par ses mœurs, en inspirer le goût, et en faire sentir l'utilité par ses ouvrages, sans jamais leur attirer d'ennemis, sans blesser l'amour-propre des ignorants, sans les éblouir par trop d'éclat, ou les effrayer en attaquant de front trop de préjugés à la fois. Modeste, réservé dans son zèle pour la vérité comme dans sa conduite, il exerçait ainsi sur les esprits de son siècle une influence d'autant plus forte qu'elle se faisait moins sentir, et qu'on profitait de la lumière qu'il avait répandue sans apercevoir de quel point elle était partie : c'était à lui que M. de Tressan devait en grande partie le bonheur que la culture des lettres avait répandu sur les dernières années de sa vie, et c'est à lui qu'il voulut consacrer les derniers fruits de sa vieillesse. Dans la préface de cet éloge, M. de Tressan semble prévoir sa fin prochaine, et céder sans regret à la force qui l'entraînait dans le tombeau, pourvu qu'elle lui permît de s'arrêter encore un moment pour rendre un dernier hommage à une mémoire chérie.

Des attaques de goutte répétées avaient épuisé ses forces, et il y succomba le 31 octobre 1783, laissant deux fils au service, dont l'un ne lui survécut que très-peu de temps; un troisième, grand vicaire

de Rouen, et une fille mariée à M. le marquis de Maupeou.

ÉLOGE DE M. WARGENTIN.

Pierre Wargentin, chevalier de l'Étoile polaire; secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de Stockholm; des Académies de Pétersbourg, d'Upsal, de Copenhague, de Gottingue; de la Société royale de Londres; associé étranger de l'Académie des sciences, naquit le 22 septembre 1717, dans la paroisse de Junne en Suède, de Guillaume Wargentin, pasteur de cette église, et de Christine Arosell.

Parmi les découvertes qui ajoutent successivement à la masse toujours croissante des connaissances humaines, il en est dont une seule, suffisant pour assurer à celui qui l'a faite, la reconnaissance de ses contemporains, ou même les hommages de la postérité, le dispense en quelque sorte de chercher d'autres titres à la gloire; elles doivent cet avantage à leur utilité, à leur éclat, ou au mérite d'offrir la réunion inattendue de vérités longtemps isolées. L'on pourrait être tenté de regarder comme l'ouvrage du hasard, le bonheur qu'ont eu quelques savants d'être conduits par leurs recherches à de telles découvertes, si ce choix n'était pas déjà par lui-même une preuve d'un bon esprit qui connaît l'état de la science qu'il cultive, et sait distinguer, dans les travaux qu'elle présente, ceux qui sont impor-

tants et dont le succès n'est au-dessus ni de ses forces ni des ressources qu'offrent les méthodes connues.

Telle a été la découverte des équations empiriques des satellites de Jupiter, par M. Wargentin.

Les astronomes, qui considèrent les mouvements des corps célestes comme circulaires et uniformes, ont nommé *équation*, la loi régulière suivant laquelle les mouvements d'une planète s'écartent de cette hypothèse.

Depuis la découverte de la force générale à laquelle les planètes obéissent, il existe deux manières de déterminer ces équations : l'une par le calcul des perturbations que cause dans le mouvement d'une planète l'attraction des autres corps célestes; l'autre, en cherchant par l'examen des effets, et sans remonter à leur cause, une loi constante formée d'un petit nombre de termes qui puisse satisfaire à toutes les observations, et l'on a donné le nom d'*équations empiriques* à celles qui sont trouvées par cette dernière méthode. Lorsque M. Wargentin s'occupa de déterminer les équations des satellites de Jupiter, les géomètres n'avaient pas encore donné une méthode générale pour ces sortes de recherches; comme Kepler, il n'eut d'autres secours que celui de cet instinct du génie qui sait suppléer aux méthodes, et cet instinct le servit heureusement.

Il trouva d'abord pour chaque satellite une équation du temps, et quelque temps après, les équations pour le changement d'inclinaison; ces équations représentaient le mouvement des satellites avec

une exactitude à laquelle on n'eût osé s'attendre : à la vérité, elle n'était pas égale pour toutes; mais la théorie, en prouvant depuis qu'une équation d'un seul terme ne peut suffire à représenter les phénomènes dans les cas où celle de M. Wargentin s'en éloigne, a fait voir en même temps qu'il serait injuste d'attribuer à l'auteur de cette découverte une imperfection qui naît uniquement de la nature du problème.

C'est en 1746 que M. Wargentin donna ses premières équations empiriques, il n'avait alors que vingt-neuf ans; trois ans après, en 1749, l'Académie de Stockholm le choisit pour son secrétaire : il a rempli cette place pendant trente-quatre ans. Un goût éclairé pour toutes les sciences, qui lui faisait pardonner sa préférence pour les mathématiques ; la douceur, la simplicité et la modération de son caractère, moyens plus sûrs que l'adresse pour concilier ou ménager des amours-propres opposés ; son activité pour publier, pour répandre promptement les ouvrages de ses confrères, aux dépens même des travaux particuliers qui n'eussent illustré que lui ; son zèle pour le progrès des sciences, et cette espèce d'abandon de sa propre renommée, pour ne paraître occupé que de la gloire commune ou de l'utilité générale; une dignité modeste qui savait faire respecter les sciences, mais sans armer contre elles, en paraissant trop exiger, les préjugés encore puissants et dangereux ; une probité rigoureuse qui rassurait même contre les effets de ces préventions auxquelles la vertu la plus pure n'échappe pas tou-

jours; ce désintéressement sans faste qui touche les âmes généreuses, et gagne si bien les autres en leur ôtant la crainte de la concurrence; enfin, ce désir d'être utile, qui, se marquant dans les plus petites choses, annonce ce qu'on doit en attendre dans les occasions plus importantes: telles furent les qualités qui méritèrent à M. Wargentin l'estime générale et l'amitié de ses confrères.

En 1759, on érigea un observatoire à Stockholm, sur une hauteur à l'extrémité d'un faubourg; il était naturel qu'on en offrît la direction à M. Wargentin; on lui proposa de s'y établir, et il y consentit: il savait qu'entouré des objets qui l'intéressaient le plus, sa famille, ses instruments et ses livres, il trouverait la solitude et la paix; et il y resta jusqu'à la fin de sa vie.

Il était membre d'une commission chargée de rassembler tous les détails relatifs à la population de la Suède, à la durée de la vie des hommes, à l'influence des différentes causes de mortalité, à la connaissance exacte de la culture et des productions, en un mot, à tous les faits d'économie politique que l'on peut avoir intérêt d'observer dans un grand royaume: on avait cru en Suède, qu'un mathématicien habile pouvait, lorsqu'il s'agissait de prononcer sur des résultats de calculs, siéger à côté des membres de l'administration; et qu'une sage politique pouvait conseiller d'honorer les savants, et non de les tenir dans une dépendance qui repousse les vrais talents ou qui les rend inutiles.

Les registres de ce bureau lui ont fourni le sujet

de plusieurs mémoires intéressants, qui sont insérés dans les recueils de l'Académie de Stockholm, et il avait rassemblé le résultat de tous ces travaux en ce genre, dans un grand ouvrage qu'il n'a pas eu le temps de publier. La sagacité dont M. Wargentin a donné une preuve si éclatante, précisément dans l'art de déduire des observations leurs résultats généraux, doit faire désirer que l'on ne soit pas privé d'un travail si utile pour son pays, et peut-être pour l'Europe entière ; il faut même former des vœux pour que cet établissement, honorable à la Suède qui a donné l'exemple, soit imité par les autres peuples, et assure enfin à des connaissances dont dépend essentiellement le bonheur des hommes, une base à la fois moins incertaine et plus précise.

Comme secrétaire de l'Académie de Stockholm, M. Wargentin a fait plusieurs discours et quelques éloges d'académiciens; ses compatriotes sont les seuls juges compétents du mérite de cette partie de ses travaux, et ils lui accordent celui d'avoir connu le véritable style de ce genre d'ouvrage, d'y avoir été toujours simple et noble, élégant et naturel, d'avoir enfin mérité une place parmi les premiers écrivains de sa nation.

Environ un an avant sa mort, sa santé avait commencé à dépérir, de manière à laisser peu d'espérance; il apprit alors que l'Académie des sciences de Paris lui avait donné une de ses huit places d'associés étrangers, et qu'ainsi il ne mourrait point sans avoir obtenu ce qui avait fait l'objet le plus vif de son ambition littéraire. Son désintéressement ne lui

avait permis de s'occuper ni de sa fortune, ni de celle de sa famille ; et sur la fin de sa vie, il éprouva des inquiétudes pour ses enfants ; il sentit que l'homme isolé et dégagé de tout bien a seul la liberté de se livrer sans réserve à ce que l'élévation de son âme lui inspire ; il eut des remords, ou du moins des regrets de l'avoir portée trop loin : heureusement l'amitié de ses confrères avait tout réparé ; peu de temps avant sa mort, il apprit que l'Académie lui avait accordé une gratification sur les fonds dont elle dispose, et sollicitait auprès du gouvernement une pension pour ses enfants. A peine pouvait-il encore faire entendre quelques sons ; mais la joie que lui inspira cette nouvelle ranima ses traits, que l'approche de la mort avait effacés, et il expira en jetant sur ses enfants, qui pleuraient autour de lui, un regard tendre et serein, dont aucune amertume n'empoisonnait plus la douceur.

Il mourut le 13 décembre 1783, âgé de soixante-six ans.

L'Académie de Suède lui a fait frapper une médaille, honneur qu'elle ne rend qu'à ses membres les plus illustres.

ÉLOGE DE M. MACQUER.

Pierre-Joseph Macquer, docteur-régent de la faculté de médecine de Paris ; professeur de chimie au Jardin du Roi ; pensionnaire de l'Académie des scien-

ces ; membre de la Société de médecine; de l'Académie de médecine de Madrid, et des Académies de Stockholm, de Turin et de Philadelphie, naquit à Paris le 9 octobre 1718, de Joseph Macquer et de Marie-Anne Caillet. Il tirait son origine d'une famille noble d'Écosse, qui avait sacrifié ses biens et sa patrie à son attachement pour la religion romaine et pour la maison de ses anciens rois.

Les parents de M. Macquer exigeaient qu'il prît un état; il choisit celui de médecin, qui contrariait moins qu'aucun autre son goût naissant pour les sciences physiques. La chimie fut le principal objet de ses travaux, et il fut reçu à l'Académie en 1745, à l'âge de vingt-sept ans. Depuis cette époque, des recherches sur la chimie, des ouvrages élémentaires sur cette science, et des travaux sur les arts qui en dépendent, ont rempli toute l'étendue de sa vie.

Les phénomènes singuliers que présentait l'arsenic, avaient attiré l'attention des chimistes dans le temps où presque tous avaient conservé au moins un penchant secret pour les idées chimériques des adeptes. On connaissait la propriété qu'a cette substance de décomposer le nitre et d'en séparer l'acide, qui, dans cette opération, acquiert une belle couleur bleue; mais personne encore n'avait songé à examiner le résidu de la distillation. M. Macquer l'essaya le premier, et il trouva un sel cristallisable, dissoluble dans l'eau, ayant toutes les propriétés d'un sel neutre, et formé par la combinaison de la base du nitre avec un acide particulier qui tire son origine de l'arsenic.

Les deux autres alcalis et la chaux peuvent servir de base à un sel semblable; et c'est ici le premier exemple connu en chimie, de ces acides propres à certaines substances, et qu'on en tire par la distillation avec l'acide nitreux, soit que ces acides y existent tout formés, soit qu'ils doivent quelques-unes de leurs parties constituantes à la décomposition qu'éprouve alors l'acide qu'on a employé.

M. Macquer donna, peu de temps après, la première analyse exacte du bleu de Prusse. Cette matière colorante n'est, suivant lui, qu'une combinaison du fer avec une substance que les alcalis enlèvent aux matières charbonneuses; et il le prouve en montrant que l'alcali dirigé sur le bleu de Prusse, se charge de cette substance, et ne laisse plus qu'une chaux de fer, tandis que ce même alcali, ainsi saturé et versé sur une dissolution de fer, précipite de nouveau bleu de Prusse. Les chimistes ont regardé cette substance extraite du charbon par l'alcali fixe, comme étant du phlogistique; et l'alcali qui en est chargé a même porté le nom d'*alcali phlogistiqué*. Mais les progrès de la chimie, en l'enrichissant d'un grand nombre de faits, l'ont rendue en même temps bien plus pauvre en théories qu'elle ne croyait l'être, si pourtant avoir perdu des théories et des systèmes, ce n'est pas avoir beaucoup gagné. La plupart des dénominations et même des expositions que l'on faisait des phénomènes, portaient, sans presque qu'on s'en doutât, quelque teinte de ces systèmes, et il a fallu créer une nouvelle langue, que peut-être dans quelques années il faudra changer encore.

M. Macquer soumit, conjointement avec M. Baumé, une quantité assez considérable de platine à des expériences nouvelles, où ils se proposaient d'examiner surtout la fusibilité et la ductilité de ce métal, celles de ses propriétés dont les chimistes s'étaient jusqu'alors le moins occupés. Ils parvinrent à le fondre au miroir ardent d'une manière imparfaite. Quelques morceaux arrondis par la fusion, parurent avoir une véritable ductilité; et ce fait important, consigné dans nos Mémoires, a soutenu l'espérance des chimistes qui, depuis, ont trouvé des moyens de forger et de travailler cette substance singulière, également intéressante, et par les faits nouveaux qu'elle présente dans la chimie des métaux, et par l'utilité dont elle deviendra un jour dans les arts.

Un voile épais en couvre encore l'origine et l'histoire; et, malgré l'abondance de ce métal, le préjugé en refuse à ceux qui veulent l'étudier, et dont heureusement ces obstacles n'ont fait qu'exciter le zèle. On avait cru d'abord que le platine qui peut se mêler avec l'or, s'y unissait si intimement, qu'il était impossible de reconnaître le mélange et de le séparer d'avec l'or. Sans doute, cet inconvénient aurait encore été un motif bien faible pour condamner à une éternelle inutilité une substance que la nature a prodiguée, et qu'à bien des égards il serait difficile de remplacer; mais cet inconvénient n'existe même plus depuis quarante ans. Cependant, l'opinion de ceux qui possèdent le platine est restée la même; exemple moins rare qu'on ne croit, et de la lenteur avec laquelle les vérités s'établissent, et de cette fa-

talité singulière qui fait regarder l'opinion la moins fondée comme suffisante pour donner le droit de ravir aux hommes quelque portion de leur liberté, tandis qu'on exige que l'inutilité d'une prohibition soit rigoureusement prouvée, et souvent le soit depuis longtemps, pour se croire autorisé à la faire cesser. Il semble que, chez tous les peuples et dans tous les temps, on ait regardé l'esclavage comme le véritable état de l'homme, et la liberté comme un état forcé, et pour ainsi dire contre nature.

Vers 1750, M. Macquer fut chargé par la cour d'une commission particulière. Il existait alors en Bretagne un homme, le comte de la Garaie, qui, entraîné par une véritable passion à l'exercice de la bienfaisance, s'était dévoué depuis quarante ans au service de l'humanité souffrante. Il avait bâti un hôpital à côté d'un laboratoire de chimie; il soignait, il traitait lui-même les malades auxquels il administrait les remèdes préparés dans son laboratoire, remèdes qu'il avait ou que du moins il croyait avoir inventés. Son premier ouvrage était fondé sur l'idée chimérique d'extraire des mixtes, par le moyen de l'eau, toutes leurs parties actives; et on devait à cet ouvrage quelques préparations utiles, nouvelles ou peu connues.

D'autres idées du même genre avaient frappé depuis le comte de la Garaie; et il voulait vendre au gouvernement ses nouveaux remèdes, comme il lui avait vendu ses premiers secrets, c'est-à-dire, toujours au profit de son hôpital. Il est singulier, peut-être, qu'un homme si bienfaisant fît un secret de

ses découvertes, et qu'il ne s'empressât point de les consacrer gratuitement à l'utilité commune; mais puisque ceux qui sollicitent des grâces oublient si facilement que c'est aux dépens du sang du peuple qu'ils cherchent à satisfaire leur avarice ou leur ambition, pourrait-on ne point pardonner un pareil oubli à celui qui ne demande que pour les malheureux?

M. Macquer fut chargé d'examiner ces remèdes. Le projet du comte de la Garaie était alors d'extraire les parties salubres des minéraux par une longue macération avec des sels neutres. Il avait entre autres préparé une teinture mercurielle par des procédés qui duraient plusieurs mois; mais cette teinture n'était qu'une dissolution de sublimé corrosif dans l'esprit-de-vin. Telle est en général l'histoire de ces secrets si vantés, tantôt chimériques, tantôt connus de tout le monde, excepté de ceux qui les achètent.

M. Macquer se trouva placé à une époque où la chimie commençait à se délivrer des rêves des alchimistes, dont les ouvrages des restaurateurs de cette science sont encore infectés; mais la clarté, la méthode étaient un mérite inconnu dans les livres qui en traitaient, et surtout en France : un reste de cartésianisme ajoutait à l'obscurité de la science, en la surchargeant de prétendues explications mécaniques.

M. Macquer est le premier qui ait donné des éléments de chimie où l'on trouve la même clarté, la même méthode qui régnaient déjà dans les autres branches de la physique. Avant lui, on regardait la chimie comme une science isolée, embarrassée,

obscure, remplie d'opérations secrètes, de recettes énigmatiques, presque comme une occupation dangereuse où l'on risquait de compromettre sa santé, sa fortune, et même sa raison : elle parut, dans les ouvrages de M. Macquer, une science simple, fondée sur les faits, procédant par des opérations dont une sage méthode prescrivait tous les détails, utile à tous les besoins de la vie humaine, et liée au système général de nos connaissances. Ainsi, ses éléments contribuèrent à répandre le goût de la chimie, en montrant combien il était facile de l'apprendre; tandis qu'un autre chimiste son contemporain, et autrefois son maître, en inspirait l'enthousiasme par une marche plus hardie et des idées plus vastes et plus imposantes.

M. Macquer fit, pendant plusieurs années, des cours, conjointement avec M. Baumé. Il avait préféré, dans ses cours, l'ordre qui lui avait paru exiger, de ceux qui les suivaient, moins de connaissances préliminaires en chimie; il décrivait les expériences, exposait les faits avec clarté, avec précision, y ajoutait les explications les plus plausibles, les plus généralement adoptées, mais avec le ton d'un homme qui doute encore et qui veut seulement payer un léger tribut au besoin si naturel aux hommes, et surtout aux jeunes gens, de croire quelque chose. L'incertitude où une suite de simples faits aurait laissé ses disciples, leur eût paru trop pénible ; il les consolait donc par quelques explications, mais il ne les trompait point sur le prix qu'ils devaient y attacher. Il avait l'art de choisir les parties de la chimie

où les faits étaient le plus certains, où les objets avaient été le plus discutés et le mieux éclaircis; enfin son but semblait être principalement d'inspirer quelque confiance dans les vérités chimiques, aux esprits d'une justesse sévère, et qui se piquent d'être difficiles en preuves. Il se conciliait ainsi l'estime et la confiance de ses disciples plus qu'il n'attirait leur admiration; ils n'étaient point frappés de la fécondité de ses vues, mais ils sentaient qu'ils avaient en lui un guide sûr, qui ne les égarerait jamais. C'est avec un plaisir mêlé de douleur que je m'arrête sur ces détails. Je dois à M. Macquer mes premières connaissances en chimie; et en parlant ici de ses talents comme démonstrateur, c'est un devoir de reconnaissance dont je m'acquitte envers sa mémoire.

M. Macquer jugea qu'un dictionnaire de chimie était nécessaire pour assurer les heureux effets que ses livres élémentaires et ses cours avaient déjà produits. Cette manière de traiter les sciences appartient presque à notre siècle, et c'est un des services qu'il aura rendus à l'esprit humain. Aucune espèce de livres n'est plus propre à montrer à chaque époque le point où les sciences sont parvenues, à en faire connaître tous les détails, à en perfectionner la langue. Le public attendait cet ouvrage de M. Macquer; son esprit naturellement juste et méthodique, son impartialité bien connue, son aversion pour les systèmes, la sagesse qu'il savait mettre dans ses vues et dans ses jugements, l'indiquaient comme le chimiste auquel on devait désirer que cet important

travail fût confié. L'exécution et le succès répondi-
rent à cette attente. Il avait pris la méthode la plus
sûre pour faire un bon dictionnaire: celle de com-
poser une espèce de cours de chimie suivant une
méthodique, dont les grands articles de son diction-
naire sont en quelque sorte les principaux chapi-
tres, et peuvent être lus suivant leur ordre naturel
qu'il a indiqué dans une table particulière.

M. Macquer donna la seconde édition de son dic-
tionnaire dans un moment où de nouvelles difficul-
tés auraient pu refroidir son zèle. C'était précisé-
ment celui où la connaissance d'un grand nombre
de substances aériformes, jusqu'alors négligées dans
les analyses, avait produit dans toutes les parties de
la chimie une révolution, et presque un bouleverse-
ment général; où toutes les théories devenaient
incertaines, et toutes les expériences incomplètes.
M. Macquer sut éviter à la fois les deux inconvé-
nients qui étaient le plus à craindre, celui de se
refuser à des idées nouvelles qui l'obligeaient de re-
venir sur des opinions qu'il avait long-temps adoptées,
et celui de trop sacrifier à ces nouvelles idées, et de
négliger les autres parties de la science. Il exposa
les faits nouvellement découverts, en discuta les cir-
constances et les résultats, et garda un juste milieu
entre un attachement servile aux opinions anciennes
et l'enthousiasme des nouveautés.

Il est impossible d'être chimiste sans avoir la cu-
riosité d'étudier les travaux des arts qui ne sont que
des opérations chimiques faites en grand. Jusques
les règles fondées sur une expérience en général

grossière et peu précise, mais qui présentent beaucoup de phénomènes instructifs, et où, parmi un grand nombre de procédés inutiles et bizarres, il s'en trouve d'autres qu'on serait d'abord tenté de condamner, et dont un examen plus approfondi fait connaître les raisons et l'utilité.

M. Hellot, qui était commissaire du conseil pour les teintures, et chimiste de la manufacture de porcelaine, désira d'avoir M. Macquer pour adjoint; et ce désir fait d'autant plus honneur à M. Hellot, qu'il savait très-bien que la réputation de M. Macquer, en chimie, surpassait la sienne, et qu'il est rare de se choisir, pour successeurs ou pour adjoints, des hommes par lesquels on puisse craindre d'être éclipsé; mais il ne l'est pas moins de mériter, comme M. Macquer, qu'une conduite si noble ne puisse être regardée comme imprudente.

L'art de la teinture dépend de la chimie, et d'une chimie très-délicate et très-compliquée. M. Macquer voulut d'abord traiter cette partie de la science comme il avait traité toutes les autres, c'est-à-dire, en donner les éléments, les principes, en dissiper les ténèbres. Il regardait ce préliminaire comme aussi essentiel aux véritables progrès des arts qu'à ceux des sciences, et une grande partie de son art de la teinture en soie, publié dans la collection de l'Académie, est consacrée à l'exposition de ces principes élémentaires. Il y joignit, dans nos Mémoires, des procédés pour employer le bleu de Prusse comme teinture, et pour donner à la soie, teinte avec la cochenille, la même nuance et le même bril-

lant que cette substance colorante fait prendre à la laine; ces procédés sont le fruit d'observations chimiques très-fines, et, ce qui est rare dans les opérations des arts, on y est guidé par une méthode sûre.

M. Macquer n'a rien publié sur l'art de la porcelaine, et on doit le regretter. Cette poterie, utile à la Chine et au Japon, pays dans lesquels elle est d'un usage commun, n'est encore, parmi nous, qu'un objet de luxe, et par conséquent une bagatelle inutile. L'art de la porcelaine était le secret de quelques manufactures au commencement de ce siècle; mais elles se sont répandues depuis chez presque toutes les nations; elles se sont multipliées, et pour nous procurer la jouissance d'un objet qui, sans être d'une nécessité réelle, pourrait devenir d'une véritable utilité, il ne faudrait aujourd'hui que rendre la liberté à ce genre d'industrie, et lever le voile, bien transparent à la vérité, sous lequel quelques parties de cet art sont encore cachées. Heureusement l'on commence à convenir presque généralement que les secrets dans les arts, ne peuvent que produire le double effet d'en restreindre l'usage et d'en arrêter les progrès.

L'esprit que l'on remarque dans les ouvrages de M. Macquer est le même qui dirigea sa conduite. Tout en lui était d'accord : cette justesse d'esprit, cette modération dans ses jugements, cette réserve dans ses assertions étaient la source de la modestie, de la tranquillité, de la douceur qu'il montra constamment dans toutes les circonstances de sa vie. Il était sensible aux critiques; mais il ne connaissait

ni l'aigreur, ni l'emportement de l'amour-propre blessé. S'il ne faisait pas valoir avec enthousiasme ce qui lui paraissait utile et bon, du moins il approuvait toujours avec plaisir. C'était malgré lui, et lorsqu'il y était contraint par la justice, qu'il se déterminait à porter un jugement sévère. Il voyait le bien, il l'aimait, mais quelquefois cédait trop facilement aux obstacles, croyait trop promptement à l'impossibilité du succès, et se consolait trop tôt par l'idée qu'il est impossible d'empêcher le bien s'il est une fois connu, et qu'il ne faut que savoir attendre.

Quoiqu'il eût peu pratiqué la médecine, la Société royale le choisit pour un de ses premiers membres ; et son amour pour le bien public lui fit un devoir de s'intéresser à un établissement si utile. Les réclamations qui s'élevèrent contre cette institution n'ébranlèrent pas M. Macquer; il y reconnut les mêmes raisonnements et les mêmes principes que dans le siècle dernier on avait opposés à l'établissement des compagnies savantes. Son zèle éclairé pour les sciences et pour l'Académie, était encore un des motifs de son attachement à cette société nouvelle; il savait que c'est surtout des progrès de la théorie que doivent s'occuper les compagnies qui, par leur constitution, embrassent toute l'étendue des sciences. C'est dans ces académies seules que les recherches qui ne sont point d'une application immédiate, qui ne frappent point la curiosité publique, peuvent être appréciées, ou espérer de trouver une récompense. Si, séduites par des vues d'une utilité prochaine, les compagnies savantes se livraient exclusi-

vement à des recherches pratiques, la marche des sciences en serait retardée aux dépens de cette même utilité à laquelle on les aurait imprudemment sacrifiées.

L'institution d'un corps chargé spécialement de l'application des sciences physiques à l'utilité commune devait donc paraître, à un esprit aussi juste que celui de M. Macquer, non-seulement un moyen de perfectionner la médecine, mais un service rendu aux sciences, qui, s'enrichissant tous les jours de vérités et d'applications nouvelles, deviennent d'une immense étendue, et demandent à être partagées pour être mieux cultivées.

M. Macquer avait passé une grande partie de sa vie avec un frère qui aimait les lettres, et à qui l'on doit quelques abrégés chronologiques estimés; après la mort de ce frère, le seul chagrin violent qu'il ait jamais éprouvé, il ne vécut plus qu'avec sa femme et deux enfants, dont l'éducation était son unique délassement et son occupation la plus chérie.

Il aimait peu le monde, parce qu'il préférait à tout la tranquillité et l'indépendance; cependant, il était doux, facile même dans la société, et on n'eût jamais deviné qu'il ne s'y livrât qu'à regret: l'espèce de crainte qu'il y éprouvait n'était pas l'embarras que donne l'humeur, c'était le besoin de ces sentiments doux auxquels il est si touchant de pouvoir s'abandonner en liberté, et qui rendent, pour ceux qui les connaissent, tout autre plaisir insipide. Il n'était point malheureux dans le monde, mais il y portait toujours le souvenir involontaire du bon-

heur qui l'attendait au sein de sa famille. C'est le contraire de ce qu'éprouve le commun des hommes, qui se trouvent mal où ils sont, sans pouvoir dire où ils seraient mieux.

La sérénité qui paraissait dans toute la personne de M. Macquer semblait indiquer une santé constante; mais cette sérénité n'annonçait que le calme de son âme. Il souffrait depuis longtemps, mais le cachait aux personnes qu'il aimait le plus, parce qu'il regardait ses maux comme incurables; il les sentit redoubler peu à peu dans ses dernières années, en observa le progrès, et conjectura très-juste le moment où la mort devait les finir. Peu de temps auparavant, il en avertit sa femme, lui parla de sa fin prochaine avec sensibilité, mais sans trouble, la remercia du bonheur qu'elle avait répandu sur sa vie, et insista beaucoup sur le désir qu'il avait d'être ouvert après sa mort, afin que la cause en fût connue. Quelques jours après, ses maux augmentèrent, et il y succomba le 15 février 1784, sans avoir perdu un instant ni sa présence d'esprit, ni sa sensibilité, ni sa douceur, ni sa tranquillité ordinaire. L'ossification de l'aorte et des concrétions pierreuses formées dans les cavités du cœur, avaient été la cause de cet état de souffrance auquel il était condamné depuis plusieurs années, et de l'impossibilité d'exister, dont il avait senti si longtemps les approches lentes et douloureuses.

ÉLOGE DE M. BERGMAN.

Torbern Bergman, professeur de chimie à Upsal, membre de l'Académie des sciences de la même ville; de celles de Londres, de Berlin, de Stockholm; des Curieux de la nature, de Gottingue, de Turin; associé étranger de la Société de médecine de Paris et de l'Académie des sciences, naquit, le 20 mars 1735, à Catharineberg, dans la province de Vestro-Gothie, de Barthold Bergman, receveur des finances, et de Sara Hœgg.

Chez presque toutes les nations de l'Europe, l'état de financier est une profession lucrative et paisible; il n'en était pas de même alors en Suède. Souvent les receveurs des deniers public, créatures d'un parti qui avait été dominant dans une diète, étaient exposés à la persécution de la diète suivante, où le parti contraire avait l'avantage. On croyait trouver, dans la recherche de leur fortune, des ressources pour le trésor public, et dans les poursuites exercées contre eux, un moyen presque sûr de capter la bienveillance du peuple. Il en résultait que leurs profits devaient être d'autant plus grands, d'autant plus onéreux à la nation, qu'ils étaient plus incertains; mais en même temps ceux qui, comme M. Bergman, refusaient d'embrasser cette profession, annonçaient au moins autant de sagesse que de désintéressement.

Lorsqu'il eut fini ses premières études, son père lui permit de suivre la carrière des universités, et

de se rendre à Upsal. Un de ses parents fut chargé de veiller sur sa conduite. Bien loin d'avoir besoin de l'exhorter au travail, le surveillant se vit bientôt obligé de modérer son ardeur, et surtout de l'empêcher de cultiver les sciences physiques. L'université d'Upsal embrasse les connaissances humaines dans toute leur étendue; et ceux qui s'y appliquent à la théologie, au droit public, à la jurisprudence, peuvent espérer des places importantes et une grande fortune, tandis que les succès dans l'étude des mathématiques et de la physique ne sont récompensés que par un peu de gloire. M. Bergman préférait cependant ces dernières études, et cette préférence imprudente était l'objet des remontrances de son parent; remontrances auxquelles il ne put échapper qu'en imaginant un moyen de cacher subitement ses livres de physique, lorsqu'il était surpris, pour ne laisser voir que ceux qu'il lui était permis d'étudier. Cette nécessité d'acquérir dans des genres auxquels il ne se livrait qu'avec dégoût, assez de connaissances pour persuader qu'il en avait été uniquement occupé, et cacher les progrès plus grands qu'il faisait dans les sciences de son choix, altéra promptement sa santé; et au bout d'une année, il fut obligé de retourner dans sa famille et de joindre aux études sédentaires un exercice de corps habituel, qui seul pouvait rétablir et fortifier sa constitution. Mais il voulut que cet exercice servît encore à l'instruire; il avait étudié la botanique avant d'aller à Upsal; il reprit cette étude dans sa retraite, et y joignit celle des insectes. Plusieurs de

ceux qu'il observa ne se trouvaient point classés dans les ouvrages de Linné. M. Bergman en forma une petite collection, et la fit remettre à cet homme illustre, qui alors habitait Upsal. M. Bergman n'avait pas osé se présenter à lui pendant son premier séjour. Cette discrétion est un sentiment bien naturel dans un jeune homme qui, frappé d'un juste respect pour le génie, ne se croit pas digne encore de l'approcher, mais nourrit au fond de son cœur l'espérance de mériter un jour d'attirer ses regards. Cet hommage fut d'autant plus agréable à Linné, que le jeune naturaliste avait eu le bonheur de rencontrer des espèces curieuses et réellement inconnues.

Lorsque la santé de M. Bergman fut rétablie, il obtint la permission de retourner à Upsal, avec une liberté entière de cultiver les mathématiques, la physique, l'histoire naturelle. Il s'y était ménagé l'avantage d'être connu du savant dont le nom célèbre y éclipsait alors les autres noms. Ainsi, cédant à cet empire que la gloire et le génie exercent sur tout ce qui les environne, M. Bergman ne parût d'abord aimer que l'histoire naturelle ; elle fut l'objet de ses premiers travaux, et son premier mémoire fut une découverte. On ignorait la nature d'un corps qui se trouve dans quelques eaux, et qui porte le nom de *coccus aquaticus*. M. Bergman s'aperçut que c'était l'œuf d'une sangsue, œuf qui renfermait dix à douze petits. Linné, auquel il fit part de cette observation, refusa de le croire; mais M. Bergman le rendit lui-même témoin de ce fait. Alors Linné, après avoir écrit de sa main au bas du mémoire de son élève :

Vidi et obstupui, je l'ai vu, et j'en ai été frappé d'étonnement, l'envoya, décoré de cette honorable apostille, à l'Académie de Stockholm.

Peu de temps après, Linné donna le nom de M. Bergman à une nouvelle espèce d'insectes. Cette manière d'attacher le nom d'un homme à une espèce qui doit être éternelle, semble annoncer qu'on croit, ou ses talents ou le sentiment qu'on éprouve pour lui dignes d'être consacrés à l'immortalité. C'est une sorte d'apothéose qui ne coûte rien à la raison; mais le succès de cet honneur dépend beaucoup du hasard. Ces dénominations disparaissent souvent de la langue des sciences, d'autres fois elles s'y conservent, mais elles cessent de rappeler un nom oublié dont on a voulu vainement prolonger la mémoire; et les savants ne doivent compter sur l'immortalité que lorsqu'ils l'ont méritée par leurs ouvrages.

Des mémoires couronnés par l'Académie de Stockholm, sur l'histoire des insectes qui attaquent les arbres à fruit, et sur les moyens de se mettre à l'abri de leurs ravages; une méthode de les classer d'après la forme qu'ils ont dans l'état de larve, époque où il serait le plus utile pour l'agriculture de pouvoir reconnaître et détruire ceux qui sont nuisibles; un grand nombre d'observations sur cette classe d'animaux si variés dans leurs formes et dans leur organisation, si importants pour l'homme qui a su en soumettre quelques-uns à ses besoins, tandis que les autres, défendus par leur petitesse, et puissants par leur multitude, osent lui disputer encore quelques parties de son empire, enfin si inté-

ressants par cette foule d'observations qu'offre au philosophe qui sait voir et réfléchir, le spectacle de leur industrie, de leur prévoyance, de leurs travaux, de leurs mœurs, de leur état de civilisation plus ou moins perfectionnée : tel a été le fruit du goût de M. Bergman pour une étude qui déjà n'était plus pour lui qu'un délassement ; car les mathématiques et les parties de la physique qui y ont rapport étaient devenues sa véritable occupation. M. Bergman aimait à parler de ses premiers travaux dans un genre auquel il avait renoncé, mais pour lequel il avait conservé un goût très-vif; et longtemps après il citait avec une sorte de complaisance, que dans un seul jardin, et pour une seule année, l'usage d'un moyen qu'il avait indiqué avait prévenu la naissance de plus de sept millions d'insectes destructeurs.

Il fut nommé, en 1761, professeur de mathématiques et de philosophie naturelle. Depuis plusieurs années il enseignait les différentes parties de ces sciences. Nous lui devons une savante histoire de l'arc-en-ciel et des crépuscules, des recherches sur l'aurore boréale, sur les phénomènes électriques, sur l'électricité du cristal d'Islande, sur celle de la tourmaline. Enfin on trouve son nom dans la liste des astronomes qui ont observé le premier passage de Vénus sur le soleil, parmi ceux dont les résultats méritent le plus la confiance des savants.

Personne alors ne savait à Upsal qu'il eût cultivé la chimie; mais Wallerius s'étant démis, en 1767, du titre de professeur dans cette science, M. Bergman fit inscrire son nom dans la liste des concur-

rents. Wallerius avait espéré pouvoir faire passer sa chaire à un de ses élèves, et bientôt M. Bergman vit se réunir contre lui tous ceux qui formaient, à Upsal, le parti de l'ancien professeur : car tout homme célèbre a la triste facilité d'en avoir un, à moins qu'il n'ait la sagesse et la noble fierté de dédaigner un avantage si dangereux. Ce parti s'accrut bientôt de la foule de ces hommes condamnés à ne jamais reconnaître un mérite supérieur dans leurs contemporains, ainsi qu'à ne jamais croire une vérité si elle n'a point été une des opinions de leur jeunesse.

Deux dissertations sur l'alun, que M. Bergman avait données comme un essai de ses forces, furent critiquées avec amertume. Il devait succomber sous cette espèce de conjuration. Heureusement pour la chimie, le prince royal, aujourd'hui roi de Suède, était alors chancelier de l'université d'Upsal; il consulta des savants qui, étrangers à ce corps, ne pouvaient partager les préventions de ses membres, examina les titres de M. Bergman et les reproches élevés contre lui, se chargea lui-même de répondre à ces reproches et de le défendre auprès du sénat. C'est à la fois une anecdote bien honorable pour les sciences, et une preuve frappante des progrès de la raison humaine, que de voir l'héritier d'un trône employer ses talents, plutôt encore que son crédit, à soutenir devant les chefs de la nation la cause du génie persécuté, et à lui faire obtenir justice.

On aurait pu craindre que M. Bergman, livré pendant longtemps à des études étrangères à la chimie, ne manquât, dans la nouvelle carrière où

il s'était jeté, de cette étendue de connaissances, de cette facilité, de cette habitude des opérations, avantages sans lesquels, dans les sciences physiques, le talent peut encore beaucoup pour la célébrité du savant, mais très-peu pour le progrès de la science et l'utilité réelle. On s'aperçut bientôt, au contraire, que ses études de géométrie, de physique, d'histoire naturelle, étaient bien loin de lui avoir été inutiles. Elles le préservèrent des préjugés et de l'esprit de routine dont chaque partie de nos connaissances semble avoir encore conservé quelques vestiges; elles donnèrent à ses idées et à ses vues plus de précision et plus d'étendue. Il vit que la chimie devait être, après les mathématiques, la base fondamentale de la connaissance de la nature, qu'il fallait donc reculer les bornes du champ trop resserré où cette science avait été renfermée; mais qu'en lui ouvrant une carrière plus vaste, on courait risque de n'y multiplier que les erreurs, si on ne s'occupait en même temps d'en bannir toutes les explications vagues et systématiques, d'en réformer la langue, enfin d'y porter l'exactitude de quelques autres parties de la physique.

Son premier soin fut de former auprès de son laboratoire, un cabinet dans lequel les substances du règne minéral étaient rangées par ordre, à côté des produits des expériences qui lui en avaient fait connaître la composition; une autre pièce renfermait les minéraux qui se trouvent en Suède, et ils y étaient rangés suivant leur ordre géographique; enfin, dans une troisième, les modèles des machines,

des instruments, des métiers employés à faire subir à ces substances les préparations, à leur donner les formes qui les rendent utiles à nos besoins, étaient placés à côté des produits que les arts en avaient formés. Par ce moyen, un élève apprend d'abord à connaître les substances d'après leur nature et la proportion des principes dont ils sont formés. Plus loin, il les aperçoit rangées dans l'ordre où elles ont été répandues sur le globe, et les lois qui ont présidé à cet ordre deviennent plus faciles à reconnaître ou à saisir. Enfin, il voit comment les arts ont su employer ces substances, comment leur pratique a prévenu les théories, ou a su en profiter, comment on y a résolu une foule de problèmes chimiques compliqués par une condition de plus, la nécessité de les résoudre avec profit, élément qui rend cette solution plus difficile, et les méthodes par lesquelles on l'a trouvée, souvent plus piquantes.

Cette manière d'instruire, si nouvelle, et pour laquelle M. Bergman fit des sacrifices considérables, est un des grands services qu'un esprit profond et philosophique pût rendre aux sciences. Bientôt après, il les enrichit par de nombreuses découvertes.

C'est lui qui le premier a fait bien connaître la substance à laquelle on donnait le nom d'*air fixe*, et qu'il a nommée *acide aérien*, après avoir prouvé qu'elle avait toutes les propriétés des acides.

Le nickel, le régule de manganèse, la terre de magnésie, la terre pesante, étaient des substances nouvellement découvertes, et sur lesquelles la chimie

n'offrait avant lui que des vues ingénieuses ou des expériences isolées.

L'acide qu'on retire du sucre et d'un grand nombre d'autres substances végétales, en distillant sur elles de l'acide nitreux; ceux qu'on retire de l'arsenic, du molybdène, du spath fluor, du tungstène, avaient été découverts dans son école, par lui ou par ses disciples. Mais il fallait une longue suite d'expériences et de recherches pour apprendre à connaître ces substances, ou nouvelles, ou peu familières aux chimistes, aussi parfaitement que celles qui ont été plus anciennement traitées; et pour que leur analyse, leurs propriétés, les phénomènes qu'elles présentent dans leurs combinaisons, formassent également un ensemble systématique de faits constants et précis.

M. Bergman osa entreprendre ce travail immense; et tandis que ce terrain, jusque-là sans culture, lui offrait d'abondantes moissons, il savait en recueillir de nouvelles sur ceux qu'une culture assidue semblait avoir épuisés. Le fer, qui est depuis si longtemps le sujet des opérations de tant d'arts différents, et l'objet des recherches des savants et des artistes, n'a commencé à être vraiment connu que depuis les recherches de M. Bergman, qui a montré, dans ce qu'on prenait pour du fer, plusieurs substances étrangères, presque toutes métalliques, dont l'existence était inconnue. Mais ce n'est point par ces travaux particuliers qu'il faut juger de son génie; c'est dans ses nouvelles méthodes, dans ses théories générales, qu'il faut apprendre à le connaître et à l'apprécier.

Dans ses dissertations sur l'analyse des eaux, on le voit ajouter aux réactifs déjà employés, des réactifs nouveaux; faire sentir l'imperfection de cette méthode, en même temps qu'il enseigne à la porter à un degré d'exactitude encore inconnu; ajouter à l'analyse directe de nouveaux moyens de ne laisser échapper aucun des produits, de les séparer avec plus d'exactitude et d'en déterminer les quantités respectives avec une très-grande précision. Au lieu de chercher à les obtenir seuls pour les peser ensuite, méthode souvent difficile et qui exposerait à en perdre une partie, il cherche au contraire le poids d'une des combinaisons de chacun de ces principes avec une substance bien connue qu'il a employée, pour enlever ce principe à ceux auxquels il était uni. Des expériences faites à part et plus en grand lui apprennent ensuite à connaître la proportion des substances qui constituent cette combinaison nouvelle; cette méthode ingénieuse et féconde, dont il est l'auteur, rend les résultats plus précis et souvent même plus assurés.

Les pierres précieuses, connues sous le nom de *gemmes*, avaient presque entièrement échappé à tous les efforts de l'analyse. M. Bergman parvint à les y soumettre, brisa l'union qui règne entre leurs parties, et sépara les terres de différente nature dont elles sont composées. La terre alumineuse en forme plus de la moitié; la terre quartzeuse et la terre calcaire, un peu de chaux et de fer en sont les autres principes; et c'est avec ces substances communes et viles en apparence que la nature, avec l'aide du temps,

et par des moyens qui sont encore un secret pour nous, parvient à former ces pierres que leur éclat, leur rareté, leur éternelle durée, ont rendues dignes de servir d'ornement à la beauté, et de parer la tête des rois ou les statues des dieux.

Le diamant, qui diffère de toutes les autres pierres par la propriété qu'il a de brûler, n'a pu même se dérober totalement à la sagacité de M. Bergman, qui en a fait assez pour prouver que si, dans ses recherches sur le diamant, il n'a pu obtenir un succès également complet, c'est sa fortune et non son génie qu'il en faut accuser.

M. Bergman a prouvé la nécessité de procéder dans les opérations docimastiques par la voie humide, c'est-à-dire, par l'analyse où l'on emploie des menstrues, seule méthode qui puisse être rigoureuse; mais il enseignait en même temps à perfectionner les procédés ordinaires, à les simplifier; il montrait quelle pouvait en être la véritable utilité : il apprenait à exécuter avec un chalumeau, un charbon, une simple cuiller et quelques substances d'épreuve, de premières analyses assez exactes pour reconnaître les substances minérales avec certitude, et se guider dans une analyse plus complète. M. Bergman entreprit alors de classer toutes ces substances d'après leur composition chimique. Cette méthode est la seule vraiment scientifique, puisque c'est la seule qui ait pour objet les qualités essentielles aux substances, celles dont dépendent toutes leurs propriétés secondaires ; mais une difficulté jusqu'alors insoluble avait empêché les naturalistes d'adopter

. . e, l'impossibilité d'en faire usage ailleurs
. . u laboratoire, par des moyens lents,
. . t pénibles. M. Bergman avait su vaincre
. . ifficulté en inventant cette analyse au chalu-
. . . et aujourd'hui le minéralogiste, armé de cet
appareil portatif, peut, au sein des mines, sur le
sommet des montagnes, au fond des souterrains
creusés par la nature, tout analyser et tout recon-
naître.

Dans un mémoire sur la cristallisation, publié en 1773, M. Bergman montra comment d'une forme primitive très-simple peuvent naître des formes de cristaux qui, au premier coup d'œil, n'ont aucun rapport avec la forme génératrice, et comment la dissection de ces cristaux, l'examen des coupes qu'on peut y faire avec plus ou moins de facilité, apprennent à reconnaître cette figure primitive et les lois plus ou moins simples d'après lesquelles elle a déterminé la production des cristaux différents. Ce mémoire n'est qu'un simple essai, c'est la première esquisse d'une théorie nouvelle; mais cette esquisse est l'ouvrage d'un grand maître. M. l'abbé Haüy s'occupait, de son côté, des mêmes objets à peu près dans le même temps, mais avec plus de suite, et c'est à lui que doit appartenir la gloire d'avoir établi cette théorie qui manquait aux sciences naturelles.

Un des derniers ouvrages de M. Bergman est un savant traité sur les attractions électives. Nous entrerons dans un détail plus long sur cette théorie, qui est à la fois le fondement de la chimie et le point

par lequel elle se lie le plus à la physique, et doit un jour s'unir aux sciences mathématiques; union dont les recherches sur les phénomènes de la cristallisation peuvent nous faire espérer que l'époque n'est pas aujourd'hui très-éloignée.

M. Geoffroy, de cette Académie, paraît être le premier qui ait imaginé de réduire à quelques règles générales les phénomènes observés constamment dans les opérations chimiques. On appelait alors *affinité* la force inconnue, en vertu de laquelle deux substances s'unissent et forment une combinaison. Si une troisième substance détruit cette première combinaison pour en former une nouvelle avec un de ses principes, on disait qu'elle avait avec ce principe une affinité plus grande que le second principe qui en avait été séparé par elle. M. Geoffroy imagina de donner une table qui contenait, pour les substances les plus importantes ou les plus connues, l'ordre de la force d'affinité, suivant laquelle les autres y adhèrent. C'était d'après les observations que cette table avait été formée; elle était comme le précis des résultats que l'on en pouvait tirer; elle réduisait à un petit nombre de faits simples et généraux la masse déjà très-grande des faits chimiques : elle pouvait servir à donner l'explication de plusieurs phénomènes nouveaux, c'est-à-dire, à montrer leur accord avec les faits déjà connus. Cette table eut le succès que méritait une idée si ingénieuse, et depuis ce temps il n'est presque pas de chimiste célèbre qui, dans ses leçons ou dans ses ouvrages, n'ait donné la table des affinités de

Geoffroy, corrigée, augmentée, perfectionnée. M. Bergman avait porté, dans l'étude de la chimie, des vues trop philosophiques pour ne pas sentir l'importance de cette table et ne pas s'occuper de la rendre plus utile. Mais il regardait ce travail comme devant former le résultat et le complément de tous les autres, et il avait calculé le nombre effrayant de trente mille expériences nécessaires encore pour la rendre aussi complète que nos connaissances le permettent. Aussi aurait-il retardé encore longtemps la publication de cet ouvrage, si le dépérissement de sa santé ne lui eût fait envisager une mort prochaine. Alors il se crut permis de mettre au jour les matériaux qu'il avait rassemblés, les idées qu'il aurait voulu éclaircir, les vues qu'il se proposait de vérifier; il ne craignait plus le reproche d'avoir publié un ouvrage trop imparfait, de n'avoir fait que deviner ce qu'il aurait fallu prouver. *Il me suffit*, disait-il, *que mes essais puissent mettre les autres en état de porter plus loin leurs recherches. Qu'importe que la vérité soit trouvée par moi ou par un autre, pourvu qu'elle le soit.*

Cependant cet ouvrage, si imparfait à ses yeux, ne l'a pas été aux yeux des autres chimistes. Sa table, incomparablement plus étendue que celle de M. Geoffroy, est la première qui contienne les lois des affinités, telles qu'on les observe en opérant par la voie sèche. Il a eu de plus l'idée absolument nouvelle d'exprimer, par des espèces de formules, toutes les opérations chimiques dont les résultats servent de base à sa table. Un seul coup d'œil fait voir les

substances sur lesquelles on a opéré, la méthode employée et le résultat de l'opération.

Cette espèce de langue nouvelle mérite l'attention des philosophes; le moment approche où la langue alphabétique ne sera plus ni assez rapide, ni assez riche, ni assez précise, pour répondre aux besoins des sciences et suivre leurs progrès; elles seront forcées de s'arrêter, ou il faudra créer pour chacune une langue dans laquelle des signes, invariablement déterminés, expriment les objets de nos connaissances, les diverses combinaisons de nos idées, les opérations auxquelles nous soumettons les productions de la nature, et celles que nous exécutons sur nos propres idées, qui soient enfin pour tous les genres de sciences, mais avec plus de perfection encore, ce que la langue de l'algèbre est pour l'analyse mathématique.

Personne, avant M. Bergman, n'avait mieux prouvé combien les lois des affinités sont constantes, et comment on peut, par un examen plus approfondi des phénomènes, rappeler à ces lois les faits qui paraissent le plus les combattre. Il montre en effet que la même substance agit tantôt comme n'étant qu'un seul principe, et tantôt comme étant elle-même décomposable, et par l'action séparée des différents principes dont elle est formée. Ici les principes, au lieu de se combiner deux à deux, se combinent trois à trois; là, une substance formée de deux principes est capable de conserver, avec une certaine quantité surabondante d'un de ses principes, une affinité assez forte pour enlever ce principe à une autre subs-

tance, et la décomposer. M. Bergman s'est borné à la table des affinités simples ou regardées comme telles : car peut-être n'en existe-t-il pas réellement dans la nature. La table des affinités doubles eût exigé un travail immense, que la durée trop courte de sa vie ne lui a point permis de terminer.

Au mot d'*affinité* il substituait celui d'*attraction élective*; il employait le mot *attraction*, parce que cette force, comme l'attraction newtonienne, peut s'observer dans tous les corps de la nature, et tend à rapprocher, à unir les molécules entre elles; et il y ajoutait l'épithète *élective*, parce qu'elle n'est pas la même dans les molécules égales en masse, mais qu'elle varie suivant la nature des substances qui tendent à se combiner.

Dans cet ouvrage, rempli de tant de vérités, ou neuves, ou éclaircies et mieux prouvées; dans celui où, par la comparaison des masses de métaux qui se précipitent mutuellement, M. Bergman cherche le rapport des quantités de phlogistique qu'ils contiennent, on voit qu'il admettait une théorie différente de celle qui paraît presque généralement adoptée par les chimistes français. Dans M. Bergman, le soufre n'est pas une substance qui, s'unissant avec un des principes de l'air vital, forme de l'acide vitriolique; c'est une combinaison de l'acide vitriolique et du phlogistique. Elle se change en acide lorsqu'elle perd ce phlogistique et qu'elle s'unit à la matière de la chaleur, qui est elle-même une combinaison du phlogistique et de l'air vital. Une terre métallique est, suivant M. Lavoisier, le métal uni à l'air vital : sui-

vant M. Bergman et M. Schéelle, c'est une terre unie à la matière de la chaleur, et le métal était la même terre unie avec le phlogistique. On voit combien les deux explications, qui peuvent paraître opposées au premier coup d'œil, se rapprochent lorsqu'on vient à les considérer de plus près. Aussi rendent-elles raison des phénomènes avec un succès presque égal; et jusqu'ici il paraît qu'aucune expérience vraiment décisive n'a ni confirmé ni détruit aucun des deux systèmes. Mais quand M. Bergman se serait trompé, la sincérité avec laquelle il n'a donné son opinion que comme la plus vraisemblable à ses yeux, la modestie avec laquelle il emploie le système d'explications proposé par M. Schéelle, lorsqu'il lui eût été si facile d'en imaginer un autre, devraient lui faire pardonner cette erreur. D'ailleurs on ne pourrait lui faire, sans injustice, le reproche de n'avoir pas assez étudié la nouvelle théorie des gaz, reproche qu'ont mérité peut-être quelques partisans du phlogistique, puisque, indépendamment de ses travaux sur le gaz aérien, sur le gaz hépatique des eaux sulfureuses, on lui doit la première explication solide de la détonation de l'or fulminant, détonation due à la production d'un air alcalin.

Une théorie de la terre fait partie des ouvrages de M. Bergman. Mais dans un discours sur la manière de chercher la vérité, ouvrage digne d'un homme qui avait commencé par donner de grands exemples, il nous apprend lui-même ce que nous devons penser de ces hypothèses philosophiques. Il croyait, comme M. Franklin, qu'il ne peut y

des règlements, et ils furent subjugués par leur respect pour la gloire de leur chef et leur admiratioi pour son génie. M. Bergman savait que le premier dans une société savante, n'est ni le chef de cette société, ni l'homme dont la voix y a le plus d'influence, mais celui qui s'est illustré par un plus grand nombre de découvertes, ou qui en a fait de plus importantes.

Le roi de Prusse désira d'attacher M. Bergman à son académie. Le savant suédois hésita un moment: sa santé, altérée par le double travail de l'enseignement et des recherches chimiques, pouvait se rétablir dans un climat plus doux; il aurait pu s'y livrer sans partage à des travaux académiques. Mais le roi de Suède avait été son bienfaiteur particulier; il su que sa retraite affligerait ce monarque, et il n'y songea plus: seulement il demanda au roi de ne pa lui faire perdre le mérite de ce sacrifice en augmentant ses appointements; mais sa demande ne fu point écoutée.

La réputation d'un savant illustre s'accroît pa celle de ses disciples. Son nom se présente à la postérité entouré des noms célèbres qui ont dû à se soins une partie de leur éclat; il conserve enfin su les découvertes faites dans son école, une espèce d droit de suzeraineté. Parmi les chimistes formés pa M. Bergman, nous citerons surtout M. Schéelle parce qu'il est plus particulièrement son ouvrage Un des auditeurs de M. Bergman découvrit par hasard, chez un apothicaire d'Upsal, un jeune élèv à qui l'on reprochait de négliger les travaux de so

état en s'abandonnant à son goût pour la chimie. Il vit ce jeune homme, fut surpris des recherches ingénieuses auxquelles il avait pu se livrer dans un laboratoire particulier, que, malgré la médiocrité de sa fortune et la gène à laquelle il était soumis, il avait su se former: cet élève était M. Schéelle. M. Bergman, instruit de cet événement, voulut voir ce jeune homme, fut étonné de ses connaissances, de ses dispositions heureuses : ce génie naissant ne put échapper à la sagacité d'un maître habile; dès ce moment M. Schéelle fut son disciple chéri, bientôt son digne émule, et toujours son ami. Au lieu d'affecter sur lui cette supériorité à laquelle un maître renonce avec tant de peine, M. Bergman se trouvait assez grand pour ne vouloir que l'égalité; et loin de chercher à s'arroger quelque droit sur les travaux de M. Schéelle, on lit dans ses lettres à des chimistes étrangers, qu'il voyait avec une véritable douleur que l'erreur les lui attribuât quelquefois. Sa conduite à cet égard fut la même pour tous ses disciples; exact à les citer, ardent et habile à faire valoir leurs travaux, il allait au delà même de la justice rigoureuse, qui malheureusement aurait encore été un mérite.

La célébrité de M. Bergman lui avait fait des disciples dans toutes les contrées de l'Europe. En France, nous citerons en particulier deux magistrats qui honorent la magistrature par leurs lumières, par leur zèle ardent et éclairé pour le progrès des sciences, par le courage avec lequel ils se sont élevés au-dessus des préjugés, et qui en même temps ont fait hon-

neur aux sciences par l'esprit d'humanité, de raison, de patriotisme éclairé qu'ils ont porté dans leurs fonctions. On reconnaîtra ici MM. de Morveau et de Virli. L'un d'eux, M. de Virli, voulut même aller entendre M. Bergman en Suède, et profiter de ses leçons; et nous devons à M. de Morveau la traduction de l'ouvrage où, sous le titre modeste d'Opuscules, M. Bergman a rassemblé les plus importantes de ses recherches.

L'usage de l'Académie de Stockholm est de partager entre ses membres le travail des éloges décernés à ceux qu'elle a perdus. M. Bergman se chargea de celui de Wallerius qui avait été constamment injuste envers lui, et même envers la chimie, sur laquelle son aversion s'était étendue. Nous ne le louerons point d'avoir oublié en ce moment son ancienne injure; mais il était utile que le mérite réel de Wallerius fût apprécié par un homme fait pour le bien connaître, dont le suffrage ne serait pas suspect, et M. Bergman fut assez sûr de lui-même pour ne pas craindre de confondre les limites étroites qui séparent la justice de la sévérité, et l'indulgence qu'on doit à un ennemi, d'une générosité qui serait un outrage.

La passion de M. Bergman pour les sciences avait épuisé sa constitution naturellement ardente et délicate. Il prodiguait sa santé, non-seulement pour les travaux qui pouvaient lui procurer des connaissances nouvelles ou lui mériter de la gloire, mais encore pour ceux qui, n'étant utiles qu'à l'instruction de ses disciples, ne lui offraient d'autre récompense

que le plaisir d'avoir rempli son devoir. Pendant quelque temps les eaux minérales artificielles suspendirent ses maux, et ce fruit de ses travaux répara une partie du mal qu'ils lui avaient fait. Les eaux de Medewi, en Suède, lui sauvèrent une fois la vie; mais en 1784 il eut encore besoin de ce secours, elles ne lui firent plus aucun effet, et, le 8 juillet de la même année, il succomba sous le poids de ses maux, victime de son zèle pour ses devoirs et pour la chimie. Il n'avait pas encore cinquante ans, et depuis longtemps son nom était, dans les sciences, un des premiers de l'Europe.

ÉLOGE DE M. MORAND.

Jean-François-Clément Morand, docteur-régent de la faculté de médecine de Paris, premier médecin du cardinal de Bavière électeur de Cologne; des Académies des sciences de Stockholm, de Harlem et de Bruxelles; de la Société royale de Londres; de l'Académie de médecine de Madrid; de la Société botanique de Florence; de la Société économique de Berne, et de la Société d'émulation de Liége; pensionnaire anatomiste de l'Académie des sciences, naquit à Paris le 29 avril 1726, de Sauveur-François Morand, de cette Académie, et de Marie-Clémence Guérin.

Le père de M. Morand comptait parmi ses parents plusieurs chirurgiens célèbres; lui-même s'était illus-

tré dans cette profession, et avait contribué à lui faire obtenir la juste considération dont elle jouit de nos jours. Il était naturel qu'il désirât d'avoir dans son fils un successeur, qui soutînt le nom que sa famille avait acquis dans la chirurgie. Mais quoique le jeune Morand eût pris pour l'anatomie le goût qu'il serait difficile qu'un si bon maître et un exemple si glorieux n'eussent pas réussi à lui donner, il préféra l'état de médecin.

Le goût naturel de M. Morand le portait à cultiver les sciences, mais beaucoup moins à en approfondir une en particulier, qu'à les effleurer toutes, et à rassembler sur chacune les faits singuliers ou importants, les observations neuves ou utiles qui s'offraient à sa curiosité, et qu'il cherchait avec une activité infatigable. En parcourant ses observations répandues dans une foule de recueils différents, on est également surpris de leur nombre et de leur variété. Des analyses d'eaux minérales, des observations sur la composition ou les effets de remèdes nouveaux, et sur l'utilité de divers instruments de chirurgie; l'exposition de plusieurs maladies extraordinaires observées, soit dans l'homme, soit dans les animaux, et propres à éclairer sur les secrets de l'économie animale; des remarques sur quelques phénomènes de botanique ou de météorologie; l'histoire d'un insecte, la description d'une mine ou d'une montagne, des observations sur l'altération que différentes substances ont éprouvée ou dans la terre, ou dans la mer; des dissertations sur des antiquités, et enfin jusqu'à des recherches sur le lieu de la sépul-

ture de cet Hermite Pierre, le premier auteur des croisades, qui doit son immortalité à l'honneur funeste, mais rare pour un particulier, d'avoir été la première cause de la mort de plusieurs millions d'hommes : tel est le tableau très-abrégé et très-incomplet de ce qu'offrent les ouvrages épars de M. Morand.

En 1759, il entra dans l'Académie comme adjoint-anatomiste, et on trouve dans les Mémoires de la même année, sa dissertation sur la construction intérieure et l'usage du thymus. Cet organe singulier existe dans la poitrine du fœtus des animaux vivipares, croît avec eux, et continue même de croître encore dans les premiers temps qui suivent la naissance; bientôt après il diminue, s'oblitère et disparaît presque en entier. Il exerce donc, dans les premiers temps de la vie, des fonctions qui deviennent ensuite inutiles à la conservation de l'individu, et n'entrent plus dans l'ordre des lois d'après lesquelles il doit exister. Comme les conjectures des anatomistes sur ces fonctions étaient peu satisfaisantes, M. Morand a cru devoir en former de nouvelles; et il suppose que, pendant le temps de la gestation, le thymus sépare du sang la partie laiteuse que lui fournit le placenta. Elle passe du thymus dans le canal thorachique, pour prendre enfin la route que suit le chyle dans les animaux adultes. Lorsque l'animal est né et qu'il respire, ce même organe peut encore servir à la sécrétion d'une partie du sang, tant que la nouvelle route que prend alors la circulation n'est pas assez établie, et que le poumon n'exerce pas ses

fonctions d'une manière complète. La position du thymus, sa construction intérieure, la nature des vaisseaux qui le parcourent, tout semble concourir à rendre vraisemblable cette opinion de M. Morand; et c'est beaucoup en ce genre, où l'ignorance, peut-être à jamais invincible, du premier principe de la vie, ne permet guère de s'élever au-dessus de la vraisemblance.

M. Morand s'occupa bientôt après d'un travail d'un autre genre. Il se chargea de donner à l'Académie la description de l'art d'exploiter les mines de charbon de terre; minéral dont la nature semble avoir tenu en réserve des masses immenses pour le temps où l'industrie des hommes aurait perfectionné tous les arts, sans lesquels ce minéral serait resté ou inutile ou même inconnu. Cette précaution est d'autant plus bienfaisante, que les progrès des arts accompagnent nécessairement ceux de l'agriculture, qui ne peut elle-même se perfectionner sans faire disparaître de la surface de la terre les forêts immenses qui la couvraient. En effet, la disette de bois, dont on se plaint déjà depuis longtemps, n'est que la suite infaillible des progrès de l'agriculture et du commerce. Les forêts doivent diminuer jusqu'à ce que le bois ait acquis le prix naturel qu'il doit avoir relativement aux autres productions, et que ce prix soit assez fort pour en rendre la culture avantageuse. Ainsi, les moyens de multiplier les usages du charbon de terre et de les répandre, sont devenus un objet important, non pour ménager le bois, mais pour le rendre moins nécessaire, laisser plus de ter-

rains à d'autres productions, et le réserver pour des usages dans lesquels il peut être plus difficilement remplacé.

Les travaux de M. Morand, sur le charbon de terre, renferment à la fois tout ce que les sciences peuvent apprendre sur son origine ou sur sa nature, et les plus petits détails des travaux nécessaires pour le tirer de la mine, ou des usages économiques auxquels il peut être utilement employé. M. Morand prenait au charbon de terre, aux ouvrages qui en ont traité, aux manufactures qui le consomment, à tout ce qui a quelque rapport, même éloigné, avec cette substance, cet intérêt vif, cette espèce d'enthousiasme que l'objet d'une longue occupation ne manque guère d'inspirer, dont ceux qui ne le partagent pas ne peuvent s'empêcher de s'étonner, que dans le premier mouvement on serait tenté de trouver ridicule, mais qu'on respecte, par réflexion, comme la source de presque tout ce qui se fait d'utile.

M. Morand entreprit un grand travail relativement aux états de population, objet important en politique comme en médecine. Il rassemblait avec soin, tous les ans, ce qu'il lui était possible de recueillir, et il se proposait de donner chaque dixième année, le résultat de ses observations dans les Mémoires de l'Académie des sciences; mais il n'a pu exécuter ce projet que pour deux époques, celle de 1770 et celle de 1780. Les recherches de ce genre n'ont encore, parmi nous, ni obtenu toute l'estime, ni excité tout l'intérêt qu'elles méritent, soit parce que

l'art d'en tirer des résultats est encore et peu connu et peu avancé, soit parce qu'elles assujettissent l'esprit à une marche trop simple et trop régulière, qui conduit à quelques vérités utiles, mais avec beaucoup de travail et très-peu de gloire; au lieu qu'on peut obtenir à peu de frais une renommée plus brillante, en renfermant des demi-vérités ou même des erreurs dans des maximes vagues, mais imposantes, et en les embellissant des formes de l'éloquence.

Quoique M. Morand n'eût presque jamais pratiqué la médecine, il n'en était pas un membre moins zélé de la faculté. Il y a souvent présidé à des thèses, dont quelques-unes avaient pour objet des questions curieuses : telle est celle où il demande si les héros produisent des héros.

Cette question de la ressemblance des pères aux enfants, dans les qualités morales, est sûrement une des plus dignes d'occuper les physiciens et les philosophes; mais il faudrait, pour la résoudre, avoir rassemblé un nombre d'observations d'autant plus grand, qu'il s'y trouve une source particulière d'incertitude à laquelle on ne doit pas sans doute attacher une importance trop grande, mais qu'il serait imprudent de négliger.

L'humanité, le zèle de M. Morand pour le bien public, ne lui permettaient pas de refuser ses secours toutes les fois qu'une maladie épidémique ou extraordinaire réclamait son assistance. Il donnait ses soins aux malheureux et à quelques amis; il était même le médecin de trois communautés religieuses,

qui, par la confiance qu'elles lui avaient montrée, avaient vaincu sa répugnance pour la pratique. Cette confiance n'a pas été trompée, si on en juge par leurs regrets et par le désir qu'elles m'ont témoigné de rendre ici en leur nom, à M. Morand, un témoignage public de leur reconnaissance.

M. Morand, fils d'un ancien académicien, était né, pour ainsi dire, dans le sein de cette compagnie; il en avait connu dès l'enfance le régime intérieur, et il l'aima toujours comme sa patrie. Sévèrement attaché à la règle, même dans les petites choses; ennemi des innovations, mais sans avoir l'humeur qui accompagne presque toujours cette disposition, et qui en trahit alors le motif; ceux même dont il combattait les opinions, respectaient la sincérité de son zèle et la pureté de ses intentions. Nous l'avons vu remplir, il y a peu d'années, les fonctions de directeur, avec ce mélange d'amour pour la règle et de condescendance pour ses confrères, que doit réunir le chef annuel d'une compagnie où il ne peut voir que des égaux; tandis qu'il savait soutenir les intérêts de son corps avec cette dignité modeste si convenable au représentant d'une académie qui doit toute sa considération à son utilité réelle, et au mérite personnel de ceux qui la composent.

La santé de M. Morand paraissait nous promettre de conserver encore longtemps un confrère qui nous était cher; mais il fut attaqué d'une péripneumonie maligne, le 9 août 1784, et il y succomba le 13 du même mois, laissant une femme à laquelle il était uni par une amitié très-tendre, et dont il ne lui res-

tait pas d'enfants, et un frère, chanoine de la Sainte-Chapelle.

ÉLOGE DE CASSINI.

César-François Cassini de Thury, noble siennais, maître des comptes; directeur de l'Observatoire; de la Société royale de Londres, de l'Institut de Bologne; des Académies de Berlin et de Munich; pensionnaire astronome de l'Académie des sciences, naquit à Paris, le 17 juin 1714, de Jacques Cassini et de Suzanne-Françoise Charpentier de Charmoi.

Quoique la famille de M. Cassini, connue depuis plusieurs siècles en Italie, fût comptée parmi les familles sénatoriales de Sienne, dès le temps du cardinal Cassini, archevêque de cette ville en 1426, et qu'il y ait eu un second cardinal de ce nom dans la promotion de 1712, c'est aux sciences qu'elle doit sa principale illustration. Le nom de Dominique Cassini sera longtemps cité parmi ceux dont s'honore un siècle fécond en hommes de génie; et, ce qui est sans exemple dans notre histoire, M. le comte de Cassini notre confrère, fils de M. de Thury, est le quatrième académicien en ligne directe de cette famille qui, depuis 1669, a constamment et sans interruption donné des astronomes à l'Académie.

Le nom de Cassini imposait, pour ainsi dire, au jeune Thury, l'obligation d'étudier l'astronomie, et de se rendre digne de succéder à son père à l'Obser-

vatoire comme parmi nous. M. Maraldi voulut se charger de diriger les premières études du petit-fils de Dominique Cassini, dont il était l'élève et le neveu; ses soins, aidés des heureuses dispositions de M. de Thury, eurent un si heureux succès, qu'ayant à peine dix ans, le jeune astronome calcula les phases de l'éclipse totale de soleil qu'on attendait pour l'année 1727. En 1735, il fut reçu à l'Académie, comme adjoint surnuméraire, à l'âge de vingt et un ans; son père y avait été admis beaucoup plus jeune, à dix-sept ans seulement. On peut croire que dans ces adoptions, en quelque sorte prématurées, l'Académie avait compté pour quelque chose le nom de Cassini, et que dans l'empire des sciences, comme ailleurs, une naissance illustre peut aplanir tous les chemins; mais si, dans cette carrière, ce mérite étranger aide quelquefois au talent, du moins il ne peut dispenser d'en avoir; et il serait à désirer qu'on pût en dire autant des avantages que la naissance procure dans d'autres états.

Les premiers travaux de M. Cassini eurent pour objet la vérification de la méridienne qui passe par l'Observatoire. Il y travailla d'abord avec son père, et ensuite avec M. l'abbé de la Caille. Cette méridienne avait été tracée par Dominique Cassini; son fils et Picard avaient eu part à ce travail; mais les valeurs qu'ils avaient trouvées pour les degrés du méridien en France et pour le degré de longitude pris à Paris, tendaient à faire regarder la terre comme allongée, tandis que les expériences du pendule, la mesure d'un degré de latitude, faite près du pôle,

conduisaient à supposer à notre globe une forme aplatie, la seule qui pût s'accorder avec la théorie neutonienne. Il paraissait donc nécessaire de vérifier de nouveau les anciennes mesures, et surtout celle de la base, quoique exécutée par Picard, puisque toutes les autres en dépendaient. MM. Cassini s'en chargèrent, y découvrirent une erreur de quelques toises; et Jacques Cassini, après avoir longtemps combattu contre l'aplatissement de la terre, eut le mérite d'avoir contribué à détruire la seule objection raisonnable qu'on pût opposer à cette opinion.

En même temps que les astronomes vérifiaient, corrigeaient toutes ces mesures, ils prolongeaient à l'orient et à l'occident de Paris la perpendiculaire à la méridienne. On avait aussi formé le projet de faire une description géométrique de la France. Le jeune Cassini s'occupa de ces travaux avec toute l'activité de son âge. Il conçut le plan plus étendu de ne pas borner cette description à la détermination des points des grands triangles qui devaient embrasser toute la surface du royaume, mais de lever le plan topographique de la France entière, de déterminer, par ce moyen, la distance de tous les lieux à la méridienne de Paris et à la perpendiculaire à cette méridienne. Jamais on n'avait formé en géographie une entreprise plus vaste et d'une utilité plus générale. C'était, en effet, un préliminaire absolument nécessaire pour parvenir à une connaissance approfondie et détaillée de la France. On ne se bornait pas à marquer sur la carte tous les objets, même jusqu'à des chaumières isolées; on devait y figurer les ter-

rains, autant qu'il était possible de le faire, par de simples hachures. Ces cartes, ainsi exécutées, devenaient une espèce de cadre, dans lequel toutes les connaissances particulières, tous les détails sur l'élévation des terrains, la pente et la direction des eaux, sur l'histoire naturelle, sur les productions de chaque pays, sur l'étendue des phénomènes de l'atmosphère, sur la population et l'histoire naturelle de l'homme, les limites même des coutumes, des différentes administrations, des lois de finance ou de commerce, venaient se ranger dans un ordre méthodique qui permettait d'en mieux saisir l'ensemble, d'en tirer des conclusions plus exactes. Cette base une fois donnée, si on se proposait d'acquérir une idée générale et exacte de la France, ou d'une de ses provinces, la partie du travail la plus pénible, la plus dispendieuse devait se trouver toute préparée.

Une entreprise si utile, mais en même temps si difficile, exigeait, de la part du gouvernement, des secours extraordinaires, et M. Cassini en obtint sans peine.

Le feu roi, qui avait appris la géographie dans son enfance du célèbre Guillaume de l'Isle, avait conservé pour cette science un goût assez vif : d'ailleurs, il n'en est point d'une utilité plus immédiate dans la plupart des opérations du gouvernement, et dont le besoin se fasse plus sentir à presque tous les instants. Elle a même encore l'avantage, non moins grand, de rendre plus facile l'acquisition de toutes les connaissances qui peuvent être nécessaires aux

princes. Mais, malgré l'intérêt constant que le roi prenait à cette entreprise, M. de Sechelles supprima les fonds que ses prédécesseurs avaient accordés. Le roi, qui aimait M. Cassini, voulut se charger de lui annoncer lui-même cette fâcheuse nouvelle. *Sire*, lui dit M. Cassini, *que Votre Majesté daigne dire seulement qu'elle voit avec peine la suspension de cette entreprise, et qu'elle en désire la continuation, je me charge du reste.* Le roi y consentit, mais en plaisantant M. Cassini sur l'inutilité de cette marque d'intérêt; car ce prince, après plus de trente ans de règne, ne connaissait pas encore toute l'influence que l'opinion du monarque a sur les courtisans.

Cependant, M. Cassini forma le plan d'une compagnie qui se chargerait de faire les avances, et qui, devenue propriétaire de l'entreprise, retirerait ses fonds sur la vente des cartes. Le mérite de rendre l'activité à un travail dont le roi regrettait la suspension, et l'avantage d'acquérir le droit de lui parler d'un objet qui lui était agréable, déterminèrent plusieurs courtisans à entrer dans cette compagnie; quelques citoyens se joignirent à eux dans la vue de contribuer au succès d'un ouvrage utile.

L'entreprise se continua sous cette nouvelle forme, avec plus de rapidité et de méthode. Bientôt le gouvernement accorda quelques encouragements; différentes provinces contribuèrent à la dépense, et M. Cassini a eu la consolation de voir terminer presque entièrement un travail si étendu, et d'en devoir à lui-même presque tout le succès.

Les points des triangles avaient été déterminés

avec toute la précision à laquelle les progrès de la physique et ceux de l'art de construire les instruments permettaient d'atteindre. Mais on avait été obligé de partager entre un grand nombre de coopérateurs le travail de lever l'intérieur de ces triangles; et, malgré les moyens de vérification que M. Cassini s'était procurés, l'exactitude de toutes les cartes ne pouvait être la même; les coopérateurs ne pouvaient avoir ni la même intelligence ni le même zèle. On put s'apercevoir aussi que, dans la manière de représenter la forme des terrains, on n'avait ni formé un plan général avec assez de soin, ni exécuté avec assez d'attention celui auquel on s'était arrêté; mais, en convenant de ces défauts, on ne peut s'empêcher d'avouer que cette entreprise, la plus vaste qui ait été tentée en géographie, est en même temps celle dont l'exécution a été la plus exacte.

M. Cassini ne voulait pas qu'elle fût bornée à la France; il profita de la guerre de 1741 pour étendre ses cartes à la Flandre, et vérifier la mesure du degré faite par Snellius. C'était la première que les Occidentaux eussent osé tenter; et ce travail, joint à la découverte de la loi de la réfraction, avait immortalisé avec justice le nom du savant hollandais. Cette mesure était cependant très-fautive; l'erreur paraissait de près de deux mille toises sur un degré, et il était curieux de savoir quelle en avait pu être la cause. M. Cassini trouva qu'il fallait l'attribuer presque uniquement à l'erreur qui avait été commise dans la détermination de la différence de lati-

tude des deux points dont Snellius avait mesuré la distance.

Il embrassa uniquement, dans sa carte de Flandre, le terrain que les armées françaises avaient occupé; et, comme il le disait lui-même, où s'arrêtèrent les conquêtes du roi, là s'arrêtèrent les opérations de son astronome. Quelquefois il choisissait, pour sommet d'un de ses triangles, le clocher soit d'une ville assiégée, soit d'une place dont on préparait le siége; et cette confiance dans la certitude du succès était une manière de flatter les généraux ou le prince, à laquelle peut-être ils n'étaient pas insensibles.

En 1761, M. Cassini fit un voyage en Allemagne. Il avait pour objet de prolonger jusqu'à Vienne la perpendiculaire à la méridienne de Paris, d'unir les triangles de la carte de France à des points pris en Allemagne, de préparer les moyens d'étendre à ce vaste pays le plan qu'on avait suivi pour la France, et d'établir ainsi successivement, pour toute l'Europe, une uniformité utile en elle-même, et glorieuse pour la nation qui avait donné l'exemple.

L'empereur François, l'impératrice-reine, les princes de la maison de Bavière, les margraves de Bareith et de Bade, les souverains ecclésiastiques de cette partie de l'empire, sentirent tous également l'utilité du projet de M. Cassini; tous s'empressèrent d'y concourir. Il était à Vienne le 6 juin 1761, jour du passage de Vénus; le temps ne lui permit d'en observer que la sortie : cependant le soleil paraissait par intervalle, et M. Cassini eut la facilité de

faire quelques observations, d'en expliquer l'objet, et d'en développer la méthode à l'archiduc Joseph, qui était venu de Luxembourg pour assister à cette observation. M. Cassini se rappelait avec plaisir, dans ses dernières années, cette circonstance de sa vie. Ce souvenir semblait lui faire contempler avec un intérêt plus vif les efforts heureux et soutenus de ce prince pour rendre à la patrie les hommes et les biens que d'antiques abus lui avaient enlevés, détruire les obstacles que les préjugés et l'ignorance avaient opposés aux progrès de l'industrie et des lumières, à l'instruction comme au bonheur du peuple, et rétablir les habitants de ses vastes États dans ces droits naturels de l'homme, dont l'intolérance et la tyrannie féodale les avaient privés trop longtemps. Enfin, M. Cassini, toujours occupé de la perfection de son grand ouvrage, profita de la dernière paix pour proposer de joindre, à quelques points pris sur la côte d'Angleterre, ceux qui avaient été déterminés sur celle de France, et lier ainsi sa carte générale de ce royaume à la carte des îles Britanniques, de même qu'il l'avait déjà liée à celles des Pays-Bas et de l'Allemagne. Le roi d'Angleterre a bien voulu approuver ce plan.

Si l'on se représente les détails immenses qu'exigeait la direction d'une telle entreprise; si on songe aux voyages longs, et souvent pénibles, qui se multipliaient d'autant plus pour M. Cassini, qu'il ne s'était reposé sur personne des déterminations les plus importantes; si on observe enfin qu'un travail de ce genre, souvent presque purement mécanique

et toujours minutieux, fatigue, dégoûte, et semble ne devoir laisser à l'esprit aucune activité pour d'autres travaux, on sera tenté de croire que la direction de la carte de France a dû occuper toute la vie de M. Cassini, et on jugera en même temps qu'en se bornant à ce seul ouvrage, il aurait encore assez bien rempli sa carrière, et mérité la reconnaissance de son pays comme celle des savants. Mais il fut de plus un astronome très-laborieux; et, en voyant la liste de ses travaux astronomiques, on sera encore tenté de croire qu'il s'y est appliqué tout entier.

M. Cassini a publié, dans nos Mémoires, une suite presque complète de ces observations que le ciel présente chaque année, dont chacune, prise en elle-même, est sans doute peu utile aux progrès de la science, et n'exige, pour être bien faite, que de l'attention et l'habitude d'observer, mais dont l'ensemble est nécessaire à la perfection des théories astronomiques, ou peut servir de base à des théories nouvelles. C'était un devoir que lui imposait le titre de directeur de l'Observatoire.

Il a traité de plus, séparément, plusieurs des questions fondamentales de l'astronomie. L'on trouve dans les mémoires qu'il a donnés, des recherches sur la parallaxe du Soleil, de la Lune, de Vénus et de Mars, un travail suivi sur les réfractions astronomiques, et sur le changement que la température produit dans la quantité ou dans la loi de la réfraction; un grand nombre d'observations sur l'obliquité de l'écliptique, sur la loi des variations qu'elle éprouve; et un examen des différentes méthodes

d'observer les hauteurs solsticiales, d'après lequel il préfère celle qui consiste à prendre la distance du soleil à des étoiles fixes dans lesquelles on ne reconnaît point de mouvement propre qui puisse nuire à l'exactitude des déterminations, ou pour lesquelles la loi de ces mouvements est bien connue. Pendant plus de cinquante ans, il a cultivé l'astronomie dans un temps que la mesure des degrés du méridien, deux passages de Vénus sur le Soleil, si importants pour nous en apprendre la distance, une disparition de l'anneau de Saturne, l'application du calcul aux perturbations des planètes et aux mouvements de l'axe terrestre, l'introduction des méthodes analytiques dans les questions astronomiques, la découverte de plus de comètes qu'on n'en avait observé depuis l'origine des sciences, enfin celle d'une nouvelle planète, rendent une des époques les plus brillantes de l'astronomie, qui, par l'invention des lunettes achromatiques et de plusieurs instruments, acquérait dans le même temps des moyens nouveaux d'étendre les observations et de les faire avec plus d'exactitude; et il est peu de ces objets si intéressants pour cette science, sur lesquels M. Cassini n'ait été utile par ses observations ou par ses recherches.

Il était d'un caractère franc et ouvert; son âme paraissait inaccessible à la haine; mais il était très-sensible à l'amitié, et son penchant semblait le porter de préférence vers les hommes dont il se serait éloigné, s'il avait pu connaître ce sentiment pénible que la supériorité des talents ou de la réputation réveille trop souvent. Il jouissait du succès des autres, non

avec cette fierté noble d'un homme qui compte sur ceux qu'il mérite, ou qui a le courage de s'en passer, mais par un sentiment naturel, par l'effet d'un premier mouvement, et sans aucun retour sur lui-même. L'existence d'un nouveau talent, une nouvelle couronne qu'un de ses confrères ajoutait à sa gloire, était pour lui une jouissance nouvelle, et le plaisir naïf et pur qu'il éprouvait alors se peignait dans ses regards et dans sa contenance.

M. Cassini eut des liaisons dans différentes classes de la société, et ne fut déplacé dans aucune. Estimé des magistrats ses confrères, par sa probité, il était cher à ses confrères académiciens par sa simplicité et sa douceur; quoique admis dans la familiarité des grands, il sut conserver leur estime. On lui a reproché d'avoir trop cherché, peut-être, à s'approcher d'eux. En effet, l'espèce de domination qu'ils aiment à exercer sur les occupations, sur les sentiments même de ceux qu'ils nomment leurs amis, semble incompatible avec cette liberté et cette indépendance dont la perte enlève au talent la moitié de ses forces et de ses ressources. Plus la raison nous a convaincus de l'égalité primitive que la nature a mise entre les hommes, plus elle nous fait une loi d'éviter l'intimité de ceux que l'opinion a placés au-dessus de nous. Il est d'ailleurs difficile, en formant ces liaisons, d'échapper au soupçon de partager les motifs de vanité ou d'intérêt qui engagent les hommes ordinaires à en braver les inconvénients et le danger; mais du moins elles n'ont valu à M. Cassini ni fortune, ni places, ni titres, et cette exception à l'u-

sage est trop rare pour qu'il puisse avoir besoin d'apologie.

On doit sans doute respecter le philosophe qui sait éviter ces liaisons à la fois si séduisantes et si dangereuses ; cependant, si tous ceux qui ont des lumières avaient le courage et la prudence de s'y refuser, ce serait un malheur, et pour les sciences et pour les grands eux-mêmes, et surtout pour ceux sur le sort desquels les grands ont de l'influence. Il ne faut donc pas blâmer les savants qui imiteraient, à cet égard, M. Cassini, pourvu toutefois qu'ils n'oublient point que, pour être exempts de tout reproche, ils doivent imiter aussi son désintéressement et sa modestie.

M. Cassini était né avec une constitution très-forte ; ses travaux pour la géographie l'avaient obligé à des voyages pénibles ; gravissant des montagnes escarpées où il fallait braver, dans une même saison, tantôt un soleil brûlant, tantôt le froid de leurs neiges éternelles, passant souvent des nuits en plein air ou dans quelques chaumières écartées, obligé de s'y contenter d'une nourriture grossière ou malsaine, son tempérament avait résisté à ces fatigues, et semblait avoir acquis de nouvelles forces. Mais il fut attaqué d'une rétention d'urine dont les suites le condamnèrent, les douze dernières années de sa vie, à des incommodités habituelles et douloureuses, souvent même à des souffrances cruelles. Il supporta cet état avec ce courage calme d'une âme forte, unie à des organes vigoureux : son activité, sa douceur, sa gaieté, n'en étaient pas altérées.

Cette disposition de l'âme est un des meilleurs moyens de combattre les maladies et d'y résister ; aussi M. Cassini était-il resté dans un état qui laissait l'espérance de le conserver encore longtemps, lorsqu'au mois d'août 1784, il fut attaqué de la petite vérole, à laquelle il succomba le 4 septembre.

Il a laissé une fille et un fils, M. le comte de Cassini, membre de cette compagnie, et directeur de l'Observatoire, comme ses ancêtres, qui, en recueillant cette partie si noble de leur héritage, a aussi succédé à l'attachement de l'Académie pour un nom si cher aux sciences.

ÉLOGE DE M. LE COMTE DE MILLY.

Nicolas-Christiern de Thy, comte de Milly, des Académies de Madrid et de Harlem, associé libre de celle des sciences, naquit le 18 juin 1728.

La famille de M. le comte de Milly est établie dans le Beaujolais depuis plus de quatre siècles, et la conformité du nom et des armes semble prouver qu'elle est une branche de l'ancienne maison de Thy, originaire de l'Auxois, connue dès le commencement du onzième siècle, et également illustrée par ses alliances et par les grandes charges qu'elle a occupées à la cour des ducs de Bourgogne de la première race.

M. le comte de Milly suivit, comme ses ancêtres, le parti des armes. N'ayant qu'une fortune médiocre et point de parents à la cour, il ne pouvait porter

ses espérances au-dessus de l'avancement tardif et borné que l'on peut attendre du temps et des services ; mais il croyait remplir un devoir. Il avait peu d'ambition, et il trouvait des ressources contre le dégoût et contre l'ennui, dans son penchant pour les plaisirs de la jeunesse, et dans un goût plus vif encore pour les études sérieuses.

Dans la guerre de 1741, il se trouva aux batailles de Laufeld et de Raucoux ; et dans la guerre de 1756, à celles de Rosbach, de Crevelt et de Minden. L'année qui suivit cette dernière bataille, il entra au service de M. le duc de Wurtemberg, allié de la France ; et, en moins d'un an, il devint colonel, adjudant général, chambellan et chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge. Mais ce qui fut plus important pour le bonheur du reste de sa vie, la fin de la guerre et le loisir dont jouissent si paisiblement dans les cours ceux que l'intrigue n'y occupe pas, permirent à son amour pour les sciences de se développer et de s'exercer. Le goût des arts, et le désir de servir l'humanité, le conduisirent à l'étude de la chimie. Lorsqu'il revint dans sa patrie, en 1771, il y rapporta un ouvrage très-détaillé, sur les procédés employés dans la fabrication de la porcelaine de Saxe ; et l'Académie jugea cet ouvrage digne d'entrer dans sa collection des arts.

Il obtint, à cette époque, l'agrément d'une charge de lieutenant des gardes-suisses de Monsieur, et le brevet de colonel. Depuis plus de dix ans il avait mérité et obtenu la croix de Saint-Louis ; il se crut permis alors d'abandonner la carrière militaire, pour

se livrer uniquement aux sciences, et quelques années après, une place d'associé libre dans l'Académie fut la récompense de ce dévouement.

On ne doit pas attendre d'un homme qui, depuis quatorze ans jusqu'à plus de quarante, a vécu dans les garnisons, dans les camps et dans les cours, ces grands ouvrages qui ne peuvent être que le fruit d'un travail constant et suivi, et qui exigent qu'on soit accoutumé dès l'enfance à se rendre maître de son temps, à dominer ses passions et ses goûts, à déployer toutes ses forces. Aussi lorsque M. de Milly a donné ses recherches sur l'activité des dissolvants, auxquels on imprime un mouvement rapide et continu; sur l'application de cette idée aux effets médicinaux des bains; sur l'acidité de l'air fixe, alors peu connue et même contestée; sur la nature du fluide aériforme qui se dégage des pores du corps humain lorsqu'il est plongé dans l'eau; sur l'emploi d'une chaleur graduée et soutenue dans l'analyse animale et végétale; sur les couleurs que les préparations de platine peuvent fournir à la peinture; enfin sur la revivification des chaux métalliques par l'électricité, il eût été injuste de se plaindre qu'il se bornât à présenter de simples essais, et on a dû applaudir aux vues ingénieuses ou utiles que ces essais renferment.

Nous devons à M. le comte de Milly l'art du poêlier. Cet art est proprement celui d'employer toute la chaleur que peut donner une certaine masse de combustible à échauffer l'air d'un appartement ou d'une maison, et d'obtenir, dans toutes les parties

d'une même pièce, une chaleur uniforme que l'on puisse graduer facilement.

La nécessité l'a fait naître dans les pays du Nord, dans les forêts de l'Allemagne. C'est là que M. de Milly l'avait observé, et il avait senti combien on devait désirer de le voir se répandre et se perfectionner dans les climats plus tempérés, y rendre les habitations plus saines et plus commodes, et donner en même temps les moyens d'épargner une denrée qui devient d'autant plus précieuse et plus rare, que les pays sont et plus peuplés et mieux cultivés. Mais malheureusement les hommes opulents ont encore plus de vanité que de mollesse, et préfèrent l'agrément ou la magnificence à la commodité réelle; tandis que ceux qui auraient le plus besoin d'épargner sur leur dépense, ne sont pas assez riches pour songer aux moyens d'être économes.

Ce n'est pas que, dans ces climats plus doux, la rareté réelle ou apparente des combustibles ne se soit fait sentir plus d'une fois; mais au lieu de chercher dans la physique des moyens, ou de ménager ces substances, ou d'en augmenter la production, on a cru, par une erreur que l'habitude doit en quelque sorte rendre excusable, pouvoir réparer, par des règlements, un mal dont la multiplicité des règlements inutiles était déjà la principale cause.

La chimie n'a été pendant longtemps qu'un recueil de procédés presque tous secrets, ou qui du moins avaient commencé par l'être. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui cultivent cette science soient plus disposés que les autres savants à croire qu'il en existe

encore ; à s'occuper de pénétrer ceux qu'on annonce, à donner quelque confiance aux hommes qui leur promettent de les initier dans ces mystères. M. le comte de Milly partagea cette faiblesse avec des chimistes très-célèbres. Mais heureusement ce goût ne lui avait pas fait perdre celui des recherches vraiment scientifiques; c'était pour lui une diversion à des travaux plus sérieux, un véritable amusement beaucoup moins frivole que la plupart de ceux auxquels se livrent les hommes mêmes qui passent pour les plus sages auprès de la multitude.

M. le comte de Milly, avide de connaissances, et prompt à embrasser tous les moyens d'en acquérir, avait voulu être admis dans toutes les sociétés où il pouvait espérer de trouver quelques lumières, et surtout dans celles qui, faisant profession d'avoir une doctrine secrète, excitent une curiosité plus vive. Il croyait d'ailleurs ces associations utiles en général pour réunir entre eux les hommes qui ont secoué le joug des préjugés populaires, et qui, s'ils manquent d'un point de réunion, sont exposés à se trouver sans force contre les troupes plus ou moins nombreuses que l'erreur rassemble sous cent drapeaux différents.

Il s'était attaché particulièrement à cette société, dont l'origine est inconnue, ou du moins obscurcie par des fables, qui, répandue dans l'Europe depuis plusieurs siècles, tantôt ignorée et tantôt l'objet d'une curiosité inquiète, a essuyé souvent des persécutions sans avoir jamais mérité de reproches; qui, en cherchant à cacher le véritable esprit de son ins-

titution sous un langage bizarre, et sous une foule de cérémonies burlesques, a cependant toujours compté des sages parmi ses membres; qui, enfin, ne se faisant connaître au dehors que par des actions de bienfaisance, eût mérité peut-être que la calomnie respectât ses mystères. S'il arrive un jour qu'ils soient dévoilés, on n'y trouvera sans doute que les précautions nécessaires, dans les siècles d'ignorance, à des hommes réunis par le besoin d'exercer librement leur raison. Eh! qui pourrait encore soupçonner l'innocence de ces mystères, lorsqu'on voit parmi les noms qu'unissait cette confraternité, celui de ce jeune prince, le seul qui, depuis les temps historiques, ait sacrifié sa vie pour l'humanité, tandis que tant d'autres ne l'ont immolée qu'à l'ambition ou à la gloire (1)?

M. le comte de Milly vivait dans le monde, et il y était aimé; doux, complaisant, facile, ayant même autant de galanterie qu'on peut en avoir sans être frivole, c'était seulement dans la société des savants qu'il laissait apercevoir quelques traces d'une susceptibilité très-délicate; mais il avait assez d'empire sur lui-même pour revenir sans peine, et soumettre à la raison les faiblesses d'un amour-propre d'autant plus sensible, mais aussi d'autant plus excusable, que, dans le peu de temps qu'il avait consacré aux sciences, il n'avait pu acquérir ces titres éclatants qui élèvent au-dessus de l'opinion une âme avide de renommée. Aussi, dans la seule discussion qu'il ait

(1) Le prince Léopold de Brunswick.

eue avec ses confrères, lorsqu'il en vit plusieurs combattre ce qu'il avait avancé sur la revivification des chaux métalliques par l'électricité, il parut d'abord très-sensible à cette contradiction, mais il ne fit aucun effort pour soutenir son opinion, ne répondit pas aux objections, et laissa tranquillement à d'autres physiciens le soin de le défendre

Né avec un tempérament robuste, et s'étant assujetti au régime pythagoricien dans toute sa rigueur, M. le comte de Milly paraissait devoir se promettre une longue carrière; cependant nous l'avons perdu le 17 septembre 1784, à l'âge de cinquante-six ans seulement. Il avait appris ou découvert plusieurs remèdes particuliers; et comme il ne se permettait pas de les donner à d'autres sans les avoir éprouvés sur lui-même, on a prétendu que ces essais avaient altéré sa constitution. L'enthousiasme qu'il montrait pour ces remèdes, dans les premiers moments, a donné lieu à cette opinion; mais il savait bientôt les juger de sang-froid, et cette première chaleur n'était qu'une preuve de plus de sa bonne foi et de son zèle pour la conservation des hommes.

Si ceux qui l'ont peu connu étaient tentés de lui faire quelque reproche sur cet enthousiasme, l'estime dont il jouissait parmi nous suffirait pour en laver sa mémoire. On sait que, depuis son institution, l'Académie n'a cessé d'opposer un zèle infatigable à toutes ces merveilles si sagement couvertes, par leurs premiers inventeurs, des voiles du mystère, et qu'elle a regardé constamment le soin de s'élever contre elles et d'en détromper le public,

comme un de ses premiers devoirs, comme un moyen de servir à la fois les sciences et l'humanité.

ÉLOGE DE M. LE MARQUIS DE COURTIVRON.

Gaspard Le Compasseur de Créqui-Montfort, marquis de Courtivron, mestre-de-camp de cavalerie, pensionnaire vétéran de l'Académie des sciences, naquit, en 1715, de Jean Le Compasseur, marquis de Courtivron, et de Charlotte de Clermont-Tonnerre.

Il entra, dès l'âge de quinze ans, dans le régiment du marquis, depuis maréchal de Clermont-Tonnerre, son oncle, alors commissaire général de cavalerie; et à seize ans, il y eut une compagnie. La guerre se déclara bientôt après, et M. de Courtivron suivit le marquis de Tonnerre, en qualité d'aide de camp, au siége de Philisbourg et dans les campagnes qui suivirent ce siége.

Une éducation interrompue à quinze ans, dans un temps où en général elle commençait plus tard qu'aujourd'hui, et interrompue pour le service et pour la guerre, ne devait pas faire présumer que la vie de M. de Courtivron serait presque uniquement consacrée aux sciences. Mais n'ayant que vingt et un ans à l'époque de la paix, il se trouva encore assez jeune pour faire de nouvelles études. Bientôt il aima pour elles-mêmes les sciences qu'il n'avait d'abord cultivées que pour remplir dans toute leur étendue les devoirs de son état, vécut avec M. Clairaut beau-

coup plus qu'avec ses camarades, et dans un âge, dans une position où il eût été excusable de se laisser éblouir par les brillants fantômes de l'ambition, une place à l'Académie des sciences était devenue l'objet secret de ses désirs et de ses travaux.

La mort de l'empereur Charles VI ralluma la guerre en Europe : le cardinal de Fleury avait soutenu avec trop de faiblesse le parti de la paix, parce qu'il craignait de s'exposer à la nécessité de renoncer à une place dont, à l'âge de quatre-ving-dix ans, il n'avait pas la force d'envisager la perte sans regret, et, suivant avec répugnance des vues ambitieuses dont il connaissait toute l'illusion, il mettait une lenteur et une économie nuisibles au succès dans l'exécution des plans vastes, mais mal combinés, qu'il désapprouvait, autant par sagesse que par timidité.

M. de Courtivron servit dans l'armée de Bohême. L'activité et l'intelligence qu'il avait montrées dans ses premières campagnes; la réputation d'officier appliqué et instruit, que son goût pour l'étude lui avait méritée, le firent choisir pour aide-maréchal général des logis de la cavalerie dans l'armée aux ordres du feu maréchal de Broglie; et plus d'une fois, il remplit, dans des corps séparés, les fonctions de maréchal général. C'est en cette qualité qu'il suivit le marquis de Tonnerre au ravitaillement du château de Fravenberg, expédition dans laquelle il fut blessé. La même année, il fut chargé des mêmes fonctions dans la petite armée que le comte de Saxe commandait en Bavière, eut le bonheur de le tirer d'un péril imminent où l'impétuo-

sité de son courage et son zèle pour le salut des troupes l'avaient engagé, et de conserver à son pays l'homme dont le génie devait bientôt faire changer la face de la guerre. Il le suivit dans sa marche des bords du Danube à Prague. Il fallait chasser les ennemis du château d'Ellenbogen, où ils avaient rassemblé tout ce qu'ils pouvaient opposer de troupes à la petite armée française. Chargé d'examiner cette forteresse, M. de Courtivron manda au comte de Saxe que la garnison de ce château était au moins aussi nombreuse que son armée : *Mon cher Courtivron, j'arrive*, fut toute la réponse du général; et le fort se rendit le lendemain.

La blessure que M. le marquis de Courtivron avait reçue l'obligea de renoncer, l'année suivante, à l'état militaire, après avoir obtenu, pour récompense de ses services, la croix de Saint-Louis et le brevet de colonel. Il prit alors le parti de se livrer tout entier aux sciences; et l'Académie, qui avait reçu avec un intérêt mêlé de surprise les essais qu'il lui avait adressés des camps de la Bohême, l'adopta, en 1744, comme adjoint mécanicien.

Différents mémoires qui renferment presque tous des applications du calcul à des questions de mécanique, d'astronomie, d'optique; et un traité sur cette dernière science qu'on peut regarder comme un commentaire mathématique de l'optique de Newton, ont été les fruits du loisir de M. de Courtivron. On voit briller dans tous ces ouvrages une modestie vraie, un désir d'être utile qui l'emporte sur celui de la célébrité; un amour de la

science qui fait entreprendre des travaux longs et pénibles, pour en faciliter aux autres l'étude ou les applications. Si on y aperçoit souvent combien il avait approfondi plusieurs parties des mathématiques, c'est uniquement dans les circonstances où il n'aurait pu le cacher sans nuire à la facilité, à la simplicité qu'il voulait donner à ses solutions. Ainsi, même dans un ouvrage de géométrie, au milieu des calculs et des formules, un savant laisse échapper des traits qui peignent son âme et son caractère. Dans ces mémoires, M. de Courtivron fait un usage presque continuel de l'analyse algébrique; et on doit lui savoir gré d'avoir connu toute l'utilité de cette méthode dans un temps où l'on ne pouvait encore que la deviner.

Les savants se renferment rarement dans les limites d'une seule science; ils se livrent presque toujours à d'autres études, dont la liaison avec leur étude principale leur inspire le goût et leur fait sentir l'utilité. Quelquefois même ils ne cherchent dans ce nouveau travail qu'un délassement nécessaire à des hommes pour lesquels l'habitude d'exercer leur raison rend insipide tout ce qui n'est que mouvement, mode ou dissipation. Mais souvent celui qui vit dans la capitale, loin de s'enorgueillir de l'étendue ou de la variété de ses connaissances, cherche à la cacher. Comme il sent, par sa propre expérience, combien l'homme qui n'a cultivé une science que par intervalle est presque nécessairement inférieur à ceux qui en ont fait l'objet de leurs méditations habituelles, il ne veut pas se montrer à

côté d'eux, parce qu'il y serait vu avec trop de désavantage. Le savant au contraire, qui, ainsi que M. le marquis de Courtivron, vit beaucoup à la campagne, entouré d'hommes dont il ne peut se dissimuler l'infériorité, même dans les genres de connaissances qu'il n'a qu'effleurés, éprouvant à tout moment le besoin de ces connaissances pour lui-même, leur utilité pour les autres, et voyant des observations intéressantes prêtes à se perdre faute d'yeux qui sachent les saisir, doit nécessairement laisser échapper le secret que sa modestie et sa sagesse l'auraient ailleurs engagé à garder.

M. le marquis de Courtivron se faisait un devoir d'envoyer exactement à l'Académie ses observations d'histoire naturelle, de physique, d'art vétérinaire.

Nous citerons ici plusieurs mémoires sur une épizootie qui fit en Bourgogne les plus grands ravages. Des bœufs, amenés d'Allemagne à la suite de l'armée, avaient répandu cette maladie dans nos provinces; car il est rare que la guerre n'amène pas à sa suite quelque fléau de cette espèce, qu'elle ne répande pas quelque maladie contagieuse, quelque vice ignoré, quelque corruption nouvelle, comme si la nature avait voulu préparer au crime de la guerre une punition à laquelle les nations, même les plus constamment victorieuses, ne pourraient échapper. Ces mémoires de M. de Courtivron sont un des premiers ouvrages français où des questions importantes sur la manière dont les épizooties se répandent, les moyens de les arrêter, le peu de succès des remèdes connus, aient été traitées d'après

l'observation, et en se préservant avec un soin égal des préjugés populaires et des systèmes. La sagesse de son esprit le mettait à l'abri de ces deux genres de séduction qui paraissent opposés, et qui cependant naissent d'une même cause : l'empire d'une imagination forte sur une raison faible.

M. le marquis de Courtivron donna aussi plusieurs mémoires sur les forges, et une description de cet art important qu'il avait étudié et comme physicien et comme propriétaire. Ses connaissances en physique lui ont été très-avantageuses pour l'amélioration des forges qui lui appartenaient. Cette utilité immédiate des sciences est sans doute un de leurs moindres mérites; mais c'est un des plus propres à frapper la multitude, et il est bon qu'elles puissent s'en parer quelquefois. On prétend que les Abdéritains ne commencèrent à regarder l'étude comme une occupation digne d'un homme raisonnable, qu'après avoir vu un philosophe célèbre, leur compatriote, s'enrichir par une spéculation de commerce; et il y a beaucoup d'Abdéritains, même au milieu des nations les plus éclairées.

M. de Courtivron était père de famille, et les obligations attachées à ce titre, parmi lesquelles celle de veiller sur son patrimoine doit sans doute être comptée, l'éloignèrent peu à peu de la capitale et de l'Académie. Il obtint le titre de pensionnaire vétéran, et se retira presque absolument dans ses terres.

Il s'était marié deux fois : la première, avec mademoiselle de Saint-Cyr-Cœli, qu'il eut le malheur de

perdre peu de temps après son mariage; elle lui laissa un fils, M. le comte de Courtivron, aujourd'hui capitaine dans le corps des carabiniers. En 1759, il épousa mademoiselle de Fussey, qui lui a survécu, et lui a donné trois fils, dont deux chevaliers de Malte, et une fille chanoinesse du chapitre d'Alix. Il avait eu la consolation, avant sa mort, de marier deux de ses fils : l'un avec mademoiselle de Clermont-Tonnerre, petite-fille du maréchal de Tonnerre, son oncle; l'autre avec mademoiselle Brisson.

Il fut attaqué d'une maladie vive vers la fin du mois de septembre 1785, et mourut le 4 octobre suivant.

Son absence habituelle ne m'avait point permis de le connaître assez pour présenter aux yeux de ses confrères, plus anciens que moi, le tableau des vertus qui lui ont mérité leur estime et leurs regrets. La main de l'amitié y a suppléé. Le portrait que je vais lire a été tracé par elle, et j'ai dû respecter son ouvrage.

« M. de Courtivron était bon avec discernement « et sans faiblesse. Sans qu'il songeât à être imposant « par ses manières, il était également impossible « d'être familier avec lui, et de ne pas lui accorder « une entière confiance.

« Il connaissait les devoirs de l'amitié, et les rem« plissait tous; sensible aux moindres attentions, et « ne les négligeant jamais, il n'en exigeait aucune.

« Sa conversation était toujours intéressante, très« souvent instructive; il savait beaucoup, parlait « bien et sans prétention de ce qu'il savait, jamais

« de lui-même; non qu'il ne fût sincère et vrai;
« mais il a paru s'oublier toute sa vie pour ne s'oc-
« cuper que du bien qu'il pouvait faire, et de ses
« devoirs, qu'il remplissait avec la plus grande exac-
« titude, sans paraître chercher d'autre approbation
« que celle de sa conscience.

« Sa philosophie était celle de la nature, celle que
« donne une raison éclairée; mais elle se montrait
« dans ses actions plutôt que dans ses discours. Il
« respectait les préjugés établis, sans être l'esclave
« d'aucun. Son âme était forte, mais il laissait aux
« âmes faibles les ressources qu'il croyait pouvoir
« leur être utiles, quoiqu'il n'en eût pas besoin pour
« lui-même. Toujours juste sans austérité, sensible
« sans faiblesse, il voulait sincèrement le bonheur
« de ses semblables; il y contribuait autant qu'il
« était en lui; mais il trouvait bon que chacun jouît
« en paix de la liberté de choisir des moyens d'être
« heureux, parce qu'il ne pensait pas que ces moyens
« fussent les mêmes pour tous les hommes.

« Il plaçait ses bienfaits avec sagesse, ne négligeant
« rien pour s'assurer qu'ils auraient une utilité réelle
« et durable; mérite sans lequel la bienfaisance peut
« être encore un sentiment estimable, mais n'est
« plus une vertu. Jamais il ne s'est plaint de l'ingra-
« titude, parce que le désir d'obtenir de la recon-
« naissance n'était pas ce qui le portait à faire le
« bien; il connaissait trop les hommes pour les esti-
« mer beaucoup; mais il les plaignait, et c'est assez
« pour les servir.

« On pouvait quelquefois le trouver silencieux,

« froid et réservé, peut-être parce qu'il savait qu'il « ne serait pas entendu : mais, pour attribuer son « silence à ce motif, il fallait le deviner; jamais il ne « s'est permis une expression qui donnât lieu de « l'en soupçonner.

« Il a eu ce mérite si rare d'avoir voulu être meil- « leur avec les années, et d'y avoir réussi. Il savait « qu'on ne vieillit pas impunément, et il semblait se « croire obligé de réparer ses pertes par les agré- « ments de l'esprit, et surtout par la douceur de sa « société. Les défauts qu'on avait pu observer en lui « avaient cessé de frapper les yeux de ses amis, et « l'âge ne lui en avait point donné de nouveaux.

« Comme il avait apprécié la vie, il l'a quittée sans « trouble, peut-être sans regret, et le seul sentiment « qu'il ait été possible d'apercevoir à travers le calme « et le silence de ses derniers moments, a été la re- « connaissance des soins qu'on lui rendait, et l'at- « tention soutenue de ménager la sensibilité de ses « amis et de sa famille. »

ÉLOGE DE M. LE DUC DE PRASLIN.

César-Gabriel de Choiseul, duc de Praslin, pair de France, lieutenant général des armées du roi, chevalier de ses ordres, ministre d'État, président du conseil des finances, honoraire de l'Académie des sciences, naquit à Paris, le 15 août 1712, de Hubert

agir de concert et tendre au même but; mais chaque État avait ses intérêts particuliers, ses opinions, son système militaire ou politique, ses vues séparées. C'était à Vienne que se préparaient tous les plans, qu'on prenait toutes les résolutions importantes; que parmi tant d'intérêts différents on cherchait à démêler celui qui pourrait être regardé comme l'intérêt commun, ou du moins auquel on consentirait à en donner le nom. L'ambassadeur de France correspondait non-seulement avec sa cour, mais avec les ministres de sa cour auprès des puissances confédérées, avec les généraux des différentes armées, avec les officiers que le roi avait envoyés dans celles de ses alliés. Il était autorisé à ouvrir toutes les dépêches adressées au ministre de France, et toutes celles que ce ministre avait expédiées et qui passaient par Vienne; à joindre aux unes ses réflexions, à faire aux autres les changements qu'il trouverait convenables; enfin à donner, au nom du roi, des ordres provisoires, lorsque le retard nécessaire pour avoir une réponse de Versailles lui paraissait dangereux.

Pendant les deux années que dura l'ambassade de M. de Praslin, les événements de la guerre, en augmentant le besoin que la France avait de la terminer, lui enlevaient même l'espérance de faire une paix avantageuse. La situation de ses alliés était différente, et il fallait les obliger à montrer qu'ils voulaient la paix, à le prouver par des démarches non équivoques; car il est presque convenu en politique d'en affecter toujours le désir; espèce d'hom-

mage qu'on veut bien rendre à l'humanité. M. de Praslin eut le bonheur de déconcerter tous les obstacles par lesquels, en paraissant vouloir la paix, on cherchait à retarder l'indication du congrès où elle devait se conclure. Il fut enfin arrêté qu'il s'assemblerait à Augsbourg. M. de Choiseul proposa son cousin pour plénipotentiaire unique; et quelques sollicitations qu'ait pu faire M. de Praslin pour obtenir un collègue, elles furent inutiles : M. de Choiseul savait trop qu'un ouvrage important n'est jamais bien fait que par un seul homme, et que, s'il avait eu déjà le bonheur très-rare d'avoir un plénipotentiaire auquel il pût se livrer sans réserve comme sans défiance, il y aurait de la témérité à compter sur un bonheur égal dans un second choix. A son retour en France, M. de Praslin trouva qu'on lui destinait, au lieu du titre de plénipotentiaire au congrès, une place dans le conseil; il crut devoir insister pour que sa destination ne fût pas changée. Nous ne le louerons pas ici de cette modération : pour un homme tel que lui, une grande affaire était plus qu'une grande place; et quelle dignité pouvait-il préférer à l'honneur de faire une paix désirée par toute l'Europe et nécessaire à la France? Ses équipages étaient déjà sur le chemin d'Augsbourg, lui-même partait le lendemain, lorsqu'une attaque de goutte le retint à Paris. Bientôt les circonstances changèrent; l'inutilité du congrès projeté ne fut plus douteuse : M. de Praslin entra au conseil, et peu de temps après, M. le duc de Choiseul lui remit la place de ministre des affaires étrangères, qu'il accepta

dans l'espérance de concourir avec son ami, à ce grand ouvrage de la paix dont il s'était depuis longtemps occupé. Il ne put convenir des préliminaires et les signer qu'au mois de novembre 1762. Peu de jours après, le roi le créa duc et pair, et il prit alors le nom de duc de Praslin, nom sous lequel s'était illustré, dans le dernier siècle, le second maréchal de Choiseul, qui, après avoir gagné la bataille de Rethel, contre M. de Turenne, avait vu depuis sa gloire s'augmenter par tous les triomphes du grand homme de guerre qu'il avait vaincu.

L'époque de cette paix est la plus importante de la vie de M. de Praslin; c'est un de ces événements d'après lesquels la voix publique prononce, pour ou contre un homme, un jugement irrévocable, et qui répandent sur le reste de ses actions une teinte qui en relève l'éclat ou qui les ternit, mais que rien ne peut effacer : qu'il me soit donc permis d'entrer ici dans quelques détails. Ces objets, je le sais, sont étrangers à ceux dont l'Académie s'occupe; mais le titre d'homme, de citoyen, en imposant l'obligation commune de se dévouer au bien de la patrie, donne à tous, par une conséquence nécessaire, le droit d'avoir une opinion sur les intérêts publics, et ce droit est inséparable de celui de la dire. D'ailleurs, si, en faisant l'éloge des savants, nous rendons compte de leurs ouvrages, c'est moins encore pour honorer leur mémoire, que pour exposer aux yeux du public les motifs de notre choix, et les soumettre à son jugement. Ainsi, lorsque nous avons appelé un homme d'État à remplir une des places desti-

nées parmi nous aux amateurs éclairés des sciences, puisque ses actions, puisque l'influence qu'il a eue sur la prospérité nationale ont été ses titres, nous en devons compte au public, afin qu'il juge si c'est à un bienfaiteur de la patrie que nous avons rendu un hommage mérité.

La guerre de 1755 avait été malheureuse : les politiques qui l'avaient préparée n'avaient calculé ni la puissance du génie de Frédéric, ni tout ce qu'un homme éloquent et audacieux oserait exiger de la nation anglaise et saurait en obtenir. De toutes les possessions de la France en Amérique, en Asie, en Afrique, il ne lui restait que Saint-Domingue, les îles de France et de Bourbon, et des établissements, jusqu'alors inutiles, à Cayenne et sur le Mississipi. La perte de ces possessions paraissait inévitable si la guerre était prolongée; l'Espagne, notre alliée, s'était déjà vu enlever l'île de Cuba; on craignait pour celle de Manille; crainte que l'événement a justifiée. Si nous avions pris Minorque au commencement de la guerre, Belle-Isle était tombée depuis aux mains des Anglais, et il ne restait sur mer que de nouveaux désastres à prévoir pour nos alliés comme pour nous-mêmes. En Allemagne, nous avions à craindre d'être réduits à soutenir une guerre défensive sur nos frontières. La Russie paraissait décidée à renoncer à des alliances qu'elle avait formées sans aucun intérêt réel, et les succès de l'Autriche contre le roi de Prusse étaient au moins incertains. Cependant, dans les dernières années, l'épuisement des finances n'avait permis à la France que des efforts trop fai-

ces pour reprendre la supériorité; chaque jour voyait diminuer ses ressources et tomber son crédit bien au-dessous de ses ressources réelles. Toutes les classes de citoyens demandaient la paix; les militaires eux-mêmes ne craignaient plus d'unir hautement leur voix à celle du peuple. A quoi devaient donc alors se borner nos espérances? A celle d'une paix par laquelle la France conserverait cette partie de l'honneur d'une nation que les malheurs de la guerre ne peuvent lui ôter, et ne se verrait pas déchue, dans l'opinion de l'Europe, du rang que sa puissance réelle lui a donné. Or, la paix de 1763 a rempli ces espérances, les seules que les malheurs de la guerre nous eussent laissées. La France se montra, dans le traité, plus fidèle à ses alliés, que des nations puissantes, qu'elle-même ne l'avait été quelquefois après des victoires. On n'y sacrifia rien de ce que l'opinion commune pouvait regarder comme un moyen de réparer nos pertes; on exigea la restitution des établissements, des colonies, qui paraissaient d'une utilité plus réelle, surtout des îles qui nous avaient été enlevées dans les Antilles, et la France obtint l'île, alors neutre, de Sainte-Lucie, dont ses ministres connaissaient l'importance pour la sûreté de cette partie de son empire. Elle conserva, soit en Asie, soit sur le banc de Terre-Neuve, tout ce qui pouvait être nécessaire pour l'établissement d'un commerce florissant, sans annoncer la prétention, alors chimérique, d'y élever une puissance rivale de la puissance anglaise: on abandonnait seulement celle de nos possessions dont la

conquête flattait le plus l'orgueil de nos ennemis, qui ne nous offrait que des avantages éloignés, qui pouvait enfin devenir dangereuse pour ses nouveaux maîtres. Ainsi le Canada, avec ses dépendances, fut laissé aux Anglais : en le restituant à la France, l'Angleterre se fût assuré un moyen de nourrir, par la rivalité qui s'établit entre deux nations voisines, la haine des Américains pour le seul allié qui pût les aider à défendre leur indépendance contre la mère patrie, et de les attacher à elle par la crainte de la domination d'un peuple dont les lois ne pourraient convenir à des hommes qui n'avaient quitté l'Europe que pour jouir de l'égalité politique et de la liberté religieuse. D'un autre côté, cette même crainte du voisinage des Français pouvait arrêter les chefs de la nation anglaise, s'ils étaient un jour assez imprudents pour essayer d'imposer un nouveau joug à un peuple qui ne portait déjà qu'avec une impatience menaçante celui auquel il était soumis. Aussi les ministres anglais avouèrent-ils que c'était à regret que, en abandonnant leurs conquêtes dans les Antilles pour garder le Canada, ils cédaient à l'opinion populaire, qu'une constitution orageuse les forçait de ménager. A la vérité, la France, déjà justement affligée de ces sacrifices nécessaires, vit, avec un sentiment d'indignation, détruire encore une fois les travaux de Dunkerque, et un commissaire de la Grande-Bretagne exercer dans une de nos villes son autorité étrangère. Mais cette condition, exigée par la paix d'Utrecht, et à laquelle on s'était soumis à

Aix-la-Chapelle, après une guerre glorieuse, était encore un article nécessaire à la sûreté du ministère britannique. En amusant l'orgueil de la populace de Londres, elle lui fermait les yeux sur des objets plus importants. Peut-être même cette condition, qui, répétée à chaque traité, devenait de plus en plus insupportable à la nation française, était-elle un moyen de lui faire sentir plus vivement la nécessité d'une marine puissante, qui la mît en état de secouer un joug odieux; et l'on pouvait croire qu'elle serait plus frappée de cette humiliation que des intérêts de son commerce. C'est ainsi qu'on a vu quelquefois des mères courageuses placer sous les yeux de leurs enfants les monuments qui attestaient les désastres de leur famille, pour les forcer à s'en occuper sans cesse, et à nourrir sans relâche le désir ardent de les réparer.

Nous avons tiré ces réflexions d'un mémoire que M. le duc de Praslin avait rédigé sur le traité de 1763, pour préparer d'avance à ses amis et à sa famille une réponse contre ceux qui, accoutumés à juger sur les apparences, ne verraient, dans cette paix, que les sacrifices qu'elle a consommés, et oublieraient que ces sacrifices n'étaient qu'une partie de ce qu'on avait perdu par la guerre, sans qu'il restât aucune espérance de rien recouvrer. On voit dans ce mémoire qu'en signant le traité, M. le duc de Praslin avait prévu l'événement qui devait amener une guerre nouvelle, dans laquelle la France aurait une juste espérance de diminuer ou de détruire la supériorité navale de l'Angleterre,

lever cet empire des mers, sur lequel
ait depuis longtemps un droit chimérique.
it, devenu réel par le fait, ne pouvait que
ver les autres nations, et les engager à secon-
ou du moins à souffrir les efforts que ferait la
rance pour la liberté commune. Aussi M. de Praslin ne négligea rien pour inspirer, aux diverses puissances de l'Europe, de la confiance dans les vues équitables et modérées de la France; pour détruire les préventions que nos malheurs, et notre zèle trop ardent pour les intérêts de nos alliés, avaient pu donner à quelques-unes. Il y réussit, et un an seulement après la paix, le roi de Prusse rendit un témoignage honorable à sa probité, à sa franchise dans les affaires, à ses intentions droites et pacifiques.

Mais la place de ministre des affaires étrangères exigeait un travail réglé, et la santé de M. le duc de Praslin ne lui permettait pas de s'y livrer. Quoiqu'il fût attaché à ses devoirs, qu'il eût naturellement du courage et de l'empire sur lui-même, il éprouvait souvent, sans avoir aucune maladie grave, une difficulté de s'occuper ou d'agir, qu'il lui était impossible de surmonter; plus d'une fois il avait demandé au roi sa retraite, mais toujours inutilement : enfin, on lui proposa le ministère de la marine, que M. le duc de Choiseul devait quitter pour reprendre celui des affaires étrangères. M. le duc de Praslin accepta ce nouveau département, parce qu'il sentait que les affaires y souffriraient moins d'une interruption de travail que sa

constitution rendait inévitable, et qu'il pourrait plus facilement réparer par une plus grande activité, dans les intervalles de ses souffrances, le temps qu'elles auraient enlevé à ses devoirs.

Établir dans un corps d'officiers destinés à exercer un art difficile et compliqué, ce goût de l'instruction et cette étude de la théorie, nécessaires pour empêcher la valeur de rester inutile ou de devenir dangereuse, et la pratique de dégénérer en routine, d'inspirer des préjugés ou de les rendre indestructibles; faire exécuter ces voyages, qui, utiles à la perfection de la géographie, comme au progrès des sciences, servent encore à exercer les marins en temps de paix, et à soutenir leur émulation; réparer les maux que la guerre avait faits à nos colonies et au commerce maritime; se préparer enfin une marine puissante, qui pût se soutenir contre celle de l'Angleterre, et cependant ne pas réveiller, par des constructions faites avec trop d'éclat, la jalousie de cette puissance : tel était le plan que se forma M. le duc de Praslin. Les faits seuls doivent prouver s'il l'a rempli.

Les élèves de la marine furent soumis à un examen sévère, et on exigea d'eux, pour être admis, toutes les connaissances préliminaires qu'un savant, exercé dans la théorie, jugea pouvoir être utiles. Les professeurs furent multipliés, et le choix en fut confié à l'examinateur que l'intérêt de sa considération personnelle devait engager à n'en proposer que de bons. M. de Praslin appela dans le corps de la marine, en le dispensant de passer par les grades

inférieurs, un géomètre célèbre, déjà depuis long-temps membre de cette Académie; il sut prévoir à la fois combien les lumières et les talents de M. de Borda offriraient de ressources à un ministre éclairé, qui saurait les employer, et tout le bien que cet exemple pourrait produire. Il savait que la supériorité, dans l'instruction, dans la théorie, était le moyen le plus sûr, le seul moyen même de balancer une supériorité de pratique et d'expérience, suite nécessaire de la position des Iles-Britanniques.

Messieurs de Chabert et de la Cardonnie furent chargés, l'un de continuer ses observations sur la Méditerranée, l'autre de lever une carte des approches de l'île de Saint-Domingue. A peine eut-on appris qu'il existait en Angleterre une montre qui pouvait être employée avec sûreté à la détermination des longitudes, que M. de Praslin s'empressa d'exciter l'émulation des artistes français; et bientôt après il ordonna, pour éprouver les montres de MM. Leroy et Berthoud, deux voyages, qui, par leur durée, le nombre des relâches, la différence des températures que les vaisseaux devaient éprouver, la nature des différentes mers qu'ils auraient parcourues, ne laisseraient aucun doute sur le degré de confiance que mériteraient ces nouvelles machines.

Le succès de ces voyages fut tel qu'on pouvait l'attendre de l'habileté de ces artistes célèbres, du zèle et de l'intelligence des officiers qui commandaient, de la réputation des savants qui les ont accompagnés; et si les horloges marines ont un

jour le degré d'utilité dont elles sont susceptibles, les Français devront au ministère de M. le duc de Praslin l'avantage de partager avec les Anglais la reconnaissance de toutes les nations navigatrices.

Un vaisseau français avait exécuté un voyage autour du monde, en 1720; mais la nation, alors trop peu occupée de ces objets, avait laissé dans une égale obscurité l'entreprise et le succès. M. le duc de Praslin chargea M. de Bougainville de la tenter une seconde fois; et ce voyage est le premier où les navigateurs, en menant avec eux des naturalistes et des astronomes, aient essayé de rendre leur expédition utile aux sciences. Jusqu'à cette époque, les voyages, entrepris dans des vues de domination ou de commerce n'avaient encore servi qu'à flatter la vanité des peuples, aux dépens desquels des nations nouvelles apprenaient à redouter et surtout à haïr le nom de l'Europe. M. de Commerson était un de ces savants, et nous lui devons la connaissance de plusieurs milliers d'espèces nouvelles de plantes. M. l'abbé Pingré, M. l'abbé Chappe trouvèrent dans M. de Praslin les mêmes marques de zèle pour les sciences, et de considération pour ceux qui les cultivent, qu'ils avaient obtenues de M. le duc de Choiseul.

M. de Praslin avait senti qu'un des plus grands services qu'il pût rendre à nos colonies, était de leur donner une législation nouvelle. Il connaissait toute la difficulté de cette entreprise; les commerçants de la métropole croyaient avoir droit d'exiger que

leur intérêt dictât les lois imposées aux colons; et cependant une loi ne peut être qu'injuste si elle n'est pas faite pour l'utilité des hommes qui doivent y être soumis. Une longue expérience a prouvé que jamais un pays où l'esclavage est établi n'a joui d'une législation paisible et modérée; et la destruction de la servitude des nègres, quoiqu'elle fût aux yeux de M. Praslin un devoir de justice, était à cette époque au-dessus du pouvoir d'un ministre, et peut-être des lumières et des vertus de la nation. Enfin, tous les préjugés de commerce, de finance, de politique, semblaient s'être réunis pour embrasser par des sophismes les principes simples qui devaient servir de base à cette législation. M. le duc de Praslin eut le courage de commencer cet ouvrage difficile en lui-même, et dont un ministre jaloux de conserver sa place eût craint même de paraître s'occuper. Des jurisconsultes habiles y ont longtemps travaillé d'après ses vues et sous ses yeux. La durée trop courte de son ministère, et sa sagesse, qui lui faisait un devoir de n'adopter qu'un système de législation bien combiné, l'ont seules empêché de rendre ce service à la métropole, comme aux colonies; car, aux yeux de tout homme éclairé, elles n'ont qu'un seul et même intérêt : c'est que la législation soit humaine, soit juste, et qu'elle respecte, dans toutes les classes d'hommes, les droits de la liberté.

Nous avons dit, dans l'éloge de M. de Maurepas, que, sous son ministère, le café transporté dans les îles de l'Amérique, y ouvrit une nouvelle source

de richesses. Ce fut sous celui de M. de Praslin, qu'un homme à qui ses vertus, son patriotisme, ses lumières, ont mérité l'estime publique et la reconnaissance de la colonie qu'il a longtemps administrée, M. Poivre, correspondant de l'Académie, enleva des épiceries dans les Moluques, et les transporta aux îles de France et de Bourbon, d'où elles ont passé à Cayenne. Mais la France ne devait pas jouir seule des avantages de cette opération, qui, un jour, délivrera l'Europe d'un monopole onéreux, en même temps qu'elle a donné aux nations de l'Asie une espérance certaine de n'avoir plus à gémir sous le poids des vexations et des cruautés que le maintien de ce monopole y a multipliées. Ainsi, ce serait mal juger de cette introduction des épiceries dans nos îles, si on la regardait seulement comme celle d'une nouvelle branche de commerce, comme un surcroît de production et de richesse : c'est la destruction d'une grande injustice qu'il faut surtout y reconnaître; et l'on pourra un jour écrire sur la tombe du ministre qui a favorisé cet établissement, et sur celle de l'homme respectable qui l'a formé : *Ils ont épargné des crimes à l'humanité; et, grâce à leurs soins, elle a vu tomber une de ses chaînes.*

On peut encore mettre au nombre des services que M. le duc de Praslin a rendus au commerce maritime et à la France, la destruction du privilége de l'ancienne compagnie des Indes, qui a été faite pendant son ministère, et à laquelle il a eu l'honneur de contribuer.

Il avait porté le nombre des vaisseaux de ligne en état de servir à soixante-dix; les bois suffisants pour en construire dix autres étaient en réserve dans les arsenaux; il y avait rassemblé les approvisionnements de toute espèce, nécessaires pour les armer; le port de Brest avait été agrandi; des magasins, de vastes ateliers, s'étaient élevés sur ses quais immenses; une artillerie, pour la fonte de laquelle on avait profité des connaissances nouvellement acquises, n'exposait plus les matelots à craindre leur canon plus que celui de l'ennemi. Tout cela s'était exécuté sans exciter, de la part de l'Angleterre, une seule plainte, un seul mouvement d'inquiétude. Il est vrai qu'en France on l'ignorait également. Si M. de Praslin faisait construire un nouveau vaisseau, il lui donnait le nom d'un vieux navire hors de service. Ainsi une construction nouvelle passait pour une simple réparation. Il avait senti qu'il ne pouvait faire le bien qu'en secret; et ce sacrifice d'une réputation passagère ne lui avait rien coûté.

Lorsque, vers la fin de 1770, la guerre menaça de s'allumer, la France se trouvait en état d'avoir, au premier ordre, vingt vaisseaux de ligne prêts à se mettre en mer; vingt autres étaient préparés pour les suivre; le reste devait se joindre à une escadre espagnole pour forcer l'Angleterre à tenir dans la Manche une partie de ses forces. Cette puissance n'aurait eu, dans le premier moment, que quinze vaisseaux à nous opposer; la supériorité de la France était assurée durant la première année de

la guerre dans les Antilles comme dans l'Inde, événement qui eût été unique dans notre histoire navale. Déjà les négociants anglais établis dans les Antilles avaient senti le danger de leur position; ils s'étaient adressés à leurs correspondants à la Martinique, pour y mettre en sûreté leurs effets les plus précieux. L'état florissant de la marine française contribua sans doute alors au maintien de la paix, dont la rupture trop prompte eût retardé la révolution heureuse à laquelle les mers et le commerce devront leur liberté.

Ces détails suffiraient pour répondre aux seuls reproches qu'on ait faits au ministère de M. le duc de Praslin. Si l'on était forcé de respecter son équité et de convenir qu'il était éclairé, ami de l'ordre, économe du trésor de la nation, dans ce département comme dans le premier qui lui avait été confié, ses souffrances habituelles pouvaient faire croire, ou du moins permettaient de dire qu'il manquait d'activité et d'application.

Mais nous pouvons ajouter que, chargé, comme ministre, de rapporter des affaires au conseil, jamais il ne se permit d'en rapporter une sans avoir vérifié sur les pièces originales les extraits, les citations des mémoires rédigés dans ses bureaux : « Si je me trompe en jugeant d'après vous, « disait-il à ses commis, je suis responsable de votre « erreur; si c'est en jugeant d'après moi-même, j'ai « rempli mon devoir, et ma conscience ne me re- « prochera rien. » Enfin, lorsqu'après sa retraite du ministère, des hommes dont il ne devait pas

attendre de l'indulgence, se firent rendre compte de son département, et qu'ils furent initiés dans le secret de ses vues et de ses plans, ils se virent contraints de lui rendre un témoignage dont les circonstances ne permettaient pas de soupçonner la sincérité.

L'union de M. le duc de Praslin avec M. de Choiseul fut inaltérable, malgré la différence de leurs caractères, de leurs goûts, de leurs opinions, et peut-être même à cause de cette différence qui les rendait souvent nécessaires l'un à l'autre. Elle contribua aux succès de leur administration en portant dans trois grands départements, liés entre eux par la nature des affaires, cette unité de vues et de principes si nécessaire, et cependant si difficile à établir entre des ministres qui agissent séparément et d'une manière indépendante : car la probité et le zèle pour le bien public ne pourraient peut-être même établir un tel concert entre deux hommes dont l'amitié et la confiance n'auraient pas précédé leur réunion dans le ministère. En parlant des opérations exécutées sous M. de Praslin, dans deux départements confiés l'un et l'autre à M. de Choiseul, avant ou après lui, il serait souvent impossible de distinguer ce qui leur appartient en particulier ; mais chacun d'eux eût consenti à en partager l'honneur avec son ami, eût vu avec peine qu'un zèle indiscret tentât de lui assigner une part séparée ; et nous croyons devoir respecter, aujourd'hui même qu'ils ont cessé de vivre, le secret de leur amitié et de leur confiance. Ils eurent encore

un mérite commun, d'autant plus digne de la reconnaissance secrète des citoyens, qu'il peut difficilement être l'objet d'un éloge public, et qu'il est trop souvent oublié par l'histoire; c'est celui d'oser prendre la défense des opprimés, d'écouter la voix de sa conscience plutôt que celle des intérêts politiques, et de s'exposer, par amour pour la justice, à la vengeance de particuliers accrédités ou de corps puissants, dont la haine est encore plus dangereuse, et frappe avec moins de scrupule les défenseurs à côté de la victime.

M. le duc de Praslin avait été nommé honoraire de l'Académie en 1770. Cette compagnie s'est toujours fait un devoir d'appeler dans son sein ceux des ministres de la marine qui, en cherchant à répandre l'instruction, en employant leur pouvoir à favoriser les progrès des lumières, ont acquis des droits à notre reconnaissance. C'est un moyen de resserrer une liaison déjà formée par le besoin qu'a souvent l'Académie du ministre de la marine, pour des recherches importantes; et celui que le ministre daigne paraître avoir quelquefois des avis et des lumières de l'Académie.

M. de Praslin avait désiré cette place, et c'est la seule pour laquelle il ait montré quelque ambition. Il aimait les sciences et en avait étudié quelques-unes; il ne comptait pas se borner à paraître quelquefois dans nos séances; il savait qu'une assiduité habituelle à nos assemblées lui offrirait un délassement accompagné d'instruction et d'utilité; avantage précieux pour un esprit mûri par l'âge, les réflexions et

l'habitude des grandes affaires. C'était une ressource qu'il s'était préparée pour le temps où il devait les quitter.

Il sentait bien que sa santé l'en priverait souvent; mais il ne s'était pas prononcé qu'il ne pourrait jamais en jouir. Le sentiment que ce mot exprime est un de ceux que l'homme souffrant repousse avec le plus de force; et les espérances vagues et chimérique d'un état plus heureux sont la dernière jouissance que laisse la nature à ceux qu'elle accable de privations.

Au mois de décembre 1770, M. le duc de Praslin reçut l'ordre de se démettre de sa place et de se retirer dans ses terres : il apprit avec tranquillité la nouvelle d'une disgrâce qu'il avait prévue, et dont les motifs lui étaient absolument étrangers. Il se soumit avec résignation à une rigueur dont il avait espéré que ses infirmités habituelles le préserveraient, sur la foi des promesses, de l'exécution desquelles la sage modération de sa conduite paraissait devoir lui répondre. Il dormait après son dîner, suivant son usage, lorsqu'il apprit son exil; et quand celui qui était chargé de l'annoncer fut sorti, il fit refermer ses rideaux et se rendormit. Cet exil ne dura que huit mois, et M. le duc de Praslin ne crut pas avoir payé trop cher la liberté de passer le reste de sa vie, loin des affaires, dans le sein de sa famille et auprès de ses amis. Ses infirmités augmentèrent avec l'âge : dans l'automne de l'année dernière, il eut une maladie vive qui épuisa ses forces : sa convalescence fut longue et pénible ; et sa

mort, causée par le dépérissement et la faiblesse, termina quarante ans de souffrance. Il mourut le 15 octobre 1785, âgé d'environ soixante-quatorze ans.

M. le duc de Praslin avait un esprit réfléchi et sérieux; son extérieur était froid, son âme était calme; il savait cacher les émotions et les peines qu'elle pouvait éprouver; mais il était capable de sentiments tendres et constants : comme homme public, son accueil était réservé, pouvait même paraître sévère; il promettait peu, parce qu'il respectait ses engagements; donnait peu d'espérances, parce qu'il savait qu'on peut les prendre pour des promesses; mais, sans dureté comme sans humeur, il montrait de la bonté aux malheureux, de l'estime et de l'intérêt aux gens de mérite, de la politesse à tous les autres. Il avait, avant d'être en place, des amis qu'il a conservés, auxquels, soit pendant son ministère, soit dans son exil, soit dans sa vie privée, il a témoigné les mêmes sentiments, et qui, dans ces différentes époques, lui ont montré un attachement toujours égal. Il en eut parmi les gens de la cour, dont plusieurs, employés par lui dans des ambassades importantes, ont fait honneur à son choix; et ceux qui lui ont survécu, fidèles à sa mémoire, ont bien voulu m'aider à lui rendre un faible hommage. Il en eut, parmi les hommes attachés à ses départements, qui m'ont offert les mêmes secours avec un intérêt vif et tendre, que le seul devoir, uni même à la reconnaissance, ne peut inspirer. Il était aimé de ses enfants, des personnes

qui, en entrant dans sa famille, en avaient pris le titre et les sentiments. Malgré l'austérité apparente de son extérieur, sa bonté facile avait gagné ceux même que leur âge semblerait devoir éloigner de la vieillesse infirme et souffrante; ils s'empressaient de lui rendre des soins, voulaient être à ses côtés, aimaient à l'entendre et se plaisaient avec lui. Il a été vivement regretté de ses domestiques, qui, de même que sa famille, et tous ceux qui dépendaient de lui, l'avaient trouvé constamment juste, bon, bienfaisant, quelquefois même généreux dans des occasions importantes, malgré son économie, ou plutôt parce que son économie lui permettait de l'être. Son fils a écrit des mémoires pour sa vie, que je ne me permettrai de louer, qu'en regrettant de n'avoir pu conserver ici en entier ce monument de la tendresse du fils et des vertus domestiques du père. Ce zèle pour la mémoire de M. de Praslin, si général dans ceux qui ont été liés avec lui par le sang, par l'amitié, par la reconnaissance, ne doit pas être oublié dans son éloge. On s'intéresse si faiblement à la gloire de ceux qui ne sont plus! les hommes autour desquels une foule empressée prodiguait les louanges et les hommages sont-ils descendus dans le tombeau, elle s'en éloigne, et laisse leur nom s'y ensevelir avec eux : on les louait par intérêt, par esprit de parti; mais l'intérêt et l'esprit de parti ne louent point les morts : et sans doute celui dont la mémoire, loin d'être entourée d'un si triste silence, a mérité que tant de voix s'empressassent de la bénir ou de la célébrer, n'aurait point obtenu cette excep-

...e, s'il ne l'eût méritée par des vertus.

LOGE DE M. GUETTARD.

...tienne Guettard, docteur régent de la Fa-
... médecine; de l'Académie de Stockholm;
...tés de botanique de Florence et de Bâle;
... Société physiographique de Londres; pension-
... de l'Académie des sciences, naquit à Étampes,
... septembre 1715, de Jean Guettard et de Marie
...urain.

...eul maternel de M. Guettard était apothicaire
Étampes : aux travaux de son état, à des soins
...ants pour les pauvres de sa ville et des parois-
...es voisines, il joignait des connaissances très-éten-
...ues dans la botanique, qu'il cultivait pour son propre
bonheur, pour le plaisir d'observer et de s'instruire,
sans aucune vue ni de gloire ni d'ambition littéraire,
comme en un mot il serait à désirer que les sciences
d'observation fussent cultivées dans les provinces.
Alors on verrait des hommes modestes, animés par
le seul besoin de s'occuper, rassembler de toutes
parts ces faits isolés, que le désir de se faire un nom
aurait négligé de recueillir, et dont cependant la
réunion est la seule base solide sur laquelle le génie
puisse élever des théories précises et durables. Ainsi
l'on doit regretter, pour le progrès des sciences,
comme pour le bien même des provinces, que les
hommes éclairés y soient devenus si rares, et que la

capitale appelle aujourd'hui tous les talents, pour en perfectionner un petit nombre, en corrompant ou en étouffant tout le reste.

Le jeune Guettard, attaché à son grand-père dès ses premières années, l'accompagna dans ses promenades aussitôt qu'il put marcher, et ses promenades étaient de véritables herborisations. Ramasser des plantes, en demander les noms, apprendre à les connaître, à en distinguer les différentes parties, à en saisir les caractères, tels furent les jeux de son enfance.

Son aïeul crut voir dans cette activité le germe d'un talent réel pour l'observation des plantes : on décida dans la famille qu'il ne fallait rien négliger pour l'encourager. Ainsi, en même temps que la nature avait formé M. Guettard pour les sciences, le hasard avait tout disposé pour que l'on s'aperçût à temps de ces heureuses dispositions et du goût naissant qui indiquait le genre pour lequel il était né.

Cette observation se présente sans cesse dans l'histoire des savants, et rien ne prouve mieux peut-être l'utilité d'une éducation publique, qui, s'étendant à toutes les classes de la société, offrît à tous les enfants, moins une instruction suivie, que ces premiers éléments de chaque science, utiles à tous les hommes, donnât en même temps le moyen de distinguer dans chaque individu les premières lueurs du talent, la première aurore du génie, fît passer sous les yeux de tous les divers objets de nos connaissances, et fournît à ces goûts distincts, à ces

...tions particulières plus communes qu'on ne ...it, une occasion certaine de naître et de se montrer.

Par ce moyen, aucun homme né pour avoir du génie ne serait perdu pour la société; les talents deviendraient moins rares, animés par une concurrence plus grande, et, s'entr'aidant les uns les autres avec plus de force, leur nombre ne serait pour eux qu'un moyen de plus de se perfectionner et de s'agrandir.

On destinait M. Guettard à l'état d'apothicaire à Étampes; c'était le vœu du respectable vieillard qui avait veillé sur ses premières années. Être utile à ses compatriotes; répandre des secours sur des malheureux fixés près de lui, attachés au même sol; pouvoir veiller sur le bien qu'il leur avait fait et le perfectionner; ajouter au plaisir de la bienfaisance celui d'en revoir souvent les objets; jouir de cette considération que donnent les lumières et la vertu auprès des hommes simples qui ne les apprécient pas, mais les jugent par leurs effets; être heureux par la bonté, le repos et l'étude : tel avait été le sort de M. Descurain, et il n'en désirait pas un autre pour son petit-fils.

Cependant, lorsqu'il le vit, au sortir de ses études, obtenir l'estime, les encouragements de MM. de Jussieu, de ces hommes dont lui-même se faisait tant d'honneur d'être le correspondant et l'ami, il ne s'opposa point à la destinée plus brillante qui semblait s'offrir à l'enfant dans lequel il s'était accoutumé à voir l'appui de sa vieillesse. Il sacrifia

cette douce espérance au bonheur ou plutôt à la gloire de son petit-fils, et la consolation de recevoir ses soins au plaisir de jouir de ses succès.

M. de Réaumur avait entrepris sur les sciences et sur les arts des travaux immenses auxquels il ne pouvait suffire seul; il cherchait à s'attacher de jeunes gens dont les talents naissants avaient encore besoin d'appui : ils l'aidaient dans ses travaux, achevaient de s'instruire sous ses yeux, trouvaient dans ses livres, dans ses cabinets, dans son laboratoire, ces secours qui, au milieu de tant d'institutions faites en faveur des sciences, manquent encore si souvent à la jeunesse laborieuse, mais pauvre et obscure. Enfin rendus à eux-mêmes au bout de quelques années, ils ne paraissaient dans le monde qu'avec un nom déjà connu, et préservés, par des liaisons utiles, des dangers dont l'entrée de la carrière des sciences est souvent semée. La plupart de ces élèves sont entrés ensuite dans l'Académie, et tous ont conservé pour M. de Réaumur une reconnaissance tendre et durable, qui prouve à la fois, et qu'il les avait bien choisis, et qu'il avait su oublier avec eux jusqu'à l'espèce de supériorité que pouvaient lui donner son âge, ses longs travaux et une réputation confirmée. M. Brisson nous reste seul de ces élèves de M. de Réaumur. On aime dans les compagnies savantes à se rappeler ces filiations qui nous rendent plus chers les talents dont nous jouissons, en les unissant au souvenir de ceux que nous avons perdus.

En 1743, M. Guettard entra dans l'Académie comme botaniste, et il nous reste à rendre compte

travaux qui, bornés d'abord à la botanique, [illegible] ensuite à la minéralogie.

Les botanistes avaient reconnu dans plusieurs des plantes, et surtout dans leurs feuilles, des corps arrondis différents de grandeur et de forme, et destinés à remplir l'intervalle de leurs vaisseaux et de leurs fibres. Quelques-uns de ces corps sont terminés par des appendices auxquels on a donné le nom de filets ou de poils. Ces glandes contiennent une liqueur que dans plusieurs genres de plantes elles laissent suinter, et qui se montre tantôt comme une eau plus ou moins transparente, tantôt comme une substance concrète ou résineuse, ou sucrée.

Un examen plus approfondi de ces parties fit apercevoir à M. Guettard, qu'elles pouvaient devenir un véritable caractère botanique, constant dans les plantes d'un même genre, et propre, par conséquent, à marquer les limites de certains genres, entre lesquels les botanistes n'avaient pu établir encore que des distinctions incertaines; il vit même que ce caractère était du nombre de ceux dont l'identité établit, entre les espèces des plantes, ces rapports multipliés qui indiquent un rapprochement naturel et indépendant des méthodes.

Ces recherches étaient du nombre de celles dont le mérite ne peut être senti que par les savants, qui paraissent inutiles ou minutieuses aux autres hommes, et dont on peut espérer tout au plus cette espèce de gloire que, dans les genres où le public n'ose s'ériger en juge, il accorde sur la foi de ceux

qu'il croit en droit de juger. Elles eurent le bonheur d'obtenir le suffrage de Linnæus. M. Guettard ne put y être insensible, mais il parut, dans le reste de sa vie, presque indifférent sur le sort de ses autres ouvrages; content d'avoir une fois mérité l'estime de ce grand homme, il crut en avoir fait assez pour sa gloire, et sembla ne plus travailler que pour le bien des sciences, sans aucun retour sur lui-même.

On a donné le nom de *parasites* à des plantes qui s'attachent à d'autres, se nourrissent de leur suc, et croissent à leurs dépens. M. Guettard, en étudiant ce que les botanistes avaient dit de ces plantes, vit que ce phénomène, tout commun, tout anciennement connu qu'il était, n'avait jamais été examiné avec cette exactitude si essentielle dans des sciences de faits, où l'on ne peut regarder comme vraiment connu que ce qui l'est avec une précision rigoureuse.

M. Guettard distingua les parasites en trois classes: les unes croissent sur une plante étrangère, sans rien tirer de la terre, sur laquelle elles ne pourraient vivre; les autres ont de véritables racines, doivent une partie de leur nourriture au sol sur lequel elles sont placées; elles pourraient subsister sans le secours des autres plantes, et cependant elles cherchent à s'y unir pour y trouver à la fois un appui et une nourriture plus appropriée à leur constitution. Enfin, il y en a une troisième classe, que M. Guettard nomme *fausses parasites*, et qui, bien que placées sur les différentes parties d'une autre plante, et même y étant attachées, n'en tirent cependant aucune nourriture et n'en ont besoin que

pour s'élever. Mais c'était surtout l'organe par lequel les parasites de la seconde classe s'attachent à une plante, pénètrent dans sa substance, et en tirent leur nourriture, qu'il était important de connaître et de décrire.

Un parenchyme composé de glandes est entouré, dans l'intérieur des plantes parasites, par des faisceaux de fibres longitudinales; lorsque la tige d'une de ces plantes se courbe sur la branche qui doit la nourrir, son écorce se brise; des glandes semblables à celles du parenchyme sortent par cette ouverture, s'étendent, forment un mamelon, au milieu duquel une production des fibres longitudinales devient une espèce de suçoir qui s'introduit dans l'écorce et jusqu'au bois de la branche nourricière, pour y pomper les sucs destinés à alimenter la plante parasite.

Les végétaux ont une transpiration insensible comme les animaux; cette transpiration varie suivant les différentes espèces, et n'est pas, à beaucoup près, la même pour toutes les parties des plantes; quelquefois elle excède dans un seul jour le poids entier de la branche qui l'a fournie; elle est plus forte dans les jours qui suivent un temps pluvieux : la chaleur ne contribue point à l'augmenter, mais la présence et l'absence de la lumière l'accélèrent ou l'arrêtent. Cette influence de la lumière sur la transpiration, comme sur la couleur des végétaux, semble en indiquer une sur les êtres animés : jusqu'ici elle est moins connue, quoique plusieurs médecins aient paru l'observer. Les personnes d'une

sensibilité délicate ont cru l'éprouver quelquefois, et on était tenté souvent de la confondre avec l'effet moral des distractions, même involontaires, que produit le sens de la vue, et qui paraissent soulager nos maux, parce qu'elles nous les font oublier. Mais dans ce moment où l'opinion que la substance de la lumière peut se combiner avec les corps, et devenir un de leurs éléments, commence à être mise au rang des vérités chimiques, la réalité de cette influence de la lumière sur les corps animés est devenue plus probable, et elle offre, à ceux qui voudraient en faire l'objet de leurs recherches, l'espérance doublement séduisante de parvenir à des résultats singuliers, et de trouver des vérités utiles.

M. Guettard eut encore ici le mérite de substituer dans la botanique une suite d'expériences précises, et capables d'éclairer sur un phénomène important de l'économie végétale, à de simples aperçus, dont on s'était contenté jusqu'à lui.

La botanique, qui avait été la première passion de M. Guettard, parut au bout de quelque temps céder presque entièrement la place à la minéralogie. Connaître les éléments dont sont composées les substances minérales répandues sur la surface du globe, ou enterrées dans son sein à différentes profondeurs; apprendre à distinguer, d'après leur forme, ou des qualités extérieures faciles à saisir, les corps simples ou composés, formés par ces différentes substances; observer de quelle manière ces matières se trouvent disposées sur le globe, tantôt rassemblées en grandes masses, tantôt confondues

entre elles, mais suivant une loi régulière; savoir quels genres sont constamment réunis dans un même pays, quels autres sont constamment séparés; remonter de ces observations aux causes plus ou moins éloignées qui ont formé les divers minéraux, aux moyens que la nature a employés pour les produire, et de là, s'élever enfin aux lois générales qui ont présidé à l'ordre suivant lequel ils se présentent à nos regards, tel est l'objet de la science minéralogique.

On voit donc qu'après la nomenclature des substances minérales, la géographie naturelle doit être la base de cette science. M. Guettard est le premier naturaliste qui ait senti et fait connaître la nécessité des cartes minéralogiques, qui ait osé concevoir l'ensemble de ce grand travail, et entreprendre d'en exécuter quelques parties; il forma le plan d'un atlas minéralogique de la France, et même de l'Europe : des caractères chimiques devaient indiquer, à côté de chaque lieu, la nature des carrières ou des mines, en même temps que d'autres signes faisaient connaître à laquelle des trois grandes divisions qu'il établissait, et qu'il avait nommées *bandes*, appartenait chaque canton particulier. Des voyages successifs dans presque toutes les provinces de France, en Italie, en Allemagne, en Pologne, réunis à ce que des lectures immenses avaient pu apprendre à M. Guettard, l'ont mis à portée de publier un assez grand nombre de ces cartes; mais il avait senti qu'il lui serait impossible de terminer seul, même l'atlas de la France. Témoin de l'ardeur que M. Lavoisier

montrait pour les sciences, il l'avait dès sa plus grande jeunesse associé à ce travail, pour lequel les lumières d'un chimiste sont plus nécessaires, peut-être, que M. Guettard lui-même ne le pensait : il y attachait un grand prix, mais c'était pour désirer que son entreprise ne fût point abandonnée, plutôt que pour s'en assurer la gloire exclusive; une fois certain d'avoir un successeur, il sembla se reposer sur lui du soin de continuer l'ouvrage, et même de le perfectionner.

Il serait à désirer qu'au lieu de la connaissance très-utile, mais vague encore, qui résulte de cartes ainsi construites, on trouvât, soit par un usage de signes plus compliqués, soit par quelque autre méthode, le moyen de représenter non-seulement deux des substances qui appartiennent à un même lieu, mais la suite des substances principales qu'on y rencontre, suivant l'ordre de profondeur où elles se trouvent; que des coupes habilement choisies et jointes à chaque carte indiquassent la disposition de ces substances entre elles, et missent à portée de saisir véritablement l'ensemble d'un pays et sa constitution minéralogique. Un jour, sans doute, de telles cartes seront exécutées pour toutes les parties du globe, et c'est alors seulement qu'on pourra déterminer les lois générales que la nature a suivies dans la distribution des substances minérales. Pour remonter ensuite de ces lois à la connaissance des causes de cette distribution, et donner une théorie de la terre, il restera encore un pas immense à franchir; mais, pour le franchir avec succès, pour ne pas s'exposer

à ne retirer de ses efforts d'autre fruit qu'une chute honteuse, il faut pouvoir s'aider de ces matériaux épars, de ces résultats minutieux d'une recherche pénible que M. Guettard s'occupait à rassembler : et il a plus fait pour avancer la véritable théorie de la terre, sur laquelle il n'a jamais osé se permettre une seule conjecture, que les philosophes qui ont fatigué leur génie à imaginer ces brillantes hypothèses, fantôme d'un moment, que le jour de la vérité fait bientôt rentrer dans un néant éternel.

Les voyages de M. Guettard, et surtout le plan qu'il s'était formé, non d'étudier les objets d'histoire naturelle que les recherches des savants avaient déjà indiqués à la curiosité des voyageurs, mais de tout voir, de tout examiner dans les pays qu'il parcourait, furent pour lui l'occasion d'une découverte importante.

Il observa le premier, en 1755, que les montagnes d'Auvergne étaient des volcans éteints. Il allait à Vichy avec M. de Malesherbes, autrefois son condisciple, depuis son ami. Un goût commun pour l'histoire naturelle, l'amour de la liberté, la franchise, l'oubli absolu de toute ambition, le même mépris pour toutes les chaînes dont l'usage accable l'homme de la société, avaient formé entre eux une liaison intime que les différences d'opinions, de caractère, d'occupations n'avaient pu briser. A Moulins, M. Guettard remarque une borne formée d'une pierre noire; il croit la reconnaître pour une lave, et demande d'où vient cette pierre : on lui dit qu'elle vient de Volvic. *Volcani vicus*, s'écria-t-il sur-le-

champ; il continue sa route, et aperçoit le sommet du Puy-de-Dôme. « Je reconnais un volcan, dit-il; « tel est l'aspect du Vésuve, de l'Etna, du pic de « Ténériffe que j'ai vus gravés » (car jusqu'alors aucun volcan actuellement enflammé n'avait frappé ses yeux). Déjà sûr de sa découverte, il détermine M. de Malesherbes à faire un voyage en Auvergne, monte avec lui sur le Puy-de-Dôme et le Mont-d'Or, reconnaît les cratères, les laves, les couches inclinées et parallèles que des matières fondues ont dû former, remarque encore d'autres volcans dans le Forez, et revient annoncer à Paris que ces mêmes Gaules, qui, suivant la superstition ancienne, étaient à l'abri des tremblements de terre, avaient, dans des temps plus reculés encore, été couvertes de volcans. Bientôt après, d'autres savants ont observé, dans des pays aujourd'hui aussi tranquilles, des traces non moins certaines de ces anciens incendies. Ces éruptions effrayantes, que l'on croyait un fléau particulier à quelques points isolés, sont maintenant reconnues pour un des phénomènes les plus généraux du globe. Dans toutes les contrées de l'Europe, on a trouvé des chaînes de montagnes qui ont lancé des flammes, des terrains immenses y sont encore couverts des débris des volcans. Des pierres dont on ignorait l'origine, telles que le basalte, sont le produit et les témoins de ces antiques embrasements, et un naturaliste de cette Académie, M. Desmarest, qui a le premier découvert cette origine du basalte, a porté la précision de ses recherches jusqu'à reconnaître, dans un même pays, les traces de plusieurs

embrasements successifs; il a fait voir que des terrains aujourd'hui paisiblement cultivés, ont été plus d'une fois couverts de ces torrents enflammés à des époques distinctes et très-éloignées entre elles.

Souvent on est injuste envers les auteurs de ces découvertes dues à la seule observation, on les attribue au hasard; c'est lui, dit-on, qui a conduit l'observateur dans cette contrée, qui a mis sous ses yeux cet objet ou ce phénomène; pour le voir, il ne fallait que les ouvrir. Mais pourquoi d'autres hommes, non moins éclairés, qui avaient parcouru les mêmes pays, n'avaient-ils rien aperçu? Il faut donc reconnaître, dans ces observateurs plus heureux, quelque chose de plus que l'instruction et la patience à observer; il existe donc pour les sciences des faits, comme pour les sciences de combinaisons, des qualités qui constituent le véritable talent. Dans celles-ci, une attention plus forte qui se concentre sur un seul objet; dans les autres, une attention plus continue, qui, en se partageant, est partout présente, et ne laisse rien échapper. Dans les premières, une force de tête capable de rassembler un grand nombre d'idées, et d'en saisir à la fois tous les rapports; dans les secondes, un tact sûr et rapide qui avertit que tel objet n'a pas encore été décrit, que tel phénomène mérite d'être étudié.

Nous terminerons ici cette esquisse des travaux de M. Guettard : nous n'avons cité que ceux qui ont mérité une place dans le système des connaissances humaines, et nous nous bornerons à indiquer près de deux cents mémoires sur toutes les parties

de l'histoire naturelle, qui tous renferment des observations précieuses par leur précision et par la fidélité avec laquelle l'auteur les a présentées.

En 1748, M. le duc d'Orléans, retiré à Sainte-Geneviève, s'attacha M. Guettard en qualité de naturaliste. Ce prince alliait, à la plus grande dévotion, un goût très-vif pour les sciences physiques et pour les arts qui en dépendent. Il trouvait en M. Guettard tout ce qu'il pouvait désirer dans un homme destiné à partager sa solitude : de grandes connaissances dans toutes les parties de l'histoire naturelle, des opinions religieuses qui se rapprochaient des siennes, enfin une piété dont ses actions ne permettaient pas de soupçonner la sincérité. M. le duc d'Orléans avait quitté le monde pour s'épargner le spectacle de l'hypocrisie plutôt encore que celui du scandale; il savait avec quelle facilité, auprès des princes religieux, le désir de leur plaire multiplie l'alliance révoltante des pratiques de dévotion et d'une conduite licencieuse, des apparences du zèle avec les fureurs de l'orgueil et de l'envie, des discours où l'on exagère la morale avec des sentiments et des actions qui en offensent les principes et les règles : il avait prévu quelle foule de vices sa vertu même pourrait faire naître autour de lui, et il avait fui dans la retraite.

On voit dans nos Mémoires qu'il suivit la plupart des travaux de M. Guettard, que plusieurs ont été entrepris d'après ses vues : il aimait en lui cet amour des sciences, purifié par l'indifférence pour la renommée, et cette franchise, souvent un peu

brusque, qui avait pour un prince l'attrait de la nouveauté. A sa mort, il lui laissa son cabinet d'histoire naturelle, et M. Guettard le céda à M. le duc d'Orléans, son fils, qui lui accorda le titre de garde de ce même cabinet, avec une médiocre pension et un petit logement au Palais-Royal. C'en était assez pour le bonheur d'un savant, dont le seul plaisir était l'étude, et qui n'avait jamais conçu que la place qu'on occupe dans la société pût ajouter de nouveaux besoins à ceux auxquels la nature a soumis tous les hommes. Sa dépense resta la même après les faibles accroissements que reçut sa fortune toujours très-modique, et il ne s'aperçut qu'il était un peu plus riche, que par le plaisir de faire plus de bien.

Les autres événements de la vie de M. Guettard ont été ses voyages, soit dans nos provinces, soit dans les pays étrangers; il en a donné des relations, où, bien différent de la plupart des autres voyageurs, il parle beaucoup plus de ce qu'il a vu que de lui-même. Dans tous, il acquit des amis, mérita l'estime publique, et se fit quelques querelles; c'était la suite de son caractère : la franchise, la probité et la bonté en étaient le fond; mais un peu de brusquerie, un penchant à l'humeur, ôtaient à ces vertus une partie de leurs charmes, et pouvaient quelquefois les faire méconnaître.

Il avait été très-religieux dès sa jeunesse, et le fut toute sa vie : élevé successivement chez les jésuites et chez les adversaires des jésuites, il avait embrassé avec zèle le parti qui lui paraissait persé-

cuté, choix bien naturel à toute âme noble et sensible. Il eut avec Pascal un autre trait de ressemblance, ce fut de ne pouvoir souffrir dans les affaires de religion ces ménagements politiques que l'on honore du nom de sacrifice pour le bien de la paix. Il ne voyait point de milieu entre la vérité et le mensonge, entre ce qu'on croyait et ce qu'on ne croyait pas; il eût pardonné une erreur de bonne foi, plus aisément que l'artifice ou la faiblesse, dans la défense de ce qu'on croyait être la vérité. Dévot, et dévot de parti, on serait tenté de penser qu'il a dû être intolérant; un sentiment profond de justice et d'humanité l'en a préservé : il n'avait d'intolérance que dans ses discours, et seulement lorsqu'il était animé par la contradiction. Facile à s'irriter, il perdait alors le pouvoir de retenir ses mouvements et de mesurer ses expressions; mais averti par sa bonté naturelle, rappelé à lui-même par la religion, il se reprochait sa vivacité, et souvent en demandait pardon. Cependant, en convenant ou de son humeur ou de la dureté de ses expressions, s'il n'avait pas changé d'opinion, il se gardait bien de le dire, et un amour-propre délicat eût quelquefois été plus blessé de ses réparations que de ses injures. Sujet à des préventions, et comme religieux et comme médecin, souvent même à des préventions personnelles, elles ne l'écartaient pas de la justice. Un de ses confrères le remerciait un jour de lui avoir donné sa voix : « Vous ne me devez rien, lui répondit-il; si « je n'avais pas cru qu'il fût juste de vous la donner, « vous ne l'auriez pas eue, car je ne vous aime pas. »

Si une telle franchise offense quelquefois, au moins a-t-elle sur la politesse l'avantage d'inspirer la confiance : on sait ce qu'on doit espérer ou craindre. Une société composée d'hommes de ce caractère, si elle perdait quelques agréments, gagnerait en revanche deux biens inestimables, la paix et la sûreté; et on ne peut préférer à cette franchise, sévère dans sa naïveté, qu'une franchise plus douce, tempérée, non par des ménagements de convention ou de politique, mais par une sensibilité vraie, que la crainte de blesser rend adroite ou caressante. Peu d'hommes ont eu plus de querelles, se sont brouillés plus souvent d'une manière ouverte; mais il n'a jamais fait le moindre mal à personne, ni porté la moindre atteinte à la réputation même littéraire de ses prétendus ennemis. Je l'ai entendu parler avec l'intérêt le plus vrai, le plus tendre même, d'un savant avec lequel il avait alors une dispute, dont il avait à se plaindre, et qui, l'ayant offensé, se croyait l'objet de sa haine.

Il n'aimait rien de ce qui dominait sur les opinions ou sur les hommes : difficile à vivre pour ceux auxquels il pouvait supposer des prétentions ou des titres à la supériorité, il était humain, même doux et facile, avec ses inférieurs. Il était béni, respecté par les pauvres, les gens du peuple, les domestiques : dans les uns il paraissait craindre des tyrans, les autres n'étaient pour lui que ses frères. Cette espèce d'aversion pour tout ce qui avait de la grandeur ou de l'éclat, s'étendait jusqu'à la supériorité de gloire et de génie ; il croyait voir dans toutes les

grandes réputations, un mélange de charlatanerie qui les avilissait à ses yeux. Le talent du style, l'art de présenter les objets, ne lui paraissaient que des moyens de tromper : ce sentiment n'était pas de l'envie, il n'était injuste qu'envers ceux dont il ne pouvait apprécier le génie, et dont il croyait de bonne foi que la gloire était usurpée; et ce qui le prouve, c'est que Linnée n'a jamais eu d'admirateur plus sincère, et que le seul homme pour qui M. Guettard ait montré de l'enthousiasme, est précisément celui dont il pouvait être le plus jaloux, mais aussi celui dont il sentait plus le mérite. Nous avons vu qu'il avait aussi pardonné à M. de Malesherbes et sa réputation et ses places, peut-être parce que, le connaissant mieux, il l'avait vu parvenir à la renommée, en ne songeant qu'à la justice et à sa conscience, et, plus étonné qu'enorgueilli de sa gloire, accepter les places avec résignation pour les quitter avec joie.

M. Guettard ne pouvait se défendre d'un mouvement d'humeur lorsqu'il voyait qu'on lui enlevait la priorité d'une observation, et il en avait même un peu plus que si un autre eût été l'objet de cette injustice. Ce n'est pas qu'il attachât beaucoup de prix à la réputation, il s'en serait fait un scrupule; mais comme il ne donnait aucun soin à son style, comme l'originalité souvent piquante, la finesse qu'il montrait dans la conversation et dans ses lettres, disparaissaient dans ses ouvrages, que ses mémoires étaient difficiles à lire, il ne pouvait se dissimuler qu'il avait peu de lecteurs; il était frappé de la crainte qu'on ne l'estimât point, et il ne lui avait pas été

donné de porter l'humilité jusqu'à souffrir avec patience une injustice qui aurait été si peu méritée. Cette idée, qui l'occupait trop souvent, était une des causes de son humeur, et la seule qui ne fût pas une suite de ses vertus, de sa haine pour l'intrigue et pour la charlatanerie, haine qui les lui faisait voir où elles n'étaient pas, d'un amour pour la justice et pour la vérité, aussi facile à blesser que pourrait l'être une passion dominante. Ce dernier sentiment lui faisait regarder toute espèce d'éloges, et même les éloges académiques, comme de véritables mensonges. *Vous allez bien mentir,* me disait-il quelquefois, en me parlant d'une de nos séances publiques, et il ajoutait : *quand il s'agira de moi, je ne veux que la vérité.* Ce désintéressement, si rarement sincère, était dans son âme, et en remplissant ici ses intentions à la rigueur, je lui rends l'hommage qu'il eût le plus désiré. Il cherchait si peu à paraître meilleur qu'il n'était, que ses défauts frappaient ceux qui le connaissaient à peine, tandis que ses amis seuls connaissaient toutes ses vertus. Peut-être y a-t-il, dans cette assemblée même, plusieurs personnes qui, n'ayant connu M. Guettard que par quelques réponses brusques ou même dures, par quelques traits d'humeur, seront étonnées d'apprendre que cet homme, en apparence si sévère, si difficile, forcé par sa position à vivre isolé, avait adopté la famille très-nombreuse d'une femme qui le servait, en faisait élever tous les enfants, et veillait lui-même sur les plus petits détails de leur éducation; qu'il ne pouvait voir un malheureux, non-seulement sans

le soulager, mais sans pleurer avec lui; qu'il étendait cette sensibilité jusque sur les animaux, et qu'il avait expressément défendu qu'on en tuât aucun pour lui ou chez lui; pitié utile et presque nécessaire pour conserver dans toute sa pureté ce sentiment d'humanité, la plus forte et peut-être la seule barrière efficace que la nature ait opposée à l'intérêt et à la colère.

Les cris avec lesquels on proclame dans les rues les arrêts de mort, troublaient son repos au point de lui inspirer le désir d'abandonner le séjour de Paris. « Comment, disait-il, n'être pas révolté d'en-« tendre annoncer tranquillement qu'un homme va « égorger publiquement un autre homme, et inviter « à cet horrible spectacle un peuple que l'abjection « et la misère ne disposent déjà que trop à la féro-« cité ! » Et il bénissait ces souverains qui, convaincus que toute rigueur inutile est dès lors injuste, ont cru suivre la voix de la justice autant que celle de l'humanité, en cessant d'exposer les ministres de leurs lois aux remords et au danger d'une erreur qui ne peut plus être réparée.

M. Guettard était né avec une constitution très-saine, que des voyages, une vie dure et la sobriété avaient fortifiée ; mais il était devenu sujet à des accès de sommeil léthargique : dans un de ces accès, il se brûla le pied ; la guérison de cette blessure fut longue et douloureuse; il souffrit avec une patience également stoïque et le mal et les remèdes, quoique souvent persuadé de leur inutilité. *Je vois bien*, disait-il, *qu'ils veulent prévenir le coup; mais*

ils n'y réussiront pas. L'idée du genre de mort qui devait terminer sa vie ne le quittait pas, mais n'altérait en rien sa gaieté : il venait assidûment à l'Académie, allait seul à pied, avec la précaution seulement d'avoir dans sa poche une adresse détaillée, afin qu'on pût le rapporter chez lui; il refusait de dîner chez ses amis, allait rarement les voir, et alléguait tranquillement pour excuse la crainte de les affliger par le spectacle de sa mort. Le 1er janvier de l'année 1786, il écrivit à une dame de ses amies : « Une maladie qui me sépare de la société m'em- « pêche de vous rendre mes devoirs; mais mon « attachement pour vous sera toujours le même « jusqu'au coup fatal qui terminera bientôt ma car- « rière; » et il mourut six jours après, âgé de soixante et onze ans.

Je n'ajouterai rien à ce simple tableau des travaux et de la vie de M. Guettard, et je laisse à juger quelle idée on doit avoir d'un homme qui, sans ménagement dans les discours qui échappaient à son humeur, s'était brouillé plus d'une fois avec chacun de ses amis, et avait toujours fini par les aimer, par en être aimé davantage; qui, ayant blessé dans la dispute la plupart de ses confrères, avait conservé l'amitié de plusieurs, et n'avait jamais pu affaiblir dans aucun l'estime qu'il était impossible de refuser à son caractère et à ses vertus.

ÉLOGE DE M. L'ABBÉ DE GUA.

Jean-Paul de Gua de Malves, prieur de Saint-George-de-Vigou, de la Société royale de Londres; pensionnaire de l'Académie des sciences, naquit en Languedoc, vers 1712, de Jean de Gua, baron de Malves, et de Jeanne de Harrugue.

Sa famille fut, comme tant d'autres, la victime des fausses spéculations et des opérations violentes qui ont donné au ministère passager de Law une si triste immortalité. Il ne resta rien au baron de Malves de son ancienne fortune, et toutes ses terres de Languedoc furent vendues.

Témoin, dans ses premières années, de l'opulence de sa famille et de l'événement qui la lui avait ravie, M. l'abbé de Gua devait être naturellement porté à regarder la médiocrité comme un malheur, et à chercher les moyens de se rapprocher d'un état dont les avantages avaient ébloui son enfance. C'est par là sans doute que nous pouvons expliquer comment un homme désintéressé, qui savait supporter les privations, et à qui enfin un esprit profond et subtil, capable des plus grands efforts et de la patience la plus infatigable, offrait tant d'occupations attachantes et glorieuses, put cependant consommer une partie de sa vie à faire des projets pour s'enrichir, et n'en fut que plus malheureux.

Gentilhomme et prêtre, il pouvait, en suivant la route commune, parvenir aux dignités ecclésiastiques; mais il aimait les sciences plus que la fortune, et voyant avec douleur que le préjugé ou la politi-

que les regardait comme dangereuses, ou feignait de les mépriser, il partit pour l'Italie.

Il savait que dans ce pays aucune barrière n'empêche le mérite d'aspirer aux premières places; mais il lui manquait ce dont le mérite a besoin pour s'élever, cet art de se cacher, qui nous permet de nous montrer aux yeux des autres, dans chaque circonstance, ce qu'il nous est utile de leur paraître. M. l'abbé de Gua eut, en Italie, des amis illustres qui ne firent rien pour lui, et il revint à Paris.

M. le comte de Clermont voulait alors y fonder une société des arts, et M. l'abbé de Gua lui fut présenté comme un homme qui, joignant l'étude des sciences à celle des arts, honorerait cette société naissante. On doit regretter qu'elle n'ait eu qu'une existence éphémère, elle eût été à la fois utile aux sciences et aux arts; elle en fût devenue le lien, et eût servi en même temps à rendre plus sensible la ligne qui doit les séparer; car s'il est bon de les réunir, il ne faut pas en confondre les limites, de crainte qu'une théorie médiocre n'égare la pratique des arts, au lieu de l'éclairer, ou que le prétexte de chercher à rendre les sciences utiles, ne substitue une charlatanerie facile, à l'activité laborieuse qui seule conduit à des découvertes.

En 1741, M. l'abbé de Gua entra comme géomètre dans l'Académie des sciences : l'année d'auparavant, il s'était fait connaître par un ouvrage intitulé : *Usages de l'Analyse de Descartes*. C'est un traité de la théorie des courbes algébriques, qu'il semblait avoir entrepris par le seul motif de prouver que

non-seulement on peut, dans cette théorie, se passer du calcul différentiel, mais y employer même avec plus d'avantage les méthodes de Descartes. Aujourd'hui, ces disputes sur la supériorité d'une méthode ou d'une autre ne nous paraissent plus que futiles ; on sait que toutes les méthodes sont également bonnes en elles-mêmes, et qu'il faut préférer, dans chaque recherche, tantôt la plus simple et la plus courte, tantôt celle qui est la plus générale et la plus directe, suivant que l'on veut ou résoudre des questions particulières, ou étendre et perfectionner le système général d'une partie de la science. Mais si on considère en lui-même l'ouvrage de M. l'abbé de Gua, il est impossible de le lire sans y reconnaître une tête forte, féconde en idées et en ressources. On y trouve des théories simples et générales, présentées d'une manière nouvelle, presque toujours étendues ou perfectionnées; enfin, rendues plus piquantes par des rapprochements singuliers et inattendus. Telle est l'analogie des branches infinies des courbes et de leurs points singuliers, analogie que l'examen de leur équation fait découvrir en détail, mais que M. l'abbé de Gua déduit d'une seule proposition qui donne en même temps la théorie générale de la projection des ombres. On a reproché à ce livre quelques erreurs ; mais presque aucun des ouvrages composés sur le même objet par les hommes les plus célèbres, n'est exempt de ce reproche ; et il est juste d'observer de plus, que ce sont moins de véritables erreurs que de simples distractions qui, dans le nombre souvent très-

grand des combinaisons possibles qu'il faut examiner successivement, en ont fait négliger quelques-unes.

Des recherches sur la géométrie des solides, présentées dans le même temps à l'Académie par M. l'abbé de Gua, renfermaient plusieurs propositions nouvelles et remarquables par l'élégance de leur énoncé ou la difficulté de les démontrer. Ces recherches, alors restées manuscrites, forment la plus grande partie des mémoires qu'il a publiés depuis vers la fin de sa vie.

Le volume de 1741 contient deux de ses mémoires sur la manière de reconnaître la nature des racines des équations. Il examine, dans le premier, la règle d'après laquelle Descartes détermine le nombre des racines positives ou négatives des équations, où elles sont toutes réelles. Cette règle, contestée par plusieurs hommes célèbres qui avaient mal entendu le sens de Descartes, n'avait encore été démontrée par personne; M. l'abbé de Gua en donna une démonstration générale et rigoureuse, qui justifia Descartes. En lisant ce que cet illustre philosophe avait dit dans sa géométrie, on est étonné que le vrai sens de ces passages ait échappé à un homme tel que Fermat, quoique malheureusement l'injustice de Descartes envers son rival en puisse donner une explication suffisante pour ceux qui connaissent un peu le cœur humain. On est plus surpris encore, lorsqu'on voit, après la réponse de Descartes à l'objection de Fermat, cette inculpation reparaître pendant plus de quatre-vingts ans; tant, même en

géométrie, une imputation injuste, hasardée une fois, est difficile à détruire.

Le second mémoire de M. l'abbé de Gua a pour objet de donner une règle qui apprenne à reconnaître, dans une équation, le nombre des racines réelles ou imaginaires, et parmi les premières, celui des racines positives ou négatives. Dans la règle de Descartes, applicable aux seules équations où toutes les racines sont réelles, il suffit de connaître le signe des coefficients de tous les termes de l'équation. Mais dans celle de M. l'abbé de Gua, on a besoin de résoudre une équation d'un degré immédiatement inférieur, ou du moins de faire sur cette équation, et sur des équations analogues de degrés toujours moins élevés, une suite d'opérations longues et compliquées.

Ce défaut tient peut-être à la nature de la question même, du moins nous ne sommes pas en droit de l'attribuer à la méthode qu'a suivie M. l'abbé de Gua, puisque aucun géomètre n'a pu jusqu'ici donner des règles plus simples. C'est en examinant la figure des courbes paraboliques, telle qu'on la déduit de la forme de leurs équations, que M. l'abbé de Gua est parvenu à trouver ces règles générales. Ces méthodes, où l'on emploie des considérations géométriques pour résoudre ou pour éclaircir des questions d'analyse, sont peut-être aujourd'hui trop négligées par les géomètres. L'analyse algébrique et la géométrie sont deux instruments différents, dont chacun peut avoir ses avantages et ses inconvénients, qui peuvent se suppléer l'un l'autre, s'aider mu-

tuellement, se diriger ou se corriger réciproquement, et qu'il serait utile de savoir manier avec une égale facilité.

On trouve, à la tête du même mémoire, une histoire de la théorie des équations, où l'auteur a réuni une grande érudition à une critique éclairée; il y venge encore Descartes de l'injustice de Wallis, qui semble n'avoir écrit son histoire de l'algèbre que pour faire honneur à son compatriote Harriot, de toutes les découvertes de Viete et de Descartes.

Descartes, dont le sort fut d'avoir successivement pour détracteurs et pour partisans les gens à préjugés et les hommes éclairés, mérite que la reconnaissance de tous les savants, de tous les amis de l'humanité, veille éternellement sur sa gloire. C'est à son application de l'algèbre à la géométrie, à sa méthode de résoudre les problèmes par la recherche des formes analytiques auxquelles il faut ramener leurs équations, que nous devons la révolution qui s'est faite dans les mathématiques, et par une suite nécessaire, dans toutes les sciences naturelles. Si, parmi ses contemporains, d'autres géomètres ont eu un génie égal, aucun ne l'a signalé comme lui par des découvertes dont tous les siècles doivent sentir à jamais l'heureuse influence. Il faut donc savoir quelque gré à M. l'abbé de Gua de son zèle pour la mémoire d'un de nos plus grands hommes; tant d'autres semblent ne rendre justice au génie qu'à proportion de la distance où la nature l'a placé de leur pays et de leur siècle!

En 1745, M. l'abbé de Gua demanda et obtint le titre d'adjoint vétéran. Dans une discussion élevée à l'Académie entre lui et un de nos anciens confrères, il eut le malheur de montrer une vivacité que, malgré la juste estime de la compagnie pour ses talents et son caractère, elle ne put s'empêcher de désapprouver. Quelque temps après, il se présenta pour une place d'associé alors vacante; un autre lui fut préféré, et par une délicatesse exagérée, sans doute, M. l'abbé de Gua crut devoir solliciter la vétérance avec le titre dans lequel il lui paraissait que ses confrères voulaient le confiner. Il lui en coûta pour relâcher ainsi les liens qui l'unissaient à un corps auquel il était attaché avec la force que son caractère donnait à toutes ses affections, et cette espèce de séparation, qui cependant n'était pas absolue, fut à la fois une perte pour les sciences et un malheur pour lui. Dominé par son imagination, un peu porté vers les opinions extraordinaires, il avait besoin que les conseils de ses confrères empêchassent son talent de s'égarer, et l'obligeassent de suivre les routes où il pouvait l'employer utilement pour sa gloire et pour le progrès des sciences.

Ce fut à peu près vers le même temps que les libraires qui avaient le privilége de la traduction de l'Encyclopédie anglaise, s'adressèrent à lui pour présider à la correction de ce qui était défectueux dans l'ouvrage de Chambers, et aux additions que de nouvelles découvertes rendaient nécessaires. Il était difficile qu'il ne s'élevât des discussions fréquentes entre un savant qui n'envisageait dans cet ouvrage

qu'une entreprise utile au perfectionnement des connaissances humaines ou de l'instruction publique, et les libraires qui n'y voyaient qu'une affaire de commerce. M. l'abbé de Gua, que le malheur n'avait rendu que plus facile à blesser et plus inflexible, se dégoûta bientôt, et abandonna ce travail de l'Encyclopédie. Mais il avait eu le temps d'en changer la forme; ce n'était plus une simple traduction augmentée, c'était un ouvrage nouveau, entrepris sur un plan plus vaste. Au lieu d'un dictionnaire élémentaire des parties des sciences les plus répandues, les plus usuelles, ouvrage utile en lui-même, et qui nous manque, M. l'abbé de Gua entreprit de réunir, dans un dépôt commun, tout ce qui formait alors l'ensemble de nos connaissances. Il avait su de plus intéresser au succès de ce travail, et engager à y concourir plusieurs hommes célèbres dans les sciences et dans les lettres, MM. de Fouchy, le Roy, Daubenton, Louis, de Condillac, de Mably; enfin, MM. D'Alembert et Diderot, à qui depuis nous avons dû ce monument si honorable pour notre nation et pour notre siècle. Si M. l'abbé de Gua n'a point eu de part au mérite de l'exécution, celui d'en avoir eu la première idée lui donne des droits à la reconnaissance des savants : ils connaissent toute l'utilité de cette espèce d'inventaire de nos connaissances, si propre à en faire sentir l'étendue et les bornes, les liaisons et les besoins; et ils ne sont point blessés des défauts que doit renfermer un ouvrage destiné, par sa nature, à se perfectionner à chaque génération, et à paraître toujours très-

imparfait aux hommes supérieurs dans chacune des parties qu'il embrasse.

Bientôt après, M. l'abbé de Gua s'occupa d'un projet non moins utile au progrès des sciences; projet exécuté depuis sur un plan moins étendu en France et en Italie; c'est celui d'un recueil destiné à publier périodiquement tous les ouvrages que les savants auraient voulu y insérer, et que le rédacteur en aurait jugés dignes. Répandre plus promptement et sur un plus grand espace toutes les découvertes, tous les essais, toutes les vues, toutes les observations; procurer à tous les savants l'avantage réservé aux membres des académies, de pouvoir insérer leurs ouvrages dans un recueil connu de toutes les nations; offrir aux jeunes gens un moyen facile et prompt de se faire connaître, et souvent d'apprendre à se connaître eux-mêmes; établir dans l'empire des sciences plus d'indépendance et d'égalité, en diminuant le besoin qu'ont ceux qui entrent dans la carrière, d'y paraître sous les auspices d'un nom déjà célèbre : tels étaient les avantages du projet de M. l'abbé de Gua. Mais il avait placé la philosophie abstraite et l'économie politique au rang des sciences admises dans son recueil; il croyait que toutes les connaissances humaines qui s'acquièrent par le raisonnement, le calcul et l'observation, perdent à être trop séparées, que c'est même de leur réunion qu'on doit attendre leurs progrès les plus étendus et les plus utiles. C'était le principe que Leibnitz avait suivi, lorsqu'il traça, pour le premier roi de Prusse, le plan de l'Académie de Berlin; mais ce principe

parut dangereux en France, même quarante ans après, et M. l'abbé de Gua, qui tenait à ses idées, et qui avait le malheur commun à tous les hommes de courage, d'avoir besoin d'être convaincu pour céder, aima mieux abandonner son projet, que d'en retrancher des parties qui n'en étaient pas à ses yeux les moins importantes.

Dans le même temps, il avait été obligé de faire quelques traductions pour suppléer à la modicité de sa fortune, et ce parti était sage. Il en est des ouvrages comme de beaucoup de places qui sont d'autant plus chèrement payées qu'elles exigent moins de talents, et la raison en est la même à quelques égards, c'est qu'elles ne procurent point d'autre récompense.

Nous ne parlerons que d'une seule de ces traductions, celle des dialogues d'Hylas et de Philonoüs, par l'évêque de Cloyne. L'objet de l'ouvrage est de prouver que les raisonnements des philosophes sur l'existence et la nature des substances matérielles sont vagues et souvent vides de sens; que le langage scientifique qu'ils y emploient les conduit à des résultats inintelligibles ou contradictoires; qu'ils sont même à quelques égards moins avancés que le vulgaire, dont le langage grossier renferme moins d'équivoques; qu'enfin, pour des êtres bornés à ne connaître immédiatement que leurs sensations et les idées qui en résultent, ce n'est pas l'existence des esprits, mais celle des corps qui est difficile à comprendre et à prouver. Si Berkley s'était contenté d'ajouter que notre conviction de l'existence et de la

réalité des corps ne peut être appuyée que sur la permanence que nous observons dans certains groupes de sensations, et la constante régularité des lois auxquelles sont assujettis les phénomènes successifs que ces groupes permanents nous présentent, alors il eût presque autant étonné le vulgaire et n'eût pas blessé les oreilles des philosophes; mais quand il va jusqu'à dire qu'il ne peut exister de corps, quand il veut expliquer comment nos idées et nos sensations existent dans Dieu, comment nous les y voyons, et de quelle manière s'est opérée la création de l'univers matériel; alors, si on le trouve encore quelquefois ingénieux et subtil, il est presque toujours chimérique et inintelligible.

Pour bien faire cette traduction, il ne suffisait pas des qualités qu'on exige d'un traducteur ordinaire, il fallait être très-exercé dans toutes les subtilités de la métaphysique la plus abstraite; il fallait connaître toutes les finesses de la langue philosophique des deux idiomes, pour rendre facile la lecture d'un ouvrage où les raisonnements les plus justes paraissent des sophismes, et où l'on est tenté de prendre pour des chimères les vérités mêmes qu'il renferme.

M. l'abbé de Gua fit graver à la tête du livre une vignette très-ingénieuse. Un philosophe rit d'un enfant qui, voyant son image dans un miroir, la prend pour un objet réel et cherche à la saisir; on lit au bas : *Quid rides! mutato nomine de te fabula narratur....* Et le traducteur rend ainsi, par une seule image, un système métaphysique tout entier.

Jusqu'ici nous n'avons vu dans M. l'abbé de Gua qu'un philosophe occupé de projets et de travaux utiles, et un géomètre qui, dans un très-petit nombre d'ouvrages, a donné des preuves de ce talent original, si rare et si précieux pour les sciences, où il est souvent nécessaire qu'on ose s'éloigner des routes fréquentées. Il nous reste une tâche plus difficile à remplir, il nous faut parler de ses malheurs, qu'il s'est attirés peut-être en partie, mais qu'il n'a point mérités, et qui n'ont montré en lui que des défauts dont on doit le plaindre, et des qualités qui doivent l'honorer.

Il s'imagina malheureusement, qu'en appliquant à des objets utiles au gouvernement, ses talents et les connaissances très-variées et très-étendues qu'il avait acquises, il pourrait, appuyé par une protection très-puissante que ses amis lui avaient procurée, s'avancer dans le chemin de la fortune, jusqu'alors fermé pour lui.

Mais il suffit de lire les mémoires qui renferment ses projets, pour voir combien l'art de réussir lui était étranger; et l'eût-il connu dans la théorie, il n'est pas vraisemblable qu'il eût jamais ni pu, ni voulu le pratiquer : il ne savait ni tromper, ni paraître dupe, ni attendre, ni souffrir.

Son premier projet avait pour but de perfectionner le travail par lequel on ramasse l'or mêlé au sable de plusieurs rivières de Languedoc et du pays de Foix ; de chercher, soit dans leur lit, soit dans les campagnes voisines, les dépôts les plus riches qu'elles peuvent avoir formés, ou la mine dont

elles ont détaché l'or qu'elles entraînent depuis tant de siècles. Content de voir son projet adopté à moitié, oubliant qu'il ne devait cette demi-réussite ni à la conviction ni à l'amitié du ministre, mais à la nécessité de paraître bien intentionné pour lui, il se chargea imprudemment d'un premier essai, n'eut point de succès, fit une chute de cheval, qui, après l'avoir rendu impotent plusieurs années, ne lui permit jamais de marcher qu'avec peine, et il n'obtint enfin que des reproches pour récompense de son zèle et pour dédommagement de son malheur.

Un projet qu'il fit ensuite sur les emprunts en général, et en particulier sur les emprunts par loteries, n'eut pas un succès plus heureux : il ignorait combien il trouverait d'hommes intéressés à écarter un géomètre connu pour avoir de la probité et du courage. Comment se donner devant lui la réputation d'un grand calculateur, quand on possède, pour toute science, la routine de l'arithmétique? comment espérer de lui cacher cette adresse perfide qui sait, en trompant à la fois les pontes et les banquiers, réserver pour l'inventeur du jeu un avantage secret d'argent ou de crédit ?

D'ailleurs, M. l'abbé de Gua, incapable de dire ce qu'il ne pensait point, et fidèle aux devoirs d'un citoyen, commençait tous ses mémoires sur les loteries, par avouer qu'elles sont un jeu de hasard auquel on fait jouer à la fois une nation entière, et un impôt déguisé; impôt d'autant plus onéreux, qu'on doit le regarder comme égal, non au profit

[illegible] mais aux pertes réelles qu'elle fait es-
[illegible] aux joueurs.

Sans doute, quelques-uns d'entre eux se retirent [illegible] avec plus ou moins de gain ; mais ce profit ne peut pas plus entrer en compensation des pertes, que les frais de perception d'un autre subside, qui sont aussi un profit pour les hommes chargés de le lever. Une loterie est donc un de ces impôts pour lesquels la nation paye beaucoup, et qui ne font entrer dans le trésor public qu'une faible partie de ce qu'elle a payé.

Ce qui rend plus singulier peut-être le goût de M. l'abbé de Gua pour les loteries, et peut l'excuser en quelque sorte d'en avoir proposé une, c'est qu'elles lui avaient fait beaucoup de mal.

Étant jeune, il y avait gagné une somme assez considérable, et dans une circonstance où il avait tenté cette ressource, uniquement parce que c'était la seule qui lui restât pour éviter le malheur de retourner dans sa province, et d'abandonner la capitale ; il y mit ensuite par reconnaissance, imagina bientôt qu'il serait possible de jouer ce jeu avec avantage, d'après l'observation de causes d'inégalité réelles, mais trop faibles pour que l'on puisse en déterminer l'influence ou en profiter, et finit par y perdre beaucoup.

Ce n'est pas la seule fois qu'il ait abusé, et toujours à son désavantage, de l'opinion, d'ailleurs très-fondée, qu'il est possible, d'après l'observation des faits passés, d'y saisir une loi, et de prévoir les événements futurs avec quelque probabilité : il lui

arriva de donner des conjectures sur quelques phénomènes météorologiques presque pour des prédictions; elles manquèrent, et l'opinion exerça contre lui une sévérité très-rigoureuse. Nous avons vu depuis le même public pardonner aux enthousiastes de certaines chimères bien éloignées d'avoir un fondement aussi réel, et dont ils n'avaient pas même le faible mérite d'être les inventeurs; mais ce n'est jamais pour les fautes des hommes d'un talent réel, que l'opinion sait avoir de l'indulgence.

Livré à de vaines espérances, M. l'abbé de Gua s'occupait peu du soin de ménager une fortune très-modique, et un procès absorbait encore la plus grande partie de son revenu. Frappé de l'idée qu'il avait essuyé une injustice dans le partage des biens d'un de ses frères, il voulut en poursuivre la réparation, et ce sentiment l'emporta sur son véritable intérêt. Pouvait-il, en effet, se dissimuler que, par un malheur commun à plusieurs nations, et même aux nations de l'Europe les plus éclairées, il en coûte pour défendre ou recouvrer une propriété d'une valeur médiocre, plus qu'il n'en coûterait pour l'acheter; que, pour suivre un procès sans se ruiner, il faut être en état de se passer de l'objet qu'on réclame; qu'un homme d'esprit, accoutumé à la discussion, capable d'un travail opiniâtre et continu, ne parvient qu'avec peine à entendre la loi qui doit le juger, et n'est pas sûr encore que ses juges voudront l'entendre de même; qu'enfin, dans presque toutes les affaires, les deux parties gagneraient à sacrifier chacune la moitié de ses préten-

tions : aussi son expérience le força-t-elle bientôt d'avouer que des lois obscures et des formes compliquées sont un impôt un peu moins volontaire et beaucoup plus onéreux que les loteries.

Cependant, au milieu de ses malheurs, il vit s'élever quelques jours sereins : en 1783, quoique vétéran depuis trente-sept ans, l'Académie le choisit comme un des trois sujets qu'elle présente pour les places de pensionnaires; cette marque d'estime qu'il reçut d'une compagnie qui lui était toujours chère, fut pour lui un des événements les plus heureux de sa vie.

Il reprit en un instant, malgré son âge et ses infirmités, son assiduité à nos assemblées, son ardeur pour la géométrie, son zèle pour les fonctions académiques. Cette sensibilité, si touchante dans un vieillard que ses talents et sa pauvreté rendaient respectable, eut sa récompense.

Lorsqu'en 1785 le roi créa deux nouvelles classes dans l'Académie, M. l'abbé de Gua fut pensionnaire dans celle d'histoire naturelle, science qu'il avait longtemps cultivée : mais il ne jouit pas longtemps de cet avantage; chaque hiver il voyait, depuis plusieurs années, ses forces s'affaiblir et ses infirmités s'augmenter; enfin, le 2 juin de cette année, une maladie assez longue termina ses souffrances et ses malheurs. C'est au milieu de l'Académie, où il s'était fait porter malgré sa faiblesse, qu'il ressentit les premières atteintes de cette maladie, et pendant toute sa durée, le seul sentiment qui l'occupât dans les moments d'espérance, était le désir de se retrouver au milieu de nous.

Il a institué pour son héritier M. l'abbé Martin, professeur de mathématiques à Toulouse, et connu par un ouvrage élémentaire très-estimable.

M. l'abbé de Gua avait dans l'esprit plus de force que de flexibilité, plus d'originalité que de rectitude; il préférait dans ses opinions ce qui était singulier, dans ses travaux ce qui s'écartait des routes battues; il aimait par goût tout ce qui exigeait des efforts et de la patience, tout ce qui offrait des difficultés; il portait même ce goût jusqu'à s'amuser, dans ses délassements, à faire des anagrammes très-compliquées, et une fois, pour répondre à un défi, il composa un poëme assez long en vers d'une seule syllabe. Sa conversation était plus piquante qu'agréable; il aimait mieux discuter que causer, et il ne pouvait plaire qu'à ceux dont l'esprit n'était ni fatigué par des raisonnements subtils, ni rebuté par des idées extraordinaires. Son caractère était franc, incapable de plier ou de souffrir l'ombre d'une injure; aisé à blesser, et difficile peut-être dans le commerce de la vie, il était capable d'une amitié vraie, courageuse, inébranlable. Ses malheurs n'avaient fait que donner à son âme plus d'élévation et de fierté; il fallait, pour qu'il permît de lui témoigner de l'intérêt, qu'il fût sûr qu'un sentiment d'estime en était le principe: ses amis n'osaient, même à l'aide des déguisements que l'amitié fait inventer, essayer de lui rendre des services dont, à la honte de ceux qui peuvent les offrir, les infortunés qui les reçoivent sont souvent excusables d'être humiliés; mais sa fierté n'était point de l'aigreur, sa pauvreté ne lui donnait

pas même l'idée de trouver injuste que d'autres, qui avaient moins de droits, vissent les grâces où il aurait pu prétendre s'accumuler sur leur tête; l'envie et la plainte étaient au-dessous de lui. Il avait quelquefois exposé aux gens en place ses besoins et ses titres avec franchise, mais sans jamais chercher à émouvoir leur sensibilité sur son infortune. Enfin, s'il a été un exemple du danger que courent les savants, en se livrant à de vaines idées de richesses et de projets politiques, il a mérité en même temps d'être un modèle pour les hommes qui, nés avec de l'élévation et du courage, ont à supporter la pauvreté et l'abandon; il souffrit avec résignation et avec noblesse, qualités qu'il est rare de réunir, parce que la résignation est difficile aux âmes fortes et sensibles.

ÉLOGE DE M. LE MARQUIS DE PAULMY.

Marc-Antoine-René de Voyer d'Argenson, marquis de Paulmy, ministre d'État, de l'Académie française, honoraire de l'Académie des belles-lettres et de celle des sciences, naquit à Valenciennes, le 6 novembre 1722, de M. le marquis d'Argenson, alors intendant de Hainaut, et de Mlle Méliand.

M. le marquis de Paulmy portait un nom cher aux lettres et à la philosophie. Vers la fin du règne de Louis XIV, M. d'Argenson, lieutenant de police, eut plus d'une fois le courage de défendre les hommes

que leurs lumières ou leur franchise rendaient odieux aux gens qui disposaient alors de la conscience du monarque. Ils n'osaient ni offenser ni attaquer un magistrat qui, instruit par sa place des détails de leurs intrigues, aurait pu les déshonorer ou les perdre; et il se servit de cette crainte pour leur arracher quelques victimes. M. de Fontenelle fut la plus illustre : le père le Tellier voulait le punir d'avoir osé, dans l'histoire des Oracles, combattre l'opinion d'un jésuite. Une plaisanterie échappée à la jeunesse du philosophe, oubliée depuis vingt ans, servit à cacher le véritable motif de la persécution, et, sans le courage de M. d'Argenson, lui eût coûté la liberté, le repos, et peut-être la gloire que dans la suite il acquit par ses paisibles travaux.

Le magistrat qui a conservé M. de Fontenelle à l'Académie des sciences ne doit jamais être oublié d'elle : ce n'est pas une gloire indigne d'un homme d'État, que d'avoir rendu à la nation un philosophe dont les ouvrages devaient l'honorer et l'instruire. A peine, dans l'éloge de M. d'Argenson, le secrétaire de l'Académie osa-t-il faire entendre ce qu'il lui devait; le persécuteur n'existait plus, mais l'esprit de persécution vivait encore, et M. de Fontenelle fut obligé de laisser à ses successeurs le soin d'acquitter la dette de sa reconnaissance, dans un siècle plus éclairé, plus libre et plus heureux.

Le père de M. le marquis de Paulmy fut chargé du département des affaires étrangères au milieu d'une guerre générale, la seconde que les prétentions à la succession de la maison d'Autriche eussent allumée

en Europe dans moins d'un demi-siècle. L'amour de la paix fut le caractère distinctif de son administration; sa lettre écrite du champ de bataille de Fontenoi, à un philosophe ennemi de la guerre, est un monument d'humanité et de raison, présage heureux de la révolution qui se préparait dans les opinions des hommes et dans la politique des princes. Les hommes d'État qui, chez les nations ennemies de la France, avaient les mêmes sentiments que M. d'Argenson, étaient devenus ses amis, et s'empressaient de seconder ses vues. Il osa se servir de ce crédit personnel, acquis par ses vertus, pour faire sentir à Georges II combien il déshonorait la victoire de son fils, en abandonnant à une politique cruelle, ou plutôt au fanatisme du peuple anglais, le sang des jacobites pris les armes à la main, en défendant noblement une cause qu'ils croyaient juste. Ces conseils, dictés par l'humanité, et portés par M. Vanhoëy, ambassadeur de Hollande, ministre aussi sage que courageux, furent rejetés avec hauteur. *Cette conduite est inouïe*, écrivaient les ministres d'Angleterre, en se plaignant de lui aux états-généraux; étonnement naïf qui était à la fois le plus bel éloge de M. Vanhoëy, et la satire la plus cruelle de leurs principes.

M. le marquis d'Argenson eut un autre mérite non moins rare, celui de ne pas craindre et de ne pas rougir d'avoir pour amis des hommes supérieurs. Il rendit à Voltaire la justice que ses compatriotes lui refusaient encore : il avait aperçu d'avance, dans le poëte ingénieux et sublime, le philosophe élo-

quent, le défenseur infatigable des droits de la raison et de l'humanité; il le consulta souvent et l'employa quelquefois. Il n'attendit point l'Esprit des lois pour rendre hommage au génie de Montesquieu. La gloire naissante de M. D'Alembert trouvait en lui son premier appui. Les ministres ont rarement le pouvoir, l'intention ou le temps de faire un bien éclatant et durable; et ceux qui aiment leur gloire n'ont peut-être pas de moyen plus certain de l'assurer, que de lier ainsi leur nom à des noms éternellement consacrés dans la mémoire des hommes. Il ne reste de chaque époque, de chaque siècle, que deux ou trois témoins; heureux ceux qui font parler en leur faveur les seules voix que la postérité puisse entendre.

M. d'Argenson s'était plus occupé de la paix de l'Europe que des intrigues de Versailles; aussi cessa-t-il bientôt d'être ministre. La simplicité de son ton, portée jusqu'à la familiarité; un usage trop fréquent d'expressions populaires et proverbiales; ces naïvetés piquantes d'un homme d'esprit, auxquelles les esprits médiocres donnent un autre nom, fournirent, au goût délicat et sévère des courtisans, un prétexte pour donner des ridicules à un homme dont la probité, les intentions droites et les bons principes pouvaient les effrayer, et ils obtinrent le succès qui les flatte le plus, celui d'écarter de la cour un ministre honnête homme.

M. le marquis d'Argenson avait regardé le ministère comme un devoir quelquefois doux, et plus souvent pénible. En perdant sa place, il rentra dans

l'état où ses goûts lui promettaient la jouissance paisible de ce loisir occupé, qui, pour les âmes tranquilles et les esprits actifs, est le véritable bonheur. Dans sa retraite, il rassembla tout ce que son expérience et ses réflexions lui avaient appris sur les intérêts de la nation; il en forma un ouvrage précieux, par les vues saines et utiles qu'il renferme, et par le ton modeste avec lequel l'auteur propose ses idées. En lisant ce livre, on ne devinerait point qu'il eût été ministre; rien n'y fait soupçonner ni le désir de revenir en place, ni le regret de n'y être plus, ni l'envie d'embarrasser ou de flétrir ses successeurs, ni le projet de se rallier à un parti. On voit que, né pour les grandes places et pour les grands objets, il n'est ni ébloui des places, ni étonné d'avoir de grands objets à traiter; son style est simple comme sa vie : il ne dit point qu'il aime le bien public, il le prouve par ses principes; il ne cherche point les applaudissements de la multitude, il veut mériter l'estime des hommes éclairés et en augmenter le nombre.

M. le marquis d'Argenson est le premier qui ait proposé d'établir en France des assemblées de simples représentants du peuple, qui ait senti que des intérêts communs doivent donner à tous un droit égal; que ces distinctions d'ordres, établies dans les temps d'ignorance et d'anarchie, doivent enfin s'évanouir avec les préjugés et les circonstances qui les ont fait naître.

Ainsi, c'est du sein de la noblesse, de la cour et du ministère, que s'est élevée la première voix qui ait

réclamé en faveur de l'égalité et des véritables intérêts du peuple. M. d'Argenson prévoyait quel scandale il exciterait parmi ces hommes, alors plus communs encore qu'aujourd'hui, qui connaissent mieux les prérogatives de leur ordre que les droits de l'humanité; et comme son ouvrage devait rester anonyme, « on croira, disait-il, qu'il est d'un écrivain « de la lie du peuple, indigné contre une élévation « qui lui fait envie; mais qu'on ne s'embarrasse pas « de cela, il a l'honneur d'être gentilhomme. »

L'opinion qu'il existe des principes généraux d'administration qui restent vrais pour toutes les constitutions; l'idée de trouver dans la réunion paisible du peuple une balance plus sûre que dans un système d'autorités qui se combattent; le désir de la plus grande simplicité dans les impôts, de la plus grande liberté dans le commerce, de l'uniformité dans les lois, de la promptitude dans les jugements, de la destruction de cette vénalité honteuse, établie par l'avidité, longtemps combattue par le bon sens, protégée depuis par l'amour du paradoxe; toutes ces idées, aujourd'hui communes, alors presque singulières, semblent annoncer que l'ami de Montesquieu, moins profond peut-être et moins ingénieux, avait su quelquefois voir mieux que lui; et que le ministre avait été souvent plus supérieur que le philosophe, aux préjugés de l'antiquité, de la politique et de l'orgueil. Peut-être qu'au moment où les vues de M. le marquis d'Argenson ont été en partie réalisées, où le gouvernement est pénétré de ces mêmes principes de confiance dans le peuple, de respect

pour la qualité d'homme, qui lui ont dicté son ouvrage, on me pardonnera d'avoir interrompu l'éloge de son fils, pour rendre un faible hommage à un homme digne d'être placé dans la liste si courte des ministres citoyens.

Élevé par un tel père, M. le marquis de Paulmy sut se défendre de cette inapplication, de cette orgueilleuse paresse, partage trop ordinaire de ceux à qui leur naissance promet une élévation rapide et facile.

Il avait à peu près vingt ans lorsque M. le comte d'Argenson, son oncle, fut appelé au ministère de la guerre; M. le marquis d'Argenson eut bientôt après celui des affaires étrangères. Dès-lors, il fut admis aux détails les plus secrets de deux grands départements; on le chargeait de ces commissions, de ces travaux que les ministres n'osent confier qu'à ceux qui, ayant avec eux une sorte de communauté de fortune et de gloire, ne peuvent ni chercher à les supplanter, ni désirer qu'un autre les remplace.

A la paix, M. de Paulmy, devenu moins nécessaire au département de la guerre, fut nommé ambassadeur en Suisse; mais au bout de deux ans, son oncle obtint pour lui la survivance de sa place. Ayant à combattre des rivaux adroits et puissants, et même un crédit plus dangereux que celui des courtisans ou des ministres; joignant à son département celui de Paris; entraîné par ce courant immense d'affaires toujours renaissantes qu'il faut décider avec promptitude, dans lesquelles on est sans cesse obligé de juger à qui il faut se résoudre à déplaire pour ne

point perdre l'estime publique, et à qui on a besoin de ne pas déplaire si on veut conserver sa place; M. le comte d'Argenson avait trop d'esprit pour ne pas voir qu'il ne pouvait pas se plier à ces recherches pénibles, à cette attention longue et suivie que toute réforme exige. Il sentait cependant qu'il fallait profiter de la paix pour connaître dans le plus grand détail l'état de son département, les abus que les opinions d'un autre siècle y avaient introduits, et ceux qu'une longue négligence avait laissé s'accumuler. Il sentait que les progrès de l'art militaire exigeaient une grande réforme; que ces institutions, qui avaient servi autrefois de modèle à l'Europe, avaient besoin d'être corrigées; que si le grand électeur avait dû une partie de sa réputation au soin qu'il avait eu d'imiter Louvois, c'était à leur tour dans les armées de son petit-fils, que les successeurs de Louvois devaient aller chercher des instructions et des exemples.

M. de Paulmy avait déjà vu Frédéric et son armée; il avait plu au prince comme homme de lettres, et avait étudié en homme d'État la constitution de ses troupes. Chargé ensuite de la fonction délicate de préparer les matériaux qui devaient servir de base à des changements nécessaires, il parcourut toutes les frontières de la France, visita les places, examina les garnisons, observa partout l'ordre établi dans les dépenses, l'état de la discipline, l'usage ou l'abus de toutes les autorités, comparant ce qui se faisait avec ce qu'on avait ordonné, l'état réel du militaire avec l'état que présentaient les comptes rendus au

ministre, le motif qui avait dicté les dispositions des ordonnances avec l'effet qu'elles avaient produit. Cinq années furent employées à rassembler les observations que pouvait offrir une inspection si étendue, et à les mettre en ordre; c'était par un tel travail que M. de Paulmy cherchait à se rendre digne du ministère, lorsqu'il y parvint malgré lui.

Une querelle de cour fit exiler le même jour, au milieu d'une guerre de terre et de mer, les ministres de la guerre et de la marine, ministres désunis entre eux, mais rivaux de zèle et de réputation, qui peut-être n'avaient pas su se concilier l'amour du peuple, mais qui avaient obtenu la confiance de la nation; contre qui la voix libre des citoyens avait élevé quelques reproches, mais dont l'Europe respectait l'expérience, les lumières, la vigilance et l'activité. M. de Paulmy, en succédant à son oncle, vit bien que le moment où il entrait dans le ministère était celui où il lui fallait renoncer à l'espérance d'y remplir une place. Il accepta par soumission, pour ne point manquer à la chose publique, ce que la difficulté de faire un autre choix à l'instant même obligeait de lui offrir. Il remplit pendant quelques mois des fonctions toujours prêtes à lui échapper, et quitta sans regret une place dont il n'avait pu connaître par lui-même que les embarras et la contrainte. Sorti de la carrière politique, après en avoir atteint un moment le but, jeune encore, et trop peu désabusé malgré une disgrâce, il voulut y rentrer; il choisit celle des ambassades, et fut envoyé en Pologne.

La mort prochaine du roi allait, suivant un usage trop constant, livrer au trouble, à la dissension, peut-être à la guerre, cette république de nobles, tyrans d'un peuple esclave, longtemps redoutable à ses voisins, alors réduite à dépendre d'eux, quelquefois brillante au dehors, lorsque la bravoure d'une cavalerie bien armée décidait des succès militaires, toujours malheureuse et agitée dans l'intérieur par l'ignorance des vrais principes de la liberté, et par cet esclavage d'un autre peuple qui, chez les anciens comme chez les modernes, a ôté à toutes les républiques qui l'ont connu leur repos, leur liberté et leur puissance. Les liens étroits de la parenté, la reconnaissance, le souvenir des malheurs d'une longue guerre, fruit de leur alliance, tout engageait les cours de Vienne et de Versailles à désirer de mettre, sur la tête du fils du roi mourant, une couronne qui n'avait été, pour sa famille comme pour son peuple, qu'une source d'humiliations et de désastres, mais qui perpétuait dans la maison de Saxe ce titre de roi, si cher aux souverains, même lorsqu'il n'emporte avec lui aucune puissance réelle. La Russie, à qui cette maison avait dû cette même couronne deux fois, venait d'abandonner ses intérêts. L'Europe, fatiguée d'une guerre longue et sanglante, n'avait plus ni trésors ni sang à prodiguer pour cette querelle. La France et l'Autriche ne pouvaient opposer que des négociations aux troupes russes, et au nom de Frédéric entouré de ses armées et de l'éclat de ses victoires : il fallut céder et se borner à tâcher d'éclairer sur son danger la

nation polonaise, qui se crut un instant libre, parce que celui qu'on lui ordonnait de choisir pour roi était un noble polonais. Obligé de quitter la Pologne, pour ne point paraître approuver par son silence des démarches qu'il ne pouvait arrêter, M. de Paulmy revint en France et obtint l'ambassade de Venise. Les grandes obligations que cette république avait eues à son bisaïeul chargé des mêmes fonctions, les marques de sa reconnaissance qu'il portait dans son écusson et dans ses titres, lui avaient fait désirer une place qui n'avait plus la même importance; car cette république, après avoir excité la jalousie des plus grands rois, et bravé seule, plus d'une fois, les efforts de l'empire ottoman, a vu depuis longtemps disparaître ses richesses et sa puissance; inévitable destinée de tous les États à qui l'infériorité des autres nations dans l'industrie, dans le commerce, dans la science du gouvernement, a donné une supériorité toujours passagère, dès qu'elle ne tient pas à la réunion d'une grande population, et d'un territoire étendu et fertile.

Cette ambassade termina la carrière politique de M. de Paulmy; il sentit, trop tard peut-être, qu'on ne lui confierait pas des places où il pût avoir des succès, et il prit le parti de la retraite.

Dans sa jeunesse, il avait cultivé les genres les plus frivoles de la littérature; ce qui n'est pas une preuve de frivolité d'esprit dans ceux qui sont livrés à des travaux importants et pénibles. Les jeux que préfèrent les hommes absorbés dans des méditations profondes, ne sont pas ceux qui, par l'application

qu'ils exigent, se rapprochent le plus d'une occupation sérieuse. Pardonnons aux hommes d'État la frivolité de leurs amusements, pourvu qu'elle ne s'étende jamais ni sur leurs principes ni sur leur conduite.

Ce goût pour la littérature prit avec l'âge, dans M. de Paulmy, un caractère plus grave, et devint sa principale occupation et sa plus grande ressource. Il s'était préparé celle d'une bibliothèque immense, rassemblée en France et dans les pays étrangers. Non-seulement elle renfermait, dans tous les genres, ces livres rares, presque toujours inutiles, dont cependant quelques lignes peuvent, dans l'espace des siècles, servir à la preuve d'une vérité historique, ou que l'on conserve comme les témoins de quelque anecdote littéraire; mais il y avait rassemblé, sur la littérature, sur l'histoire moderne, sur la géographie, sur la jurisprudence, une collection presque complète des ouvrages les plus importants, les plus recherchés. M. de Paulmy connaissait tous ses livres, les avait lus ou parcourus, en avait fait un catalogue raisonné où chacun était apprécié, où les faits bibliographiques étaient rapportés, où l'on voyait ce qu'on devait chercher dans chaque ouvrage, ce qu'on pouvait espérer d'y trouver. Il ne voulut pas que le fruit de ce travail fût pour lui seul, ou pour ceux qui seraient admis dans sa bibliothèque: il en publia les principaux résultats dans ses *Mélanges tirés d'une grande bibliothèque*. Les usages des Français dans tous les âges de la monarchie, la géographie, les généalogies, l'histoire de France, l'histoire littéraire, et en particulier celle

du théâtre : tels sont les objets traités par M. de Paulmy. Tous ne sont pas également intéressants, tous n'ont pas une utilité réelle, mais tous excitent cette curiosité naturelle, même pour les faits minutieux, lorsqu'ils peignent les mœurs ou l'esprit des différents peuples et des différents siècles.

Nous devons à M. de Paulmy l'idée de la Bibliothèque des romans; lui-même y travailla et y inséra plusieurs extraits d'anciens romans, ou plutôt des romans nouveaux, faits d'après le canevas des anciens. Cet ouvrage est moins futile que son titre ne paraît l'annoncer. Souvent c'est dans les romans, autant que dans l'histoire ou dans les livres philosophiques, que l'on peut apprendre à connaître l'opinion commune, la morale usuelle, l'esprit social du peuple pour lequel ils ont été écrits. Réunis aux livres des historiens, aux ouvrages des philosophes, ils achèvent d'éclairer sur l'état de l'esprit humain dans chaque siècle, et complètent son histoire, la seule vraiment utile, ou plutôt celle à laquelle il faut ramener et réduire toutes les autres, si on veut qu'elles soient d'une utilité réelle. Cette exagération qui trompe l'imagination et le cœur, lors même qu'elle ne les corrompt pas; ces idées d'un bonheur hors de la nature, qui rendent insipide ou nous empêchent de saisir celui qu'elle a mis auprès de nous; ce monde imaginaire, si différent du monde réel, où la lecture des romans nous transporte et nous fait vivre, peuvent la rendre dangereuse pour ceux qui n'y cherchent qu'à flatter ce penchant si naturel à l'homme, de porter ses espérances au delà des bornes

de la réalité; mais l'étude des romans considérés comme renfermant la peinture des mœurs qu'ils cherchent à corriger, ou des opinions qu'ils sont obligés de suivre, n'est pas une occupation indigne d'un philosophe.

Tel fut le fruit des loisirs de M. le marquis de Paulmy. Sa vie passée au milieu de sa famille était douce et paisible; une probité exacte, une conduite noble et désintéressée dans ses affaires particulières, le faisaient respecter de ceux qui avaient avec lui des relations intimes. En devenant homme privé, il avait gardé toute sa maison, ne voulant pas que son changement d'état, qui n'avait point été un malheur pour lui, en fût un pour ceux qui s'étaient attachés à sa fortune; et il fit sans regret le sacrifice de quelques superfluités auquel cet acte de bienfaisance le condamnait.

Une pareille conduite, au moment d'une disgrâce, annonce une âme que les malheurs de l'ambition n'ont point aigrie, et n'occupent pas même assez pour altérer sa bonté naturelle; elle prouve que l'usage de l'autorité ne l'avait point corrompue. Heureux le ministre disgracié qui peut trouver ainsi, dans les soins d'une bienfaisance particulière, une distraction consolante, et qui, en s'entourant de cœurs contents de lui, sait adoucir des privations de vanité, qu'il n'est peut-être pas donné à la faiblesse humaine de supporter avec une entière indifférence !

Associé aux trois académies de la capitale, M. de Paulmy, né avec le goût des lettres, l'ayant toujours

du théâtre : tels ... une occupation, une Paulmy. Tous ... mais quelques-unes de tous n'ont p... trop de l'esprit qui régnait cette curios... il sentait que ces opinions tieux, lo... ...nir les sentiments qu'il méri- différent ... avec regret du plaisir de vivre

Nous ... S'il n'avait cherché que l'hon- thè... ...aux lettres, il aurait pu, comme pl... ...lecteurs, sacrifier ses secrets au ... Mais s'il eut des préjugés, il les ... avec franchise : il n'eût pu se résoudre ... d'un zèle pour la liberté, pour ... qu'il était trop éloigné de sentir, ... étranger à cette vanité avide et ... se nourrit même des éloges qu'elle ne ... mériter.

... Paulmy souffrit ses infirmités sans humeur, ... approcher la mort sans crainte, conservant ... sa tranquillité, sa présence d'esprit, sa ... Dans ses derniers moments, il s'occupait à ... des objets importants à l'ordre public, avec ... duc de Luxembourg son gendre, et ses der- niers paroles exprimèrent les réflexions d'un homme d'État et les vœux d'un citoyen.

ÉLOGE DE M. BOUVART.

Le véritable éloge d'un médecin célèbre est la re- connaissance des malades qu'il a guéris, des infortu-

dont il a soulagé les souffrances ou la misère, ceux qui lui doivent plus que la vie, parce qu'il leur a épargné des pertes douloureuses, ou qu'il a sauvé les personnes auxquelles, dans le secret des destinées, leur bonheur avait été réservé. La tradition de quelques principes, conservés dans la mémoire de ses disciples, est souvent tout ce qui reste de lui; son séjour sur la terre a été marqué par le bien qu'il a fait; mais la mémoire de ce bien, passagère comme la vie des hommes, s'évanouit avec les générations qui en ont été l'objet et les témoins.

L'histoire d'un savant nous fait connaître ses découvertes, nous montre les lois de la nature qu'il a aperçues, développées ou appliquées; les faits nouveaux dont il a enrichi les sciences; les phénomènes qu'il a décrits ou analysés; les objets inconnus sur lesquels il a fixé les regards des savants, ou dont il a dévoilé la nature et les propriétés. Mais ce ne sont ni des découvertes dans les sciences, qui servent immédiatement de base à l'art de la médecine, ni même des méthodes nouvelles de traiter, qui distinguent les grands praticiens; c'est le talent d'appliquer les connaissances acquises, de choisir les méthodes; c'est ce coup d'œil préparé par la nature, donné par l'expérience, sans lequel l'usage des connaissances les plus étendues, les plus certaines, ne serait souvent que dangereux. Un médecin n'a pour juges de ce mérite que ses rivaux et un petit nombre de jeunes gens destinés à le remplacer; ses succès mêmes ne peuvent être ni appréciés ni constatés; il n'existe point de tables qui fassent reconnaître, pour

chaque maladie et pour chaque médecin, le rapport du nombre des malades guéris, à celui des malades qui ont succombé, l'époque où le traitement a commencé, la méthode qui l'a dirigé, la suite des remèdes, leurs effets immédiats, leur influence sur l'état de la maladie. C'est donc, ou d'après l'opinion publique que l'ignorance a pu égarer, ou d'après le jugement des rivaux que la prévention a pu corrompre, qu'on pourra seulement apprécier un médecin, tant que la médecine pratique ne sera pas devenue une science, ou plutôt un art dirigé par des principes généraux et constants, et ce moment est peut-être encore bien éloigné. Plus les faits sur lesquels une science est fondée sont simples, plus ses progrès sont rapides et sûrs, et plus son origine remonte à une époque reculée. On sait que l'astronomie a été créée la première de toutes, et il est vraisemblable que la médecine le sera la dernière. Ainsi, nous n'entreprendrons pas ici de faire l'éloge des talents de M. Bouvart, puisque nous ne pouvons les juger; nous nous bornerons à donner le précis très-court de la vie, et à tracer les principaux traits du caractère d'un homme qu'une longue célébrité et des services multipliés ont rendu digne d'exciter à la fois l'intérêt et la curiosité.

Michel-Philippe Bouvart, docteur-régent de la faculté de Paris, associé-vétéran de l'Académie des sciences, naquit à Chartres, le 11 janvier 1711, de Claude Bouvart et de Geneviève-Gabrielle le Beau.

Sa famille exerçait à Chartres la médecine depuis plusieurs siècles : sous le règne de Louis XIII, elle

avait donné un premier médecin, dont les descendants ont occupé, dans la magistrature et dans l'administration, des places importantes où ils se sont distingués par des qualités qui semblent attachées à leur nom, les lumières, l'amour des devoirs, le désintéressement, la simplicité des mœurs et la probité.

M. Bouvart se préparait à suivre, dans sa ville natale, la profession de ses ancêtres; c'est là que, chargé d'un hôpital peu considérable, il a commencé à s'instruire dans la pratique, avec d'autant plus d'avantage, que le petit nombre de malades qu'il traitait à la fois, lui laissait le loisir de suivre dans chacun d'eux les symptômes des maladies et les effets des remèdes, ne lui offrait qu'autant de faits qu'il pouvait en observer avec précision, et lui en montrait assez pour donner une base solide et sûre aux résultats généraux qui devaient former son expérience et diriger sa pratique. M. de Genne, son compatriote et son ami dès l'enfance, vint exercer ses talents dans le barreau de la capitale, et M. Bouvart le suivit bientôt après : c'était à Paris qu'il avait appris les sciences médicales, il y avait ajouté le fruit d'une lecture immense, et celui d'une expérience éclairée par les conseils et les exemples de son père. L'utilité d'avoir un père pour guide est inappréciable dans une étude où le maître doit puiser ce qu'il enseigne, non dans les théories qu'il s'est rendues propres, mais dans son expérience, dans des souvenirs souvent fugitifs et minutieux qui embrassent toute sa vie. Les fautes d'un médecin instruisent

autant que ses succès, et l'on ne peut guère espérer qu'il ait le courage de les avouer, s'il n'est attaché à son élève par un sentiment devant lequel l'amour-propre n'ose se faire entendre.

Une double carrière semblait s'ouvrir à M. Bouvart, celle des sciences et celle de la médecine. Appelé dans cette Académie en 1743, bientôt après professeur au collége royal, il pouvait espérer, en suivant la carrière des sciences, une célébrité plus prompte et une vie plus paisible : le spectacle de la souffrance et de la destruction n'aurait point attristé toutes ses journées; cependant il préféra la médecine, entraîné peut-être par ce sentiment précieux qui attache l'homme aux maux de son semblable, même lorsqu'ils le déchirent, et semble exister au fond de notre âme indépendamment d'une espérance réfléchie de les soulager.

J'ai désiré la célébrité dans ma première jeunesse, disait M. Bouvart à M. de Genne, *mais j'en ai été bientôt désabusé, et je ne suis plus sensible qu'à la gloire d'être utile aux hommes*.

Ceux qui pensent qu'on ne peut en mépriser sincèrement aucune, seront du moins forcés d'avouer que M. Bouvart eut un esprit assez supérieur pour se juger lui-même; mérite bien rare, comme l'atteste l'exemple de tant d'hommes qu'on voit s'obstiner à poursuivre, dans une carrière pour laquelle ils ne sont pas nés, une gloire qui les fuit toujours; souvent même y consumer inutilement des talents qui les appelaient à d'autres occupations, et payer, par la perte de leur existence entière, une première er-

reur de leur jeunesse ou de leur vanité. M. Bouvart fut plus heureux : malgré de premiers succès qui ne l'éblouirent pas, il sentit que la facilité d'acquérir les connaissances les plus vastes et les plus variées, n'est pas toujours accompagnée du talent des découvertes, et il voulut se réserver tout entier pour la carrière où il sentait qu'il pourrait se placer au premier rang : il y parvint bientôt. Doué d'une sagacité singulière qui lui faisait deviner une maladie que des médecins habiles avaient longtemps méconnue, et d'un coup d'œil qui quelquefois lui découvrit, en approchant par hasard d'un malade, un danger qu'on ne soupçonnait pas, et dont il indiquait à l'instant la cause et le remède, il fut dispensé d'attendre du temps et de la mort des praticiens célèbres, la place qu'il devait occuper.

Mais en abandonnant la culture des sciences, il renonça aux avantages qu'il avait obtenus et mérités; il remit sa chaire au collége royal; il demanda le titre d'associé-vétéran de l'Académie des sciences. Son absence, quoique excusée par des services publics, ne lui permettait d'espérer qu'une tolérance contraire aux règlements, et une récompense enlevée à ceux qui, par la nature de leurs travaux, y avaient un droit plus légitime; l'élévation de son caractère ne lui permettait pas de profiter de l'une, ni sa probité d'accepter l'autre.

Forcé de voir chaque jour un grand nombre de malades dispersés dans une ville immense, de suivre à la fois les symptômes et la marche de vingt maladies, de se rappeler à chaque visite l'histoire en-

...ume. de prendre un parti prompt sur les
...prevus, d'employer l'intervalle de ses
...enter sur les remedes qu'il faut opposer
...ents qu'il prévoit, de faire, dans le peu
... qui restent, des recherches sur les cas
...naires, qui, dans une pratique si étendue,
...ment si souvent; obligé, au milieu de ces
...ibles, de retenir les mouvements
...ns son âme le spectacle de la misère et
...eur réunies, et d'isoler en quelque sorte
...e son cœur, pour avoir la force de combi-
...ne méditation tranquille les moyens de
...maux dont la vue l'afflige et le trouble;
...ns les consultations fréquentes, où il faut
...sur-le-champ des armes pour combattre des
...endues par un amour-propre directement
...recevant de toutes les parties de la France,
...e l'Europe, une foule de questions aux-
...ut répondre sans délai, un médecin livré
...ique a d'autant moins le temps de composer
...ges qu'il jouit d'une célébrité plus grande;
... de M. Bouvart sont-ils en très-petit

...rouve de lui qu'un seul mémoire dans les
...e l'Académie. M. Tennent ayant observé
...nalogie entre les effets de la morsure du
...sonnettes et les symptômes de la pleurésie,
...agine d'employer dans cette maladie le po-
...e Virginie, connu par les sauvages pour une
...e spécifique contre la morsure de ce ser-
...tentatives furent assez heureuses en Amé-

rique : M. Bouvart les répéta en France, et, en faisant à la manière d'administrer ce remède quelques changements indiqués par l'observation et la théorie médicale, il parvint à en rendre l'usage plus utile et plus sûr : cette même racine ne lui réussit pas moins dans l'hydropisie.

On sera peut-être étonné qu'un remède regardé par M. Bouvart comme très-puissant dans deux maladies aussi graves, et sur les succès duquel le témoignage d'un médecin aussi éclairé, d'un homme aussi sage, aussi ennemi de l'exagération et des nouveautés, ne pouvait laisser aucun doute, soit absolument tombé dans l'oubli. M. Bouvart s'était-il trompé? ou plutôt ne doit-on pas accuser du peu d'usage de ce remède utile, nos institutions, qui ont séparé en plusieurs fonctions distinctes les diverses professions que réunissaient les médecins de la Grèce et de Rome? Les médecins n'ordonnèrent plus le polygala, parce que la petite quantité qu'on leur en avait envoyée d'Amérique était épuisée; et on n'en fit pas venir, parce que ce remède était encore trop peu répandu pour devenir un objet de commerce. On peut attribuer en grande partie à cette même cause la lenteur avec laquelle d'autres remèdes se sont répandus, et le long espace de temps pendant lequel quelques-uns sont restés entre les mains des empiriques; car partout on retrouve des traces du mal qu'ont produit ces corporations, ces classifications multipliées de l'espèce humaine, suite autrefois nécessaire de l'état politique des sociétés en Europe, mais dont il serait temps de soumettre enfin l'u-

tilité et les inconvénients à l'examen de la raison.

Les seuls ouvrages que M. Bouvart ait publiés à part, sont dans le genre polémique, genre où les succès passagers sont si communs, et les succès durables si rares; où il est si difficile de ne pas affaiblir l'estime pour son caractère, même en augmentant la célébrité de ses talents.

Un médecin étranger, appelé en France comme inoculateur, y excita bientôt le plus grand enthousiasme. Sa manière de traiter, absolument différente de celle des médecins français, devait attirer à lui tout malade mécontent du sien; la nouvelle méthode devait leur plaire et les surprendre, il y entrait plus de régime et de consolations que de remèdes : à ses efforts pour guérir le malade, le médecin joignait des soins pour l'empêcher de souffrir; il voulait que le traitement fût doux, que la convalescence ne fût point pénible. Des succès donnèrent bientôt à une méthode séduisante en elle-même, une confiance presque générale. M. Bouvart ne pouvait l'approuver; la sienne était aussi active que celle de M. Tronchin était patiente; il voulait détruire la maladie et non la laisser s'éteindre, l'attaquer dès son principe avec toutes les forces de l'art, sauver sûrement le malade, et laisser ensuite au temps le soin de réparer ses forces épuisées par le mal ou par les remèdes. Au milieu de ce combat entre la médecine française et la médecine étrangère, M. Tronchin fit paraître un traité sur la colique du Poitou. M. Bouvart le réfuta, et son ouvrage pourrait être cité comme un modèle en ce genre, si l'auteur eût su répandre sur

les plaisanteries caustiques, sur les railleries mordantes dont il accable son adversaire, cette gaieté et ces grâces qui seules peuvent les faire pardonner; car, malgré toute la malignité qu'on suppose aux hommes, pour que les traits satiriques les amusent sans les révolter, il ne faut pas qu'on s'aperçoive que celui qui les lance haïsse ses victimes. Mais il est un autre mérite sans lequel les critiques n'ont qu'un succès éphémère, celui d'intéresser, même lorsque le sujet de la dispute a disparu, et l'ouvrage de M. Bouvart a ce mérite. Il ne renferme qu'un petit nombre de pages sur la méthode employée dans l'hôpital de la Charité pour traiter la colique du Poitou; et l'exposition raisonnée de ce traitement est un chef-d'œuvre de précision, un modèle de la logique qui doit diriger la pratique d'un médecin, et de la manière dont on peut employer le raisonnement en médecine, sans se perdre dans des hypothèses.

Quelques années après, M. Bouvart fut consulté sur la légitimité d'un enfant né dix mois dix-sept jours après la mort du mari de sa mère, mort qui avait été précédée d'une maladie de quarante jours. M. Bouvart se déclara contre cette naissance tardive, et bientôt il eut à combattre deux célèbres anatomistes de cette Académie, MM. Bertin et Petit. Deux questions principales se présentaient à résoudre, l'une physique et l'autre morale. La nature a-t-elle renfermé le temps de la gestation dans des limites précises? Il semble qu'il eût fallu décider cette première question d'après des observations exactes sur

le temps de la gestation dans différentes espèces d'animaux, observations dans lesquelles on aurait eu égard à l'âge et à la constitution des individus, au régime différent auquel on les aurait assujettis. Les conséquences qu'on en eût tirées pour l'espèce humaine n'auraient été fondées que sur l'analogie, et dès lors elles auraient perdu sans doute une partie de leur force; mais on aurait été encore bien moins exposé à l'erreur, qu'en se servant d'observations directes, sur lesquelles il resterait toujours un nuage, vu l'incertitude de l'instant de la conception, et celle des signes de la grossesse. D'ailleurs, dans l'espèce humaine, tout événement extraordinaire en ce genre est toujours suspect, puisqu'au milieu des circonstances les plus propres à faire naître la confiance, à écarter toute idée d'infidélité, de mensonge, il peut exister des motifs secrets de tromper, qu'il est impossible à l'observateur de soupçonner. Sans parler même des grands intérêts, assez puissants pour y forcer en quelque sorte, l'expérience n'a-t-elle pas prouvé que celui d'être le sujet d'un événement extraordinaire, de devenir l'objet de la curiosité publique, a suffi plus d'une fois pour déterminer des âmes faibles à une longue suite de mensonges et de fourberies.

Ces observations sur les animaux n'existaient pas encore, on ne pouvait attendre le résultat de celles qu'il aurait fallu tenter; ainsi, M. Bouvart et ses adversaires furent obligés de s'appuyer sur l'autorité des auteurs qui avaient traité ces questions. En discutant les faits de naissances tardives qu'ils ont

rapportées en assez grand nombre, M. Bouvart prouva très-bien que, si ce phénomène n'était pas sans exemple, il était du moins extrêmement rare, surtout lorsqu'on voulait porter le retard au delà d'un petit nombre de jours : mais ses adversaires prouvèrent de leur côté, qu'il n'y avait, quelque système que l'on prît sur les causes de l'accouchement, sur les forces qui le déterminent, aucun motif de croire que le terme n'en pût être retardé par l'effet de la constitution, du régime, des affections de l'âme; et il en résulte que l'impossibilité de ce retard serait, plutôt que sa possibilité, un phénomène qui aurait besoin d'être appuyé sur les observations les plus constantes.

Il fallait ensuite examiner la question morale. L'impossibilité d'une naissance retardée au delà du terme commun n'étant pas rigoureusement démontrée, doit-on fixer une époque après laquelle aucune naissance posthume ne pourra plus être supposée légitime? et si l'on fixe cette époque, jusqu'à quel point faut-il que la légitimité soit improbable pour que la loi prononce comme si elle était impossible? Ou bien regardera-t-on cette légitimité, c'est-à-dire, l'existence de l'enfant avant la mort du mari de la mère, ou la possibilité qu'il en soit le père, comme un fait dont on laisserait aux juges à discuter les preuves particulières? Si l'on admet le premier parti, la justice exige que l'on étende le terme à un point au delà duquel l'extrême invraisemblance du fait général ne puisse plus être compensée par les preuves particulières les plus fortes dont un fait de

ce genre soit susceptible; mais alors ce terme sera nécessairement prolongé jusqu'à une époque très-reculée, après laquelle la réclamation serait révoltante, à moins qu'elle ne fût appuyée sur des faits accompagnés de circonstances extraordinaires; or, ces mêmes circonstances semblent en quelque sorte rendre injuste le refus d'examiner. Prononcer que tout examen est inutile, est si rarement le langage de la raison, qu'il ne peut jamais être celui de la justice. Il serait donc plus conforme à l'équité de ne fixer aucun terme, d'examiner les preuves positives et négatives qui établissent les vérités de chaque fait allégué, en ayant égard à cette observation indispensable, que plus il est opposé à l'ordre commun des événements naturels, plus les preuves doivent être fortes. En général, on ne peut nier un fait particulier qu'après avoir pesé la probabilité des preuves qui l'appuient, et celle des motifs généraux qui semblent l'exclure de la classe des faits possibles. Si le philosophe ou le physicien se dispensent de cet examen, c'est que toutes les fois qu'ils en prévoient d'avance le résultat avec une forte vraisemblance, il serait injuste d'exiger d'eux qu'ils employassent un temps réclamé par des occupations dont le succès est moins incertain; or, cette raison perd toute sa force aussitôt que l'examen d'un fait devient un devoir de justice.

M. Bouvart voulait qu'on fixât un terme; mais celui qu'il déterminait lui-même n'était établi d'après aucun principe donné par l'observation; il ajoutait seulement un nombre arbitraire de jours à celui

qui est regardé comme le nombre ordinaire; et ses antagonistes avaient raison d'observer que cette détermination arbitraire ne pouvait servir de base à des décisions juridiques.

Nous sommes obligés de compter M. Bouvart parmi les adversaires de l'inoculation; il fut témoin des progrès que cette pratique a faits parmi nous, et il eut le malheur de la combattre constamment, et d'opposer trop souvent des accidents douteux et rares à des succès constants et nombreux. Il est affligeant de trouver presque toujours des hommes respectables par leurs lumières, au nombre des ennemis des vérités utiles, et de les voir prêter aux préjugés un appui qui en prolonge la durée; c'est sans doute que jusqu'ici notre éducation, nos méthodes de s'instruire, ont été plus propres à donner à l'esprit de la force que de la justesse; car on ne peut regarder comme volontaire ce refus souvent si opiniâtre et si long d'ouvrir les yeux à la lumière. En morale, où presque tous les préjugés sont utiles à leurs défenseurs, on est tenté de soupçonner de quelque motif d'intérêt les gens éclairés qui, en se rangeant du parti de l'erreur, sont assurés de s'y placer au premier rang et de s'emparer des avantages qu'elle promet. Mais dans les sciences physiques, où la gloire est, sinon la seule récompense, du moins le seul moyen d'en obtenir, et où elle ne se trouve qu'auprès de la vérité, la mauvaise foi qui ferait soutenir une erreur serait sans motif, et c'est en partie pour cette raison que les préjugés y sont moins durables; aussi M. Bouvart vit-il naître et s'é-

teindre les querelles sur l'inoculation, et sans avoir changé d'opinion, convaincu de l'inutilité de chercher à faire des prosélytes dans la disposition actuelle des esprits, il avait cessé de s'opposer au torrent, et avait embrassé la dernière consolation de ceux qui ont combattu inutilement des nouveautés, l'espérance de les voir passer de mode.

M. Bouvart possédait un avantage qui n'accompagne pas toujours ni les connaissances très-étendues, ni la célébrité dans des arts importants et difficiles, celui d'avoir beaucoup d'esprit. Il s'exprimait presque toujours avec une causticité que la froideur de son ton et la douceur de sa voix rendaient plus piquante. Sa censure s'exerçait sur tous les objets, mais elle épargnait encore moins les gens en place que ses confrères, et les charlatans en politique, que les charlatans en médecine. Indépendant quant à la fortune, il profitait de l'avantage qu'a un médecin très-employé, de ne pas craindre la vengeance que les hommes puissants se permettent trop souvent d'exercer contre ceux qui osent user du droit qu'a tout citoyen de les juger. Il savait qu'on n'oserait s'exposer au ressentiment d'un grand nombre de malades, en éloignant d'eux ou en privant de la liberté le médecin à la présence duquel ils croyaient leur existence attachée; ainsi, dans plus d'un genre, les talents savent se créer un empire que la force même est obligée de respecter. Père tendre, ami constant et sûr, ayant dans son âme le sentiment qui fait aimer, et l'ayant avec toutes ses délicatesses; sévère dans sa probité, implacable dans sa haine contre la bassesse et l'envie,

on n'a pu reprocher à M. Bouvart que de confondre quelquefois ce qui ne blessait que ses opinions, avec ce qui offensait les intérêts de la société, et de prodiguer à des torts frivoles ou imaginaires la colère de l'homme de bien; aussi paraissait-il dur aux indifférents, à tous ceux à qui l'égoïsme ou la légèreté a fait perdre, avec l'habitude de juger d'après des principes invariables, celle de sentir profondément. Ses amis seuls connaissaient sa sensibilité, et ils avaient appris à la connaître par ses actions, beaucoup plus que par ses discours. Il traitait ses malades avec une attention religieuse, mais sans complaisance, parce qu'il n'en regardait aucune comme vraiment indifférente; il songeait beaucoup plus à les sauver qu'à les soulager, et ne leur épargnait pas les remèdes dont il croyait pouvoir espérer quelques effets salutaires, même lorsque cette espérance était très-faible, et que ces remèdes pouvaient augmenter leurs souffrances; il usait rarement de ceux qui, en diminuant la douleur, peuvent contrarier le traitement : il cherchait à prolonger une existence même pénible, parce qu'il ne connaissait presque aucune circonstance où l'on pût désespérer absolument du pouvoir de la nature. Il voulait en même temps que ses malades fussent convaincus que leur médecin savait mieux qu'eux ce que leur état exigeait, qu'ils soumissent leur raison à la sienne, et qu'ils lui fissent le sacrifice entier, non-seulement de leurs opinions, mais de leurs répugnances et de leurs petites inquiétudes.

Sa raison, tout éclairée qu'elle était, ne l'était

point assez pour sentir que ces faiblesses des malades doivent être regardées comme des accidents de la maladie, et les ménagements qui pourraient adoucir leurs peines, comme des remèdes qui contribuent à la guérison. Cependant, comme il était juste, on le trouvait plus inexorable encore pour les parents ou les amis des malades : il ne concevait pas comment des personnes qui ne savent rien en médecine, peuvent se permettre de proposer des remèdes, d'indiquer un traitement, d'exiger qu'un médecin leur développe des raisons qu'ils ne peuvent comprendre, il était blessé de ces questions importunes qui, du moins lorsqu'elles étaient dictées par un intérêt réel, auraient mérité son indulgence. Sa philosophie eût dû lui apprendre que la médecine n'est pas le seul objet sur lequel on se permette de parler et de juger sans entendre, et que cette manie qui excitait sa colère, est un de ces vices généraux de la nature humaine, auquel il faut savoir pardonner pour son propre repos, comme par justice. Le caractère de M. Bouvart le rendait plus propre à traiter les maladies violentes où le malade est plus soumis, les témoins moins raisonneurs, l'emploi des remèdes plus certain, la marche du médecin plus hardie, plus décisive, et la terminaison plus rapide. Dans les maladies chroniques, rarement la patience de M. Bouvart ou celle du malade durait-elle assez longtemps pour qu'il pût voir le succès de son traitement.

Il regardait le talent pour la médecine et les connaissances expérimentales qu'elle exige, comme des

qualités très-distinctes des connaissances dans les sciences médicales, et même du génie pour ces sciences. Il croyait qu'on pouvait être un savant profond et même illustré par des découvertes, et ne pas être véritablement médecin. Il n'accordait ce titre qu'à un petit nombre d'hommes, avouait son estime pour eux aussi hautement que son mépris pour les autres. Le tort qu'ils avaient à ses yeux, d'exercer la médecine sans la savoir, n'était pas effacé par le mérite réel que d'ailleurs ils pouvaient avoir. Peut-être en cela n'aurait-il été que juste, si l'on n'était forcé d'avouer qu'il confondait trop souvent avec l'ignorance en médecine, un système de traitement qui contrariait sa méthode. Quand il consultait avec ses confrères, il était trop occupé de la conservation du malade pour songer à ménager l'amour-propre des consultants; il soutenait son opinion avec toute l'autorité de la raison, et il oubliait trop souvent que la raison n'a jamais plus d'empire que quand elle se montre, non comme une loi qu'on doit suivre, mais comme une opinion qui peut mériter d'être examinée. Malheureusement la force de sa conviction lui donnait trop de facilité à soupçonner ceux qui s'écartaient de ses idées, d'ignorance et de mauvaise foi, et à se croire permis de prendre, en les réfutant, un ton de dureté et de persiflage. Il était très-sévère observateur de l'ancien usage de ne vouloir consulter qu'avec les membres de la faculté, ou ceux qui ont le droit de pratiquer à Paris, usage qui eût exclu des consultations Boërhaave, Sydenham, Stahl ou Morgagni, s'ils avaient voyagé en France, et

contre lequel il suffit d'alléguer cette simple observation. M. Bouvart étendait sa sévérité plus loin: pour consulter avec lui, il fallait avoir les titres prescrits par les anciens statuts; mais ces titres ne lui suffisaient pas toujours, et en cela c'était à lui-même qu'il faisait justice; il sentait que la roideur de son caractère rendait absolument inutile toute conférence entre lui et des hommes dont la personne ou les principes avaient blessé ses opinions ou son caractère.

D'après les traits que nous venons de rapporter, on voit que M. Bouvart devait avoir des amis tendres, des admirateurs enthousiastes et des ennemis acharnés; mais jamais ceux-ci ne lui contestèrent ni l'étendue de ses connaissances, ni la justesse de son coup d'œil, ni les succès de sa pratique, ni sa probité comme homme et comme médecin; et cette justice que lui ont rendue constamment des hommes qu'il avait blessés par un mépris ou des railleries plus offensantes que les injures, est une preuve de ses talents qu'il serait difficile de contester. Si la gloire pouvait consoler du malheur d'être haï, on pourrait dire que la plus assurée, la plus incontestablement méritée, est celle sur laquelle la douceur et l'amabilité n'ont pas rendu les contemporains trop faciles, et qui n'a point été embellie par les mains de l'amitié. Mais, au hasard peut-être d'avoir à craindre de la postérité un jugement plus sévère, pourrait-on ne pas préférer le partage de celui qui laisserait à douter si sa célébrité est l'ouvrage de ses talents, ou celui de la bienveillance générale qu'il a obtenue?

Une pratique immense, un mariage riche, avaient procuré à M. Bouvart une fortune considérable; mais sa vie n'en fut pas moins simple, et il n'en tira que l'avantage de mettre dans l'exercice de sa profession plus de bienfaisance et de noblesse. Cependant il se permettait de faire justice de la mesquinerie des gens riches; un d'eux lui ayant fait porter par son valet de chambre de modiques honoraires rigoureusement calculés, il les renvoya, en ajoutant : *Dites à votre maître que je fais la médecine gratis pour les pauvres.* Mais si M. Bouvart était quelquefois juste jusqu'à la sévérité, il savait aussi être généreux.

Un homme qui tenait une banque, après avoir essuyé des pertes considérables, était à la veille de suspendre ses payements : le chagrin violent qu'il éprouvait altéra sa santé. Dès le premier coup d'œil, M. Bouvart soupçonna la cause des accidents; il essaya de pénétrer le secret du malade, ses tentatives furent inutiles : comme il se retirait, il apprit de la femme du banquier, que pour satisfaire à des échéances très-prochaines, il lui manquait vingt mille livres qu'il n'avait pu trouver chez aucun ami. M. Bouvart écoute sans rien dire, quitte la maison, revient bientôt, apporte la somme, et guérit ainsi le malade (1).

(1) J'ai tiré cette anecdote d'un éloge prononcé par M. de la Fize à l'assemblée publique de la faculté de médecine, dans lequel M. Bouvart a été apprécié par un savant digne de le juger, et peint par un ami sensible, mais impartial et juste.

Quelques heures de sommeil et environ une heure pour un seul repas, étaient tout ce que M. Bouvart accordait à la nature, et dérobait, soit aux fatigues de la pratique, soit au travail du cabinet. Il soutint cette manière de vivre jusqu'à près de soixante-dix ans : à cette époque, il sentit ses facultés s'affaiblir, il perdit peu à peu la mémoire, surtout celle des choses récentes ; sa raison, toujours saine, était plus faible. Il jugea son état comme il aurait jugé celui d'un autre : *Ma carrière est finie*, disait-il, *je n'ai plus rien à désirer que le courage de souffrir*. Bientôt les infirmités suivirent cet affaiblissement ; elles furent accompagnées de quelques maladies pour lesquelles ses amis lui proposaient des remèdes ; il les refusa : *Je n'ai aimé la vie*, leur disait-il, *qu'autant que j'ai pu la rendre utile : des remèdes que la nature n'a plus la force de seconder fatigueraient mon existence et ne la prolongeraient que pour la douleur. Le passé n'existe plus pour moi, le présent n'est qu'un point, l'avenir seul doit m'occuper.*

Une courte fièvre termina sa vie et ses souffrances le 19 janvier 1787. Sa perte eût excité des regrets plus vifs, si ses longues infirmités n'eussent forcé d'avance ses malades à chercher d'autres secours ; mais il ne pouvait plus faire couler que les larmes de la reconnaissance. Quelques-uns des principes qu'il suivait dans le traitement des maladies seront encore longtemps utiles, ne fût-ce que pour nous préserver de tomber dans l'excès d'une médecine trop oisive, qui, sous prétexte de ne pas contrarier la nature, n'ose employer les remèdes, comme si ces mêmes

remèdes, la sagacité qui les a fait découvrir, et la prudence qui les emploie, n'étaient pas aussi un présent de la nature. La politique du médecin cherche à éviter deux écueils opposés : s'il est actif, on l'accusera d'avoir tué son malade ; s'il l'abandonne à ses propres forces, on dira qu'il l'a laissé mourir. Or, ce dernier écueil est le moins dangereux, le reproche est plus doux, et on peut y répondre plus aisément par des raisons populaires et spécieuses. Mais le médecin devrait écarter toute politique ; sa devise devrait être celle d'une de nos anciennes maisons : *Fais ce que dois, advienne que pourra ;* et c'est en cela que M. Bouvart nous a donné un exemple qui doit honorer sa mémoire. Personne n'a porté plus loin la probité dans la pratique de son art ; il ne voulait que guérir. Aucune considération ne l'eût fait écarter, même dans les choses presque indifférentes, de la ligne que ses lumières lui avaient tracée ; ni l'envie de plaire ni la faiblesse ne pouvaient séduire son opinion ; il se roidissait contre elles, de peur qu'elles ne corrompissent son jugement, même à son insu : inflexibilité précieuse aux malades, quelquefois incommode, et dont ils ne sentaient pas toujours le prix. Mais il faut que des lumières supérieures accompagnent cette fermeté salutaire : dans les hommes médiocres, la force du caractère n'est que de l'opiniâtreté ; et la juste confiance d'avoir trouvé la vérité peut seule donner à un homme qui prononce sur la vie d'autrui, le droit d'être inflexible.

ÉLOGE DE M. DE LASSONE.

Joseph-Marie-François de Lassone, premier médecin du roi et de la reine; docteur régent de la Faculté de médecine de Paris; de l'Institut de Bologne; de l'Académie de médecine de Madrid; de la Société de médecine, et pensionnaire vétéran de l'Académie des sciences, naquit à Carpentras, le 3 juillet 1717, d'Antoine-Joachim de Lassone et de Marguerite de Bagnole.

Le père de M. de Lassone n'avait accepté la place de médecin ordinaire du roi, et quitté le Comtat Venaissin sa patrie, que pour procurer à son fils ces instructions des grands maîtres que la capitale seule peut offrir, et cependant ne pas le soustraire aux regards paternels, encore plus difficiles à remplacer.

Le succès répondit à la sagesse de ces vues; et à vingt-cinq ans M. de Lassone entra comme anatomiste à l'Académie des sciences.

Il ne devait pas cet honneur à son opiniâtreté dans le travail : plus d'une fois sa famille avait été alarmée de son goût pour les plaisirs de son âge, et chaque fois il la rassurait par quelque ouvrage qui lui méritait une couronne académique ou l'estime de ses maîtres. Ces alarmes furent surtout très-vives, lorsque ses parents apprirent qu'il était de la société de cette actrice célèbre par sa beauté, dont le nom, lié à celui de Zaïre, est devenu immortel. On sut qu'il avait même fait une comédie, on en exigea le sacrifice : il se soumit, et jamais depuis

il n'a voulu dire le titre de cette pièce, qui cependant avait été jouée avec succès sous un autre nom, et était restée au théâtre. Ce travail si étranger à ses études et ce sacrifice étaient l'un et l'autre une preuve de la facilité, de la flexibilité qui depuis lui permirent d'acquérir dans plusieurs genres de sciences une juste célébrité. S'il n'eut pas cette force de tête qui, par des combinaisons profondes, conduit à des vérités nouvelles, il eut cette heureuse sagacité qui éclaire et qui perfectionne, s'empare de ce que les premiers inventeurs ont laissé échapper, et qui, unie à un esprit juste, marche d'un pas égal mais sûr, avance toujours et ne s'égare jamais.

M. de Lassone parut d'abord se livrer presque exclusivement à l'anatomie.

Ses principaux ouvrages ont pour objet la structure intime des os, de la tunique, des artères et de la rate.

Il montra que le tissu des os est entièrement fibreux; que c'est dans chaque fibre même et non entre leurs mailles, entre les divers réseaux formés par elles, que la matière terreuse se dépose.

Il fit voir qu'une des membranes des artères jouit d'une force musculaire qui lui est propre, et qui contribue avec celle du cœur à entretenir la circulation.

Ruisch regardait la rate comme entièrement vasculaire. Malpighi y avait observé une substance pulpeuse et des cellules membraneuses; et les anatomistes étaient partagés entre deux observateurs célèbres par leur exactitude, qui savaient bien voir

et qui étaient d'un avis opposé, en ne parlant cependant que de ce qu'ils avaient vu.

M. de Lassone décida cette question; il expliqua pourquoi la substance pulpeuse avait échappé à Ruisch, et pourquoi cette même substance avait présenté à Malpighi l'apparence illusoire de véritables membranes.

Il se proposait de suivre ce travail; il osait même espérer de deviner l'usage de la rate, qui est encore inconnu, quoique ce viscère, sans être rigoureusement nécessaire à la conservation instantanée de la vie, paraisse l'être à sa durée.

Mais un événement extraordinaire mit un terme aux travaux anatomiques de M. de Lassone. En choisissant parmi quelques cadavres un sujet propre à ses dissections, il croit n'apercevoir sur l'un d'eux que des signes de mort trop incertains, et il cherche à ranimer une vie qui peut-être n'est pas encore éteinte. Longtemps ses efforts sont vains; mais la première impression l'emporte sur cette longue inutilité; enfin, il aperçoit des mouvements qui ne sont plus équivoques. Cette mort apparente n'était qu'une crise salutaire. M. de Lassone guérit le malade; il était pauvre; M. de Lassone le nourrit, le console. Il craint que cette nouvelle vie ne soit pour cet infortuné qu'un présent funeste : il croit moins avoir rendu un service à l'humanité, qu'avoir contracté une dette envers elle, et il regarde comme un devoir de se charger du bonheur de celui qui doit à ses soins la funeste possibilité de pouvoir encore être malheureux. L'idée d'avoir été exposé à commettre

un crime involontaire, ne permit plus à M. de Lassone de se livrer à des travaux que depuis il ne pouvait envisager sans effroi. L'histoire naturelle prit la place de l'anatomie, et les connaissances qu'il avait déjà le trouvèrent prêt à suivre cette nouvelle carrière.

Nous ne citerons ici que son travail sur les grès cristallisés de Fontainebleau. M. de Lassone ne se borne pas à décrire ces cristallisations que M. Bezout avait observées le premier, il cherche à montrer comment elles ont pu se former. En général, les molécules des cristaux échappent à nos sens : c'est au sein d'un fluide qu'ils se forment, soit que leur substance y soit dissoute comme dans les sels, soit qu'elle-même soit réduite en liqueur, comme dans la cristallisation de l'eau ou des métaux par le refroidissement. Dans les cristaux de grès, les molécules sont sensibles ; mais ce n'est pas, comme on pourrait le croire au premier coup d'œil, une exception à la règle générale. M. de Lassone prouve qu'ils sont de véritables cristaux spathiques calcaires, qui dans leur formation ont enveloppé une grande quantité de particules quartzeuses. Des deux substances qui composent ce grès, celle dont les parties étaient dans l'état élémentaire au moment de la réunion, est la seule qui ait pris une forme régulière, et cette forme-là même qu'elle aurait affectée, si elle avait été pure et séparée des particules plus grossières qu'elle a entraînées. La chimie, si étroitement liée à l'histoire naturelle, devint enfin l'occupation chérie de M. de Lassone. Ses nombreux mémoires of-

frent une suite précieuse d'observations nouvelles, utiles, soit au progrès de la science, soit à celui de l'art de composer les remèdes : partout on voit la sagacité de l'observateur, une sage critique, un esprit toujours juste, toujours méthodique.

La médecine lui doit de nouvelles préparations de mercure et d'antimoine. Les combinaisons de ce demi-métal avec les acides lui ont offert des sels inconnus aux chimistes, et lorsque l'analyse des airs a enrichi la chimie d'une branche si féconde, et répandu sur la science entière une lumière inattendue, il n'a pas craint d'entrer dans la carrière, et on lui doit l'observation curieuse de la propriété qu'a l'air nitreux d'ôter à l'air inflammable mêlé à l'air vital, la propriété de détoner. C'est aussi M. de Lassone qui, dans un travail commun entre lui et M. Cornette, le compagnon fidèle de ses travaux, observa le phénomène singulier de l'inflammation du phosphore par l'affusion de l'eau froide, phénomène qui serait pris encore dans les neuf dixièmes du globe pour un véritable miracle.

Une révolution dans une science est presque toujours un malheur pour ceux qui la cultivent, lorsqu'ils ont perdu l'ardeur et la flexibilité de la jeunesse. Il leur est difficile de suivre le progrès des idées nouvelles, alors d'autant plus rapide que chaque fait, chaque expérience est en quelque sorte une découverte, et il serait dangereux pour leur gloire de s'obstiner à suivre les idées anciennes. Il faut peut-être autant de simplicité dans le caractère que de justesse d'esprit pour savoir échapper en même

temps à ces deux inconvénients; M. de Lassone en fut préservé. Naturellement éloigné des théories hypothétiques, se bornant presque toujours à des expériences, il ne vit dans cette révolution que des faits de plus à observer; il n'y eut guère de changé pour lui que les mots : il crut pouvoir se dispenser d'adopter ce changement, puisque l'ancienne langue était encore généralement entendue, et il continua paisiblement ses travaux.

M. de Lassone, quoique le nombre de ses ouvrages eût pu faire croire qu'il s'était exclusivement livré aux sciences, n'avait pas négligé la pratique de la médecine. Après l'avoir exercée longtemps dans les hôpitaux et dans les cloîtres, il fut appelé à la cour, et, parcourant ainsi la chaîne sociale tout entière, il put observer ce que les institutions humaines ajoutent aux maux de la nature, et voir comment, en modifiant les passions et les habitudes, elles changent le tempérament des malades et le caractère des maladies. Il vit que l'excès de la richesse et celui de la pauvreté, le désir immodéré des honneurs ou du pouvoir, irrité par le succès même, et le ressentiment de l'oppression ou de l'injure que la crainte force à dissimuler, le vide que les jouissances inquiètes de la vanité laissent dans une âme qui ne connaît plus qu'elles, et l'abattement d'une longue humiliation, sont également funestes à la santé comme ils le sont au bonheur; et que ce n'est ni près du trône ni dans les réduits de la misère, qu'on peut espérer de trouver des tempéraments sains et robustes, des âmes fortes et paisi-

bles. Mais c'est dans les cloîtres surtout où la vie est plus uniforme, où tous les individus sont soumis à une loi commune, qu'il sentit plus fortement l'effet des affections morales, parce que chaque cause y agit d'une manière plus égale et plus isolée : et si l'on avait besoin de preuves de fait pour savoir combien il est téméraire de s'imposer des sacrifices éternels, et cruel de consacrer ces vœux indiscrets par la force des lois et de l'autorité publique, les observations de M. de Lassone en fourniraient de certaines. Les cloîtres lui montraient les effets lents et terribles d'une lutte éternelle entre la nature et le devoir, des regrets d'une liberté que rien ne peut plus rendre, et du poids d'une chaîne qu'il faut traîner jusqu'au tombeau. Mais heureusement cette chaîne est brisée, et nous approchons de l'époque où les institutions sociales, en perfectionnant la nature sans la contraindre, en assurant, en étendant les droits des hommes sans les blesser jamais, seconderont l'ordre éternel du monde qu'elles ont contrarié si longtemps.

A Versailles, successivement premier médecin de deux reines, devenu ensuite premier médecin du roi, réunion dont, avant lui, le célèbre Fernel était le seul exemple, il obtint dans deux cours différentes la même confiance et la même estime. Les ministres, les courtisans avaient changé; ces espèces d'associations si mobiles, qui pour quelques instants réunissent sur elles la faveur ou le pouvoir, s'étaient plus d'une fois formées d'individus différents et de partis opposés, et M. de Lassone avait conservé les

mêmes amis. Son crédit restait toujours le même, parce qu'il n'aspirait qu'à faire en silence un peu de bien, et ne voulait de crédit que celui qui accompagne toujours une probité reconnue.

Il est si naturel à l'homme de chercher à conserver les prérogatives de sa place, qu'on est parvenu à en faire un honneur, et presque un devoir. Ce n'est point pour soi-même qu'on les réclame, c'est pour ne pas laisser diminuer entre ses mains le dépôt qui leur a été confié. Ce langage est reçu; il inspire une sorte de respect; souvent il a fait pardonner l'orgueil et même l'avidité. M. de Lassone était supérieur à ces préjugés : à peine a-t-il la survivance de la place du premier médecin, qu'il s'occupe des moyens de détruire ce qu'on appelait les droits de cette place, ce qu'il en regardait comme les abus; mais il veut que cet abandon soit utile, et il imagine de confier à une académie de médecine l'examen des remèdes nouveaux et la police des eaux minérales du royaume.

Un droit levé sur la vente de ces eaux, vente que pour la sûreté du public on astreint à des formalités, faisait partie du traitement du premier médecin, et il doit être à l'avenir le patrimoine de la nouvelle société. Ainsi, cette portion importante des remèdes vraiment utiles sera soumise à une inspection plus sûre, et on trouvera sans doute des moyens de concilier les droits de la liberté et de la propriété avec une vigilance nécessaire. Les remèdes secrets, souvent si dangereux, ne tromperont plus sous la foi d'une permission trop facilement accordée, et

cette police confiée à une société d'hommes éclairés sous une constitution libre, se bornera sans doute à avertir les citoyens des dangers qu'ils courent, à les instruire des ressources réelles que l'art leur prépare, sans cependant gêner leur confiance, et leur ôter le droit qu'a chaque homme de choisir pour lui ses médecins et ses remèdes. En même temps la médecine, comme science, devint l'objet des recherches d'une société chargée d'en étendre la sphère, et d'en approfondir les principes. Jamais un médecin n'avait plus fait pour son art, et cette action, à la fois si noble, si utile, n'a été pour lui qu'une source de chagrins. En vain, par amour pour l'égalité, et dans la crainte qu'un faible intérêt de vanité ne parût souiller la pureté du sacrifice qu'il avait fait aux sciences, abdiqua-t-il l'honneur de présider la nouvelle société, honneur attaché à sa place par les premiers règlements. L'implacable esprit de corps ne cessa de le poursuivre : il éprouva qu'un bien général, faible pour chacun de ceux qui le partagent, est méconnu et bientôt oublié, tandis que les prétentions particulières que ce bien contrarie, sont actives et bruyantes; il apprit, par son expérience, que les abus, qui ont tant de censeurs lorsqu'on les menace de loin, ne trouvent plus que des défenseurs lorsqu'on commence à envisager leur destruction comme réelle et prochaine. M. de Lassone supporta la calomnie avec une tranquillité que le témoignage de sa conscience lui rendait facile.

Des amis vertueux sont la plus douce consolation contre l'injustice; et M. de Lassone jouit pendant

toute sa vie de ce bonheur. L'amitié de Fontenelle avait honoré de ses conseils ses premiers pas dans le monde et dans la carrière des sciences. Winslow avait voulu être son instituteur dans l'anatomie, et en reprendre pour lui les fonctions. D'Alembert et Buffon furent ses contemporains, ses confrères et ses amis. L'abbé Arnaud, son compatriote, conserva pour lui, jusqu'à la mort, la tendre affection que leur enfance avait vue naître, et cette union, fondée sur le sentiment et sur l'estime, ne fut point refroidie par l'opposition de leurs goûts, de leurs caractères, de leurs occupations.

Plus âgé, sa douceur, son zèle éclairé pour le progrès des lumières, lui méritèrent des amis parmi les jeunes savants, dont il encourageait les travaux, dont la gloire était devenue une de ses plus vives jouissances. La tendresse de ces enfants adoptifs égalait celle des enfants que la nature lui avait donnés, et ne la surpassait pas.

Le bonheur d'être aimé de tous ceux dont le sort l'avait entouré, fut la juste récompense de la sensibilité douce, de l'égalité d'humeur, de l'oubli de soi-même, de ce désir de rendre les autres heureux par des attentions de chaque instant, comme par de grands services, enfin, de cette amabilité constante, qui formaient le fond de son caractère.

Dans sa jeunesse, un de ses ouvrages composé pour le prix de l'Académie de chirurgie, ne l'obtint pas, et M. de Lassone ne put ignorer que sa qualité de médecin, et de médecin voulant s'occuper de chirurgie, avait rendu ses juges plus sévères et moins

équitables que dans un premier concours où il n'était pas connu. Ce dégoût l'avait déterminé à ne pas refuser l'offre qu'on lui faisait d'une chaire dans l'université de Padoue; et l'honneur d'être le collègue de Morgagni, alors dans tout l'éclat de sa gloire, pouvait flatter un jeune anatomiste; mais cette résolution affligeait trop un oncle qui lui servait de tuteur et de père, et elle ne tint pas contre les larmes de l'amitié. Celui qui, dans sa jeunesse, lui avait sacrifié son amour-propre, méritait qu'elle ne cessât d'embellir sa vie, et qu'elle consolât ses derniers jours.

Quoique éloigné de sa patrie dès son enfance, M. de Lassone ne l'oublia point et n'en fut pas oublié. Au moment où la France prit, en 1768, une possession momentanée du Comtat Venaissin, les états du pays chargèrent M. de Lassone de présenter au roi les cahiers où ils demandaient la conservation de leurs franchises, faibles restes de leurs droits naturels, qu'un souverain éloigné avait été obligé de respecter.

Ses aïeux avaient répandu des bienfaits sur l'hôpital de Carpentras; il voulut les imiter, mais en homme éclairé : il donna des lits de fer, dont il serait à désirer que l'usage exclusif s'introduisît dans les hôpitaux; et au bienfait en lui-même, il ajouta celui de l'exemple, peut-être plus utile encore.

Depuis longtemps l'usage destinait le fils d'un premier médecin à posséder une de ces charges qui donnaient un droit presque exclusif de remplir les places de l'administration, et à fonder une nouvelle

famille patricienne. M. de Lassone préféra pour son fils l'état où ses pères s'étaient distingués; il ne trouva point d'obstacles dans un jeune homme dont la raison prématurée appréciait les objets d'après leur valeur réelle, et non d'après celle qu'y attache le préjugé; et c'était dans un temps où il était impossible de prévoir que ces chaînes de la vanité qui servaient à resserrer toutes les autres, seraient brisées du même coup, et qu'un système d'inégalité, que quatorze siècles avaient péniblement combiné, pourrait disparaître en quelques instants.

Lorsque la délicatesse naturelle du tempérament de M. de Lassone lui fit éprouver les incommodités d'une vieillesse prématurée, il devint plus triste, plus solitaire, mais il conserva son caractère. Toujours attaché à la religion, sans cesser jamais un instant d'avoir pour les opinions d'autrui cette indulgence entière que la philosophie la plus profonde ne donne qu'aux âmes douces et pures, ses sentiments religieux se réveillèrent dans son âme, à mesure que les distractions du monde et l'étude cessaient de pouvoir remplir sa vie, et ajoutèrent leurs consolations à celles de la nature et de l'amitié. Éclairé sur son état, il vit paisiblement la mort s'approcher de lui, en fixa lui-même le jour, et le 8 décembre 1788, un paisible sommeil termina une vie partagée entre des travaux utiles, des actions de bienfaisance, et les plaisirs que les sentiments tendres font goûter à une âme vertueuse.

ÉLOGE DE M. LE CARDINAL DE LUYNES.

Paul d'Albert de Luynes, cardinal-prêtre de la sainte église romaine; archevêque de Sens, primat des Gaules et de Germanie; abbé de Corbie; commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, etc., etc.; de l'Académie française et de celle des sciences, etc., naquit à Versailles le 5 février 1703, d'Honoré-Charles d'Albert, duc de Luynes et de Montfort, connu sous ce dernier nom, et d'Anne-Jeanne de Courcillon, fille du marquis de Dangeau, l'un de nos premiers académiciens.

Le duc de Montfort était arrière-petit-fils de Charles d'Albert, qui mourut à quarante-trois ans connétable, garde des sceaux, premier ministre, et dont la mort prompte ne permit pas de juger si cette élévation si rapide, souillée par la mort des Concini, et par la prison de la mère du roi, était au moins justifiée par des talents réels.

M. le cardinal de Luynes, colonel à seize ans, fut évêque de Bayeux à vingt-six.

Le goût des sciences est héréditaire dans les deux branches de la maison de Luynes. Le duc de Chevreuse qui, à la cour de Louis XIV, osa presque seul se montrer l'ami de Fénelon dans la disgrâce, s'était instruit chez les solitaires de Port-Royal dans les principes de la nouvelle philosophie de son temps : car chaque siècle et presque chaque génération a la sienne, qui, toujours calomniée par la sottise contemporaine, devient ensuite l'un des préjugés de la

postérité. L'ouvrage, longtemps célèbre sous le titre de l'*Art de penser*, avait été le fruit de ces savantes conversations. Nous devons à feu M. le duc de Chaulnes une machine à diviser, faite d'après un principe ingénieux et nouveau; et à son fils des mémoires sur les arts et sur la chimie, où l'on trouve à la fois des vues utiles et des résultats neufs et piquants.

M. le cardinal de Luynes ne crut pas que les travaux des sciences fussent incompatibles avec les devoirs de l'épiscopat; il avait du moins pour excuse l'exemple du pape Gerbert, qui a introduit dans l'Europe chrétienne l'usage de l'arithmétique décimale, et qui, pour avoir été le premier mathématicien de son temps, n'en mérita pas moins par ses vertus l'archevêché de Reims et le trône pontifical.

L'astronomie, la gnomonique, la construction des instruments de météorologie remplissaient tour à tour les loisirs de M. le cardinal de Luynes.

Ces occupations douces et faciles étaient de véritables plaisirs pour un esprit naturellement actif, et peut-être même il leur dut en partie de n'avoir jamais regretté ceux dont l'austérité de son état le condamnait à se priver.

Dans les premières années de son séjour à Bayeux, on lui dénonça de prétendus possédés; il eut assez de philosophie pour ne regarder cet événement que comme un phénomène de physique qu'il fallait examiner; et ces prestiges qui, un siècle auparavant, auraient fait élever des bûchers, disparurent aux premiers regards d'un prélat aussi éclairé que pieux.

On lui a reproché de les avoir même examinés; mais peut-être est-il plus sage de dévoiler les erreurs populaires que de les dédaigner, ou d'attendre pour les attaquer qu'elles aient déjà des enthousiastes prêts à se sacrifier pour elles, des sophistes armés pour les défendre, des fourbes intéressés à les protéger. Combien d'erreurs ont longtemps avili l'espèce humaine, qui auraient été étouffées dans leur berceau, si une sage prévoyance avait dissipé les illusions dont la crédulité ou la fourberie l'avaient entouré! Sans parler d'exemples plus anciens et plus effrayants, n'a-t-on pas vu de nos jours une chimère, dont le nom même est devenu ridicule, former en peu d'années une secte nombreuse, ayant des prosélytes dans toutes les classes, portant déjà tous les caractères du fanatisme, et disparaître cependant au moment même où les physiciens qui l'avaient méprisée, ont laissé tomber sur elle quelques-uns de leurs regards?

Peu d'évêques ont mieux rempli que M. le cardinal de Luynes, la double tâche d'instruire les hommes de leurs devoirs et de les soulager dans leurs malheurs. Il avait une éloquence naturelle, peut-être un peu verbeuse, mais douce, facile, harmonieuse, toujours claire, souvent noble et même élégante.

Il parlait sur-le-champ et sans la moindre préparation : on l'a vu remplacer dans la chaire un orateur à qui la mémoire avait manqué, reprendre son texte et ses divisions, les suivre et les remplir. Dans ces occasions, ses traits, le son de sa voix ne

laissaient apercevoir la moindre trace ni d'effort, ni même de la plus légère contention; on aurait cru qu'il prononçait un discours sur lequel sa mémoire s'était longtemps exercée, si une noble familiarité, un abandon touchant n'avaient empêché d'en avoir même l'idée.

La moitié de son revenu était distribuée en aumônes, et il tenait une balance égale entre tous les infortunés qui vivaient dans ses bénéfices. Que le riche dépositaire du bien des pauvres compatisse à leur misère, qu'il cède au sentiment de la bienfaisance dont son état lui fait un devoir, rien sans doute n'est plus simple; mais que cette bienfaisance soit réglée par une justice impartiale, que l'indigent éloigné ait la même part que celui dont le bienfaiteur peut entendre les bénédictions, c'est là que la vertu commence; et telle fut la conduite constante de M. le cardinal de Luynes.

Il craignit même que, par la suite trop commune de la non-résidence dans les abbayes, les pauvres de Corbie ne fussent négligés par ses successeurs, et il plaça quarante mille écus pour leur assurer des secours perpétuels. Aussi sa mort fut-elle une calamité publique pour ce peuple qui n'avait point connu le bienfaiteur qu'il pleurait; et des yeux, qui jamais n'avaient rencontré ses regards, répandirent sur son tombeau les larmes de la reconnaissance.

Zélé pour la religion, il voyait avec peine qu'elle n'eût pas dans tous ceux qui la professaient, des enfants bien fidèles. Il s'efforça par des sermons, par des instructions pastorales, d'empêcher l'incrédulité

de faire des progrès dans le troupeau confié à ses soins. Il opposait aux objections des raisonnements simples comme ceux à qui il les destinait; mais ce zèle infatigable n'était souillé d'aucune amertume. Sincère dans sa croyance, il pensait que d'autres pouvaient l'être dans une croyance contraire, et que pour l'intérêt même de sa cause, il devait donner l'exemple de l'indulgence et de la justice. Un jour un homme soupçonné de n'être pas assez religieux, lui demandait sa voix pour une place qui, à la vérité, n'intéressait que les sciences : *On m'a dit*, lui répondit M. le cardinal de Luynes, *que vous étiez incrédule. Si cela est, c'est un malheur pour vous, et je dois chercher à vous détromper; mais d'autres m'ont assuré que vous étiez digne de la place, et vous aurez ma voix* (1).

M. le cardinal de Luynes termina une carrière paisible et vertueuse par une mort douce, le 22 janvier 1788.

Sa place d'honoraire à l'Académie des sciences a été remplie par M. le maréchal de Castries.

ÉLOGE DE M. DE FOUCHY.

Jean-Paul Grandjean de Fouchy, auditeur des comptes, secrétaire ordinaire de M. le duc d'Orléans, secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie des sciences et de la Société royale de Londres, etc.,

(1) C'est à l'auteur même de cet eloge que M. le cardinal de Luynes a donné cette preuve de sa tolérance.

naquit à Paris, le 17 mars 1707, de Philippe Grandjean de Fouchy et de Marie-Madeleine Hynault.

Son père, issu d'une famille noble du Mâconnais, et destiné par ses parents à l'état ecclésiastique, l'avait été par la nature à s'occuper des arts, et le fut par le hasard à perfectionner celui de l'imprimerie. Conduit par la curiosité dans l'atelier d'un imprimeur, il fut frappé de l'imperfection des caractères alors employés par les presses françaises. Dès le soir même il essaya de dessiner quelques lettres capitales et de leur donner l'élégance, la netteté et les belles proportions dont le défaut avait révolté son goût. Ces essais, confiés sans dessein à un de ses amis, furent portés par lui au chancelier de Pontchartrain, et montrés bientôt à Louis XIV, qui saisit avec l'empressement d'un prince amoureux de toutes les espèces de gloire, l'occasion de donner aux éditions françaises l'avantage sur celles de la Hollande, et de faire cesser, à l'égard d'une nation ennemie, cette infériorité que le grand nombre d'écrivains éloquents et d'hommes de génie dont s'honorait alors la France, semblait rendre encore plus humiliante.

Le jeune Philippe Grandjean fut chargé du soin de dessiner et de faire fondre de nouveaux caractères, et par un hasard heureux qui justifia le choix du ministre, il se trouva réunir au mérite de dessiner goût, avec le talent et l'amour des arts, l'activité et la patience dans le travail.

La découverte de l'imprimerie a ouvert à l'humanité entière la route du bonheur comme celle de la

liberté. Elle seule a rendu les vérités éternelles, elle seule en a fait le patrimoine commun de tous les hommes, et c'est par elle seule qu'il n'existe plus aucun terme ni aux progrès de l'esprit humain, ni à la perfection des institutions sociales.

La reconnaissance suffirait donc pour excuser le luxe des belles éditions; mais il est juste d'observer encore que la perfection même la plus recherchée dans les arts utiles, ne doit pas être regardée comme un raffinement de fantaisie. Sans ces éditions superbes, qui ne servent qu'à flatter le goût de quelques amateurs riches, on ne parviendrait pas à rendre faciles à lire les éditions communes. Pour que le grand nombre jouisse du progrès d'un art, il faut presque toujours qu'auparavant ces mêmes progrès aient procuré, au petit nombre, des plaisirs exclusifs. Les productions des arts, qui joignent une utilité réelle et nouvelle à la magnificence et à la rareté, ne doivent donc point attirer à ceux qui les recherchent la censure des moralistes même les plus sévères, et il est juste de pardonner aux riches des fantaisies qui peuvent un jour ouvrir à tous les hommes de nouvelles sources de jouissances.

Rempli d'enthousiasme pour son art, le père de M. de Fouchy destinait son fils à lui succéder; il lui réservait l'honneur d'achever son ouvrage, en y ajoutant les alphabets des langues orientales qui manquaient encore. Aussi, après une éducation soignée et dirigée suivant le vœu de son père, qu'il avait perdu dès son enfance, M. de Fouchy s'occupa de dessiner et de faire graver des lettres hébraïques.

Mais les circonstances avaient changé. Louis XIV attachait un si haut prix à la perfection exclusive des éditions françaises, qu'il refusa une *frappe* des matrices de l'imprimerie royale, gravées par le père de M. de Fouchy, à ce même Philippe V, son petit-fils, pour lequel il avait prodigué le sang et les trésors de la France. M. de Fouchy s'aperçut bientôt que la protection de Louis XIV avait seule empêché les administrateurs subalternes de confondre avec de simples ouvriers les artistes qui, en perfectionnant un art utile, servaient à la gloire de la nation, à son commerce, et même à la propagation des lumières, puisqu'il résulte, de la perfection de l'imprimerie, qu'on peut lire plus longtemps de suite sans fatigue, et lire davantage dans un temps égal.

M. de Fouchy fut donc obligé de renoncer à suivre les traces de son père, et déterminé par son goût naturel que l'éducation avait favorisé, il se consacra tout entier à l'étude des sciences.

Il s'était formé, à Paris, une société composée de savants et d'artistes, qui devaient s'occuper d'appliquer aux arts les principes et les théories scientifiques qui peuvent en diriger, en assurer, en perfectionner la pratique. Cette société, qui comptait au nombre de ses membres MM. Clairaut, de Gua, La Condamine, l'abbé Nollet, Rameau, Sully, Julien Le Roi et ses fils, pouvait être également utile aux sciences et aux arts.

En cherchant à trop rapprocher les sciences de la pratique, à leur interdire les pures spéculations, sous prétexte de l'inutilité actuelle de ces spécula-

[illegible] on s'exposerait à retarder leurs progrès. Ce serait ôter au génie son indépendance, et borner son essor dans une carrière trop étroite; ce serait même troubler sa marche, puisque la chaîne des vérités qui s'appellent mutuellement, et dont la découverte devient successivement possible par celle des méthodes nouvelles, n'a aucun rapport avec la suite des vérités qui doivent devenir aussi, chacune à leur tour, d'une utilité pratique.

C'est précisément parce que les recherches difficiles, les découvertes qui agrandissent la sphère de l'esprit humain, peuvent rester longtemps inapplicables aux usages de la vie, qu'il est bon que des compagnies savantes en maintiennent le goût, rassemblent les hommes qui s'en occupent, leur offrent des récompenses, les encouragent enfin en fixant sur eux les regards, en leur assurant l'estime de ceux qui ne sont pas en état de les juger. Si ces sociétés elles-mêmes paraissaient accorder la préférence aux travaux qui se rapportent à la pratique, qui déjà donnent une gloire plus populaire et réunissent plus de facilité à l'espérance d'avantages plus grands, les sciences seraient menacées d'une langueur qui bientôt s'étendrait jusque sur les arts même auxquels on les aurait imprudemment sacrifiées. D'un autre côté, il résultait de l'heureuse réunion des artistes et des savants, que ceux-ci devenaient en quelque sorte d'utiles intermédiaires entre les savants qui ignorent les arts, et les artistes qui n'ont pas pénétré assez avant dans le sanctuaire des sciences. Tantôt discutant avec les savants les principes

qui pouvaient servir de guides dans les arts, tantôt éclairés, sur les difficultés de ces applications, par les artistes instruisant à leur tour les premiers sur les vues que la pratique des arts peut offrir pour le progrès des sciences, les autres sur l'utilité qu'ils peuvent retirer de ces mêmes progrès, ils auraient procuré à la fois, et aux sciences et aux arts, tous les avantages réciproques qui peuvent naître de leur réunion. Des préjugés, de petites jalousies firent tomber cette institution utile, qu'on ne peut s'empêcher de regretter.

M. de Fouchy fut enlevé à cette société par l'Académie, qui le choisit comme astronome, en 1731. Ses nombreux mémoires renferment des méthodes d'observer ingénieuses et faciles, des moyens adroits, prompts et peu coûteux de se passer d'instruments difficiles à se procurer ou à transporter sans nuire à la précision des observations, et prouvent qu'un mélange heureux de simplicité et de finesse formait le caractère particulier de son talent. Nous n'en citerons ici que deux exemples.

Les immersions et les émersions des satellites de Jupiter présentaient dans leur période des irrégularités que les astronomes n'avaient pu encore expliquer. M. de Fouchy imagina d'en chercher la cause dans les lois de l'optique. On sait que les objets ne commencent à être visibles qu'à l'instant où leur diamètre apparent a une certaine étendue, qui est la même pour tous les corps également éclairés; ainsi, un satellite plus éloigné de la terre, et dont le diamètre apparent est alors plus petit, doit avec

une lumière égale disparaître plus tôt et reparaître plus tard : en même temps un corps plus éclairé est visible sous un moindre diamètre apparent; ainsi, un satellite doit disparaître d'autant plus tard et reparaître d'autant plus tôt qu'il répand plus de lumière. M. de Fouchy fit voir que ces deux causes pouvaient expliquer les irrégularités observées : mais on n'admet, en astronomie, que des explications calculées. Un autre principe d'optique en offrait le moyen ; toutes choses égales d'ailleurs, la lumière des objets vus à travers un verre varie suivant l'ouverture de la lunette : il s'agissait donc de comparer le moment de l'émersion ou de l'immersion d'un satellite, en l'observant avec des lunettes égales, mais de différentes ouvertures; dès lors on jugeait de l'influence que plus ou moins de lumière avait sur leur disparition, et on pouvait calculer la loi suivant laquelle cette cause agissait sur le phénomène.

Cette idée ingénieuse de M. de Fouchy, abandonnée par lui, a été suivie et perfectionnée avec succès par un de nos confrères (1) qui, appelé depuis peu à des places honorables et importantes, par le choix libre de ses concitoyens, a réfuté par son exemple le préjugé qui excluait des fonctions publiques ceux dont l'étude des lettres, des sciences ou de la philosophie avait fortifié la raison, élevé l'âme et ennobli le caractère.

La nécessité d'un parallélisme parfait entre les parties fixes d'un niveau à lunette, en rend la construction difficile : cette difficulté n'existe plus

(1) Bailly.

si l'on emploie le niveau ordinaire; mais il eût fallu que les deux branches du niveau, placées dans une lunette, pussent toutes deux être vues distinctement. C'est ce qu'a exécuté M. de Fouchy, au moyen d'une lunette à quatre verres; une des branches est vue dans une situation directe, l'autre dans une situation renversée, et il en résulte la facilité d'observer le point du niveau avec la plus grande précision.

En 1743, M. de Fouchy fut nommé secrétaire perpétuel de l'Académie. C'était succéder à M. de Fontenelle, dont M. de Mairan n'avait voulu occuper la place qu'un petit nombre d'années, pour laisser le temps de faire un choix que les talents et la célébrité du neveu de Corneille rendaient si difficile. Pour mériter de le remplacer, il fallait ne pas vouloir lui ressembler, et savoir se conformer à la différence des temps et des opinions. Contemporain d'Arnaud et de Voltaire, de Bossuet et de Montesquieu, témoin des derniers instants de l'ancienne physique, du règne et de la chute du cartésianisme remplacé, grâce aux découvertes de Newton et de Locke, par une philosophie plus vraie, M. de Fontenelle avait observé ces grandes révolutions, dont il avait été lui-même un des instruments les plus utiles; il avait vu des vérités qui, dans sa jeunesse, étaient le secret de la conscience de quelques sages, devenir vers la fin de sa vie l'opinion à la mode des gens du monde. Cachant sous des formes simples les vues d'une philosophie profonde, ayant le double talent de rendre populaires les vérités qu'il jugeait utile

de répandre, et de voiler celles qu'il croyait ne devoir semer que dans un petit nombre d'esprits; il savait choisir ses expressions de manière à réveiller des idées différentes dans les diverses classes de lecteurs, et à faire entendre à chacun ce qu'il pouvait comprendre, ce qu'il devait savoir, et cependant tous croyaient également l'avoir entendu. M. de Fontenelle avait donc, soit par une suite de son caractère, soit par un choix volontaire, la philosophie qui convenait le mieux au moment où la marche naturelle des esprits avait marqué pour les peuples de l'Europe le passage de la servitude des préjugés au règne de la raison; c'est-à-dire, à une époque où la vérité timide et méconnue ne pouvait plus se cacher, mais ne devait se montrer qu'avec précaution, où il fallait placer devant elle un voile qui l'empêchât de blesser des yeux longtemps fermés à la lumière, et que cependant les hommes dignes de la contempler et cachés dans la foule, pussent aisément soulever.

Mais ces formes ingénieuses, ce talent de ne montrer la vérité qu'à demi, afin d'augmenter le plaisir de la saisir, de cacher sous des expressions communes la force ou la hardiesse des idées, eussent été dans les successeurs de M. de Fontenelle la manière d'un écrivain, et non l'art d'un philosophe qui craint de compromettre la raison; et le moment était venu où elle pouvait se montrer avec moins de parure.

Dans un temps où les sciences n'étaient pas si répandues, M. de Fontenelle devait chercher à rap-

procher leurs principes, leur marche, leurs méthodes, des conceptions de la métaphysique générale. Dans un temps où elles étaient plus communes, M. de Fouchy devait s'attacher davantage à montrer l'esprit des principes et des méthodes propres à chacune d'elles. L'un devait avoir pour but de donner une idée juste de toutes les sciences à ceux qui n'en avaient étudié aucune; l'autre, d'initier ceux qui avaient cultivé une science, aux principes de toutes les autres. L'un avait à séparer les faits ou les résultats, des explications hypothétiques, qui partout s'y mêlaient presque involontairement; l'autre à lier, à donner un ordre systématique à des faits isolés et souvent présentés sans les rapprochements qui pouvaient seuls en faire sentir l'importance. L'un avait à rappeler l'utilité générale des sciences, la beauté du spectacle qu'elles présentent à l'esprit humain, le noble exercice qu'elles offrent à son activité; l'autre, parlant à des hommes déjà passionnés pour elles, devait se borner à faire sentir l'utilité de chaque travail, pour le progrès de la science à laquelle il appartient. L'histoire de M. de Fontenelle devait être plus philosophique; celle de M. de Fouchy plus savante, et on voit en la lisant que, fidèle à ce principe, son auteur a su y mettre cette exactitude rigoureuse, cette clarté qui suppose la réunion d'une extrême justesse d'esprit à la facilité de varier et d'étendre ses connaissances sans les confondre.

Dans ses éloges, M. de Fouchy fut moins ingénieux que Fontenelle, mais il eut presque toujours le mérite de ne pas chercher à l'être. La simplicité,

la vérité, l'exactitude sont le principal caractère de ses portraits. Il inspire la confiance, parce qu'il ne paraît chercher à rien embellir. S'il se présente à lui des réflexions fines, des images heureuses, on voit que son sujet les lui inspire, et non qu'il ait travaillé pour l'en orner; son style, toujours simple, est presque toujours noble et pur; mérite devenu rare dans un temps où le désir de faire effet par l'expression, et de suppléer par la bizarrerie des mots à la nullité des idées, confond tous les tons, tous les genres, et a fait, du défaut de mesure et de goût, un des secrets de l'art d'obtenir une gloire de quelques jours, et d'échapper par un prompt oubli au redoutable jugement de la postérité. M. de Fontenelle avait donné à ses successeurs d'autres exemples, que M. de Fouchy a su imiter.

Le secrétaire d'une compagnie savante est le confident nécessaire de toutes les petites passions que peuvent exciter entre ses membres l'amour de la gloire ou de la considération, les différences d'opinions, et même la rivalité des divers genres de sciences. Il est le témoin de ces secrètes faiblesses d'amour-propre, dont les lumières, les talents, la célébrité même ne guérissent pas toujours. Son indiscrétion pourrait souvent faire dégénérer en querelles ces semences de division que le silence étouffe pour jamais.

Obligé à l'impartialité, sans l'être cependant de dissimuler ses opinions, de tenir une balance égale sans abjurer ses affections personnelles, d'éviter jusqu'au scrupule le soupçon de vouloir exercer une

influence pour laquelle la perpétuité de sa place lui donne tant de moyens, il lui serait impossible de remplir ces devoirs, si la modération de son âme, si la facilité et le calme de son caractère, si même un esprit supérieur au petit et dangereux honneur de paraître gouverner ceux dont il ne doit être que l'organe, ne lui rendaient ces devoirs faciles.

M. de Fouchy les a remplis tous, et la confiance, l'amitié de ses confrères en ont été la douce et juste récompense.

Après avoir occupé sa place pendant trente ans, avec une exactitude qui ne se démentit jamais, et un zèle que rien ne pouvait ni refroidir, ni lasser, M. de Fouchy crut que ses infirmités et son âge lui donnaient droit de chercher, non le repos, mais la liberté; il eut la bonté de jeter les yeux sur moi pour l'aider dans ses fonctions, et de me destiner à lui succéder. Mon zèle pour les sciences, ma persuasion intime de leur utilité, une vie vouée uniquement à les cultiver, avaient seuls pu le décider à me donner cette marque si honorable de son estime. Modeste pour son successeur, comme il l'avait été pour lui-même, il regarda l'amour de la vérité comme la qualité qui devait déterminer son choix, parce que c'était la seule dont il se fût jamais permis de se piquer. Trois ans après, il cessa d'exercer les fonctions de secrétaire.

Le temps pendant lequel il les a remplies, a été dans les sciences l'époque d'une heureuse révolution.

Le système du monde, ce monument le plus im-

posant des forces et de la grandeur de l'esprit humain, appuyé par Newton sur des fondements inébranlables, s'était élevé par le génie de ses successeurs à une hauteur qu'on eût à peine osé espérer des travaux de plusieurs siècles. L'action réciproque des corps célestes, le mouvement de leurs axes, les révolutions des périhélies de leurs orbites avaient été soumis au calcul, leurs masses avaient été fixées, leur figure déterminée. Les comètes mêmes n'ont pu lui échapper dans ces espaces immenses, où, après avoir paru quelques moments, elles disparaissaient pendant des siècles entiers. De nouvelles méthodes d'analyse, de nouveaux principes de mécanique avaient changé la face de ces sciences, et prouvé qu'il n'était rien où le génie, aidé du temps, ne pût se flatter d'atteindre.

La chimie, si longtemps égarée dans d'obscures chimères, qui, flattant les deux passions les plus violentes des âmes vulgaires, l'envie de s'enrichir et celle de vivre, avaient été portées jusqu'à la superstition et au délire, s'était vue ensuite arrêter dans ses premiers progrès par l'amour des explications mécaniques; mais enfin elle s'était dégagée de ces liens, et dans le moment où déjà elle offrait une masse de faits précis et liés entre eux, la découverte de nouvelles substances qui jusqu'alors avaient échappé à nos instruments, a fait disparaître un des degrés qui séparent les principes des corps que nous pouvons saisir, de ces éléments simples et inaltérables, derniers termes de nos efforts et de nos espérances.

Tandis que de nouvelles méthodes perfectionnaient la nomenclature de l'histoire naturelle, cette science, après s'être longtemps bornée à exercer la mémoire par des catalogues, et l'imagination par des systèmes, était devenue ce qu'elle doit être, la description et l'histoire de tous les êtres de la nature, l'examen de leurs rapports, l'étude de leurs propriétés.

La physique avait acquis une nouvelle branche : les merveilles de l'électricité avaient été analysées et soumises à des lois, et un physicien illustre avait découvert à la fois, et la nature de la foudre et le moyen d'en prévenir les ravages.

En même temps que le système général des sciences s'enrichissait de nouvelles méthodes de calculs, d'instruments nouveaux, de faits inconnus, toutes acquéraient à la fois plus d'ordre et de précision, toutes devenaient plus utiles par des applications multipliées, et il se formait entre elles une union plus intime, non plus comme autrefois par des applications ingénieuses et forcées, mais parce que chacune s'étendant à la fois, elles étaient toutes parvenues au point où elles peuvent s'entr'aider mutuellement.

Ces rapides progrès des sciences présageaient une révolution générale dans les opinions; les esprits contractaient plus de justesse, la raison prenait une marche plus sûre. Les sophismes des préjugés ne pouvaient se soutenir longtemqs si près de la logique des sciences. En voyant tout ce que l'esprit humain y avait créé de grand, il était difficile de soutenir encore qu'il ne pût, en se portant sur d'au-

tres objets, enfanter que des erreurs, et l'on ne pouvait plus, sans une tyrannie ridicule, lui interdire le droit d'examen sur les questions importantes pour son bonheur, à l'instant où il en faisait un usage si heureux pour sa gloire. M. de Fouchy fut témoin de ces nobles efforts qui ont enfin délivré la raison humaine de ses antiques entraves; il en suivit les progrès, et il a dû prévoir la révolution plus utile encore qui devait les suivre, celle qui doit rétablir les hommes dans leurs véritables droits, bien moins usurpés par la force que méconnus par l'ignorance, ou trahis par l'erreur; car l'empire de la force ne dure qu'un instant, si les préjugés ne désunissent et ne trompent ceux qu'elle opprime. Tandis qu'égarés par leurs intérêts, par leurs passions, par l'amour même de l'indépendance, les hommes ne feraient que changer de chaîne, les lumières seules peuvent leur assurer une liberté durable et paisible; et l'on peut dire de la liberté politique, de celle des nations, ce qu'un philosophe illustre a dit de la liberté morale, que plus l'homme est éclairé, plus il est libre.

En quittant les fonctions de sa place, M. de Fouchy ne voulut renoncer ni aux sciences ni à l'Académie; assidu plus par zèle et par amitié pour ses confrères que par habitude, il reprit les travaux que sa place lui avait fait abandonner depuis plus de trente ans, et il en termina plusieurs. Il eut même le courage de former de nouveaux projets : tel était celui de rassembler dans un petit espace les faits les plus intéressants de l'histoire de l'Académie, de former un ta-

bleau de tout ce qu'elle a fait pour l'utilité publique et pour le progrès des sciences. C'était offrir à la fois à tous ceux qui les cultivent ou qui les aiment, à tous ceux qui se plaisent à suivre les développements de l'esprit humain, une lecture instructive et piquante, et donner à l'Académie, pour qui sa vie presque entière avait été consumée, une dernière marque d'un zèle si constant et si pur.

Quelques années après sa retraite, M. de Fouchy éprouva un accident singulier. Saisi d'un étourdissement, il fit une chute, et le lendemain ayant repris sa connaissance entière, jouissant de toute sa tête, il s'aperçut que si les organes de la voix, qui avaient été embarrassés pendant quelque temps, étaient devenus presque libres, ils avaient cessé d'obéir à sa volonté; que lorsqu'il voulait énoncer un mot, sa bouche en prononçait un autre; en sorte que, dans le moment où il avait des idées nettes, ses paroles étaient sans suite. Lui-même a rendu compte de cet accident dans nos Mémoires, a détaillé tous les symptômes, toutes les particularités de ce phénomène avec une simplicité, un calme, une indifférence même dignes des héros du stoïcisme antique; et on voit par ces détails, qu'au milieu même de ces symptômes si effrayants qui le menaçaient, pour le reste de sa vie, d'une existence pénible et humiliante, il était plus occupé d'observer ses maux que de s'en affliger. Après une longue suite d'infirmités qu'il souffrit avec une patience philosophique et une résignation chrétienne, M. de Fouchy succomba le 15 avril 1788.

Né avec un caractère paisible et modéré, il eut tous les goûts des âmes douces. Il cultivait la poésie, mais dans le secret de l'amitié, ne faisant que des vers de société, et sachant combien ils perdent de leur prix en se répandant dans le public, où ils n'ont plus ce qui en fait souvent tout le charme, le mérite de l'à-propos, de la promptitude et des convenances personnelles, où enfin, ils ne sont plus appréciés que par la justice. Cependant ces vers étaient ingénieux et faciles, et en les condamnant à l'oubli, il a montré encore plus de modestie que de prudence.

Il aimait la musique et jouait de plusieurs instruments. Il ne cessa jamais de cultiver ces talents qu'on acquiert dans la jeunesse, pour les négliger bientôt, lorsque, cessant d'être un moyen de succès dans le monde, ils ne sont plus qu'une ressource pour le bonheur. Presque tous les dimanches il touchait l'orgue dans quelque église de son voisinage, dont l'organiste le priait de prendre sa place; par là il satisfaisait à la fois son goût pour la musique, sa piété et son zèle pour obliger, et il rendait ce service avec tant de simplicité et de bonhomie, que peut-être il a été le seul homme qui ait fait un usage public de talents étrangers à son état et à ses occupations, sans pouvoir être soupçonné même de la plus légère vanité.

Il avait été marié deux fois : l'une avec mademoiselle de Boistissandeau, dont le frère a donné une machine arithmétique approuvée par l'Académie; la seconde avec mademoiselle Desportes-Pardeillan. De

·r mariage, il n'eut qu'une fille mariée à
·ı, petit-neveu du père Petau, jésuite, et
par sa mère petit-neveu du père Malebranche.
second, il eut deux fils, l'un officier dans les
upes des colonies, l'autre dans le régiment d'Or-
éans, dragons, et une fille aujourd'hui veuve de
M. le marquis de Gerins.

ÉLOGE DE M. LE COMTE DE BUFFON.

George-Louis le Clerc, comte de Buffon, trésorier de l'Académie des sciences; de l'Académie française; de la Société royale de Londres; des Académies d'Édimbourg, Pétersbourg, Berlin; de l'Institut de Bologne, naquit à Montbard, le 7 septembre 1707, de Benjamin le Clerc de Buffon, conseiller au parlement de Bourgogne, et de mademoiselle Marlin.

Animé, dès sa jeunesse, du désir d'apprendre, éprouvant à la fois, et le besoin de méditer, et celui d'acquérir de la gloire, M. de Buffon n'en avait pas moins les goûts de son âge; et sa passion pour l'étude, en l'empêchant d'être maîtrisé par son ardeur pour le plaisir, contribuait plus à la conserver qu'à l'éteindre. Le hasard lui offrit la connaissance du jeune lord Kingston, dont le gouverneur aimait et cultivait les sciences. Cette société réunissait, pour M. de Buffon, l'instruction et l'amusement : il vécut avec eux à Paris et à Saumur, les suivit en Angleterre, les accompagna en Italie.

Ni les chefs-d'œuvre antiques, ni ceux des mo-

dernes, qui, en les imitant, les ont souvent surpassés, ni ces souvenirs d'un peuple-roi, sans cesse rappelés par des monuments dignes de sa puissance, ne frappèrent M. de Buffon ; il ne vit que la nature, à la fois riante, majestueuse et terrible, offrant des asiles voluptueux et de paisibles retraites entre des torrents de laves et sur les débris des volcans, prodiguant ses richesses à des campagnes qu'elle menace d'engloutir sous des monceaux de cendres ou des fleuves enflammés, et montrant, à chaque pas, les vestiges et les preuves des antiques révolutions du globe : la perfection des ouvrages des hommes, tout ce que leur faiblesse a pu y imprimer de grandeur, tout ce que le temps a pu leur donner d'intérêt ou de majesté disparut à ses yeux, devant les œuvres de cette main créatrice, dont la puissance s'étend sur tous les mondes, et pour qui, dans son éternelle activité, les générations humaines sont à peine un instant. Dès lors, il apprit à voir la nature avec transport comme avec réflexion ; il réunit le goût de l'observation à celui des sciences contemplatives ; et les embrassant toutes dans l'universalité de ses connaissances, il forma la résolution de leur dévouer exclusivement sa vie. Une constitution qui le rendait capable d'un travail long et soutenu, une ardeur qui lui faisait dévorer sans dégoût, et presque sans ennui, les détails les plus fastidieux, un caractère où ne se rencontrait aucune de ces qualités qui repoussent la fortune, le sentiment qu'il avait déjà de ses propres forces, le besoin de la considération, tout semblait devoir l'appeler à la magistrature, où

sa naissance lui marquait sa place, où il pouvait obtenir des succès brillants et se livrer à de grandes espérances. Elles furent sacrifiées aux sciences, et ce n'est point le seul exemple que l'histoire de l'Académie puisse présenter de ce noble dévouement. Ce qui rend plus singulier celui de M. de Buffon, c'est qu'alors il n'était entraîné vers aucune science en particulier, par cet attrait puissant qui force l'esprit à s'occuper d'un objet et ne laisse pas à la volonté le pouvoir de l'en distraire. Mais tout ce qui élevait ses idées ou agrandissait son intelligence avait un charme pour lui ; il savait que si la gloire littéraire est, après la gloire des armes, la plus durable et la plus brillante, elle est de toutes, celle qui peut le moins être contestée ; il savait enfin que tout homme qui attire les regards du public, par ses ouvrages ou par ses actions, n'a plus besoin de place pour prétendre à la considération, et peut l'attendre de son caractère et de sa conduite.

Les premiers travaux de M. de Buffon furent des traductions ; circonstance singulière, que n'a encore présentée la vie d'aucun homme destiné à une grande renommée. Il désirait se perfectionner dans la langue anglaise, s'exercer à écrire dans la sienne ; étudier dans Newton le calcul de l'infini ; dans Hales, les essais d'une physique nouvelle ; dans Tull, les premières applications des sciences à l'agriculture ; il ne voulait pas, en même temps, qu'un travail nécessaire à son instruction retardât l'instant où il commencerait à fixer sur lui les regards du public, et il traduisit les livres qu'il étudiait.

Chacune de ses traductions est précédée d'une préface : M. de Buffon a obtenu depuis, comme écrivain, une célébrité si grande et si méritée, que les essais de sa jeunesse doivent exciter la curiosité. Il est naturel d'y chercher les premiers traits de son talent, de voir ce que l'observation et l'exercice ont pu ajouter ou corriger, de distinguer, en quelque sorte, les dons de la nature et l'ouvrage de la réflexion. Mais on ne trouve dans ces préfaces qu'un des caractères du style de M. de Buffon, cette gravité noble et soutenue qui ne l'abandonne presque jamais. Son goût était déjà trop formé, pour lui permettre de chercher des ornements que le sujet eût rejetés, et son nom trop peu connu pour le risquer. La timidité et la hardiesse peuvent être également le caractère du premier ouvrage d'un homme de génie; mais la timidité, qui suppose un goût inspiré par la nature, et une sagesse prématurée, a été le partage des écrivains qui ont montré le talent le plus pur et le plus vrai. Rarement ceux dont une crainte salutaire n'a point arrêté les pas au commencement de la carrière, ont pu éviter de s'égarer et en atteindre le terme.

M. de Buffon parut d'abord vouloir se livrer uniquement aux mathématiques : regardées, surtout depuis Newton, comme le fondement et la clef des connaissances naturelles, elles étaient, en quelque sorte, devenues parmi nous une science à la mode, avantage qu'elles devaient en partie à ce que M. de Maupertuis, le savant alors le plus connu des gens du monde, était un géomètre. Mais si M. de Buffon

s'occupa quelque temps de recherches mathématiques, c'était surtout pour s'étudier lui-même, essayer ses forces, et connaître la trempe de son génie. Bientôt il sentit que la nature l'appelait à d'autres travaux, et il essaya une nouvelle route, que le goût du public lui indiquait encore. A l'exemple de M. Duhamel, il voulut appliquer les connaissances physiques à des objets d'une utilité immédiate ; il étudia en physicien les bois, dont il était obligé de s'occuper comme propriétaire, et publia sur cette partie de l'agriculture plusieurs mémoires remarquables, surtout par la sagesse avec laquelle, écartant tout système, toute vue générale, mais incertaine, il se borne à raconter des faits, à détailler des expériences. Il n'ose s'écarter de l'esprit qui commençait alors à dominer parmi les savants, de cette fidélité sévère et scrupuleuse à ne prendre pour guides que l'observation et le calcul, à s'arrêter dès l'instant où ces fils secourables se brisent ou échappent de leurs mains. Mais s'il fut depuis moins timide, il faut lui rendre cette justice, qu'en s'abandonnant trop facilement peut-être à des systèmes spéculatifs, dont l'adoption peut tout au plus égarer quelques savants et ralentir leur course, jamais il n'étendit cet esprit systématique sur des objets immédiatement applicables à l'usage commun, où il aurait pu conduire à des erreurs vraiment nuisibles.

Parmi les observations que renferment ces mémoires, la plus importante est celle où il propose un moyen de donner à l'aubier une dureté au moins

égale à celle du cœur du bois, qui est elle-même augmentée par ce procédé; il consiste à écorcer les arbres sur pied, dans le temps de la séve, et à les y laisser se dessécher et mourir. Les ordonnances défendaient cette opération; car elles ont trop souvent traité les hommes, comme si, condamnés à une enfance éternelle, ou à une incurable démence, on ne pouvait leur laisser, sans danger, la disposition de leurs propriétés et l'exercice de leurs droits naturels.

Peu de temps après, M. de Buffon prouva, par le fait, la possibilité des miroirs brûlants d'Archimède et de Proclus. Tzetzès en a laissé une description, qui montre qu'ils avaient employé un système de miroirs plans. Les essais tentés par Kircher, avec un petit nombre de miroirs, ne laissaient aucun doute sur le succès; M. Dufay avait répété cette expérience; Hartsoecker avait même commencé une machine construite sur le même principe : mais il reste à M. de Buffon l'honneur d'avoir montré le premier, parmi les modernes, l'expérience extraordinaire d'un incendie allumé à deux cents pieds de distance, expérience qui n'avait été vue, avant lui, qu'à Syracuse et à Constantinople. Bientôt après il proposa l'idée d'une loupe à échelons, n'exigeant plus ces masses énormes de verres, si difficiles à fondre et à travailler, absorbant une moindre quantité de lumière, parce qu'elle peut n'avoir jamais qu'une petite épaisseur, offrant enfin l'avantage de corriger une grande partie de l'aberration de sphéricité. Cette loupe, proposée en 1748 par M. de Buffon,

n'a été exécutée que par M. l'abbé Rochon, plus de trente ans après, avec assez de succès, pour montrer qu'elle mérite la préférence sur les lentilles ordinaires. On pourrait même composer de plusieurs pièces ces loupes à échelons; on y gagnerait plus de facilité dans la construction, une grande diminution de dépense, l'avantage de pouvoir leur donner plus d'étendue, et celui d'employer, suivant le besoin, un nombre de cercles plus ou moins grand, et d'obtenir ainsi, d'un même instrument, différents degrés de force.

En 1739, M. de Buffon fut nommé intendant du Jardin du Roi. Les devoirs de cette place fixèrent pour jamais son goût, jusqu'alors partagé entre différentes sciences; et, sans renoncer à aucune, ce ne fut plus que dans leurs rapports avec l'histoire naturelle qu'il se permit de les envisager.

Obligé d'étudier les détails de cette science si vaste, de parcourir les compilations immenses où l'on avait recueilli les observations de tous les pays et de tous les siècles, bientôt son imagination éprouva le besoin de peindre ce que les autres avaient décrit; sa tête, exercée à former des combinaisons, sentit celui de saisir des ensembles, où les observateurs ne lui offraient que des faits épars et sans liaisons.

Il osa donc concevoir le projet de rassembler tous ces faits, d'en tirer des résultats généraux qui devinssent la théorie de la nature, dont les observations ne sont que l'histoire; de donner de l'intérêt et de la vie à celle des animaux, en mêlant un ta-

bleau philosophique de leurs mœurs et de leurs habitudes, à des descriptions embellies de toutes les couleurs dont l'art d'écrire pouvait les orner; de créer enfin pour les philosophes, pour tous les hommes qui ont exercé leur esprit ou leur âme, une science qui n'existait encore que pour les naturalistes.

L'immensité de ce plan ne le rebuta point; il prévoyait, sans doute, qu'avec un travail assidu de tous les jours, continué pendant une longue vie, il ne pourrait encore en exécuter qu'une partie; mais il s'agissait surtout de donner l'exemple, et d'imprimer le mouvement aux esprits. La difficulté de répandre de l'intérêt sur tant d'objets inanimés ou insipides ne l'arrêta point; il avait déjà cette conscience du talent, qui, comme la conscience morale, ne trompe jamais, quand on l'interroge de bonne foi, et qu'on la laisse dicter seule la réponse.

Dix années furent employées à préparer des matériaux, à former des combinaisons, à s'instruire dans la science des faits, à s'exercer dans l'art d'écrire, et au bout de ce terme, le premier volume de l'Histoire naturelle vint étonner l'Europe. En parlant de cet ouvrage, que tous les hommes ont lu, que presque tous ont admiré, qui a rempli, soit par le travail de la composition, soit par des études préliminaires, la vie entière de M. de Buffon, nous ne prendrons pour guide que la vérité (car pourquoi chercherions-nous vainement à flatter, par des éloges qui ne dureraient qu'un jour, un nom qui doit vivre à jamais?); et en évitant, s'il est possible, l'influence de toutes les causes qui peuvent agir sur l'opinion, souvent

passagère des contemporains, nous tâcherons de prévoir l'opinion durable de la postérité.

La théorie générale du globe que nous habitons, la disposition, la nature et la formation des substances qu'il offre à nos regards, les grands phénomènes qui s'opèrent à sa surface ou dans son sein; l'histoire de l'homme et les lois qui président à sa formation, à son développement, à sa vie, à sa destruction; la nomenclature et la description des quadrupèdes et des oiseaux, l'examen de leurs facultés, la peinture de leurs mœurs : tels sont les objets que M. de Buffon a traités.

Nous ne connaissons, par des observations exactes, qu'une très-petite partie de la surface du globe, nous n'avons pénétré dans ses entrailles que conduits par l'espérance, plus souvent avide qu'observatrice, d'en tirer ce qu'elles renferment d'utile à nos besoins, de précieux à l'avarice ou au luxe; et lorsque M. de Buffon donna sa théorie de la terre, nos connaissances n'étaient même qu'une faible partie de celles que nous avons acquises, et qui sont si imparfaites encore. On pouvait donc regarder comme téméraire l'idée de former dès lors une théorie générale du globe, puisque cette entreprise le serait même aujourd'hui. Mais M. de Buffon connaissait trop les hommes, pour ne pas sentir qu'une science qui n'offrirait que des faits particuliers, ou ne présenterait des résultats généraux que sous la forme de simples conjectures, doit peu frapper les esprits vulgaires, trop faibles pour supporter le poids du doute. Il savait que Descartes n'avait attiré

les hommes à la philosophie que par la hardiesse de ses systèmes, qu'il ne les avait arrachés au joug de l'autorité, à leur indifférence pour la vérité, qu'en s'emparant de leur imagination, en ménageant leur paresse, et qu'ensuite, libres de leurs fers, livrés à l'avidité de connaître, eux-mêmes avaient su choisir la véritable route. Il avait vu enfin, dans l'histoire des sciences, que l'époque de leurs grands progrès avait presque toujours été celle des systèmes célèbres, parce que ces systèmes, exaltant à la fois l'activité de leurs adversaires, et celle de leurs défenseurs, tous les objets sont alors soumis à une discussion, dans laquelle l'esprit de parti, si difficile sur les preuves du parti contraire, oblige à les multiplier. C'est alors que chaque combattant s'appuyant sur tous les faits reçus, ils sont tous soumis à un examen rigoureux; c'est alors qu'ayant épuisé ces premières armes, on cherche de nouveaux faits pour s'en procurer de plus sûres et d'une trempe plus forte.

Ainsi, la plus austère philosophie peut pardonner à un physicien de s'être livré à son imagination, pourvu que ses erreurs aient contribué au progrès des sciences, ne fût-ce qu'en imposant la nécessité de le combattre; et si les hypothèses de M. de Buffon, sur la formation des planètes, sont contraires à ces mêmes lois du système du monde, dont il avait été en France un des premiers, un des plus zélés défenseurs, la vérité sévère, en condamnant ces hypothèses, peut encore applaudir à l'art avec lequel l'auteur a su les présenter.

Les objections de quelques critiques, des observations nouvelles, des faits anciennement connus, mais qui lui avaient échappé, forcèrent M. de Buffon d'abandonner quelques points de sa théorie de la terre.

Mais dans ses Époques de la nature, ouvrage destiné à rendre compte de ses vues nouvelles, à modifier ou à défendre ses principes, il semble redoubler de hardiesse à proportion des pertes que son système a essuyées, le défendre avec plus de force, lorsqu'on l'aurait cru réduit à l'abandonner, et balancer, par la grandeur de ses idées, par la magnificence de son style, par le poids de son nom, l'autorité des savants réunis, et même celle des faits et des calculs.

La théorie de la terre fut suivie de l'histoire de l'homme, qui en a reçu ou usurpé l'empire.

La nature a couvert d'un voile impénétrable les lois qui président à la reproduction des êtres; M. de Buffon essaya de le lever, ou plutôt de deviner ce qu'il cachait; dans les liqueurs, où les autres naturalistes avaient vu des animaux, il n'aperçut que des molécules organiques, éléments communs de tous les êtres animés; les infusions de diverses matières animales, et celles des graines, présentaient les mêmes molécules, avec plus ou moins d'abondance. Elles servent donc également à la reproduction des êtres, à leur accroissement, à leur conservation; elles existent dans les aliments dont ils se nourrissent, circulent dans leurs liqueurs, s'unissent à chacun de leurs organes pour réparer les pertes

qu'il a pu faire. Quand ces organes ont encore la flexibilité de l'enfance, les molécules organiques, se combinant de manière à en conserver ou modifier les formes, en déterminent le développement et les progrès. Mais après l'époque de la jeunesse, lorsqu'elles sont rassemblées dans des organes particuliers où, échappant à la force qu'exerce sur elles le corps auquel elles ont appartenu, elles peuvent former de nouveaux composés, elles conservent, suivant les différentes parties où elles ont existé, une disposition à se réunir, de manière à présenter les mêmes formes, et reproduisent par conséquent des individus semblables à ceux de qui elles sont émanées. Ce système brillant eut peu de partisans; il était trop difficile de se faire une idée de cette force, en vertu de laquelle les molécules enlevées à toutes les parties d'un corps conservaient une tendance à se replacer dans un ordre semblable; d'ailleurs, les recherches de Haller, sur la formation du poulet, contredisaient cette opinion avec trop de force; l'identité des membranes de l'animal naissant et de celles de l'œuf se refusaient trop à l'hypothèse d'un animal formé postérieurement, et ne s'y étant attaché que pour y trouver sa nourriture. Les observations de Spalanzani, sur les mêmes liqueurs et sur les mêmes infusions, semblaient également détruire, jusque dans son principe, le système des molécules organiques. Mais lorsque, dégagé des liens de ce système, M. de Buffon n'est plus que peintre, historien et philosophe, avec quel intérêt, parcourant l'univers sur ses traces, on voit l'homme, dont

le fond est partout le même, modifié lentement par l'action continue du climat, du sol, des habitudes, des préjugés, changer de couleur et de physionomie comme de goût et d'opinion; acquérir ou perdre de la force, de l'adresse, de la beauté, comme de l'intelligence, de la sensibilité et des vertus! Avec quel plaisir on suit dans son ouvrage l'histoire des progrès de l'homme, et même celle de sa décadence; on étudie les lois de cette correspondance constante entre les changements physiques des sens ou des organes, et ceux qui s'opèrent dans l'entendement ou dans les passions; on apprend à connaître le mécanisme de nos sens, ses rapports avec nos sensations ou nos idées, les erreurs auxquelles ils nous exposent, la manière dont nous apprenons à voir, à toucher, à entendre, et dont l'enfant, de qui les yeux faibles et incertains apercevaient à peine un amas confus de couleurs, parvient, par l'habitude et la réflexion, à saisir d'un coup d'œil le tableau d'un vaste horizon, et s'élève jusqu'au pouvoir de créer et de combiner des images! Avec quelle curiosité enfin on observe ces détails, qui intéressent le plus vif de nos plaisirs, et le plus doux de nos sentiments, ces secrets de la nature et de la pudeur, auxquels la majesté du style et la sévérité des réflexions donnent de la décence et une sorte de dignité philosophique, qui permettent aux sages mêmes d'y arrêter leurs regards, et de les contempler sans rougir!

Les observations dispersées dans les livres des anatomistes, des médecins et des voyageurs, forment le fond de ce tableau offert pour la première

... regards des hommes avides de se connaître, ... de tout ce qu'ils apprenaient sur eux-mê... de retrouver ce qu'ils avaient éprouvé, ce ... avaient vu sans en avoir eu la conscience ou ... la mémoire.

Avant d'écrire l'histoire de chaque espèce d'animaux, M. de Buffon crut devoir porter ses recherches sur les qualités communes à tous les individus dont elle se compose et qui les distinguent des êtres des autres classes. Semblables à l'homme dans presque tout ce qui appartient au corps, n'ayant avec lui, dans leurs sens, dans leurs organes, que ces différences qui peuvent exister entre des êtres d'une même nature, et qui indiquent seulement une infériorité dans des qualités semblables, les animaux sont-ils absolument séparés de nous par leurs facultés intellectuelles? M. de Buffon essaya de résoudre ce problème, et nous n'oserions dire qu'il l'ait résolu avec succès. Craignant d'effaroucher des regards faciles à blesser, en présentant ses opinions autrement que sous un voile, il les couvre d'un voile qui a paru trop difficile à percer; on peut aussi lui reprocher, avec quelque justice, de n'avoir pas observé les animaux avec assez de scrupule, de n'avoir point porté ses regards sur des détails petits en eux-mêmes, mais nécessaires pour saisir les nuances très-fines de leurs opérations. Il semble n'avoir aperçu dans chaque espèce qu'une uniformité de procédés et d'habitudes, qui donne l'idée d'êtres obéissant à une force aveugle et mécanique, tandis qu'en observant de plus près, il aurait pu apercevoir des différences très-sensibles

entre les individus, et des actions qui semblent appartenir au raisonnement, qui indiquent même des idées abstraites et générales.

La première classe d'animaux, décrite par M. de Buffon, est celle des quadrupèdes; la seconde, celle des oiseaux, et c'est à ces deux classes que s'est borné son travail. Une si longue suite de descriptions semblait devoir être monotone, et ne pouvoir intéresser que les savants. Mais le talent a su triompher de ces obstacles. Esclaves ou ennemis de l'homme, destinés à sa nourriture, ou n'étant pour lui qu'un spectacle, tous ces êtres, sous le pinceau de M. de Buffon, excitent alternativement la terreur, l'intérêt, la pitié ou la curiosité. Le peintre philosophe n'en appelle aucun sur cette scène toujours attachante, toujours animée, sans marquer la place qu'il occupe dans l'univers, sans montrer ses rapports avec nous. Mais s'agit-il des animaux qui sont connus seulement par les relations des voyageurs, qui ont reçu d'eux des noms différents, dont il faut chercher l'histoire et quelquefois discuter la réalité, au milieu de récits vagues et souvent défigurés par le merveilleux, le savant naturaliste impose silence à son imagination; il a tout lu, tout extrait, tout analysé, tout discuté; on est étonné de trouver un nomenclateur infatigable, dans celui de qui on n'attendait que des tableaux imposants ou agréables; on lui sait gré d'avoir plié son génie à des recherches si pénibles, et ceux qui lui auraient reproché peut-être d'avoir sacrifié l'exactitude à l'effet, lui pardonnent et sentent ranimer leur confiance.

Des réflexions philosophiques mêlées aux descriptions, à l'exposition des faits et à la peinture des mœurs, ajoutent à l'intérêt, à l'utilité et au charme de cette lecture. Ces réflexions ne sont pas celles d'un philosophe qui soumet toutes ses pensées à une analyse rigoureuse, qui suit sur les divers objets les principes d'une philosophie toujours une; mais ce ne sont pas non plus ces réflexions isolées que chaque sujet offre à l'esprit, qui se présentent d'elles-mêmes, et n'ont qu'une vérité passagère et locale. Celles de M. de Buffon s'attachent toujours à quelque loi générale de la nature, ou du moins à quelque grande idée.

Dans ses discours sur les animaux domestiques, sur les animaux carnassiers, sur la dégénération des espèces, on le voit tantôt esquisser l'histoire du règne animal considéré dans son ensemble; tantôt parler en homme libre, de la dégradation où la servitude réduit les animaux; en homme sensible, de la destruction à laquelle l'espèce humaine les a soumis; et en philosophe, de la nécessité de cette destruction, des effets lents et sûrs de cette servitude, de son influence sur la forme, sur les facultés, sur les habitudes morales des différentes espèces. Des traits qui semblent lui échapper, caractérisent la sensibilité et la fierté de son âme; mais elle paraît toujours dominée par une raison supérieure: on croit, pour ainsi dire, converser avec une pure intelligence, qui n'aurait, de la sensibilité humaine, que ce qu'il en faut pour se faire entendre de nous et intéresser notre faiblesse.

Dans son discours sur les perroquets, il fait sentir la différence de la perfectibilité de l'espèce entière, apanage qu'il croit réservé à l'homme, et de cette perfectibilité individuelle que l'animal sauvage doit à la nécessité, à l'exemple de son espèce, et l'animal domestique, aux leçons de son maître. Il montre comment l'homme, par la durée de son enfance, par celle du besoin physique des secours maternels, contracte l'habitude d'une communication intime qui le dispose à la société, qui dirige vers ses rapports avec ses semblables le développement de ses facultés, susceptibles d'acquérir une perfection plus grande dans un être plus heureusement organisé, et né avec de plus grands besoins. Peut-être cette nuance, entre nous et les animaux, est-elle moins tranchée que M. de Buffon n'a paru le croire; peut-être, comme l'exemple des castors semble le prouver, existe-t-il des espèces d'animaux susceptibles d'une sorte de perfectibilité non moins réelle, mais plus lente et plus bornée. Qui pourrait même assurer qu'elle ne s'étendrait pas bien au delà des limites que nous osons lui fixer, si les espèces qui nous paraissent les plus ingénieuses, affranchies de la crainte dont les frappe la présence de l'homme, et soumises par des circonstances locales à des besoins assez grands pour exciter l'activité, mais trop faibles pour la détruire, éprouvaient la nécessité et avaient en même temps la liberté de déployer toute l'énergie dont la nature a pu les douer? Des observations longtemps continuées pourraient seules donner le droit de prononcer sur cette question;

il suffit, pour le sentir, de jeter un regard sur notre espèce même : supposons que les nations européennes n'aient pas existé; que les hommes soient, sur toute la terre, ce qu'ils sont en Asie et en Afrique; qu'ils soient restés partout à ce même degré de civilisation et de connaissances, auquel ils étaient déjà dans le temps où commence pour nous leur histoire : ne serait-on pas alors fondé à croire qu'il est un terme que dans chaque climat l'homme ne peut passer? ne regarderait-on pas comme un visionnaire le philosophe qui oserait promettre à l'espèce humaine les progrès qu'elle a faits et qu'elle fait journellement en Europe?

La connaissance anatomique des animaux est une portion importante de leur histoire; M. de Buffon eut, pour cette partie de son ouvrage, le bonheur de trouver des secours dans l'amitié généreuse d'un célèbre naturaliste, qui, lui laissant la gloire attachée à ces descriptions brillantes, à ces peintures de mœurs, à ces réflexions philosophiques qui frappent tous les esprits, se contentait du mérite plus modeste d'obtenir l'estime des savants par des détails exacts et précis, par des observations faites avec une rigueur scrupuleuse, par des vues nouvelles, qu'eux seuls pouvaient apprécier. Ils ont regretté que M. de Buffon n'ait pas, dans l'histoire des oiseaux, conservé cet exact et sage coopérateur; mais ils l'ont regretté seuls. Nous l'avouons sans peine, et sans croire diminuer par là le juste tribut d'honneur qu'ont mérité les travaux de M. Daubenton.

A l'histoire des quadrupèdes et des oiseaux, succéda celle des substances minérales.

Dans cette partie de son ouvrage, peut-être M. de Buffon n'a-t-il pas attaché assez d'importance aux travaux des chimistes modernes; à cette foule de faits précis et bien prouvés, dont ils ont enrichi la science de la nature; à cette méthode analytique qui conduit si sûrement à la vérité, oblige de l'attendre lorsqu'elle n'est pas encore à notre portée, et ne permet jamais d'y substituer des erreurs. En effet, l'analyse chimique des substances minérales peut seule donner à leur nomenclature une base solide, répandre la lumière sur leur histoire, sur leur origine, sur les antiques événements qui ont déterminé leur formation.

Malgré ce juste reproche, on retrouve dans l'histoire des minéraux, le talent et la philosophie de M. de Buffon; ses aperçus ingénieux, ses vues générales et grandes; ce talent de saisir dans la suite des faits, tout ce qui peut appuyer ces vues, de s'emparer des esprits, de les entraîner où il veut les conduire, et de faire admirer l'auteur, lors même que la raison ne peut adopter ses principes.

L'histoire naturelle renferme un ouvrage d'un genre différent, sous le titre d'arithmétique morale. Une application du calcul à la probabilité de la durée de la vie humaine, entrait dans le plan de l'histoire naturelle : M. de Buffon ne pouvait guère traiter ce sujet, sans porter un regard philosophique sur les principes mêmes de ce calcul, et sur la nature des différentes vérités. Il y établit cette opi-

nion, que les vérités mathématiques ne sont point des vérités réelles, mais de pures vérités de définition; observation juste, si on veut la prendre dans la rigueur métaphysique, mais qui s'applique également alors aux vérités de tous les ordres, dès qu'elles sont précises, et qu'elles n'ont pas des individus pour objet. Si ensuite on veut appliquer ces vérités à la pratique, et les rendre dès lors individuelles, semblables encore à cet égard aux vérités mathématiques, elles ne sont plus que des vérités approchées. Il n'existe réellement qu'une seule différence: c'est que les idées dont l'identité forme les vérités mathématiques ou physiques, sont plus abstraites dans les premières; d'où il résulte que pour les vérités physiques, nous avons un souvenir distinct des individus dont elles expriment les qualités communes, et que nous ne l'avons plus pour les autres; mais la véritable réalité, l'utilité d'une proposition quelconque, est indépendante de cette différence; car on doit regarder une vérité comme réelle, toutes les fois que, si on l'applique à un objet réellement existant, elle reste une vérité absolue, ou devient une vérité indéfiniment approchée.

M. de Buffon proposait d'assigner une valeur précise à la probabilité très-grande, que l'on peut regarder comme une certitude morale, et de n'avoir au delà de ce terme, aucun égard à la petite possibilité d'un événement contraire. Ce principe est vrai, lorsque l'on veut seulement appliquer à l'usage commun le résultat d'un calcul; et dans ce sens tous les hommes l'ont adopté dans la pratique, tous

les philosophes l'ont suivi dans leurs raisonnements : mais il cesse d'être juste, si on l'introduit dans le calcul même, et surtout si on veut l'employer à établir des théories, à expliquer des paradoxes, à prouver ou à combattre des règles générales. D'ailleurs, cette probabilité, qui peut s'appeler certitude morale, doit être plus ou moins grande, suivant la nature des objets que l'on considère, et les principes qui doivent diriger notre conduite; et il aurait fallu marquer pour chaque genre de vérités et d'actions, le degré de probabilité où il commence à être raisonnable de croire et permis d'agir.

C'est par respect pour les talents de notre illustre confrère, que nous nous permettons de faire ici ces observations : lorsque des opinions qui paraissent erronées se trouvent dans un livre fait pour séduire l'esprit, comme pour l'éclairer, c'est presque un devoir d'avertir de les soumettre à un examen rigoureux. L'admiration dispose si facilement à la croyance, que les lecteurs, entraînés à la fois par le nom de l'auteur et par le charme du style, cèdent sans résistance, et semblent craindre que le doute, en affaiblissant un enthousiasme qui leur est cher, ne diminue leur plaisir. Mais on doit encore ici à M. de Buffon, sinon d'avoir répandu une lumière nouvelle sur cette partie des mathématiques et de la philosophie, du moins d'en avoir fait sentir l'utilité, peut-être même d'en avoir appris l'existence à une classe nombreuse, qui n'aurait pas été en chercher les principes dans les ouvrages des géomètres; enfin d'en avoir montré la liaison avec l'his-

toire naturelle de l'homme. C'est avoir contribué au progrès d'une science qui, soumettant au calcul les événements dirigés par des lois que nous nommons irrégulières, parce qu'elles nous sont inconnues, semble étendre l'empire de l'esprit humain au delà de ses bornes naturelles, et lui offrir un instrument à l'aide duquel ses regards peuvent s'étendre sur des espaces immenses, que peut-être il ne lui sera jamais permis de parcourir.

On a reproché à la philosophie de M. de Buffon, non-seulement ces systèmes généraux dont nous avons parlé, et qui reparaissent trop souvent dans le cours de ses ouvrages, mais on lui a reproché un esprit trop systématique, ou plutôt un esprit trop prompt à former des résultats généraux, d'après les premiers rapports qui l'ont frappé, et de négliger trop ensuite les autres rapports qui auraient pu, ou jeter des doutes sur ces résultats, ou en diminuer la généralité, ou leur ôter cet air de grandeur, ce caractère imposant, si propre à entraîner les imaginations ardentes et mobiles. Les savants qui cherchent la vérité, étaient fâchés d'être obligés sans cesse de se défendre contre la séduction, et de ne trouver souvent, au lieu de résultats et de faits propres à servir de base à leurs recherches et à leurs observations, que des opinions à examiner et des doutes à résoudre.

Mais si l'histoire naturelle a eu parmi les savants des censeurs sévères, le style de cet ouvrage n'a trouvé que des admirateurs.

M. de Buffon est poëte dans ses descriptions;

mais, comme les grands poëtes, il sait rendre intéressante la peinture des objets physiques, en y mêlant avec art des idées morales, qui intéressent l'âme en même temps que l'imagination est amusée ou étonnée. Son style est harmonieux, non de cette harmonie qui appartient à tous les écrivains corrects, à qui le sens de l'oreille n'a pas été refusé, et qui consiste presque uniquement à éviter les sons durs ou pénibles, mais de cette harmonie qui est une partie du talent, qui ajoute aux beautés, par une sorte d'analogie entre les idées et les sons, et fait que la phrase est douce ou sonore, majestueuse ou légère, suivant les objets qu'elle doit peindre et les sentiments qu'elle doit réveiller.

Si M. de Buffon est plus abondant que précis, cette abondance est plutôt dans les choses que dans les mots; il ne s'arrête pas à une idée simple, il en multiplie les nuances; mais chacune d'elles est exprimée avec précision; son style a de la majesté, de la pompe, mais c'est parce qu'il présente des idées vastes et de grandes images; la force et l'énergie lui paraissent naturelles; il semble qu'il lui ait été impossible de parler ou plutôt de penser autrement; on a loué la variété de ses tons; on s'est plaint de sa monotonie; mais ce qui peut être fondé dans cette censure, est encore un sujet d'éloge : en peignant la nature sublime ou terrible, douce ou riante; en décrivant la fureur du tigre, la majesté du cheval, la fierté et la rapidité de l'aigle, les couleurs brillantes du colibri, la légèreté de l'oiseau-mouche, son style prend le caractère des objets; mais il con-

[illegible] sa dignité imposante ; c'est toujours la nature [illegible] peint ; et il sait que, même dans les plus petits objets, elle a manifesté toute sa puissance. Frappé d'une sorte de respect religieux pour les grands phénomènes de l'univers, pour les lois générales auxquelles obéissent les diverses parties du vaste ensemble qu'il a entrepris de tracer, ce sentiment se montre partout, et forme en quelque sorte le fond sur lequel il répand de la variété, sans que cependant on cesse jamais de l'apercevoir.

Cet art de peindre, en ne paraissant que raconter, ce grand talent du style, porté sur des objets qu'on avait traités avec clarté, avec élégance, et même embellis par des réflexions ingénieuses, mais auxquels jusqu'alors l'éloquence avait paru étrangère, frappèrent bientôt tous les esprits ; la langue française était devenue la langue de l'Europe, et M. de Buffon eut partout des lecteurs et des disciples. Mais ce qui est plus glorieux, parce qu'il s'y joint une utilité réelle, le succès de ce grand ouvrage fut l'époque d'une révolution dans les esprits : on ne put le lire sans avoir envie de jeter au moins un coup d'œil sur la nature ; et l'histoire naturelle devint une connaissance presque vulgaire ; elle fut, pour toutes les classes de la société, ou un amusement, ou une occupation ; on voulut avoir un cabinet, comme on voulait avoir une bibliothèque ; mais le résultat n'en est pas le même ; car, dans les bibliothèques, on ne fait que répéter les exemplaires des mêmes livres, et ce sont des individus différents qu'on rassemble dans les cabinets ; ils s'y multiplient pour les natu-

lors les objets dignes d'être
. plus difficilement.
a métallurgie, les parties de l'his-
immédiatement utiles à la médecine,
e, aux manufactures, avaient été en-
. mais c'est à la science même, à cette
omme ayant pour objet la connaissance de
ire, que M. de Buffon a su le premier inté-
r les souverains, les grands, les hommes publics
toutes les nations. Plus sûrs d'obtenir des ré-
compenses, pouvant aspirer enfin à cette gloire populaire que les vrais savants savent apprécier mieux que les autres hommes, et qu'ils ne méprisent point, les naturalistes se sont livrés à leurs travaux avec une ardeur nouvelle : on les a vus se multiplier à la voix de M. de Buffon, dans les provinces comme dans les capitales, dans les autres parties du monde comme dans l'Europe. Sans doute on avait cherché, avant lui, à faire sentir l'utilité de l'étude de la nature; la science n'était pas négligée; la curiosité humaine s'était portée dans les pays éloignés, avait voulu connaître la surface de la terre et pénétrer dans son sein; mais on peut appliquer à M. de Buffon ce que lui-même a dit d'un autre philosophe également célèbre, son rival dans l'art d'écrire, comme lui plus utile peut-être par l'effet de ses ouvrages que par les vérités qu'ils renferment. D'autres avaient dit les mêmes choses, mais il les a commandées au nom de la nature, et on lui a obéi.

Peut-être le talent d'inspirer aux autres son enthousiasme, de les forcer de concourir aux mêmes

st pas moins nécessaire que celui des dé-
au perfectionnement de l'espèce humaine;
tre n'est-il pas moins rare, n'exige-t-il pas
ces grandes qualités de l'esprit qui nous for-
à l'admiration. Nous l'accordons à ces harangues
ièbres que l'antiquité nous a transmises, et dont
l'effet n'a duré qu'un seul jour; pourrions-nous la refuser à ceux dont les ouvrages produisent, sur les hommes dispersés, des effets plus répétés et plus durables? Nous l'accordons à celui dont l'éloquence, disposant des cœurs d'un peuple assemblé, lui a inspiré une résolution généreuse ou salutaire; pourrait-on la refuser à celui dont les ouvrages ont changé la pente des esprits, les ont portés à une étude utile, et ont produit une révolution qui peut faire époque dans l'histoire des sciences?

Si donc la gloire doit avoir l'utilité pour mesure, tant que les hommes n'obéiront pas à la seule raison, tant qu'il faudra non-seulement découvrir des vérités, mais forcer à les admettre, mais inspirer le désir d'en chercher de nouvelles, les hommes éloquents, nés avec le talent de répandre la vérité, ou d'exciter le génie des découvertes, mériteront d'être placés au niveau des inventeurs, puisque sans eux ces inventeurs, ou n'auraient pas existé, ou auraient vu leurs découvertes demeurer inutiles et dédaignées.

Quand même une imitation mal entendue de M. de Buffon aurait introduit, dans les livres d'histoire naturelle, le goût des systèmes vagues et des vaines déclamations, ce mal serait nul en comparaison de tout ce que cette science doit à ses travaux:

les déclamations, les systèmes passent, et les faits restent; ces livres qu'on a surchargés d'ornements pour les faire lire, seront oubliés; mais s'ils renferment quelques vérités, elles survivront à leur chute.

On peut diviser en deux classes les grands écrivains, dont les ouvrages excitent une admiration durable et sont lus encore lorsque les idées qu'ils renferment, rendues communes par cette lecture même, ont perdu leur intérêt et leur utilité : les uns, doués d'un tact fin et sûr, d'une âme sensible, d'un esprit juste, ne laissent dans leurs ouvrages rien qui ne soit écrit avec clarté, avec noblesse, avec élégance, avec cette propriété de termes, cette précision d'idées et d'expression, qui permet au lecteur d'en goûter les beautés sans fatigue, et sans qu'aucune sensation pénible vienne troubler son plaisir.

Quelques pensées qui naissent dans leur esprit, quelque sentiment qui occupe leur âme, ils le rendent tel qu'il est, avec toutes ses nuances, avec toutes les images qui l'accompagnent; ils ne cherchent point l'expression, elle s'offre à eux; mais ils savent en éloigner tout ce qui nuirait à l'harmonie, à l'effet, à la clarté; tels furent Despréaux, Racine, Fénelon, Massillon, Voltaire. On peut sans danger les prendre pour modèles : comme le grand secret de leur art est de bien exprimer ce qu'ils pensent ou ce qu'ils sentent, celui qui l'aura saisi dans leurs ouvrages, qui aura su se le rendre propre s'approchera d'eux, si ses pensées sont dignes des leurs; l'imitation ne paraîtra point servile, si ses idées sont à lui, et il ne

sera ni exposé à contracter des défauts, ni à perdre de son originalité.

Dans d'autres écrivains, le style paraît se confondre davantage avec les pensées. Non-seulement, si on cherche à les séparer, on détruit des beautés, mais les idées elles-mêmes semblent disparaître, parce que l'expression leur imprimait le caractère particulier de l'âme et de l'esprit de l'auteur, caractère qui s'évanouit avec elle : tels furent Corneille, Bossuet, Montesquieu, Rousseau; tel fut M. de Buffon.

Ils frappent plus que les autres, parce qu'ils ont une originalité plus grande et plus continue; parce que, moins occupés de la perfection et des qualités du style, ils voilent moins leurs hardiesses; parce qu'ils sacrifient moins l'effet au goût et à la raison; parce que leur caractère, se montrant sans cesse dans leurs ouvrages, agit à la longue plus fortement, et se communique davantage; mais en même temps ils peuvent être des modèles dangereux : pour imiter leur style, il faudrait avoir leurs pensées, voir les objets comme ils les voient, sentir comme ils sentent. Autrement, si le modèle vous offre des idées originales et grandes, l'imitateur vous présentera des idées communes, surchargées d'expressions extraordinaires; si l'un ôte aux vérités abstraites leur sécheresse, en les rendant par des images brillantes, l'autre présentera des demi-pensées, que des métaphores bizarres rendent inintelligibles. Le modèle a parlé de tout avec chaleur, parce que son âme était toujours agitée; le froid imitateur cachera son in-

différence sous des formes passionnées. Dans ces écrivains, les défauts tiennent souvent aux beautés; ils ont la même origine et sont plus difficiles à distinguer; ce sont ces défauts que l'imitateur ne manque jamais de transporter dans ses copies. Veut-on les prendre pour modèles, il ne faut point chercher à saisir leur manière, il ne faut point vouloir leur ressembler, mais se pénétrer de leurs beautés, aspirer à produire des beautés égales, s'appliquer comme eux à donner un caractère original à ses productions, sans copier celui qui frappe ou qui séduit dans les leurs.

Il serait donc injuste d'imputer à ces grands écrivains les fautes de leurs enthousiastes, de les accuser d'avoir corrompu le goût, parce que des gens qui en manquaient les ont parodiés en croyant les imiter. Ainsi, on aurait tort de reprocher à M. de Buffon ces idées vagues, cachées sous des expressions ampoulées, ces images incohérentes, cette pompe ambitieuse du style qui défigure tant de productions modernes, comme on aurait tort de vouloir rendre Rousseau responsable de cette fausse sensibilité, de cette habitude de se passionner de sang-froid, d'exagérer toutes les opinions, enfin de cette manie de parler de soi sans nécessité, qui sont devenues une espèce de mode et presque un mérite. Ces erreurs, passagères dans le goût d'une nation, cèdent facilement à l'empire de la raison et à celui de l'exemple; l'enthousiasme exagéré, qui fait admirer jusqu'aux défauts des hommes illustres, donne à ces maladroites imitations une vogue momentanée, mais

à la longue il ne reste que ce qui est vraiment beau; et comme Corneille et Bossuet ont contribué à donner à notre langue, l'un plus de force, l'autre plus d'élévation et de hardiesse, M. de Buffon lui aura fait acquérir plus de magnificence et de grandeur, comme Rousseau l'aura instruite à former des accents plus fiers et plus passionnés.

Le style de M. de Buffon n'offre pas toujours le même degré de perfection; mais dans tous les morceaux destinés à l'effet, il a cette correction, cette pureté, sans lesquelles, lorsqu'une langue est une fois formée, on ne peut atteindre à une célébrité durable. S'il s'est permis quelquefois d'être négligé, c'est uniquement dans les discussions purement scientifiques, où les taches qu'il a pu laisser ne nuisent point à des beautés, et servent peut-être à faire mieux goûter les peintures brillantes qui les suivent. C'était par un long travail qu'il parvenait à donner à son style ce degré de perfection, et il continuait de les corriger jusqu'à ce qu'il eût effacé toutes les traces du travail, et qu'à force de peine il lui eût donné de la facilité. Car cette qualité si précieuse n'est, dans un écrivain, que l'art de cacher ses efforts, de présenter ses pensées comme s'il les avait conçues d'un seul jet, dans l'ordre le plus naturel ou le plus frappant, revêtues des expressions les plus propres ou les plus heureuses; et cet art, auquel le plus grand charme du style est attaché, n'est cependant que le résultat d'une longue suite d'observations fugitives et d'attentions minutieuses.

M. de Buffon aimait à lire ses ouvrages, non par

vanité, mais pour juger par l'expérience de leur clarté et de leur effet, les deux qualités peut-être sur lesquelles on peut le moins se juger soi-même. Avec une telle intention, il ne choisissait pas ses auditeurs: ceux que le hasard lui offrait, semblaient devoir mieux représenter le public, dont il voulait essayer sur eux la manière de sentir; il ne se bornait pas à recevoir leurs avis, ou plutôt leurs éloges, souvent il leur demandait quel sens ils attachaient à une phrase, quelle impression ils avaient éprouvée; et s'ils n'avaient pas saisi son idée, s'il avait manqué l'effet qu'il voulait produire, il en concluait que cette partie de son ouvrage manquait de netteté, de mesure ou de force, et il l'écrivait de nouveau. Cette méthode est excellente pour les ouvrages de philosophie qu'on destine à devenir populaires, mais peu d'auteurs auront le courage de l'employer. Il ne faut pas cependant s'attendre à trouver un égal degré de clarté dans toute l'histoire naturelle; M. de Buffon a écrit pour les savants, pour les philosophes et pour le public, et il a su proportionner la clarté de chaque partie au désir qu'il avait d'être entendu d'un nombre plus ou moins grand de lecteurs.

Peu d'hommes ont été aussi laborieux que lui, et l'ont été d'une manière si continue et si régulière! Il paraissait commander à ses idées, plutôt qu'être entraîné par elles. Né avec une constitution à la fois très-saine et très-robuste, fidèle au principe d'employer toutes ses facultés, jusqu'à ce que la fatigue l'avertît qu'il commençait à en abuser, son es-

prit était toujours également prêt à remplir la tâche qu'il lui imposait. C'était à la campagne qu'il aimait le plus à travailler; il avait placé son cabinet à l'extrémité d'un vaste jardin sur la cime d'une montagne; c'est là qu'il passait les matinées entières, tantôt écrivant dans ce réduit solitaire, tantôt méditant dans les allées de ce jardin, dont l'entrée était alors rigoureusement interdite; seul, et dans les moments de distraction nécessaire au milieu d'un travail longtemps continué, n'ayant autour de lui que la nature, dont le spectacle, en délassant ses organes, le ramenait doucement à ses idées que la fatigue avait interrompues. Ces longs séjours à Montbart étaient peu compatibles avec ses fonctions de trésorier de l'Académie, mais il s'était choisi pour adjoint M. Tillet, dont il connaissait trop le zèle actif et sage, l'attachement scrupuleux à tous ses devoirs, pour avoir à craindre que ses confrères pussent jamais se plaindre d'une absence si utilement employée.

On doit mettre au nombre des services qu'il a rendus aux sciences, les progrès que toutes les parties du Jardin du Roi ont faits sous son administration. Ces grands dépôts ne dispensent point d'étudier la nature. La connaissance de la disposition des objets et de la place qu'ils occupent à la surface ou dans le sein de la terre, n'est pas moins importante que celle des objets eux-mêmes. C'est par là seulement qu'on peut connaître leurs rapports, et s'élever à la recherche de leur origine et des lois de leur formation; mais c'est dans les cabinets qu'on ap-

prend à se rendre capable d'observer immédiatement la nature; c'est là encore, qu'après l'avoir étudiée, on apprend à juger ses propres observations, à les comparer, à en tirer des résultats, à se rappeler ce qui a pu échapper au premier coup d'œil. C'est dans les cabinets que commence l'éducation du naturaliste, et c'est là aussi qu'il peut mettre la dernière perfection à ses pensées. Le Cabinet du roi est devenu, entre les mains de M. de Buffon, non un simple monument d'ostentation, mais un dépôt utile, et pour l'instruction publique, et pour le progrès des sciences. Il avait su intéresser toutes les classes d'hommes à l'histoire naturelle; et pour le récompenser du plaisir qu'il leur avait procuré, tous s'empressaient d'apporter à ses pieds les objets curieux qu'il leur avait appris à chercher et à connaître. Les savants y ajoutaient aussi leur tribut, car ceux même qui combattaient ses opinions, qui désapprouvaient sa méthode de traiter les sciences, reconnaissaient cependant qu'ils devaient une partie de leurs lumières aux vérités qu'il avait recueillies, et une partie de leur gloire, à cet enthousiasme pour l'histoire naturelle qui était son ouvrage. Les souverains lui envoyaient les productions rares ou curieuses dont la nature avait enrichi leurs États. C'est à lui que ces présents étaient adressés; mais il les remettait dans le Cabinet du roi, comme dans le lieu où, exposés aux regards d'un grand nombre d'hommes éclairés, ils pouvaient être le plus utiles.

Dans les commencements de son administration,

il avait consacré à l'embellissement du Cabinet, une gratification qui lui était offerte, mais qu'il ne voulait pas accepter pour lui-même; procédé noble et doublement utile à ses vues, puisqu'il lui donnait le droit de solliciter des secours avec plus de hardiesse et d'opiniâtreté.

La botanique était celle des parties de l'histoire naturelle dont il s'était le moins occupé; mais son goût particulier n'influa point sur les fonctions de l'intendant du Jardin du Roi. Agrandi par ses soins, distribué de la manière la plus avantageuse pour l'enseignement et pour la culture, d'après les vues des botanistes habiles qui y président, ce jardin est devenu un établissement digne d'une nation éclairée et puissante.

Parvenu à ce degré de splendeur, le Jardin du Roi n'aura plus à craindre sans doute ces vicissitudes de décadence et de renouvellement, dont notre histoire nous a transmis le souvenir; et le zèle éclairé du successeur de M. de Buffon suffirait seul pour en répondre à l'Académie et aux sciences.

Ce n'est pas seulement à sa célébrité que M. de Buffon dut le bonheur de lever les obstacles qui s'opposèrent longtemps à l'entier succès de ses vues, il le dut aussi à sa conduite. Des louanges insérées dans l'histoire naturelle, étaient la récompense de l'intérêt que l'on prenait aux progrès de la science; et l'on regardait comme une sorte d'assurance d'immortalité, l'honneur d'y voir inscrire son nom. D'ailleurs, M. de Buffon avait eu le soin constant d'acquérir et de conserver du crédit auprès des mi-

es et de ceux qui, chargés par eux des détails, sur la décision et l'expédition des affaires une uence inévitable. Il se conciliait les uns, en ne permettant jamais d'avancer des opinions qui ussent les blesser, en ne paraissant point prétendre les juger; il s'assurait des autres en employant avec eux un ton d'égalité qui les flattait, et en se dépouillant de la supériorité que sa gloire et ses talents pouvaient lui donner. Ainsi, aucun des moyens de contribuer aux progrès de la science à laquelle il s'était voué, n'avait été négligé. Ce fut l'unique objet de son ambition. Sa considération, sa gloire y étaient liées sans doute; mais tant d'hommes séparent leurs intérêts de l'intérêt général, qu'il serait injuste de montrer de la sévérité pour ceux qui saent les réunir. Ce qui prouve à quel point M. de uffon était éloigné de toute ambition vulgaire, 'est qu'appelé à Fontainebleau par le feu roi qui voulait le consulter sur quelques points relatifs à la culture des forêts, et ce prince lui ayant proposé de le charger en chef de l'administration de toutes celles qui composent les domaines, ni l'importance de cette place, ni l'honneur si désiré d'avoir un travail particulier avec le roi, ne purent l'éblouir; il sentait qu'en interrompant ses travaux, il allait perdre une partie de sa gloire; il sentait en même temps la difficulté de faire le bien; surtout il voyait d'avance la foule des courtisans et des administrateurs se réunir contre une supériorité si effrayante, et contre les conséquences d'un exemple si dangereux.

Placé dans un siècle où l'esprit humain s'agitant dans ses chaînes, les a relâchées toutes, et en a brisé quelques-unes; où toutes les opinions ont été examinées, toutes les erreurs combattues, tous les anciens usages soumis à la discussion; où tous les esprits ont pris vers la liberté un essor inattendu, M. de Buffon parut n'avoir aucune part à ce mouvement général : ce silence peut paraître singulier dans un philosophe dont les ouvrages prouvent qu'il avait considéré l'homme sous tous les rapports, et annoncent en même temps une manière de penser mâle et ferme, bien éloignée de ce penchant à l'incertitude qui conduit à l'indifférence.

Mais peut-être a-t-il cru que le meilleur moyen de détruire les erreurs en métaphysique et en morale était de multiplier les vérités d'observation dans les sciences naturelles; qu'au lieu de combattre l'homme ignorant et opiniâtre, il fallait lui inspirer le désir de s'instruire. Il était plus utile, selon lui, de prémunir les générations suivantes contre l'erreur, en accoutumant les esprits à se nourrir des vérités même indifférentes, que d'attaquer de front les préjugés déjà enracinés et liés avec l'amour-propre, l'intérêt ou les passions de ceux qui les ont adoptés. La nature a donné à chaque homme son talent, et la sagesse consiste à y plier sa conduite : l'un est fait pour combattre, l'autre pour s'instruire; l'un pour corriger et redresser les esprits, l'autre pour les subjuguer et les entraîner après lui.

D'ailleurs, M. de Buffon voulait élever le monument de l'histoire naturelle, il voulait donner une

nouvelle forme au Cabinet du roi; il avait besoin et de repos et du concours général des suffrages : or, quiconque attaque des erreurs, ou laisse seulement entrevoir son mépris pour elles, doit s'attendre à voir ses jours troublés, et chacun de ses pas embarrassé par des obstacles. Un vrai philosophe doit combattre les ennemis qu'il rencontre sur la route qui le conduit à la vérité, mais il serait maladroit d'en appeler de nouveaux par des attaques imprudentes.

Peu de savants, peu d'écrivains ont obtenu une gloire aussi populaire que M. de Buffon, et il eut le bonheur de la voir continuellement s'accroître à mesure que les autres jouissances, diminuant pour lui celles de l'amour-propre, lui devenaient plus nécessaires. Il n'essuya que peu de critiques, parce qu'il avait soin de n'offenser aucun parti, parce que la nature de ses ouvrages ne permettait guère à la littérature ignorante d'atteindre à sa hauteur. Les savants avaient presque tous gardé le silence, sachant qu'il y a peu d'honneur et peu d'utilité pour les sciences à combattre un système qui devient nécessairement une vérité générale, si les faits le confirment, ou qui tombe de lui-même s'ils le contrarient.

D'ailleurs, M. de Buffon employa le moyen le plus sûr d'empêcher les critiques de se multiplier; il ne répondit pas à celles qui parurent contre ses premiers volumes. Ce n'est point qu'elles fussent toutes méprisables. Celles de M. Haller, de M. Bonnet, de M. l'abbé de Condillac, celles même que plusieurs savants avaient fournies à l'auteur des Let-

tres américaines, pouvaient mériter des réponses qui n'eussent pas toujours été faciles. Mais en répondant, il aurait intéressé l'amour-propre de ses adversaires à continuer leurs critiques, et perpétué une guerre où la victoire, qui ne pouvait jamais être absolument complète, ne l'aurait pas dédommagé d'un temps qu'il était sûr d'employer plus utilement pour sa gloire.

Les souverains, les princes étrangers qui visitaient la France s'empressaient de rendre hommage à M. de Buffon, et de le chercher au milieu de ces richesses de la nature rassemblées par ses soins. L'impératrice de Russie, dont le nom est lié à celui de nos plus célèbres philosophes, qui avait proposé inutilement à M. D'Alembert de se charger de l'éducation de son fils, et appelé auprès d'elle M. Diderot, après avoir répandu sur lui des bienfaits, dont la délicatesse avec laquelle ils étaient offerts augmentait le prix, qui avait rendu M. de Voltaire le confident de tout ce qu'elle entreprenait pour répandre les lumières, établir la tolérance et adoucir les lois; l'impératrice de Russie prodiguait à M. de Buffon les marques de son admiration les plus capables de le toucher, en lui envoyant tout ce qui, dans ses vastes États, devait le plus exciter sa curiosité, et en choisissant, par une recherche ingénieuse, les productions singulières qui pouvaient servir de preuves à ses opinions. Enfin, il eut l'honneur de recevoir, dans sa retraite de Montbart, ce héros en qui l'Europe admire le génie de Frédéric, et chérit l'humanité d'un sage, et qui vient aujourd'hui mêler ses

regrets aux nôtres, et embellir par l'éclat de sa gloire la modeste simplicité des honneurs académiques.

M. de Buffon n'était occupé que d'un seul objet, n'avait qu'un seul goût; il s'était créé un style, et s'était fait une philosophie par ses réflexions plus encore que par l'étude; on ne doit donc pas s'étonner de ne trouver ni dans ses lettres, ni dans quelques morceaux échappés de sa plume, cette légèreté, cette simplicité qui doivent en être le caractère : mais presque toujours quelques traits font reconnaître le peintre de la nature, et dédommagent d'un défaut de flexibilité, incompatible peut-être avec la trempe mâle et vigoureuse de son esprit. C'est à la même cause que l'on doit attribuer la sévérité de ses jugements et cette sorte d'orgueil qu'on a cru observer en lui. L'indulgence suppose quelque facilité à se prêter aux idées et à la manière d'autrui, et il est difficile d'être sans orgueil, quand, occupé sans cesse d'un grand objet qu'on a dignement rempli, on est forcé en quelque sorte de porter toujours avec soi le sentiment de sa supériorité.

Dans la société, M. de Buffon souffrait sans peine la médiocrité, ou plutôt, occupé de ses propres idées, il ne l'apercevait pas, et préférait en général les gens qui pouvaient le distraire sans le contredire, et sans l'assujettir au soin fatigant de prévenir leurs objections ou d'y répondre. Simple dans la vie privée, y prenant sans effort le ton de la bonhomie, quoique aimant par goût la magnificence et tout ce qui avait quelque appareil de grandeur, il avait con-

servé cette politesse noble, ces déférences extérieures pour le rang et les places, qui étaient dans sa jeunesse le ton général des gens du monde, et dont plus d'amour pour la liberté et l'égalité, au moins dans les manières, nous a peut-être trop corrigés, car souvent les formes polies dispensent de la fausseté; et le respect extérieur est une barrière que l'on oppose avec succès à une familiarité dangereuse. On aurait pu tirer de ces déférences, qui paraissaient exagérées, quelques inductions défavorables au caractère de M. de Buffon, si dans des circonstances plus importantes il n'avait montré une hauteur d'âme et une noblesse supérieures à l'intérêt comme au ressentiment.

Il avait épousé, en 1752, mademoiselle de Saint-Belin, dont la naissance, les agréments extérieurs et les vertus réparèrent à ses yeux le défaut de fortune. L'âge avait fait perdre à M. de Buffon une partie des agréments de la jeunesse; mais il lui restait une taille avantageuse, un air noble, une figure imposante, une physionomie à la fois douce et majestueuse. L'enthousiasme pour le talent fit disparaître aux yeux de madame de Buffon l'inégalité d'âge; et dans cette époque de la vie, où la félicité semble se borner à remplacer, par l'amitié et des souvenirs mêlés de regrets, un bonheur plus doux qui nous échappe, il eut celui d'inspirer une passion tendre, constante, sans distraction comme sans nuages. Jamais une admiration plus profonde ne s'unit à une tendresse plus vraie. Ces sentiments se montraient dans les regards, dans les manières, dans les dis-

cours de madame de Buffon, et remplissaient son cœur et sa vie. Chaque nouvel ouvrage de son mari, chaque nouvelle palme ajoutée à sa gloire était pour elle une source de jouissances, d'autant plus douces, qu'elles étaient sans retour sur elle-même, sans aucun mélange de l'orgueil que pouvait lui inspirer l'honneur de partager la considération et le nom de M. de Buffon. Heureuse du seul plaisir d'aimer et d'admirer ce qu'elle aimait, son âme était fermée à toute vanité personnelle comme à tout sentiment étranger. M. de Buffon n'a conservé d'elle qu'un fils, M. le comte de Buffon, major en second du régiment d'Angoumois, qui porte avec honneur, dans une autre carrière, un nom à jamais célèbre dans les sciences, dans les lettres et dans la philosophie.

M. de Buffon fut longtemps exempt des pertes qu'amène la vieillesse; il conserva également et toute la vigueur des sens et toute celle de l'âme. Toujours plein d'ardeur pour le travail, toujours constant dans sa manière de vivre, dans ses délassements comme dans ses études, il semblait que l'âge de la force se fût prolongé pour lui au delà des bornes ordinaires. Une maladie douloureuse vint troubler et accélérer la fin d'une si belle carrière; il lui opposa la patience, eut le courage de s'en distraire par une étude opiniâtre; mais il ne consentit jamais à s'en délivrer par une opération dangereuse. Le travail, les jouissances de la gloire, le plaisir de suivre ses projets, pour l'agrandissement du Jardin et du Cabinet du roi, suffisaient pour l'attacher à la

vie ; il ne voulut pas la risquer contre l'espérance d'un soulagement souvent passager, et suivi quelquefois d'infirmités pénibles, qui, lui ôtant une partie de ses forces, auraient été pour une âme active plus insupportables que la douleur. Il conserva, presque jusqu'à ses derniers moments, le pouvoir de s'occuper avec intérêt de ses ouvrages et des fonctions de sa place, la liberté entière de son esprit, toute la force de sa raison, et pendant quelques jours seulement, il cessa d'être l'homme illustre, dont le génie et les travaux occupaient l'Europe depuis quarante ans.

Les sciences le perdirent le 16 avril 1788.

Lorsque de tels hommes disparaissent de la terre, aux premiers éclats d'un enthousiasme, augmenté par les regrets, et aux derniers cris de l'envie expirante, succède bientôt un silence redoutable, pendant lequel se prépare avec lenteur le jugement de la postérité. On relit paisiblement, pour l'examiner, ce qu'on avait lu pour l'admirer, le critiquer, ou seulement pour le vain plaisir d'en parler. Des opinions conçues avec plus de réflexion, motivées avec plus de liberté, se répandent peu à peu, se modifient, se corrigent les unes les autres, et à la fin une voix presque unanime s'élève et prononce un arrêt que rarement les siècles futurs doivent révoquer.

Ce jugement sera favorable à M. de Buffon : il restera toujours dans la classe si peu nombreuse des philosophes dont une postérité reculée lit encore les ouvrages. En général, elle se rappelle leurs noms,

elle s'occupe de leurs découvertes, de leurs opinions : mais c'est dans des ouvrages étrangers qu'elle va les chercher, parce qu'elles s'y présentent débarrassées de tout ce que les idées particulières au siècle, au pays où ils ont vécu, peuvent y avoir mêlé d'obscur, de vague ou d'inutile; rarement le charme du style peut compenser ces effets inévitables du temps et du progrès des esprits. Mais M. de Buffon doit échapper à cette règle commune, et la postérité placera ses ouvrages à côté des dialogues du disciple de Socrate et des entretiens du philosophe de Tusculum.

L'histoire des sciences ne présente que deux hommes, qui, par la nature de leurs ouvrages, paraissent se rapprocher de M. de Buffon, Aristote et Pline, tous deux infatigables comme lui dans le travail, étonnants par l'immensité de leurs connaissances, et par celle des plans qu'ils ont conçus et exécutés; tous deux, respectés pendant leur vie et honorés après leur mort par leurs concitoyens, ont vu leur gloire survivre aux révolutions des opinions et des empires, aux nations qui les ont produits, et même aux langues qu'ils ont employées; ils semblent, par leur exemple, promettre à M. de Buffon une gloire non moins durable.

Aristote porta sur le mécanisme des opérations de l'esprit humain, sur les principes de l'éloquence et de la poésie, le coup d'œil juste et perçant d'un philosophe; dicta au goût et à la raison des lois auxquelles elles obéissent encore; donna le premier exemple, trop tôt oublié, d'étudier la nature, dans

la seule vue de la connaître, et de l'observer avec méthode et précision.

Placé au milieu d'une nation moins savante, Pline fut plutôt un compilateur de relations qu'un philosophe observateur; mais comme il avait embrassé dans son plan tous les travaux des arts et tous les phénomènes de la nature, son ouvrage renferme les mémoires les plus précieux et les plus étendus que l'antiquité nous ait laissés pour l'histoire des progrès de l'espèce humaine.

Dans un siècle plus éclairé, M. de Buffon a réuni ses propres observations à celles que ses immenses lectures lui ont fournies; son plan, moins étendu que celui de Pline, est exécuté d'une manière plus complète: il présente et discute les résultats qu'Aristote n'avait osé qu'indiquer.

Le philosophe grec n'a mis dans son style qu'une précision méthodique et sévère, et n'a parlé qu'à la raison.

Pline, dans un style noble, énergique et grave, laisse échapper des traits d'une imagination forte, mais sombre, et d'une philosophie souvent profonde, mais presque toujours austère et mélancolique.

M. de Buffon, plus varié, plus brillant, plus prodigue d'images, joint la facilité à l'énergie, les graces à la majesté; sa philosophie, avec un caractère moins prononcé, est plus vraie et moins affligeante. Aristote semble n'avoir écrit que pour les savants, Pline pour les philosophes, M. de Buffon pour tous les hommes éclairés.

Aristote a été souvent égaré par cette vaine métaphysique de mots, vice de la philosophie grecque, dont la supériorité de son esprit ne put entièrement le garantir.

La crédulité de Pline a rempli son ouvrage de fables, qui jettent de l'incertitude sur les faits qu'il rapporte, lors même qu'on n'est pas en droit de les reléguer dans la classe des prodiges.

On n'a reproché à M. de Buffon que ses hypothèses : ce sont aussi des espèces de fables, mais des fables produites par une imagination active qui a besoin de créer, et non par une imagination passive qui cède à des impressions étrangères.

On admirera toujours dans Aristote, le génie de la philosophie : on étudiera dans Pline, les arts et l'esprit des anciens; on y cherchera ces traits qui frappent l'âme d'un sentiment triste et profond; mais on lira M. de Buffon pour s'intéresser comme pour s'instruire; et tandis qu'il continuera d'exciter pour les sciences naturelles un enthousiasme utile, les hommes lui devront longtemps et les doux plaisirs que procurent à une âme jeune encore les premiers regards jetés sur la nature, et ces consolations qu'éprouve une âme fatiguée des orages de la vie, en reposant sa vue sur l'immensité des êtres paisiblement soumis à des lois éternelles et nécessaires.

ÉLOGE DE FRANKLIN.

Benjamin Franklin naquit à Boston, le 6 janvier 1706, de Josias Franklin et d'Abiah Folger.

Son père s'était établi à Boston vers 1682; attaché à la religion presbytérienne par un zèle héréditaire, il avait quitté l'Angleterre, où elle n'était que tolérée, pour chercher un pays où elle fût libre.

Ce sont les atteintes portées à l'indépendance des opinions religieuses qui, en Europe, ont réveillé l'esprit de liberté et peuplé l'Amérique. C'est la persécution qui a forcé les hommes à s'apercevoir enfin de leurs véritables droits, méconnus même dans les républiques anciennes; et le genre humain a dû son affranchissement et ses lumières à ce qui n'avait été inventé que pour achever de l'enchaîner et de l'abrutir.

Josias Franklin avait eu quinze enfants de deux femmes. Benjamin était le dernier de ses fils. Son goût naturel pour la lecture le fit destiner à l'état ecclésiastique; mais son père ne put soutenir la dépense de cette éducation (1), et le jeune Franklin,

(1) D'abord teinturier, il était devenu fabricant de chandelles; mais dans un pays où la propriété de la terre, à quiconque voulait la cultiver, semblait appeler tous ses habitants à cette première occupation de l'homme civilisé, et où la vie indépendante qu'elle procure était le premier des biens et l'objet de tous les travaux, la rareté des ouvriers, et le haut prix des salaires qui en était la suite, ne laissaient espérer aux entrepreneurs de manufactures qu'un succès incertain et borné.

obligé de se destiner à une profession mécanique, choisit d'être admis comme élève dans une imprimerie que son frère aîné dirigeait. Il avait quinze ans, lorsque le hasard lui procura un volume dépareillé du Spectateur. Enchanté de la philosophie et du style de cet ouvrage, il résolut de le prendre pour modèle; il y choisissait un sujet, en écrivait les principales idées, essayait ensuite de le traiter, et comparait son travail à celui du maître qu'il s'était ainsi donné. Par cet exercice, auquel il ne pouvait se livrer qu'aux dépens du temps destiné au sommeil ou au repos, il acquit bientôt assez de facilité pour oser faire aussi des articles du Spectateur. Son frère imprimait une gazette; il lui fit parvenir ses premiers essais, en cachant son nom et en déguisant son écriture; ils furent lus devant leurs amis assemblés, et Franklin jouit du plaisir de les entendre applaudir, et de voir qu'on en cherchait l'auteur parmi les plus célèbres de ceux qui faisaient honneur à la littérature, encore naissante, de la Nouvelle-Angleterre. Il ne put garder longtemps son secret, et devint, en le révélant, l'objet de l'estime et presque de l'admiration de sa petite société; mais son frère, naturellement impérieux, jugea qu'un jeune homme de dix-sept ans, qui était auteur, ne serait pas un ouvrier imprimeur bien docile. Peu de temps après, son honneur força Franklin à se séparer de lui. Il quitta sa famille, se rendit à New-York, où il ne trouva point d'ouvrage, partit pour Philadelphie, et arriva, n'ayant que deux schellings pour toute fortune, dans cette

ville dont il était destiné à devenir le législateur, et d'où, cinquante ans après, il devait partir chargé de la destinée des deux mondes.

Après un séjour très-court à Philadelphie, il s'embarqua pour Londres, trompé par le gouverneur de Pensylvanie, qui lui avait promis les moyens d'acquérir les caractères et les presses nécessaires pour établir une imprimerie en Amérique. Arrivé en Angleterre, il s'y trouva sans aucune ressource que son art, qui, pour lui, n'était encore qu'un métier. Mais il avait senti de bonne heure les avantages qu'il pouvait retirer de la sobriété et du travail. Il était accoutumé à un régime économique, mais sain, propre à réparer ses forces, mais qui conservait à sa tête une liberté entière. Ce que gagnait un ouvrier anglais était beaucoup pour un philosophe américain, et lui donnait la facilité de consacrer à son instruction une partie de son temps et de ses salaires.

Il lut alors les ouvrages de Collins et de Shaftesbury; ils lui inspirèrent les principes de ce scepticisme qui, dans les écoles grecques, avait dégénéré en une ridicule charlatanerie, mais qui, chez les modernes, dégagé de ces subtilités pédantesques, est devenu la véritable philosophie, et qui consiste, non à douter de tout, mais à peser toutes les preuves, en les soumettant à une rigoureuse analyse, non à prouver que l'homme ne peut rien connaître, mais à bien distinguer et à choisir pour objet de sa curiosité ce qu'il est possible de savoir.

Palmer, chez qui Franklin travaillait, imprimait

alors l'*Ébauche de la religion naturelle de Wollaston*. Le jeune élève, mécontent des principes de cet ouvrage, essaya d'en combattre quelques-uns, et publia une petite *Dissertation sur la liberté et la nécessité*, *le plaisir et la peine*.

Bientôt son goût pour la philosophie, son ardeur pour l'étude, sa naïveté piquante, sa sagesse prématurée, le firent admettre dans la société de plusieurs hommes alors très-célèbres, Mandeville, Lyons, Pemberton, Sir Hans Sloane.

Peu de temps après son retour en Amérique, deux de ses amis, MM. William Colleman et Robert Grace, lui avancèrent des fonds pour acheter une imprimerie. Leur nom mérite sans doute d'être conservé par la reconnaissance; ils ont rendu à leur patrie un grand homme que la nature lui avait préparé, mais que la nécessité pouvait lui ravir. L'histoire des sciences est remplie de ces exemples; elle nous montre souvent le génie aux prises avec l'adversité; et, par l'exemple de ceux à qui un heureux hasard a permis d'en triompher, elle fait voir tout ce que l'humanité a perdu, et ce qu'elle pourrait espérer d'une forme d'institution publique qui, assurant aux premières lueurs du talent les moyens de se faire remarquer, lui offrirait ensuite ceux d'atteindre toute la hauteur à laquelle la nature lui a permis d'aspirer.

Franklin avait observé en Angleterre les avantages des papiers-gazettes, des associations connues sous le nom de club, et des souscriptions volontaires : il se proposa d'en faire jouir sa patrie. D'abord il pu-

blia une gazette qu'il soutenait, lorsque les nouvelles lui manquaient, par des morceaux où la morale était presque toujours présentée sous la forme d'apologue; où la raison était animée par une plaisanterie douce et naïve; où la philosophie, sans cesser d'être à la portée des hommes simples, pour qui elle était destinée, se trouvait au niveau de celle de l'Europe. C'était le Spectateur, mais avec plus de naturel, de simplicité et de grâce, avec un but plus vaste et surtout plus utile. Au lieu de l'espérance incertaine de corriger quelques-uns des vices d'un peuple corrompu par la richesse et l'inégalité, c'était celle de rectifier les idées, d'épurer et d'agrandir les vertus d'un peuple naissant. Plusieurs des morceaux imprimés alors par Franklin ont été conservés; il en est quelques-uns que Voltaire et Montesquieu n'auraient pas désavoués.

Jamais il ne permit que cette gazette fût souillée par des inculpations personnelles. Ce moyen facile d'attirer la haine populaire sur ceux à qui l'on veut nuire, lui paraissait aussi vil que dangereux. Il n'y voyait qu'une arme perfide, dont les hypocrites et les factieux se servent avec adresse pour appeler la défiance sur les talents et sur les vertus, rendre incertaines toutes les réputations, détruire l'autorité de la renommée, guide si nécessaire à un peuple encore peu éclairé qui se prépare ou naît à la liberté, et livrer ainsi la confiance publique aux obscurs intrigants qui sauront la surprendre.

Il publiait en même temps un almanach qu'il cherchait à rendre utile par un petit nombre de

préceptes dont il remplissait le vide des pages. Il y plaçait des conseils d'économie, des leçons de bienfaisance ou de justice propres à diriger la conduite d'une vie simple et laborieuse; et il avait soin de les terminer par un proverbe vulgaire, afin de les graver plus sûrement dans la mémoire. Cet almanach était destiné surtout à ceux qui, placés aux extrémités de la colonie, absorbés par le travail et les soins domestiques, ne connaissaient guère d'autres lectures. Il voulait qu'aucune classe de citoyens ne restât sans instruction, qu'aucune ne fût condamnée à ne recevoir que des idées fausses par des livres destinés à flatter sa crédulité ou à nourrir ses préjugés. Un simple imprimeur faisait alors pour l'Amérique ce que les gouvernements les plus sages avaient eu l'orgueil de négliger ou la faiblesse de craindre. Il a depuis recueilli toutes ces leçons dans l'ouvrage si connu sous le titre du *Bonhomme-Richard*, modèle unique, dans lequel on ne peut s'empêcher de reconnaître l'homme supérieur, sans qu'il soit possible de citer un seul trait où il se laisse apercevoir. Rien dans les pensées ni dans le style n'est au-dessus de l'intelligence la moins exercée; mais la philosophie y découvre aisément des vues fines et des intentions profondes. L'expression est toujours naturelle, souvent même commune, et tout l'esprit est dans le choix des idées. Pour que ses leçons soient plus utiles, il n'avertit pas ses lecteurs qu'un savant de la ville veut bien s'abaisser jusqu'à les instruire, il se cache sous le nom du bonhomme Richard, ignorant et pauvre comme eux.

Les Américains n'étaient point alors ce peuple de philosophes qui, par la sagesse de ses institutions, a depuis étonné l'Europe. La religion et les travaux nécessaires pour former des établissements dans un pays sauvage, avaient occupé uniquement les premières générations européennes. Franklin voyait combien ils avaient besoin des lumières de la philosophie; mais il fallait le leur faire sentir sans annoncer une intention qui aurait trop averti de sa supériorité. Il forma un club parmi ceux des habitants de Philadelphie dont la fortune se rapprochait de la sienne. Il n'était composé que de douze personnes, et le nombre n'en fut jamais augmenté. Mais, par son conseil, la plupart des membres établirent bientôt d'autres associations semblables. Par là, il s'assurait qu'elles seraient animées du même esprit. Il se garda bien de les lier par une confédération solennelle, et encore moins par une dépendance de la première société. Il voulait établir entre les citoyens une communication plus étroite de lumières et de sentiments, leur faire prendre l'habitude de se concerter pour leurs intérêts communs, et non propager ses opinions ou se donner un parti. Il croyait que si une association privée ne doit jamais se cacher, elle doit encore moins se montrer; qu'utile, lorsqu'elle agit par l'influence séparée de ses membres, par le concert de leurs intentions, par le poids que leurs vertus ou leurs talents donnent à leurs opinions, elle peut devenir dangereuse, si, agissant en masse et formant en quelque sorte une nation au milieu de la nation, elle parvient à créer

une volonté publique qui ne soit pas celle du peuple, et à placer entre les individus et la puissance nationale une force étrangère qui, dirigée par un fourbe ambitieux, menacerait également et la liberté et les lois.

Il est d'usage, dans les clubs d'Angleterre, de condamner à une légère amende ceux qui s'écartent des lois de la société. Dans celui de Philadelphie, on en payait une toutes les fois qu'on se permettait une expression tranchante. Les hommes les plus intrépides dans leur certitude étaient obligés d'employer les formules du doute, et de prendre dans leur langage l'habitude d'une modestie qui, si même elle s'arrêtait aux paroles, aurait déjà l'avantage de ne pas choquer l'amour-propre d'autrui, mais qui, par l'influence si puissante des mots sur les idées, doit finir par s'étendre sur les opinions mêmes (1).

En même temps Franklin faisait adroitement la guerre au fanatisme qui devait avoir poussé de

(1) Déclarer qu'on n'avait aucun sentiment d'animosité contre aucun des membres de l'assemblée;

Professer un égal amour pour tous les hommes, quelle que fût leur croyance;

Regarder comme un acte de tyrannie toute atteinte à l'indépendance des cultes ou des opinions;

Aimer la vérité pour elle-même; chercher à la connaître; se plaire à l'étendre; s'efforcer de la propager;

Telle était la profession de foi de cette société, qui rendit de grands services aux assemblées nationales de la Pensylvanie, et ne prétendit jamais à les gouverner.

profondes racines dans un pays que la persécution avait peuplé. Ces sentiments d'une bienveillance universelle, qui entrent si aisément dans des âmes douces et pures; ces maximes d'une vérité simple, que le bon sens ne rejette pas, lorsqu'il n'est point corrompu par une fausse doctrine, conduisaient peu à peu à l'indulgence et à la raison, et du moins réduisaient à l'impuissance de nuire un ennemi qu'il eût été imprudent d'attaquer de front. Ainsi, à la même époque, dans les deux parties du globe, la philosophie vengeait l'espèce humaine du tyran qui l'avait longtemps opprimée et avilie; mais elle combattait avec des armes différentes. Dans l'une, le fanatisme était une erreur des individus; fruit malheureux de leur éducation et de leurs lectures. Il suffisait de les éclairer, de dissiper les fantômes d'une imagination égarée. C'étaient surtout les fanatiques eux-mêmes qu'il fallait guérir. Dans l'autre, où le fanatisme, guidé par la politique, avait fondé sur l'erreur un système de domination, où, lié à toutes les espèces de tyrannie, il leur avait promis d'aveugler les hommes, pour qu'elles lui permissent de les opprimer, il était nécessaire de soulever l'opinion, et de réunir contre une puissance dangereuse les efforts des amis de la raison et de la liberté. Il n'y s'agissait pas d'éclairer les fanatiques, mais de les démasquer et de les désarmer. L'on peut ajouter à ce rapprochement unique dans l'histoire de la philosophie, que les deux hommes qui avaient séparément conçu ce projet salutaire, Voltaire et Franklin, ont pu se réunir à Paris dans leur vieil-

lesse, jouir ensemble de leur gloire, et se féliciter de leur triomphe.

Encouragé par la confiance de ses concitoyens, Franklin crut pouvoir se livrer à des vues d'une exécution plus difficile, mais d'une utilité plus directe. Au moyen de souscriptions libres qu'il proposait, et auxquelles, grâce à la sagesse de ses plans, tous s'empressèrent de concourir, Philadephie eut une bibliothèque publique, un hôpital, une chambre d'assurance contre les incendies, un collége et bientôt une académie. Quand il donnait le projet d'un établissement, il évitait soigneusement de s'en attribuer l'idée. L'expérience lui avait prouvé combien il importe au succès de ne pas mettre les petitesses de l'amour-propre en concurrence avec le zèle du bien public. Tout homme qui veut influer sur l'opinion marche entre l'enthousiasme et l'envie; et sachant combien il est difficile de soutenir l'enthousiasme ou de le conduire, il préférait de désarmer l'envie, même aux dépens de sa gloire.

Il s'était formé une méthode à l'aide de laquelle on pouvait espérer de parvenir à se rendre meilleur, au moyen d'un petit nombre de règles dont l'observation journalière devait détruire insensiblement ces habitudes de la faiblesse et des passions qui nuisent au bonheur et corrompent la morale, et donner ensuite à la sagesse et à la vertu toute la force d'un penchant naturel. Il savait que l'économie, un travail réglé, une vie simple, en contribuant au bonheur personnel, éloignent l'intérêt ou la tentation de troubler celui d'autrui, et que la paix

de l'âme, qui en est la suite, rend les vertus faciles. Il avait observé que celui qui, dans sa conduite de tous les jours, indifférent au bien ou au mal, s'abandonne à l'empire des circonstances et de la coutume, ne peut être sûr de lui-même, dans les moments où ses devoirs lui imposent des sacrifices. L'âme, comme l'intelligence, se perfectionne, se fortifie, s'épure par un exercice continuel. Mais le système général des êtres offre à l'esprit une carrière immense, où il peut agir avec liberté, varier ses efforts, où son activité trouve un aliment toujours nouveau, toujours inépuisable. L'exercice des facultés morales, au contraire, est soumis aux événements, aux circonstances de chaque jour, et il faut une sorte d'art pour en faire naître les moyens de développer, d'étendre ces facultés, d'en augmenter l'énergie.

De ces préceptes capables d'améliorer l'individu qui les prendrait pour règle de conduite, Franklin s'éleva bientôt à l'idée d'une institution destinée au perfectionnement moral de l'espèce humaine. Il avait formé le plan d'une association répandue sur toute la terre, dont chaque membre en ferait l'objet spécial de ses travaux et de sa vie. Elle devait être composée de jeunes gens, dont l'âme plus pure, plus flexible, est capable de plus d'efforts, et dont la raison naissante peut s'allier avec la docilité et l'enthousiasme, sans s'affaiblir et sans s'égarer. C'était le projet que Pythagore avait conçu et même exécuté il y a plus de deux mille ans, mais avec des moyens opposés. Le philosophe grec voulait, par la

force de l'habitude, substituer aux sentiments, aux impulsions naturelles, les principes qu'il croyait nécessaire d'inspirer aux hommes; le philosophe d'Amérique voulait seulement épurer, fortifier, diriger les mouvements de la nature. L'un s'était proposé d'asservir l'homme et de le transformer; l'autre n'aspirait qu'à l'éclairer et à le perfectionner; l'un avait formé un système qui pouvait, dans une nation, à une époque donnée, produire une heureuse révolution, étonner les peuples par de grandes vertus, et qui bientôt, anéanti par la force irrésistible de la nature, dont il avait contrarié les lois, ne devait plus exister que dans leur mémoire. Les moyens de l'autre, conformes à ces lois, convenant à tous les pays comme à tous les temps, tendaient à une perfection lente, mais durable, et, sans faire la gloire d'aucun siècle, pouvaient contribuer au bonheur de tous.

Mais le philosophe qui préparait la félicité de son pays, en éclairant les hommes pour en faire des citoyens, était destiné à lui rendre des services plus directs et non moins utiles. Le temps n'était plus où la pauvreté des colonies anglaises suffisait pour empêcher les guerres de l'Europe de s'étendre jusqu'à elles. Déjà elles pouvaient tenter l'avidité d'un ennemi, et il devenait également dangereux, pour leur repos et pour leur liberté, d'être abandonnées par la Grande-Bretagne, ou défendues par ses soldats. Franklin qui, depuis 1736, était secrétaire de l'assemblée de Pensylvanie, jugea qu'il fallait profiter d'un moment de guerre où l'Angleterre était inté-

ressée à permettre aux Pensylvaniens de prendre, pour la défense de leur territoire, ces armes qui deviendraient un jour nécessaires au maintien de leurs droits, et il forma en 1744, le plan d'une milice nationale. Le peuple l'accepta. Dix mille hommes furent armés; Philadelphie seule en fournit mille. On offrit à Franklin de les commander; il refusa, et servit comme soldat sous M. Laurence, que lui-même avait proposé pour général. Il fallait bâtir des forts, et on manquait d'argent; il y pourvut par une loterie dont il donna le projet.

Le succès de ces mesures éprouvait une difficulté singulière. Les quakers sont en grand nombre dans la Pensylvanie; et dans la pureté des principes de leur secte, ils regardent comme un péché de contribuer, même de leur argent, à une guerre défensive. L'effet naturel d'une morale exagérée, adoptée par enthousiasme, est de mettre ses sectateurs dans la nécessité d'en violer les préceptes, ou d'y sacrifier les conseils de la raison et les sentiments de la morale naturelle. Alors ils cherchent à éluder leurs propres lois, ils en dissimulent la violation par des distinctions subtiles, par d'adroites équivoques. Par là ils évitent de soulever contre eux les fanatiques ou les hypocrites de leur secte, et ils ne blessent point le peuple, qui, dans toutes les religions, n'attache sa morale qu'aux mots consacrés (1).

(1) C'est ainsi que les quakers, sollicités d'accorder une somme d'argent dont on avait besoin pour acheter de la poudre, en donnèrent pour acheter du blé, du seigle et d'autres graines.

L'indulgence philosophique de Franklin, et l'adresse de son esprit, lui servirent souvent à concilier le patriotisme des quakers avec les bienséances de leur secte.

Jamais un homme d'un esprit plus élevé, d'une âme plus indépendante, ne sut respecter avec plus de scrupule les faiblesses religieuses et les petitesses d'une conscience trompée; il avait pour les esprits débiles et malades ces soins délicats, ces recherches d'égards, que les hommes d'une bonté peu commune ont pour l'infirmité et l'enfance.

L'éducation de Franklin ne lui avait pas ouvert la carrière des sciences, mais la nature lui en avait donné le génie. Ses premiers essais sur l'électricité annoncent qu'il connaissait très-peu même cette partie de la physique. Loin de l'Europe, il n'avait que des machines imparfaites. Cependant il devina bientôt la cause immédiate des phénomènes électriques. Il les explique par l'existence d'un fluide insensible, tant qu'il reste en équilibre, et qui se manifeste, soit lorsqu'on rompt cet équilibre, soit pendant qu'il se rétablit. Son analyse de la bouteille de Leyde est un chef-d'œuvre de sagacité, de justesse et de finesse à la fois. Les phénomènes variés et presque merveilleux qu'elle présente, dépendent d'un seul fait, la différence d'électricité qui existe

Aussi les dunkars, plus sages que les quakers, n'ont jamais voulu consacrer, par des formules publiques, ni leurs dogmes, ni leurs préceptes. Ils ont craint, comme un de leurs chefs le dit un jour à Franklin, de s'exposer au danger de professer ce qu'ils ne croyaient plus, ou à la honte de changer d'avis.

entre les deux surfaces isolées d'un corps idio-électrique, et le retour instantané de l'équilibre, quand on établit entre elles une communication.

Bientôt après il aperçoit entre les effets du tonnerre et ceux de l'électricité une analogie qui le frappe. Il imagine un appareil au moyen duquel il propose d'interroger le ciel; on tente l'expérience, et la réponse confirme ses conjectures. Ainsi, la cause de la foudre est connue. Ses effets si variés, si bizarres en apparence, sont non-seulement expliqués, mais imités, seule preuve vraiment démonstrative des théories qui ne sont pas encore réduites à des lois calculées. On sait, enfin, pourquoi le tonnerre suit paisiblement certains corps et en disperse d'autres avec fracas; pourquoi il fond les métaux, et tantôt brise avec éclat, tantôt semble respecter les substances qui les environnent. Mais c'était peu de pouvoir imiter la foudre. Franklin conçoit l'audacieuse idée d'en détourner les coups. Il a observé qu'une pointe, en rétablissant lentement l'équilibre entre des masses différemment électriques, même à une distance où des corps mous n'exerceraient aucune action, arrêtait ou diminuait la force des étincelles, et affaiblissait ou faisait disparaître tous les phénomènes. Il imagine qu'une barre de fer pointue, dont la base s'unissant à la terre humide, pourrait établir une communication entre un nuage et le globe, préviendrait l'explosion de la foudre, et garantirait les objets qui avoisinent le conducteur. Le succès répond à son attente, et l'homme tient dans ses mains le pouvoir de désarmer le ciel.

De nouvelles expériences sur les pointes lui révèlent tous les secrets de leur manière d'agir, les lois et les limites de leur influence. Le moyen de préserver de la foudre devient un art certain qui a ses procédés et ses règles.

Cette découverte était trop brillante et trop singulière pour ne pas réunir contre elle les nombreux ennemis de tout ce qui blesse les idées communes. Cependant l'Amérique et l'Angleterre, adoptèrent d'abord l'usage des conducteurs. Mais au commencement de leur rupture, on vit des physiciens anglais chercher, par de trompeuses expériences, à jeter des doutes sur l'utilité de ces moyens, et tenter de ravir une découverte à Franklin, pour le punir de leur avoir fait perdre treize provinces.

Il est malheureusement plus aisé d'égarer une nation sur ses intérêts, que d'en imposer à des savants sur une expérience; et le même crédit qui avait pu entraîner les Anglais dans une guerre injuste et funeste, ne put réussir à leur faire changer la forme des conducteurs électriques. Ils se multiplièrent dans la France, lorsqu'elle devint alliée de l'Amérique; à la vérité, on y opposa dans quelques villes des sentences de police, comme on y avait opposé, en Italie, des décisions de casuistes, mais avec aussi peu de succès. Dans les pays libres, les lois suivent l'opinion; dans les autres, l'autorité publique la contrarie souvent, mais finit par se soumettre docilement à son influence. Aujourd'hui, l'usage de ce préservatif est devenu commun chez presque toutes les nations, mais sans y être général. Une longue

suite d'expériences ne permet plus de douter de son efficacité. Si les édifices qui en sont munis, ont encore quelques dangers à redouter, c'est qu'entre les efforts de l'homme, toujours si bornés, et les forces de la nature, il ne peut jamais s'établir qu'une lutte inégale. Mais quelle immense carrière ce succès n'ouvre-t-il pas à nos espérances? Pourquoi ne verrait-t-on pas un jour la funeste activité de tous les fléaux céder, comme celle de la foudre, au pouvoir du génie, s'exerçant dans l'immensité des siècles, et toutes les rigueurs de la nature, désarmées par un usage heureux de ses dons, ne plus nous laisser sentir que ses bienfaits?

La Société royale de Londres, à laquelle on avait présenté les premiers essais de Franklin, les négligea plusieurs années. On n'imaginait point qu'un Américain pût rien apprendre aux physiciens de l'Europe, et qu'un homme inconnu dans les sciences pût, dès ses premiers pas, y faire des découvertes brillantes; on aima mieux les regarder comme des chimères. Mais au bruit qu'elles faisaient en France, la Société royale se réveilla; et en adoptant Franklin pour un de ses membres, sans qu'il l'eût sollicité, elle montra qu'elle savait être juste, même quand elle avait commencé par ne pas l'être.

En 1754, Franklin, depuis deux ans membre de l'assemblée de Pensylvanie, fut chargé de traiter avec les Sauvages. Cette négociation devait être heureuse; ils ne parlaient comme lui qu'une seule langue, celle du bon sens et de la bonne foi.

Ces hommes, que les Européens ont pu corrom-

pre, mais qu'ils n'ont pu civiliser, avaient été depuis longtemps l'objet de sa curiosité et de ses observations. En les comparant avec les nations de l'Europe, il voyait jusqu'à quel point les progrès de la société avaient affaibli les facultés physiques de l'homme, et agrandi son intelligence; comment les institutions sociales nous avaient tantôt corrompus, tantôt perfectionnés; ce que nous leur devions de vertus et de vices; par quel intervalle immense les prodiges des arts, les efforts de la raison nous séparaient de ces hommes voisins de la nature; tandis que, si on mettait seulement dans la balance nos progrès vers la liberté, vers le bonheur, vers la vertu, on trouverait bien faibles les avantages que nous avons achetés par cette longue suite de crimes et de malheurs qui ont accompagné notre marche jusqu'ici si incertaine et si turbulente. En comparant la vie du sauvage à celle de l'habitant des campagnes, il trouvait que nous avons fait beaucoup pour la classe des hommes à qui les lumières ne sont pas étrangères, mais encore bien peu pour la généralité de l'espèce humaine; et que si l'homme vertueux, qui exerce sa raison, est supérieur à l'habitant des forêts de l'Ohio, l'homme vulgaire n'a fait souvent que changer la férocité du sauvage contre des vices avilissants, et son ignorance contre des préjugés.

Plus d'une fois il s'est plu dans ses ouvrages à opposer le bon sens naïf des Indiens à l'orgueilleuse raison des hommes civilisés, leur calme inaltérable et leur indifférence profonde aux passions qui nous

[illegible] ses intérêts imaginaires. Il paraissait [illegible] sauvage différait moins que la plupart [illegible] de ce que serait l'homme perfectionné [illegible] sans cesser d'être soumis à la nature.

[illegible] l'Angleterre, qui avait formé, en 1754, le [illegible] attaquer la France, convoqua un congrès [illegible] de députés des diverses colonies, pour [illegible] un système de défense commune. Frank-[illegible] fut envoyé, et proposa entre elles un plan d'u-[illegible] que le congrès accepta; mais il ne plut ni aux assemblées particulières de chaque État, ni au gouvernement britannique. Aucune menace n'avait encore fait sentir aux colonies le besoin de cette réunion, qui devait ôter à chacune une partie de son indépendance; et le gouvernement anglais était à la fois trop habile pour ne pas prévoir ce que cette nouvelle institution préparait de résistance à ses entreprises tyranniques, et trop peu éclairé pour savoir qu'il ne lui restait plus que le pouvoir de diriger une révolution, suite inévitable de la prospérité toujours croissante des colonies. L'indolence ou l'orgueil d'un côté, la perfidie de l'autre, firent rejeter un plan formé par la prévoyance et tracé par la sagesse. Vingt-quatre ans après, il servit de base au congrès qui déclara l'indépendance; et peut-être eût-il été à désirer que, dans la nouvelle constitution, on en eût imité davantage la simplicité. On a reproché à Franklin d'y avoir accordé un droit négatif à un gouverneur nommé par le roi de la Grande-Bretagne; mais les circonstances l'exigeaient; c'était le lien qui devait réunir un rejeton, faible

encore, à l'arbre dont il était sorti, et qu'il ne fallait couper qu'au moment où la jeune plante, après avoir étendu ses racines et développé ses branches, aurait acquis assez de vigueur, pour croître seule et se soutenir par ses propres forces.

Nous ne louerons pas Franklin d'avoir prévu une révolution que tout annonçait, mais d'avoir cherché les moyens d'épargner ce qu'elle devait coûter de malheurs à l'Angleterre et à l'Amérique; d'avoir voulu qu'elle fût l'ouvrage de la raison, et non celui de la force. Convaincu qu'il fallait éclairer les hommes pour leur apprendre à diriger leur conduite, et non exalter leurs passions pour les gouverner; que le bien finissait toujours par se faire; que l'art consistait à savoir l'attendre, à le préparer quelquefois, surtout à en écarter les obstacles, il détestait cette politique turbulente et sanguinaire qui se vante de fonder sur des ruines l'édifice de la félicité des peuples, et se plaît à entourer de victimes l'autel de la liberté.

La guerre s'alluma bientôt entre la France et l'Angleterre. Les limites des colonies que les deux nations avaient alors en Amérique en furent la cause apparente, et peut-être le gouvernement britannique cherchait-il déjà un moyen de distraire les Américains par l'intérêt de leur sûreté, et de les empêcher de trop songer à celui qu'ils avaient de s'élever, par leur réunion, à une existence indépendante.

En 1755, Franklin fut chargé en chef de la défense des frontières au nord-ouest de la Pensylvanie.

agitent pour des [illegible] forts; il envoya des secours au
croire que le sauv[illegible], et y sacrifia une partie de sa
d'entre nous, [illegible]
par la raison, [illegible] fut heureuse, mais elle éclaira les
Le roi d'[illegible] leur force. Ils ne pouvaient se dissi-
projet d'[illegible] conquête du Canada avait été leur
généra[illegible]
conc[illegible], en assurant ce vaste pays à l'empire bri-
lin[illegible], le délivrait de la crainte d'un ennemi
[illegible]tranger et soumis à un gouvernement absolu (1).

En même temps l'Angleterre, frappée des accroissements rapides de la population et de la prospérité de ces mêmes colonies, crut qu'elle ne devait pas tarder davantage à s'assurer le moyen de trouver dans leurs richesses un instrument de sa puissance. Un demi-siècle auparavant, une tentative pour les assujettir à l'impôt aurait pu dissoudre ces sociétés naissantes; plus tard, elles auraient acquis assez de force pour s'y refuser. Il s'agissait moins du produit de l'impôt, que de constater le droit de l'établir.

(1) Les jésuites existaient encore dans le temps où le Canada appartenait à la France. On redoutait beaucoup leur influence sur les Sauvages; on craignait qu'ils ne parvinssent à en faire des soldats de l'inquisition. Les lois françaises étaient encore ces mêmes lois de Louis XIV, si odieuses à l'Europe protestante; on ignorait, de l'autre côté de la mer Atlantique, ce changement rapide des esprits, qui, annonçant la chute de ces lois, en tempérait d'avance l'exécution; et cette crainte des Français aurait peut être suffi pour balancer longtemps, dans les colonies anglaises, le désir de briser leurs chaînes, et peut-être pour leur en faire supporter de nouvelles.

pouvait-on craindre qu'une taxe légère, bien inférieure aux frais des préparatifs d'une défense, soulèverait des hommes paisibles, que leurs mœurs, leurs besoins, leurs relations de parenté et de commerce attachaient à la mère patrie? Un acte du parlement assujettit donc les colonies américaines à l'impôt du timbre et à quelques taxes sur les denrées.

Les Américains avaient toujours été libres. Ils étaient régis par les lois anglaises; mais ces lois étaient celles de leurs ancêtres. Ils ne les avaient pas reçues, ils les avaient apportées avec eux; et d'ailleurs, ce qu'il y a dans ces lois de plus contraire à la liberté civile s'en était trouvé naturellement écarté; ils n'avaient pu souffrir ni de ces restes de la féodalité, ni de ces atteintes portées au droit d'exercer librement son industrie, qui déshonorent la législation anglaise. Leurs chartes les mettaient à l'abri de tous les attentats du pouvoir arbitraire. Nulle taxe ne pouvait être levée sur eux que de leur consentement. Une égalité entière entre les hommes, une indépendance religieuse beaucoup plus grande, les rendaient réellement plus libres que les Anglais. La nécessité d'obtenir, pour leurs lois particulières, la sanction d'un gouverneur envoyé d'Angleterre, et l'interdiction d'un commerce direct avec les étrangers, étaient les seules marques de leur dépendance. Il s'agissait donc pour eux, non de conquérir leur liberté, mais de la défendre; non de rentrer dans leurs droits usurpés, mais de les conserver (1).

(1) Il s'agissait surtout de maintenir cette maxime, que nul

Des hommes cultivant leurs habitations dispersées sur une vaste étendue, ou occupés dans quelques villes maritimes du commerce et de la pêche; dont la lecture, la chasse, les soins de l'hospitalité étaient les seuls plaisirs; qui avaient placé leur bonheur dans l'exercice des vertus domestiques; pour qui un repas, où se réunissaient quelques amis, était un jour de fête; qui presque tous jouissaient de cette abondance des choses nécessaires, si préférable à l'éclat du luxe, et connaissaient à peine les besoins factices; de tels hommes devaient être difficiles à émouvoir; inébranlables dans leur résistance, ils devaient supporter avec patience des gênes que l'habitude avait adoucies, et rejeter avec horreur de nouvelles entraves. Aussi, l'acte du timbre excita une indignation générale; mais, calmes dans cette indignation, déterminés par un sentiment trop raisonnable pour l'exhaler en vaines fureurs, ils se bornèrent, en demandant la révocation d'une loi injuste, à déclarer la résolution invariable de ne jamais s'y soumettre. Franklin fut chargé de porter à Londres le vœu de la Pensylvanie.

Le roi d'Angleterre lui avait donné, plus de deux ans auparavant, la place d'intendant général des postes de l'Amérique septentrionale. Un homme ordinaire eût pu se croire obligé de choisir entre le

ne peut être assujetti à une taxe que ses représentants n'ont pas consentie; et cette maxime, ils l'avaient reçue de l'Angleterre même, où elle était regardée comme inviolable : elle y avait été la première cause de l'insurrection contre Charles I[er], et la révolution de 1688 l'avait consacrée.

devoir de la reconnaissance et celui du patriotisme; Franklin crut n'en avoir qu'un seul à remplir, celui de dire la vérité aux ministres, au parlement britannique, comme il l'avait dite aux citoyens de Philadelphie.

Le roi, les deux nations, n'avaient à ses yeux qu'un même intérêt; et en défendant la cause de l'Amérique, il croyait servir l'Angleterre. Telle est l'explication simple de sa conduite.

En 1766, la chambre des communes voulut l'interroger et l'entendre. Ce fut sans doute un beau spectacle de voir le député des citoyens libres de l'Amérique, défendant la justice et les droits éternels de la nature devant des hommes qui, se disant aussi les représentants d'un peuple libre, ne pouvaient, sans trahir leur devoir, ne pas regarder une même liberté comme une propriété égale et inaliénable pour toute l'espèce humaine; de l'entendre, opposant la simplicité du courage et de la raison à l'orgueil de la richesse et du pouvoir, annoncer qu'on ne parviendrait ni à séduire, ni à intimider, ni à vaincre les Américains, et le prouver par sa contenance et par son exemple; montrant aux Anglais les écueils contre lesquels leur politique et leur puissance devaient se briser; leur révélant le secret de la force de l'Amérique, sans dissimuler celui de sa faiblesse, et parlant à ce conseil de rois ennemis avec la même franchise que si, au milieu de l'abandon, de la confiance, il eût versé dans le sein d'un ami ses opinions et ses conjectures. L'ascendant de la vérité l'emporta cette fois sur celui du ministère; la chambre des

communes fut entraînée par l'opinion publique, et l'acte du timbre fut révoqué (1). Mais les ministres, s'obstinant à juger du peuple d'Amérique par ceux de l'Europe, ne crurent pas qu'il pût s'exposer à des dangers, se condamner à des sacrifices pour déconcerter leur politique. Ils connaissaient l'impossibilité d'établir une taxe dans l'intérieur même du pays; mais ils croyaient possible d'en faire supporter une, pourvu qu'elle fût levée dans les ports, et ne doutèrent pas qu'on ne finît par acquitter paisiblement, comme droit d'importation en Amérique, ce qu'on payait déjà en Angleterre comme droit d'exportation; car c'était à cette seule différence qu'ils avaient su réduire la modestie perfide de leurs prétentions. On ne conserva donc du premier projet qu'un droit léger sur le thé porté en Amérique (2).

Les Américains n'imaginèrent pas de se soulever

(1) Cet impôt est vicieux en lui-même. Partout il est l'ennemi du commerce et de la liberté des conventions. Mais en Amérique, les mœurs, la dispersion des habitants, le rendaient plus onéreux encore. Les ministres s'étaient trompés même dans le choix de leurs moyens, et, malheureusement pour l'Angleterre, ils s'imaginèrent n'avoir commis que cette erreur.

(2) C'était une double imprudence; car on avertissait par là les Américains que le privilége exclusif du commerce renfermait des moyens sûrs, quoique indirects, de les assujettir arbitrairement à l'impôt, et on leur rendait odieux ce joug qu'ils portaient encore avec patience. Mais aussi, pour que le peuple anglais pût voir tranquillement les ministres employer la violence contre les colonies, il fallait lier la discussion sur le droit de taxer à l'intérêt de la conservation de ce privilége, que dans ses préjugés mercantiles l'Angleterre regardait comme une des principales sources de sa richesse.

contre cette insidieuse tyrannie, et se contentèrent de prendre la résolution de se passer de thé, et même de renoncer aux marchandises anglaises. Les ministres ne jugèrent pas qu'un tel parti pût être sérieux. Ils envoyèrent du thé à Boston. Depuis quelque temps les gouverneurs avaient fatigué, par de petites vexations, le caractère paisible, mais ferme, des Américains, et ils ne savaient pas combien est terrible la longue patience d'un peuple qui n'est ni abruti ni corrompu. C'est la lutte de la raison et du courage; et le moment où elle cesse est celui d'une force irrésistible. Quelques-uns des habitants de Boston, de la classe la moins éclairée, la moins préparée par l'éducation à réprimer les premiers mouvements des passions, se soulevèrent et brûlèrent le thé. Les ministres anglais crurent qu'un acte de vigueur répandrait l'épouvante. Le port de Boston fut fermé, et l'Amérique perdue à jamais pour la Grande-Bretagne. Franklin était resté en Europe pendant tout ce temps. Cinq des colonies l'avaient successivement chargé de leurs intérêts.

Les ministres l'appelaient quelquefois pour le consulter. Ils regardaient comme un ennemi de l'Angleterre quiconque n'était pas de leur avis. C'était annoncer qu'ils voulaient être trompés, et les gouverneurs des colonies les avaient trop bien entendus. Cependant, Franklin, fidèle à sa politique, continuait seul de leur dire la vérité. Aussi, non contents de lui ôter une place en Amérique, où déjà ils n'avaient plus le pouvoir de lui donner un successeur, ils arrêtèrent le payement de ses

appointements comme député; enfin, ils lui suscitèrent un procès injuste. Dans un pays libre, ces procès sont des lettres de cachet des ministres, et c'est ainsi que, peu d'années auparavant, on s'était vengé de Wilkes (1).

Le procès de Franklin n'eut pas de suites bien graves; on ne put trouver dans aucune loi un prétexte pour le condamner, et la vengeance ministérielle se réduisit à lui faire dire publiquement des injures par un avocat, dont la complaisance a depuis été récompensée par les honneurs de la pairie.

Franklin quitta l'Angleterre, laissant des ministres déterminés à employer la force, et sûrs d'entraîner le gros de la nation par la crainte de perdre le commerce des colonies; et il trouva l'Amérique décidée à se défendre. Déjà un congrès général, formé des députés des divers États, s'occupait des moyens de résistance. Les États n'avaient pas eu le temps de régler ni ce qu'ils voulaient conserver d'indépendance, ni ce qu'ils devaient en abandonner. Ils auraient même craint de troubler, par la discussion de cette question difficile, leur union naissante, et s'en

(1) L'intérêt qu'ont les ministres à ne pas perdre ces moyens d'une oppression indirecte, est une des principales causes qui s'opposent à la perfection des lois anglaises.

Des lois criminelles vagues, ou qui soumettent à des peines des actions innocentes en elles-mêmes, des lois civiles obscures et appliquées par des tribunaux qui, soit par leur constitution, soit par leur peu de force, ne sont pas à l'abri de l'influence, sont autant d'instruments que l'indolence ou la corruption laissent trop souvent entre les mains du despotisme, et toute nation qui veut rester vraiment libre doit se hâter de les lui arracher.

rapportèrent avec une généreuse sagesse à la modération de leurs députés et au zèle de chaque État pour l'intérêt commun. Dès le lendemain de son arrivée, Franklin fut nommé membre du congrès.

Mais, en se séparant de l'Angleterre, les colonies restaient sans constitution, sans gouvernement; et c'était en partie sur les suites de cette anarchie que leurs ennemis avaient fondé leur espoir.

Ils furent encore trompés; ils ne connaissaient pas la sagesse de ce peuple, sa noble confiance dans les lumières de ses chefs. Accoutumés aux subtilités de la vieille politique, corrompus par l'orgueil des nations riches, ils ne pouvaient croire qu'il existât dans les forêts du nouveau monde des hommes qui avaient approfondi les principes de la société, et qui, dès leurs premiers essais, donneraient des leçons à l'Europe. Il ne faut pas, sans doute, en conclure que les Américains nous surpassaient en lumières; mais les hommes s'accordent aisément, quand une douce égalité les a préservés des sophismes de l'intérêt et de la vanité : la vérité est facile à trouver pour un peuple naissant et sans préjugé, et c'est surtout contre les erreurs systématiques de la corruption et de l'habitude, que les vieilles nations ont besoin de toutes les ressources de l'instruction, de toutes les forces du génie.

Dans chaque colonie, le soin de faire les constitutions fut confié à une assemblée qui reçut le nom de *Convention*, et qui fut distinguée de celle par qui le pouvoir législatif devait être exercé. Presque partout on fixa un terme après lequel ces constitutions

pouvaient être changées par un pouvoir délégué exprès par la nation. Dans quelques États, il ne devait être conféré qu'à un corps absolument distinct des législatures; dans les autres, il suffisait qu'en élisant les représentants, on les eût investis de cette fonction extraordinaire. Ainsi, pour la première fois, on sut éviter également et les inconvénients d'une constitution incertaine, livrée aux intérêts de ceux qui doivent en exercer les pouvoirs, et ceux d'une constitution éternelle qui, ne se prêtant ni aux progrès, ni aux changements de l'espèce humaine, renferme par cela seul le germe de tous les maux. En effet, les lumières mêmes ne deviendraient-elles pas dangereuses, si on pouvait en abuser pour profiter des défauts d'une constitution établie, sans qu'il fût permis de s'en servir pour la réformer?

Partout la liberté religieuse fut respectée, et dans plusieurs États la religion, rendue à sa dignité naturelle, ne fut plus rabaissée à n'être qu'un établissement politique. Dans le plus grand nombre, une déclaration des droits des hommes assigna aux pouvoirs de la société les limites que la nature et la justice leur imposent; idée sublime dont les anciens traités des peuples avec les rois n'étaient que le germe encore grossier (1), et dont la France devait donner le premier exemple à l'ancien monde. Enfin, la proscription absolue de toute inégalité héréditaire,

(1) Ces pactes sont eux-mêmes une véritable violation, plutôt qu'une déclaration des droits, puisqu'ils supposent que les individus existants peuvent engager la liberté de leurs descendants.

consacrée à la fois comme un droit naturel, et stipulée comme une des clauses de la fédération, mit pour jamais l'Amérique à l'abri de l'esclavage.

Franklin fut nommé, en 1776, un des représentants de la ville de Philadelphie à la convention de Pensylvanie, qui le choisit pour président. La constitution de cet État fut en partie son ouvrage. Elle se distingue de la plupart des autres par une égalité plus grande, et de toutes, en ce que le pouvoir législatif y est confié à une seule chambre de représentants; la voix de Franklin décida seule cette dernière disposition. Il pensait que les lumières devant naturellement faire des progrès rapides, surtout dans un pays à qui la révolution allait donner des relations nouvelles, il fallait y favoriser les moyens de perfectionner la législation, et non les entourer d'obstacles étrangers; et que, si les lois se trouvaient assez bonnes pour redouter tout changement comme un mal, la nation qui avait été assez éclairée pour les faire, le serait sans doute assez pour ne pas les détruire.

Il savait qu'une constitution compliquée peut convenir à un peuple que des circonstances passagères ont entraîné vers la liberté, sans l'aimer ou sans la connaître; mais qu'une constitution simple est seule digne d'un peuple où l'amour de la liberté est le premier sentiment de tous les citoyens, et l'étude de ses principes, le premier usage de leur raison. Franklin n'ignorait pas qu'on peut trouver dans la forme des délibérations d'une seule assemblée, tout ce qui est nécessaire pour donner à ses

décisions cette lenteur, cette maturité, qui répond de leur vérité et de leur sagesse; au lieu que l'établissement de deux chambres ne fait éviter des fautes nouvelles qu'en perpétuant les erreurs établies. L'opinion contraire à la sienne tient à cette philosophie décourageante qui regarde l'erreur et la corruption comme l'état habituel des sociétés; les moments de vertu et de raison, comme des espèces de prodiges qu'il ne faut pas espérer de rendre durables. Il était temps qu'une philosophie, à la fois plus noble et plus vraie, présidât aux destins de l'espèce humaine, et Franklin était digne d'en donner le premier exemple (1).

On pardonne aux législations antiques d'avoir pu soumettre à des lois éternelles, des hommes ignorants et grossiers qui recevaient comme un présent du ciel, ces fruits du génie et d'un véritable enthousiasme, dont ils ne pouvaient ni embrasser l'ensemble, ni prévoir les influences. Mais aujourd'hui, tout législateur qui ne parlerait pas à la raison seule, serait un fourbe; et celui qui voudrait

(1) Nous ne dissimulons point que depuis la mort de Franklin, une nouvelle convention a divisé en deux chambres la législature de Pensylvanie, soit que l'autorité de l'exemple l'ait emporté sur la raison, soit que n'ayant pas pris, dans la première constitution, les précautions nécessaires pour empêcher une seule chambre de décider sans une discussion sérieuse, sans un examen réfléchi, et sans avoir pu s'aider du concours des lumières publiques, on ait éprouvé des inconvénients réels, et qu'on ait mieux aimé recourir à un remède insuffisant et dangereux, mais déjà employé, que d'en essayer de nouveaux.

enchaîner les générations futures aux combinaisons de son génie, serait un tyran.

A peine la constitution de Pensylvanie était-elle terminée, que Franklin fut envoyé pour traiter avec les Canadiens. Les Américains avaient fait, devant Québec, une tentative inutile; et ces hostilités, en rappelant le souvenir de l'ancienne animosité, ne pouvaient qu'éloigner un rapprochement également utile aux deux nations. L'intérêt des citoyens les plus accrédités dans le Canada, y opposait d'autres obstacles. Les Anglais avaient laissé aux habitants leur religion et leurs lois. Ce qui restait de noblesse française craignait de s'unir à des nations où la proscription absolue des prérogatives héréditaires était regardée avec raison comme l'égide de la liberté. Le clergé romain aima mieux être toléré et protégé par le gouvernement anglais, que de voir s'établir une liberté d'opinions toujours si effrayante pour des hommes accoutumés à dominer les esprits. Franklin ne réussit point, et le Canada resta fidèle au pays dont le gouvernement faisait espérer plus sûrement la conservation de quelques abus.

Mais c'était dans l'ancien monde que les Américains devaient trouver un appui. Les dispositions de l'Europe leur étaient favorables. La découverte de l'imprimerie avait établi une communication rapide entre des nations où le latin était la langue commune de tous les hommes instruits. Elles avaient cessé d'être étrangères l'une à l'autre, et tous les hommes qui savaient lire étaient devenus compatriotes. Pendant longtemps des disputes religieuses

furent presque le seul fruit de cette réunion; mais lorsque, par le progrès des lumières, une véritable science eut remplacé les systèmes, et qu'une philosophie fondée sur la nature et sur l'observation eut succédé aux préjugés des écoles, les hommes éclairés de tous les pays commencèrent à ne former qu'un seul corps, dirigé par les mêmes principes et marchant vers un but unique. Alors la raison et la liberté eurent partout de paisibles apôtres, indépendants dans leurs opinions, mais réunis par le culte qu'ils rendaient à ces divinités bienfaisantes. Bientôt les préjugés ne comptèrent plus pour sectateurs que des hommes ignorants ou corrompus, et les talents ou le génie ne combattirent que pour la vérité. Chaque nation, suivant ses progrès vers la civilisation, se trouva plus ou moins soumise à l'influence de deux partis opposés : l'un jaloux de maintenir des préjugés dont il profitait seul; l'autre, occupé de les détruire pour le bien de tous. Quelquefois les lumières descendaient du trône sur le peuple; plus souvent elles remontaient du peuple jusqu'au trône, en effrayant dans leur passage ceux qui, placés entre eux et profitant de leur ignorance et de leurs erreurs, auraient voulu les condamner l'un et l'autre à des ténèbres éternelles. Ainsi, l'Amérique pouvait partout compter sur des amis zélés et fidèles, faibles dans chaque pays, le plus souvent sans pouvoir apparent, mais forts par leur noble concert, et puissants sur l'opinion par l'autorité de la raison et des talents. Les circonstances politiques ajoutaient encore aux espérances des Américains.

La France et l'Espagne n'avaient pu oublier la hauteur avec laquelle l'Angleterre avait abusé de ses dernières victoires. Gibraltar et l'inutile commissaire de Dunkerque, que l'orgueil seul avait conservé, étaient un éternel aliment de haine.

Depuis longtemps la Hollande voyait avec une douleur impuissante les Anglais vendre leur protection à l'ennemi de sa liberté, pour qu'il leur facilitât les moyens d'opprimer son commerce. Se croyant inaccessibles dans leur île, et fiers de cet empire de la mer qu'ils croyaient éternel, ils s'en étaient rendus les tyrans, et il n'existait aucune puissance de l'Europe qu'ils n'eussent ou vexée dans son commerce, ou offensée par des hauteurs. On devait prévoir que les unes saisiraient l'occasion d'abaisser la puissance anglaise, et que les autres se contenteraient d'applaudir en secret à ses pertes. Cependant, la France obérée, gouvernée par des ministres faibles, retenue par le souvenir de ses derniers désastres, pouvait craindre de voir altérer la paix nécessaire à son rétablissement. L'Espagne, qui possède dans l'Amérique méridionale un empire plus vaste, plus riche, plus heureusement situé que les colonies anglaises, pouvait redouter pour elle-même l'exemple contagieux de l'indépendance. Le parti de l'Angleterre dominait encore en Hollande, et les Américains n'avaient fait que d'inutiles tentatives, n'avaient recueilli que des vœux incertains et timides, lorsque le congrès chargea Franklin de négocier auprès de la France.

C'était le seul homme de l'Amérique qui eût alors

en Europe une grande réputation. Ne pouvant, dans leur heureuse égalité, et au moment de leur naissance politique, envoyer un ambassadeur décoré aux yeux des préjugés par quelques-uns des hochets de la vanité européenne, ou illustré par de grands emplois, ils choisirent un homme qui n'était grand qu'aux yeux de la raison et illustre que par son génie. Le succès répondit à leurs espérances. La célébrité de Franklin dans les sciences, lui donna pour amis tous ceux qui les aiment ou les cultivent, c'est-à-dire, tous ceux qui exercent sur l'opinion publique une influence réelle et durable. A son arrivée, il devint un objet de vénération pour tous les hommes éclairés, et de curiosité pour les autres. Il se prêtait à cette curiosité avec la facilité naturelle de son caractère, et la conviction que par là il servait la cause de sa patrie. On se faisait honneur de l'avoir vu; on répétait ce qu'on lui avait entendu dire. Chaque fête qu'il voulait bien recevoir, chaque maison où il consentait à aller, répandait dans la société de nouveaux admirateurs qui devenaient autant de partisans de la révolution américaine.

Il avait senti d'avance qu'il n'avait à combattre que l'incertitude et la faiblesse des ministres, qu'il s'agissait de les entourer de l'opinion publique, de vaincre leur timidité par la crainte; il savait que ce n'était pas auprès d'eux, mais auprès de la nation qu'il était réellement envoyé.

Les hommes que la lecture des livres philosophiques avait disposés en secret à l'amour de la liberté, se passionnaient pour celle d'un peuple étranger,

en attendant qu'ils pussent s'occuper de recouvrer la leur, et saisissaient avec joie cette occasion d'avouer publiquement les sentiments que la prudence les avait obligés à tenir dans le silence.

A peine Franklin avait-il traversé les mers, et déjà le génie de la liberté avait suscité ce jeune héros, qui, né pour elle seule, devait consacrer sa vie à la soutenir en Amérique, à la conquérir en France et à la servir toujours, tantôt combattant pour elle les soldats de la tyrannie, tantôt empêchant les vils ennemis des lois de souiller son triomphe par des attentats que leur sanguinaire hypocrisie ose couvrir de son nom sacré (1).

Un cri général s'éleva bientôt en faveur de la guerre d'Amérique, et les amis de la paix n'osèrent même se plaindre qu'elle fût sacrifiée à la cause de la liberté. La condescendance des ministres pour les Anglais excitait une indignation que la hauteur déplacée de leurs agents augmentait encore, et dix mois après l'arrivée de Franklin, le ministère français, entraîné par la voix publique, encouragé par la prise d'une armée entière, obligée de mettre bas les armes devant les milices américaines, inquiet du départ des commissaires anglais, chargés de porter en Amérique des propositions séduisantes, signa enfin un traité d'alliance avec les États-Unis.

On lui a peut-être trop reproché cette lenteur. La France n'avait pas alors une constitution libre; mais les Français n'étaient pas esclaves. Si le peuple

(1) M. de la Fayette.

gémissait sous une tyrannie arbitraire, et plus encore sous le joug des mauvaises lois, les âmes n'étaient point asservies, les esprits avaient conservé leur indépendance. La France ne ressemblait pas à ces pays où il n'existe qu'un despote, un trésor et une armée; il n'était pas indifférent que la guerre fût conforme ou contraire au vœu national, et les Français étaient déjà dignes que leurs ministres suivissent la politique adoptée chez les nations libres, et que, pour ordonner la guerre, ils attendissent qu'elle fût sollicitée par la voix du peuple.

Comme négociateur, Franklin observait beaucoup et agissait peu.

Il laissait les ministres des puissances alliées décider sur la manière d'attaquer l'Angleterre et de secourir l'Amérique, dans la crainte qu'un mauvais succès, imputé à ses conseils ou à ses demandes, ne refroidît leur intérêt. C'était à maintenir en France l'idée de la constance et des ressources des Américains, à soutenir cet enthousiasme qui avait été son ouvrage, qu'il employait tous ses soins; tandis qu'observant les mouvements de l'opinion publique en Angleterre, il épiait l'instant où la chute du ministère, qui avait voulu la guerre, annoncerait que l'Amérique était libre. Il le vit arriver enfin, et signa d'une main tranquille le salut et la gloire de son pays, comme il en avait contemplé d'un œil ferme les dangers et les revers. Ce calme n'était pas de l'indifférence; c'était le résultat d'une conviction profonde que l'indépendance américaine pouvait être achetée plus ou moins cher, reconnue quelques

années plus tard, mais qu'elle ne pouvait être en danger. C'était la supériorité de raison d'un homme qui savait que le monde moral est assujetti, comme le monde physique, à des lois certaines, et qui voyait d'avance, dans ces lois immuables, le triomphe de sa patrie. C'était surtout l'absence si rare de toutes considérations personnelles; car ce sont elles dont l'influence corruptrice souille si souvent l'amour de la liberté par ces inquiétudes, ces craintes, ces fureurs qui le dégradent en le rendant trop semblable aux viles passions de l'intérêt et de la vanité. Le patriotisme de Franklin devait être calme comme celui de Socrate et de Phocion, que des orateurs vendus à des factions, ou payés par des tyrans, accusaient aussi de ne pas aimer assez leur pays.

La France, durant cette guerre, lui avait offert un spectacle bien digne d'intéresser son génie observateur. Il avait vu les opinions que l'on condamnait dans les ouvrages des philosophes, établies dans les manifestes; un peuple tranquille dans ses chaînes antiques s'enivrer du bonheur de briser celles d'un autre hémisphère; les principes républicains ouvertement professés sous un gouvernement arbitraire; les droits des hommes violés par les lois et par l'autorité, mais établis et approfondis dans les livres; des lumières en politique dignes du siècle le plus éclairé, et du peuple le plus sage, briller au milieu d'une foule d'institutions absurdes et barbares; la nation applaudissant aux maximes de la liberté sur ses théâtres, mais obéissant dans sa conduite aux maximes de la servitude : libre dans ses sentiments,

dans ses opinions, dans ses discours même, et paraissant voir avec indifférence que ses actions restassent soumises à des lois qu'elle méprisait. Il lui était aisé de prévoir qu'un peuple déjà si digne de la liberté devait bientôt la conquérir, et que la révolution de la France, comme celle de l'Amérique, était un de ces événements que la raison humaine peut soustraire à l'empire du hasard et des passions.

Franklin resta en France après la paix, pour essayer de resserrer, par le commerce, les liens fondés par la reconnaissance et la politique. Les nations européennes ont constamment sacrifié dans leurs lois l'intérêt des citoyens à celui des riches spéculateurs. Mais en Amérique, les nobles enfants de la liberté avaient aussi brisé ce honteux esclavage, et généreusement opposé aux avides combinaisons de l'esprit mercantile ce bouclier contre lequel viendront éternellement se briser les traits de toutes les tyrannies, leur déclaration des droits, d'autant plus puissante chez eux qu'ils savent l'entendre, et que chacun y voyant le gage de sa sûreté, de sa tranquillité personnelle, rougirait de la sacrifier aux vils calculs de l'intérêt. L'opposition des principes commerciaux de l'Europe et de l'Amérique faisait naître des difficultés qu'il était utile de lever; d'ailleurs, on pouvait craindre que l'habitude, la conformité des goûts, des usages, ne conservât à l'Angleterre le commerce exclusif de l'Amérique, et il était important de l'empêcher, parce que tout commerce exclusif, le fût-il volontairement, entraîne toujours une dépendance dangereuse.

Ainsi, Franklin paraissait attendre tranquillement en France la fin de sa douce et glorieuse carrière. Les savants, les philosophes, les amis de la liberté étaient ses compatriotes, et il se consolait, en servant sa patrie, du regret de ne pas jouir du spectacle de son indépendance.

Sa vie était plus retirée, plus paisible, depuis que son pays avait cessé d'avoir besoin de multiplier ses partisans. Dans sa retraite de Passy, une société peu nombreuse, quelques amis, des travaux faciles, remplissaient le soir d'une belle vie. Mais une infirmité douloureuse en troubla le cours; dès ce moment, son âme se tourna vers sa patrie, et il quitta la France, à qui, pour prix de ses services, il laissait un grand exemple et des leçons qui ne devaient plus rester longtemps inutiles. Il s'embarqua dans un port d'Angleterre, où il fut accompagné par M. le Veillard, qui, pendant son séjour à Passy, lui avait constamment prodigué tous les soins d'une tendresse filiale, et avait voulu retarder l'instant si douloureux d'une séparation éternelle. Franklin ne fit que toucher les côtes d'Angleterre, et il eut la générosité d'épargner à ses ennemis humiliés le spectacle de sa gloire. S'il regardait les Français comme ses amis, les Anglais étaient pour lui des parents dont on aime à oublier les torts, et à l'égard desquels on doit respecter encore les liens de la nature, quand même leur injustice les a rompus.

Son entrée à Philadelphie fut un triomphe, et il n'avait pas besoin qu'un esclave l'avertît qu'il n'était

qu'un homme, car rien dans ce triomphe n'appartenait à la fortune.

Tous les corps de l'État, tous les citoyens de la ville, les habitants de la campagne rassemblés au bruit de l'arrivée de son vaisseau, allèrent à sa rencontre; il marchait au milieu des bénédictions d'un peuple libre, en qui un intervalle de plusieurs années n'avait pas affaibli le sentiment de ses services.

Les guerriers, qui avaient versé leur sang pour l'indépendance assurée par sa courageuse sagesse, s'honoraient de lui montrer leurs glorieuses blessures; il était entouré de vieillards qui avaient demandé au ciel de vivre assez pour le revoir encore, et d'une génération nouvelle qui s'empressait de connaître les traits du grand homme dont les talents, les services, les vertus avaient excité dans leur cœur les premiers élans de l'enthousiasme. Il s'avançait dans ce port désormais ouvert à toutes les nations; il revoyait dans un état de splendeur cette maison d'instruction publique et cet hôpital, dont l'établissement avait été un de ses premiers services, dont les accroissements étaient dus à sa sage prévoyance, et dont le succès remplissait ses vœux les plus chers, le soulagement de l'humanité souffrante et les progrès de la raison. Il portait ses regards sur ces campagnes riantes, embellies par la liberté, dans lesquelles, au milieu des monuments de la prospérité publique, quelques vestiges des ravages de l'Angleterre ne servaient qu'à faire goûter davantage les plaisirs de la paix et de la victoire; et dans ce jour, qui lui retraçait et les douces pensées de sa

jeunesse, et le souvenir plus doux encore de ses utiles travaux, son âme réunissait en un seul instant tout ce que, dans le cours d'une longue vie, elle avait goûté de bonheur et de gloire.

Bientôt après il fut élu président de l'assemblée de Pensylvanie; mais il était destiné à rendre un dernier service à sa patrie.

Les États américains n'avaient encore réglé ni la forme, ni l'autorité du congrès qui, chargé de la sûreté commune, devait ne former qu'une seule puissance de treize républiques indépendantes.

Franklin fut un des membres de la convention qui devait poser cette dernière pierre si nécessaire à la solidité de l'édifice politique, le plus vaste et le plus noble que jamais la raison humaine eût élevé. Il vit avec peine la pluralité vouloir donner une forme compliquée à une assemblée qui, par la nature de ses fonctions, semblait forcée à préférer la plus simple; établir d'inutiles contre-poids à une autorité qui ne devait presque jamais s'exercer sur des individus isolés et faibles, mais seulement sur des États puissants; investir enfin un président, déjà trop accrédité peut-être par la longue durée de ses fonctions, d'un droit négatif qu'il est toujours dangereux de confier à un seul homme, et qu'il est inutile de lui donner, parce qu'un tel pouvoir ne peut servir ni à maintenir l'unité dans les lois, ni à produire l'activité dans l'exécution. Mais c'était un dernier hommage que l'Amérique rendait à son insu aux préjugés de la mère patrie. Il fut également affligé de voir la même pluralité déterminer les fonctions du congrès, plutôt

selon des idées vagues d'utilité et les vues de la politique vulgaire, que d'après les principes approfondis de la nature des sociétés et du droit des citoyens. Cependant il fallait cimenter l'union entre les treize États; et pour les déterminer tous à recevoir le plan arrêté par la convention, il croyait nécessaire de leur offrir l'autorité du vœu unanime de leurs représentants.

Il signa donc; maïs, dans un discours plein de modération et de finesse, il avertit qu'il avait cru devoir faire à l'humanité le sacrifice de son opinion. C'était dire à ses compatriotes : Acceptez ce plan, le meilleur que l'état actuel des opinions permette de vous présenter, et sachez remettre à un autre temps l'espérance d'une institution moins imparfaite. Sacrifiez à la nécessité d'acquérir au dehors une existence politique ce désir de la perfection, qui, lorsque les moyens de l'atteindre un jour demeurent tout entiers, pourrait être une erreur de l'orgueil plutôt que le fruit d'un patriotisme éclairé. Ses compatriotes l'entendirent, et l'Amérique adopta cette constitution, en énonçant des vœux pour que de nouvelles lumières fissent disparaître les défauts que les hommes éclairés croyaient y rencontrer.

Franklin n'aurait pu refuser la place de président de l'assemblée de Pensylvanie sans blesser le sentiment de vénération et de reconnaissance qui l'y avait appelé, malgré son âge et ses infirmités; mais bientôt il s'éloigna peu à peu des affaires pour vivre dans un repos honorable, n'appartenant plus à la chose publique que par ses vœux et ses souvenirs.

Il avait cédé à la prière de ses amis qui lui avaient demandé d'écrire les mémoires de sa vie, et ce fut la douce occupation de ses dernières années. Il pouvait se reporter sur le passé, sans craindre ni les regrets ni les remords; sa vie avait été heureuse, pure (1) et paisible; aussi disait-il *qu'il consentirait volontiers à la recommencer*, ajoutant *qu'il voudrait seulement en effacer quelques fautes, comme un auteur qui donne une nouvelle édition de son ouvrage.*

Sa mort fut tranquille, et seulement accompagnée de cette mélancolie d'une âme sensible, qui, en se séparant des objets qu'elle a aimés, n'est troublée ni par l'inquiétude de leur avenir, ni par des retours douloureux sur le passé. Il laissait, à une famille chérie, une fortune acquise par ses travaux et ses talents, la reconnaissance publique attachée à son nom et l'exemple de sa vie. Il voyait sa patrie délivrée de ses antiques fers, libre de chercher le bonheur, et capable de le trouver dans une raison que lui-même avait affranchie des préjugés.

L'humanité et la franchise étaient la base de sa

(1) Il n'a eu, dans sa longue carrière, qu'une seule maladie dangereuse; elle le conduisit aux portes du tombeau; il envisagea la mort sans crainte, mais non sans avoir besoin de quelque courage pour renoncer à la vie; et il ne vit pas sans un sentiment de douleur qu'il lui faudrait recommencer à mourir.

Après son retour à Philadelphie, sa santé s'affaiblit de plus en plus; il était depuis plusieurs années attaqué de la pierre, et il n'avait voulu opposer que le régime à sa maladie, parce qu'il le croyait suffisant pour écarter de lui les grandes douleurs, et qu'il ne voulait point acheter, par une opération dangereuse, l'espérance incertaine de quelques années de vieillesse.

. une gaieté habituelle, une douce facilité
vie commune, une inflexibilité tranquille
affaires importantes formaient son caractère.
deux dernières qualités s'unissent aisément dans
hommes qui, doués d'un esprit supérieur et d'une
forte, abandonnent les petites choses au doute
à l'indifférence. Son système de conduite était
simple, il cherchait à écarter de lui la douleur et
l'ennui par la tempérance et le travail : *Le bonheur*,
disait-il, *comme les corps*, *se compose d'éléments
insensibles*. Sans dédaigner la gloire, il savait mépriser les injustices de l'opinion, et, en jouissant de la reconnaissance, pardonner à l'envie.

Dans sa jeunesse, il avait porté le pyrrhonisme jusque sur les fondements de la morale; la bonté naturelle de son cœur, la droiture de son esprit étaient ses seuls guides, et ils l'égarèrent rarement. Plus tard, il reconnut qu'il existait une morale fondée sur la nature de l'homme, indépendante de toutes les opinions spéculatives, antérieure à toutes les conventions. Il pensait que nos âmes recevaient, dans une autre vie, la récompense de leurs vertus et la punition de leurs fautes; il croyait à l'existence d'un Dieu bienfaisant et juste, à qui il rendait, dans le secret de sa conscience, un hommage libre et pur. Il ne méprisait pas les pratiques extérieures de religion, les croyait même utiles à la morale; mais il s'y soumettait rarement. Toutes les religions lui paraissaient également bonnes, pourvu qu'une tolérance universelle en fût le principe, et qu'elles ne privassent point des récompenses de la vertu ceux

qui, en la pratiquant, suivaient une autre croyance, ou n'en professaient aucune.

Il n'a laissé aucun grand ouvrage. Ses découvertes sur l'électricité, qui lui assurent une éternelle renommée, sont renfermées dans quelques lettres écrites à ses amis. Ses autres travaux sur la physique sont également répandus dans des lettres; on y trouve toujours des vues ingénieuses et fines, plus de cette sagacité qui pénètre les objets et en saisit les rapports, que de cette force de tête qui les combine et les approfondit.

L'application des sciences aux usages de la vie, à l'économie domestique, était souvent le sujet de ses recherches; il y trouvait le plaisir de prouver que, même dans les choses les plus communes, la routine et l'ignorance sont de mauvais guides, et que nous sommes bien loin d'avoir épuisé ce que la nature prépare de ressources à ceux qui savent l'interroger (1).

Il n'a écrit sur la politique que des ouvrages commandés par les circonstances. On voit qu'il cherche toujours à ramener les questions aux éléments les plus simples, à les présenter de manière

(1) Il s'est occupé longtemps, et à plusieurs reprises, des moyens de perfectionner les cheminées, de concilier l'économie du combustible, l'intensité, l'égalité de la chaleur et le renouvellement de l'air dans les endroits échauffés. Plusieurs années avant sa célébrité et le temps où il a commencé à jouir d'une fortune indépendante, on lui proposa un privilége pour un poêle qu'il avait imaginé; il le refusa : *J'ai profité des inventions des autres*, répondit-il, *n'est-il pas juste qu'ils profitent des miennes?*

...mmes les moins instruits puissent les en-
... les résoudre. C'est à eux qu'il s'adresse
... Tantôt c'est une erreur dont il veut les
...mper, tantôt une vérité utile à laquelle il veut
...ment préparer leurs esprits, afin qu'ils la re-
...vent, et surtout qu'ils la conservent. On y cher-
...rait vainement une ligne qu'on puisse le soup-
...ner d'avoir écrite pour sa gloire.

Souvent il employait ces formes qui ne déguisent en apparence la vérité que pour la rendre plus sensible, et, au lieu de l'apprendre, laisser le plaisir de la deviner. C'est ainsi qu'en paraissant enseigner les moyens les plus sûrs de diminuer l'étendue d'un État qu'on trouve trop difficile à gouverner, il met au jour l'imprudence de la conduite du ministère anglais à l'égard de l'Amérique; ou que, pour montrer l'injustice des prétentions de la Grande-Bretagne sur ses colonies, il suppose un rescrit par lequel le roi de Prusse soumet l'Angleterre à des taxes, sous prétexte que les habitants des rives de l'Oder l'ont autrefois conquise ou peuplée.

Sa conversation était comme son style, toujours naturelle et souvent ingénieuse. Dans sa jeunesse, la lecture de Xénophon lui avait donné le goût de la méthode socratique, et il se plaisait à l'employer tantôt par des questions adroites, conduisant ceux qui soutenaient une opinion fausse à la réfuter eux-mêmes; tantôt, par une application de leurs principes à des objets familiers, les obligeant à reconnaître la vérité dégagée des nuages dont la routine ou les préjugés l'avaient environnée; d'autres fois,

par un apologue, par un conte, par une anecdote, décidant des questions que l'orgueil d'une discussion sérieuse aurait obscurcies. Chargé de demander l'abolition de l'usage insultant d'envoyer les malfaiteurs dans les colonies, le ministre lui alléguait la nécessité d'en délivrer l'Angleterre. *Que diriez-vous*, répondit-il, *si nous ordonnions l'exportation des serpents à sonnettes* (1).

Franklin ne s'était pas formé un système général de politique; il examinait les questions à mesure que l'ordre des événements ou sa prévoyance les présentaient à son esprit, et il les résolvait avec les principes qu'il puisait dans une âme pure et dans un esprit juste et fin. En général, il paraissait ne pas chercher à donner, d'une seule fois, aux institutions humaines, le plus grand degré de perfection, il croyait plus sûr de l'attendre du temps; il ne s'obstinait pas à combattre de front les abus; il trouvait plus prudent d'attaquer d'abord les erreurs qui en sont la source. Il avait, en politique comme en morale, cette sorte d'indulgence qui exige peu, parce qu'elle espère beaucoup, et qui pardonne au présent en faveur de l'avenir; il proposait toujours les mesures les plus propres à conserver la paix, parce qu'elle ne livre ni le bonheur des hommes aux hasards des événements, ni la vérité aux intérêts de parti. Il préférait le bien qu'on obtient de la raison à celui qu'on attend de l'enthousiasme, parce qu'il

(1) Je lui ai entendu raconter ce trait, qui a été ridiculement défiguré dans quelques-uns de nos journaux.

. ..eux, arrive plus sûrement et dure plus
..mps.

..aignait pour la liberté, comme pour la pros-
..e des sociétés, ces opinions exagérées, sous les-
..les des esprits superficiels ou vains cachent la
..lite de leurs principes ou la perversité de leurs
projets. Il détestait surtout ce machiavélisme cou-
pable qui ne rougit point d'employer pour la liberté
des moyens réprouvés par la justice, et qui ne craint
pas d'en avilir et d'en compromettre la cause en la
confiant à des talents que le vice a déshonorés.
Celui, disait-il, qui se permet le crime pour devenir
libre, le commettrait sans remords pour se rendre
maître; et l'homme qui a souillé sa vie par des per-
fidies ou par des bassesses, incapable d'aimer la
liberté, ne la sert que pour la trahir.

En un mot, sa politique était celle d'un homme
qui croit au pouvoir de la raison et à la réalité de
la vertu, et qui avait voulu se rendre l'instituteur de
ses concitoyens avant d'être appelé à en devenir le
législateur.

Sa mort fut un jour de deuil pour les amis de la li-
berté dans les deux mondes. Aucun peuple ne voyait
un étranger dans celui dont les travaux, l'influence
ou l'exemple avaient été utiles à tous les hommes.
Ses compatriotes se rappelaient ses heureux efforts
pour les former à l'habitude de discuter leurs affai-
res communes, pour répandre dans les générations
nouvelles la connaissance de leurs droits et de leurs
devoirs; ils comparaient ce qu'ils étaient, lorsqu'ils
le reçurent parmi eux, à ce qu'ils étaient devenus;

ils voyaient que ses travaux, pour assurer leur indépendance, n'étaient pas le plus grand de ses bienfaits, et qu'ils lui devaient plus que la liberté, puisque c'était par lui qu'ils étaient devenus dignes d'en jouir et de la conserver. En Angleterre, il fut pleuré par tous ceux qui ne sont esclaves, ni du ministère, ni des préjugés.

L'assemblée nationale de France lui rendit un hommage public, et eut le noble orgueil d'avouer tout ce que nous devions à l'exemple de l'Amérique, tout ce qu'une nation peut devoir au génie d'un seul homme. Par une circonstance heureuse, elle avait alors pour président un philosophe qui, comme Franklin, avait éclairé ses concitoyens sur leurs droits, avant d'être choisi pour en être le réparateur, et qui, comme lui, n'a vu dans cet honneur qu'une occasion précieuse de réaliser tout ce qu'une âme forte et un génie élevé lui ont révélé pour le bonheur des hommes (1).

L'Académie des sciences s'était empressée d'appeler dans son sein le savant qui avait arraché à la nature un de ses secrets, et détourné un de ses fléaux : elle accueillit avec transport à son arrivée le sage qui venait apprendre aux tyrans à connaître la justice, aux hommes à ne plus dépendre que de leurs droits. Elle vit avec une douce satisfaction un de ses membres réunir la gloire d'affranchir deux mondes, d'éclairer l'Amérique et de donner à l'Europe l'exemple de la liberté. Toujours libres au mi-

(1) L'abbé Sieyès.

lieu de toutes les servitudes, les sciences communiquent à ceux qui les cultivent quelque chose de leur noble indépendance, ou elles fuient les pays soumis au pouvoir arbitraire, ou elles y préparent doucement la révolution qui doit le détruire. Elles y forment une classe nombreuse d'hommes accoutumés à penser par eux-mêmes, à placer leurs jouissances dans la recherche de la vérité, et dans le suffrage de leurs égaux; trop éclairés enfin pour ne pas connaître leurs droits, lors même qu'ils sont assez prudents pour attendre en silence le moment de les recouvrer. Si elles ont une utilité indépendante des révolutions des empires et de la forme des gouvernements; si elles n'abandonnent pas les hommes à tous les maux de l'ignorance, quand ils éprouvent ceux de la servitude; si elles embellissent, en les adoucissant, les chaînes d'un peuple asservi, elles contribuent à rendre plus prompt, plus paisible et plus sûr le retour vers la liberté. Que l'on compare les tentatives des siècles peu éclairés, si rarement couronnées d'un succès durable, et toujours souillées par des guerres, des massacres et des proscriptions, avec les heureux efforts de l'Amérique et de la France; que l'on observe dans un même siècle, mais à deux époques différentes, les deux révolutions de l'Angleterre fanatique et de l'Angleterre éclairée, on verra d'un côté les contemporains de Prynne et de Knox qui, en se vantant de combattre pour le ciel et la liberté, couvrent de sang leur malheureuse patrie pour cimenter la tyrannie de l'hypocrite Cromwell; de l'autre, les contemporains

de Boyle et de Newton établir avec une sagesse paisible la constitution la plus libre qui pût alors exister sur la terre.

Qui peut ignorer encore que les peuples n'ont pas à choisir entre cultiver les sciences ou ramper sous le joug des préjugés? Car, dans l'ordre naturel, les lumières politiques marchent à leur suite, s'appuient sur leurs progrès, ou ne jettent, comme chez les anciens, qu'un éclat incertain, passager et troublé d'orages. Défions-nous donc de ces détracteurs envieux, qui osent accuser les sciences de se plaire sous le despotisme : sans doute, ils sentent confusément que les nations dépourvues de lumières sont plus aisées à tromper ou à conduire; que plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre. Ils craignent ce patriotisme de la raison et de la vertu, dont l'hypocrisie ne peut ni contrefaire le caractère ni tromper la pénétration; et, cachant l'envie de dominer sous le masque de l'enthousiasme pour la liberté, ils semblent avoir deviné que, même sous la constitution la plus libre, un peuple ignorant est toujours esclave.

ÉLOGE DE CAMPER.

Pierre Camper, membre du conseil d'État des Provinces-Unies, et député à l'assemblée des états de la province de Frise; docteur en philosophie et en médecine, et professeur honoraire d'anatomie et de

chirurgie dans le collége d'Amsterdam; membre de la Société royale de Londres; des Académies de Pétersbourg, de Berlin, de celle des Curieux de la nature, de celles d'Édimbourg, de Gottingue, de Manchester, de Harlem, de Rotterdam, de Flessingue; associé étranger de la Société de médecine; de l'Académie de chirurgie et de l'Académie des sciences, naquit à Leyde, le 11 mai 1722, de Florence Camper, ministre du saint-évangile, et de Catheriue Kettey.

Son père avait pour amis les hommes illustres dont s'honorait sa patrie; et c'est sous les yeux de Boerhaave, de Muschenbroeck, de Sgravesande, du chevalier Moore, que Camper passa ses premières années. Ces souvenirs de l'enfance ne s'effacent point. Ce mélange de la simplicité des mœurs et d'une grande renommée, cette union de l'enthousiasme et d'une raison supérieure, cet éloignement des idées communes, cet oubli des petits intérêts, cette habitude de vivre, non pour soi-même, mais pour la vérité, pour la gloire, pour le bien des hommes; ce spectacle que présente la société des hommes célèbres, éloigne d'un enfant les petitesses des familles ordinaires, donne à ses premières idées plus d'étendue et d'élévation, à ses premières habitudes, plus de désintéressement et de noblesse. C'est vers de grands modèles que son penchant pour l'imitation le porte naturellement, avant même de pouvoir les apprécier, et le premier projet de son ambition naissante est de marcher sur leurs traces.

L'étude du dessin et des mathématiques prépara

Camper à celle de l'anatomie et de la médecine, où il eut pour maîtres Albinus et Gaubius. Le dessin, trop négligé dans l'éducation ordinaire, ou dirigé vers un but frivole, devrait faire partie de celle de tous les jeunes gens qu'on destine aux sciences physiques. C'est le seul moyen de conserver pour soi-même une idée exacte de ce qu'on a observé, et de le montrer aux autres précisément comme on l'a vu. Rarement les yeux d'un artiste aperçoivent les mêmes choses que ceux de l'observateur éclairé par l'étude et par l'expérience. L'habitude de dessiner les objets accoutume en même temps à les mieux voir, à conserver dans la mémoire leurs formes avec plus d'exactitude. L'indépendance d'un talent étranger serait seule un grand avantage; elle épargne le temps, la dépense; elle empêche de laisser quelquefois échapper des occasions précieuses, qui ne se retrouvent plus.

L'étude des mathématiques ne fut pas moins utile à Camper. Ceux à qui elles sont absolument étrangères, ou qui ont oublié ce qu'ils en ont appris dans leur jeunesse, faute de s'être rendues propres, par un usage répété, les connaissances qu'ils ont acquises, sont souvent arrêtés au milieu des occupations qui paraissent les plus étrangères à ces sciences, par l'impossibilité de faire un calcul très-simple, de résoudre un problème élémentaire.

Plus Camper avait trouvé à Leyde d'instructions solides et profondes, plus il sentit l'utilité des connaissances qu'il pouvait acquérir dans les pays de l'Europe où les sciences médicales sont cultivées

avec le plus de succès. La piété filiale ne lui permit de quitter son pays qu'à l'âge de vingt-six ans, et ses voyages n'en ont été que plus utiles.

Une instruction méthodique et sédentaire est la seule qui convienne à des esprits que l'étude et une première expérience de leurs forces n'ont point encore formés. Toute éducation qui, comme celle des voyages, présente autant de préjugés à éviter que de vérités à retenir, qui offre sans ordre les faits de toutes les sciences, les principes de toutes les écoles, les opinions de tous les hommes célèbres, glisse nécessairement sur un esprit trop jeune, corrompt un esprit vain et léger, au lieu de le perfectionner et de l'agrandir. Il faut, pour profiter d'une telle instruction, être en état de classer ce qu'on apprend sans ordre, et de distinguer dans les vérités mêmes, ce que les préjugés de pays et de secte y ont mêlé d'étranger.

C'est dans ses voyages que Camper apprit à connaître quel esprit dirigeait, dans l'Europe entière, l'étude des sciences physiques; il vit que leurs différentes branches tendaient à se réunir sous les lois communes d'une philosophie qui les embrassait toutes; et que, pour celle qu'il professait, c'était dans l'anatomie comparée, dans l'étude des rapports qui peuvent éclairer sur les lois de l'organisation générale des êtres, dans l'art de s'élever de l'observation à des résultats philosophiques, qu'il fallait chercher la seule route qui pût le conduire à une gloire brillante.

Dans un discours sur la comparaison des ani-

maux et des végétaux, il prouve que l'absence des nerfs dans les végétaux, ou plutôt l'absence d'un système de nerfs, continu et aboutissant à un centre commun, constitue la différence essentielle des deux règnes. Si quelques parties des plantes donnent des signes non équivoques d'irritabilité; si, parce que, dans les animaux, les parties irritables, quoique distinctes des nerfs, en renferment dans leur substance, on doit étendre cette analogie aux plantes mêmes; on ne peut du moins y reconnaître que des points nerveux, isolés entre eux. Ainsi, le caractère spécifique des animaux paraît consister dans cette unité de chaque individu, dans ce moi qui répond à toutes ses parties, qui les réunit pour n'en former qu'un être unique; caractère qu'on observe même dans les espèces où les portions séparées peuvent acquérir une vie indépendante.

En examinant l'organisation des oiseaux, Camper remarqua dans leurs os des cavités qui se trouvent proportionnellement plus grandes dans ceux dont le vol est le plus élevé; il observa qu'il existait une communication entre ces cavités et les poumons; que les canaux qui servent à cette communication s'étendaient même sous la peau et dans la partie vide des plumes. Ainsi, les oiseaux ont la faculté d'augmenter ou de diminuer leur pesanteur spécifique. Dans ceux qui sont élevés dans l'état de domesticité, le corps acquiert plus de volume par rapport à l'étendue des ailes; les canaux qui communiquent des poumons aux cavités des os diminuent, et même s'oblitèrent par le défaut d'usage. Ce mé-

canisme singulier favorise le vol des oiseaux en diminuant la quantité de force nécessaire pour les soutenir; mais surtout il paraît propre à les rendre plus maîtres de leurs mouvements.

Camper examina l'organe de l'ouïe dans les poissons. Les anatomistes en avaient longtemps regardé l'existence comme douteuse; mais quand l'expérience eut prouvé que le son se transmettait dans l'eau, quand l'observation eut fait connaître que les poissons sont sensibles au bruit, il ne fut plus question que de reconnaître le lieu et la forme des parties sur lesquelles les vibrations de l'air peuvent agir.

On sait que dans les oiseaux l'organe de l'ouïe, plus simple que dans l'homme et dans le quadrupède, semble annoncer cependant une perfection plus grande; et la faculté de moduler des airs, que les oiseaux partagent seuls avec l'homme, confirme cette opinion; mais dans les poissons, la structure de l'organe, quoique plus simple, en indique au contraire l'imperfection. Elle paraît plus grande dans les poissons cartilagineux, qui ont aussi reçu une moindre portion de cette intelligence dont la nature a fait, entre les diverses classes d'animaux, un partage si inégal.

Camper s'était occupé de rassembler, d'examiner et de comparer aux squelettes des animaux qui existent aujourd'hui sur la terre, ces ossements fossiles qui tantôt paraissent appartenir à des espèces qui ne subsistent plus, tantôt en se rapprochant de celles qui existent, semblent annoncer qu'elles ont

ur primi-
de ces os
du globe,
preuves, a pu
ne peut entrer
phiques, qu'après
auront confirmé la
urel de supposer que
ment moins fécondes,
beaucoup de terrain, et
se cacher, après avoir vai-
ume l'empire de la terre,
ni être réduites à l'esclavage,
itre, et la laisser à celui que
pour y régner? En même temps,
reléguées par la crainte dans des
iles, resserrées dans de moindres
ont pu conserver ni leur grandeur, ni
la pureté de leurs formes primitives.
temps le taureau sauvage ne se trouve
nos forêts, et quand la tyrannie de la
clusive aura été détruite dans les pays qui
nvironnent, nous verrons également s'anéan-
espèces des grands animaux sauvages. Nui-
s à l'agriculture, occupant sur la terre une place
des générations humaines auraient pu remplir,
cesseront d'exister quand les lois cesseront de
les protéger contre les hommes.

Croit-on que si les Européens civilisaient l'Afrique au lieu de la dépeupler, et lui portaient leurs lumières au lieu de lui donner leurs vices, elle con-

tinuât de nourrir des lions et des panthères, et que les bêtes féroces n'en disparaîtraient pas avec la tyrannie ?

Quoique Camper eût formé le plan de plusieurs grands ouvrages, la facilité avec laquelle il cédait tantôt à l'attrait de résoudre les questions proposées par les académies, attrait que de nombreux succès avaient fortifié, tantôt au désir de traiter des sujets singuliers ou d'une application prochaine, l'a empêché de les terminer, et il ne nous a presque laissé que des dispositions isolées, mais dans lesquelles on trouve une foule de remarques ingénieuses et utiles. C'est ainsi qu'il a prouvé que le singe, dont les anciens ont donné des descriptions anatomiques, était de l'espèce du orang-outang, puisque cette espèce est la seule où le larynx est accompagné d'une double poche, dont chaque division y communique par une ouverture séparée. Il a observé que la courbure de l'urètre est plus forte dans les enfants que dans les adultes, observation dont l'importance dans la pratique a été bientôt saisie par les artistes habiles. Ses mémoires sur l'opération de la taille, sur celle de la symphyse, sur l'inoculation, ont répandu sur ces objets importants de nouvelles lumières.

Il forma une société de médecins pour s'opposer aux progrès d'une épizootie contagieuse, qui, après avoir, dans sa première invasion, dépeuplé la Hollande des animaux qui sont une partie si importante de ses richesses, s'y était sourdement perpétuée, et menaçait sans cesse de nouveaux ravages. Cette société essaya d'y opposer l'inoculation ; mais si les

animaux inoculés étaient préservés pour l'avenir, cette opération, presque aussi meurtrière que la maladie naturelle, ne paraissait d'aucun secours; et les efforts de l'art avaient été longtemps inutiles, lorsque M. Camper apprit d'un cultivateur que l'inoculation, appliquée sur des veaux nés de mères guéries de la maladie, était presque sans danger. Le savant anatomiste confirma cette observation par des expériences qui réussirent, et il en tira un moyen de prévenir la mortalité par des inoculations répétées pendant deux générations. En général, les maladies contagieuses semblent s'affaiblir en parcourant les générations successives; il semble qu'il s'établisse alors entre les humeurs et le virus particulier de ces maladies, entre l'organisation générale et les effets de ces poisons, une sorte d'analogie qui rend moins terrible le bouleversement qu'ils produisent dans l'économie animale. Peut-être il n'est pas absurde d'espérer que ces fléaux qui, à leur première apparition, semblaient menacer d'une destruction totale l'espèce qu'ils attaquaient, finiront par disparaître avec le temps. En même temps, comme jamais aucun ne s'est spontanément déclaré soit chez les hommes dans des pays libres et civilisés, parmi les classes qui ne sont exposées ni à une vie malsaine, ni à la misère, soit chez les animaux domestiques, dans les contrées où le cultivateur qui les nourrit est dans l'aisance, pourquoi ne pas attendre du progrès de l'espèce humaine qu'un temps viendra où l'on n'aura plus à craindre qu'il en reparaisse de nouveaux?

Au milieu de ces travaux pour les sciences, Camper avait été souvent appelé à remplir des fonctions publiques, et même dans ces temps orageux où la Hollande s'apercevait enfin qu'à peine il lui restait l'apparence de son ancienne liberté.

Avec quel plaisir nous aurions compté Camper parmi les généreux défenseurs de l'indépendance de sa patrie, et dans cet instant fatal où la liberté batave, acquise par cinquante ans de combats, tombait sous une tyrannie étrangère ; où le neveu des Nassau détruisait d'une main imprudente ce monument glorieux des vertus de ses ancêtres; où les citoyens qui ne voulaient ni s'exposer à la persécution, ni recevoir un pardon humiliant, accouraient en foule parmi nous! Avec quel empressement n'aurions-nous pas accueilli le martyr de la patrie et de l'égalité dans ce pays, jadis le seul, dont, grâce à nos arts, à nos lumières, à la douceur de nos mœurs, le despotisme osait s'enorgueillir, et devenu aujourd'hui le temple où la liberté va recevoir le culte le plus pur, parce qu'il sera le plus éclairé!

Mais Camper, attaché par l'habitude, par la reconnaissance, au parti dominant, plaignit ce qu'il regardait comme les erreurs de ses compatriotes; et ne seconda point leurs efforts pour la liberté. Cependant, il fut plus éloigné encore de jouir du triomphe de ses ennemis. L'homme vertueux, quelque cause qu'il embrasse dans les discordes civiles, gémit des injustices où son parti se laisse entraîner ; il souffre d'autant plus des maux du parti contraire, que, ne les partageant point, il peut craindre d'être

accusé par la voix publique d'en avoir été le complice, ou, par celle de sa conscience, de n'avoir pas assez fait pour les prévenir : le spectacle du malheur public le consterne et le déchire d'autant plus, que ses vues plus pures ont été plus cruellement trompées.

Tel fut le sort de Camper. Malheureux pendant les troubles de son pays, il le fut encore davantage après la révolution qui a paru les terminer. La douleur abrégea ses jours, et cette mort prématurée, en laissant aux sciences de justes regrets, doit l'absoudre aux yeux de ceux dont il ne soutint pas la cause, mais dont il ne put supporter les malheurs.

ÉLOGE DE FOUGEROUX.

Auguste-Denis Fougeroux, de l'Institut de Bologne; de la Société d'Édimbourg, et pensionnaire de l'Académie des sciences, naquit à Paris, le 10 octobre 1732, de Pierre-Jacques Fougeroux et d'Angélique Duhamel.

Témoin, dès ses premières années, de la vie douce, active, laborieuse, de M. Duhamel, des plaisirs purs qu'il trouvait dans l'étude, de la considération qu'il avait obtenue dans le monde, du respect public dont ses vertus et ses services l'avaient environné, le jeune Fougeroux n'eut d'autre ambition que d'imiter son oncle, et ne voulut embrasser aucun état, content de consacrer sa vie à rassembler

des connaissances pour les employer à l'utilité publique. Comme son oncle, il parcourut toutes les sciences pour chercher dans chacune ce qu'elle pouvait offrir à l'économie rurale et aux arts. A ces lumières très-étendues, il joignit l'étude du dessin, qu'il n'avait cultivée que dans les mêmes vues, et où il acquit le talent de rendre avec tant de vérité la forme, l'habitude, ce qu'on a quelquefois appelé la physionomie des plantes, et de présenter les détails de leurs parties avec tant de précision, que ses dessins l'emportaient à cet égard sur ceux des plus habiles maîtres. Ce goût sévère pour l'exactitude, auquel tout le reste était sacrifié, a dominé dans toutes les actions, dans toutes les occupations de sa vie, comme dans ces ouvrages de sa jeunesse.

Toute espèce d'art lui fut toujours étrangère; il n'imaginait pas qu'il fût jamais nécessaire de frapper les esprits ou de les séduire. Chercher à embellir la vérité eût été pour lui la déguiser; vouloir, par une forme plus agréable ou plus piquante, faciliter ses progrès, était à ses yeux en dégrader ou en trahir la cause. Il l'offrait aux autres comme elle s'était présentée à lui, croyant que, comme lui, tous les hommes étaient capables de l'aimer pour elle-même.

En 1758, il fut reçu à l'Académie des sciences.

La théorie de Duhamel, sur la formation des os, avait été attaquée par plusieurs savants. Fougeroux la défendit, moins par des raisonnements que par des observations nouvelles, qu'il crut propres à la confirmer. C'est alors qu'il découvrit que l'os du

canon, qui est unique dans les animaux adultes de l'espèce du taureau, est double dans les fœtus de cette même espèce. Bientôt après la naissance, ces os séparés s'unissent; les deux côtés par lesquels ils adhèrent se changent en une lame intérieure qui sépare l'os en deux cavités. Dans la suite, cette lame disparaît; une membrane, qui même ne subsiste pas dans tous les individus, en prend la place, et on voit succéder à ces deux os un os unique, et n'ayant plus qu'une seule cavité. Ces différences, entre l'animal fœtus et l'animal adulte, s'étendent à des parties sur lesquelles le changement, qui, à l'instant de la naissance, s'opère dans le principe et le mode d'agir des forces vitales, ne paraît devoir exercer aucune influence. C'est un de ces phénomènes de la nature, dont la liaison avec ses lois générales n'est pas encore connue, et tous les faits particuliers qui, par leur rapprochement, peuvent conduire à le deviner un jour, méritent d'intéresser les physiologistes philosophes.

Fougeroux parcourut l'Anjou et la Bretagne, pour y examiner les carrières d'ardoise et les travaux qui s'y exécutent.

L'art de l'ardoisier, qui fait partie de la collection de l'Académie, fut le fruit de ce voyage. Il parcourut ensuite l'Italie, et ses mémoires sur la solfatare des environs de Naples, sur les alunières de la Tolfa, sur le jaune de Naples, sur l'art de fabriquer les mosaïques, prouvèrent qu'il n'avait jamais cherché à voir que des choses utiles, et qu'il avait su les observer.

L'art de la verrerie, qu'il s'était proposé de donner, fut pour lui l'occasion de travaux étendus, et d'un grand nombre d'observations intéressantes.

Il a également donné l'art du tonnelier, et la partie de celui du coutelier qui a pour objet des ouvrages d'un usage commun : c'était dans la société de Réaumur et de Duhamel que s'était formé le plan de la collection des arts, et ce motif suffisait pour diriger vers ce travail l'activité de Fougeroux : c'était remplir les vues de celui qu'il s'était fait une douce habitude d'aimer comme un père, et de respecter comme un maître.

Né avec un caractère doux, mais ferme, la rigidité de Duhamel le fatiguait quelquefois; mais un sentiment de vénération profonde avait bientôt étouffé ces secrets murmures. Il eût voulu se frayer sa route à lui-même; mais un sentiment involontaire le ramenait vers celle que son oncle lui avait tracée, et il sacrifiait sans peine au plaisir d'être approuvé par lui, et son goût, et jusqu'à la gloire qu'une marche plus indépendante aurait pu lui mériter.

Nous devons à Fougeroux un mémoire curieux, où il rend compte des phénomènes qu'offrent les plantes qui naissent et se développent sur le corps de quelques animaux. On sait que plusieurs espèces d'insectes se creusent un logement dans les plantes, y adhèrent, se confondent, en quelque sorte, avec elles. Mais il arrive aussi que des plantes s'attachent à des insectes, comme les plantes parasites ordinaires vivent sur d'autres plantes. Parmi ces parasites,

un grand nombre ne font qu'adhérer à la plante principale; l'humidité, l'air qui les environnent, leur fournissent leur aliment, et elles ne paraissent pas vivre aux dépens de l'arbre auquel elles se sont attachées. C'est dans cette classe qu'il faut ranger celles qui végètent sur les insectes vivants ou sur leurs nymphes.

A la mort de Duhamel, Fougeroux hérita de ces possessions, où, depuis cinquante ans, il s'était occupé de naturaliser des arbres étrangers, et de suivre sur la culture des grains, du safran, de la rhubarbe, des arbres fruitiers, sur l'administration des forêts, sur la conservation du blé et des farines, une suite nombreuse d'observations ou d'expériences faites assez en grand pour éclairer la pratique des agriculteurs. Dans ces mêmes possessions, les frères Duhamel s'étaient fait un devoir d'éclairer, de concilier, de soulager les hommes qui les habitaient, et Fougeroux ne succéda pas moins aux travaux et aux vertus de ses oncles qu'à leurs propriétés. Les soins de bienfaisance ne furent point ralentis, les recherches scientifiques ne furent point interrompues; on ne s'aperçut pas que ces terres eussent changé de possesseur, et il semblait que les sciences, le travail et la vertu eussent choisi cette maison comme un domicile éternel.

C'est là que peut-être, pour la première fois en France, on avait vu des propriétaires riches uniquement occupés de répandre autour d'eux l'abondance et les lumières, de perfectionner à la fois, et les cultivateurs et la culture; mais telle est aujour-

d'hui la fonction à laquelle, et la loi de l'égalité et celle des élections populaires appellent tous les hommes opulents. Ces sages lois leur ont donné l'intérêt de s'entourer de cultivateurs heureux par leurs bienfaits, éclairés de leurs lumières, et en faisant que le riche eût besoin du pauvre, elles ont porté la cognée aux racines des abus oppresseurs de l'humanité; mais ceux qui ont donné l'exemple de ces vertus bienfaisantes, lorsque l'intérêt personnel ne les commandait point; ceux qui se sont occupés de l'instruction et des besoins du peuple, lorsque le peuple n'avait encore à donner que de naïves et douces bénédictions; ceux qui ont sacrifié à ces pures jouissances les préjugés de l'orgueil, ont quelques droits à notre reconnaissance, et l'on doit leur savoir gré d'avoir montré, sous un régime corrupteur et tyrannique, les mœurs et les vertus de la liberté.

Duhamel avait eu son frère pour ami, pour compagnon d'étude, et, par un hasard singulier, Fougeroux eut le même bonheur; de Blavau fut pour lui ce que Denainvilliers avait été pour Duhamel. Un même goût pour l'étude et pour les mêmes genres d'études, une conformité plus grande de caractère, avaient produit une liaison non moins intime. Le service du génie, auquel de Blavau était attaché, les avait souvent séparés; mais les objets de leurs travaux les rendaient sans cesse présents l'un à l'autre. Un phénomène nouveau, une observation, une expérience, rappelaient à chacun d'eux l'ami qui verrait son travail avec intérêt, qui s'occuperait de le per-

fectionner, qui en partagerait le succès. Tous les plaisirs de l'étude semblaient doubler de prix, par la certitude qu'ils augmenteraient le bonheur de celui que chacun d'eux regardait comme la plus chère partie de lui-même. Comme Duhamel, Fougeroux eut le malheur de perdre ce frère qu'il chérissait, et, par une triste conformité, cette perte, en le séparant d'un des objets qui contribuaient le plus à la douceur de sa vie, y répandit aussi cette longue et tranquille tristesse, ce sentiment toujours présent d'une perte irréparable qui attaque les principes de l'existence, et qui accéléra sa mort, comme il avait abrégé la vieillesse de Duhamel.

Fougeroux fut frappé d'apoplexie le 28 décembre 1789, et mourut quelques jours après.

Les larmes des habitants de Denainvilliers honorèrent sa pompe funèbre; elles coulèrent sur sa tombe, et s'y mêlèrent à celles que la mémoire des bienfaits de M. Duhamel leur arrachait encore. Un petit nombre d'amis, une famille chérie, y joignaient les leurs. L'écrit sur lequel on m'a tracé quelques détails sur sa vie et sur ses ouvrages, en était baigné; l'amitié ne pouvait les retenir en me parlant de lui, et ce tribut de regrets, payé à l'homme utile, bienfaisant et bon, est son plus digne éloge, comme le bonheur d'être si tendrement aimé avait été sa plus douce récompense.

Fougeroux fut témoin de la révolution à laquelle la France doit sa liberté; mais quelques préjugés l'ont empéché d'en sentir tous les avantages. Jamais ces querelles d'opinion ou d'amour-propre qui sè-

ment de quelques moments d'agitation l'uniformité de la vie paisible d'un savant, n'avaient troublé la sienne. Le mouvement général d'une grande nation ne pouvait que l'effrayer; toutes les combinaisons de sa vie étaient dérangées, et puisque son âme simple et pure ne fut pas sensible aux pertes de l'intérêt et de la vanité, puisqu'il avait été trop bienfaisant pour s'effrayer de la nécessité d'être juste, pardonnons-lui d'avoir regretté la paix, d'avoir craint qu'elle ne se fût éloignée pour trop longtemps, et de n'avoir pas assez senti toute l'étendue du bien que nous achetions à ce prix. Il éprouva cependant une consolation : il avait cessé d'être seigneur de Denainvilliers, et il put y jouir d'un respect qu'on ne rendait plus qu'à ses vertus, d'une autorité qui n'était plus que l'hommage volontaire d'une confiance acquise par ses lumières, méritée par ses bienfaits.

ÉLOGE DE M. DE FOURCROY.

Charles-René de Fourcroy, maréchal de camp, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis; directeur au corps royal du génie; membre des conseils de la guerre et de la marine; associé libre de l'Académie des sciences, naquit à Paris, le 19 janvier 1715, de Charles de Fourcroy, avocat distingué, et d'Élisabeth l'Héritier.

Destiné au barreau comme à une profession héréditaire, son goût l'entraînait vers les sciences. Mais il fallait trouver un moyen de s'y livrer sans affliger, même pour un moment, le cœur de son père. Il s'occupa secrètement d'acquérir les connaissances nécessaires à un ingénieur, et prit, pour s'assurer de ses progrès, tous les moyens que la défiance de soi-même peut inspirer. Enfin, quand il ne resta plus de prétextes à sa modestie, il osa demander la permission d'entrer dans le corps du génie. Son père lui objecta la longueur des nouvelles études qu'il serait obligé de faire, et l'incertitude de leur succès. *Je suis prêt*, lui répondit le jeune homme, *vous pouvez me faire examiner, et si le jugement est défavorable, je renonce à mon projet.*

On n'exigeait point alors de certificat de noblesse pour entrer dans le service. Peut-être paraîtra-t-il singulier que les progrès de l'asservissement à un préjugé qui, bientôt après, osa ériger en loi cet outrage à la raison, aient suivi parmi nous ceux que, grâce à la philosophie, l'opinion publique faisait dans un sens contraire. Mais l'orgueil croyait retarder le jour de la raison, et il ne faisait qu'accélérer celui de la vengeance. Il est des temps où, semblable à un fleuve impétueux, la vérité, longtemps contenue, s'élance tout à coup du sein des préjugés. Ceux qui craignent son passage, peuvent, sans doute, diriger sa course, lui préparer une route où il puisse, développant sans obstacle des eaux bienfaisantes et salutaires, répandre la richesse et le bonheur sur le rivage qu'il embellit et qu'il féconde.

Mais osent-ils entreprendre de l'arrêter, la résistance qu'on lui oppose augmente sa force; il brise ces digues impuissantes, et ravage pendant quelques instants cette même terre qu'il doit fertiliser à jamais.

Admis, en 1736, dans le corps du génie, M. de Fourcroy fut employé sous les ordres du maréchal d'Alsfeld, qui le commandait alors, et dont son activité, son zèle, sa sagesse prématurée, lui méritèrent la confiance. Malheureusement le jeune ingénieur remarqua une erreur dans un projet que le maréchal lui avait communiqué; il l'en avertit, et n'en reçut d'abord que des remercîments; mais il eut l'imprudence de confier à sa mère ce petit secret de son amour-propre; la tendresse maternelle ne fut pas moins indiscrète. Le maréchal d'Alsfeld n'était ni assez grand pour avoir de l'indulgence, ni assez habile pour ne pas craindre d'avouer qu'il avait pu se tromper; et on s'aperçut longtemps qu'il n'avait point pardonné, soit dans le choix des commissions dont il chargea Fourcroy, soit même dans les règlements généraux, qui toujours contrarièrent son avancement. Mais les obstacles de ce genre n'arrêtent que les demi-talents et les faibles courages. Fourcroy y gagna d'apprendre de bonne heure à ne rien attendre que de ses services; il était destiné à prouver, par son exemple, que la vertu est aussi une des routes de la fortune, et n'est peut-être pas la moins assurée.

Il fit, avec succès, toutes les campagnes de la guerre de 1740, et quoique encore très-jeune, il

mérita d'être chargé plus d'une fois de commissions importantes.

La nation française qui, dans le siècle précédent, avait produit tant de guerriers illustres, devait alors la gloire et la supériorité de ses armes à deux généraux étrangers; et c'était dans les camps du prince Eugène et de ses disciples que s'étaient formés les défenseurs de la France et les vainqueurs de l'Autriche. Ainsi, Marlborough avait été l'élève de Turenne. Dans aucun genre, il ne peut plus subsister pour une nation de supériorité durable; cette inégalité dans l'instruction, dans les institutions sociales, qui destinait un peuple à commander, un autre à obéir, est pour jamais bannie de l'Europe, et la voix de l'intérêt, comme celle de la nature, leur crie à tous de s'unir et de s'aimer.

Fourcroy mérita la confiance honorable de ces deux généraux, sans la devoir ni à son expérience, ni à ses grades; mais cette confiance servit à sa réputation, bien plus qu'à son avancement.

Le ministre et le maréchal de Saxe étaient ennemis : l'un avait trop de talents et l'autre trop d'esprit; tous deux aimaient trop la gloire pour que leur division nuisît au succès des grandes opérations de la guerre. Mais les individus que le hasard, l'intérêt ou le devoir attachaient à l'un des deux étaient souvent victimes d'une haine qui, forcée de ménager un ennemi, se consolait de son impuissance par une vengeance indirecte. Souvent, d'ailleurs, un intérêt commun engage ainsi les chefs à des ménagements personnels; par une sorte de convention tacite,

ignorée de leurs partisans, ils font retomber sur eux seuls le poids de leurs dissensions; ils veulent ressembler à ces dieux des nations antiques qui, tranquilles dans le ciel, jouissaient des combats que se livraient en leur nom leurs aveugles adorateurs.

Fourcroy, chargé de porter au roi la nouvelle de la prise d'une ville, et de lui remettre directement les dépêches du général, eut le courage d'opposer aux questions du ministre l'ordre qu'il avait reçu de ne s'adresser qu'au roi. Il lui fut présenté; le roi lui accorda la croix de Saint-Louis; mais le ministre ne ratifia point cette grâce, et punit par là et l'officier et le monarque d'avoir pu croire l'un et l'autre que les récompenses ne dépendaient pas de lui seul.

Fourcroy, par son application pendant la paix, mérita d'être employé dans la guerre qui la suivit: il fit trois campagnes en Allemagne, tantôt avec l'artillerie, alors réunie au génie; tantôt comme ingénieur. Il commanda les officiers du génie pendant l'année 1761, sur les côtes de Bretagne, où l'on préparait une descente à Belle-Isle, et en 1762, dans la campagne de Portugal, au siége d'Almeida.

La paix n'est point un temps de repos pour un officier du corps du génie. C'est par la méditation, par l'observation des places, l'examen de leurs détails, la lecture de nombreux mémoires, fruits précieux de l'expérience et des réflexions de militaires éclairés, qu'il se prépare à exercer l'art d'attaquer et de défendre les villes, qu'il s'instruit dans les moyens d'en perfectionner la construction, qu'il étudie les rapports des places entre elles, qu'il apprend à re-

connaître la force ou la faiblesse d'un système de forteresses destinées à couvrir une frontière, la nécessité de soutenir les points qui laissent un passage trop facile, ou de supprimer des défenses inutilement multipliées. Il calcule la durée de la résistance de chaque place; il juge l'influence qu'elle peut avoir sur le sort d'une guerre; il prévoit d'avance quel serait dans telle province ennemie le fruit d'une victoire, et sur chaque frontière du pays qu'il doit défendre, le danger d'une défaite. C'est ainsi que toutes les grandes parties de la guerre se lient à la science de l'ingénieur, et qu'il peut en soumettre les hasards à la certitude d'un art, qui ne se borne point au faible mérite de construire, suivant des règles connues, une forteresse isolée.

Cette vie, moins périlleuse, moins pénible que celle de la guerre, n'est ni moins active, ni moins occupée, ni moins utile; elle rendait Fourcroy à son goût pour la solitude et le travail : il y consacrait quatorze heures par jour. Ce que son devoir n'exigeait pas, il le donnait aux sciences; mais il craignait de céder au plaisir de se livrer à ses propres idées, et l'utilité qu'il pouvait envisager dans des travaux étrangers à son état, loin d'affaiblir ses scrupules, ne lui paraissait qu'une tentation dangereuse. Surtout il voulait se soustraire aux illusions de l'amour-propre; aussi la plupart de ses observations, de ses recherches sur plusieurs parties de l'histoire naturelle ou de la physique, sont-elles dispersées dans les ouvrages des savants avec lesquels il était lié. Les observations microscopiques, insérées dans

le *Traité du cœur*, de Sénac, sont presque en entier de lui. Le *Traité des pêches*, de Duhamel, renferme un grand nombre de remarques, de descriptions que son séjour sur les côtes le mettait à portée de faire. Ses expériences, ses observations sur les bois font partie du *Traité des forêts*. Il a enrichi d'un grand nombre de faits et de réflexions l'ouvrage de M. de la Lande sur les marées.

Parmi les mémoires qu'il a donnés séparément, nous n'en citerons qu'un seul, celui dans lequel il examine comment on peut juger de la hauteur où s'élèvent certains oiseaux de passage, en connaissant celle du point où ils cessent d'être visibles. Il montre, par une suite d'observations, qu'il ne faut pas juger de l'élévation de ce point par le seul diamètre de l'oiseau; que celui qui est isolé disparaît bien plus tôt qu'une file d'oiseaux de la même grandeur; qu'ainsi, ce n'est pas du diamètre seul, mais de la surface de l'objet, que ce n'est pas de l'angle sous lequel on voit une de ses dimensions, mais de l'étendue de l'image tracée dans l'œil, que dépend la force de l'impression qu'il fait sur l'organe, et la distance où elle cesse d'être sensible.

Une place d'associé libre de l'Académie fut la récompense du zèle de Fourcroy pour les sciences, et il obtint d'avoir pour confrères ceux dont il avait été constamment le coopérateur et l'ami.

Fourcroy avait été successivement employé à Calais, en Corse, en Roussillon; partout il avait servi avec application, avec activité; partout il avait mérité l'estime et l'amitié de ses égaux, la vénération

et la reconnaissance de ceux qui lui étaient subordonnés, et il en reçut la récompense : lorsque M. de Saint-Germain crut, en 1776, devoir attacher auprès du ministre un officier supérieur du corps du génie, il consulta sur ce choix les directeurs de ce corps, et tous, d'une voix unanime, désignèrent Fourcroy, alors absent; qui, étonné d'être appelé par un ministre dont il se croyait inconnu, apprit de lui cette unanimité de ses confrères, si honorable pour eux. Ils avaient jugé qu'il réunissait toutes les qualités que cette place importante exigeait, des connaissances étendues, l'habitude et l'amour du travail, un zèle pur pour le bien du service, une probité sévère, une impartialité que, ni son intérêt, ni ses passions, ni même l'amitié n'égareraient jamais. Chacun en particulier sentit qu'il devait préférer un homme d'une justice immuable à celui auprès de qui il n'aurait eu qu'une faveur qui pouvait changer en un instant.

Fourcroy se montra digne de l'opinion qu'on avait eue de lui ; l'air de Versailles n'altéra point sa simplicité naturelle : tout entier à l'objet de ses travaux, sans ambition comme sans faiblesse, il se borna à être vrai sur les choses, et juste envers les hommes. Les fonctions de sa place, déjà peut-être supérieures à ses forces, étaient au-dessous de son zèle.

Disciple de Vauban, dont il admirait les talents, dont il était digne d'imiter les vertus, il voulut comme lui embrasser tout ce qui pouvait servir au bonheur de son pays, s'occuper, comme lui, de ces communications intérieures, si utiles pour établir

entre les parties d'un même empire une égalité de jouissances, balancer leurs avantages divers, et en augmentant pour chacune les biens particuliers que la nature lui destine, les répandre sur toutes les autres. C'est d'après ses vues que M. de La Fite, officier du corps du génie, fut chargé d'examiner un système général de communications, qui, s'étendant des frontières de la Suisse jusqu'à Dunkerque, se joindrait à celles qui unissent les deux mers et embrassent l'intérieur de la France. Il s'agissait de vérifier, de comparer entre eux les moyens de joindre l'Escaut à la Sambre, la Sambre à l'Oise, l'Oise à la Meuse, la Meuse à la Moselle, et la Moselle au Rhin. Tout ce grand travail fut exécuté en peu d'années, et dès 1780, il eût pu devenir utile par l'établissement d'un flottage provisoire entre la Sambre et l'Oise, qui eût permis de transporter jusqu'à Nantes les mâts achetés en Hollande. Mais des motifs particuliers en empêchèrent l'exécution; on protégeait d'autres projets de communications, et le succès de ce flottage eût trop clairement montré celui qui méritait d'être préféré.

L'art des fortifications a fait des progrès depuis Vauban, mais c'est toujours en suivant la route qu'il avait tracée. Ces combinaisons nouvelles, ces corrections, ces perfectionnements étaient dispersés dans un grand nombre de mémoires; Fourcroy avait employé une partie de son temps à rassembler, à éclairer, à mettre en ordre cette utile collection. Ainsi quand, dans ces dernières années, quelques personnes ont mis en question si Vauban, malgré sa réputation

et ses grands succès, n'avait point été un ingénieur médiocre, on n'a pas dû être étonné que cette opinion parût une espèce de blasphème à Fourcroy. Accoutumé dès son enfance à respecter le nom de Vauban, il était entré au service dans un moment où la mémoire récente de ses talents, de ses vertus, excitait l'enthousiasme, où son nom était cité parmi ceux dont les actions avaient honoré un siècle de gloire, tandis que ses mœurs et son patriotisme en accusaient la corruption et la basse servitude. Cependant, ni l'esprit de corps ni son admiration pour un grand homme, ne purent le rendre injuste; l'Académie a souvent été témoin de ces discussions, et elle a vu sans surprise Fourcroy n'y paraître que comme un ami de la vérité.

Une vie si occupée était consolée et embellie par un sentiment qui, né dans ses premières années, ne s'éteignit qu'avec lui. La fille de M. Le Maistre, ami de son père, comme lui avocat célèbre, habitant la maison voisine de la sienne, fut la compagne des jeux de son enfance, et, dès ce moment, il l'avait choisie pour être celle de toute sa vie. Tandis que Fourcroy s'instruisait sous des maîtres habiles à se rendre utile à son pays par ses travaux et ses lumières, Mlle Le Maistre apprenait auprès d'une mère pieuse et charitable à secourir, à consoler, à soigner l'humanité souffrante. Chaque année les vacances réunissaient les deux jeunes amis, et leurs âmes s'entendaient, se répondaient comme s'ils ne s'étaient point quittés. A l'âge où l'on éprouve le besoin d'un sentiment plus vif, l'amitié tendre qui

...sait, ne pouvait laisser à leurs cœurs la li-
... un autre choix. Tous deux sans fortune, con-
... de s'aimer toujours et de se voir quelquefois,
... ndirent le moment où la raison leur permet-
trait de s'unir. Sûrs, chacun de soi-même, comme ils l'étaient l'un de l'autre, quatorze ans se passèrent sans inquiétude, sans autre chagrin que celui de l'absence. Après leur mariage, le bonheur n'affaiblit pas leur passion, comme le sacrifice qu'ils en avaient fait à la raison n'avait pas troublé la paix de leur âme.

Rapprochés par les mêmes opinions, toutes leurs pensées étaient communes comme tous leurs sentiments. Également séparés du monde par la simplicité de leurs goûts et par la pureté de leurs principes, ils trouvaient réciproquement dans leur estime le seul soutien et le seul prix dont leur vertu eût besoin. Chaque jour, ils goûtaient le charme de cette convenance intime des âmes, et chaque jour le voyait se renouveler. La diversité de leurs caractères, qui offrait le piquant contraste de l'inflexibilité et de la douceur, ne servait qu'à leur faire reconnaître combien la sympathie de leurs cœurs était puissante. Aussi différents du reste des hommes par leur amour que par leurs vertus, le temps qui, presque toujours, ne nous conduit au bonheur que pour nous en éloigner ensuite, semblait l'avoir fixé auprès d'eux. Peut-être n'existe-t-il aucun autre exemple d'un sentiment qui ait duré soixante-dix ans, toujours tendre, toujours le premier, l'unique même (car celui qu'ils avaient pour

une fille digne d'eux, se confondait avec lui), d'un sentiment qui, depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse, ait accompagné tous les âges, sans s'affaiblir, sans être jamais ni altéré par le moindre nuage, ni troublé par un seul instant de refroidissement ou de négligence.

Les longs travaux de Fourcroy avaient épuisé ses forces; il craignait pour une santé qui lui était plus chère que la sienne, il désira de quitter une place qu'il ne pouvait conserver qu'aux dépens de sa vie, en renonçant à des soins qui en étaient devenus à la fois le tourment et la consolation; mais il voulut que les restes en fussent encore utiles à sa patrie, et il souscrivit avec ardeur à la condition qui lui fut imposée de continuer à payer le tribut de ses lumières et de ses conseils. Ses fonctions à Versailles ne l'avaient point empêché de se charger de commander le corps du génie dans la descente projetée en Angleterre; il avait présidé aux préparatifs qui s'étaient faits sur les côtes de Normandie, et, du sein de sa solitude, au premier signe du besoin qu'on avait de lui, il reprenait ses anciennes fonctions et rendait les mêmes services. Malgré un affaiblissement qui faisait des progrès rapides, il ne cessa de travailler qu'à l'instant où il fut attaqué de la maladie qui termina sa vie; et on trouva sur son bureau un mémoire sur des ouvrages utiles à la sûreté du port de Brest. Il mourut le 12 janvier 1791.

Ces détails de la vie publique de Fourcroy, le tableau que nous avons tracé de son intérieur domestique, nous ont montré un homme qui rem-

plissait ses devoirs parce qu'il les aimait. La nature lui avait donné de la fermeté et même de la roideur dans le caractère; l'austérité de sa morale y avait encore ajouté; mais il comptait la douceur, la patience au nombre de ses devoirs, et sa vertu, en tempérant cette sévérité, avait corrigé son propre ouvrage. Il poussait le désintéressement au plus haut degré, et se croyait obligé de dépenser chaque année dans sa place la totalité de ses appointements.

Aussi, malgré la plus grande simplicité, Fourcroy a-t-il vu diminuer et presque s'anéantir le faible patrimoine qu'il avait en entrant au service : exemple rare dans un temps d'avidité et de dissipation, où l'on avait vu s'élever sur les débris de la richesse publique tant de fortunes scandaleuses, créées par l'intrigue, dévorées par la fantaisie; où le sang du pauvre était devenu le patrimoine de la bassesse et de l'orgueil, et où l'on avait poussé la corruption jusqu'à s'honorer d'une richesse acquise aux dépens du pauvre, comme d'un droit de sa naissance ou d'une preuve de son crédit.

Fourcroy ne se repentit point de ce désintéressement qui ne lui permettait pas d'assurer le sort de sa femme. Il croyait que cinquante-quatre ans consacrés à son pays, donneraient à la compagne de sa vie des droits à la reconnaissance publique; et c'était précisément parce que le règne de la justice avait remplacé celui de la faveur, qu'il vit sans inquiétude approcher ses derniers moments, se reposant d'un intérêt si cher sur une nation qui était généreuse avant d'être libre, et dont la liberté, en

lui donnant de nouvelles vertus, devait augmenter la confiance de ceux qui, comme Fourcroy, lui demandaient le prix d'un sang plus d'une fois répandu pour elle, et d'une vie sans tache, qui lui avait appartenu tout entière.

ÉLOGE DE TURGOT.

Étienne-François Turgot, associé libre de l'Académie des sciences, naquit à Paris, le 16 juin 1721.

Il annonça dès sa jeunesse cette ardeur de s'instruire, ce goût d'une bienfaisance éclairée, ce zèle pour le bonheur public, qualités dont la vie et la réputation de son père lui offraient le modèle, et lui montraient la récompense. Il cultiva presque toutes les sciences, mais en les rapportant toujours à un but d'utilité prochaine; il étudia la botanique, l'histoire naturelle, la chimie, parce qu'il s'intéressait vivement au progrès de l'agriculture et des arts; il acquit des connaissances étendues dans l'anatomie, la chirurgie, la médecine, parce qu'il voulait pouvoir porter au pauvre, dans sa chaumière, le secours de ses lumières comme celui de ses bienfaits, et se mettre en état de surveiller dans les camps la négligence des gens de l'art, de suppléer à leur absence, et de soulager les maux du soldat, après lui avoir donné l'exemple de braver les dangers.

Très-jeune encore lorsqu'il alla faire ses caravanes à Malte, il s'y montra comme un philosophe oc-

été à Cayenne, il fut la dupe du plan que les ministres avaient adopté, et des administrateurs qu'ils avaient choisis pour l'exécuter. Resté en France pour conduire la seconde division des colons qu'on destinait à être transférés, il apprit bientôt les désastres de ceux qui l'avaient précédé, les manœuvres auxquelles ces désastres étaient attribués : et il partit pour Cayenne, non plus pour fonder une colonie nouvelle, mais pour sauver d'une destruction totale ce qui en restait encore, et arracher du moins à la mort une partie de ces infortunés, qui avaient été chercher, sous un autre ciel, la fortune ou l'oubli de ce qu'ils avaient souffert en Europe; enfin, pour rapporter sur l'état de la colonie, sur les moyens de la faire prospérer, des lumières qui pussent servir de base à un plan mieux combiné. A son arrivée, il fut obligé de faire arrêter l'intendant, et après quatre mois de séjour et trois de maladie, après avoir rétabli l'ordre et assuré aux colons, qui avaient échappé à la famine et à l'épidémie, des vivres et des secours, il revint en France rendre compte des malheurs dont il avait été le témoin, et de l'impossibilité de suivre des projets trop légèrement adoptés.

L'intendant, accusé à la fois et de malversation et de négligence coupable, fut jugé et puni : la faveur des bureaux ne put le sauver; mais ils essayèrent de se venger sur Turgot. Tout homme juste, qui exerce le pouvoir, ne peut manquer d'ennemis; on ramassa contre lui toutes les inculpations inventées par la haine, accréditées par la malice ou par la légèreté, et on en forma un mémoire de questions, sur les-

qu'ainsi, les corsaires de Barbarie sont les ennemis de la France, même quand, respectant ses vaisseaux, ils attaquent ceux des autres puissances; qu'en un mot il ne peut exister, surtout pour un grand empire, d'intérêt vraiment national, qui ne se confonde pas avec l'intérêt général de l'humanité.

A ce projet, Turgot en joignit d'autres pour perfectionner l'éducation, établir une bibliothèque, former un jardin de plantes, entretenir des apothicaires éclairés, des chirurgiens habiles; et pour encourager l'agriculture, faire fleurir le commerce dans l'île de Malte; et du moins, une partie de ces vues pour répandre dans cette île plus d'instruction, pour y appeler plus de moyens de bonheur, a été réalisée longtemps après qu'il l'eut quittée.

L'impossibilité actuelle du bien ne doit jamais empêcher de le présenter avec confiance; il est bon d'accoutumer lentement les esprits à la vérité, et de les traiter comme des yeux qu'il faut amener par degrés à supporter la lumière. Les opinions se forment dans la jeunesse; les vérités les plus utiles ne sont pas ces vérités communes déjà préparées par l'opinion, et que le vulgaire adopte à l'instant même où elles lui sont présentées, mais ces vérités, méconnues par lui, qui doivent éclairer et conduire les générations suivantes.

Après la paix de 1763, le gouvernement saisit avec ardeur le projet d'établir une colonie nouvelle dans la Guyane française, et Turgot en fut nommé gouverneur général.

Nous ne dissimulerons point ici qu'avant d'avoir

voix du méchant par des complaisances ménagées, écarter l'homme intègre par des insinuations perfides, profiter du silence même de son mépris, obtenir enfin les récompenses, et souvent la réputation de talent ou d'honnêteté, par une conduite qui, livrée au grand jour, n'eût excité que l'indignation.

La crainte de voir Turgot retourner à Cayenne, ou influer sur le sort de ce pays, fut autant que la vengeance le motif secret de la persécution excitée contre lui ; on craignait un homme éclairé, capable de voir les abus, et incapable de les ménager. D'ailleurs, ses principes étaient connus : le seul avantage qu'on pût obtenir de cette colonie était, suivant son opinion, de multiplier les denrées réservées aux régions voisines de l'équateur et de diminuer pour l'Europe le prix de ces denrées, et le seul moyen d'obtenir cet avantage était la liberté de la culture et du commerce. Il fallait donc répandre sur toute l'étendue du territoire, et non concentrer dans quelques jardins privilégiés les plantes précieuses enlevées à l'Asie. Il n'existait qu'un seul moyen de peupler la Guyane, c'était de se rapprocher des naturels du pays, que l'orgueil et l'avarice ont éloignés; de perfectionner, par des moyens doux, leur civilisation naissante; de faire éclore, chez ce peuple industrieux et bon, quelque germe de l'activité européenne; d'y établir des noirs, non pour les immoler lâchement à la barbarie de leurs maîtres, mais pour les conduire doucement à l'amour du travail, à la liberté; d'appeler sur nos terres, par cette conduite, ces nègres hollandais qui, bravant la tyrannie, forment

dans ce pays d'esclavage une peuplade pauvre, mais indépendante et libre; de chercher à réunir ces noirs marrons aux Indiens pour n'en former qu'un seul peuple; en un mot, de faire aimer aux habitants de l'Afrique et de l'Amérique ce nom européen, trop longtemps l'objet de leur haine, de leur terreur et de leur mépris. Mais combien de préjugés enracinés dans les têtes étroites des subalternes, combien de petits intérêts il faudrait combattre pour suivre un tel projet, dont l'exécution exige des hommes accoutumés à n'obéir qu'à la raison, à ne connaître de politique que la justice, à ne voir que des frères dans tous les individus de l'espèce humaine; des hommes qui n'aient besoin que du témoignage de leur conscience et du suffrage d'un petit nombre de gens éclairés; des hommes enfin qui aillent chercher au delà des mers, non la fortune, non l'espoir d'obtenir à leur retour un emploi mieux payé, mais la douceur d'avoir essuyé les larmes de quelques malheureux, multiplié les présents de la nature, et rétabli des peuples opprimés dans la dignité de l'espèce humaine!

Voilà le plan que Turgot avait tracé, que sa probité, ses lumières, son courage, et l'autorité qui lui avait été conférée, le rendaient capable de suivre; et l'on ne doit point s'étonner qu'il n'ait plus été question de le renvoyer à Cayenne. Rendu à la liberté, Turgot résolut de se soustraire le reste de sa vie à la légèreté et à la corruption des hommes, et il se livra sans partage aux paisibles occupations qu'il avait toujours chéries. Il avait été nommé, en 1762,

associé libre de cette Académie, et, à l'époque de l'institution de la Société d'agriculture, en 1760, il en fut un des premiers membres, comme il s'en montra un des plus zélés, lorsque, après quelques années de langueur, elle reprit une existence nouvelle. Il a donné à chacune des deux compagnies plusieurs observations intéressantes, et a contribué à nous faire mieux connaître l'origine de la gomme élastique, substance singulière que la nature a prodiguée aux forêts de la Guyane, qui est déjà employée dans plusieurs arts, et qui deviendra bien plus utile quand des mains industrieuses sauront, dans le pays même, la préparer pour nos besoins. Mais Turgot était devenu grand propriétaire, et l'agriculture ou les parties de la botanique qui s'y appliquent, obtinrent une préférence presque exclusive.

Le voyage de Cayenne lui avait affaibli la vue; bientôt, menacé de la perdre totalement, il se soumit avec succès à l'opération de la cataracte; mais il ne put recouvrer qu'une vue faible, et se trouva privé des ressources que son activité et son goût pour l'étude lui préparaient. Alors, il opposa sans effort, aux maux de la nature, le même courage qu'il avait opposé aux injustices des hommes. Ce courage formait, en quelque sorte, le fond de son caractère, et uni à une probité sévère, à un patriotisme éclairé et ferme, il lui faisait pardonner le manque de cette douceur qui n'est pas une vertu, mais qui rend la vertu aimable, contribue au bonheur des autres plus que des services réels, et dont



on ne peut réparer le défaut que par ces grandes qualités qui commandent l'estime.

Dans une vie qui n'avait été troublée que par un seul orage, où il avait connu les plaisirs de l'amitié et de la nature comme ceux de l'étude, il plaça toujours au premier rang des biens que le sort lui avait donnés, le bonheur d'être lié, par l'amitié comme par le sang, à un de ces hommes supérieurs que le sort accorde si rarement à la terre, et dont leurs contemporains sentent encore plus rarement tout le prix. Il respectait, il aimait dans son frère la vertu la plus courageuse, unie à la plus douce sensibilité; un caractère indulgent dans l'amitié, inflexible dans les intérêts publics, et cette passion de la justice et du bonheur des hommes, qui élève l'âme au-dessus de l'opinion et dissipe les préjugés, parce qu'elle apprend à les envisager sans intérêt et sans crainte. Plus âgé de quelques années que son frère, Turgot avait vu se développer en lui cette intelligence vaste et profonde à laquelle rien n'échappait, et qui pénétrait toujours au delà de ce que les autres avaient saisi. Il avait vu cette âme sensible et pure s'élever aux grandes vertus par la force de sa raison et de sa conscience, comme par l'habitude de l'amitié et la pratique des devoirs de la vie privée. Il l'avait suivi dans ses travaux politiques, lorsqu'il formait dans le silence ce système qui fondait sur quelques vérités simples, sur quelques principes dictés par la raison et par la justice, l'édifice entier des sciences politiques. Il le vit ensuite, dans un court ministère, tourmenté par la maladie, persécuté par

l'envie et par la cupidité, fidèle à la confiance du prince sans trahir les droits des citoyens, servir la nation sans songer à capter ses suffrages; briser d'une main ferme, au milieu des orages, les chaînes qui accablaient les propriétés et les hommes, ne regretter, en perdant sa place, que la destruction du bien qu'il avait osé faire, et se consoler avec l'idée que ce bien renaîtrait un jour par la force invincible de la vérité.

Mais il était condamné au malheur de perdre ce frère qui avait été, dans les circonstances difficiles de la vie, son guide, son consolateur et son appui; malheur partagé par la nation, qui l'avait connu trop tard, et qui depuis, dans ses maux comme dans ses espérances, n'a cessé d'appeler, par de vains regrets, ce génie restaurateur, dont les lumières sûres ne laissaient à craindre aucune erreur, en qui la vertu ne permettait de soupçonner aucun retour de lui-même, dont le caractère éloignait toute idée de faiblesse, en un mot qui semblait formé par la nature pour ces moments heureux, mais difficiles, d'une création nouvelle, où la vérité et la vertu peuvent exercer tout leur empire, mais où les passions, l'ignorance et les fausses lumières, ne peuvent céder qu'à l'ascendant d'une raison simple et profonde, d'une âme élevée au-dessus de toutes les craintes, et inaccessible à tous les prestiges de la gloire.

Il mourut le 21 octobre 1789.

ÉLOGE

DE

MICHEL DE L'HÔPITAL,

CHANCELIER DE FRANCE.

DISCOURS

PRÉSENTÉ A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, EN 1777.

> Nec vitæ animæque peperci,
> Dum patriæ prodesse meæ, prodesseque regi
> Spes fuit.
>
> L'HÔPITAL, *ad Bart. Faium.*

Le citoyen vertueux que tourmente le spectacle des malheurs publics, s'efforce d'échapper au sentiment qui flétrit son âme et qui la déchire : il a besoin de croire que du moins ces malheurs ne seront pas éternels ; et comment son cœur ne s'ouvrirait-il pas à cette douce espérance, lorsque, réfléchissant sur la nature humaine, il voit que pour s'assurer le bonheur, autant du moins que le bonheur peut appartenir à des êtres sensibles et périssables, il suffirait aux hommes de le vouloir, puisque leurs plus grands malheurs naissent d'une foule de vices et de préjugés qui ne sont pas l'ouvrage de la nature?

s'élève à la source de ces malheurs; il voit que ...r les réparer, il ne faudrait qu'éclairer les peu...s sur leurs vrais intérêts, et qu'un petit nombre ...e vérités simples établirait le bonheur du genre ...umain sur une base inébranlable.

Mais si, descendant de ces spéculations, il jette un regard sur la terre, s'il consulte la triste expérience de tous les siècles, que lui montreront les annales de l'histoire? Les peuples traités par leurs souverains comme de vils troupeaux, dont la vie et la postérité leur appartiennent; l'homme injuste et puissant, franchissant la barrière des lois toujours trop faibles contre lui, ou trouvant dans les lois mêmes des moyens sûrs et terribles de violer avec plus d'impunité les droits qu'elles devaient défendre. Il verra les impôts que la nation a payés pour les besoins publics de la nation, être la solde de ceux qui forgent ses fers; la réforme des abus ouvrir la porte à des abus nouveaux; et la vertu même devenir funeste, lorsque ses efforts, trop faibles pour réprimer les méchants, n'ont servi qu'à les irriter; alors, pénétré d'un dégoût mortel, il se dira : Le genre humain est donc condamné à des maux irréparables; et il ne reste plus à l'homme de bien que de n'être ni le complice ni le témoin des malheurs de ses semblables.

Un pays où cette triste pensée occuperait le cœur des hommes vertueux, toucherait sans doute au moment de sa décadence. Alors il faudrait leur montrer l'exemple de ces génies bienfaisants et courageux, qui, ne pouvant exécuter les opérations

grandes et utiles qu'ils avaient conçues, n'ont pas dédaigné de faire le bien que les circonstances leur permettaient, inaccessibles au découragement comme à la crainte, et n'ayant pas même besoin de l'espérance du succès pour faire au bonheur public le sacrifice de leur vie entière.

Tel fut le chancelier de l'Hôpital. Au milieu du plus violent fanatisme, il fit entendre la voix de la raison et de l'humanité; au sein de l'anarchie et de la révolte, il défendit avec un courage égal, et l'autorité du roi et les droits de la nation; la corruption de son siècle, les intrigues de la cour n'altérèrent ni son intégrité, ni sa franchise; et lorsque tous ne songeaient qu'à établir leur fortune sur les malheurs publics, seul il veillait pour la patrie.

Aussi, Messieurs, je ne puis regarder comme un simple hommage l'éloge que vous voulez consacrer aux vertus du chancelier de l'Hôpital; et j'ose supposer aux sages à qui il appartient de distribuer la gloire, au nom de la nation, des vues plus grandes et plus utiles encore.

C'est un exemple que vous proposez à ceux qui, ayant reçu de la nature des talents distingués, et se trouvant placés dans des circonstances difficiles, auraient à choisir entre leur repos et le bonheur public: qu'ils comparent avec leur siècle le siècle affreux où l'Hôpital fut ministre; qu'ils contemplent les grandes choses qu'il a cependant osé entreprendre; et qu'ils tremblent de se rendre plus malheureux que les auteurs mêmes du mal, car c'est pour

l'homme vertueux et faible que les remords sont un supplice.

Forcé de m'arrêter sur une longue suite de désordres et de barbaries, je ne parlerai point de sang-froid de ce qu'il est impossible de voir sans indignation. Eh ! pourquoi craindrais-je de haïr les ennemis de ma patrie ? C'est le seul genre de haine dont le sentiment ne soit point pénible : malheur au peuple où cette haine ne régnerait plus que dans un petit nombre d'âmes échappées à l'avilissement ! Malheur surtout à la nation où elle serait regardée comme un ridicule ou comme un crime, où l'on donnerait le nom de raison à l'indifférence pour les maux publics ! Qu'importe à l'homme de bien, si les âmes viles qui ne s'indignent contre le crime que lorsqu'il blesse leurs intérêts, si les hommes corrompus qui tremblent en secret pour eux-mêmes, l'accusent d'être méchant lorsqu'il n'est que juste ! Il lui suffit de pouvoir se dire à lui-même : Ma voix est pure ; elle n'a flétri que les ennemis de la vertu et les oppresseurs du peuple.

On me reprochera peut-être de montrer les hommes sous des couleurs trop odieuses ; mais qu'on daigne se souvenir que j'ai à peindre, et le siècle le plus coupable peut-être dont les annales du monde aient transmis la mémoire, et dans ce siècle les classes les plus élevées, c'est-à-dire, les plus corrompues de la société : alors, on ne m'accusera point d'avoir calomnié la nature humaine. C'est parce que je crois l'homme naturellement bon, que je m'indigne contre ceux qui le rendent l'instrument

du malheur de ses semblables : le philosophe qui croit l'homme méchant, doit voir tranquillement des crimes qui ne sont à ses yeux que la suite nécessaire de l'ordre du monde.

Ministres des autels, magistrats, chefs de la noblesse, pardonnez si je retrace les fautes de vos prédécesseurs ou de vos ancêtres. Quand j'oserais dissimuler la vérité, pourrais-je l'anéantir? Et que ferait un lâche déguisement, sinon de laisser à la postérité un coupable de plus à flétrir? Si ces crimes sont une tache pour vous, ce n'est qu'à force de vertus que vous pouvez l'effacer; et le seul moyen de faire oublier les maux qu'ont faits vos ancêtres, c'est de les réparer.

Je parlerai des atrocités que le fanatisme a inspirées, sans craindre que ceux qui aiment la religion puissent m'en faire un crime. Si la religion a été établie pour le bonheur des hommes, par un Dieu leur père commun, certes, ce n'est pas elle qui allume des bûchers et ordonne des massacres.

Je dirai qu'il y avait des abus dans l'Église : comparez les mœurs de notre clergé, ses lumières, l'ordre qui règne dans l'exercice de sa juridiction, la morale qu'il enseigne au peuple, avec ce qu'était au seizième siècle ce même clergé, et osez prétendre qu'il n'y avait point alors d'abus à réformer.

L'Hôpital disait aux magistrats assemblés à Rouen : « Vous êtes les juges du droit et non de la doctrine; « il ne s'agit pas de décider lequel est le meil« leur chrétien, mais de quel côté est la justice. » On peut adresser ces mêmes paroles à l'historien,

... le l'historien sont les mêmes.

... avant qu'il fût chancelier.

... de Michel de l'Hôpital (1), dirigée par ... et éclairé, n'était pas finie lorsqu'il re... bien supérieures, celles de l'adversité. ... médecin du connétable de Bourbon. ... avaient apporté des forêts de la Ger... ...habitude de regarder la fidélité à son chef ... premier de tous les devoirs, et cette opi... ...subsistait encore au milieu des débris du gou... ...vernement féodal : Jean de l'Hôpital suivit le sort ... prince, sans croire trahir sa patrie, à qui, ... exil même, il eut le bonheur de pouvoir se ... utile (2).

... fils, arrêté aussitôt après la fuite de son père, ...bientôt relâché, l'alla rejoindre en Italie; là, sans ..., sans patrie, il se conduisit en homme qui ... qu'il n'a rien à attendre que de sa vertu et de ... génie. Son savoir, dans un âge où l'étendue des ...connaissances prouve celle de l'esprit; son éloquence, son talent pour la poésie, son ardeur insatiable pour s'instruire; des mœurs douces et pures; une âme courageuse et sensible, capable d'aimer, et que l'infortune ne pouvait abattre; son caractère,

(1) Il naquit, en 1506, à Aigueperse, en Auvergne.

(2) Il avait travaillé à ménager la paix entre la France et l'empereur.

dont, malgré sa jeunesse, plusieurs traits avaient décelé déjà l'élévation et la force : toutes ces qualités, que le malheur rendait plus intéressantes encore, lui méritèrent de puissants protecteurs. Ils se félicitaient d'avoir trouvé un homme dont les talents et la reconnaissance leur promettaient un secours utile, et qui ne pouvait devenir leur rival.

Le cardinal de Grammont engagea l'Hôpital à le suivre en France (1); il eut l'honneur de rendre à leur commune patrie ce citoyen rejeté par elle dès son enfance, et que la nature avait destiné à en être un jour l'honneur et l'appui : mais déchu bientôt de toutes ses espérances par la mort trop prompte du cardinal, l'Hôpital resta sans place, sans protecteur. Heureusement, le lieutenant criminel Morin devina son génie; il donna sa fille et une charge de conseiller au parlement à ce jeune homme sans fortune, qui n'avait hérité de ses parents qu'un nom flétri et odieux à la cour.

L'Hôpital ne tarda pas longtemps à éprouver le dégoût inséparable de la monotonie de ses fonctions : lui-même, dans ses lettres, se compare à Sisyphe, obligé chaque jour de porter au haut d'une montagne un rocher qui retombe chaque jour; non que l'Hôpital regardât les fonctions de juge comme peu difficiles et peu importantes : mais, contraint de suivre une jurisprudence où il découvrait sans cesse

(1) La profonde connaissance que l'Hôpital avait du droit romain, lui avait mérité, avant l'âge de vingt-cinq ans, une place d'auditeur de Rote : il la quitta pour revenir en France.

de nouveaux abus, d'appliquer des lois qu'il aurait voulu réformer, de juger des procès lorsque son génie le portait à approfondir les grands principes de la législation, il se voyait forcé d'employer à discuter des intérêts incertains et minutieux, un temps qu'il brûlait de consacrer tout entier à la recherche de la vérité; son âme, que le seul plaisir d'avoir été juste ne pouvait remplir, était dévorée du désir de réparer cette foule de maux dont il apprenait tous les jours à mieux connaître l'étendue et la profondeur. Pour les grands génies et les âmes élevées, il n'y a que deux plaisirs, celui de servir son pays, et celui de découvrir des vérités; ou plutôt il n'y en a qu'un, celui d'être utile à ses semblables; car la découverte de la vérité est un des plus sûrs moyens de faire du bien aux hommes.

La place de chancelier de France était remplie par Olivier, digne alors d'être l'ami de l'Hôpital : homme simple dans ses mœurs et ferme dans sa conduite, d'un caractère modéré, d'une âme élevée et forte; indigné des vices de la cour, mais restant à la cour pour tempérer les funestes effets de ces vices; opposant aux déprédations des favoris son exemple et l'autorité de sa place; prêt à la perdre plutôt que de cesser d'être l'homme de la nation, mais plus propre à s'opposer au mal qu'à en chercher les sources et à les tarir; agissant peu, mais peut-être par cela même plus fort contre la calomnie et contre l'intrigue.

Olivier connaissait les talents de l'Hôpital : il fit consentir le fils de François Ier à employer une créa-

ture du connétable de Bourbon : l'Hôpital fut député au concile de Bologne (1).

Des gouvernements flottant entre le despotisme et l'anarchie, une administration qui n'avait d'autre plan que d'augmenter par des voies sourdes les profits du fisc, une législation qui n'était qu'un amas de coutumes nées dans les temps barbares, un peuple ignorant et fanatique, des mœurs à la fois féroces et corrompues, une noblesse superstitieuse et débauchée, avide de plaisirs et de combats, livrée à tous les vices, et capable à la fois des plus grands crimes et des actions les plus héroïques : tel était le spectacle qu'offraient alors toutes les nations chrétiennes. Il ne fallait qu'un prétexte pour allumer la guerre civile d'un bout de l'Europe à l'autre, et les nouvelles opinions fournissaient ce prétexte. Déjà le sang avait coulé en Allemagne; déjà l'Angleterre avait été agitée de troubles et de complots; déjà les bûchers allumés en Flandre, en Espagne, en France, et les massacres des vallées de Piémont avaient excité dans les novateurs le désir de la vengeance : tout annonçait à l'Europe, et surtout à la France, d'horribles désastres; les guerres des Albigeois et celles des Hussites montraient assez à quelles horreurs on devait s'attendre, lorsque ce fléau des guerres religieuses, resserré jusqu'alors dans un petit espace, viendrait étendre ses fureurs dans de vastes contrées, et que le genre humain serait sans asile.

(1) Le concile, d'abord convoqué à Trente, venait d'être transféré à Bologne.

La paix de l'Église paraissait le seul moyen de sauver l'Europe, et l'Hôpital ne pouvait plus se plaindre d'être livré à des objets indignes de son génie : mais, arrivé à Bologne, il vit qu'il était le seul qui daignât s'occuper du repos des peuples et des intérêts de la religion; les autres se livraient à des discussions que peut-être ils avaient le malheur de croire plus importantes. Il s'agissait de savoir si le concile se tiendrait en Allemagne ou en Italie, dans les États du pape ou dans ceux de la maison d'Autriche, qui, de Paul III ou de Charles-Quint, y serait le maître. L'Hôpital sentit bientôt qu'il n'avait rien à faire à Bologne; il demanda son rappel, l'obtint, et revint dans sa patrie reprendre ses fonctions.

Olivier fut obligé de quitter le ministère peu de temps après; le dépérissement de sa santé était le prétexte de la retraite à laquelle on le forçait : car les favoris qui portèrent Henri II à délivrer sa cour des regards d'un homme vertueux, voulurent du moins épargner à ce prince la honte d'avoir à rougir aux yeux de la nation.

On donna les sceaux à Bertrandi, ministre vendu à tout ce qui avait l'apparence du crédit, ne refusant rien aux grands, pas même des grâces contradictoires (1); tremblant devant les tyrans de la cour et des provinces; hardi lorsqu'il s'agissait de faire

(1) On porta au parlement, dans une même affaire, sept lettres du sceau, toutes expédiées par Bertrandi, trois en faveur d'une des parties, et quatre en faveur de la partie adverse. Un courtisan dit à cette occasion : *Bertrandi aime tant à sceller, que si je lui envoyais mon mulet, il le scellerait.* (Mém. du temps.)

des lois de sang, ou de violer celles qui assurent nos libertés. S'il a échappé à l'exécration des siècles suivants, c'est que toujours vil au sein de la puissance, toujours subalterne, même en occupant les premières places, il fut trop petit pour attirer les regards de la postérité.

Olivier ne regretta point la perte de sa place, ni l'Hôpital celle de ses espérances; ils ne pleurèrent que sur leur patrie, et se félicitèrent de n'être plus exposés à devenir, malgré eux, les instruments de ses malheurs (1).

Cependant l'Hôpital n'était pas sans protecteurs. Le cardinal de Tournon, le cardinal de Lorraine auraient été jaloux d'acquérir des droits sur sa reconnaissance : mais ils n'étaient pas dignes d'être les bienfaiteurs d'un homme vertueux; et l'honneur de mettre enfin l'Hôpital à sa véritable place était réservé à une âme plus pure.

Marguerite de Valois, fille de François Ier, avait hérité de l'amour de son père pour les savants; elle s'était servie plus d'une fois de son crédit sur l'esprit de son frère pour combattre la politique cruelle de ses ministres, qui croyaient ne pouvoir se brouiller impunément avec le pape, si le supplice de quelques hérétiques n'attestait la pureté de leur foi.

On fit connaître l'Hôpital à cette princesse; elle vit en lui un homme d'État plus habile que tous les machiavélistes de la cour, et qui pourtant n'avait

(1) Voyez les poésies de l'Hôpital.

pour toute politique que de la franchise et du courage; un savant en qui l'étude des objets les plus sévères n'avait point étouffé les grâces naturelles; un magistrat que l'habitude des affaires n'avait pas empêché de sentir vivement le prix et les douceurs de l'amitié; et bientôt il fut admis dans sa familiarité.

Quelque corrompu que puisse être un prince par l'orgueil du pouvoir et par le charme des plaisirs, il est impossible que dans quelques moments il ne soit effrayé de l'idée de faire le malheur de plusieurs millions d'hommes, et d'avoir à en répondre. Dans un de ces moments, Henri désire d'opposer une barrière à l'insatiable avidité de ses courtisans, à la rapacité des traitants, à sa propre faiblesse : sa sœur lui propose l'Hôpital, l'Hôpital est accepté; et pour lui donner un titre qui puisse l'associer à l'administration des finances, on crée pour lui une seconde charge de premier président de la chambre des comptes.

L'Hôpital à la tête des finances.

Le produit des impôts appartient à l'État, et ne peut être légitimement employé que pour l'avantage du peuple qui les a payés. Fidèle à cette maxime, l'Hôpital refusa constamment de ratifier des dons que le suffrage de la nation n'aurait pas confirmés; il rejeta des comptes toutes les dépenses qui n'avaient pas le service public pour objet. Les déprédations furent réprimées, malgré la puissance de

leurs protecteurs, ou publics ou secrets. Enfin, pour effrayer ceux qui oseraient à l'avenir élever, sur les débris du peuple, l'édifice d'une fortune scandaleuse, l'Hôpital ne crut pas être injuste en recherchant la fortune des traitants. On n'avait pas encore imaginé qu'on pût être innocent en profitant des malheurs publics, et qu'une grande fortune, faite aux dépens de la nation, pût n'être pas un crime(1).

Cette conduite fit à l'Hôpital bien des ennemis : il eut tous ceux de la patrie ; mais il dédaigna également leurs offres et leurs menaces ; il ne sacrifia point à leur faveur, quelque utile qu'elle pût être, le serment qu'il avait fait au roi et à la nation : il ne voulut point, pour augmenter les richesses des courtisans, laisser errer *le soldat sans paye* (2) dans les provinces et les ravager, ou livrer le peuple aux traitants, brigands plus destructeurs encore.

Cependant l'édit des semestres (3) vint fournir un

(1) Il serait plus utile que ce genre de crime ne fût puni que par l'opinion ; il deviendrait plus rare, si ceux qui le commettent étaient aussi méprisés qu'ils sont méprisables.

(2) Voyez les poésies de l'Hôpital.

(3) Cet édit partageait le parlement en deux semestres, et créait des charges nouvelles. Des appointements fixes, payés par le gouvernement, devaient remplacer les épices. La cour n'avait songé qu'à se procurer, par la vente des nouveaux offices, un secours momentané. L'Hôpital consentit à cet édit, et se chargea même de le dresser. Il avait vu des juges rechercher, avec une avidité scandaleuse, les affaires qui devaient produire des épices considérables ; d'autres, prolonger ou embrouiller les procès, pour les rendre plus lucratifs ; quelques-uns, abuser de leur crédit pour s'arroger des épices énormes. Il crut que le peuple ga-

prétexte aux ennemis de l'Hôpital : on l'accuse d'avoir trahi le corps dont il avait été membre, comme s'il y avait pour un citoyen d'autres devoirs que ceux qui l'enchaînent à la patrie. Ces mêmes hommes, qui le haïssaient parce qu'il avait défendu le peuple contre la cour, lui reprochent d'avoir vendu à la cour les intérêts du peuple; il n'a voulu qu'abolir les épices, qu'il regarde comme une source de corruption, et on crie qu'il veut introduire la corruption dans la magistrature!

L'Hôpital fut accablé de ces reproches; il ne pouvait se repentir d'avoir obéi à ses lumières et à sa

gnerait encore à la destruction de ces abus, si déshonorants pour la magistrature, quand bien même il eût fallu augmenter un peu la dette nationale. S'il se fût refusé à ce moyen, on en eût trouvé d'autres qui peut-être n'eussent été qu'onéreux.

On prétendit alors que cet édit ouvrait la porte au pouvoir arbitraire, et qu'il suffirait à la cour de séduire un semestre. Cependant la cour eut à peine reçu le prix des nouvelles charges, qu'elle cessa de payer les appointements, laissa les épices se rétablir, et renonça aux vues profondes que les hommes zélés pour la liberté publique et pour les épices lui avaient supposées.

L'Hôpital, qu'on accusait d'avidité et d'ambition, était alors si pauvre, qu'il ne pouvait donner une dot à sa fille; et il avait si peu de crédit, qu'il fut obligé d'employer celui de Marguerite de Valois pour obtenir de la cour l'agrément d'une charge de maître des requêtes, qu'on lui avait promise pour son gendre.

Il encourut encore, dans la suite, le même reproche d'avidité, pour avoir cédé aux instances de Charles IX, qui, instruit de sa pauvreté, le força d'accepter un don de cinquante mille livres. A la vérité, les hommes qui lui faisaient ces reproches étaient des courtisans déjà enrichis des dons du prince, et qui passaient leur vie à solliciter de nouvelles grâces.

conscience : mais il était vertueux et sensible; il aimait la gloire, et il se voyait accusé et condamné par la voix publique, trop souvent inexorable pour l'homme de bien, et indulgente pour les hommes corrompus.

C'est dans le cœur de ses amis qu'il cherche la force de résister à ce malheur, le plus grand qu'un homme vertueux puisse éprouver après celui du remords. Il interroge tous ceux qui connaissent sa vie, qui l'ont vu exercer ces fonctions qu'alors il cherchait à rendre plus nobles encore; il leur demande s'ils ont rien aperçu en lui qui puisse le faire juger capable d'immoler son devoir à l'avidité, à l'ambition, à l'esprit de parti, et par où il a mérité qu'on le force de détester la vie (1).

L'édit des semestres fut bientôt oublié; et l'Hôpital, chargé de la renommée d'un homme ennemi des abus, resta exposé à la haine de ceux que ces abus font vivre.

Mais ne le plaignons point d'avoir obtenu la haine des ennemis du peuple; pour une âme forte, cette haine est un bien : c'est la preuve la plus frappante qu'on a servi la patrie. Le peuple ignorant, facile à séduire, se trompe aisément sur le bien qu'on lui fait; ses ennemis, plus éclairés, plus attentifs à leurs intérêts, ne se trompent point. Le peuple peut méconnaître celui qu'il doit aimer; les ennemis du peuple connaissent bien mieux celui qu'ils doivent haïr.

(1) Voyez les poésies de l'Hôpital.

L'Hôpital touchait au moment où, exposé aux regards de la nation entière, la calomnie ne pourrait plus rien contre sa gloire. Il est rare que ceux qui, des derniers rangs de la société, s'élèvent aux premières places, y arrivent avec une réputation sans tache. L'envie peut trop aisément verser ses poisons sur une vie obscure; ne serait-il pas à la fois plus juste, plus sûr, et même plus utile, de juger alors des commencements de la vie d'un homme d'État, par sa conduite dans les places où il lui est aussi impossible de cacher ses crimes qu'à ses ennemis de lui en supposer? Irons-nous donc chercher, dans la poussière de nos archives, de quoi confondre ceux qui ont accusé l'Hôpital d'ingratitude, d'avidité, de bassesse, d'ambition? Non; mais nous demanderons si, pendant qu'il fut chancelier, il trahit la confiance du roi ou la cause du peuple, s'il augmenta sa fortune, s'il abaissa devant les favoris la hauteur de son caractère, s'il acheta aux dépens de la vérité le triste avantage de conserver son crédit, en perdant son honneur. La conduite de l'Hôpital, durant son ministère, est la seule bonne apologie de la manière dont il y est parvenu. Voyons cependant si ce moment de la vie de l'Hôpital a même eu besoin d'apologie.

Henri II venait de mourir; le cardinal de Lorraine, oncle de Marie Stuart, femme du jeune François II, était devenu le maître du roi et de la France. Jaloux de l'approbation publique, comme le sont tous ceux qui commencent à jouir de l'autorité, il avait rappelé Olivier. Bertrandi fut dédommagé par tout ce

qui peut flatter une âme vile, de l'argent et des honneurs.

Mais le cardinal sentit bientôt qu'il lui en coûterait trop pour mériter des applaudissements durables, et il crut qu'il pouvait, sans danger, déployer tout son caractère (1).

Les chefs des grandes familles françaises, ceux des princes du sang dont la puissance et les talents sont à craindre, dénoncés à la nation comme des ennemis du culte public, sont éloignés de la cour. Un bruit sourd commence à s'accréditer, que l'on n'attend des héritiers d'aucun des enfants de Henri II; et le dessein d'armer les catholiques contre les protestants, et de placer par leurs mains la couronne de France sur la tête des princes de la maison de Guise, s'annonce déjà d'une manière effrayante.

Le roi était détenu par le cardinal dans une espèce de prison. Les partisans de la maison de Bourbon (2) osèrent former le dessein d'enlever le roi à ses mi-

(1) Le trésor royal ne peut suffire à payer les sommes qui sont dues; le cardinal défend, *sous peine de mort*, d'en solliciter le payement.

Les lois sanglantes, publiées contre les protestants, sont exécutées à la rigueur.

C'est un crime capital d'être soupçonné d'avoir écrit contre le premier ministre, et même d'avoir plaint ceux qu'on traîne à la mort pour ce crime imaginaire.

Un gentilhomme, suspect au cardinal, est appliqué en secret à la question dans une prison d'État, et meurt dans les tortures.

(2) Ils avaient à leur tête le beau-frère de ce même gentilhomme, sacrifié avec tant de barbarie aux soupçons du cardinal de Lorraine.

nistres, et de sauver la France. Le moyen qu'ils employèrent était un crime qu'aucune intention ne pouvait justifier; mais la manière dont le cardinal de Lorraine en punit les auteurs fut plus criminelle encore. Le meurtre de plusieurs milliers d'hommes, ou massacrés, ou livrés aux supplices, en ne conservant des formes légales que ce qu'il fallait pour en rendre la violation plus odieuse, souleva toute la nation. Olivier, affaibli par l'âge, trop éclairé pour ne pas prévoir les maux dont la France était menacée, trop faible pour résister aux ordres du cardinal de Lorraine, trop vertueux pour les exécuter sans remords, et pour se croire justifié en disant qu'il n'avait fait qu'obéir; Olivier signa, en gémissant, ces ordres sanguinaires, et mourut de chagrin et de repentir : il fallut lui nommer un successeur.

Il n'eût pas été difficile au cardinal de Lorraine de trouver un esclave; mais il croyait avoir besoin d'un appui : la troupe de ses flatteurs, le génie de son frère, l'autorité du roi qu'on savait déjà trop être incapable d'avoir une volonté, paraissaient au cardinal de trop faibles remparts contre la France indignée.

Catherine de Médicis, qui, durant la vie de Henri II, n'avait été jalouse que du crédit de la duchesse de Valentinois, vit avec douleur, sous le règne de son fils, le crédit passer entre les mains de Marie Stuart et de ses oncles. Avide du pouvoir, et ne sachant ni s'en servir ni le conserver; lâche dans le danger, mais insultant avec audace à l'opinion, aux lois, au bonheur du peuple; se livrant au crime

sans remords, et le regardant comme un simple moyen de politique ; se croyant plus habile à mesure qu'elle augmentait la liste de ses atrocités, mais affable et sachant se faire aimer de cette classe d'hommes malheureusement trop nombreuse, qui pardonne aux princes d'oublier dans leur conduite qu'ils sont des hommes, pourvu que dans leurs manières ils paraissent s'en souvenir quelquefois ; bienfaisante, mais de cette bienfaisance qui est utile aux courtisans et funeste aux peuples : telle était Catherine. Elle voulait alors qu'un chancelier, qui fût son ouvrage, l'aidât à balancer le pouvoir des Guises : elle n'aurait pas eu le crédit de faire nommer un de leurs ennemis; il fallait donc choisir parmi les hommes trop peu considérables encore pour que leur parti, leurs opinions fussent connus ; mais il fallait aussi un magistrat qui réparât l'obscurité de sa naissance par l'éclat de sa réputation. L'Hôpital lui parut propre à remplir ses vues, et elle eut l'art de le faire accepter, ou plutôt de le faire choisir par les Guises. Ainsi, l'élévation du chancelier de l'Hôpital fut le fruit d'une intrigue. Les hommes de génie parviennent donc quelquefois aux places que la nature leur a marquées; mais trop souvent c'est l'erreur, et non la justice qui les y porte : aussi leurs protecteurs sont-ils les premiers à devenir leurs ennemis, lorsqu'ils trouvent un homme où ils espéraient ne trouver qu'un complice. L'Hôpital, éloigné de la cour, était innocent de ces intrigues (1), et il lui fut permis d'être vertueux,

(1) Lorsque l'Hôpital fut nommé chancelier de France, il était

sans avoir même à se reprocher d'avoir trompé ceux à qui il devait son élévation.

L'Hôpital, chancelier, ministre et homme d'État.

Chef de la magistrature, conservateur des lois, défenseur du peuple, et législateur, l'Hôpital sentit toute l'étendue des devoirs que ces différents titres lui imposaient.

Chef de la magistrature, le chancelier ne doit jamais perdre de vue que les magistrats ont été institués pour le peuple, et que, placé à leur tête, il leur doit, non de défendre leurs prétentions, mais

chancelière de Marguerite de Valois, devenue duchesse de Savoie, et avait suivi cette princesse en Italie.

Si le cardinal de Lorraine n'avait cherché qu'un homme dévoué à ses projets, Bertrandi avait fait ses preuves. Il avait présidé, sous Henri II, au lit de justice où ... du Bourg fut arrêté, et dressé les lettres patentes de la commission qui le jugea.

C'est seulement à Catherine que l'Hôpital dut sa place, et elle eut soin de l'en instruire. [illegible]

[illegible]

de leur assurer la liberté de remplir leurs devoirs. Si la crainte, la bassesse, l'avidité, la partialité corrompent la pureté des jugements; si les tribunaux font servir à leur propre ambition le pouvoir dont ils sont armés pour la sûreté publique; si l'esprit de corps étouffe l'esprit d'équité; si le zèle de secte ou de parti altère le zèle de la justice; si les magistrats s'abaissent jusqu'à se rendre les instruments des passions des hommes puissants, ou les complices de leurs intrigues; s'ils négligent leurs fonctions utiles, pour aspirer à un simulacre de pouvoir qu'ils ne peuvent obtenir qu'aux dépens de la prospérité publique : qu'alors, ils trouvent dans leur chef, un censeur plus occupé de les éclairer que de les punir, plus redoutable par l'autorité de ses lumières et de ses exemples, que par le pouvoir de sa place, et qui sache que les reproches de l'homme puissant ne sont qu'une injure, mais que ceux de l'homme vertueux peuvent être des leçons utiles.

Conservateur des lois, placé entre la nation et le souverain, le chancelier appartient à tous deux, et n'appartient qu'à eux seuls; s'il se souvient qu'il peut avoir d'autres intérêts, d'autres liaisons, il n'est qu'un traître.

C'est à lui de défendre auprès du prince les droits du peuple, que jamais les rois n'ont intérêt de violer : c'est à lui de défendre les droits du souverain, contre tous ceux qui voudraient exercer, au nom de la nation, un pouvoir qu'elle ne leur a pas confié.

C'est à lui d'invoquer hautement le nom de la

justice au milieu des clameurs de l'ambition qui appelle la guerre, de l'avidité qui demande qu'on lui livre le sang du peuple, des factions qui combattent pour le despotisme ou pour l'anarchie.

Défenseur du peuple, qui souvent même sans connaître son nom jouit de sa sagesse et de son courage, utile au monarque, dont il défend l'honneur et la conscience en combattant souvent ses volontés, un chancelier demeure en butte à tous les méchants: aussi, tandis que toutes les autres places du ministère ont été révocables à la première volonté du souverain, une loi ancienne a voulu que celle du chancelier ne pût lui être ôtée que par un jugement régulier; que celui qui est chargé du maintien des lois fût protégé par elles, et que l'homme de la nation ne fût pas livré sans défense aux ennemis de la nation.

Législateur enfin, le chancelier sentira que s'il doit maintenir l'exécution des lois tant qu'elles subsistent, il doit également n'en pas laisser subsister de mauvaises; que plus il importe que les lois soient respectées, plus il est essentiel qu'il n'y en ait que de bonnes; qu'enfin, si c'est toujours un mal de violer les lois, c'est souvent un très-grand bien de les réformer.

Proscrire toutes ces lois contraires à la raison et à la nature, qu'aucune puissance ne peut légitimer, et qu'on ne peut volontairement tolérer sans se rendre coupable; abolir toutes ces lois cruelles, qui servent moins à donner de l'horreur pour le crime, qu'à inspirer pour les criminels une pitié dangereuse, et

qui rendent les mœurs plus atroces sans rendre le crime moins fréquent ; abandonner au mépris public les actions secrètes, dont les preuves obscures, incertaines, ne peuvent s'acquérir que par la trahison et le scandale, ces actions que la morale condamne, mais que la loi ne peut punir sans exposer à une oppression arbitraire l'honneur et la sûreté des citoyens.

Veiller à ce qu'il n'y ait aucun droit des hommes qui puisse être violé sans enfreindre une loi positive, afin que le silence de la loi ne mette pas à couvert celui que le droit de la nature défend d'absoudre ; mais éviter plus soigneusement encore les lois inutiles, celles qui statuent sur des objets indifférents au bonheur public ; car toute loi qui n'est pas nécessaire est un acte de tyrannie.

Changer toutes ces institutions, qui, mettant la loi en contradiction avec les principes de l'honneur ou des mœurs publiques, forcent l'homme de bien de s'élever au-dessus des lois ; supprimer les lois anciennes devenues contraires aux préjugés et aux usages actuels ; car il ne faut point accoutumer le peuple à se faire un jeu de transgresser les lois (1).

Craindre même de publier de bonnes lois, lorsque des préjugés ou des factions pourraient en empêcher l'exécution ; car c'est un grand mal qu'une bonne loi qui n'est pas exécutée.

(1) Ces lois, tombées en désuétude, mais que les ministres de la justice peuvent remettre en vigueur, ne servent qu'à donner des armes aux méchants contre l'homme vertueux, à qui l'on ne peut supposer que des crimes imaginaires.

Régler les formalités qui assurent au citoyen la jouissance de ses droits; mais ne point perdre de vue, en les réglant, avec quelle habileté funeste on peut trouver dans ces formalités mêmes des moyens sûrs d'opprimer et de dépouiller le faible avec impunité.

Tels sont les devoirs d'un chancelier considéré comme législateur, jusqu'au moment où des circonstances plus heureuses lui permettront de créer une jurisprudence nouvelle, dégagée de ce vain fatras dont les préjugés de vingt nations et de vingt siècles ont surchargé notre législation, et d'établir sur des principes puisés dans la raison seule, un système de lois qui assure à l'homme la jouissance des avantages que lui procure l'état social, en lui ôtant le moins qu'il est possible des droits qu'il tient de la nature.

Pénétré de ces maximes, l'Hôpital oublia tout pour se souvenir qu'il devait au peuple l'exécution et la réforme des lois; à la nation, la conservation de ses droits; au roi, le maintien de son autorité légitime; à la magistrature, le soin d'y rétablir l'ordre et l'exemple de la vertu.

Quelle dut être la douleur de cet homme vertueux, lorsque, voyant de près la cour, il découvrit dans toute leur étendue les principes des maux de l'État, leurs funestes progrès et la difficulté des remèdes; lorsqu'il ne vit partout que la faiblesse ou la corruption, l'erreur ou le crime!

Un roi livré à des favoris qui le trahissaient, lui, son peuple et sa famille, et que cependant il était

impossible de détromper; Catherine, incapable de gouverner seule, et de se livrer à des conseils salutaires.

Le roi de Navarre, intrépide dans les batailles et contre le fer des assassins, timide partout ailleurs; humilié d'être roi sans couronne, et toujours prêt à sacrifier les intérêts de sa maison à l'espérance d'un trône imaginaire; gouverné par des femmes qui vendaient ses secrets à Catherine, et n'ayant de forces que contre une épouse supérieure à son sexe, et digne d'être la mère de Henri le Grand.

Condé, soldat et général, aimant les plaisirs, mais leur préférant la guerre, la faisant pour ne rien voir au-dessus de lui, et pour ne point abandonner les protestants qui l'avaient choisi pour leur défenseur; plus fidèle à leur cause et à celle de sa famille, qu'au roi et à la nation; ayant plutôt des qualités brillantes que des vertus, plus d'esprit que d'habileté, plus d'audace dans ses entreprises que de profondeur dans ses projets; plus capable de se créer une armée et de la mener au combat, que de suivre un plan de campagne; humain, généreux, aimable, tel, en un mot, que les catholiques lui pardonnèrent sa religion, et les protestants ses maîtresses.

Le cardinal de Lorraine, dont l'âme inaccessible aux remords, appartenait tout entière à l'ambition et à la haine, s'exposant à l'exécration publique, et assez petit pour armer les ministres de lois contre ceux qui l'attaquaient dans des satires; formant des projets vastes, les suivant avec opiniâtreté, mais souvent exposé par la violence de son caractère à

laisser pénétrer ses desseins; affectant pour la religion catholique un zèle que le scandale de ses mœurs et de son avidité ne permettait pas de croire sincère; feignant de pencher en secret pour les luthériens, afin de les engager à lui abandonner les calvinistes de France, tandis qu'il traitait avec les ministres de la maison d'Autriche pour exterminer à la fois tous les protestants; également prodigue des trésors et du sang de la nation; toujours prêt à ordonner des massacres et à exciter la guerre, mais ne pouvant voir une arme à feu sans trembler, parce qu'un astrologue l'avait menacé de périr d'un coup d'arquebuse.

Le duc de Guise, son frère, aussi ambitieux et politique plus profond encore, mais cachant l'audace de ses projets sous une modération apparente, et couvrant du masque de la franchise ses fourberies et ses complots : il avait servi la nation avant de l'opprimer; et Metz défendu, Calais rendu à la France au bout de deux siècles, Paris rassuré après la défaite de Saint-Quentin, avaient répandu sur son nom un éclat que ses vices ne purent ternir, et avaient inspiré pour lui un amour que les crimes de la guerre civile ne purent lui enlever.

Le connétable de Montmorency, fier d'un nom qui, depuis plus de six siècles, était le premier de la noblesse française, et rougissant de plier sous le pouvoir des Guises; général malheureux, mauvais politique, mais redoutable par le poids de son nom, par sa place, par ses alliances avec les Bourbons, par le nombre de ses fils, par la renommée de ses

neveux ; catholique zélé, sujet fidèle et par là d'autant plus à craindre, lorsqu'il s'élevait contre le parti des intolérants ou contre le ministère.

Cependant l'Hôpital regarde autour de lui ; il cherche un homme vertueux, qui partage son amour pour la patrie, et il n'en trouve point. Coligny seul eût été digne de le seconder, si Coligny n'eût été dans un parti contraire. Zélé pour la liberté religieuse et politique, indigné de voir des favoris avides et hypocrites opprimer le peuple au nom du roi, et égorger leurs ennemis au nom de Dieu, Coligny se croyait permis d'employer les armes des protestants pour établir en France une constitution plus libre ; il combattit son roi, sans cesser d'aimer et de vouloir servir sa patrie. L'Hôpital, fidèle au roi, lors même que le roi ordonnait des choses injustes, attaché à la religion de ses pères, mais ennemi de la persécution, défenseur de l'autorité royale, mais haïssant le despotisme, ne voyait d'autres moyens, pour sauver l'État, que d'éclairer le prince ; il combattait les factieux, mais il croyait que la raison et les lois sont les seules armes des bons citoyens.

Le chancelier se pliait à tout ce qui pouvait reculer les horreurs de la guerre civile ; l'amiral la regardait comme un remède terrible, mais devenu nécessaire.

L'Hôpital, magistrat intrépide, vit les tumultes de la guerre civile s'élever autour de lui sans que la sérénité de son âme en fût altérée ; Coligny montra contre les intrigues et les menaces de la cour ce courage tranquille qui ne l'avait jamais abandonné dans les combats.

Le chancelier, tempérant, par les grâces de son esprit et la simplicité de ses mœurs, l'austérité de ses principes et la force de son caractère; l'amiral, incapable de cette heureuse flexibilité, annonçant, par son air et même par son silence, ce qu'avaient à craindre de lui ses ennemis et ceux de l'État.

L'Hôpital occupé, lorsque l'intrigue arrêtait ses desseins pacifiques, à laisser du moins quelques bonnes lois à son pays; Coligny profitant des intervalles de la guerre civile pour suivre ses grandes vues, et pour établir un second empire dans un autre hémisphère.

Respectables tous deux par des mœurs austères, par une probité que leurs ennemis mêmes n'osèrent soupçonner : l'Hôpital d'une vertu plus pure; Coligny d'une vertu plus forte; tous deux terribles aux traitants et aux favoris, aux esclaves de la cour et aux tyrans du peuple, aux fanatiques et aux factieux; tous deux également redoutés et haïs des puissances ennemies de la France; tous deux l'éternel objet des complots, de l'intrigue, de la calomnie, et dédaignant même de s'en apercevoir : ils succombèrent enfin sous les artifices de leurs ennemis, ne laissant à leur patrie que la gloire de leur nom, l'exemple de leur courage, et le regret de voir tant de talents et de vertus réduits à empêcher le mal pendant quelques moments, et perdus pour le bonheur public.

Cependant, toutes les vues de l'Hôpital pour le salut de son pays étaient subordonnées à un premier objet, sans lequel tout bien général devenait

impossible, la conservation de la paix; et ses premiers soins devaient être employés à prévenir la guerre civile.

Tous les partis la désiraient, tous s'y préparaient en secret, tous semblaient la croire inévitable.

Depuis longtemps l'usage que plusieurs papes avaient fait de l'autorité ecclésiastique, le faste et les mœurs des chefs du clergé, le scandale trop fréquent des moines mendiants, les superstitions, les vaines expiations qui souillaient alors une religion dont à son origine le culte et la morale étaient également simples; tous ces abus excitaient des murmures et des réclamations. Le supplice de ceux qui avaient osé élever la voix, loin d'effrayer leurs partisans, n'avait fait qu'exciter leur enthousiasme, animer leur courage, et augmenter le penchant naturel qu'ont les âmes fortes pour les opinions hardies et dangereuses (1).

(1) La religion catholique avait déjà perdu l'Angleterre, la Suède, le Danemark, une partie de l'Allemagne et de la Suisse. Les cruautés de Philippe II avaient soulevé contre elle les Pays-Bas; la France avait d'abord paru tranquille.

Les protestants, dispersés et tremblants, semblaient n'être occupés que du soin de cacher leur culte, et de conserver leur vie sans trahir leur conscience; et tant que les victimes immolées par Henri II et par son père furent des prédicateurs ou des théologiens obscurs, les partisans qu'ils avaient à la cour, dans la noblesse, dans le clergé même, se contentèrent de gémir en secret. Mais le supplice d'Anne du Bourg, fils du chancelier de ce nom, condamné par des commissaires, malgré sa qualité de conseiller au parlement, montra qu'il n'y avait aucun partisan de la réforme qui ne dût trembler : alors ils songèrent à se dé-

Le ... songeait qu'à défendre sa
espr... était, sans le savoir, le jouet
ses ... issantes, qui cherchaient à nour-
ir ... son parti, un zèle utile à leurs
...

... de la maison de Lorraine avaient
... titre de protecteurs de la religion
... espérance de réaliser leurs vastes pro-
... aient lier si bien leur cause avec celle
..., que le peuple s'accoutumât à confondre

... voulurent connaître leurs forces, et eux-mêmes furent
... leur nombre et de leur puissance.

... protestants n'avaient demandé que la réforme de quel-
...; si les catholiques s'étaient bornés à défendre la pu-
... leurs dogmes, peut-être eût-on conservé quelque espé-
... de les réunir; du moins eût-on pu se flatter de voir ces
... religions suivre chacune ses dogmes et son culte, et n'être
... rivales que par la pureté des mœurs. Mais trop de gens
...ent intéressés à fomenter les troubles. En vain les ministres
...otestants, plus attachés aux intérêts politiques de leur parti
qu'aux opinions de leur secte, s'expliquaient sur l'eucharistie et
sur le culte des saints avec une modération qui semblait les rap-
procher des catholiques. On vit des hommes, qui cherchaient à
troubler la paix, remplir d'images les grands chemins et les pla-
ces publiques; on arrêtait les protestants; on les forçait de ren-
dre un culte à ces images; on maltraitait ceux qui s'y refusaient.
Ulcéré de ces violences, le culte rendu aux images leur parut une
lâcheté; déjà ils traitaient d'idolâtrie ce qu'ils n'avaient d'abord
regardé que comme une innovation dangereuse faite dans le
culte; et il était aisé de prévoir qu'ils finiraient par briser ce
qu'ils osaient nommer des idoles, et qu'il n'y aurait plus de ré-
conciliation à espérer entre des hommes qui se regardaient réci-
proquement comme des idolâtres ou comme des sacriléges.

l'intérêt de leur ambition avec celui de la foi, et à regarder la chute de leur puissance comme celle de la religion. Ils savaient trop bien que le zèle religieux était le seul sentiment qui pût l'emporter dans le cœur des Français, sur leur attachement au sang de leurs souverains.

La maison de Bourbon, jalouse de la puissance des Guises, et indignée de voir son chef privé de ses États par une bulle du pape, avait cru devoir se mettre à la tête des réformés, et s'appuyer d'une secte si nombreuse, remplie d'hommes courageux, austères et enivrés de zèle. Assurés de la protection de ces princes, les réformés bravaient les lois qui avaient proscrit leurs assemblées; et les chefs du parti contraire cherchaient à entraîner les protestants dans des excès qui justifiassent ceux de leurs ennemis.

Tous les citoyens pleuraient la ruine de leur patrie, l'Hôpital seul espérait encore. Jamais l'espérance n'abandonne les grandes passions; et l'amour du bien public était en lui une passion véritable, il en avait tous les caractères, et même jusqu'aux illusions. L'Hôpital jugeait les obstacles, mais il sentait ses forces.

Habile à profiter des circonstances, il ose, à son entrée dans le ministère, faire même du cardinal de Lorraine l'instrument de ses desseins pacifiques. La noblesse française reprochait au cardinal la prison et la mort du vidame de Chartres (1), dernier rejeton

(1) Il fut mis à la Bastille, et y mourut peu de temps après,

d'une de nos plus illustres familles; le peuple l'accusait de la déprédation des finances et de la misère publique. Les grands, qui auraient pu lui pardonner sa puissance, en espérant d'en profiter, étaient indignés de ses hauteurs, espèce de tyrannie d'autant plus insupportable, qu'elle se renouvelle à chaque instant, et qu'elle attaque les grands précisément dans ce qu'ils ont de plus cher, les chimères qui les séparent des autres hommes (1). Les massacres d'Amboise avaient mis le comble à la haine. Le cardinal sentait que l'impétuosité de son caractère l'avait emporté trop loin; et que trop faible pour braver ses ennemis, il fallait se donner du temps pour les tromper ou pour les corrompre. Le chancelier espéra de faire tourner au profit de la nation cette modération que le premier ministre affectait par politique.

Le cardinal de Lorraine avait promis à l'hypocrite Granvelle d'introduire en France l'inquisition (2). Il fallait parer ce coup, et sauver, je ne dis pas la foule des victimes que ce tribunal se fût immolées, mais

d'une maladie qu'on attribua à la dureté de sa prison, dont on ne lui permit de sortir que peu de jours avant sa mort.

(1) Les formules pour la suscription et la souscription des lettres avaient fait à la cour plus d'ennemis au cardinal de Lorraine, que la ruine de l'État et l'oppression du peuple.

(2) C'était pour le cardinal de Lorraine un moyen sûr de perdre ses ennemis. Granvelle, de son côté, avait moins songé à ôter aux Flamands le secours qu'ils espéraient des protestants français, qu'à exciter, dans le sein de la France, des troubles qui pussent empêcher cette puissance de profiter de ceux de la Flandre.

la France entière. La sombre terreur que l'inquisition jette dans toutes les âmes, la défiance qu'elle sème autour de chaque citoyen, eût détruit toute l'activité de la nation; l'agriculture, le commerce, les arts, les lumières, tous ces germes de la puissance nationale et de la prospérité publique, auraient été frappés de stérilité et de mort; et pour amener de longs siècles d'ignorance, de faiblesse, de honte et de misère, il n'aurait fallu qu'un entretien d'une heure entre deux ambitieux.

L'Hôpital arrête l'exécution de ce dessein; il montre au cardinal que la vigilance tyrannique de l'inquisition révolterait une nation vive, légère, confiante, et qui semble n'être attachée qu'à une seule espèce de liberté, la liberté de parler; que, capable de toutes les horreurs par légèreté ou emportement, on ne pourrait jamais la familiariser avec des atrocités froides et réfléchies : enfin, il lui propose de substituer à l'établissement de l'inquisition une loi moins contraire aux idées nationales, et il dresse l'édit de Romorantin.

Dans cet édit, la connaissance du crime d'hérésie est attribuée aux évêques; on défend les assemblées sous peine de mort : mais, sous prétexte d'opposer au mal un remède plus prompt, on accorde aux prévôts et aux juges des présidiaux le droit de juger souverainement de ce genre de crimes. Les termes de l'édit étaient équivoques, et le chancelier, qui disposait de ces juges, pouvait leur ordonner de ne regarder comme criminelles que les assemblées séditieuses, comme celles qui avaient précédé la con-

juration d'Amboise, et de tolérer les assemblées paisibles qui n'avaient que le culte pour objet.

Le parlement refusa d'enregistrer cette loi ; elle était contraire aux priviléges de ce corps, elle l'était à la jurisprudence du royaume, et, dans des temps plus heureux, elle l'eût été aux véritables intérêts des citoyens. D'ailleurs, l'Hôpital était odieux au parlement; on s'y souvenait de l'édit des semestres, et on lui pardonnait encore moins le projet qu'il laissait entrevoir de détruire la vénalité des charges et l'usage des épices. L'édit de Romorantin ne fut donc enregistré qu'après des lettres de jussion.

L'Hôpital fut alors dans la situation la plus cruelle peut-être où un homme vertueux puisse se trouver. Accusé d'avoir sacrifié aux princes lorrains son honneur et les lois, et ne pouvant avouer, sans perdre tout le fruit de sa conduite, les motifs secrets qui l'avaient dirigée, il demeurait seul avec sa conscience.

Cependant l'édit de Romorantin lui laissait espérer quelques moments de paix : il en profita pour une entreprise plus importante; il engagea Catherine à représenter à son fils la nécessité de réparer les maux de la France, et lui proposa l'unique moyen qui restait encore, la convocation des états. Il avait prévu la résistance des princes lorrains, et n'avait pas espéré de la vaincre; mais il se flattait du moins d'obtenir, et il obtint en effet leur consentement pour une assemblée de seigneurs et de magistrats.

Cette assemblée se tient à Fontainebleau. Ces

mêmes courtisans, que les Guises avaient vus ramper à leurs pieds et flatter leur tyrannie, sont devenus leurs accusateurs et leurs juges. Entraînés par le courage de Coligny, par l'éloquence vertueuse de l'archevêque de Vienne, Marillac, que la douleur des malheurs publics devait bientôt conduire au tombeau; par l'habileté de Montluc, qui, défenseur fidèle du calvinisme qu'il professait au milieu de la cour, avait su conserver la confiance et l'estime de ses rois; tous osent demander d'une voix unanime les états généraux et un concile national : on renvoie aux états les requêtes par lesquelles les protestants demandent la liberté de conscience, et que l'intrépide Coligny n'a pas craint de porter publiquement aux pieds du trône. Les Guises feignent de désirer eux-mêmes ce qu'ils craignaient le plus, se flattant en secret qu'ils sauront faire servir à leur grandeur les moyens qui semblaient devoir amener leur ruine.

Il leur fut aisé de séduire Catherine, à qui le parti de la fourberie paraissait toujours le plus glorieux et le plus sûr.

On avait fait tomber le choix des provinces sur des députés ou corrompus, ou faciles à corrompre; une profession de foi était déjà dressée, et quiconque eût refusé de la signer devait être traîné au supplice.

Toutes ces mesures étaient inutiles, si le roi de Navarre et le prince de Condé, devenus plus chers aux Français par la persécution, tout-puissants dans la Guyenne et dans les provinces voisines, eussent

prêté leur appui aux protestants réduits au désespoir. On pouvait séduire ou intimider le roi de Navarre; mais il fallait perdre le prince de Condé, et pour le perdre, il fallait le tromper. Catherine s'en charge et y réussit; le cardinal de Bourbon, son frère, trompé lui-même, le conduit dans le piége; on dédaigne d'arrêter le roi de Navarre avec le prince. La hauteur des Guises se plaît à voir un roi de la maison de France implorant leur pitié, et leur demandant la grâce de son frère. Ils veulent que cette grande victime soit immolée à leur pouvoir : la mort du prince ne leur suffit pas; il faut qu'un héros descendu de saint Louis tombe sous la hache des bourreaux : mais ils n'osent espérer cette grande injustice des juges naturels du prince (1).

(1) Depuis longtemps le cardinal de Lorraine avait tenté d'introduire la corruption dans le parlement de Paris; il s'y était fait un grand nombre de créatures : mais le corps du parlement n'était pas à lui. Après le supplice d'Anne du Bourg, et la longue prison de ses amis, ceux des membres du parlement qui penchaient pour la réforme; ceux qui, fermes dans leur foi, se bornaient à désirer qu'on instruisît les protestants au lieu de les brûler, ou se tenaient dans la retraite, ou même se croyaient obligés d'affecter un zèle exagéré. L'esprit d'intolérance régnait donc dans le parlement; mais le zèle pour les anciennes lois, l'amour de la maison royale y régnaient aussi. Tel fut constamment, durant ces longs troubles, l'esprit du parlement de Paris.

Plaignons ce corps illustre d'avoir été entraîné, par un zèle inconsidéré, dans des excès qu'il déteste aujourd'hui. Qu'ils restent dévoués à un opprobre éternel, ces magistrats fanatiques dont les cris firent sacrifier le sang innocent à un zèle aveugle, ou aux vues d'une politique aussi fausse que sanguinaire! Sans

Il fallait donc faire juger un prince du sang par des commissaires : on avait besoin du consentement du chancelier de l'Hôpital, et l'Hôpital le donna.

Arrivé à cette époque de l'histoire de ce grand homme, j'ai senti que, s'il avait mérité le reproche qu'on lui a fait plus d'une fois sur ce consentement, il me serait impossible de continuer son éloge.

Il est des actions, ou lâches ou cruelles, que le remords n'efface point, que le bien qu'on peut faire ne répare point, parce que l'âme qui a pu en concevoir l'idée n'est plus faite pour la vertu. Sans doute, celui qui les a commises, indifférent au bien et au mal, assez habile pour faire le bien lorsque sa réputation et son intérêt le demandent, assez faible pour se prêter au mal lorsqu'il le croit nécessaire à sa fortune, peut encore être utile, il peut exécuter de grandes choses, il peut mériter des éloges et même de la gloire : mais ces honneurs consacrés à la vertu, ce culte public que tous les hommes ne doivent qu'à ceux qui savent tout sacrifier à leur conscience et au bien de la patrie, ces honneurs qui

doute les meurtres juridiques, où le plus fort égorge le plus faible de sang-froid, sans danger et avec le fer des lois, ces meurtres sont, aux yeux de tout ce qui n'est pas indigne du nom d'homme, le plus exécrable des assassinats; et plus le coupable est puissant, plus le crime est atroce. Gardons-nous donc de chercher à excuser ces excès, en disant que tel était l'esprit de ce malheureux siècle; comme si le crime cessait d'être crime parce que les coupables sont en grand nombre, ou qu'ils ont étouffé leurs remords : mais rendons en même temps justice à la fidélité du parlement et à son attachement pour le sang de ses rois.

... souillés s'ils n'étaient pas rendus à des âmes ..., malheur à l'écrivain qui oserait les décerner ... coupable habile ou heureux, et permettre au ...chant de croire qu'il est au pouvoir d'un rhéteur ... éblouir la postérité par des sophismes, et de lui ...ire confondre le crime avec la vertu ! L'art d'écrire n'est que le plus vil des métiers, s'il n'est pas l'art de faire aimer la vérité et d'inspirer la vertu. Jamais ma voix ne flétrira que le méchant; jamais elle ne louera que l'homme vertueux. J'ai donc parcouru les fastes de notre histoire, les monuments que le temps a respectés, le ramas impur des libelles enfantés par l'esprit de parti; j'ai tout pesé avec le scrupule que pouvait m'inspirer la crainte de louer un homme coupable, et j'ai été soulagé de trouver que, dans ce siècle de barbarie, il avait pourtant existé un homme sur qui la pensée peut s'arrêter avec douceur.

J'ai vu que, dans le procès du prince de Condé, l'Hôpital avait toujours été semblable à lui-même, toujours supérieur à la crainte et même à l'opinion, n'écoutant que la vertu, et lui sacrifiant jusqu'à la gloire. Il n'eut dans sa conduite qu'un seul objet, celui de conserver un héros dont la vie lui paraissait nécessaire à l'État, d'épargner un crime à son roi, et un opprobre à son pays.

Non-seulement le souverain doit à ses sujets des lois justes, mais il leur doit aussi des juges dont le choix et les fonctions soient réglés par une loi générale et constante. Si les défauts mêmes de cette loi peuvent en rendre quelquefois la violation néces-

saire, un prince sage regardera toujours comme un malheur d'être forcé à donner un exemple si dangereux. L'Hôpital savait que les maximes de notre jurisprudence ne permettent point de faire juger par des commissaires, je ne dis pas un prince du sang, mais le dernier des citoyens. Qu'eût-il fait cependant pour maintenir ces maximes, dont, plus qu'aucun homme de son siècle, il sentait l'importance ?

Eût-il renoncé à sa place? Mais le cardinal de Lorraine n'eût pas manqué d'esclaves tout prêts à acheter, par la violation des lois, l'honneur d'en être les organes; et abdiquer le titre de chancelier, c'eût été condamner le prince.

L'Hôpital eût-il résisté? Mais le bruit était public à la cour que François II avait consenti à la mort du roi de Navarre; que le père de Henri IV, mandé chez le roi, devait être assassiné; que François avait refusé de donner le signal du crime, et que ses ministres avaient insulté à ses remords qu'ils appelaient une faiblesse. La résistance de l'Hôpital n'eût donc arraché le prince des mains des bourreaux que pour le livrer au glaive des assassins.

Il aima mieux attendre tout du temps, des événements, de l'indignation publique, de la faiblesse de François, de l'irrésolution de Catherine; et il ne songea qu'à prolonger la vie de Condé, en multipliant les formalités. Prêt à périr avec le prince et avec la patrie, il voulait n'en désespérer qu'à l'extrémité (1).

(1) L'Hôpital fit nommer, parmi les commissaires du prince de

La maladie de François II vint tout sauver. Les Guises eussent voulu hâter la mort de Condé; mais le monarque le plus absolu cesse de l'être, lorsque sa fin prochaine ôte à ses satellites l'espoir de la sûreté : c'est alors qu'il commence à expier sa vie; la résistance qu'il trouve à ses volontés lui apprend qu'il n'est qu'un homme : déjà la vérité vengeresse élève la voix autour de lui; déjà il prévoit l'anéantissement de ses projets et de ses vues; sa faveur n'est plus que le sceau d'une disgrâce prochaine, sa haine le gage presque certain de la fortune et de l'amour public. Quel est donc, dans ces moments terribles, l'homme vraiment puissant? C'est celui qui n'a dû sa force qu'à son génie et à ses vertus; c'est celui qui, en laissant à l'humanité de grandes vérités ou des établissements qui assurent son bonheur, exerce sur tous les pays et sur toutes les géné-

Condé, des magistrats connus par leur modération, respectés pour leur probité et leurs lumières. On accorda au prince des conseils. Ces magistrats, ces conseils, étaient les amis de l'Hôpital, avaient les mêmes opinions, les mêmes principes; d'ailleurs, il était presque sûr que, pour sauver le prince de Condé, il ne fallait que gagner du temps. Quelque soin que l'on prît de cacher François II aux regards de ses sujets, et même de ses courtisans, il y avait, dans l'intérieur de sa maison, quelques protestants attachés au prince de Condé, et l'on savait par eux ce que le cardinal de Lorraine voulait tant cacher, que la vie de François ne pouvait être longue. La même raison qui obligeait les princes lorrains à se conduire avec tant de précipitation et d'audace, devait donc obliger les partisans secrets de la maison de Bourbon à ne leur opposer que des lenteurs, qui rendissent impossible la réussite des projets des Guises sans leur en ôter l'espérance.

rations un empire éternel. L'autorité chancelante de François est sans force à son dernier moment; ses ministres sentent échapper le pouvoir précaire dont ils ont abusé. Catherine, qui craint également Condé, les Guises et les états, s'adresse à l'Hôpital. Odieuse à tous, il est le seul de qui elle peut espérer d'entendre la vérité. Le langage de la justice lui eût été trop étranger; l'Hôpital ne lui parle que de ses intérêts : il lui dit que l'amitié incertaine des Guises la défendrait mal contre l'indignation de la France entière; qu'ils sauraient peut-être faire retomber sur elle seule toute la haine de l'exécution du prince de Condé, exécution qui serait regardée comme un assassinat que peut-être les états tenteraient de punir. Il ose lui promettre que le roi de Navarre consentira à lui laisser la régence comme le prix de la vie et de la liberté de son frère. Elle cède à ces avis; et François II respirait encore, que déjà le salut du prince de Condé est assuré, la régence promise à Catherine, et les oncles du roi mourant dépouillés de l'autorité.

A l'instant de sa mort tout change à la cour. Le prince de Condé est déclaré innocent par le parlement. Il défie ses accusateurs en plein conseil; et le duc de Guise, forcé d'abaisser son orgueil et de désavouer ses projets, pousse son audacieuse fausseté jusqu'à proposer au prince de lui servir de second contre ses ennemis.

La noblesse et le tiers état (1) se réunissent pour

(1) Le cardinal de Lorraine ne put même obtenir le faible hon-

obtenir de la régente la réforme des vices de l'administration, et surtout pour demander la suspension des lois portées contre les réformés, détruire les abus du clergé, le forcer à contribuer aux charges publiques, et faire juger par un concile national la cause des protestants, si Rome refusait ou éludait un concile général.

Les états se séparent, et le chancelier, fidèle à leurs vœux, ne s'occupe plus que du soin de maintenir la paix.

L'amour de la paix semble avoir dicté toutes ses lois. Catholiques, réformés, tous sont à ses yeux des hommes et des citoyens, qui ont un droit égal à conserver, sous la protection des lois, leur propriété, leur liberté, leur vie. S'il prescrit aux catholiques d'être tolérants, il exige des réformés qu'ils soient justes. Il soumet les deux partis à des sacrifices

neur de porter la parole au roi pour le clergé. La noblesse et le tiers état répondirent avec fierté qu'ils ne voulaient point souffrir à la tête de l'assemblée de la nation le ministre contre qui elle avait à demander justice.

Le docteur Quintin porta la parole à la place du cardinal de Lorraine. Suspect de luthéranisme, il prononça, sans geste, sans inflexion de voix, le discours que le cardinal avait préparé. Il y demandait qu'on exterminât les hérétiques, et qu'on fît le procès à ceux qui avaient présenté des requêtes en leur faveur. C'était attaquer personnellement l'amiral de Coligny, qui se plaignit aux états. Quintin fut obligé de lui faire une réparation publique. Coligny eût sans doute également méprisé les injures du docteur Quintin et ses excuses; mais il regardait ces excuses ordonnées par les états comme une humiliation pour le cardinal, auteur connu du discours.

réciproques, et voudrait leur faire sentir que leurs intérêts s'accordent plus qu'ils ne pensent, ou plutôt qu'ils n'ont tous qu'un intérêt commun, celui de vivre en paix, et d'attendre du ciel qu'il daigne éclairer ceux qui se trompent.

Mais dans cette législation, l'Hôpital, obligé de céder plus ou moins aux intrigues de la cour, ne put s'abandonner ni à son génie ni à son amour de la justice et de l'humanité, seules passions de cette âme pure et courageuse. Pour connaître l'esprit de ses lois, il faut les comparer avec l'ordre des événements.

Le premier édit accorda une amnistie aux protestants, et prononça la peine de mort contre ceux qui, sous prétexte de religion, exerceraient des violences ou exciteraient des séditions.

Mais on trouve bientôt dans cette loi même des moyens de la violer; on profite de la défense de faire des assemblées; tout le monde se croit en droit d'entrer dans les maisons des protestants pour découvrir ou réprimer les infractions de l'édit; et les troubles recommencent.

Cependant le chancelier défend aux particuliers de se mêler de faire exécuter les ordonnances; mais il n'ose présenter au parlement cette déclaration, qui n'est pourtant qu'une défense d'usurper les droits de la magistrature, et il est forcé de l'envoyer aux gouverneurs des provinces. Dès lors il est aisé aux factieux de soulever le parlement contre l'Hôpital, et d'effrayer Catherine en lui exagérant les dangers de la fermentation qu'eux-mêmes ont excitée

dans ce corps. La régente épouvantée consent à soumettre cette nouvelle loi au jugement d'une assemblée, et les factieux croient triompher. Mais ils n'ont calculé que la force de leurs intrigues; ils ignorent quelle est celle du génie et de la vertu, lorsque, se faisant entendre à des hommes rassemblés et forcés de prendre un parti, il ne faut, pour leur inspirer celui de la raison et de la justice, que suspendre pour quelques moments les passions viles et personnelles.

L'Hôpital ne défend point sa déclaration; il a vu que les ennemis de la tranquillité publique se sont lassés de cacher leurs desseins, qu'ils ont pénétré ses vues, qu'il ne peut plus espérer ni de les éclairer ni de les séduire, et qu'il n'a plus d'autre parti que de les combattre. Il ose demander pour les protestants l'exercice public de leur culte jusqu'au jugement du concile, et deux voix seulement lui manquent pour l'obtenir. Du moins ceux des calvinistes qui avaient été emprisonnés recouvrèrent leur liberté et leurs biens; on porta des peines contre leurs délateurs, et le bannissement perpétuel fut désormais la seule punition des hérétiques. Peu d'années auparavant, on livrait ces mêmes hérétiques aux flammes; on prolongeait, par des recherches de cruauté sur lesquelles la pensée n'ose s'arrêter, les horreurs de ce supplice du feu, auquel, malgré la coutume de tant de peuples et de tant de siècles, il est encore impossible de concevoir que des hommes aient pu livrer d'autres hommes.

Qui donc a tout changé? La présence d'un homme

de bien, devant qui on n'ose conseiller des actions injustes ou cruelles.

Mais les lois sages et modérées du chancelier de l'Hôpital, toujours enregistrées à regret, et que les deux partis se permettaient de violer avec une égale audace, n'étaient plus capables de ramener la paix: vouloir faire observer aux protestants les défenses faites par ces édits, c'était allumer la guerre; tolérer des assemblées défendues par les lois, c'était exciter les murmures des catholiques, et donner un prétexte à leurs mouvements : il ne restait donc qu'une ressource; c'était de permettre par une loi les assemblées des protestants. L'exercice de la religion réformée, interdit dans les villes, où en général les catholiques étaient les plus nombreux, fut donc toléré dans les faubourgs et dans les campagnes; les baptêmes, les sépultures, les mariages faits dans les temples protestants, eurent une authenticité légale; les églises devaient être rendues aux catholiques, les biens du clergé restitués, les profanations et la destruction des images punies comme des crimes.

Cet édit fut rédigé dans une assemblée (1) solennelle tenue à Saint-Germain. Le chancelier y parla avec une éloquence familière, mais forte et pathétique : « Il ne s'agit point, dit-il, de décider sur la

(1) Peu de temps après cette assemblée, l'Hôpital défendit de nouveau d'exercer, au nom de la loi, un pouvoir que le législateur n'avait confié qu'à ses seuls officiers; et en ordonnant encore par cette même loi aux protestants de rendre les églises dont ils s'étaient emparés, il eut l'adresse d'intéresser les catholiques à en favoriser eux-mêmes l'enregistrement.

« foi, mais de régler l'État; on peut être citoyen « sans être catholique. Il n'est plus question d'exa-« miner s'il vaut mieux exterminer les hérétiques « que de les éclairer; si les supplices employés par « François Ier n'ont pas contribué à en augmenter le « nombre : ce nombre est immense. Malheur à ceux « qui conseilleraient au roi de se mettre à la tête « d'une moitié de ses sujets pour égorger l'autre! « Que les évêques se bornent à combattre les pro-« testants avec les mêmes armes que les Hilaire et « les Ambroise ont employées contre les hérétiques « de leur siècle, la sainteté de leur vie et l'exemple « de leur vertu. Quant à nous, ce qui nous importe, « c'est que les citoyens protestants ou catholiques « vivent en paix et obéissent aux lois. »

Cette loi fut reçue avec des cris de fureur à Rome et en Espagne. Les fanatiques annoncèrent au peuple, du haut des chaires, que c'en était fait de la foi, et les partisans de la maison de Lorraine feignirent de le croire.

Le parlement ne consentit à l'enregistrement qu'avec des restrictions, et jusqu'à ce que le concile eût décidé irrévocablement que les protestants étaient hérétiques. On croyait impossible alors de laisser la vie à quiconque avait le malheur de se tromper dans sa croyance; et il faut avouer que la conduite et les écrits des protestants respiraient la même doctrine. Ouvrons les ouvrages qu'ils ont publiés pour leur défense. Ce n'est point comme hommes, comme citoyens, qu'ils réclament la liberté de suivre leur culte, c'est comme sectateurs de la

véritable religion ; et c'est seulement en qualité de bons controversistes qu'ils demandent qu'on leur permette de vivre.

Calvin, en allumant le bûcher de Servet, semblait avoir ôté à ses disciples le droit de se plaindre.

On reprocha à l'Hôpital d'avoir permis les assemblées peu de mois après les avoir défendues; on lui reprocha cette législation chancelante : il s'en excusa sur le malheur des temps, sur l'aigreur des esprits, qui l'obligeait d'ordonner, non ce qui était le mieux, mais ce qui était possible; sur la nécessité d'apporter sans cesse de nouveaux remèdes à des maux nouveaux qui s'aggravaient sans cesse. L'Hôpital n'ignorait pas que dans des temps tranquilles les variations dans les lois annoncent une autorité flottante, une âme faible, ou une politique perfide; qu'elles ne peuvent qu'avilir un prince dont on voit les principes et la volonté changer au gré des intrigants qui le gouvernent, ou des factieux qui le bravent : méprisé par ses voisins pour qui il n'est qu'un particulier, et qui n'accordent leur respect qu'à la puissance réelle et leur confiance qu'aux vertus, ses sujets eux-mêmes ne respectent plus en lui l'appareil d'un pouvoir qu'ils ont vu trop souvent échapper de ses mains. L'Hôpital avait dans le cœur trop d'élévation et de franchise, pour dégrader ainsi le prince qui s'était abandonné à ses conseils; mais il ne craignait point de montrer à la France un jeune roi occupé du bonheur de ses sujets, qui cherchait du moins à pallier leurs maux puisqu'il ne pouvait les guérir, et qui, pour assurer leur repos, n'atten-

dait que le moment où il lui serait permis de déployer son autorité tout entière (1).

L'intrigue n'avait pu déconcerter l'Hôpital. On a recours aux armes. Le duc de Guise ne quitte la cour que pour se mettre en état d'y rentrer en maître.

Bientôt, séduit par les trompeuses promesses du pape et de l'Espagne, le roi de Navarre s'unit aux ennemis de sa maison; le vieux Montmorency est entraîné, malgré sa famille, par la crainte de voir détruire la foi pour laquelle il était prêt à donner sa vie, quoique ce guerrier courtisan, vieilli dans les intrigues et dans les armes, n'eût jamais songé ni à pratiquer sa religion ni à la connaître.

Le duc de Guise consent à n'être que le troisième dans une ligue dont il est le mobile, et dont il doit

(1) L'exécution de cet édit, connu sous le nom de l'édit de janvier, souffrit des difficultés : le voisinage des temples et des églises, les insultes faites aux protestants qui refusaient de rendre un culte aux images exposées dans les lieux publics, les prédications séditieuses des moines, les déclamations violentes de quelques ministres contre les catholiques, toutes ces causes de haine et de tumulte, fomentées par les ennemis de la paix, produisaient sans cesse de nouvelles violences; on bravait avec audace l'autorité d'un roi mineur, gouverné par une femme qui n'avait pu cacher le secret de son inconstance et de sa faiblesse.

Retirés de la cour, les princes lorrains savaient, du fond de leurs terres, exciter des tumultes à Paris et dans les provinces; ils avaient, à leurs gages, des prédicateurs, des écrivains; ils fomentaient la haine réciproque des deux partis; ils savaient trop bien que la tranquillité de l'État aurait été la ruine de leurs espérances.

recueillir seul tout le fruit. Il cède sans peine au connétable ce commandement et ces honneurs, source de leurs anciennes inimitiés, sûr d'être le premier en effet, puisqu'il est le plus habile.

A peine est-il assuré de ses deux alliés, qu'il fait attaquer par ses satellites les protestants assemblés sur la foi des édits (1).

(1) Le bourg de Vassy était sur le chemin de ses terres à Paris : il s'y rend avec une troupe de brigands avides de sang et de pillage; il fait ordonner de sa part aux protestants, occupés à réciter des prières, de se séparer. C'était sous la sauvegarde de la loi qu'ils étaient assemblés, et l'ordre du duc de Guise était un crime contre l'autorité du roi. Ces malheureux refusent d'obéir; à l'instant les soldats du duc de Guise fondent sur eux, et les égorgent presque sans résistance. Le carnage dura tout le jour, il ne cessa qu'aux prières de la duchesse de Guise, princesse de la maison d'Est, qui jamais ne partagea ni les projets ambitieux de son époux, ni les fureurs de son fils; qui sauva, à la journée de la Saint-Barthélemy, la fille du chancelier de l'Hôpital; et dont l'esprit juste et l'âme sensible avaient été formés pour un autre siècle.

Le duc de Guise voulut s'excuser de ce massacre; mais il suffit de lire les apologies qu'il publia, pour voir combien il était coupable. Peut-on croire qu'il n'eût aucun projet de massacre, lorsqu'on voit qu'il avait promis à sa mère de la délivrer bientôt du voisinage des temples protestants; qu'il se fit accompagner d'une troupe beaucoup plus nombreuse que son escorte ordinaire; qu'il se détourna de son chemin pour traverser le bourg de Vassy; qu'il fit prendre une autre route à sa femme et à ses fils; qu'il leur avait fait entendre la messe dans un autre village, pour qu'ils n'eussent aucune raison de vouloir le suivre à Vassy ? Croira-t-on que le duc de Guise ait pu faire dire sérieusement aux protestants de Vassy d'interrompre leurs prières, parce que leurs chants l'empêchaient d'entendre la messe dans une église voisine de

Pour maintenir l'autorité des lois que le duc de Guise violait avec tant d'audace, il fallait armer une faction. Dans ces temps malheureux, à peine restait-il quelques Français qui n'eussent d'autre parti que celui de la patrie. La reine écrit à Condé de venir défendre le roi et de sauver la France; mais avant que le prince ait rassemblé ses forces, le duc de Guise l'a prévenu. Certain de l'aveu du connétable et du roi de Navarre, il se rend à Fontainebleau, et

leur temple ? Croira-t-on que les marchands ou les laboureurs d'un bourg de Champagne aient attaqué les premiers une troupe de soldats commandée par un prince gouverneur de Champagne, et regardé comme un des plus grands capitaines de l'Europe ?

Ce prince, à qui l'on ne peut refuser de la grandeur d'âme et de la générosité, avait perdu le droit d'être cru sur parole, lorsqu'il avait juré qu'il n'avait aucune part au procès du prince de Condé.

En vain a-t-on prétendu qu'il protesta, en mourant, de son innocence. Dans ce moment où la nation, lassée de la guerre civile, en détestait les auteurs, ce désaveu, si propre à frapper le peuple, était devenu trop nécessaire à la famille du mourant : et d'ailleurs on aurait peine à reconnaître, dans l'écrit qui fut publié pour lors, le langage d'un héros forcé de se disculper d'un crime.

Et quand même ce désaveu ne serait pas supposé, doit-il être d'un si grand poids ? Osons le dire : on attache trop de prix aux fastueuses déclarations des mourants. Qui sait jusqu'à quel point ils nourrissent en secret l'espérance de revenir à la vie ? On croit qu'ils n'ont plus aucun intérêt ; comme si ce n'était pas seulement pour les âmes petites et froides que la nécessité de renoncer à tout peut être une raison de ne plus s'intéresser à rien. On fait valoir la crainte d'un juge suprême ; mais cette crainte est-elle donc si puissante dans le cœur de ceux qui ont fait du nom de Dieu l'instrument de leur ambition ?

il amène avec lui la régente et Charles IX, qui suit en pleurant un sujet devenu son maître. La cour alors se décide à la guerre; l'Hôpital s'y oppose; le connétable lui dit que ce n'est pas à un homme de robe à donner son avis sur la guerre : *Si je ne sais la faire*, répond le chancelier, *je sais juger quand elle est nécessaire*. Alors cet homme, devant qui on eût rougi de former des résolutions criminelles, est exclu du conseil, et remplacé par cinq nouveaux conseillers : ces esclaves odieux des auteurs de la guerre civile, mais plus ridicules encore par l'audace de s'être présentés pour remplacer l'Hôpital, durent à cette audace l'avantage de n'être que l'objet de la risée des deux partis.

Le prince de Condé se prépara bientôt à une guerre civile; il annonçait qu'il ne prenait les armes que pour défendre la religion et les lois, et pour délivrer le roi opprimé par des factieux. *Ce n'est pas le bien de la nation qu'ils veulent*, disait-il dans son manifeste, *puisque l'Hôpital est exclu de leur conseil*. Éloge qui montre combien toute l'autorité qui accompagne le pouvoir est petite devant celle de la vertu.

Le parlement, à qui les édits de tolérance avaient déplu, se hâta de les révoquer; il rendit un arrêt qui ordonna *de courir sus aux protestants*. C'était ordonner la guerre civile; cet exécrable vœu est exaucé; villes contre villes, villages contre villages, quartier contre quartier, château contre château; on combat, on s'assassine d'un bout de la France à l'autre. Les protestants se vengent des cruautés des

catholiques par des cruautés égales; des prêtres, des magistrats catholiques, envoyés au supplice, payent le sang des ministres protestants et des magistrats réformés (1).

Cependant le chancelier, toujours intrépide, toujours fidèle au roi qu'on entraînait malgré lui, et qu'on instruisait à répandre le sang de ses sujets, tâchait de rassembler du moins quelques débris du naufrage public. Malgré les cris des fanatiques, auxquels le parlement eut le malheur de se mêler, il n'y eut ni massacre ni pillage dans les villes prises par l'armée royale (2). A chaque conquête, le chancelier publie une amnistie nouvelle pour ceux qui voudront quitter les armes; il renouvelle la promesse de maintenir l'édit de pacification. Mais le duc de Guise regarde avec dédain ces vains efforts d'une vertu impuissante; la fortune le sert mieux

(1) Il faut avouer seulement que la principale armée protestante, conduite par des chefs vertueux, épargnait aux peuples tous les maux qui n'étaient pas inévitables; et comme les protestants, quoique également égarés par leur zèle, avaient des mœurs plus austères, on ne vit point leurs soldats exercer sur un peuple innocent, livré à leur rage, les raffinements de la cruauté unis aux horreurs de la débauche : mélange horrible, et le seul genre de fureur qui paraisse n'appartenir qu'à l'espèce humaine.

(2) On trouve dans les Mémoires de Condé des lettres de l'ambassadeur d'Espagne, où il se plaint de la *mollesse* avec laquelle Catherine faisait la guerre aux protestants. C'était aux insinuations secrètes de l'Hôpital qu'on attribuait cette *mollesse* de Catherine, et le refus d'accepter les secours de Philippe II, qui, sûr d'affaiblir du moins la France en y perpétuant la guerre civile, se flattait en secret de la conquérir ou de la démembrer.

que sa propre prudence. Le roi de Navarre était un chef incommode, malgré sa faiblesse et le mépris où son caractère l'avait fait tomber; il périt au siége de Rouen. Le connétable de Montmorency, battu et pris à Dreux, laisse au duc de Guise le commandement de l'armée, et l'honneur d'avoir tout réparé par une victoire complète (1).

Déjà il se croit maître de la France, lorsqu'une main fanatique lui ravit en un instant le fruit de tant de complots et de victoires. Sa mort fit oublier son ambition et ses fureurs. La nation pleura le héros qui avait chassé les Anglais du continent, et qui seul, sans armée, avait arrêté les vainqueurs de Saint-Quentin par le poids de son nom et l'éclat de sa renommée.

Cependant cette mort termina la guerre; l'édit précédent fut remplacé par un édit de pacification encore plus étendu : on accorda aux protestants l'exercice de leur religion dans une ville de chaque province, et dans celles dont ils se trouvaient les maîtres à l'époque de la paix. Les gentilshommes

(1) Le prince de Condé fut fait prisonnier; Coligny gagna la basse Normandie, sans cavalerie, avec des troupes faibles et découragées; il était perdu si, dans sa retraite, il eût été poursuivi par l'armée royale; mais il en imposa par son audace. Le duc de Guise n'osa poursuivre un général habile et intrépide, sans avoir assuré la tranquillité de Paris par la prise d'Orléans; et il périt à ce siége, assassiné par Poltrot. Cet homme, religieux jusqu'au fanatisme, mais sans morale, audacieux, quoique sans courage, faisait le métier d'espion dans l'armée protestante, et ne pouvant s'illustrer par de grandes actions, il voulait du moins s'immortaliser par un crime.

eurent la même liberté dans leurs maisons pour toutes les villes où le roi était seigneur. Les seigneurs protestants l'obtinrent dans l'étendue de leur justice.

Une telle loi ressemblait bien plus à un traité de paix qu'à une loi de tolérance : ce n'était point le législateur qui balançait les droits de la liberté et ceux de la sûreté publique ; c'étaient deux puissances ennemies, qui, toutes deux convaincues de l'impossibilité de se détruire, consentaient à suspendre leur haine.

Le chancelier voulait que du moins cette paix fût durable : il était à craindre, s'il licenciait à la fois les deux armées, que ces hommes, à qui la guerre était devenue nécessaire, n'en donnassent bientôt le prétexte ou n'en fissent naître le désir.

Il sut les occuper à une guerre étrangère. Les Anglais avaient envahi le Havre pendant la guerre civile; les deux armées réunies parvinrent à les en chasser : la haine parut s'affaiblir entre elles : elles semblaient se disputer à qui servirait le mieux leur commune patrie.

L'Hôpital avait vu que l'autorité de la régente n'avait pu soutenir la première loi de pacification; il avait vu que plusieurs gouverneurs de province, attachés aux princes lorrains, ou avaient empêché l'exécution de cette loi, ou avaient laissé un libre cours aux violences des catholiques, tandis que dans d'autres provinces l'autorité des gouverneurs avait été trop faible pour arrêter les excès où la haine entraînait également les deux partis. Le roi fut déclaré



majeur dès le commencement de sa quatorzième année, et l'Hôpital parcourut avec lui la plupart des provinces.

L'autorité, qu'il était aisé de surprendre ou d'éluder de loin, qui n'eût pu même, sans craindre de se compromettre, exiger une obéissance entière, avait de près plus d'activité et de force.

Mais l'Hôpital avait fondé sur ce voyage des espérances plus grandes encore; il voulait instruire Charles IX de ses intérêts et de ses devoirs, en lui faisant connaître l'état de son royaume et les maux de son peuple.

Charles IX montrait de la sensibilité, du courage, et ce goût des arts qui, dans un prince surtout, semble annoncer une âme noble et pure. Élevé par le vertueux Cypierre (1), il paraissait avoir des vertus; et s'il n'eût pas été corrompu par les flatteurs, dont une mère ambitieuse et jalouse du pouvoir entoura sa jeunesse, ce prince, que ses remords firent périr à la fleur de son âge, et qui n'a laissé qu'une mémoire exécrable, eût mérité peut-être d'être compté parmi les bons rois.

Cependant, guidé par l'Hôpital, il promenait ses regards sur un empire immense, dont le sort était remis en ses mains, trop faibles, mais innocentes encore. L'Hôpital lui montrait partout des échafauds

(1) On peut dire que Cypierre était un homme vertueux, si l'on songe dans quel siècle il a vécu. On lui a reproché de la dureté, et peut-être avec justice; mais il conseilla, en mourant, à Catherine de Médicis, de maintenir la paix, et de traiter les protestants avec douceur.

dressés; des villes et des villages réduits en cendres; les places publiques, les édifices encore souillés du sang de ses sujets massacrés. Ici, au lieu d'un sol jadis habité et fertile, s'offraient d'immenses déserts couverts de ruines, dont les tristes habitants échappés au massacre et à la misère, étaient allés attendre en gémissant sous un ciel étranger, qu'il leur fût permis de se nourrir en paix du fruit de leurs sueurs. Là, des villes où l'industrie et le commerce avaient rassemblé un peuple immense, n'étaient plus que le repaire de deux troupes de controversistes prêts à s'égorger.

A travers les débris que les guerres civiles avaient épargnés, l'Hôpital découvrait aux yeux de Charles les traces moins effrayantes, mais plus profondes encore, des maux qu'avaient causés à la France la déprédation des finances et l'anéantissement des lois. Il espérait que ce spectacle de la désolation d'un grand empire frapperait assez l'âme du jeune roi, pour qu'à l'avenir il ne pût faire le mal sans un sentiment douloureux : alors, toutes les fois que, sous le prétexte d'un faux zèle, on lui aurait proposé une loi d'intolérance, le souvenir de ce qu'il avait vu aurait suspendu son bras; et si un penchant naturel à un jeune prince l'avait porté à répandre des grâces sur les courtisans, le spectacle d'une province réduite à la misère eût arrêté cette générosité trompeuse et funeste.

Les bonnes intentions de l'Hôpital furent trompées. Catherine avait été son appui aussi longtemps que, dépositaire de l'autorité, entourée d'ennemis

secrets, elle avait regardé le chancelier comme le seul homme qu'elle pût estimer assez pour se fier à lui; elle avait vaincu pour son propre intérêt la répugnance que les âmes corrompues ont pour la vertu, et cette répugnance peut-être plus grande encore que les âmes faibles ont pour les âmes fortes: elle devint jalouse du chancelier dans le moment où, n'ayant plus qu'une autorité précaire, elle trouva dans ce ministre un rival qui pouvait la balancer auprès de son fils; elle avait cru que l'Hôpital serait sa créature; elle vit avec fureur que la patrie seule avait des droits sur lui; que toutes ses vues, tous ses pas tendaient à rétablir la paix, à diminuer le luxe, à réformer les lois; et que, dans un royaume gouverné par l'Hôpital, les lois seules auraient de l'autorité, et le zèle pour l'État du crédit et de la faveur.

Telles étaient les dispositions de Catherine, lorsque le duc d'Albe vint amener à Bayonne la sœur de Charles IX, mariée par politique à l'ennemi de sa famille, et destinée à être bientôt une de ses victimes. L'intérêt de l'Espagne était d'affaiblir la France, et d'y détruire les protestants, ennemis déclarés de l'Espagne et protecteurs naturels des révoltés de Flandre. Le sanguinaire Tolède trouva dans Catherine une âme propre à goûter ses vues : il lui dit que, tant qu'il resterait en France deux partis, le gouvernement aurait besoin de se livrer à l'un des deux; que le choix du roi pouvait peut-être rendre à son gré le prince de Condé ou le cardinal de Lorraine alternativement les arbitres de l'État, mais

qu'il n'aurait que le choix d'un maître; qu'en immolant les chefs du parti protestant, en persécutant les hérétiques, on détruirait en même temps la puissance du parti contraire; et que les Guises, qui ne devaient leur pouvoir qu'au titre de défenseurs de la religion catholique, ne seraient plus rien lorsque cette religion n'aurait plus d'ennemis.

Catherine se livra à ses conseils; le crime ne l'effrayait pas; mais, pour le consommer, il fallait détruire le chancelier dans le cœur de Charles IX; car elle savait bien que l'Hôpital ne donnerait à cette profonde politique que les noms qu'elle méritait, et que ceux d'assassinat et de trahison effrayeraient l'âme encore timide de son fils. Il fallut quatre ans d'intrigues et de calomnies pour perdre l'Hôpital dans l'esprit du jeune roi; et, après lui avoir enlevé l'appui de ce grand homme, il fallut encore quatre années pour conduire par degrés ce malheureux prince à donner l'ordre de la Saint-Barthélemi. Cette conjuration, tramée pendant si longtemps pour faire un tyran d'un roi, que peut-être la nature avait formé pour être un homme vertueux; cet art d'écarter de lui tous les gens de bien, tous ceux qui avaient du courage ou qui aimaient la patrie, afin qu'abandonné seul aux monstres sanguinaires qui voulaient le rendre l'instrument de leurs fureurs, ils pussent l'amener au comble de l'atrocité et de la perfidie; enfin, cette longue et profonde conspiration des courtisans contre la nation et contre le roi, est peut-être l'exemple le plus effrayant que l'histoire puisse offrir à un jeune prince ami de la vertu.

Déjà les édits de pacification sont ouvertement violés; on menace les protestants de publier le concile de Trente qui les déclare hérétiques, et de renoncer en conséquence à les traiter comme des hommes. L'Hôpital fait encore entendre dans le conseil la voix de la raison et de l'humanité, et le cardinal de Lorraine lui répond par des outrages; il veut assurer par de nouvelles lois la paix des provinces (1), et partout la sédition brave l'autorité des lois. Les protestants, aigris et effrayés, ne trouvent plus de sûreté que dans les armes (2), et la guerre est allumée une seconde fois.

Pendant cette courte guerre qu'il n'avait pu prévenir, l'Hôpital ne cessa d'exhorter le roi à la paix. « Vous ne pouvez, sans injustice, lui disait-il, re-« garder comme rebelles des hommes qu'on a forcés « à la révolte par de mauvais traitements, faits avec « l'intention de les pousser au crime. Oserez-vous « livrer à des supplices réservés aux scélérats, des « citoyens dont tout le crime est d'adorer le même « Dieu que vous par un culte différent? Craignez de

(1) L'anarchie régnait dans toutes les provinces : l'Hôpital, ne pouvant faire exécuter partout également l'édit de pacification, était obligé de le modifier par des lettres patentes, par des ordres particuliers qu'il envoyait dans les différentes provinces, se pliant aux circonstances et à la disposition des esprits.

(2) Le prince de Condé rassembla le premier son armée; et, ne voulant pas être prévenu comme dans la première guerre civile, il marcha vers Meaux, où était la cour; mais il fut moins heureux que le duc de Guise. Charles eut le temps de se sauver, et ne pardonna jamais depuis aux réformés de l'avoir forcé à la fuite.

« mériter ces noms exécrables, réservés par la pos-
« térité aux rois qui ont versé sans nécessité le sang
« de leurs peuples : voyez à quels maux affreux une
« nouvelle guerre civile va réduire un royaume épuisé
« d'habitants, sans industrie, sans agriculture. Ja-
« mais vous ne parviendrez à détruire une secte
« composée de plusieurs millions d'hommes réduits
« au désespoir, et qui savent combattre; mais quand,
« devenu sourd à la voix de la raison et de l'huma-
« nité, vous seriez assez malheureux pour ne plus
« être sensible qu'à vos intérêts, que n'avez-vous
« point à craindre pour vous-même, si, par un mal-
« heur dont aucune prudence ne peut vous garan-
« tir, une bataille perdue livre le royaume entre les
« mains des protestants ? »

La voix de l'Hôpital ne faisait plus sur l'esprit de Charles IX qu'un effet passager; cependant, il obtint des conférences pour la paix. Les protestants ont l'imprudence de demander à la fois la liberté de conscience et une diminution d'impôts qui eût entraîné la réforme des déprédations dans les finances. La cour est indignée : en vain, pour la calmer, les protestants déclarent qu'ils se bornent à la liberté de conscience. Les courtisans sentent trop que Coligny serait encore plus à craindre pour eux dans le conseil qu'à la tête des protestants, et la guerre continue (1). La cour est forcée bientôt après de

(1) Le connétable qui, à quatre-vingts ans, ordonnait la guerre civile, fut tué à la bataille de Saint-Denis, par un Écossais nommé Stuart, qui l'avait pris à la bataille de Dreux. On donna le

demander la paix; elle accorde des avantages aux protestants, mais cette paix n'est qu'un piége (1).

Cependant, Charles paraît un moment désirer qu'elle soit durable : quelques mots, avidement recueillis par les courtisans, semblent annoncer qu'il a pénétré les vues de ses nouveaux ministres; ce dernier mouvement de vertu qui échappe à l'âme du prince effraye Catherine; elle voit que le chancelier est encore à craindre; et la perte de l'Hôpital est résolue.

Sa famille était protestante : on le peignit à Charles comme un huguenot déguisé, secrètement lié avec le prince de Condé et l'amiral, se proposant d'employer les armes des protestants à établir en

commandement de l'armée au duc d'Anjou, à peine sorti de l'enfance. Un conseil de généraux, ou plutôt de favoris, commandait sous lui. Charles fut trop heureux que le défaut d'argent obligeât le prince de Condé à lui accorder la paix. On est étonné que Charles IX, d'un tempérament robuste, d'un caractère violent, n'ait jamais commandé ses troupes. Mais Philippe II gouvernait alors le conseil de France; il ne voulait pas qu'on inspirât le goût de la guerre au jeune monarque; il craignait que Charles, qui avait de la hauteur et qui aimait la gloire, ne voulût venger les défaites de Pavie et de Saint-Quentin, la prison de François Ier et la mort d'Élisabeth.

(1) A peine fut-elle conclue, que le pape permit, pour la seconde fois, de vendre les biens ecclésiastiques, pour fournir aux frais de la guerre contre les hérétiques. L'Hôpital n'eut plus le crédit de faire rejeter cette bulle scandaleuse, qui offensait également la religion et l'humanité; il ne put même empêcher Charles de consentir au projet de s'assurer du prince de Condé et de l'amiral. Cette trahison fut découverte, et les courtisans accusèrent l'Hôpital de leur avoir épargné ce crime.

France une république, dont le prince de Condé serait le chef. Le parti contraire accusait les Guises de vouloir détruire la maison de Bourbon pour parvenir au trône; et les trois fils de Henri II, encore à la fleur de leur âge, voyaient déjà leurs sujets disposer de leur trône et se partager leurs dépouilles. L'amour des Français pour leur roi semblait éteint dans tous les cœurs; il ne restait plus ni respect ni attachement pour des princes esclaves de leurs favoris; abandonnant la nation à leur avarice effrénée, et ne montrant de courage que pour verser le sang de ceux dont un devoir sacré leur prescrivait d'être les défenseurs.

Le chancelier vit que Charles se défiait de sa fidélité, et le jour même il quitta la cour pour se retirer au Vignay.

On s'étonnera peut-être de la durée de ce ministère, si court pour la nation. Comment un homme vertueux put-il rester près de huit années à la cour de Médicis? Mais l'Hôpital possédait des qualités qui semblent incompatibles, et que lui seul peut-être a réunies : un esprit fin et un génie profond; une âme passionnée et forte, mais douce et modérée; un caractère inflexible et une conduite souple; de l'habileté et de la vertu.

Morvilliers alla lui demander les sceaux, et reçut, en tremblant, ce dépôt que l'Hôpital lui rendit avec joie. Morvilliers paraissait accablé du poids de sa place, et surtout du grand nom de celui à qui on le forçait de succéder. L'Hôpital avait tracé une route qu'il était difficile de suivre; et l'opprobre était le

prix de ses successeurs, s'ils osaient s'en écarter. Celui qui regarde comme un bonheur de succéder à un grand homme dont les vertus ont causé la chute, se montre dès lors indigne de le remplacer, incapable de sa place, s'il n'en est pas effrayé, et déjà criminel, s'il s'est promis en secret de ne point s'exposer à la perdre.

Aussi Morvilliers, magistrat vertueux, si pourtant on peut être vertueux avec un esprit dur et un caractère faible, Morvilliers ne prit les sceaux que par soumission, en attendant qu'on eût trouvé un ministre digne que Médicis lui confiât ses sanguinaires projets.

Cependant Rome et l'Espagne, les fanatiques, les courtisans, les gens d'affaires, les ennemis de la France et ceux du peuple se félicitèrent d'avoir enlevé à la nation l'appui d'un grand homme. Charles fut délivré d'un ministre qui ne savait que lui parler de ses devoirs; il fut délivré des plaintes dont les ennemis de l'Hôpital avaient si longtemps fatigué ses oreilles. Tout à la cour parut content, lorsque la ruine de l'État fut décidée sans retour; ceux même qui criaient contre le ministère, soit par habitude, soit par une vaine ostentation de vertu, soit pour faire acheter leur silence, n'osèrent plus se plaindre; et tous cessèrent de s'élever contre les abus, depuis que l'Hôpital leur eut montré qu'on pouvait songer sérieusement à les réformer.

L'Hôpital défenseur des lois, chef de la magistrature et législateur.

Au milieu de cette longue guerre contre les ennemis de la tranquillité publique, l'Hôpital avait encore trouvé du temps et du courage pour combattre d'autres maux moins effrayants, mais non moins dangereux, et pour empêcher l'avilissement ou l'abus de l'autorité, excès opposés, mais également pernicieux, et qui, par des moyens contraires, produisent un même effet, l'oppression du peuple; il s'était occupé surtout de corriger quelques abus de la jurisprudence criminelle et civile. Éclairé par son expérience, par l'étude, par de longues réflexions, pouvait-il ne pas sentir combien il faut se hâter de détruire ces abus qui attaquent sourdement les mœurs publiques et le caractère national, enfantent les vices, détruisent les vertus, et dont l'action est d'autant plus sûre et plus funeste, qu'elle est insensible, que la cause du mal est cachée à presque tous les yeux, et que le mal même demeure imperceptible longtemps après être devenu incurable. L'histoire lui avait appris que, presque partout, ces abus ont été la cause lente et secrète de l'avilissement et de la perte des nations.

Dans son administration, le chancelier de l'Hôpital demanda souvent la convocation des états généraux; mais plus souvent encore il eut recours à des assemblées formées par les chefs des différents ordres de l'État. Ces députés ne pouvaient, sans doute,

représenter la nation, puisqu'elle ne les avait pas choisis; nommés par la cour, appelés pour l'aider de leurs conseils et raffermir sa puissance chancelante, ils n'avaient ni la force ni le droit d'opposer des barrières au pouvoir arbitraire. On fit à l'Hôpital un reproche de cette innovation, qui paraissait une atteinte portée aux priviléges de la nation, un attentat contre ses droits. Mais les états généraux, plus tumultueux, plus difficiles à rassembler, plus lents dans leurs opérations, plus redoutés des courtisans, auraient-ils été plus utiles? Ces états, qui ont succédé aux assemblées anciennes de la nation, avaient, dès leur origine, accordé des impôts perpétuels; ils avaient même, en se réservant le droit de statuer sur les impôts ou territoriaux ou personnels, laissé une liberté entière de faire valoir les priviléges exclusifs, ou d'imposer des droits pour les consommations. Ainsi, les impôts qu'une perception sans frais, une répartition proportionnée à la richesse des contribuables peut rendre justes, du moins lorsqu'ils sont nécessaires, ces impôts étaient précisément les seuls que le prince ne pouvait établir; et l'art de déguiser les impôts, c'est-à-dire de les rendre plus onéreux et plus injustes, était devenu la politique de la cour. Cet art fut bientôt perfectionné; et dès lors les états, inutiles à l'autorité, à laquelle même ils faisaient ombrage, ne furent plus convoqués que dans des temps de minorité ou de désastre : leurs demandes étaient alors écoutées; mais à peine le danger était-il passé, à peine le prince devenait-il majeur, que tout ce qui avait été réglé aux états était

détruit; et c'était un crime aux yeux des favoris que d'oser en rappeler la mémoire.

D'ailleurs, au temps de l'Hôpital, il ne s'agissait pas de donner des bornes à l'autorité; il fallait sauver la France des horreurs d'une guerre religieuse; et la puissance royale tout entière suffisait à peine pour conserver la paix : aussi, en formant ces assemblées de notables, le chancelier voulait seulement que le roi pût entendre les hommes éclairés de la nation; qu'il les vît aux prises avec les favoris et les flatteurs; qu'il vît les uns augmenter de hardiesse lorsqu'ils avaient la nation pour témoin et pour juge, les autres obligés de rougir de leurs opinions, et n'osant produire au grand jour les sophismes honteux dont ils les coloraient : il voulait, en proposant au roi et à la nation des projets trop patriotiques pour ne pas offenser les oreilles des courtisans, ne présenter ces projets qu'appuyés du suffrage des gens de bien. C'est dans ces assemblées que l'Hôpital prit des forces pour s'opposer aux entreprises de la cour de Rome, pour réformer la magistrature, et pour apprendre aux Français, par quelques heureux essais d'une législation populaire et juste, ce qu'ils semblaient avoir oublié depuis trop longtemps, à respecter et à chérir les lois de leur patrie.

Affaires ecclésiastiques.

Il fallait alors du courage pour oser révoquer en doute la moindre des prétentions de l'autorité ecclésiastique. Les noms de novateur et d'impie étaient

prodigués à quiconque s'écartait de la soumission la plus aveugle, et des exemples terribles avaient montré à quels traitements cruels étaient exposés ceux qu'on avait flétris de ces noms.

L'Hôpital s'élève au-dessus de ces craintes; il fait rejeter avec indignation une bulle où le pape, au mépris des droits des souverains, de ceux du royaume de France, des règles même de l'Église, excommuniait la reine de Navarre et quelques évêques français.

Le cardinal de Ferrare (1) ne peut, malgré le crédit que lui donne sa parenté avec Catherine de Médicis, obtenir du parlement qu'il enregistre des pouvoirs contraires aux usages de l'église de France. L'ordre exprès du roi oblige l'Hôpital à signer les lettres patentes du légat, mais il ne peut l'obliger à feindre de les approuver; l'Hôpital, en signant, ose écrire qu'il signe malgré lui; et le parlement, qui voit à la fois et la signature de l'Hôpital et sa réclamation, refuse d'enregistrer ces lettres.

Le crédit des Guises ne peut soustraire à la sévérité des lois ni Arthus Didier, qui porte au roi d'Espagne une requête où des membres du clergé osent recourir à la protection d'un prince étranger et ennemi, ni Tanquerel qui a soutenu que le pape a des droits sur le temporel des souverains.

Entraîné par les raisons de l'Hôpital, le conseil de Charles IX se soumet à tout ce que le concile de

(1) Le pape l'avait envoyé en France avec le titre de légat *à latere*.

détrui[illegible]de sur le dogme; mais il refuse d'ad-
d'oser [illegible] canons sur la discipline, canons trop con-
[illegible] en quelques points aux lois de l'église de
pa[illegible], et où l'autorité ecclésiastique paraissait
[illegible] usurper les droits du pouvoir civil.

Cette conduite, et quelques lettres où le chance-
lier disait au pape la vérité et lui rappelait ses de-
voirs, l'exposèrent aux persécutions de la cour de Rome : peu de temps après l'affaire de Tanquerel, le pape écrivit à son légat d'engager la reine à faire arrêter Montluc et l'Hôpital, et de lui offrir, comme le prix de leur liberté, la permission d'aliéner pour cent mille écus de biens ecclésiastiques. Le chancelier conclut de ces offres que le roi pouvait sans doute oser, pour le soulagement de son peuple, ce qu'à Rome on croyait légitime pour persécuter les hérétiques ou emprisonner de bons citoyens; et il fut résolu de vendre quelques biens du clergé pour acquitter quelques dettes de l'État.

Ces biens furent alors regardés par le chancelier, par l'assemblée des notables, par les états, comme appartenant à la nation; les employer au soulagement du peuple accablé d'impôts, n'était-ce pas distribuer les aumônes d'une manière plus utile et plus égale? C'était donc rendre ces biens à leur destination première; et cet usage n'était-il pas sacré aux yeux même de la religion? Cependant on dénonçait l'Hôpital à la nation comme un calviniste et un athée.

De ces deux imputations, la seconde n'était qu'odieuse, la première pouvait être dangereuse; la pro-

.ession ouverte que la famille de l'Hôpital faisait du calvinisme semblait rendre cette accusation vraisemblable; les calvinistes eux-mêmes y donnaient une nouvelle force : leur fanatisme ne leur permettait pas de supposer qu'un catholique pût ne pas les haïr; et ils croyaient que, pour les plaindre, il fallait partager leurs opinions. Ainsi, tout le fruit que le chancelier retira de son humanité et de sa raison, fut d'être regardé comme un transfuge par un des partis, et comme un hypocrite par l'autre.

Mais qui soupçonnera l'Hôpital d'hypocrisie? Pourquoi celui qui sacrifia sa place à son devoir ne l'aurait-il pas sacrifiée à sa conscience?

D'ailleurs, l'Hôpital donnait des preuves de son attachement à la religion catholique, par son zèle même à réprimer l'ambition et les emportements de ses ministres, par ses efforts pour ramener dans le clergé la science et les mœurs : il savait que la corruption du clergé avait fourni aux novateurs leurs plus puissantes armes; il voulait leur enlever des objections d'autant plus fortes, qu'elles étaient précisément celles que le peuple pouvait entendre, et les seules dont il pût être frappé (1).

(1) L'Hôpital établit, dans chaque diocèse, un théologal, chargé d'y enseigner la doctrine de l'Église, dégagée de ces fables sous lesquelles on l'avait trop souvent montrée au peuple, et dont le ridicule, objet éternel des plaisanteries des réformés, faisait en France plus d'apostats que leurs arguments.

Innocent III avait institué les théologales plusieurs siècles auparavant; mais le canon du quatrième concile de Latran sur ce sujet, quoique renouvelé dans plusieurs autres conciles, n'avait

Il oblige les évêques à la résidence; il rétablit les élections; les évêchés, conférés par le clergé et par le peuple, comme aux premiers siècles de l'Église, auraient encore été la récompense des lumières et des vertus.

Il supprime les annates, ce tribut honteux que l'avarice de Léon X a imposé à l'ambition des favoris de François Ier.

La juridiction épiscopale, outragée par les priviléges des moines mendiants, est rétablie dans toute sa vigueur.

L'état des curés est amélioré; leurs fonctions respectables ne seront plus avilies par des salaires; ils auraient pu devenir ce qu'ils devraient être pour le peuple, des ministres de bienfaisance et de paix, chargés de lui offrir, dans tous ses maux, des secours ou des consolations; de le défendre contre ses oppresseurs; de lui enseigner tout ce qu'il peut lui être utile de savoir; de lui faire connaître enfin le prix de la vertu et les plaisirs de la conscience.

L'Hôpital fixe le temps des vœux monastiques à vingt-cinq ans pour les hommes et à vingt ans pour les filles; il défend aux monastères de recevoir aucune donation de ceux qu'ils admettent à la profession religieuse. Ainsi, en excluant des cloîtres ceux que l'ignorance ou les passions, une effervescence passagère ou des suggestions intéressées y entas-

pas été exécuté. Le concile de Trente ordonna qu'il fût remis en vigueur, et l'Hôpital crut devoir, sur cet article, se conformer aux règlements du concile.

saient en foule, l'Hôpital en voulait bannir les scandales et les apostasies.

S'il force le clergé de contribuer aux charges publiques, il lui assure en même temps la conservation de ses biens, il en prévient les dégradations.

Cependant, si on en excepte ces derniers règlements purement temporels, aucune de ces lois, quoique demandées par les états et appuyées du suffrage de la nation, ne fut exécutée. Le faux zèle des chefs du parti catholique s'éleva contre ces réformes, qui peut-être eussent été le seul moyen de ramener tous les Français à une même croyance; mais il importait peu à ces ambitieux hypocrites que la France fût paisible et catholique; il fallait qu'elle fût troublée pour qu'ils fussent puissants; et tandis que l'Hôpital servait également et la nation et l'Église, ils l'attaquèrent comme un ennemi de Dieu, uniquement parce qu'il était ennemi de leurs projets.

Cette haine des deux partis prouvait au chancelier qu'il était juste envers tous. Malheur à l'homme d'État, de qui une faction croirait avoir à se louer! la nation aurait sûrement à s'en plaindre. Malheur à celui qui, pour se soutenir dans ses opinions ou sa conduite, a besoin du sceau de l'approbation populaire, et qui cherche à s'attirer les suffrages! Ce besoin de l'opinion du moment décèle une âme petite et une tête étroite. Quelle opération, capable de produire un bien durable, peut être entendue par le peuple? Comment saurait-il jusqu'à quel point le bien est possible? Comment jugerait-il des moyens de le produire? Il sera toujours plus aisé à un char-

[illegible] le peuple, qu'à un homme de génie

[illegible]

Législation de l'Hôpital.

[illegible] c'est surtout dans ce qu'il entreprit pour la [illegible] de la magistrature et pour celle des lois, [illegible] faut voir le chancelier de l'Hôpital; c'est là [illegible]'on peut le juger lui et son siècle.

On jugera de la corruption de ce siècle, par les abus honteux auxquels l'Hôpital se vit forcé d'opposer des lois. On verra comment l'ignorance alors générale des principes de la législation l'obligea de remédier à chaque désordre par des lois particulières, au lieu de chercher dans un système de bonnes lois des moyens simples de tarir à la fois la source de tous les désordres. On reconnaîtra dans l'Hôpital ce mélange de grandeur et de petitesse, de vues profondes et d'erreurs grossières, qui, dans les siècles d'ignorance, caractérise le génie.

Chez les peuples anciens, où chaque nation habitait le sol sur lequel elle s'était civilisée, où tous les individus sortis d'une origine commune avaient les mêmes opinions et les mêmes mœurs, où les lois, faites d'après ces mœurs et ces opinions, n'étaient que l'expression des règles sous lesquelles chaque citoyen avait jugé qu'il lui serait utile de vivre, où la constitution s'était formée en suivant le progrès de la civilisation, et n'était qu'un système de moyens approuvés du peuple pour maintenir à la fois sa liberté et sa sûreté; chez ces peuples, la législation,

était simple : lois, mœurs, opinions, croyances religieuses, constitution, tout était d'accord, tout concourait au même but; et, pour former ces législations, dont nous admirons les ressorts simples et puissants, des philosophes, animés par l'enthousiasme de la vertu et de la liberté, trouvèrent aisément dans leur âme les principes dont ils avaient besoin.

Il n'en est plus de même parmi nous; chaque nation est formée de vingt peuples différents, Grecs, Romains, Juifs, Arabes, Barbares : tous nous ont donné des fers ou des lois.

Nos mœurs, nos opinions, les coutumes qui nous tiennent lieu de lois, ne sont qu'un assemblage confus de parties disparates ou contradictoires. Des capitulaires faits pour un autre gouvernement et pour d'autres mœurs; les coutumes de différentes peuplades que le seul hasard a réunies, et qui n'avaient de commun que de relever des rois de France; les lois données par Justinien à des peuples plus éloignés de nous par leurs opinions que par le long intervalle de siècles qui nous en sépare; les décisions des légistes et les usages des tribunaux; quelques lois trop souvent inspirées par l'ignorance ou la barbarie; quelques règlements que l'ambition ou les vues d'une politique momentanée ont dictés aux hommes revêtus de l'autorité : tels sont les matériaux dont l'amas informe compose notre jurisprudence.

Au milieu de ce désordre, quel homme de génie osera porter une main réformatrice? Sur quels prin-

cipes appuiera-t-il la base d'une législation nouvelle? Sur la nature de l'homme, sur ces lois morales que les établissements humains peuvent contrarier, mais qu'ils ne peuvent détruire. Il appuiera le code criminel sur les droits de l'homme, qui ne s'est mis en société que pour assurer sa liberté et sa vie; sur l'humanité, qui ne doit jamais permettre d'oublier, je ne dis pas qu'un accusé, mais qu'un coupable est un être sensible : il appuiera le code civil sur le droit de propriété territoriale, droit antérieur à la société elle-même; il réglera la manière de prouver ce droit ou de l'acquérir, en sorte que chacun possède tranquillement, sache ce qu'il doit posséder, et soit en état de le défendre; il réglera les droits des époux, des pères, des héritiers, d'après ce que demandent l'équité naturelle, le maintien des mœurs et le soin de la prospérité publique.

En élevant ainsi sur des fondements posés par la nature, et invariables comme elle, un édifice destiné pour l'éternité, il se gardera bien d'en gâter l'ordonnance majestueuse et simple, et d'y conserver quelques restes barbares de ruines gothiques.

Le génie de l'Hôpital n'était pas au-dessous d'un tel ouvrage, mais son siècle n'était pas au niveau de son génie. Les sciences morales ont, comme les sciences physiques, leurs périodes et leurs progrès. Fondées également sur des lois générales que l'observation seule apprend à connaître, elles ne sont longtemps que l'assemblage de quelques vérités que l'instinct a fait découvrir à des hommes de génie : il vient un moment où les véritables principes de ces

sciences, la méthode de les étudier et l'art de les réduire en système sont enfin découverts; c'est la confusion même, c'est le nombre et la complication des objets, c'est le besoin qui amène ce moment; mais il doit arriver plus lentement dans les sciences morales, où les vices des hommes ajoutent aux difficultés de la nature : et Descartes a dû précéder Montesquieu.

Ne reprochons point à l'Hôpital de n'avoir pas fait ce qu'il n'était point en son pouvoir de faire; et avant de juger ce grand homme, comparons-le avec son siècle. Pour apprécier le génie, il ne suffit pas de savoir ce que le génie a exécuté, il faut encore le mesurer et avec les moyens dont il a pu se servir, et avec les obstacles qu'il a surmontés.

Jamais les circonstances ne furent moins favorables à une réforme, que celles où se trouva l'Hôpital : il faut un temps tranquille, et la France était déchirée par des guerres civiles; une nation éclairée, et elle était fanatique; une autorité respectée, et tous se croyaient en droit de désobéir, parce que tous le pouvaient impunément. Voyons cependant ce que l'Hôpital a osé entreprendre, et ce qu'il n'a pu exécuter.

Réforme de la magistrature.

Il porta ses premiers regards sur la réforme de la magistrature; et la vénalité des charges fut le premier abus qu'il attaqua, parce que cet abus était la source de tous les autres, et rendait tout remède

impossible. L'usage de la vénalité était encore récent, et l'habitude n'avait point familiarisé avec ce scandale une nation où l'amour de l'or n'était pas devenu la passion dominante de tous les ordres, et n'avait pas encore gangrené toutes les âmes au point d'y éteindre tout principe de sentiment et de vie.

Je sais que la vénalité des charges a eu Montesquieu (1) pour apologiste, et que l'autorité d'un grand nom est bien puissante, surtout quand c'est une erreur qu'elle appuie : mais qu'elles sont faibles les raisons par lesquelles il défend ce préjugé!

(1) *La vénalité*, dit Montesquieu, *fait de la magistrature comme un métier de famille.* Mais ne serait-ce pas plutôt une raison de la proscrire? Quel serait donc l'avantage de transformer en métier ces fonctions respectables, de concentrer dans quelques familles des places qu'il est dangereux de confier à quiconque peut avoir d'autres intérêts que ceux de la patrie?

Le hasard fera de meilleurs choix que le prince. La vénalité ôte-t-elle donc aux ministres, s'ils sont ennemis du peuple, les moyens d'écarter les gens de bien ou d'introduire leurs créatures? Leur ôte-t-elle les moyens de corrompre? Eh! qu'importe la facilité d'introduire dans les tribunaux des hommes déjà vendus, si, dans un corps d'hommes rassemblés au hasard, on est sûr d'en trouver toujours assez qui veuillent se vendre!

L'espérance de s'élever aux magistratures excite l'industrie des classes inférieures. Mais la véritable récompense de l'industrie est la fortune. Les magistratures devraient être le prix des lumières et de la probité des jurisconsultes, et non le prix des richesses acquises dans le commerce ou dans la finance.

Comment Montesquieu a-t-il pu cette fois être égaré par ces petites vues d'une politique subtile et fausse, que jadis on regardait comme le secret de l'art de gouverner, et que lui-même nous a instruits à mépriser?

Comme le génie, si puissant lorsqu'il soutient la cause de la raison et de l'humanité, perd toutes ses forces lorsqu'il a le malheur de la combattre!

Combien, au contraire, les raisons qui proscrivent l'usage de la vénalité sont-elles simples, faites pour être saisies par tous les esprits, pour parler au cœur de tous les hommes, signe presque certain pour reconnaître, en politique comme en morale, les vérités vraiment utiles!

La vénalité des charges les rend bientôt héréditaires; les tribunaux se remplissent d'hommes ignorants et vains, qui dédaignent l'étude et l'abandonnent à ceux qui ont leur fortune à faire : la vénalité ferme l'entrée de la magistrature et à la noblesse pauvre, et aux jurisconsultes qui n'ont, pour y prétendre, que leurs talents ou la connaissance approfondie des lois : elle détruit toute émulation; il ne suffit plus de mériter les premières places, il faut être assez riche pour les acheter.

Les hommes nés dans les tribunaux, et ceux qui, venus d'ailleurs, veulent s'y faire pardonner une origine étrangère, y entretiennent, y renforcent même l'esprit de corps, cet esprit si puissant sur les têtes faibles, sur les petites âmes, sur les hommes corrompus, sur tous ceux qui ne peuvent avoir ni opinion, ni force qui leur appartiennent, sur ceux qui cherchent un prétexte pour couvrir leurs vues intéressées, ou dont les vices ont besoin d'appui : cet esprit de corps, toujours séparé des intérêts de la nation, devient plus dangereux encore dans une classe d'hommes dont le premier mérite devrait être

le désintéressement le plus pur et la plus sainte impartialité. Et même chez des peuples où l'opinion publique aurait peu de force, combien ne serait-il pas à craindre de voir les préjugés antiques s'enraciner dans des corps toujours recrutés par eux-mêmes; de voir ces corps ne point changer, tandis que tout change autour d'eux, et les lumières leur être étrangères, leur devenir même odieuses, parce qu'elles ne servent qu'à éclairer la distance qui est entre eux et leurs contemporains (1)!

Mais en voilà trop sans doute; et s'il est un homme qui puisse voir trafiquer du droit de prononcer sur la vie et sur l'honneur des citoyens,

(1) En vain m'opposerait-on que la vénalité a subsisté longtemps en France sans produire ces effets funestes. C'est sans doute le plus grand éloge de ceux qui ont occupé parmi nous les charges de la magistrature : mais ce n'est pas une preuve qu'il ne soit pas dangereux que ces charges demeurent vénales. Faut-il donc attendre, pour s'opposer à un mal, qu'il ait eu le temps d'exercer tous ses ravages? Ne devrait-on pas, au contraire, se hâter de l'extirper, tandis que des circonstances étrangères en suspendent encore les progrès, et de les prévenir, puisqu'on a pu les prévoir?

Vous voulez, me dira-t-on, détruire la vénalité : mais qu'y substituez-vous? La vénalité a des inconvénients, on l'avoue; mais ces inconvénients sont connus, on sait les évaluer; l'habitude les a rendus supportables.

Il ne m'appartient pas d'instruire les législateurs; mais qu'il me soit permis de croire qu'il est d'autres moyens d'élever des hommes à la magistrature, que de mettre la magistrature à prix d'argent : qu'il me soit même permis de croire que ces moyens sont faciles. Hélas! dans l'art de gouverner les hommes, ce n'est pas de faire le bien qui est difficile, c'est de le vouloir.

comme d'une vile marchandise; qui puisse voir de jeunes gens acheter des devoirs redoutables, dont les hommes les plus éclairés par l'expérience, et du courage le plus éprouvé, trembleraient de se charger; si, dis-je, il est un homme qui puisse voir ces abus, et qu'il ne pleure pas sur l'humanité, quels raisonnements pourront le convaincre? Il suffit aux vérités physiques d'être prouvées, mais on ne croit les vérités morales que lorsqu'on aime à les croire.

Qui êtes-vous, me dira-t-on peut-être, pour condamner un usage approuvé par Montesquieu, et que le silence de la magistrature semble avoir consacré? Je ne suis rien; mais j'ai pour moi la voix de la magistrature elle-même dans le temps de sa gloire, dans le temps qu'elle voyait dans son sein les de Thou, les Montagne, les la Boëtie, les du Vair; j'ai pour moi le vœu de la nation, qui n'a cessé dans les états généraux de condamner la vénalité comme un abus également honteux et funeste; j'ai le suffrage de l'Hôpital.

Il supprima les charges qu'on n'avait créées que pour les vendre, et qui n'étaient, dans la réalité, qu'un impôt déguisé sous un vain prétexte d'utilité publique : il réduisit à une seule les différentes juridictions royales, qui, placées dans une même ville et sur un même territoire, ne servaient qu'à exciter des querelles toujours payées par le peuple. Ces réductions devaient se faire à mesure que les places viendraient à vaquer : dans la suite, les magistrats inférieurs auraient été choisis par leurs justiciables,

le d(

impar

publiq

à crain(

dans de:

de voir c(

change au

gères, leur

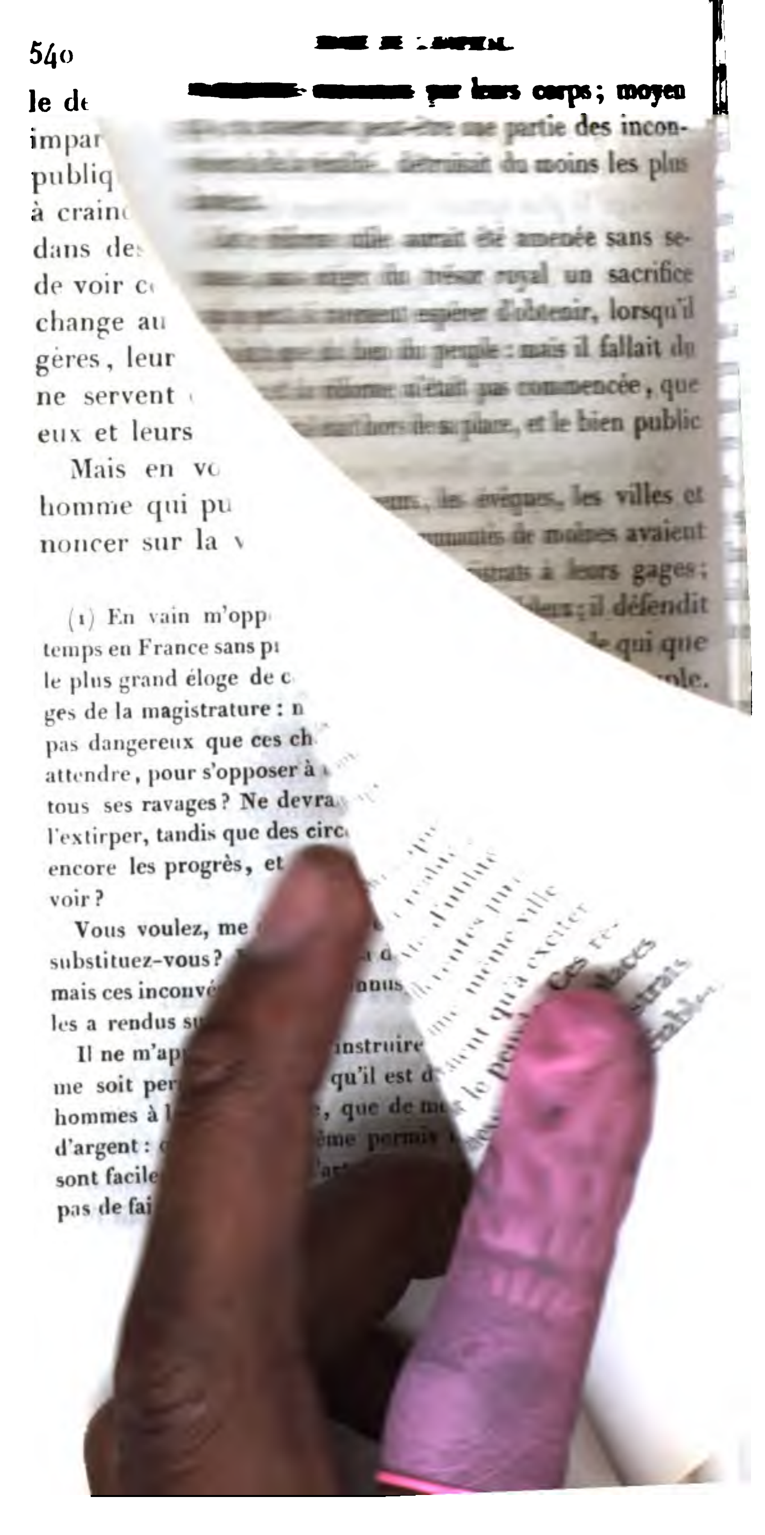
ne servent

eux et leurs

Mais en v(

homme qui pu

noncer sur la v



(1) En vain m'opp

temps en France sans p

le plus grand éloge de c

ges de la magistrature : n

pas dangereux que ces ch

attendre, pour s'opposer à

tous ses ravages ? Ne devra

l'extirper, tandis que des circ

encore les progrès, et

voir ?

Vous voulez, me

substituez-vous ?

mais ces inconvé

les a rendus s

Il ne m'ap ... nstruire

me soit pe ... qu'il est d

hommes à l ... , que de m

d'argent : ... ême permis

sont facile

pas de fai

« servir des projets ambitieux, dont on ne daigne « pas même vous confier le secret. »

L'Hôpital s'éleva contre l'amour effréné des richesses, qui portait les uns à rechercher les épices avec une avidité déshonorante, les autres à s'intéresser secrètement dans le commerce et dans les affaires, et à donner par là des protecteurs cachés et puissants au monopole et aux vexations.

Il réprima ceux qui abusaient de leur puissance et de l'impunité que leur assurait l'esprit de corps, pour perdre ou effrayer leurs ennemis, envahir des successions, séduire des héritières; il voulut détruire cet esprit de brigandage, qui, des autres corps de l'État, avait pénétré jusque dans la magistrature, où il était d'autant plus scandaleux, que le mal venait de ceux même dont le devoir était de le réprimer.

Les haines religieuses, l'esprit de faction, avaient introduit dans les tribunaux une partialité révoltante : on était innocent ou coupable, on était privé de son bien ou enrichi du bien d'autrui, selon qu'on était du parti de la maison de Guise ou de celui du prince de Condé, qu'on suivait les dogmes de Calvin ou ceux des catholiques. L'Hôpital remontrait sans cesse aux magistrats qu'il fallait juger l'homme et le droit, et non le parti ou la croyance; et cette maxime si simple avait peine alors à être entendue.

Enfin, la faiblesse d'une régente, et la faiblesse plus dangereuse de deux jeunes rois, avait fait naître dans les tribunaux des idées d'un pouvoir que la loi ne leur avait pas donné. Les ordonnances res-

... exécution, et l'usage des tribunaux l'em-
... sur elles : les édits étaient sans cesse violés
... des arrêts. Les cours s'étaient arrogé le droit
... interpréter les lois du prince, de les limiter; tan-
...is que les grands envahissaient l'autorité souveraine, elles avaient cru pouvoir du moins en saisir quelques débris; et oubliant qu'elles devaient défendre les droits du peuple, elles combattaient pour leurs priviléges.

L'Hôpital, également ennemi du despotisme et de l'anarchie, de la corruption et du zèle outré, du relâchement et de l'esprit de corps, de l'avilissement et de la morgue, s'éleva également contre tous ces abus. Laissant aux cours le droit de faire des remontrances, il déclara, de l'avis des chefs de la nation et des membres les plus éclairés de la magistrature, que si les remontrances n'étaient pas écoutées, les parlements devaient exécuter les édits; qu'ils ne pouvaient déroger aux lois que lorsque l'autorité législative les avait changées; qu'ils étaient les exécuteurs de la loi, et qu'ils y étaient soumis.

Gardons-nous de croire que l'amour du pouvoir ait inspiré ces principes à l'Hôpital. Ce désir si vif dans les esclaves, d'augmenter la puissance de leurs maîtres, eût-il pu souiller son âme? L'Hôpital eût-il pu même songer à augmenter le pouvoir de sa place? Un si faible intérêt ne le gouvernait pas. Ne pouvant se dissimuler ses talents, il désirait sans doute d'obtenir une autorité qui lui permît de développer toute l'étendue de son génie : mais il ne regardait

le pouvoir attaché à sa place que comme un moyen d'être plus utile; il jouissait du plaisir d'avoir fait le bien, de l'espérance d'assurer, par l'exécution de ses vues, un bonheur durable à son pays : mais il était loin de s'enorgueillir d'une puissance que le hasard lui avait donnée, et dont il se voyait d'autant plus près d'être dépouillé, qu'il se rendait plus digne de la conserver. Ce ne fut donc ni l'ambition ni un zèle servile pour l'autorité absolue, ce fut l'amour de l'ordre qui porta le chancelier de l'Hôpital à désirer qu'aucune opposition étrangère ne pût arrêter l'exécution d'une loi émanée du trône. Aussi, par le même édit, défend-il aux magistrats d'obéir aux ordres particuliers du monarque même, lorsque ces ordres sont en contradiction avec la loi; et, par une distinction sans laquelle il ne resterait aucune ombre de liberté dans une monarchie, il sépare les lois adressées à la nation entière, où le monarque statue sur des objets généraux, et qui sont l'ouvrage de la justice, d'avec les ordres particuliers, qui ne sont jamais qu'un acte de sa puissance.

L'Hôpital ne crut pas la réforme des justices subalternes indigne de ses soins : il voulut que les magistrats supérieurs parcourussent les provinces, examinassent la conduite des tribunaux, recueillissent les plaintes du peuple, dont la voix trop souvent étouffée perce si difficilement la foule des oppresseurs qui assiégent le trône. Il voulut que ces magistrats observassent dans les provinces les effets des différentes lois sur les mœurs, sur la richesse

publique, et vinssent lui apprendre celles qu'il devait réformer. Malheureusement, on n'a pas même besoin de dire qu'un tel projet ne fut point exécuté.

C'était peu de rappeler aux magistrats leurs devoirs et la sainteté de leurs fonctions. La sûreté publique exigeait que les juges coupables de prévarication, de faiblesse, d'ignorance (car l'ignorance d'un devoir qu'on s'est imposé volontairement est un crime), eussent eux-mêmes des juges, et fussent soumis à des peines. Le chancelier savait trop bien que l'impunité des ministres des lois est une source de tyrannie, et que l'abus des formes de la justice est encore plus scandaleux et plus funeste que l'abus de la force.

Lois de justice.

De la réforme de la magistrature, l'Hôpital aurait voulu passer à celle de la jurisprudence; mais, ne pouvant attaquer le principe des maux de l'État, il chercha du moins à les pallier, à en suspendre les progrès. Il crut que si une réforme générale, mais alors impossible, pouvait seule sauver l'État, des lois particulières, opposées à chaque abus particulier, pouvaient du moins être utiles.

Il simplifia plusieurs formes de procédures.

Il concilia, dans l'exercice de la juridiction prévôtale, la nécessité d'avoir dans ces temps malheureux une justice prompte, avec le droit des citoyens de n'être jugés que par leurs juges naturels.

L'avidité des secrétaires des magistrats fut répri-

mée, et l'impôt qu'ils avaient établi, cette manière indirecte de vendre la justice, fut flétrie par des lois.

Il institua à Paris, et dans la plupart des villes de France, une juridiction destinée pour les seules affaires du commerce; il lui donna une jurisprudence simple, prompte et peu dispendieuse.

En ordonnant l'exécution provisoire des transactions entre majeurs, en assujettissant à une forme authentique les donations et les substitutions, en déclarant qu'une demande en justice abandonnée pendant trois ans n'arrêterait point le cours de la prescription, en réglant la forme des évocations et des récusations, il ôta des prétextes à la chicane, sans nuire à la défense des droits légitimes.

Les jugements prononcés par les arbitres furent exécutés par provision, et l'appel ne put être porté qu'aux cours souveraines.

Il voulut que dans les affaires entre parents, dans les procès entre négociants, un tribunal d'arbitres tînt lieu d'une première juridiction, diminuât les frais, et épargnât des scènes scandaleuses.

La preuve par témoins ne fut admise dans les affaires civiles que pour des sommes très-modiques (1), où la corruption des témoins n'était plus à craindre.

Les femmes mariées en secondes noces ne purent donner à leur mari qu'une part d'enfant : l'Hôpital crut avoir assez accordé à l'amour en l'égalant à la tendresse maternelle.

(1) Au-dessous de cent livres.

Il opposa des barrières à la mauvaise foi des débiteurs, en ordonnant que les sommes demandées produiraient un intérêt du jour de la réclamation. Dans le cas où le riche, abusant de son crédit ou du besoin que le pauvre craint d'avoir de lui, refusait le salaire des ouvriers, il devait être condamné à payer le double; injustice apparente, mais qui cesse de l'être, si l'on songe que l'objet de cette loi n'est pas de condamner un débiteur à payer plus qu'il ne doit, mais de soumettre à une peine l'homme inhumain et injuste.

Il voulut que le débiteur de mauvaise foi fût puni par la perte de sa liberté; loi dure, mais nécessaire peut-être dans un temps où une noblesse factieuse et corrompue regardait comme une marque d'honneur le droit de n'être pas contrainte à payer ses dettes.

Le roi renonça à l'usage de suspendre par des lettres les poursuites des créanciers; moyen d'autant plus dangereux, qu'il n'est pas regardé comme infâme, parce qu'il faut avoir du crédit pour l'employer.

Le peuple, qui presque partout est soumis seul au joug de tant de lois, dont aucune n'est faite en sa faveur, le peuple ne fut pas oublié par l'Hôpital. Il savait trop bien que c'est l'avantage du peuple seul qui doit diriger les vues des législateurs, et que lui seul forme véritablement la nation, puisque les autres classes de citoyens n'ont été établies que pour lui, et ne subsistent que par son travail.

L'Hôpital fit déclarer par Charles IX que, dans les

états généraux, le consentement du tiers état serait nécessaire pour l'établissement des impôts, et que les suffrages réunis de la noblesse et du clergé ne suffiraient pas pour assujettir le peuple à une charge que ces deux corps auraient pu faire retomber en entier sur lui.

La levée de la taille devint plus régulière et plus douce.

Il défendit aux gentilshommes de chasser dans les terres ensemencées; c'était assez sans doute que le champ du laboureur fût dévoré par le gibier, sans être dévasté par les chasseurs : il permit aux propriétaires des champs d'effrayer les bêtes fauves par leurs cris, et même de leur *jeter des pierres, mais sans les offenser;* car il fallait respecter encore les prétendus droits de ceux qui préfèrent le plaisir de tourmenter les animaux à celui de faire du bien aux hommes, et qui aiment mieux que la terre nourrisse des sangliers qu'ils égorgent impunément, que des hommes de qui ils ne peuvent attendre un si noble plaisir.

Il défendit aux soldats, aux chefs des troupes d'exiger du peuple des vivres, des chevaux ou des journées sans les payer. Pouvait-il ne pas sentir que forcer le peuple au sacrifice des seuls biens qui lui restent, son temps et son travail, c'est le soumettre à l'impôt le plus avilissant à la fois et le plus onéreux?

L'Hôpital ne voulut point qu'on traitât comme coupable l'accusé, peut-être innocent, qui n'avait pas assez de confiance à l'équité ou aux lumières

de ses juges pour remettre sa vie entre leurs mains. Il déclara que le bien des contumaces, leurs charges, leurs droits ne pourraient être confisqués que cinq ans après leur condamnation; et il frustra l'avidité des courtisans, qui s'empressaient à multiplier les accusations pour envahir le bien des accusés.

Il est incertain qu'un accusé soit coupable, et il est sûr qu'il est malheureux. La prison, où la sûreté publique exige quelquefois que l'on traîne un innocent, ne doit pas être un supplice. On n'a droit de faire éprouver à un coupable même que la peine infligée par la loi, et il ne peut être juste de le soumettre à aucune autre peine. Les prisons doivent donc être saines, et telles, en un mot, que la perte de la liberté soit le seul mal qu'on y éprouve. L'Hôpital ordonna que jamais elles ne fussent au-dessous du rez-de-chaussée : il eût fait disparaître de la France ces cachots malsains, où l'innocent et le coupable sont exposés aux mêmes dangers, et que l'avarice et le mépris pour le peuple ont multipliés bien plutôt que le besoin de la sûreté publique; ces cachots qui prouvent si puissamment qu'il existe une classe avilie et opprimée, et une autre classe qui a fait les lois et qui se croit à l'abri de leur justice.

Enfin, l'Hôpital mit des bornes à la profusion des lettres de grâce, qui, cessant d'être un acte de clémence lorsqu'elles pardonnent au puissant qui a opprimé le faible, n'étaient devenues qu'un moyen d'assurer l'impunité à quiconque avait du crédit, de l'intrigue, de l'or et des patrons.

Lois d'administration.

Jusqu'ici nous n'avons vu dans l'Hôpital qu'un législateur sage et éclairé.

Peut-être le reste de sa législation, ce qui appartient à l'administration plus qu'à la justice, mérite-t-il des reproches. Nous ne dissimulerons point la vérité; nous ne balancerons point entre l'intérêt du bonheur public et celui de la gloire d'un grand homme.

L'Hôpital eût voulu donner à sa nation les lois des anciens Romains, dont il avait la simplicité, les mœurs et les vertus. Il fit donc des lois somptuaires, sans songer qu'elles ne peuvent être exécutées que chez les peuples où la honte d'avoir manqué aux lois est un frein suffisant pour en maintenir l'exécution ; sans songer que, chez une grande nation déjà corrompue, le luxe sait éluder les lois somptuaires, et qu'elles ne font plus qu'ouvrir la porte aux délations et à l'espionnage; sans songer enfin que le luxe n'étant pas un crime, interdire aux citoyens cet usage de leurs richesses, c'est attenter à leurs droits. Le luxe, qui multiplie les productions inutiles et dissipe les productions nécessaires, qui n'excite l'industrie que pour faire servir le travail du grand nombre aux fantaisies de quelques individus, qui corrompt, avilit et détruit les nations, le luxe n'a d'autres ennemis que les bonnes mœurs, l'exemple des rois et celui des grands hommes, la prospérité de l'État, l'égalité des fortunes, surtout l'égalité de

considération entre le riche et le pauvre : et si l'Hôpital a pu suspendre un moment chez quelques citoyens les progrès du luxe, ce n'est point par des lois trop faciles à éluder, trop contraires aux mœurs de son siècle pour être exécutées; c'est en donnant lui-même l'exemple de la simplicité, c'est surtout en ne distinguant les hommes que par leurs vertus et non par leurs richesses.

L'esprit de justice et d'ordre porte à tout régler par des lois; et la connaissance des vraies causes de la félicité publique et des véritables droits de l'homme et du citoyen, la vue des abus que la manie *réglementaire* fait naître, abus bien plus grands que ceux qu'elle veut supprimer, peuvent seules contenir cet esprit dans de justes bornes. Les principes de l'administration des États n'étaient pas connus du temps de l'Hôpital, et il serait injuste de lui reprocher de n'avoir pas créé une science nouvelle.

Pardonnons-lui donc cette foule de règlements pour les arts et métiers; pardonnons-lui d'avoir ignoré que ces règlements attaquaient la propriété la plus sacrée que puisse avoir l'homme, celle de son travail. Il voulait maintenir l'ordre, et il ouvrait la porte aux vexations; il croyait encourager l'industrie, et il ne faisait que la soumettre à un impôt de plus. Pardonnons-lui d'avoir ignoré que la taxe des subsistances n'est qu'un moyen de les maintenir au-dessus de leur prix naturel; que défendre de porter des grains à l'étranger, c'est défendre à la terre de les produire. Pardonnons-lui de n'a-

voir pas su que ces ordres de garnir les marchés de grains, ces entraves mises à la liberté du commerce intérieur, ces gênes imposées aux laboureurs, tous ces règlements, qu'il étendit même sur la manière de cultiver, sont un véritable impôt qui augmente le prix des denrées, une source de découragement qui en diminue la quantité réelle; et qu'ainsi tant de soins pour la subsistance du peuple ne pouvaient servir qu'à rendre cette subsistance plus chère et moins assurée (1). Enfin, ce grand homme n'avait pas senti que chaque article de ces lois était un attentat contre les droits les plus inviolables de l'homme et du citoyen, contre ces mêmes droits pour le maintien desquels il eût été prêt à faire le sacrifice de sa vie, la propriété et la liberté. Pleurons sur la vertu trompée, qui signe d'une main pure l'ordre du malheur public, et tirons une leçon utile des fautes mêmes d'un homme de génie. Comme ce n'était ni par routine, ni par faiblesse, ni par un goût secret pour les abus, qu'il fit tant de lois prohibitives, il y porta la force de son caractère et l'étendue de son esprit; et c'est par ces lois mêmes qu'il faut apprendre à quels excès pourrait empor-

(1) La dévastation des campagnes, le danger des transports, la crainte de la famine pour des villes exposées sans cesse à des séditions ou à un siége, l'état critique d'un royaume où il y avait plus de brigands que de laboureurs, peuvent encore excuser l'Hôpital. Il crut peut-être que, dans un temps de brigandage, il fallait des lois tyranniques. Il se trompa; au lieu de protéger le commerce, il acheva de le décourager. Mais se fût-il trompé dans un temps plus tranquille?

ter la manie des règlements, si une heureuse inconséquence ne venait l'arrêter.

Cet homme, qui voulait à la fois rétablir la magistrature dans sa dignité et dans sa gloire en y détruisant la vénalité et la corruption, rendre au clergé ses mœurs antiques en lui donnant des lumières nouvelles, maintenir la paix entre deux partis aigris et sous les armes, faire régner les lois au milieu des guerres civiles et l'humanité au sein du fanatisme; cet homme, qui combattit seul la politique de la cour de Rome et la perfidie de Philippe II, la faiblesse de Charles IX, l'inconstance de sa mère, les intrigues du cardinal de Lorraine, les talents et la gloire du duc de Guise, l'esprit factieux des grands, l'avidité de la cour; cet homme n'est plus le même lorsqu'il se livre à l'esprit réglementaire : ce génie si étendu, si puissant, semble se rabaisser au niveau des préjugés auxquels il s'est soumis. On a peine à croire jusqu'à quel point il a porté l'attachement à ce faux principe, qu'on ne doit abandonner à l'intérêt et aux passions des hommes que ce que les lois ne peuvent leur enlever, et quels étranges règlements le système prohibitif a inspirés à un homme d'un esprit si élevé, si conséquent. Partisans de ce système, lisez ces lois et jugez (1).

(1) Le chancelier de l'Hôpital défendit aux valets de labourage de se marier sans la permission de leurs maîtres; loi tyrannique, dont tout l'effet était d'augmenter le prix des salaires de ces domestiques, puisque leurs maîtres étaient obligés d'acheter à la fois leur temps et leur liberté.

Il régla la manière dont un laboureur devait nourrir ses char-

Pour favoriser le commerce et perfectionner les manufactures, l'Hôpital crut devoir mettre des droits sur les marchandises étrangères; mais ces droits nuisibles, parce qu'en ôtant la concurrence ils ôtent le seul moyen juste et vraiment efficace d'exciter l'émulation entre les manufactures, ces droits injustes, parce qu'ils augmentent nécessairement le prix des marchandises, ces droits ont encore l'inconvénient de n'encourager qu'une seule espèce d'industrie ou de culture, et si le ministre a mal choisi, de l'encourager aux dépens d'une industrie ou d'une culture plus avantageuse. Administrateurs, laissez ce choix à l'intérêt et à la nature qui ne se tromperont jamais. Aussi l'Hôpital détruisit lui-même les lois qu'il avait

retiers, le nombre des mets qu'on pouvait faire servir dans un festin, ce qu'un voyageur devait dépenser dans une auberge, l'espèce de viandes qu'il lui serait permis de manger. Un voyageur pouvait, à la vérité, doubler la portion de son cheval, mais il ne pouvait augmenter la sienne. Les cuisiniers, les hôtelliers étaient condamnés à des peines afflictives, s'ils violaient ces règlements.

D'autres lois déterminaient la forme des hauts-de-chausses et des vertugadins, défendaient de faire des bûches et des échalas carrés, de manger des agneaux et des volailles en certains temps de l'année.

Enfin, l'Hôpital défendit de crier des petits pâtés dans les rues, pour ne pas exposer les pâtissiers *à l'oisiveté*, et le public *à des indigestions*.

Si le docteur Swift eût voulu tourner en ridicule l'esprit réglementaire, il n'eût pas imaginé des lois plus étranges. Pourquoi donc l'Hôpital fit-il ces lois ? Je le répète, c'est qu'il avait l'esprit conséquent; c'est qu'elles étaient la suite nécessaire des principes qu'il avait adoptés.

faites sur cet objet; mais peut-être ce fut moins par la conviction de leur inutilité, que par l'impossibilité d'exciter l'industrie dans un royaume en proie aux guerres civiles: il sentit que ces lois n'étaient qu'un impôt de plus, et il les révoqua.

Il existe une loi qu'il est affreux de voir signée du nom de l'Hôpital, celle qui défend, sous une peine capitale, d'imprimer un livre sans permission. Certes, ici la peine n'est pas en proportion avec le délit; mais lorsqu'un livre peut allumer la guerre, un livre peut être un crime: dans des temps paisibles, une telle loi eût été le comble de la tyrannie et de l'opprobre; dans ces temps malheureux, elle pouvait n'être qu'une précaution indispensable.

Il faut plaindre l'Hôpital de s'être cru forcé à cette précaution cruelle; il faut plaindre cet homme ami des lumières, ami de l'humanité, d'avoir donné une loi qui outrage l'humanité, et qui éteindrait les lumières s'il était au pouvoir des mauvaises lois de les éteindre. Comparons cette loi avec le cœur de l'Hôpital; voyons ce qu'il a dû lui en coûter pour la signer, combien il fallait qu'il la crût nécessaire, et félicitons-nous de vivre dans un autre siècle.

De toutes les lois de l'Hôpital, celles qui contraignaient trop ou l'intérêt ou les passions des hommes puissants, furent bientôt anéanties: il ne resta que le petit nombre de celles qui faisaient du bien à la nation, sans faire à ses ennemis un mal sensible; mais du moins il put, dans sa retraite, se rendre ce témoignage si honorable et si doux: *Tout ce qui*

dans mon temps a été fait pour le bonheur du peuple, a été mon ouvrage.

L'Hôpital dans la retraite.

Ce n'est que dans la disgrâce et dans la retraite qu'on peut juger l'homme d'État. Tant qu'il est en place, obligé, s'il est coupable, de masquer d'un voile hypocrite ses déprédations, et de couvrir d'un motif honnête des lois qui préparent le malheur public; forcé, s'il est vertueux, de dérober aux ennemis du peuple les sages motifs de ses opérations, et de cacher comme un crime l'étendue de ses projets bienfaisants; célébré, s'il veut le mal, par la foule des hommes corrompus, et presque dispensé de tenir à ses gages des orateurs et des poëtes, ayant, s'il veut faire le bien, autant d'ennemis que les abus nourrissent de gens avides, l'homme vertueux voit sa fermeté passer pour l'amour du pouvoir, son zèle de la justice pour un esprit de vengeance: on traitera de trahison contre le prince, son courage pour défendre la liberté des citoyens; on traitera sa tolérance, d'irréligion; ses grandes vues, d'esprit de système; son humanité et son amour du peuple, de philosophie romanesque. S'il n'a pas voulu s'abaisser à employer d'autres armes que ses talents et ses vertus, il sera maladroit; s'il a dédaigné de ménager les hommes corrompus, on lui reprochera de ne pas connaître les hommes.

Le ministre coupable, au contraire, verra tous ses vices érigés en vertus, parce que ceux dont la voix

peut se faire entendre sauront profiter de ses vices. S'il favorise une corruption de mœurs utile à ses desseins, on louera sa politique; s'il n'agit que d'après les circonstances et ses intérêts, on louera sa souplesse et ses ressources; plus il fera de mal au peuple, plus on exaltera sa bienfaisance: la voix des citoyens honnêtes sera étouffée par ce concert d'admiration.

Mais l'un et l'autre sont-ils renversés par ces intrigues qui, heureusement pour les nations, n'épargnent pas les ministres corrompus plus que les ministres vertueux, la disgrâce les met tous deux à leur place.

L'un a perdu tous ses flatteurs; à peine quelques complaisants subalternes, qui n'existaient que par lui, se chargent de le soulager du poids du temps. Incapable de tout, hors du mal public dont il ne lui est plus permis de s'occuper; étranger à tous les sentiments, hors celui de l'ambition; sans occupation comme sans attachement; déchiré par le regret d'avoir perdu sa puissance; tourmenté par le remords, qui dans tous les hommes lui montre des ennemis, parce qu'il a fait du mal à tous les hommes, il ne lui reste qu'un orgueil que personne ne daigne plus flatter, et des mépris qu'il n'a plus le pouvoir de punir.

L'autre a conservé ses amis : tous les sentiments qu'une passion plus énergique et plus profonde avait comme suspendus, reviennent remplir son âme et la consoler; il retourne à des études qu'il n'avait pu sacrifier qu'au bonheur public; chaque homme qu'il

voit est un ami, parce qu'il n'y a point d'homme dont il n'ait voulu être le bienfaiteur. Devenu l'objet de la vénération des méchants même, sitôt qu'ils ont cessé de le craindre; dispensé du soin pénible de les combattre, et d'arrêter ses yeux sur les tristes détails de leurs crimes, il a retrouvé sa sérénité, et il semble que la disgrâce l'ait délivré d'un fardeau. Sa vertu lui suffit; il ne hait ses ennemis que comme il hait tous les méchants, et il n'a pas même besoin de sentir que tôt ou tard le mépris public doit le venger.

Une seule douleur peut le troubler, celle d'être témoin du malheur de sa patrie; mais il sait encore l'adoucir en préparant de loin, par ses travaux, le bonheur des races futures.

Tel fut dans sa retraite le chancelier de l'Hôpital. La poésie, qui depuis sa jeunesse avait été pour lui un délassement dans le tumulte des affaires, devint l'amusement de sa vieillesse. Ses ouvrages en vers ne contiennent que des épîtres : on y chercherait en vain une poésie harmonieuse ou brillante; mais on trouve partout un goût simple et pur, formé par l'étude de l'antiquité, une philosophie élevée et consolante, la haine de l'oppression et du fanatisme, l'amour des lettres et du repos; il ne parle des grandes places que comme de grands devoirs à remplir, et de sa disgrâce que pour célébrer les douceurs de la vie privée, plaindre son roi et pleurer sur son pays. Ce goût de la vertu, qui donne des charmes si touchants aux ouvrages où il règne, prend un caractère plus intéressant et plus respectable encore, lors-

... a lui-même contribué au bien public
... inspirer l'amour (1).

...age plus utile et plus important occupa
...ps le chancelier de l'Hôpital. Il se proposa
...mparer le droit romain avec nos usages et
... nos mœurs, de le rectifier, et d'en tirer un code
... lois qu'on pût substituer à toutes nos coutumes.
Ne connaissant pas les vrais principes de la législation puisés dans la nature, il les cherchait dans l'ouvrage des hommes le moins imparfait, et dans les lois d'un peuple à qui tous les peuples avaient obéi.

Les soins de l'agriculture, les travaux champêtres, les plaisirs simples et touchants d'un père de famille n'avaient point perdu leurs charmes pour l'Hôpital; et cette âme longtemps remplie des plus grands objets, cette âme longtemps agitée des intérêts les plus importants, revint sans effort à tous les goûts de la nature.

L'Hôpital, en renonçant à sa place, n'avait pas eu besoin de changer de vie. Pauvre et retiré à la campagne, il y fut tel qu'il avait été à la cour, où il avait donné l'exemple d'une frugalité digne des héros de Rome ancienne.

Pendant son ministère, sa conversation instructive et agréable, formée d'un mélange piquant de philo-

(1) Il est beau de voir l'Hôpital, encore chancelier, conjurer, dans une épître touchante, le cardinal de Lorraine de ne plus s'opposer à la paix, et de permettre à la nation de respirer. Il est beau surtout de voir un ministre reprocher, en beaux vers, au duc de Guise, d'entourer le roi de satellites, et de lui apprendre à n'avoir plus besoin de l'amour de son peuple.

sophie et de littérature, faisait le seul plaisir de sa table, où l'honneur d'être admis était brigué par les courtisans: on n'y servait qu'un seul plat de viandes bouillies. Modernes Apicius, pardonnez à la *bassesse* de ces détails; daignez songer que les dépenses des gens en place sont payées par le peuple, et que l'homme de bien, qui se défie d'autant plus de ses forces que lui seul s'en défie, se conduit dans les grandes places de manière à n'avoir pas même de privations à s'imposer lorsque son devoir lui ordonne de les quitter.

Il y avait quatre ans que l'Hôpital menait dans sa retraite une vie libre et indépendante, lorsque ses yeux furent témoins du crime le plus horrible dont soient souillées nos annales.

A un signal donné du haut du palais des rois, des troupes d'assassins catholiques égorgent, au nom de Dieu et du roi, les protestants endormis sur la foi des traités solennellement jurés: la politique n'avait proscrit que les chefs; le fanatisme, l'esprit de vengeance, la soif du butin, multiplièrent les victimes.

Paris fut pendant trois jours la proie des assassins: ni l'âge, ni le sexe, ni les vertus utiles à la patrie, ni les talents, ne furent épargnés. Quand il ne resta plus de victimes qu'on pût immoler impunément, Charles arrêta le carnage pour s'avilir encore par d'autres forfaits.

Il accuse devant le parlement les sujets qu'il vient de faire assassiner; ce qui restait dans ce corps d'hommes justes, échappés à peine au fer des assassins, n'ose élever la voix; les vengeurs des lois

consacrent l'assassinat par un arrêt : Coligny, que le roi appelait son père, à qui il avait juré, peu de jours auparavant, de le venger de ses ennemis, Coligny, accusé par ce même roi d'une conspiration imaginaire, est condamné, après sa mort, à un supplice infâme; et pour donner à cette horrible fable une apparence de réalité, on traîne au supplice deux protestants que les meurtriers avaient épargnés.

Toutes celles des grandes villes où commandaient des hommes dévoués aux favoris imitèrent l'exemple que la capitale avait donné : on eut soin de prévenir les contre-ordres que les remords arrachèrent au roi peu de temps après les massacres.

La fille de l'Hôpital était à Paris : au crime de sa croyance, elle joignait le crime plus grand d'être la fille de l'homme vertueux à qui les meurtriers ne pardonnaient pas d'avoir suspendu leur rage pendant huit années; la mère du duc de Guise eut le crédit d'arracher cette victime aux satellites de son fils; l'Hôpital alors cessa de craindre. Les meurtriers avaient paru autour de sa maison : on lui propose de leur opposer une résistance qui laisserait aux remords et à la honte le temps de changer le cœur de Catherine et de son fils; mais l'Hôpital ne peut regarder comme un bonheur de survivre à la désolation et à la honte de son pays : *Si la petite porte ne leur suffit pas*, dit-il, *qu'on leur ouvre la grande*.

Enfin, on lui annonce que le roi veut bien le laisser vivre : *Je croyais n'avoir mérité*, répond-il, *ni la mort ni le pardon*. Il mourut six mois après; ses

yeux fatigués de tant de crimes, se fermèrent enfin, et avec lui s'éteignit la dernière espérance des Français : lui seul eût pu changer en vertus utiles les remords qui déchirèrent le malheureux Charles IX.

Telle fut la fin de la vie de l'Hôpital. Cette vie fut-elle heureuse? Ce grand homme réunit tout ce qui mérite les désirs des hommes : des amis tendres et fidèles; une famille à qui il était cher, et dont jamais il n'eut à rougir; une fortune bornée, mais au-dessus de ses désirs comme de ses besoins, et qui lui permettait d'être bienfaisant; une santé qui jamais n'interrompit ses travaux; de grandes places, des talents et des vertus dignes de ces places; la gloire, l'amour du peuple, le respect des gens de bien, et ce concert si doux à l'oreille de l'homme vertueux, les cris des méchants : jamais son âme inébranlable et pure ne connut ni les remords, ni le trouble, ni la crainte. Mais pourquoi faut-il que les crimes des méchants soient aussi un supplice pour l'homme de bien qui n'a pu les empêcher, et que la nature ait laissé en leur puissance cette manière de lui faire du mal ?

La vertu ne suffit donc pas pour assurer le bonheur des hommes! Mais du moins elle est pour tous les hommes le moyen d'être le moins malheureux qu'il est possible.

O hommes! dans quelques circonstances que vous vous trouviez, quels que soient vos concitoyens et vos maîtres, soit que la vertu règne autour de vous, soit que le vice y domine, au milieu des frémissements de l'oppresseur comme au milieu des béné-

dictions du malheureux soulagé, faites toujours ce que vous conseillent la vertu et le courage.

Employez, pour le bonheur public, tout ce que la nature vous a donné de talents et d'énergie; et dussent les supplices ou même le mépris être votre partage, dussent vos travaux être inutiles, soyez sûrs encore que vous avez bien choisi, et qu'en évitant le remords ou le sentiment accablant d'avoir été faibles, vous avez évité de plus grands maux.

Sans doute, il est des siècles condamnés à des malheurs irréparables, et réduits à préparer, par ces malheurs mêmes, la félicité des races futures; mais que l'exemple des vains efforts du génie et de la vertu ne nous fasse pas désespérer du bonheur de l'espèce humaine.

Tant que les lumières ont été renfermées dans un peuple seul, qui n'avait de rapport avec les autres que pour les mépriser ou les vaincre; tant que chaque nation isolée a combattu seule contre le malheur et l'ignorance, et que le secours des lumières étrangères ne pouvait l'aider à réparer ses pertes; tant que les sciences morales ont été bornées à un petit nombre de vérités grandes et profondes, qu'une sorte d'inspiration dévoilait à quelques âmes privilégiées; tant que l'instruction, bornée à des écoles publiques, obligeait les sages de déguiser la vérité sous des emblèmes dont le sens se perdait après eux, et qu'il leur fallait se conduire avec leurs disciples comme un chef de conjurés avec ses complices; tant que les livres n'ont été que des manuscrits qu'il était difficile de multiplier et facile d'anéantir; alors

sans doute les ennemis du genre humain pouvaient espérer de le tenir enseveli dans les ténèbres, et de lui dérober à jamais la connaissance de ses maux, et surtout celle des remèdes. Ainsi, les tyrans de la Grande-Grèce, en brûlant les sages renfermés dans l'école de Crotone, purent aisément se flatter d'assurer à leurs esclaves une éternelle imbécillité.

Mais à présent que l'invention de l'imprimerie permet à la vérité une circulation rapide que rien ne peut arrêter, et que la vérité une fois découverte ne saurait être anéantie; à présent que les vrais principes des sciences morales sont dévoilés, que les véritables méthodes sont connues; à présent que la voix de la raison s'est fait entendre des glaces de Pétersbourg aux mers de Philadelphie, et des rochers de la Norwége aux plaines de la Bétique, et que partout elle a réveillé le génie qui dormait depuis tant de siècles; à présent que les hommes éclairés de toutes les nations se prêtent leurs lumières, ont les mêmes idées, parlent le même langage, sont animés des mêmes intérêts, cette force lente de la vérité, souvent trop faible, mais toujours agissante, l'emportera à la longue sur les obstacles qu'on lui oppose.

L'oppresseur, le corrupteur d'une nation, condamné par toutes les autres, entendra avec une douleur impuissante le jugement prononcé contre lui, et tremblera de le mériter. Les maux que le méchant peut faire encore seront passagers comme lui. Il pourra punir les sages, mais il ne les empêchera pas d'être utiles : il leur ôtera la liberté, la vie;

mais l'espérance du bonheur des hommes, la douceur d'y avoir contribué, les suivront jusqu'à la mort; et le bien qu'ils auront fait subsistera encore lorsqu'il ne restera plus du méchant que le mépris attaché à son nom.

O l'Hôpital! dans un siècle plus heureux, les fruits de tes travaux, immortels comme ta gloire, auraient formé dans la postérité les vengeurs des peuples et les restaurateurs des nations; mais il ne reste de toi que l'exemple de ton courage. Puisse cet exemple, puisse la vue de ce monument que t'érige un citoyen digne, comme toi, de faire entendre la vérité au cœur des rois (1), former parmi nous des hommes qui te ressemblent, et produire, dans une nation peut-être plus énervée encore que corrompue, ces vertus fortes et courageuses, qui seules ont le pouvoir de changer la face de la terre, et d'en chasser à la fois le crime et le malheur!

(1) M. le comte d'Angiviller, directeur général des arts, bâtiments et manufactures royales, a fait faire, aux frais du roi, la statue du chancelier de l'Hôpital.

ÉLOGE

DE

BLAISE PASCAL.

PRÉFACE (1).

Pascal est un de ces génies extraordinaires qui ont plus de droit à notre admiration qu'à notre reconnaissance, et que la nature semble n'avoir formés que pour étonner les hommes, et déployer à leurs yeux toute sa puissance. L'enthousiasme qu'inspirent les écrits de cet homme illustre m'a fait désirer de connaître sa personne. J'ai voulu lire ce qu'ont écrit de lui sa sœur, ses amis, et j'ai vu, avec indignation, qu'ils semblaient affecter de ne rapporter de sa

(1) On n'a pas cru devoir supprimer cette préface, que Condorcet avait mise à la tête de l'éloge et d'un choix de pensées de Pascal, parce qu'elle fait, comme l'éloge même, partie du jugement que portait cet homme illustre sur l'auteur célèbre des Provinciales. (*Note des premiers Éditeurs.*)

vie que tout ce qu'il avait fait d'indigne de lui (1).

Ces puérilités ne sont pas le seul tort que le

(1) Voici ce qu'on trouve dans la vie de Pascal, par madame Perrier :

Un régent de philosophie s'occupe gravement de rechercher avec quelle matière le corps de Jésus-Christ a été formé. Pascal imagine que l'opinion de ce professeur est hérétique, le dénonce et le force de se rétracter.

On voit ensuite Pascal se revêtir d'une ceinture de fer, armée de clous, et il a soin de se l'enfoncer dans la chair lorsqu'il se surprend avoir quelque plaisir. Il craignait surtout de trouver bon ce qu'il mangeait, et il tâchait d'appliquer son esprit de manière à ne recevoir jamais de sensations agréables.

Si madame Perrier disait qu'elle avait vu une jolie femme, Pascal se fâchait, et prétendait *qu'il ne fallait pas tenir ces discours devant des laquais ou des jeunes gens, parce qu'on ne sait pas quelles pensées cela peut leur faire naître.* Madame Perrier se donne beaucoup de peine pour prouver que Pascal était chaste; comme s'il lui eût été possible de ne pas l'être : et une de ses preuves, c'est que peu de temps avant sa mort, Pascal rencontra une jeune fille, aimable et malheureuse, et qu'il respecta sa beauté et sa misère. C'est ainsi que depuis deux mille ans, aucun rhéteur n'a manqué de louer Cyrus et Scipion de n'avoir pas violé leurs prisonnières.

Pascal était parvenu au point de perfection de n'aimer personne, et il ne voulait point qu'on l'aimât. *C'est une faute,* disait-il, *plus grande qu'on ne croit, que d'aimer un autre homme, ou de souffrir qu'on en soit aimé. C'est faire à Dieu un larcin de la chose du monde qui lui est la plus précieuse.* Il avait, dit-on, autant d'éloignement *pour faire la guerre civile que pour voler sur les grands chemins, ou assassiner le monde;* et l'on assure que de *tous les péchés, la guerre civile était celui dont il était le moins tenté.*

zèle aveugle des amis de Pascal ait fait à sa mémoire. Cet homme célèbre avait jeté sur le papier les idées qui se présentaient à son esprit. Il s'en trouve un grand nombre qu'il est bien étrange de voir sortir de la même tête, qui avait trouvé le secret de peser l'air, et d'assujettir au calcul les effets du hasard. Ce sont ces pensées que les éditeurs ont rassemblées avec le plus de soin, dans le dessein, non d'en faire honneur à Pascal, mais de donner de la valeur à des misères scolastiques, ou mystiques, en les appuyant du nom de cet homme célèbre.

De telles pensées auraient nui à la réputation de Pascal, et à sa cause même, si quelque chose pouvait leur nuire. J'ai donc cru qu'il serait utile de faire, des pensées de Pascal, une édition nouvelle, où l'on supprimerait beaucoup de ces pensées (1), et où l'on en ajouterait quelques-

Il avait un amour *sensible pour l'office divin*, et surtout *pour les petites heures*.

Il s'était procuré un almanach pour *toutes les menues dévotions qui se pratiquent dans les églises*.

Enfin, cet homme, dont la santé eût été si utile à ses semblables, préférait d'être malade, *parce que*, disait-il, *la maladie est l'état naturel d'un chrétien;* comme si l'état d'un chrétien était de n'être bon à rien.

(1) Je doute que ceux qui s'intéressent à la mémoire de Pas-

unes, que des motifs particuliers avaient engagé les éditeurs à retrancher dans la première édition. On a trouvé dans les manuscrits de l'abbé

cal, et même à la religion, puissent regretter beaucoup qu'on ait supprimé les pensées suivantes :

« L'Ancien Testament contenait les figures de la joie future, et « le Nouveau contient les moyens d'y arriver. Les figures étaient « de joie, les moyens sont de pénitence. Et néanmoins l'agneau « pascal était mangé avec des laitues sauvages, *cum amaritudini-* « *bus*, pour marquer toujours qu'on ne pouvait trouver la joie « que par l'amertume.

« Tout ce qui est au monde est concupiscence de la chair, ou « concupiscence des yeux, ou orgueil de la vie. *Libido sentiendi*, « *libido sciendi*, *libido dominandi*. Malheureuse la terre de malé- « diction, que ces trois fleuves de feu embrasent, plutôt qu'ils « n'arrosent ! Heureux ceux qui, étant sur ces fleuves, n'ont pas « plongé, n'ont pas été entraînés, mais immobilement affermis; « non pas debout, mais assis dans une assiette basse et sûre, dont « ils ne se relèvent jamais avant la lumière, mais après s'y être « reposés en paix, tendent la main à celui qui les doit relever, « pour les faire tenir debout et fermes dans les porches de la « sainte Jérusalem, où ils n'auront plus à craindre les attaques « de l'orgueil, et qui pleurent cependant, non pas de voir écou- « ler toutes choses périssables, mais dans le souvenir de leur « chère patrie, de la Jérusalem céleste, après laquelle ils soupi- « rent sans cesse dans la longueur de leur exil !

« La charité n'est pas un précepte figuratif. Dire que Jésus- « Christ, qui est venu ôter les figures pour mettre la vérité, ne « soit venu que pour mettre la figure de la charité, et pour en « ôter la réalité qui était auparavant, cela est horrible.

« La distance infinie des corps aux esprits, figure la distance « infiniment plus infinie des esprits à la charité; car elle est sur- « naturelle.

« Les faiblesses les plus apparentes sont des forces à ceux qui

Perrier, son neveu, une copie de ces pensées, rejetées par les éditeurs; et cette copie authentique avait été faite sur l'original de Pascal, déposé à la bibliothèque de Saint-Germain des Prés.

Un homme de lettres, qui les cultive comme une source de consolation, et non comme un moyen de gloire, m'a permis d'y joindre un éloge de Pascal qu'il a fait, il y a quelques années. Cet éloge, auquel j'ai ajouté quelques notes, me paraît peindre le génie et le caractère de Pascal, beaucoup mieux que sa vie écrite par madame Perrier. D'ailleurs, il a le mérite,

« prennent bien les choses : par exemple, les deux généalogies « de saint Matthieu et de saint Luc; il est visible que cela n'a pas « été fait de concert. S'il n'y avait qu'une religion, Dieu serait « manifeste; s'il n'y avait des martyrs qu'en notre religion, de « même.

« Les septante semaines de Daniel sont équivoques pour le « terme du commencement, à cause des termes de la prophétie; « et pour le terme de la fin, à cause des diversités des chronolo- « gistes; mais toute cette différence ne va qu'à deux cents ans.

« Croyez-vous qu'il soit impossible que Dieu soit infini sans « parties? Oui. Je veux donc vous faire voir une chose infinie et « indivisible. C'est un point, se mouvant partout d'une vitesse « infinie; car il est en tous lieux, et tout entier dans chaque « endroit.

« Jésus-Christ a été dans une obscurité (selon que le monde « appelle obscurité) telle, que les historiens qui n'écrivent que les « choses importantes, l'ont à peine aperçu. »

bien rare aujourd'hui, de n'être point infecté de l'esprit de parti; et cela était difficile, en parlant d'un homme qui ne peut être indifférent pour aucun parti. Jansénistes, molinistes, croyants, incrédules, tous virent dans Pascal un défenseur ou un adversaire.

L'auteur de cet éloge trouve quelques défauts dans le style des Provinciales, et il a osé le dire. Il serait injuste de lui en faire un reproche: plus un homme a laissé une réputation imposante, plus il est utile d'avertir les jeunes gens des fautes qui lui sont échappées, et c'est pour les jeunes gens qu'il faut écrire. Les hommes du monde ne lisent que pour s'amuser: les gens de lettres cherchent dans les livres des matériaux pour leurs ouvrages. Mais les jeunes gens, dont les opinions ne sont pas encore fixées, dont l'âme se laisse entraîner à toutes les impressions; les jeunes gens, qui n'ont point encore appris à se défier ni des livres, ni des hommes, prennent, sans s'en douter, les idées, les sentiments des auteurs qu'ils lisent. Ainsi les préjugés, une fois consacrés dans les livres classiques, se transmettent de génération en génération.

On lit, dans le même éloge de Pascal, que ce pieux philosophe ne croyait pas qu'on pût trouver, par la raison seule, ni une démonstration de l'existence de Dieu, ni une base solide pour la morale. En relisant ses pensées avec plus d'attention, j'ai vu que cela n'était que trop vrai. J'ai craint d'abord qu'il n'y eût du danger à donner à cette opinion l'appui du nom de Pascal; mais plusieurs considérations m'ont rassuré.

Il n'y a point, dans la philosophie spéculative, de dogmes importants qui n'aient été soutenus et combattus par des hommes également célèbres. Ce fait, qu'on ne peut dissimuler, nous montre que ce n'est point par l'autorité, mais par la raison que ces questions doivent être décidées, et nous apprend à souffrir, avec indulgence, que l'on ne soit pas de notre avis.

D'ailleurs, si l'opinion de Pascal, sur l'existence de Dieu, semble favoriser les athées, elle est très-défavorable aux déistes, c'est-à-dire à ceux qui prétendent parvenir, par la raison seule, à la connaissance d'un Dieu qui veille sur nos actions, et qui, juste d'une justice analogue à la justice humaine, récompense nos

vertus et punit nos crimes. Il semble qu'il faut conclure de là que l'opinion de Pascal ne peut que servir à la religion. La religion n'a rien à craindre des athées. Leur morale a pour règle l'utilité générale des sociétés, et pour motifs l'intérêt que les hommes ont d'être bons, et l'aversion naturelle de l'homme pour causer de la douleur à son semblable. Cette morale parle trop peu à l'imagination et aux âmes communes, pour devenir jamais populaire. D'ailleurs, on accusera toujours les athées de détruire toute morale, et il leur sera toujours impossible de faire à cette objection une réponse satisfaisante, surtout de mettre cette réponse à la portée du commun des hommes.

La morale des déistes, au contraire, est appuyée sur la même base que celle de la religion. Ils offrent les mêmes espérances et les mêmes craintes ; l'âme y trouve les mêmes consolations ; leur système a ce caractère imposant de majesté et de grandeur, auquel l'imagination a tant de peine à résister. Leurs preuves, tirées de l'ordre qui paraît régner dans le monde, sont à la portée de tous les esprits ; au lieu que, pour sentir la force des objections qui attaquent ces

preuves, il faut avoir étudié et même approfondi les sciences naturelles. Enfin, les raisonnements des déistes contre la religion sont propres à séduire les âmes honnêtes et douces : on ne peut pas dire que, fatigués du joug d'une morale austère, ils cherchent à le secouer; et ils n'attaquent les religions exclusives qu'en parlant de la bonté universelle d'un Dieu, père de tous les hommes, qui n'a dû parler à tous ses enfants que le même langage.

Une autre raison de croire que ce sont les déistes, et non les athées, qui sont vraiment dangereux pour la religion, c'est qu'il y a eu beaucoup d'athées qui ont prétendu qu'une religion, même fausse, pouvait être bonne politiquement, et qui, en conséquence, se sont conduits avec un zèle plus ardent que celui des croyants les plus convaincus; au lieu que jamais déiste n'a marqué le moindre zèle pour ce qu'il a le malheur de regarder comme une superstition.

L'intérêt de la religion est donc de détruire le déisme, de prouver la nécessité d'une révélation, en montrant que la raison seule ne peut élever l'homme à la connaissance de Dieu.

Quant à l'opinion, qu'il est impossible d'établir sur la raison seule une morale solide, il est clair que, si elle est fondée, la croyance d'une révélation devient nécessaire au genre humain, et que l'utilité temporelle des religions en est une conséquence incontestable.

On sait que M. de Voltaire a examiné quelques-unes des pensées de Pascal. J'espère que cet homme illustre me pardonnera d'avoir joint ses réflexions aux pensées critiquées par lui, et que j'ai cru devoir conserver. M. de Voltaire est le premier qui ait osé dire que tout ce que Pascal avait écrit n'était pas sublime; on l'a accusé d'envie, et on a fini par convenir qu'il avait raison. Le sort de ce grand homme a été de devancer son siècle sur tous les points, et de forcer son siècle à le suivre.

Pascal a prétendu que, pourvu que la religion chrétienne ne fût pas impossible, il fallait la croire, et se conduire comme si elle était vraie, parce qu'il y avait peu à gagner, et beaucoup à risquer en ne la croyant pas. Il s'ensuivrait de cet argument que, s'il se trouvait sur la terre cinq ou six religions, qui toutes menaceraient les non-conformistes de peines éternelles,

il faudrait les croire et les pratiquer toutes à la fois, ce qui pourrait devenir embarrassant. Cet argument suppose encore qu'on est maître de croire ce qu'on a intérêt de croire : cela n'arrive que trop souvent dans la conduite de la vie ; mais il n'en faut pas faire une règle de philosophie. La religion chrétienne a tant d'autres preuves, qu'elle doit en rejeter une que toutes les religions intolérantes et cruelles peuvent employer avec un égal avantage. Ainsi, je n'ai pas craint de placer, à la suite de ce recueil de Pascal, une réfutation peu connue, qu'on attribue à M. de Fontenelle, et où l'on semble reconnaître sa philosophie et son style.

Il ne me reste plus qu'un mot à dire.

J'ai parlé beaucoup de moi dans cette préface, sans recourir ni au pluriel ni à la troisième personne.

L'usage de supprimer le moi, que l'austérité janséniste a introduit, me paraît plus propre à embarrasser le style qu'à montrer la modestie de l'auteur. On ne peut, d'ailleurs, me soupçonner de vanité. Je ne me nomme point ; et, en parlant de moi, on ne sait pas de qui je parle.



ÉLOGE

DE

BLAISE PASCAL.

Blaise Pascal naquit à Clermont, en Auvergne, le 9 juin 1623, d'Étienne Pascal, premier président de la cour des aides, et d'Antoinette Begon.

Étienne Pascal était fort habile en géométrie, et savait sur la physique tout ce qu'on pouvait savoir de son temps. Il ne voulut pas abandonner à des mains étrangères le soin de l'éducation de son fils. Cette négligence si commune suppose, dans un père, bien de l'indifférence, ou bien de la modestie; mais elle est moins nuisible que l'on ne croit communément. Il est probable qu'un homme capable de confier à d'autres le soin d'élever son fils, ne l'aurait pas mieux élevé qu'un étranger. Le jeune Pascal montra, dès son enfance, les dispositions les plus heureuses, et son père, croyant qu'il serait plus utile à son pays en formant un grand homme qu'en exerçant une charge, vint à Paris, et y vécut dans la retraite jusqu'en 1638, uniquement occupé de l'éducation de son fils, et des nouvelles découvertes de la géométrie qu'il cultivait en silence, sans même pré-

tendre à la gloire. Lié avec Fermat et Roberval, il s'unit quelquefois avec eux pour combattre Descartes; au reste, respectant un grand homme persécuté, il ne voulut point mêler sa voix à celle de Voétius, et de ces écrivains maintenant oubliés ou méprisés, mais alors écoutés et dangereux, qui ne pardonnaient pas à Descartes le bien que sa philosophie devait faire aux hommes. Étienne Pascal, après avoir combattu Descartes avec honnêteté, voulut devenir son ami; et il le fut jusqu'à la mort de ce grand homme.

Quoique Étienne Pascal eût entièrement renoncé aux affaires, il fut obligé de quitter Paris en 1638. Un de ses amis s'était vu forcé de s'opposer au cardinal de Richelieu, alors tout-puissant, et qui savait également violer les formes, ou les faire servir à sa vengeance. Cette résistance de l'ami de Pascal fut regardée comme un crime, et punie par la prison. Pascal n'abandonna point un ami malheureux; il osa même attester publiquement son innocence; il réfuta la basse calomnie, qui cherche toujours des crimes à ceux qui sont opprimés. Il alla enfin jusqu'à défendre ceux qui avaient eu le même courage que son ami, et qu'on appelait ses complices. La conduite de Pascal fut présentée au chancelier Séguier comme un attentat contre l'autorité : car le mérite modeste et obscur a encore des ennemis; et Pascal, sachant que le plus sûr moyen de suspendre l'activité de la haine est de soustraire à ses regards l'objet qui l'excite, se retira à la campagne. Il n'y fut pas longtemps : les vices de Richelieu n'étaient

pas sans un mélange de grandeur. Souvent petit et cruel dans les tracasseries de la cour et dans ses vengeances particulières, il avait de la hauteur et de la noblesse dans les affaires publiques.

Il ne vit dans Pascal qu'un homme courageux, mais honnête et simple, dont il n'avait rien à craindre ni pour sa vanité, ni pour sa place. Il le rappela à Paris, et l'intendance de Rouen fut le dédommagement de son absence volontaire et la récompense de ses vertus.

Son fils avait alors retiré de son séjour dans la capitale tous les avantages que le père en avait espérés, et d'ailleurs une ville qui avait produit le grand Corneille ne pouvait être regardée comme étrangère aux arts.

Le jeune Pascal était déjà célèbre; son père n'avait pas cru qu'il pût être utile de surcharger la tête d'un enfant de mots auxquels il ne peut attacher que des idées fausses ou incomplètes. Il avait retardé jusqu'à douze ans le moment de commencer l'étude des langues : celle des sciences exactes, pour lesquelles son fils avait une espèce d'instinct, fut renvoyée à une époque encore plus reculée. Étienne Pascal avait éprouvé avec quel empire ces sciences s'emparent de l'esprit; quelle fâcheuse incertitude elles font apercevoir dans toutes les autres; et il craignit que, si son fils s'y livrait trop tôt, il n'eût plus dans la suite que du dégoût pour l'étude des langues anciennes, dont la connaissance approfondie était alors regardée comme nécessaire. Ainsi, jusqu'à douze ans, on n'avait presque rien appris au

jeune Pascal, et de tous les enfants célèbres, le seul peut-être qui l'ait été à juste titre, a reçu une éducation tardive, ou plutôt n'en a point eu d'autre que son génie.

Étienne Pascal avait écarté de son fils tous les livres de géométrie. Ce jeune homme ne connaissait que le nom de cette science, et l'espèce de passion qu'avaient pour elle son père et les savants, parmi lesquels il était élevé. Son père, cédant quelquefois à ses importunités, lui avait donné quelques notions générales; mais on se réservait à lui en apprendre davantage *quand il en serait digne.* Toute l'ambition des enfants est de devenir hommes. Ils ne voient dans les hommes que la supériorité de leurs forces, et ils ne peuvent savoir combien les préjugés et les passions rendent si souvent les hommes plus faibles et plus malheureux que des enfants.

Pour Pascal, devenir homme, c'était devenir géomètre. Tous les moments où il était libre étaient employés à tâcher de deviner cette science des hommes, dont on lui faisait un mystère; il cherchait à imiter ces lignes et ces figures qu'il n'avait fait qu'entrevoir. Son père le surprit dans ce travail, et vit avec étonnement que la figure que traçait son fils servait à démontrer la trente-deuxième proposition d'Euclide. Cet événement a été rapporté par madame Perrier, sœur de Pascal : elle a joint à son récit des circonstances qui l'ont fait révoquer en doute. Mais si on examine le fait en lui-même, si on songe qu'il est moins question ici d'une démonstration rigoureuse que d'une simple observation

faite (1) sur les figures que Pascal avait construites, on verra (2) qu'il n'y a plus de prodige.

Qu'on juge des sentiments que dut éprouver à cette vue un père sensible, qui préférait les mathématiques à toutes les autres sciences, et qui voyait le seul objet de ses soins donner une preuve si certaine de sa passion pour les sciences de combinaison, et d'une sagacité singulière. Dès ce moment, l'étude des mathématiques lui fut permise; et il y fit des progrès si rapides, que quatre ans après il composa un traité des sections coniques assez supérieur à son âge, pour qu'on crût cet ouvrage digne de la curiosité de Descartes. On mandait à cet homme illustre que plusieurs propositions étaient mieux démontrées que dans Apollonius. Descartes, qui prétendait avec raison que de nouvelles questions demandaient une analyse nouvelle, et qui aurait voulu hâter la révolution qu'elle devait opérer, vit, avec peine, qu'on attachait en France quelque

(1) Un enfant qui serait parvenu de lui-même à faire des multiplications de nombres composés, ne l'aurait pu sans faire, pour chaque exemple, des raisonnements qui, étant généralisés, donneraient les règles de la multiplication algébrique. Cependant, on ne pourrait pas dire qu'il eût inventé ces règles. De même Pascal apercevait, sur la figure qu'il avait construite, la vérité de la trente-deuxième proposition d'Euclide, sans avoir une démonstration générale de cette proposition.

(2) N'est-ce pas trop dire? Un génie aussi singulier que Pascal, n'est-ce pas lui-même un prodige? D'ailleurs, l'auteur de l'éloge, qui paraît très-familiarisé avec les idées de la géométrie, n'est peut-être pas assez étonné qu'un enfant soit parvenu sans secours à acquérir ces idées.

prix au mérite d'avoir démontré, avec un peu plus d'élégance, ce qu'Apollonius avait découvert quinze siècles auparavant. D'ailleurs, le traité des sections coniques pouvait n'être qu'une compilation que le jeune géomètre aurait faite des leçons de son père et de Desargues, et c'est ainsi qu'en jugea Descartes. Il s'obstina à le regarder comme un ouvrage des maîtres de Pascal, où il lui était impossible de distinguer ce qui appartenait à leur écolier.

Pascal était alors à Rouen, où bientôt il se montra digne de sa réputation par une invention brillante; et ce n'était plus l'ouvrage d'un enfant qui donne des espérances. A dix-neuf ans, il conçut l'idée d'une machine arithmétique, et la fit exécuter. On sait que les règles d'arithmétique réduisent à des opérations techniques tous les calculs de cette science, et que l'addition, la soustraction et la multiplication des nombres simples sont les seules opérations qui restent à faire à l'esprit. Mais la simplicité de ces opérations devient elle-même un inconvénient. L'esprit se lasse bientôt de ces opérations tant répétées et si monotones; elles ne peuvent ni se passer de l'attention de celui qui les fait, ni la captiver. Une machine arithmétique n'a pas les mêmes inconvénients : toutes les opérations y sont purement techniques, à peu près comme dans la méthode de calculer par les jetons, et dans celle que le Gentil a trouvée chez les brahmes, et par laquelle ils exécutent, avec tant de promptitude et de sûreté, les calculs les plus compliqués. Avec une de ces machines, le géomètre, l'astronome feraient eux-mêmes, avec

facilité et sans dégoût, tous leurs calculs numériques; et ils seraient dispensés de recourir à la ressource moins sûre et plus dispendieuse des calculateurs subalternes. Ce fut la vue de cette utilité qui arrêta longtemps l'esprit de Pascal sur cette idée, et qui engagea Leibnitz à s'en occuper après lui; mais les machines arithmétiques, proposées jusqu'ici, sont d'une construction trop compliquée et d'un usage trop embarrassant pour être employées. Il faut attendre leur perfection du temps, et surtout de cette énorme complication des calculs numériques, que le progrès de l'astronomie rationnelle rend inévitable, et qui déjà nous fait sentir le besoin de nouvelles ressources.

Pascal avait éprouvé, dès l'âge de dix-huit ans, les premières atteintes de ces maux, qui le conduisirent au tombeau après plus de vingt ans de souffrances. Il disait que depuis dix-neuf ans il n'avait passé aucun jour sans souffrir. Cependant, son goût pour les sciences était toujours le même; et jusqu'à vingt-cinq ans ou environ, il y consacra tous les moments de relâche que ses douleurs lui laissaient. Ce fut dans ces intervalles qu'il fit ses expériences célèbres sur la pesanteur de l'air. Elles furent l'occasion de son traité sur l'équilibre des liqueurs; et c'est le premier ouvrage *français* où cette science ait été appuyée sur des principes solides. Galilée avait remarqué que l'eau ne montait pas dans les pompes au delà de trente-deux pieds, et il en conclut que la force, qui la soutenait à cette hauteur, n'était pas une force indéfinie, telle que l'horreur

du vide des scolastiques, mais qu'elle était déterminée et égale au poids d'une colonne d'eau de trente-deux pieds.

Galilée s'arrêta à cette remarque. Il savait cependant que l'air est pesant, et qu'un ballon rempli d'air pèse davantage que lorsque cet air en a été chassé.

Toricelli confirma, par de nouvelles expériences, l'observation de l'ascension de l'eau dans les pompes; il prouva que cette force élevait l'eau dans les tuyaux inclinés à la même hauteur perpendiculaire; que le mercure ne montait qu'à vingt-huit pouces, hauteur proportionnelle au rapport des pesanteurs des deux fluides. Le père Mersenne avait été témoin de ces expériences dans un voyage d'Italie; il en rendit compte à Pascal, et vraisemblablement d'une manière assez vague, puisqu'il ne lui dit pas même que Toricelli en fût l'auteur. Pascal les répéta de plusieurs façons, ce qui était important dans un temps où ces premières vérités d'expérience étaient offertes à des hommes remplis de tous les préjugés des philosophes scolastiques : ces expériences furent publiées en 1647. Alors Pascal attribua la suspension des liqueurs à l'horreur limitée du vide. Il se préparait même à soutenir la possibilité du vide contre Descartes, qui avait déjà aperçu que c'était à la pesanteur de l'air qu'était due l'élévation du mercure, et qui même avait indiqué les expériences qu'il fallait faire pour le démontrer. Jamais peut-être l'esprit humain ne fit, en si peu de temps, d'aussi grands progrès que dans cette époque. Trente ans

s'étaient à peine écoulés depuis la mort de Descartes, que déjà Newton avait deviné le secret de la nature qui avait échappé à Descartes, et corrigé les fautes de ce philosophe. L'histoire même des travaux de Pascal nous présente une observation qui prouve à la fois et combien la marche des sciences fut alors rapide, et combien ceux qui parlent en juges des sciences qu'ils n'entendent pas, s'exposent à se rendre ridicules. Pascal avait reconnu, en 1647, l'horreur du vide pour une cause naturelle; cependant, lorsque le traité de l'équilibre des liqueurs fut imprimé, en 1663, les éditeurs, qui, comme tous les hommes animés de l'esprit de parti, ne veulent pas reconnaître la moindre imperfection dans leurs héros, disent, dans leur préface, que Pascal n'avait garde de soutenir une doctrine aussi absurde que celle de l'existence du vide. Ils ne pouvaient pas deviner que vingt ans après seulement (en 1687), l'opinion de l'existence du vide reparaîtrait dans Newton avec une nouvelle force; en sorte que s'il n'y a point de preuve convaincante qu'il existe dans la nature un vide absolu, du moins est-on trop avancé maintenant pour croire que des raisonnements métaphysiques puissent en prouver l'impossibilité. Cependant, Pascal apprit enfin que Toricelli avait eu la même idée que Descartes sur la cause de la suspension des liqueurs. Il crut alors devoir s'assurer, par des expériences, de la vérité de ces conjectures. Descartes lui avait proposé de porter un baromètre au haut d'une montagne, et l'avait assuré que le mercure y serait sensiblement

plus bas que dans la plaine, parce qu'alors la colonne d'air qui pèse sur le mercure serait devenue plus courte. Pascal, avant de tenter cette expérience, qui demandait des apprêts considérables, en imagina une non moins convaincante. Près de l'extrémité supérieure d'un baromètre simple, dont le haut du tube était fermé avec un bouchon, Pascal avait scellé un tuyau coudé, communiquant par la partie supérieure de sa plus petite branche avec le haut du baromètre; la plus haute branche était fermée hermétiquement, et le coude était rempli de mercure, qui se tenait de niveau dans les deux branches, tandis que dans le baromètre il était élevé de vingt-sept pouces au-dessus. Ainsi, l'on voyait le mercure de niveau toutes les fois que la colonne d'air pesait ou ne pesait pas en même temps sur les deux surfaces du mercure; au lieu que, toutes les fois que l'air ne pesait que sur une des deux surfaces, le mercure s'élevait dans l'autre branche au-dessus du niveau.

Encouragé par ce succès, Pascal voulut encore essayer dans sa maison, et sur le clocher de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, l'expérience que Descartes lui avait proposée : il vit qu'elle avait un succès sensible : alors il se détermina, pour achever de lever tous les doutes, à la répéter sur une montagne d'Auvergne, haute de cinq cents toises. Perrier, son beau-frère, l'exécuta d'après ses instructions; car l'admiration qu'inspirait le génie de Pascal avait subjugué toute sa famille, et il avait fait de tous ses parents des physiciens et des savants aussi facilement que dans la suite il en fit des jansénistes et des dévots. La même

expérience réussit à Descartes en Suède, et, dès ce moment, la cause de ce grand phénomène fut connue; une foule d'effets, et de ces effets qui se présentent journellement, dépendait de cette cause. Telle est la résistance qu'on éprouve en ouvrant un soufflet, dont le tuyau est bouché; l'adhérence d'une clef à la lèvre qui la suce; la cohésion de deux corps polis que l'on veut séparer. Ainsi, cette découverte de la philosophie nouvelle, qui substituait une cause physique et lumineuse aux causes obscures et vagues de la physique ancienne, fut bientôt une connaissance populaire. Bientôt l'ancienne physique devint susceptible de ridicule, et il fut du bon ton de s'en moquer. C'est peut-être ce qui contribua le plus à hâter en France la décadence des chimères de l'école, et le triomphe de la bonne philosophie.

Dans le cours de ses expériences, Pascal eut occasion de remarquer l'élasticité de l'air, et de voir que cette élasticité tient l'air en équilibre avec le poids dont il est chargé. Un ballon, flasque au bas du Puy-de-Dôme, reprit en haut toute sa rondeur, et redevint flasque au bas de la montagne; un autre ballon, qu'on avait rempli d'air au sommet, s'aplatit en descendant.

Pascal observa aussi que les variations du baromètre, qui répondaient au poids de l'atmosphère, avaient quelques rapports avec les changements de temps. Descartes avait eu la même idée. Il avait imaginé le baromètre double pour observer ces rapports sur une échelle plus grande. Le baromètre devait se tenir plus haut lorsque l'atmosphère était

plus pesante. Il était naturel d'imaginer que, dans le temps de pluie, l'air est plus pesant. Aussi Pascal trouvait-il, d'après quelques expériences équivoques, que le baromètre baissait lorsque l'air était chaud, agité et serein, et qu'il haussait lorsqu'il était froid, calme et pluvieux.

L'erreur était d'autant plus difficile à reconnaître, qu'on ignorait alors que les variations du baromètre prédisent souvent celles du temps plutôt qu'elles ne les accompagnent.

Nous n'avons garde de faire à Pascal un reproche de cette erreur, nous la rapportons seulement comme une preuve de la lenteur à laquelle sont nécessairement assujettis les progrès des systèmes fondés sur les faits. Cette lenteur est la source de bien des jugements injustes; ne pouvant suivre la chaîne des progrès insensibles de l'esprit humain, au milieu des erreurs de chaque siècle et des inutilités dont chaque âge embarrasse la philosophie, la plupart des hommes méconnaissent la lente circonspection du génie, et n'admirent que les sophistes éloquents et prodigues de promesses (1).

A ces expériences sur les fluides, Pascal joignit

(1) La justice nous oblige d'observer que dans tout ce récit, l'auteur de l'éloge accorde beaucoup à Descartes, tandis que les éditeurs de Pascal lui ont presque tout refusé. Mais on a rapporté dans cet éloge les faits tels qu'ils résultent des lettres de Descartes, et de sa vie écrite par Baillet.

Les savants italiens trouveront sans doute qu'on est ici trop favorable aux deux philosophes français, et peut-être auront-ils raison.

des recherches profondes sur la théorie de l'équilibre des liqueurs.

Archimède, qui, le premier des anciens, traita de la théorie des fluides, n'avait considéré que l'équilibre des solides plongés dans un fluide. Il avait déterminé le poids des corps pesés dans un fluide plus léger, le degré d'enfoncement où ils restaient en équilibre dans un fluide plus pesant, la force avec laquelle ils tendaient à s'élever lorsqu'on les avait forcés de s'y plonger tout entiers, et la position qu'ils y prenaient relativement à leur figure.

Stevin, mathématicien flamand, paraît avoir prouvé le premier, par l'expérience et la théorie, que les fluides pèsent dans la direction de leur pesanteur, en raison de leur base et de leur hauteur, et qu'ainsi le cylindre et le cône fluide, qui ont une base et une hauteur égales, pèsent également sur cette base.

Pascal démontra la même vérité dans son ouvrage; et il employa de même et l'expérience et la théorie, dont le concours est si nécessaire, lorsque les sciences ont à combattre à la fois les préjugés du peuple et les erreurs des savants.

Des deux démonstrations de Pascal, l'une est fondée sur ce principe de mécanique, connu de Toricelli, que si, en supposant un changement dans la position de deux corps liés ensemble, il arrive que leur centre de gravité ne doive pas changer de place, ces deux corps seront en équilibre ; ce principe ne s'applique immédiatement qu'à l'équilibre des fluides pressés par deux pistons de masses pro-

portionnelles à leurs bases; il faut donc, pour l'appliquer à l'équilibre des fluides en général, les considérer comme divisés en canaux de figure quelconque, à l'extrémité desquels on suppose que la force des pistons soit appliquée : cette même considération de canaux de figure quelconque, et supposés en équilibre, a conduit de savants analystes à déterminer en général les lois de l'équilibre des fluides, que D'Alembert a démontrées ensuite d'une manière encore plus directe et moins hypothétique. La seconde démonstration de Pascal est fondée sur l'égalité de pression, et il déduit cette égalité de l'incompressibilité des fluides. Dans ce siècle, une géométrie nouvelle devait apprendre aux analystes le moyen de déduire de ce principe les lois générales du mouvement des fluides. Ces recherches sur les fluides furent les derniers efforts de ce génie, à qui la nature n'avait refusé que des organes proportionnés à sa force; ramené sans cesse à lui-même par la douleur, l'étude de l'homme fut la seule à laquelle son esprit, absorbé par la mélancolie, pût alors se livrer. Cette mélancolie avait encore été augmentée par un accident singulier. Pascal était allé se promener à quatre chevaux, et sans postillon, comme c'était alors l'usage. En passant sur le pont de Neuilly, qui n'avait pas de garde-fou, les deux premiers chevaux se précipitèrent. Déjà ils entraînaient la voiture dans la Seine; mais heureusement les traits se rompirent, et Pascal fut sauvé. Son imagination, qui conservait fortement les impressions qu'elle avait une fois reçues, fut troublée le reste de

sa vie par des terreurs involontaires. On dit que souvent il croyait voir un précipice ouvert à côté de lui. Pascal, ne pouvant ni chercher des ressources dans les sciences, ni trouver de repos en lui-même, n'eut plus d'espoir qu'en la religion. Jamais il n'avait cessé de l'aimer; et elle fut, dans ses infirmités, sa consolation et son appui.

L'Église de France était alors divisée en deux partis. L'un avait pour chefs les jésuites, et l'autre les hommes de France les plus savants (1). Le premier était tout-puissant, l'autre était opprimé. C'était celui que Pascal devait préférer; les chefs de ce parti affectaient de mépriser les sciences humaines, tandis qu'ils étaient avides de passer pour y exceller. Pascal y renonce de bonne foi : mais comme il fallait toujours à ce génie ardent et profond de grands objets et des routes nouvelles, il se proposa d'établir la vérité de la religion, et de l'appuyer sur une connaissance plus approfondie de la nature humaine. Ce projet, qu'il suivit tout le reste de sa vie, ne fut interrompu que par quelques distractions, et nous

(1) Dans la grammaire, dans les langues, dans l'histoire ecclésiastique, dans la théologie, car la France avait alors des hommes bien supérieurs dans les sciences humaines. On aurait dû faire ici une distinction, d'autant plus nécessaire que l'enthousiasme ignorant des jansénistes a souvent mis Nicole et Arnaud à côté de Descartes ou de Pascal; à la vérité, dans un siècle où l'on attachait tant de prix à la scolastique, les solitaires de Port-Royal pouvaient être regardés comme de grands hommes; mais la postérité n'a point confirmé ce jugement. L'auteur nous paraît trop favorable aux jansénistes.

leur devons des ouvrages de genres bien différents, les *Provinciales*, le *Triangle arithmétique* et le *Traité de la roulette*.

Le docteur Antoine Arnaud, fils de celui qui avait dénoncé les jésuites à la France entière comme des ennemis du trône, de la morale et de la religion, était à la tête des jansénistes. Tandis que les autres théologiens se faisaient presque un devoir de conscience d'ignorer les sciences naturelles, et de combattre la philosophie de Descartes, Arnaud avait approfondi (1) les sciences, et s'était montré le disciple de cette philosophie nouvelle. Sa profonde érudition théologique; une éloquence incorrecte, mais véhémente, abondante, quoique diffuse; une réputation de science et de vertu, qui s'était étendue loin des bornes de l'école; un caractère inflexible, une âme qui, née pour les passions, les avait toutes sacrifiées à celle de dominer sur les esprits, et de soutenir contre les jésuites ce qu'il regardait comme la cause de sa famille; tout cela le rendait l'ennemi le plus redoutable de *la société* : elle résolut de le perdre. Les ouvrages d'Arnaud, sur les querelles du jansénisme, en furent le prétexte, et la Sorbonne allait le condamner, lorsque ses amis

(1) *Approfondi*, c'est trop fort. Arnaud savait très-peu de géométrie, d'astronomie, d'optique, d'anatomie; de son temps, les autres sciences naturelles étaient encore au berceau, ou étaient demeurées un secret entre les mains de leurs inventeurs.

Ce qu'Arnaud avait approfondi, c'était la partie systématique de la philosophie de Descartes, c'est-à-dire, précisément tout ce qui n'en valait rien.

espérèrent arrêter ce corps par la force de l'opinion publique. Cette espèce de tribunal, qui n'inflige point d'autre supplice que le ridicule ou le déshonneur, fait souvent trembler les tribunaux les plus redoutables; mais pour armer ce tribunal de l'opinion en faveur du savant qu'on cherchait à opprimer, il fallait faire entendre à un public frivole ce que c'était que le *pouvoir prochain* et la *grâce suffisante*, qui ne suffisait jamais; il fallait rendre ridicule la querelle suscitée à Arnaud, afin de rendre ses juges méprisables et ses ennemis odieux. Le projet était excellent. On en chargea Pascal, et ses premières lettres eurent un succès qu'on n'aurait pu espérer de l'espèce de matière qu'il était obligé de traiter. Cependant, ces lettres ne produisirent aucun effet. Arnaud fut condamné, malgré la voix publique, par des moines docteurs, dont les jésuites avaient rempli la Sorbonne, soit que cette voix n'eût pas eu le temps de se faire entendre, soit qu'elle ait moins de force sur les moines que sur les autres hommes. Pascal crut alors devoir consacrer quelques lettres à la vengeance d'Arnaud; mais il connaissait trop le monde pour croire que l'apologie d'un innocent pût intéresser longtemps; il savait que la sensibilité des hommes se lasse plutôt que leur malignité; et la morale des jésuites lui parut propre à servir d'aliment à cette malignité.

Les rapports des hommes entre eux sont devenus si compliqués, que souvent il se présente des circonstances où la voix de la conscience ne suffit plus pour les guider, où leur devoir semble se contredire.

Dès lors, l'homme ignorant et faible, craignant à la fois Dieu et les remords, voulant être honnête, sans pourtant qu'il lui coûte de trop grands sacrifices, a besoin de guides qui puissent lui montrer ses devoirs et en fixer les limites.

Les scolastiques portèrent dans l'examen de ces actions douteuses toute la subtilité de leur philosophie. Au lieu de soutenir cette belle maxime de Zoroastre : *Dans le doute, abstiens-toi* (1), ils prenaient plaisir, pour faire briller la finesse de leur dialectique, à combiner des actions qui eussent toutes les apparences du crime, et ensuite à trouver des principes pour les justifier. Comme le but de leurs travaux était, non de faire haïr le crime, mais de décider si telle action était ou n'était pas un péché, si elle devait être punie par l'enfer ou si elle méritait seulement des peines plus légères, ils voulurent tracer, entre le juste et l'injuste, une ligne imperceptible, sans songer que celui qui ne veut s'interdire que ce qui est injuste à la rigueur est bientôt emporté, par ses passions, bien loin des limites de la morale.

Il paraissait plus aisé de rendre ces casuistes odieux, que de faire rire à leurs dépens; mais ils avaient discuté si doctement les questions les plus niaises (2), et les plus burlesques; ils avaient donné,

(1) J'ajouterais volontiers à cette maxime : si tu as quelque intérêt à agir ; mais si tu n'en as point, agis, de peur que la paresse ou l'indifférence pour le bien ne soient la cause secrète de ton doute.

(2) Par exemple, ils demandent quelle espèce de péché il y a

avec tant de bonhomie, des moyens si plaisants pour trahir la vérité sans mentir, pour imputer à ses ennemis des crimes supposés sans les calomnier, pour les tuer sans être homicides, pour s'approprier le bien d'autrui sans voler, pour se livrer à tous les raffinements de la débauche sans manquer au précepte de la chasteté, qu'ils étaient encore plus ridicules que dangereux. Le corps entier des jésuites n'avait point enseigné toutes ces sottises, mais chaque particulier en avait adopté quelques-unes. Heureusement pour le projet de Pascal, que, selon la plupart de ces casuistes, une action, que plusieurs docteurs graves regardaient comme indifférente, pouvait être suivie dans la pratique : de là, Pascal conclut que, tous étant des docteurs graves, il

à coucher avec le diable? si le sexe sous lequel le diable juge à propos de paraître change l'espèce du péché? Ils répondent que non, mais qu'il y a complication ; et ils appellent cette espèce *bestialité*, quoique le diable ne soit pourtant pas si bête : ainsi, lorsque le diable prend la forme d'une religieuse, il y a bestialité, avec complication d'inceste spirituel. Ils demandent si une religieuse, qui donne un rendez-vous à son amant, sur la brèche du monastère, et qui a la précaution de n'avoir hors du couvent que la moitié du corps, échappe par ce moyen au crime d'avoir violé la clôture? si un homme, qui entretiendrait cinq filles, et qui, en reconnaissance de leurs services, aurait promis de dire un *ave Maria* pour chacune, pécherait en accomplissant ce vœu, ou en ne l'accomplissant pas, etc.?

Tout cela est fort curieux, et surtout fort important pour le bonheur de l'humanité. Cependant, c'est ce qu'on a appelé longtemps, et ce que, dans les écoles, on appelle encore la *morale*.

n'y avait pas une seule action justifiée par deux casuistes, qui, selon tous les autres, ne dût être regardée comme permise.

Cette maxime générale devenait par là un vaste champ pour le ridicule; et en présentant cette opinion comme un système adopté par la société des jésuites, il était aisé de la faire passer pour le résultat d'un projet formé de corrompre le genre humain. Ce probabilisme, qui a causé tant de disputes, contre lequel on s'est élevé avec tant de force, et dont il était si facile d'abuser, devait peut-être son origine à cette observation très-simple et très-vraie : on ne dispute sur la légitimité des actions que lorsqu'elles sont presque indifférentes. Ainsi, en permettant ces actions, on tendait moins à détruire la morale qu'à guérir des scrupules, qui, à la vérité, ne produisent pas des crimes, mais qui empêchent d'agir et de vivre. Au reste, quand le probabilisme (1) n'aurait pas été dangereux par lui-même, il le serait

(1) Cette remarque me paraît juste : si l'on pouvait faire qu'il n'y eût pas de méchants, la morale, qui empêche de faire le mal, serait suffisante; mais puisque l'on ne peut empêcher qu'il n'y ait des méchants, il faut que les bons agissent; et toute morale qui tend à les faire rester dans l'inaction devient dangereuse pour la société. Voilà pourquoi une morale austère, minutieuse, qui, en détruisant les passions, détruit l'activité, me paraît mauvaise. De tous les écrivains français du siècle de Louis XIV, la Fontaine est le seul qui ait senti combien les passions pouvaient être utiles. Son instinct a devancé la philosophie du siècle suivant. Voyez la fable du Philosophe scythe et du Jardinier.

devenu par les subtilités des casuistes, qui avaient étendu leurs doutes sur la légitimité de beaucoup d'actions, que le simple bon sens et la conscience abandonnée à ses mouvements n'auraient pas hésité à mettre au rang des crimes.

Pascal, en attaquant ces jésuites, si scandaleux et si sots, eut l'art de placer continuellement le ridicule à côté du crime, sans que l'horreur que l'un excite empêchât jamais de rire de l'autre. Par cet art heureux de mêler la plaisanterie à l'éloquence, ses lettres devinrent le livre de tous les états, de tous les esprits, de tous les âges. Les jésuites furent immolés à la risée de tous ceux qui savaient lire.

Toute puissance fondée sur l'opinion est perdue sans ressource, dès l'instant où l'on a pu s'en moquer publiquement, et quelques bonnes plaisanteries peuvent briser les pieds d'argile du colosse le plus effrayant; mais sa chute peut être lente (1). Tel fut l'effet des Provinciales. Si, cent ans après la mort de Pascal, les jésuites ont été chassés de France, et bientôt détruits dans toute l'Europe, c'est dans les lettres de Pascal que leurs ennemis ont appris à les haïr et à les mépriser, et que ceux

(1) L'auteur aurait pu remarquer que les plaisanteries ne font rien contre la vérité. Celles des Cartésiens n'ont pas empêché la gravitation universelle d'être regardée, par tous les gens instruits, comme une loi de la nature. Celles de Despréaux et de Gui-Patin n'ont point empêché l'usage de l'émétique de s'établir : c'est pour cette raison que, malgré des plaisanteries sans nombre, la religion catholique se soutient toujours dans le même état.

qu'animaient des intérêts particuliers ont cherché un prétexte pour justifier le mal qu'ils voulaient faire aux jésuites. Lorsque les Provinciales parurent, Descartes était le seul qui eût écrit en français d'un style à la fois naturel et noble. Pascal joignit au même mérite celui de la finesse et d'une correction dont il a été le premier, et pendant longtemps l'unique modèle. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que dans un ouvrage de plaisanterie, sur les matières théologiques, il n'y ait peut-être pas un seul mot de mauvais goût, excepté le titre : *Lettres à un Provincial.* Mais ce titre est l'ouvrage de l'imprimeur, et Pascal a eu soin d'en avertir (1).

Si on osait trouver des défauts au style des *Provinciales*, on lui reprocherait de manquer quelquefois d'élégance et d'harmonie; on pourrait se plaindre de trouver dans le dialogue un trop grand nombre d'expressions familières et proverbiales, qui maintenant paraissent manquer de noblesse (2). La

(1) Dans les pensées manuscrites on trouve ce passage : « Nul ne dit courtisan que ceux qui ne le sont pas... pédant, « qu'un pédant : provincial, qu'un provincial; et je gagerais « que c'est l'imprimeur qui l'a mis au titre des *Lettres au Pro-* « *vincial.* »

(2) Ce jugement paraîtra peut-être trop sévère. Voici cependant quelques passages qui pourraient le justifier : « Je les viens « de quitter sur cette dernière raison pour vous écrire ce récit, « par où vous voyez qu'il ne s'agit d'aucun des points suivants, « et qu'ils ne sont condamnés de part ni d'autre.

« De sorte qu'il n'y a plus que le mot de *prochain* sans aucun « sens qui court risque.

« Mais je vois qu'elle ne fera point d'autre mal que de

cour polie et délicate de Louis XIV ne sentit pas ce défaut ; et l'on voit par beaucoup d'écrits, postérieurs à Pascal, que les auteurs se plaisaient alors à placer dans leurs ouvrages ces tournures familières,

« rendre la Sorbonne moins considérable par ce procédé, qui « lui ôtera l'autorité qui lui est si nécessaire en d'autres ren- « contres.

« Le bon Père se trouvant aussi empêché de soutenir son opi- « nion au regard des justes qu'au regard des méchants, ne « perdit pourtant pas courage.

« Comme je fermais la lettre que je vous ai écrite, je fus visité « par M. N***, notre ancien ami, le plus heureusement du « monde pour ma curiosité, car il est très-informé des questions « du temps ; il sait parfaitement le secret des jésuites, chez qui « il est à toute heure, et avec les principaux. »

J'ajouterai que quand Pascal, après avoir cité un passage des casuistes jésuites, demande sérieusement si ce sont des *Chrétiens* ou des *Turcs qui parlent? si leurs textes sont des inspirations de l'agneau*, ou des *abominations suggérées par le dragon?* quand, après avoir rapporté je ne sais quelles sottises du père le Moine, il s'écrie : *Cette comparaison vous paraît-elle fort chrétienne dans une bouche qui consacre le corps adorable de Jésus-Christ?* quand il fait un long parallèle de *Jésus et du diable ;* quand, pour s'excuser d'avoir plaisanté les jésuites, il rapporte : *Que Dieu le Père s'est moqué d'Adam dans le* paradis terrestre, et *qu'au jour du jugement il plaisantera les damnés*, etc. ; on est obligé de convenir que ces traits ne sont ni d'assez bon goût ni d'assez bon sens. Il ne faut pas accuser notre auteur de manquer de respect à Pascal, en remarquant quelques défauts. Le respect superstitieux, qui ne voit pas les fautes des grands hommes, ou les dissimule, ne peut convenir qu'à des esprits petits et froids. L'enthousiasme qu'un grand homme inspire à de grandes âmes, ne le leur fait point voir comme parfait, mais comme supérieur à ses défauts.

comme un moyen de ne point passer pour pédants, et pour se donner un air cavalier. Depuis, on a senti que le style devait être plus élevé et plus soutenu que la conversation, puisque l'auteur a plus de temps pour écrire, et le lecteur plus de temps pour juger. La conversation même a pris un ton plus noble, sans cesser d'être naturelle; et c'est peut-être encore plus à la nécessité, à l'habitude de bien parler, qu'à l'étude des grands modèles que nous devons l'avantage d'avoir, à cette époque de notre littérature, un plus grand nombre de gens de lettres qui écrivent avec agrément et avec élégance.

On pourrait dire encore que les plaisanteries de Pascal perdent une grande partie de leur prix pour les lecteurs à qui les matières de théologie sont étrangères; que la crainte d'être accusé d'impiété et de profanation l'oblige d'émousser ses plaisanteries, et de les resserrer dans un cercle plus étroit; qu'il parle souvent des hérésies des jésuistes sur la grâce, avec une chaleur qui ne pouvait échauffer que les théologiens de son parti; qu'enfin, en attaquant la morale relâchée des jésuites, et leur acharnement dans les disputes de jansénisme, il a respecté leur intolérance et leur fanatisme, et qu'il n'a vengé que les jansénistes, au lieu de venger le genre humain. Le plus grand défaut des *Provinciales*, c'est d'avoir été écrites par un janséniste; et si Pascal l'a été, c'est la faute de son siècle.

Les jésuites ont reproché aux *Provinciales* quelques infidélités; mais elles doivent moins être imputées à Pascal qu'aux théologiens qui lui ont fourni

des mémoires. Il se serait fait un scrupule d'en avoir la moindre défiance. Ces taches légères, que quelques corrections eussent fait disparaître, ne méritaient pas le bruit qu'en firent les jésuites, et ne les rendaient pas innocents. On doit savoir gré sans doute à ceux qui, en examinant l'ouvrage d'un homme de génie, y observent des défauts; mais ils doivent se souvenir que le soleil, malgré ses taches, a aveuglé les yeux qui les ont découvertes.

Un autre reproche grave, c'est que Pascal a présenté, comme un système formé par les jésuites, ce qui n'était qu'un abus de la scolastique, commun aux jésuites et aux autres ordres. Peut-être même que, dans la pratique, les jésuites n'en avaient guère plus abusé que les autres; pourquoi donc donner, pour le crime d'un seul ordre, ce qui était celui de tous? C'est que quelquefois on va rechercher les crimes oubliés d'un coupable insolent et dangereux, tandis qu'on pardonne à ses complices, méprisés ou repentants : c'est que Pascal avait besoin, pour perdre les jésuites, de ménager les autres moines, ou même de les attirer dans son parti.

Il y a peut-être, dans cette conduite, plus de politique que de justice rigoureuse; mais c'est ici un de ces cas où la faiblesse oppose un peu de ruse à la force; et Pascal eût été absous, du moins par les maximes des casuistes jésuites. D'ailleurs, en relevant la turpitude de tous les scolastiques, ou catholiques, ou réformés, il eût élevé un scandale nuisible à tout le christianisme, et si le zèle des

jansénistes leur ordonnait de mettre au jour les scandales des jésuites, la charité leur prescrivait d'étendre un voile sur ceux des autres ordres.

La fureur des jésuites éclata de toutes les manières dont peut éclater la fureur d'une société de moines.

Pascal fut accablé d'injures grossières, auxquelles il répondait par d'excellentes plaisanteries. On rendit aux jansénistes leurs calomnies, et même avec usure.

L'auteur des *Provinciales* fut accusé d'hérésie, d'impiété, de sédition ; il était peut-être hérétique, mais il n'était ni impie ni séditieux ; et ces accusations, qui pouvaient compromettre sa sûreté, firent dire que les jésuites suivaient, dans la pratique, les maximes de leurs casuistes ; enfin, ils portèrent l'aveuglement jusqu'à faire un crime à l'auteur des *Provinciales*, de ce qu'il avait révélé dans ses lettres, des opinions que l'utilité publique devait ensevelir dans le silence : mais si le livre où Pascal ne parlait de ces opinions que pour les combattre et les rendre ridicules, était encore dangereux, combien donc n'étaient pas coupables ces auteurs contre qui Pascal s'était élevé, et qui avaient sérieusement soutenu ces mêmes opinions ? C'est cependant sur ce prétexte que les jésuites sollicitèrent la condamnation des *Provinciales* à Rome, et dans ceux des tribunaux de France où ils croyaient avoir du crédit. Enfin, ces lettres furent condamnées par l'inquisition de Rome, par le parlement d'Aix et le conseil d'État. Un siècle après, Rome a détruit les jésuites ; le parle-

ment d'Aix, en faisant brûler leurs livres, comme les *Provinciales*, et en chassant les jésuites, a pris dans ces mêmes *Provinciales* le motif de ses arrêts (1). Exemple instructif et qui montre quelle force a le génie, lorsque, dans une nation éclairée, il s'élève contre une puissance qui ne doit sa force qu'à l'erreur et à l'habitude de la craindre. Rien ne prouve mieux l'utilité des lumières et ne donne une espérance mieux fondée, que le temps n'est pas éloigné, peut-être, où les erreurs, qui ont fait si longtemps le malheur des hommes, disparaîtront enfin de la terre (2).

C'est en 1656 que parurent les *Provinciales;* et les questions proposées à Pascal par Fermat, et discutées dans les lettres de ces deux grands géomètres, avaient produit, en 1654, le traité du triangle arithmétique, ouvrage très-court, mais plein d'originalité et de génie.

(1) J'aurais désiré que, en applaudissant à la destruction des jésuites, l'auteur se fût élevé contre l'horrible dureté avec laquelle on a traité tant d'individus, la plupart innocents du fanatisme et des intrigues de leur ordre. On a trop oublié qu'ils avaient été des hommes et des citoyens, avant d'être des jésuites; et l'opération la plus utile à la raison et au bonheur de l'humanité a été souillée par les emportements de la vengeance et du fanatisme.

(2) Je crains que l'auteur ne se trompe ici, et que la destruction des jésuites n'ait plus été l'ouvrage du jansénisme que de la raison. Peut-être le genre humain est-il condamné à être toujours esclave des préjugés, et ne fera-t-il que changer d'erreurs. Cela peut tenir à la prodigieuse inégalité des esprits, de laquelle il résulte nécessairement qu'il y aura toujours des opinions que la multitude adoptera sans les entendre.

.. problèmes dont Pascal y donne la solution, consistent à sommer les nombres naturels, triangu..aires, pyramidaux, et à trouver aussi les sommes de leurs carrés et de toutes leurs puissances. Ces questions, que l'habitude de l'algèbre a rendues faciles, et que Fermat a aussi résolues, ont été traitées par Pascal selon une méthode ingénieuse et singulière. Il forme des cases dans un triangle équilatéral, en le divisant par des lignes parallèles à chacun de ses deux côtés, et également distantes entre elles. Il place dans les cases les plus voisines de chaque côté les nombres constants, et ensuite, successivement dans chaque case de l'intérieur, la somme de tous les nombres écrits dans la suite des cases qui la précèdent, depuis le sommet de ce rang, jusqu'au terme correspondant à la case qu'on veut remplir. D'après cette formation, on voit que tous les nombres figurés se trouveront successivement inscrits dans ces cases; et puisque chaque case est déterminée par deux nombres, relativement à chaque côté du triangle, un des deux marquera le rang que le nombre figuré occupe dans la suite à laquelle il appartient, et l'autre l'ordre qu'occupe cette suite parmi celle des nombres figurés.

Pascal déduit ensuite, de la formation de son triangle, le rapport de chaque nombre avec celui qui le précède dans les deux rangs qui lui sont supérieurs, chacun par rapport à un des côtés du triangle. Ce rapport une fois trouvé, il applique cette connaissance à la détermination de la somme de chaque suite de nombres figurés, à celle de leurs

puissances, à la doctrine des combinaisons, et enfin celle-ci au calcul des probabilités.

Les formules trouvées par Pascal conduisent à celles du binôme de Newton, lorsque l'exposant du binôme est positif et entier. Aussi la découverte de Newton consiste-t-elle principalement à avoir étendu la formule du binôme aux exposants négatifs ou fractionnaires, par lesquels Wallis avait appris à exprimer les radicaux et les dénominateurs. Cette considération de Wallis, qui semble d'abord n'être autre chose qu'une manière différente d'écrire ces quantités, a été une des principales causes des grands progrès de l'analyse moderne; et l'on peut même dire, en général, que les découvertes qui ont paru plus d'une fois changer la face de cette partie des sciences, n'ont presque jamais consisté qu'à imaginer des notions nouvelles, par lesquelles on pût exprimer, sous une manière simple et susceptible d'être soumise au calcul, une classe très-étendue de quantités, qu'auparavant on ne pouvait exprimer que par des formules très-compliquées. Cette remarque ne doit point diminuer la gloire de Wallis, ni celle de Newton. En effet, si le moyen de déduire, des recherches de Pascal, la formule du binôme nous paraît très-simple maintenant, il faut observer que, indépendamment des progrès de la théorie, l'habitude d'employer l'algèbre a rendu cet instrument d'un usage si simple, qu'il n'y a point de jeune homme qui, après six mois d'étude, ne sache s'en servir avec plus de facilité que Newton ou que Descartes. Pascal n'a considéré qu'un seul cas du

...es probabilités; c'est celui où l'on propose ...ager un enjeu donné, lorsque les joueurs ...ut cesser de jouer, et que la probabilité de ga... n'est point égale entre eux.

...es principes que Pascal a employés reviennent ... ceux de Huyghens, qui s'occupait de ce calcul à ...eu près dans le même temps, et il me semble que Pascal les appuie sur des fondements encore moins solides.

S'il était question de donner ici l'histoire de ce calcul, je ferais observer que ces principes ne sont pas incontestables, qu'ils supposent une égalité parfaite entre deux cas essentiellement différents, celui d'un homme qui est sûr de gagner une somme, et celui d'un autre homme qui n'a qu'une petite probabilité de gagner une somme beaucoup plus forte; que, à la vérité, la différence entre l'état de ces deux hommes diminue, si on multiplie le nombre des coups où les deux joueurs feraient entre eux cette convention ; en sorte que le principe, qui fait regarder semblable l'état des deux joueurs, n'est surtout applicable, en aucune manière, au cas où le jeu ne pourrait être joué qu'une seule fois. Cette condition rappelle une application singulière que Pascal fit du calcul des probabilités. Il observa qu'il y avait une différence infinie entre le sort qui attend les impies, s'il y a des peines éternelles, et le peu qu'ils ont à gagner, s'ils subissent un anéantissement total; et il en conclut qu'il y a un avantage infini à préférer, dans sa conduite, l'opinion de l'éternité des peines, pour peu que la probabilité ne soit pas in-

finiment petite : c'est-à-dire, en langage ordinaire, pourvu qu'elle ne soit pas absurde.

On est étonné que Pascal se soit permis, dans une matière si respectable, un raisonnement qu'il est si aisé de prendre pour une plaisanterie ; mais il est plus étrange encore que ses éditeurs aient pu le croire sérieux. Les jésuites mêmes, qui avaient commencé par en parler comme d'une dérision impie, finirent par la proposer aux incrédules comme une raison sans réplique. Un des sectateurs du parti de Pascal, mais qui n'était pas un Pascal, a fait à cette occasion un ouvrage curieux. Il soutient qu'il y a des démonstrations d'un autre ordre que celles de la géométrie, et plus certaines encore ; l'auteur prétend, par exemple, qu'il est plus sûr de l'existence de la ville de Rome, que de cette vérité : deux et deux font quatre.

Pascal, tourmenté par une longue insomnie, se permit d'abréger l'ennui de ses veilles en méditant sur la théorie des cycloïdes. C'est l'excuse que sa sœur donne à cette violation du vœu qu'il avait fait de renoncer aux occupations profanes. Baillet prête à ce travail un motif plus religieux. On croyait alors en France que l'étude des sciences naturelles, et des mathématiques surtout, menait à l'incrédulité ; c'était principalement aux géomètres et aux physiciens, à ces hommes qui doivent être les plus difficiles en preuves, que Pascal avait destiné son ouvrage ; et il voulait les prévenir d'avance en sa faveur, et leur montrer que celui qui avait entrepris de les éclairer sur la foi, aurait pu les ins-

truire, même sur les objets de leurs occupations.

Roberval et Descartes avaient déjà fort avancé la théorie de la cycloïde, celle de toutes les courbes, après les sections coniques, sur laquelle les géomètres avaient le plus travaillé, et celle, sans exception, qui leur a fourni le plus de vérités curieuses ou utiles. On sait que la cycloïde est égale à quatre fois le diamètre de son cercle générateur, et que son aire est triple de celle du même cercle; que tous les solides, et toutes les surfaces courbes, que produit la cycloïde, les centres de gravité de ses arcs, de son aire, des solides qu'elle engendre, et de leurs surfaces, sont déterminés en supposant la quadrature du cercle; on sait que la développée de la cycloïde est une cycloïde égale, et que cette courbe enfin réunit les deux propriétés, d'être la courbe de la plus vite descente, et celle où les oscillations sont isochrones.

Pascal avait écrit d'abord un petit ouvrage latin, intitulé : *Historia trochoïdes* : c'est un factum pour Roberval, contre Toricelli et Descartes, plutôt qu'une histoire.

Roberval avait été l'ami de Pascal le père, et son fils était très-capable de prévention; il avait à la fois un esprit vif et une âme simple; il crut Roberval sur le compte de Toricelli, comme il avait cru les Solitaires de Port-Royal sur les jésuites. Il serait à désirer qu'on pût excuser aussi facilement la conduite de Pascal dans les démêlés avec Wallis et le jésuite Laloubère. Pascal s'était engagé à donner cent pistoles à chaque géomètre qui résoudrait,

avant le 1[er] octobre 1657, les problèmes proposés sous le nom de Détouville. Wallis les résolut avant ce terme : un certificat d'un notaire d'Oxford le prouvait, et Pascal avait même reçu cette solution avant le jour prescrit. Mais Détouville exigeait, dans son programme, que la solution fût remise à un notaire de Paris, ou à M. de Carcavi, dépositaire des cent pistoles; et c'est uniquement sur le défaut de cette formalité que le prix fut refusé à Wallis. Laloubère, dont la solution avait été trop tardive, ne pouvait prétendre au prix; mais il avait résolu les problèmes proposés; Pascal ne voulut pas en convenir.

Nous avons dit que son projet, en publiant ces problèmes, était de gagner de l'autorité auprès de ce qu'on appelait alors esprits forts (1). Sans doute il crut que, pour l'intérêt de la *bonne cause*, il ne fallait pas qu'un jésuite partageât sa gloire. Quelques fautes de copiste, que Laloubère avait laissées dans le manuscrit envoyé à Pascal, furent le prétexte de cette injustice. Pascal, dans les écrits qu'il publia à

(1) C'est le nom que, dans le siècle dernier, on donnait à ceux qui ne croyaient pas la religion chrétienne, comme si c'était là une preuve de force d'esprit. Ce mot devenu de mauvais goût, les noms de libertins, d'incrédules, de matérialistes, de déistes, d'athées, ont passé rapidement, et on s'est arrêté à celui de philosophes, ou d'encyclopédistes, dont l'un signifie ami de la vérité, et l'autre coopérateur de l'Encyclopédie; ces mots dureront plus longtemps, parce que, les rendant ainsi synonymes d'incrédules, on peut espérer de trouver le moyen de nuire aux véritables philosophes, et aux savants célèbres qui ont travaillé à l'Encyclopédie.

ce sujet, eut encore, comme dans les autres querelles avec les jésuites, le secret d'être plaisant, et d'avoir le public pour lui. Peut-être Pascal s'imaginait-il n'avoir été que juste envers Laloubère, et qu'il haïssait trop les jésuites, pour imaginer qu'il pût y avoir chez eux de bons géomètres. Il serait cruel d'être obligé de soupçonner Pascal de mauvaise foi; disons plutôt qu'il se laissa entraîner à l'esprit de parti, seule tache qu'il faille reconnaître dans cet homme célèbre, et qu'on doit pardonner, surtout dans un siècle où la raison, réduite à quelques disciples isolés et cachés, n'avait point encore de parti. Pour ce qui regarde Wallis, comme il n'était point question de gloire, mais d'intérêt, il est impossible qu'un motif si bas pût animer un homme qui avait dissipé sa fortune en aumônes. Mais ce défi de Détouville avait été une espèce de bravade adressée aux ennemis des jansénistes, encore plus qu'aux géomètres. L'honneur de ce parti demandait que l'auteur des *Provinciales* n'eût pas de rivaux dans les sciences, et surtout qu'il n'eût pas un hérétique pour rival. Or, quand l'intérêt d'une secte est compromis, on ne peut plus compter sur la justice de personne.

Pascal ne survécut que trois ans à l'impression du traité de *la Roulette*. Il y avait vingt ans que la vie n'était pour lui qu'un supplice; on trouva, sur des feuilles volantes, le peu qu'il avait pu ramasser des matériaux de son grand ouvrage, quelques pensées sur la méthode géométrique, et des notes informes qui paraissaient avoir été faites dans le temps de la

composition des *Provinciales*. Il y a dans ces notes une pensée d'une vérité frappante, à l'occasion de cette persécution, qui, suscitée par les jésuites contre les Solitaires de Port-Royal, attira à ses auteurs la haine de tous ceux qui cultivent les lettres, de ces hommes chez qui les générations futures vont apprendre ce qu'elles doivent penser, et qui par là deviennent bientôt les maîtres de l'opinion. *Ils sont bien peu politiques en persécutant Port-Royal*, dit Pascal; *chacun des Solitaires, une fois dispersés, osera dire ce que la crainte de causer la ruine de Port-Royal l'obligeait de dissimuler.* Que ceux qui se croient intéressés à mettre des bornes à la liberté de penser, apprennent, de cette réflexion, que le seul moyen qui leur puisse réussir est de protéger les sociétés savantes, et de laisser à ces sociétés assez de liberté pour que ceux de qui le génie est à craindre puissent désirer d'y occuper une place.

Je m'arrêterai peu aux pensées sur la méthode de démontrer, selon Pascal, que, hors de la géométrie, il n'y a point *de véritables démonstrations*. En cherchant ce qui donne à la géométrie cet avantage, on voit qu'elle n'emploie aucun terme qu'elle ne l'ait défini, que jamais le sens de ce terme ne varie, et qu'ainsi on peut dans chaque proposition, en substituant à chaque terme sa définition, parvenir à des propositions évidentes par elles-mêmes, et à des notions simples, qu'il ne faut plus ni prouver ni définir. Sans cela, on tomberait dans une fausse subtilité, qui deviendrait une nouvelle source d'erreurs. Cette méthode est applicable aux sciences même de

faits, parce qu'alors une propriété donnée par l'expérience, ou un fait observé, y tient lieu des notions simples, des propositions évidentes par elles-mêmes, qui ne doivent plus être ni définies ni prouvées.

Si l'application de cette méthode est facile dans presque toutes les sciences naturelles, elle devient difficile dans les sciences morales, parce que la plupart des termes de celles-ci sont employés, dans l'usage ordinaire, avec un sens vague et confus, et qu'il faut, après en avoir fixé le sens, veiller toujours à ce qu'il n'arrive jamais de les employer dans le sens vulgaire. Mais il est temps de venir à ce qui a mérité à Pascal le nom de philosophe, et augmenté encore la réputation de l'écrivain des *Provinciales*, je veux dire à ses *Pensées sur l'homme*.

Pascal croyait que les preuves de l'existence de Dieu, tirées des considérations métaphysiques, ne donnent de l'Être suprême qu'une connaissance inutile à la morale. Il croyait que les preuves que l'on déduit de l'ordre du monde, quelque imposantes qu'elles soient par elles-mêmes, quelque force qu'elles aient sur les bons esprits, ne sont pas suffisantes contre des athées endurcis, qui peuvent y opposer avec quelque avantage et le désordre apparent du monde, et ces phénomènes dont l'ordre ou le désordre nous échappe, et dont le nombre est immense, eu égard au petit nombre d'objets dans lesquels l'ordre a pu nous frapper. Pascal ne se flattait pas de pouvoir résoudre ces difficultés; et l'eût-il pu, il ne s'en fût pas occupé : ce n'aurait été que livrer aux disputes des gens intruits et des philoso-

phes une vérité dont la croyance est nécessaire à tous les hommes. Il crut donc qu'il fallait chercher des preuves d'un autre genre, et il pensait de même sur les preuves historiques de la religion chrétienne. Il restait toujours, selon lui, des objections assez fortes pour rendre impossible la conviction de tout homme dont le cœur ne sentirait pas qu'il a besoin d'un Dieu.

C'est dans la connaissance de l'homme qu'on doit trouver ces preuves palpables, et qui doivent parler au cœur de tous les hommes. Pascal s'était souvent plaint, dans ses profondes spéculations géométriques, de ne pouvoir faire partager à personne l'intérêt qu'elles lui inspiraient. Quand il se mit à étudier l'homme, il trouva qu'il y avait encore plus de gens qui étudiaient la géométrie qu'il n'y en avait qui s'étudiaient eux-mêmes. Il fut aisé à Pascal de prouver combien l'homme est faible et corrompu; peut-être il eût été plus philosophique de chercher comment il l'est devenu, puisque c'est le seul moyen d'apprendre ce qui pourrait le corriger. Mais Pascal attendait tout de la religion, et il ne voulait que bien convaincre les hommes de leur faiblesse, et surtout la leur faire fortement sentir. Selon Pascal, l'homme est tellement soumis à l'empire de l'habitude, que ce qu'on nomme nature n'est peut-être *qu'une première coutume*.

L'homme est faible et vain à la fois, parce que sa faiblesse lui faisant éprouver à chaque instant le besoin qu'il a des autres, il veut leur donner une opinion de sa force : toutes les folies, toutes les in-

conséquences qu'on lui reproche sont les conséquences nécessaires de sa faiblesse ou de sa vanité : les marques extérieures de respect sont toujours, en dernier ressort, un hommage que la faiblesse rend à la force ou réelle, ou imaginaire; et moins elle est réelle, plus elle attache de prix aux marques extérieures, plus elle se distingue par des ornements ou des cérémonies. Ainsi, *les magistrats de justice*, *les médecins*, les docteurs qui doivent la vénération publique, non à leurs *connaissances* réelles, mais à l'*opinion qu'on en a ;* ainsi, toutes les puissances qui ne doivent qu'aux erreurs de l'imagination l'idée qu'on a de leurs forces, sont jalouses à l'excès de leurs étiquettes et de leurs ornements; tandis que la *milice* les dédaigne, parce qu'elle sent combien sa force est réelle.

Si l'opinion, c'est-à-dire la croyance de la multitude, est la reine du monde, c'est parce qu'elle dirige la force qui réside dans le plus grand nombre: *Comme la mode fait l'agrément, aussi fait-elle la justice. La justice change selon les pays. Ce qui est juste sur le bord d'un fleuve, est injuste de l'autre côté :* et cette instabilité est encore un effet de la faiblesse humaine; *car il fallait que la justice fût unie à la force pour conserver la paix, qui est le souverain bien. On sait facilement où est la force, l'on ignore où est la justice; et il est plus aisé de faire dire que ce qui platt à la force est justice, que d'assujettir la force à céder à la justice. La justice n'a donc été, chez les différentes nations, que l'expression de la volonté du plus fort. Ainsi, il ne*

faut pas dire au peuple que ses lois sont injustes; car il est quelquefois nécessaire de le tromper; il ne faut pas même lui dire qu'il doit obéir aux lois parce qu'elles sont justes; il n'aurait qu'à vouloir les examiner : il faut lui dire qu'il doit leur obéir parce qu'elles sont établies; car il faut surtout éviter les séditions. Ainsi, le sage doit parler comme le peuple, en conservant cependant *une pensée de derrière.*

Si l'homme, soumis de toutes parts à l'empire de la force, rentre ensuite en lui-même, il y trouve d'autres preuves de sa faiblesse. S'applaudira-t-il d'avoir fait le destin des États? *Un grain de sable, placé dans l'urètre* de Cromwell, a décidé du sort de l'Europe, *et si le nez de Cléopâtre eût été plus court, la face de la terre eût été changée.* S'enorgueillira-t-il de la force de son esprit? Le bourdonnement d'une mouche l'empêche de penser. Si vous voulez qu'il puisse trouver la vérité, *chassez cet insecte importun qui trouble cette puissante intelligence qui gouverne les villes et les royaumes.* Sera-ce de la connaissance de la vérité? Placé entre deux infinis en grandeur et en petitesse, et tous deux également incompréhensibles, ne trouvant qu'ignorance à chaque pas qu'il veut faire dans l'étude de la nature; entouré partout ailleurs d'obscurité et de contradictions, il ne reste donc à l'homme de science réelle que la géométrie; et dans cette science même, il voit devant lui une immensité de vérités que jamais la race humaine ne peut épuiser, quelle que soit sa durée; et derrière lui, des principes qui le ramènent à une métaphysique impénétrable. Cependant, loin d'être

abattu sous tant de faiblesse, cet être misérable semble sentir que ce n'est point là son état naturel; il cherche à en imposer à ses semblables par une fausse idée de sa force, et à se rendre maître, par l'opinion, de la force réunie de plusieurs. Il cherche à s'en imposer en s'efforçant de se distraire de lui-même; de là naissent en lui l'amour des plaisirs et la vanité; tout son bonheur, toute sa force se fondent sur l'erreur, et c'est la source de cette haine contre la vérité, fruit nécessaire de l'amour-propre.

Nous ne pouvons souffrir le bien qu'on nous fait en nous avertissant de nos défauts. Aussi la société n'est-elle qu'un commerce de fausseté et de dissimulation. On *se brouillerait avec son meilleur ami, si on savait ce qu'il pense de nous, ou ce qu'il en dit, lorsqu'il en parle sans prévention;* et il n'y aurait pas *quatre amis dans le monde, si tous les hommes savaient ce qu'ils disent les uns des autres.*

Plaignons Pascal d'avoir assez peu senti l'amitié, pour croire qu'on peut juger son ami sans prévention, et de n'avoir connu des erreurs des hommes que celles qui les divisent, et non celles qui font qu'ils s'aiment davantage. Les éditeurs n'ont point imprimé la pensée que nous venons de citer; elle aurait donné une trop mauvaise idée des amis de Pascal.

Ce mépris profond que Pascal sentait si fortement pour la bassesse et la fausseté humaine, il voulait l'inspirer à l'homme pour l'homme même. C'est là ce qu'il voulait opposer au sentiment que l'homme a de sa grandeur. En montrant ainsi, dans un con-

traste effrayant, tant de grandeur avec tant de bassesse, en faisant observer que l'ordre des sociétés n'est fondé que sur notre faiblesse et sur nos vices, que nos découvertes sublimes dans les sciences nous ont laissé toute notre méchanceté, que nos actions les plus sublimes sont corrompues par le désir qu'elles soient connues, que le sentiment du juste et de l'injuste, si général et si prompt, n'en est que plus propre à nous égarer, et ne peut être assujetti par la raison à une règle invariable et solide; Pascal espérait faire sentir à l'homme qu'il est sous la main d'un Être tout-puissant qui l'a créé pour un état de grandeur, mais qui le punit; et lorsque, sentant le poids de cette main toute-puissante, notre âme, accablée de l'idée de la grandeur de son Dieu et de sa propre faiblesse, aurait cherché, avec crainte et avec amour, dans le sein de ce Dieu, des connaissances et des consolations que la nature n'avait pu lui donner, alors Pascal lui aurait présenté la religion chrétienne, dont elle aurait embrassé avec ardeur l'économie toute miraculeuse et les consolations surnaturelles.

Tel était le projet de Pascal; son ouvrage devait être également éloigné de la méthode sèche et fatigante de Charron et de la liberté de Montaigne, plus propre à délasser l'esprit et à l'inviter à chercher en lui-même les vérités qu'on lui indique, qu'à le forcer à croire une vérité dont on veut le convaincre. Le style devait être celui de la pensée de Pascal : *La nature, qui seule est bonne*, disait-il, *est tout à fait familière et commune;* et l'on peut juger, par ce qui

nous reste de ses pensées, que le style de son ouvrage eût été conforme à cette règle. Les pensées énergiques et fortes y sont exprimées par des mots communs; et ce qui blesserait dans un homme qui aurait moins de génie et de goût, devient, dans Pascal, piquant et sublime. Il n'a pas songé à l'harmonie : ses phrases ont une gravité, et quelquefois même une espèce d'aspérité convenable à l'austérité de son sujet. Jamais on n'a démêlé, avec plus de finesse, tous les détails de la corruption et de la vanité. Jamais on n'a su fouiller avec tant de profondeur dans le cœur de l'homme, et jamais un mépris plus froid et mieux exprimé n'a montré la supériorité du génie qui a su pénétrer sa propre misère.

Ces pensées n'ont pas été toutes imprimées. Les amis de Pascal en ont fait un choix dirigé malheureusement par les vues étroites de l'esprit de parti. Il serait à désirer qu'on en fît une nouvelle édition, où l'on imprimerait plusieurs de ces pensées qui ont été supprimées, soit par une fausse délicatesse pour la mémoire de Pascal, soit par politique; mais il faudrait en retrancher un plus grand nombre, que les dévots éditeurs ont publiées, tout indignes qu'elles sont de Pascal.

S'il m'était permis de hasarder mon opinion sur le projet de cet homme célèbre, je dirais que ce projet me paraît digne de son génie. Persuadé de la vérité de la religion chrétienne, son but était moins de la prouver que de la faire croire. Il ne faisait pas à la nature humaine l'honneur de penser que,

dans les sciences morales, où l'intérêt, les passions, l'amour de la vertu même, se mêlent à nos jugements et les corrompent, on pût attendre de la raison seule la chute des erreurs; il croyait que, dans les sciences naturelles même, la vérité ne triomphe qu'avec une lenteur extrême, lorsque les causes morales n'en accélèrent point les progrès (1).

Ainsi Pascal, convaincu que les vérités morales ne germent que dans une terre bien préparée, crut qu'il fallait n'offrir qu'à l'homme effrayé de sa faiblesse et tourmenté des terreurs de l'avenir, ces preuves de la vérité du christianisme; selon lui, des esprits plus calmes n'en seraient frappés que trop faiblement; peut-être même ils négligeraient ou dédaigneraient de les examiner (2).

(1) Pascal a dit lui-même qu'il n'y a de véritables démonstrations qu'en géométrie : donc dans toutes les autres sciences, il restera toujours un fondement au doute; donc on ne peut jamais être sûr de convaincre, toutes les fois que le doute favorisera nos passions, nos erreurs, ou seulement notre paresse. Voilà pourquoi ceux qui veulent influer sur les opinions des hommes, sur la morale, la politique, etc., doivent imiter Pascal, Montesquieu, Voltaire, et disposer ceux à qui ils présentent la vérité à se passionner pour elle. Il faut séduire les hommes pour les rendre raisonnables.

(2) Ceux qui aiment la religion doivent bien regretter que Pascal n'ait pas rempli son projet. Les nombreux apologistes que la religion chrétienne a eus dans ce siècle, comptant sur la bonté de leur cause, ont trop négligé les moyens humains. En vain un livre contient-il les raisonnements les plus forts, pour qu'il soit utile, il faut qu'on le puisse lire. Pourquoi s'obstiner à combattre les idées de tolérance, d'humanité, de bienfaisance

Cette méthode d'aller à la raison, en ébranlant d'abord l'imagination, n'a qu'un inconvénient, terrible à la vérité : c'est que l'homme intimidé, qui cherche un appui dans la religion, doit naturellement se jeter dans les bras de celle dont l'habitude de son enfance lui cache les absurdités et les inconséquences; aussi cette méthode est-elle surtout propre à raffermir en général les hommes dans leur religion, fausse ou vraie. Mais le but principal de Pascal était de ramener au christianisme les incrédu-

universelle, qui sont dans le cœur de tous les gens de bien? Pourquoi affecter tant de mépris pour ces sciences physiques, qui ont donné à l'homme tant de ressources à opposer aux rigueurs de la nature?

Pascal méprisait les sciences; mais les successeurs de Pascal ont-ils le même droit que lui? Surtout il ne fallait pas dire que l'amour des sciences naturelles est un indice d'irréligion : cette assertion, injurieuse à la religion même, est combattue par de grands exemples que ceux qui osent la faire sont eux-mêmes obligés de respecter.

La première chaire de physique expérimentale établie en France est due en grande partie aux soins de M. le cardinal de Rochechouart, et l'estime qu'il fait des sciences naturelles a seule empêché l'étude de la physique d'être abolie dans le collége de sa ville épiscopale. Il n'y a qu'un seul collége en France où les jeunes gens puissent recevoir une éducation raisonnable, où ils n'apprennent que ce qu'il est utile de savoir, et ce collége est l'ouvrage de M. l'évêque de Rhodez. Il ne fallait pas se fatiguer à prouver que les plus grands hommes de ce siècle sont ennemis du christianisme : ce peut être un bon moyen de leur nuire; mais sûrement c'est une fort mauvaise preuve de la vérité de la religion. Enfin, il fallait ne jamais permettre que la cause de Dieu fût défendue par des échappés de Bicêtre, et que .... succédât à Pascal.

les élevés dans son sein, et il suffirait de leur faire sentir vivement les horreurs du doute, et la paix qui accompagne une foi soumise, afin que, fatigués de leur incertitude, ils se rendissent moins difficiles sur les preuves de la religion chrétienne. D'ailleurs, le christianisme doit à ses nombreux ennemis, et à la supériorité de lumières qui règne dans les pays chrétiens, l'avantage d'être la seule religion qui puisse parler de ses preuves. Les autres règnent sur des peuples abrutis et crédules, et leurs ministres n'ont jamais connu d'autre manière de raisonner que de menacer au nom du ciel, d'ordonner des pratiques et d'inventer des miracles. Ainsi l'homme, convaincu du besoin d'une religion, et qui cherche la véritable, sera plus naturellement porté vers celle dont les sectateurs ont daigné raisonner. Enfin, Pascal, fortement convaincu de sa religion, croyait que pour la faire embrasser à l'univers, il suffirait d'inspirer aux hommes le désir violent et durable de n'être point trompés sur cet objet.

Un tel ouvrage, écrit avec une éloquence forte et passionnée, eût été sans doute utile au christianisme; il eût encore servi à rendre en général les hommes religieux. Cela même devait être un grand avantage aux yeux d'un philosophe, qui ne voyait dans la morale humaine aucune base fixe sur laquelle on pût appuyer la distinction du juste ou de l'injuste.

La nature de l'ouvrage que Pascal méditait, la réputation de sainteté unie à celle du génie, l'adoration d'un parti, les clameurs de l'autre, tout inspira pour ses pensées une sorte de culte; et lorsqu'un

homme célèbre, rival digne de Pascal, comme philosophe et comme écrivain, et aussi grand poëte que Pascal avait été grand géomètre, osa attaquer quelques-unes des pensées, et avoir presque toujours raison, on regarda cette entreprise comme un sacrilége. Il faut pourtant oser le dire : quoique en général le tableau que Pascal a fait de l'homme soit aussi vrai qu'il est fortement tracé, cependant dans ses pensées, jetées au hasard, et que Pascal devait revoir, il lui en est échappé beaucoup de fausses. D'ailleurs, si Pascal a toujours raison lorsqu'il peint la corruption des hommes, il cesse de l'avoir lorsqu'il regarde cette corruption comme générale, et surtout comme naturelle et incurable. Des philosophes plus doux, peut-être plus raisonnables, ne voient dans l'homme qu'un être faible et sensible, plutôt bon que méchant, puisque les maux d'autrui sont des maux pour lui, lorsqu'il est sans passion et sans intérêt. De longues erreurs l'ont abruti et corrompu; les maux qu'elles ont accumulés sur lui l'ont rendu méchant; mais on ne doit pas désespérer trop tôt de lui rendre, en l'éclairant, le courage de devenir meilleur et plus heureux (1).

(1) Espérons donc; mais j'ai peur que l'auteur ne se trompe encore ici. Je suis mal; mais pour être mieux, il faudrait commencer par me mettre plus mal encore : et ce mieux est-il donc si sûr? Voilà ce que peuvent se dire tous les hommes. Voilà ce qui retient dans l'avilissement et la misère ceux même qui osent envisager les moyens d'en sortir.

Sans doute l'homme souffre quand il voit souffrir un autre homme; mais que peut produire ce sentiment affaibli par l'ha-

Nous avons une vie de Pascal écrite par sa sœur : on y chercherait en vain les mots profonds ou fins qui devaient échapper souvent à l'auteur des *Provinciales* et des *Pensées ;* on y trouvera encore moins le caractère de cet homme illustre; cette vie est l'ouvrage d'une dévote janséniste, plus occupée de prouver que son frère était un saint, que de faire connaître un grand homme.

Il paraît qu'il était peu sensible; du moins sa sœur admire ce parfait détachement de tout lien profane, qui rendait son frère indifférent aux soins qu'elle lui prodiguait pendant sa longue et cruelle maladie. Il ne pleura point la mort de sa sœur, religieuse de Port-Royal, qui avait terminé une vie sainte par une fin digne de sa vie. On a de lui une lettre de consolation sur la mort de son père, adressée sans doute à quelqu'une de ses sœurs ; et cette lettre est plutôt un sermon, que l'épanchement d'une âme abattue par une perte si grande et si irréparable. On est étonné, en lisant cette lettre, que, sur un sujet qui lui offrait tant de réflexions touchantes ou profondes, Pascal ait pu trouver tant d'idées mystiques, qu'il assure modestement être bien supérieures à tout ce que Sénèque ou Épictète ont dit sur la mort.

Cependant un héros ou un philosophe, dans le mal-

bitude, par la dissipation, depuis que, dans nos grandes sociétés, les hommes sont devenus des machines dont on calcule le produit, et que nous avons trouvé l'art infernal de composer nos plaisirs des larmes et des souffrances de nos semblables ?

heur, peuvent lire Sénèque avec fruit : et Pascal ne peut apprendre à mourir qu'à des religieuses (1).

Pascal était bien éloigné de cette haine pour la vérité, qu'il reprochait si fortement à la vanité et à la faiblesse humaine. Il souffrait sans peine qu'on l'avertît de ses défauts et de ses fautes; douceur, au reste, qui n'est jamais bien méritoire dans ceux qui ont de petits défauts et de grandes qualités.

C'est à lui que les jansénistes ont dû l'usage de ne jamais parler de soi qu'à la troisième personne, et de substituer partout *l'on* au *moi;* comme s'il n'y avait pas bien plus de véritable modestie à parler de soi avec simplicité, qu'à chercher des tournures pour avoir l'air de n'en point parler. C'était surtout à la vanité des auteurs que Pascal imposait cette loi : il ne pouvait souffrir qu'on dît *mon discours, mon livre;* et il disait assez plaisamment à ce sujet : *Que ne disent-ils notre discours, notre livre, vu que d'ordinaire il y a plus en cela du bien d'autrui que du leur?* Il portait dans son cœur le sentiment de l'égalité primitive de tous les hommes aux yeux de la nature et de la religion. Il ne pouvait se résoudre à exiger de ses domestiques ces services qui semblent dégrader l'homme, quand c'est la vanité qui les exige et non la faiblesse qui les demande. Il ne vou-

(1) Il y a plus de rapport entre la manière dont Pascal considérait la mort, et les idées des stoïciens, que lui-même ne le croyait peut-être : selon lui, la mort nous réunit à Jésus-Christ; selon les stoïciens, elle nous réunit à l'âme du monde. C'est au fond la même idée; mais quelle différence dans les conséquences qu'ils en tirent !

lait pas employer en superfluités un bien auquel les pauvres, privés du nécessaire, avaient, selon lui, un droit plus sacré que celui de la propriété. Telle fut, à la fin de sa vie, la source de cette fantaisie respectable, d'avoir dans son appartement un pauvre à qui il eût voulu qu'on rendît les mêmes soins qu'à lui-même (1). Peu de jours avant sa mort, l'enfant d'un homme qu'il logeait chez lui par humanité fut attaqué de la petite-vérole. Il fallait que l'un ou l'autre fût transporté, parce que Pascal avait besoin du secours de sa sœur, qui eût craint pour ses enfants la contagion de la petite-vérole. Une opinion bien ou mal fondée faisait regarder ce transport comme dangereux pour l'enfant; Pascal voulut donc avoir la préférence, et il sortit de chez lui, quoique malade lui-même et épuisé par de longues douleurs. Il jugea, entre cet enfant et lui, comme un homme

(1) Madame Perrier prétend que le projet de Pascal, s'il avait pu guérir, était de se consacrer tout entier au service des pauvres. Il est douteux que Pascal eût été un bon garde-malade; et il ne l'est pas qu'il eût pu faire de sa vie un usage plus utile à l'humanité. Les scieurs de pierres sont plus nécessaires que les architectes; mais ce n'est pas une raison pour que Vitruve passe sa vie à scier des pierres.

La véritable vertu consiste à faire, de toutes ses facultés, l'emploi dont il résultera le plus de bien pour les hommes. Il est des vertus pour tous les degrés d'esprit, comme il en est pour tous les états. La vertu d'un homme de génie ne doit pas plus être celle d'une sœur d'hôpital, que la vertu d'un roi ne doit être la vertu d'un moine; et T..... se fût rendu aussi coupable en refusant d'administrer un grand empire, que tant d'autres ont pu l'être en ne refusant pas.

qui ne voyait pas de différence entre des hommes tous enfants d'un même père.

Le caractère naturellement vif et impatient de Pascal avait été aigri par la douleur et par une mélancolie qui altérait même sa raison. Mais ces écarts étaient courts, et il se hâtait de les réparer par son repentir et ses excuses. Les derniers mois de sa vie furent remplis de souffrances, auxquelles on ne peut comparer que la résignation avec laquelle il les supporta. Il succomba le 19 août 1662, âgé de trente-neuf ans deux mois.

On a opposé avec force l'exemple de Pascal à ceux qui semblent avoir relégué, chez des femmelettes, la foi et les vertus purement religieuses.

Pascal non-seulement croyait les dogmes avec soumission; mais il pratiquait la morale chrétienne jusqu'au scrupule. Il s'accablait de mortifications, de macérations même, comme si la nature ne lui avait pas donné des maux assez cruels. Il portait une ceinture de fer, dont il s'enfonçait les pointes dans la chair, lorsqu'il ne pouvait se défendre de quelques mouvements d'orgueil, seul péché qu'il pût commettre; sa chasteté n'était ni celle d'un homme que l'habitude de méditer sur de grands objets éloigne des idées voluptueuses, ni celle à laquelle ses douleurs et sa faiblesse l'avaient condamné; mais cette chasteté qu'un mot effarouche, qu'une seule pensée inquiète, et qui est aux yeux du monde une petitesse plutôt qu'une vertu. Voilà ce qu'on a répondu souvent à ceux qui osent parler avec mépris de la foi ou des vertus qu'elle enseigne, et qui ne sont pas celles de

la nature. Mais la longue mélancolie de Pascal ôte à cette réponse un peu de sa force; et d'ailleurs il n'y a rien d'extraordinaire, d'absurde même dans les opinions ou dans la conduite, qu'on ne trouvât à justifier par l'exemple de quelques grands hommes.

Nous avons parlé de deux sœurs de Pascal, et de Perrier, son beau-frère, qui exécuta les expériences du Puy-de-Dôme. Une des filles de Perrier fut guérie à Port-Royal d'une manière qui fut regardée comme miraculeuse par les jansénistes.

Cette secte, qui avait Pascal et Arnaud pour chefs, faisait alors des miracles : depuis elle n'a plus produit que des convulsions. La guérison de mademoiselle Perrier fut opérée à Port-Royal dans le temps même où les jésuites excitaient le gouvernement contre cette maison, qu'ils peignaient comme un repaire de séditieux et d'hérétiques, et qui n'était que la retraite de quelques gens de lettres, occupés de travaux utiles à la littérature ou à la religion. Mais ce miracle ne sauva point Port-Royal (1), quelque bien attesté qu'il fût, et cette maison fut détruite, malgré la voix du public, qui croit toujours volontiers aux miracles des gens persécutés (2).

(1) Les réformateurs du seizième siècle ont bouleversé l'Europe entière sans avoir fait un seul miracle. Les jansénistes en ont fait beaucoup, sans pouvoir même exciter la plus petite émeute. Cela prouve combien le progrès des lumières a contribué à la tranquillité publique.

(2) Depuis que l'on a imaginé d'attester juridiquement les miracles, on en a vérifié un grand nombre, et personne n'y a cru, même parmi ceux qui se feraient égorger pour d'autres miracles

Si l'attachement de Pascal au parti janséniste fut inébralable, sa docilité pour les docteurs de cette secte ne fut point aveugle. Avec un esprit trop conséquent pour être bon sectaire, il avait un caractère trop ferme et une âme trop sincère pour approuver la politique des jansénistes; s'obstinant à ne vouloir ni abandonner leurs opinions, quand le pape les condamnait, ni avouer qu'ils n'étaient pas

plus anciens, et transmis seulement par la voix publique. En général, la croyance, pour les miracles, augmente en raison de leur antiquité et de l'obscurité de preuves. Cette observation contredit un peu l'assertion de Craig, qui, dans le livre intitulé : *Theologiæ christianæ principia mathematica*, prétend, d'après un fort beau calcul sur la loi selon laquelle décroissent les motifs de crédibilité, qu'il n'y aura plus, en 3150, de motifs raisonnables de croire la religion chrétienne. Il en conclut qu'alors il n'y aura plus de foi sur la terre, et que le monde finira. Craig s'imaginait apparemment que les hommes ne croyaient jamais que sur de bonnes raisons.

Un compatriote de Craig (Pierre Péterson) a résolu le même problème; mais il assigne une autre loi au décroissement des motifs de crédibilité, et il prétend que c'est vers 1789 que la religion chrétienne cessera d'être croyable. Il en conclut, comme Craig, la fin du monde; et ce qui le confirme dans son opinion, c'est que la comète de 1661 doit reparaître vers la même époque.

Son ouvrage a été imprimé à Londres en 1701, sous le titre : *Animadversiones in Joannis Craig principia mathematica*. Au reste, ce ne sont point les seuls savants qui se soient amusés à prédire la fin du monde. Mais depuis qu'un célèbre ministre luthérien du seizième siècle a eu le malheur de survivre à l'époque de sa prédiction, ses successeurs ont eu soin d'en fixer une à laquelle les prophètes ne puissent atteindre. Ceux même qui sont jaloux de leur gloire, auprès de la postérité, ne manquent pas de reculer cette epoque à plusieurs milliers d'années.

d'accord avec le saint-siége, ils montraient dans leur conduite une subtilité et une souplesse qu'un zèle bien pur ne pouvait approuver. Les jésuites se flattèrent d'établir, sur le bruit de quelque refroidissement survenu entre Pascal et Port-Royal, que Pascal avait abjuré le jansénisme, et désavoué les *Provinciales*. Un jésuite fit même imprimer une déclaration du curé qui avait vu Pascal dans ses derniers moments; mais les jansénistes, qui avaient un si grand intérêt à conserver le nom de Pascal, répondirent avec tant de hauteur, que les jésuites n'osèrent plus citer cette déclaration, qui n'a servi qu'à augmenter la liste des fraudes pieuses.

La réputation de Pascal, après sa mort, fut si grande; le nom imposant de défenseur de la religion contre les incrédules fut répété avec tant d'avantage; les gens de lettres, français ou étrangers, se réunirent pour l'admirer d'une voix si unanime, que les jésuites mêmes furent en quelque sorte forcés de respecter sa mémoire. Maintenant qu'ils ne sont plus, que le parti janséniste, soutenu par quelques hommes de mérite, que les jésuites avaient eu la maladresse de se rendre contraires, va être anéanti avec eux, le nom de Pascal survivra seul à ces querelles, parce que, de tous ceux qu'elles ont agités, lui seul a eu un véritable génie, et qu'elles n'ont pu l'absorber tout entier. Les *Provinciales* et ses *Pensées* l'ont placé au rang des hommes éloquents et des grands écrivains (1); son nom, lié avec la découverte de la

(1) L'auteur de l'éloge aurait dû avertir les jeunes gens que

pesanteur de l'air, tiendra toujours une place honorable dans l'histoire de la physique; et son *Traité de la Roulette* sera regardé comme un monument imposant de la force de l'esprit humain.

Parmi les pensées de Pascal, on en trouve quelques-unes sur l'art d'écrire : le plus grand art, selon lui, est de paraître naturel et simple, de ne point annoncer qu'on veut ou persuader, ou se faire admirer. Il faut qu'un auteur soit pour nous un ami qui nous confie ses pensées, qui se laisse aller devant nous à l'impression de ses idées ou au mouvement de son âme. Pascal sert lui-même d'exemple que cette espèce d'abandon n'exclut ni la correction du style, ni la force des pensées. Il appartenait sans doute à Pascal d'être législateur dans un art où il avait mérité le premier d'être un modèle; mais n'est-il pas bien étrange que cet homme, dont le goût dans la prose était si sûr et si épuré, ait pu dire que la poésie n'est qu'un amas d'expressions bizarres que l'on est convenu d'admirer (1)? Cepen-

le style des *pensées* de Pascal est souvent obscur, incorrect, sans harmonie, et que Pascal y est, à la fois, un homme très-éloquent et un mauvais modèle d'éloquence. On peut dire la même chose de Corneille et de Bossuet. Quiconque tenterait d'imiter ces hommes célèbres, sans avoir un génie de la même trempe, n'imiterait que leurs défauts, et ne parviendrait qu'à se former un style ridicule.

(1) « Comme on dit beauté poétique, on devrait dire aussi « beauté géométrique et beauté médicinale. Cependant, on ne le « dit point, et la raison en est qu'on sait bien quel est l'objet de « la géométrie et quel est l'objet de la médecine. Mais on ne sait « pas en quoi consiste l'agrément qui est l'objet de la poésie. On

dant Pascal n'avait que vingt ans lorsque Cinna parut, et il n'écrivit ses lettres que douze ans après cette admirable pièce. Il n'avait donc pas été permis à Pascal de lire Cinna, et rien assurément ne prouve mieux combien l'esprit de bigoterie est ennemi des arts.

Le renoncement de Pascal aux sciences naturelles, dans lesquelles son génie eût pu être si utile, ne montre pas moins combien ce même esprit est ennemi des sciences. Contemporain de Descartes, Pascal n'eut aucune part aux progrès de sa philosophie, et il ne peut être compté ni parmi ses partisans, ni parmi ses adversaires. Mais on voit, dans le caractère de ces deux philosophes, pourquoi Pascal ne fut pour rien dans cette révolution si grande que Descartes opéra dans les esprits, révolution à laquelle le genre humain devra son bonheur, si ce bonheur est possible. Tous deux grands géomètres, doués tous deux d'un génie égal pour imaginer des

« ne sait ce que c'est que ce modèle naturel qu'il faut imiter ; et, « faute de cette connaissance, on a inventé de certains termes « bizarres, siècle d'or, merveille de nos jours, fatal laurier, bel « astre, etc. : et on appelle ce jargon *beauté poétique !* Mais qui « s'imaginera une femme vêtue sur ce modèle, verra une jolie de« moiselle toute couverte de miroirs et de chaînes de laiton ; et, « au lieu de la trouver agréable, il ne pourra s'empêcher d'en « rire ; parce qu'on sait mieux en quoi consiste l'agrément d'une « femme, que l'agrément des vers. Mais ceux qui ne s'y connais« sent pas l'admireraient peut-être en cet équipage ; et il y a bien « des villages où on la prendrait pour la reine ; et c'est pourquoi « il y en a qui appellent des sonnets, faits sur ce modèle, des « reines de village. » (*Pensées de Pascal.*)

expériences, leur manière de voir la philosophie était absolument opposée. L'un, plein de mépris pour les opinions antiques, commença par les rejeter toutes, en y substituant ce que ses méditations avaient pu lui apprendre. Cette marche hardie devait étonner les hommes, et exciter l'enthousiasme pour qui des révolutions, que le temps n'aurait amenées qu'avec lenteur, sont quelquefois l'ouvrage de peu d'années.

Pascal, au contraire, plein de respect pour les opinions que le temps avait consacrées, ne les abandonnait que lorsqu'il y était forcé par l'évidence même. C'est ainsi qu'il s'obstine à attribuer l'ascension de l'eau ou du mercure à l'horreur du vide; et quand il se voit obligé de renoncer à cette opinion, il semble en demander pardon : *Ce n'est pas*, dit-il, *sans regret* que je m'écarte *de ces opinions reçues, je ne le fais qu'en cédant à la force de la vérité qui m'y contraint.*

D'ailleurs, bien loin de chercher à contribuer aux progrès de la philosophie nouvelle, il semblait les croire impossibles, et cette philosophie lui paraissait dangereuse (1). Il craignait que si les sciences naturelles étaient trop estimées et trop approfondies, les bons esprits ne les regardassent comme le seul objet digne de les occuper, et que les hommes ne s'accoutumassent à ne suivre plus que la marche lente et sûre de l'expérience et du calcul.

(1) On a trouvé, dans les papiers de Pascal, la note suivante : *Écrire contre ceux qui approfondissent trop les sciences :* Descartes.

REMARQUES

SUR LES

PENSÉES DE PASCAL (1).

PASCAL. « Les meilleurs livres sont ceux que chaque lecteur croit qu'il aurait pu faire; la nature, qui seule est bonne, est toute familière et commune.

« Je ne fais pas de doute que ces règles étant les véritables, ne doivent être simples, naïves, naturelles, comme elles le sont. Ce n'est pas *barbara et baralipton* qui forment le raisonnement. Il ne faut pas guinder l'esprit; les manières tendues et pénibles le remplissent d'une sotte présomption par une élévation étrangère, et par une enflure vaine et ridicule, au lieu d'une nourriture solide et vigoureuse; et l'une des raisons principales qui éloignent ceux qui entrent dans les connaissances du véritable chemin qu'ils doivent suivre, est l'imagination qu'on prend d'abord que les bonnes choses sont inaccessibles, en leur donnant le nom de grandes, hautes, élevées, sublimes. Cela perd tout. Je les voudrais nommer basses, communes, familières; ces noms-là leur conviennent mieux; je hais ces mots d'enflure. » (Page 133.)

CONDORCET. Voici un moyen de déconvrir la

(1) Extraites de l'édition de ces *Pensées*, donnée en 1776, par Condorcet, à la grande satisfaction de Voltaire.

vérité, qui me paraît avoir échappé à tous les philosophes. Il est tiré de la relation d'un voyage fait aux Moluques, en 1769, par le capitaine Dryden.

« On emploie, dans ces îles, une singulière mé-
« thode de découvrir la vérité; voici en quoi elle
« consiste : quand on veut savoir si un homme a
« commis ou n'a pas commis une certaine action, et
« que des gens qui ont acheté, pour une somme
« assez modique, le droit de s'en informer, n'ont
« pas eu l'esprit de découvrir la vérité, ils font lier
« fortement les jambes de l'accusé entre des plan-
« ches; ensuite on serre entre ces planches un cer-
« tain nombre de coins de bois à force de bras et
« de coups de maillet. Pendant ce temps-là, les re-
« chercheurs interrogent tranquillement le patient,
« font écrire ses réponses, ses cris, les demi-mots
« que les tourments lui arrachent, et ils ne le lais-
« sent en repos qu'après être parvenus à le faire éva-
« nouir deux ou trois fois, par la force de la dou-
« leur, et que le médecin, témoin de l'opération,
« déclare que, si on continue, le patient mourra
« dans les tourments. Quelquefois il arrive que
« les rechercheurs n'ont pas eu besoin de recourir
« à ce moyen pour se croire sûrs de la vérité, mais
« qu'il leur reste un léger scrupule; alors ils ordon-
« nent, qu'avant de punir l'accusé, on recourra à la
« méthode infaillible des maillets et des coins. A la
« vérité, ils remplissent de tourments horribles les
« derniers moments de cet infortuné; mais ses aveux,
« extorqués par la torture, rassurent leur cons-
« cience; et au sortir de là, ils en dînent bien plus

« tranquillement. Quand ils voient que l'accusé a pu
« avoir des complices, ils ont grand soin de recourir
« à leur méthode favorite. Enfin, il y a des crimes
« pour lesquels on l'ordonne par pure routine, et
« où cette clause est de style.

« Ces rechercheurs, aussi stupides que féroces,
« ne se sont pas encore avisés d'avoir le moindre
« doute sur la bonté de leur méthode. Ils forment
« une caste à part. On croit même, dans ces îles,
« qu'ils sont d'une race d'hommes particulière, et
« que les organes de la sensibilité manquent absolu-
« ment à cette espèce. En effet, il y a des hommes
« fort humains dans les mêmes îles. La première
« caste même est formée de gens très-polis, très-
« doux et très-braves. Ceux-là passent leur vie à
« danser, et, portant de grands chapeaux de plumes,
« ils se croiraient déshonorés, s'ils dansaient avec
« un homme de la caste des rechercheurs; mais ils
« trouvent très-bon que ces rechercheurs gardent le
« privilége exclusif d'écraser, entre des planches,
« les jambes de toutes les castes.

« On m'a assuré que quelques personnes de la
« caste des Lettrés, s'étant avisées de dire tout haut
« qu'il y avait des moyens plus humains et plus sûrs
« de découvrir la vérité, les rechercheurs à maillets
« les ont fait taire, en les menaçant de les brûler à
« petit feu, après leur avoir *préalablement* brisé les
« jambes; car le crime de n'être pas du même avis
« que les rechercheurs, est un de ceux pour lesquels
« ils ne manquent jamais d'employer leur méthode.

« Des politiques profonds prétendent que depuis

« ce temps-là, les rechercheurs sont eux-mêmes
« convaincus de l'absurdité de leur méthode; que
« s'ils l'emploient encore de temps en temps sur des
« accusés obscurs, c'est afin de ne pas laisser rouiller
« cette vieille arme, et de la tenir toujours prête
« pour effrayer leurs ennemis, ou pour s'en ven-
« ger.

« J'ai lu qu'il y avait eu autrefois, en Europe, des
« usages aussi abominables; mais ils n'y subsistent
« plus depuis longtemps. Pour les conserver au mi-
« lieu d'un siècle éclairé et des mœurs douces de
« l'Europe, il aurait fallu, dans les magistrats de ces
« pays, un mélange d'imbécillité et de cruauté, por-
« tées toutes deux à un si haut point, que ce serait
« calomnier la nature humaine, que de l'en supposer
« capable. »

(*Voyage aux Moluques*, tom. II, pag. 232 (1).)

Pascal. « Un homme, dans un cachot, ne sachant si son arrêt est donné, n'ayant plus qu'une heure pour l'apprendre, et cette heure suffisant, s'il sait qu'il est donné, pour le faire révoquer, il est contre la nature qu'il emploie cette heure-là, non à s'informer si cet arrêt est donné, mais à jouer et à se divertir. » (P. 161, feuille K.)

Condorcet. Il semble qu'il manque quelque chose à ce raisonnement de Pascal. Sans doute il est absurde de ne pas employer son temps à la re-

(1) Il est superflu sans doute de prévenir les lecteurs qu'à vouloir vérifier cette citation dans l'ouvrage du capitaine Dryden, ils perdraient leur temps et leur peine.

cherche d'une chose qu'on peut connaître, et dont la connaissance nous est d'une importance infinie. Mais un homme qui serait persuadé que cette connaissance est impossible à acquérir, que l'esprit humain n'a aucun moyen d'y parvenir, peut, sans folie, demeurer dans le doute; il peut y demeurer tranquille, s'il croit qu'un Dieu juste n'a pu faire dépendre l'état futur des hommes de connaissances auxquelles leur esprit ne saurait atteindre.

Un homme, enfermé dans un cachot, ne sachant pas si son arrêt est donné, mais sûr de son innocence, et comptant sur l'équité de ses juges, n'ayant aucun moyen d'apprendre encore ce que porte son arrêt, pourrait l'attendre tranquillement, et ne serait alors que raisonnable et ferme. Il faut donc commencer par prouver qu'il n'est pas impossible que l'homme parvienne à quelque connaissance certaine sur la vie future.

PASCAL. « Rien ne marque davantage une extrême bassesse de cœur, que de ne pas souhaiter la vérité des promesses éternelles. Rien n'est plus lâche que de faire le brave contre Dieu. Qu'ils laissent donc ces impiétés à ceux qui sont assez mal nés, pour en être véritablement capables; qu'ils soient du moins honnêtes gens, s'ils ne peuvent être encore chrétiens; et qu'ils reconnaissent enfin qu'il n'y a que deux sortes de personnes qu'on puisse appeler raisonnables, ou ceux qui servent Dieu de tout leur cœur, parce qu'ils le connaissent; ou ceux qui le cherchent de tout leur cœur, parce qu'ils ne le connaissent pas encore. » (P. 152, feuille L.)

Condorcet. Il s'agit ici de savoir si l'opinion de l'immortalité de l'âme est vraie, et non pas si elle annonce plus d'esprit, une âme plus élevée que l'opinion contraire; si elle est plus gaie ou de meilleur air. Il faut croire cette grande vérité, parce qu'elle est prouvée, et non parce que cette croyance excitera les autres hommes à avoir en nous plus de confiance. Cette manière de raisonner ne serait propre qu'à faire des hypocrites. D'ailleurs, il me semble que c'est moins d'après les opinions d'un homme, sur la métaphysique ou la morale, qu'il faut se confier en lui ou s'en défier, que d'après son caractère, et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, d'après sa constitution morale. L'expérience paraît confirmer ce que j'avance ici. Ni Constantin, ni Théodose, ni Mahomet, ni Innocent III, ni Marie d'Angleterre, ni Philippe II, ni Aureng-Zeb, ni Jacques Clément, ni Ravaillac, ni Balthazar Gérard, ni les brigands qui dévastèrent l'Amérique, ni les capucins qui conduisaient les troupes piémontaises au dernier massacre des Vaudois, n'ont jamais élevé le moindre doute sur l'immortalité de l'âme. En général même, ce sont les hommes faibles, ignorants et passionnés, qui commettent des crimes; et ces mêmes hommes sont naturellement portés à la superstition.

(*De l'incertitude de nos connaissances naturelles.*)

Pascal. « J'écrirai ici mes pensées sans ordre, et non pas, peut-être, dans une confusion sans dessein; c'est le

véritable ordre, et qui marquera toujours mon objet par le désordre même.

« Je ferais trop d'honneur à mon sujet si je le traitais avec ordre, puisque je veux montrer qu'il en est incapable. » (P. 235.)

Condorcet. Tous ceux qui ont attaqué la certitude des connaissances humaines ont commis la même faute. Ils ont fort bien établi que nous ne pouvons parvenir, ni dans les sciences physiques, ni dans les sciences morales, à cette certitude rigoureuse des propositions de la géométrie, et cela n'était pas difficile; mais ils ont voulu en conclure que l'homme n'avait aucune règle sûre pour asseoir son opinion sur ces objets, et ils se sont trompés en cela. Car il y a des moyens sûrs de parvenir à une très-grande probabilité dans plusieurs cas, et dans un grand nombre, d'évaluer le degré de cette probabilité.

Pascal. « Notre instinct nous fait sentir qu'il faut chercher notre bonheur dans nous. Nos passions nous poussent au dehors, quand même les objets ne s'offriraient pas pour les exciter. Les objets du dehors nous tentent d'eux-mêmes, et nous appellent quand même nous n'y pensons pas. Ainsi les philosophes ont beau dire : Rentrez en vous-même, vous y trouverez votre bien; on ne les croit pas, et ceux qui les croient sont les plus vides et les plus sots; car qu'y a-t-il de plus ridicule et de plus vain que ce que proposent les stoïciens, et de plus faux que tous leurs raisonnements?

« Ils concluent qu'on peut toujours ce qu'on peut quel-

quefois, et que, puisque le désir de la gloire fait bien faire quelque chose à ceux qu'il possède, les autres le pourront bien aussi. Ce sont des mouvements fiévreux que la santé ne peut imiter. » (P. 266.)

CONDORCET. La morale des stoïciens était fondée sur la nature même, quoiqu'elle semble toujours la combattre. Ces philosophes avaient observé que les passions violentes, l'enthousiasme, la folie même, non-seulement donnent à l'homme la force de supporter la douleur, mais l'y rendent souvent insensible. Comme il est une foule de douleurs, que notre prudence et nos lumières ne peuvent ni prévenir, ni soulager; comme la crainte de la douleur est l'instrument avec lequel les tyrans dégradent l'homme et le rendent misérable, les stoïciens jugèrent, avec raison, que l'on ne pourrait opposer aux maux où nous a soumis la nature, un remède à la fois plus utile et plus sûr, que d'exciter dans notre âme un enthousiasme durable, qui, s'augmentant en même temps que la douleur, par nos efforts pour nous roidir contre elle, nous y rendît presque insensibles; cet enthousiasme avait, contre la douleur, la même force que le délire, et cependant laissait à l'âme le libre usage de toutes ses facultés. Ainsi, le stoïcien dit : La douleur n'est point un mal; et il cessa de la sentir. Le même remède s'applique encore, avec plus de succès, aux maux de l'âme, plus cruels que ceux du corps. Celle du sage s'élève si haut, que les opprobres, les injustices, ne peuvent y atteindre. L'amour de l'ordre, porté

jusqu'à l'enthousiasme, fut sa seule passion, et la rendit inaccessible à toute autre. Le bonheur du stoïcien consistait dans le sentiment de la force et de la grandeur de son âme; la faiblesse et le crime étaient donc les seuls maux qui pussent le troubler; et occupé de se rapprocher des dieux, en faisant du bien aux hommes, il savait mourir quand il ne lui en restait plus à faire. Si donc on peut regarder comme des enthousiastes les sectateurs de cette morale, on ne peut se dispenser de reconnaître, dans son inventeur, un génie profond et une âme sublime.

Pascal. « La justice est sujette à disputes : la force est très-reconnaissable, et sans dispute. Ainsi, on n'a qu'à donner la force à la justice. Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste. » (P. 290.)

Condorcet. Pascal semble se rapprocher ici des idées de Hobbes, et le plus dévot des philosophes de son siècle est, sur la nature du juste et de l'injuste, du même avis que le plus irréligieux.

Pascal. « Il est dangereux de dire au peuple que les lois ne sont pas justes; car il n'obéit qu'à cause qu'il les croit justes. C'est pourquoi il lui faut dire en même temps qu'il y faut obéir, parce qu'elles sont lois, comme il faut obéir aux supérieurs, non parce qu'ils sont justes, mais parce qu'ils sont supérieurs. Par là, toute sédition est prévenue, si on peut faire entendre cela. Voilà tout ce que c'est proprement que la définition de la justice. » (P. 290.)

CONDORCET. Selon Platon, les bonnes lois sont celles que les citoyens aiment plus que leur vie; l'art de faire aimer aux hommes les lois de leur patrie était, selon lui, le grand art des législateurs. Il y a loin d'un philosophe d'Athènes à un philosophe du faubourg Saint-Jacques.

PASCAL. « Le plus sage des législateurs disait que, pour le bien des hommes, il faut souvent les piper, et un autre bon politique, *cum veritatem qua liberetur ignoret, expedit quod fallatur.* Il ne faut pas qu'il sente la vérité de l'usurpation. Elle a été établie autrefois sans raison; elle est devenue raisonnable. Il faut la faire regarder comme authentique, éternelle, en cacher le commencement, si on ne veut qu'elle prenne bientôt fin. » (P. 293.)

CONDORCET. On ne manquera pas d'accuser l'éditeur, qui a rassemblé ces pensées éparses, d'être un athée, ennemi de toute morale; mais je prie les auteurs de cette objection de considérer que ces pensées sont de Pascal, et non pas de moi; qu'il les a écrites en toutes lettres; que, si elles sont d'un athée, c'est Pascal qui était athée, et non pas moi; qu'enfin, puisque Pascal est mort, ce serait peine perdue que de le calomnier.

Il est beau de voir, dans cet article, M. de Voltaire prendre, contre Pascal, la défense de l'existence de Dieu; mais que diront ceux à qui il en coûte tant pour convenir qu'un vivant puisse avoir raison contre un mort?

PASCAL. « Jamais on ne fait le mal si pleinement et si

gaiement, que quand on le fait par un faux principe de conscience. » (P. 294.)

CONDORCET. Les crimes, regardés comme tels, font beaucoup moins de mal à l'humanité que cette foule d'actions criminelles qu'on commet sans remords, parce que l'habitude, ou une fausse conscience, nous les fait regarder comme indifférentes ou même comme vertueuses.

1° Combien, depuis Constantin, n'y a-t-il pas eu de princes qui ont cru servir la divinité en punissant, de supplices cruels, ceux de leurs sujets qui l'adoraient sous une forme différente?

Combien n'ont-ils pas cru être obligés de proscrire ceux qui osaient dire leur avis sur ces grands objets qui intéressent tous les hommes, et dont chaque homme semble avoir le droit de décider pour lui-même?

Combien de législateurs ont privé des droits de citoyen quiconque n'était pas d'accord avec eux sur quelques points de leur croyance, et forcé des pères de choisir entre le parjure et l'inquiétude cruelle de ne laisser à leurs enfants qu'une existence précaire? Et ces lois subsistent! Et les souverains ignorent que chaque mal qu'elles font est un crime pour le prince qui les ordonne, qui en permet l'exécution ou qui tarde de les détruire!

2° En ordonnant la guerre qui n'est pas nécessaire pour la sûreté de son peuple, un prince se rend responsable de tous les maux qu'elle entraîne, et il est coupable d'autant de meurtres que la guerre

fait de victimes. Combien cependant de guerres inutiles sont regardées comme justes, et entreprises sans remords, sur de frivoles motifs d'intérêt politique ou de dignité nationale !

3° C'est un usage reçu en Europe qu'un gentilhomme vende, à une querelle étrangère, le sang qui appartient à sa patrie ; qu'il s'engage à assassiner, en bataille rangée, qui il plaira au prince qui le soudoie ; et ce métier est regardé comme honorable !

4° Tout juge qui décerne une peine de mort, sans y être condamné par une loi expresse, est un assassin. Ni une loi vague qui permettrait de prononcer même la mort, suivant l'échéance des cas, ni ce qu'on appelle la jurisprudence des arrêts, ne peuvent le justifier; car la permission de tuer un homme n'en donne pas le droit; et c'est mal se justifier d'un meurtre que de dire qu'on est dans l'habitude d'en commettre.

Tout juge qui décerne une peine capitale pour une action qui ne blesse aucune des lois de la nature ; pour une action ou indifférente, ou blâmable, mais qui n'est un crime qu'aux yeux des préjugés ; pour une action imaginaire enfin, se rend coupable de meurtre. La loi l'oblige, dit-il, de prononcer ainsi ; mais la loi ne l'oblige pas d'être juge, et la nature lui défend d'être absurde et barbare. Il vaut mieux renoncer à la charge de président à mortier qu'à la qualité d'homme.

Nous oserons demander si les juges d'Anne du Bourg, de Dolet, de Morin, de Petit-d'Herbé, des

Bergers de Brie, de Moriceau, de la Chaux, de Lally, de Labarre, etc., etc., ont été fidèles à ces règles, dictées par la nature et la raison, qui sont plus anciennes et plus sacrées que les registres Olim!

5° Arracher des hommes de leur pays, par la trahison et par la violence, pour les exposer en vente dans des marchés publics comme des bêtes de somme; s'accoutumer à ne mettre aucune différence entre eux et les animaux; les contraindre au travail à force de coups; les nourrir non pour qu'ils vivent, mais pour qu'ils rapportent; les abandonner dans la vieillesse ou dans la maladie, lorsque l'on n'espère plus de regagner par leur travail ce qu'il en coûterait pour les soigner; ne leur permettre d'être pères que pour donner le jour à des enfants destinés aux mêmes misères, devenus comme eux la propriété de leur maître, qui peut les leur arracher et les vendre; que pour voir leurs femmes et leurs filles exposées à toutes les insultes de ces hommes sans humanité comme sans pudeur. Voilà comme nous traitons d'autres hommes! Ce serait une horrible barbarie si ces hommes étaient blancs; mais ils sont noirs, et cela change toutes nos idées. L'Américain oublie que les nègres sont des hommes; il n'a avec eux aucune relation morale; ils ne sont pour lui qu'un objet de profit : s'il les plaint, s'il évite de leur faire souffrir des maux inutiles, son insolente pitié est celle que nous avons pour les animaux qui nous servent; et tel est l'excès de son mépris stupide pour cette malheureuse espèce, que, revenu en Europe, il s'indigne de les voir vêtus comme des

hommes et placés à côté de lui. Mais je n'ai pas tout dit : en vain les lois, en consacrant cet usage, qu'aucune loi positive ne peut rendre légitime, parce qu'il viole les droits de la nature ; en vain les lois ont-elles voulu mettre une borne à la cruauté des maîtres : leur ingénieuse barbarie élude toutes les lois. Le colon renfermé dans sa plantation, seul avec quelques satellites au milieu de ses noirs, est sûr de n'avoir que des témoins dont la loi rejette le témoignage. Là, juge à la fois et partie, il prodigue en sûreté les tortures et les supplices ; le noir qu'il croit coupable est déchiré, tenaillé, jeté vivant dans des fours ardents aux yeux de ses tristes compagnons, qui, tremblant d'être traités comme complices, n'osent même montrer une stérile pitié.

La jeune Américaine assiste à ces supplices ; elle y préside quelquefois : on veut l'accoutumer de bonne heure à entendre, sans frémir, les hurlements des malheureux : on semble craindre qu'un jour sa pitié ne tente de désarmer le cœur de son époux.

Ces crimes sont publics, la loi les tolère, l'opinion ne les flétrit pas ! On ose même en faire l'apologie : sans cela, dit-on, nous ne pourrions avoir de sucre. Eh bien ! si on ne peut en avoir qu'à force de crimes, il faut savoir se passer de sucre ; il faut renoncer à une denrée souillée du sang de nos frères. Mais qui a dit qu'on ne pouvait en avoir qu'à ce prix ? Quelles tentatives a-t-on faites pour s'en procurer autrement ? Quoi ! c'est sur la foi d'un préjugé, qu'on ne daigne pas même examiner, que la loi a autorisé cette horrible violation des droits de la nature, et

qu'on exerce ou qu'on tolère tranquillement ces barbaries ! A peine quelques philosophes ont-ils osé élever de loin en loin, en faveur de l'humanité, des cris que les gens en place n'ont point entendus, et qu'un monde frivole a bientôt oubliés.

Pourquoi ne pas faire cultiver nos colonies par des blancs? La terre se plaît à être cultivée par des mains libres. Eh combien de malheureux en Europe, qui fatiguent en vain un sol stérile et épuisé, iraient chercher en Amérique une terre féconde et nouvelle! Alors, à ce petit nombre de colons, corrompus et barbares, qui ne vivent dans nos colonies que pour avoir de l'or, parce qu'en Europe la considération s'achète avec de l'or, nous verrions succéder un peuple nombreux de citoyens laborieux et honnêtes, qui, regardant les colonies comme leur patrie, sauraient combattre pour les défendre.

Pourquoi ne pas remplir nos îles de ces galériens inutiles, des déserteurs, des voleurs domestiques, des faux sauniers qui ont vendu au peuple, à bas prix, une denrée nécessaire; des filles qui ont mieux aimé risquer leur vie que d'avouer leur honte; de tant d'autres condamnés à la mort par des lois que l'excès de leur sévérité rend inutiles? Ces hommes, à qui on distribuerait des terres, devenus cultivateurs et propriétaires, perdraient, avec les motifs du crime, la tentation de le commettre. Est-ce qu'en rendant aux nègres les droits de l'homme, ils ne pourraient pas cultiver, comme ouvriers ou comme fermiers, les mêmes terres qu'ils cultivent comme esclaves? Ils peupleraient alors, et l'on ne serait pas

obligé, chaque année, d'aller chercher en Afrique de nouvelles victimes.

Et qu'on ne dise pas qu'en supprimant l'esclavage, le gouvernement violerait la propriété des colons! Comment l'usage, ou même une loi positive, pourrait-elle jamais donner à un homme un véritable droit de propriété sur le travail, sur la liberté, sur l'être entier d'un autre homme innocent, et qui n'y a point consenti? En déclarant les nègres libres, on n'ôterait pas au colon sa propriété, on l'empêcherait de faire un crime; et l'argent qu'on a payé pour un crime n'a jamais donné le droit de le commettre.

On dit que les nègres sont paresseux! Veut-on qu'ils trouvent du plaisir à travailler pour leurs tyrans? Ils sont bas, fourbes, traîtres, sans mœurs: eh bien, ils ont tous les vices des esclaves, et c'est la servitude qui les leur a donnés. Rendez-les libres; et, plus près que vous de la nature, ils vaudront beaucoup mieux que vous.

Ne pourrait-on pas, si on osait être juste tout à fait, changer l'esclavage personnel des nègres en un esclavage de la glèbe, tel que celui sous lequel gémissent encore les habitants d'une partie de l'Europe? L'exécution de ce projet serait plus aisée; le sort des nègres deviendrait plus supportable; et cet ordre politique, une fois bien établi, serait aisément remplacé par une liberté entière; il y aurait servi de degré; il adoucirait ce passage de la servitude à la liberté, qui, sans cela, serait peut-être trop brusque.

Sait-on si la Sardaigne, et surtout la Sicile, ne

sont pas propres à la culture des cannes à sucre, et ne suffiraient point pour l'approvisionnement de l'Europe?

Et si, au lieu d'apprendre aux nègres d'Afrique à vendre leurs frères, nous leur avions appris à cultiver leur sol; si, au lieu de leur apporter nos liqueurs fortes, nos maladies et nos vices, nous leur avions porté nos lumières, nos arts et notre industrie, croit-on que l'Afrique n'eût pas remplacé nos colonies? Compterait-on pour rien l'avantage d'arracher à la barbarie et à la misère une des quatre parties du monde? Et quand même il n'y aurait pas à gagner pour tous les peuples dans un tel changement, les nations ne devraient-elles pas se lasser de suivre, dans leur conduite, une morale dont le particulier le plus vil rougirait d'adopter les principes?

6° Personne n'a jamais douté que ce ne soit un délit grave de ravager un champ cultivé. Au dommage fait au propriétaire, se joint la perte réelle d'une denrée nécessaire à la subsistance des hommes. Cependant, il y a des pays où les seigneurs ont le droit de faire manger, par des bêtes fauves, le blé que le paysan a semé; où celui qui tuerait l'animal qui dévaste son champ serait envoyé aux galères, serait puni de mort: car on a vu des princes faire moins de cas de la vie d'un homme, que du plaisir d'avoir un cerf de plus à faire déchirer par leurs chiens. Dans ces mêmes pays, il y a plus d'hommes employés à veiller à la sûreté du gibier qu'à celle des hommes; souvent il arrive que, pour défendre

des lièvres, les gardes tirent sur les paysans; et comme tous les juges sont seigneurs de fiefs, il n'y a point d'exemples qu'aucun de ces meurtres ait été puni. Là, des provinces entières sont réservées aux plaisirs du souverain. Les propriétaires de ces cantons sont privés du droit de défendre leurs champs par un enclos, ou de l'employer d'une manière pour laquelle cette clôture serait nécessaire. Il faut que le cultivateur laisse l'herbe qu'il a semée pourrir sur terre, jusqu'à ce qu'un garde-chasse ait déclaré que les œufs des perdrix n'ont plus rien à craindre, et qu'il lui est permis de faucher son herbe. Il y a longtemps que ces lois subsistent; il est évident qu'elles sont un attentat contre la propriété, une insulte aux malheureux, qui meurent de faim au milieu d'une campagne que les sangliers et les cerfs ont ravagée. Cependant, aucun confesseur de roi ne s'est encore avisé de faire naître à son pénitent le moindre scrupule sur cet objet.

7° Les impôts sont une portion du revenu de chaque citoyen, destinée à l'utilité publique. Dans toute administration bien réglée, le nécessaire physique de chaque homme doit être exempt de tout impôt; mais, au contraire, le crédit des riches a fait retomber ce fardeau sur les pauvres, dans presque tous les pays où le peuple n'a point de représentant. Ainsi, toute portion de l'impôt, qui n'est point employée pour le public, doit être regardée comme un véritable vol, et comme un vol fait aux pauvres. Ainsi, pour qu'un homme puisse croire avoir droit à cette portion, il faut qu'il puisse se

rendre ce témoignage, qu'il fait à l'État un bien au moins équivalent à la somme qu'il reçoit pour salaire, ou plutôt au mal que cette partie de l'impôt fait souffrir au peuple, sur qui elle se lève. Cela même ne suffit pas; car l'homme riche doit compte à la nation de l'emploi de son temps et de ses forces; ce n'est même qu'à ce prix qu'il peut lui être permis de jouir d'un superflu sans travail, tandis que d'autres hommes manquent souvent du nécessaire, malgré un travail opiniâtre. Il faut donc, pour avoir droit à une part sur le trésor public, que cette part soit employée, par celui qui la reçoit, d'une manière utile à la nation. Si ce principe d'équité naturelle n'avait pas été étouffé par l'habitude; si l'opinion flétrissait celui qui s'en écarte, alors les impôts cesseraient d'être un fardeau pénible, le peuple respirerait, le prix de son travail lui appartiendrait tout entier; et l'on ne verrait plus les premiers hommes de chaque pays se dévouer uniquement au métier de corrompre les rois, pour s'enrichir de la subsistance du peuple.

8° Le souverain n'a pas le droit de rien détourner du trésor public, pour satisfaire ou ses fantaisies, ou son orgueil : ce trésor n'est pas à lui, il est au peuple. Une partie du superflu du riche peut sans doute être employée à consoler le chef d'une nation des peines du gouvernement; mais cet emploi du tribut devient criminel, du moment où une partie de l'impôt se lève sur le peuple. Les courtisans parlent sans cesse des dépenses nécessaires à la majesté du trône. J'ignore toutefois si la vue d'un prince,

uniquement occupé du bonheur de ses peuples, menant une vie simple et frugale, sans gardes, sans appareil, sans courtisans, n'ayant que quelques sages livrés aux mêmes soins que lui; j'ignore si un tel prince n'offrirait point un spectacle plus attendrissant, plus imposant même que celui de la cour la plus brillante, et par conséquent la plus ruineuse pour la nation qui la paye; mais du moins faut-il avouer qu'il est plus nécessaire à un peuple d'avoir du pain, que d'éblouir les étrangers par la triste représentation d'une cour somptueuse. Cette morale devrait être celle de tous les rois; presqu'aucun cependant ne l'a connue; et ceux qui ont paru s'en souvenir quelquefois dans leurs discours, l'ont oubliée dans leur conduite.

9° L'usage d'ouvrir les lettres des citoyens, de leur arracher les secrets qu'ils n'ont pas confiés, ne peut être regardé que comme une violation ouverte de la foi publique. Il est clair encore que cette infamie n'a aucune autre utilité que de fournir un aliment à la curiosité du prince, ou aux petites passions des ministres, et de donner au chef des espions les moyens de nuire à qui il veut auprès du gouvernement. Aucun secret important ne peut se connaître par cette voie, parce que cet espionnage est public; et que si l'on confie encore quelquefois à la poste des réflexions ou des épigrammes, on n'y livre ni ses projets, ni ses complots. Les espions, répandus dans les maisons particulières, sont un autre ressort de la police moderne, aussi infâme et aussi inutile. On raconte qu'un ministre de Charles Ier,

Falkland, dédaigna de recourir à aucun de ces vils moyens; que jamais il n'intercepta une lettre; que jamais il n'employa un espion : mais, malheureusement pour l'espèce humaine, cet exemple est unique jusqu'ici, et l'usage contraire, proscrit par la raison, par l'équité, par l'honneur, subsiste presque partout; on l'exerce sans remords, et même sans honte. L'opinion flétrit, à la vérité, les espions subalternes; mais elle s'arrête là, et elle ne dévoue pas à l'opprobre ceux qui les emploient, et qui, calomniant la nation auprès du prince, osent lui faire accroire que ces infâmes abus du pouvoir sont des précautions nécessaires!

Cela prouve, selon moi, que pour donner aux hommes une morale bien sûre et bien utile, il faut leur inspirer une horreur, pour ainsi dire machinale, de tout ce qui nuit à leurs semblables; former leur âme de manière que le plaisir de faire le bien soit le premier de tous leurs plaisirs, et que le sentiment d'avoir fait leur devoir soit un dédommagement suffisant de tout ce qu'il leur en a pu coûter pour le remplir. Il faut allumer, dans ceux que l'enthousiasme des passions peut égarer, un enthousiasme pour la vertu, capable de les défendre. Alors, qu'on laisse à leur raison le soin de juger de ce qui est juste et de ce qui est injuste, et que leur conscience ne se repose pas sur un certain nombre de maximes de morale, adoptées dans le pays où ils naissent, ou sur un code dont une classe d'hommes, jalouse de régner sur les esprits, se soit réservé l'interprétation.

PASCAL. « En écrivant ma pensée, elle m'échappe quelquefois; mais cela me fait souvenir de ma faiblesse, que j'oublie à toute heure; ce qui m'instruit autant que ma pensée oubliée; car je ne tends qu'à connaître mon néant. » (P. 309.)

CONDORCET. Les idées de Platon, sur la nature de l'homme, sont bien plus philosophiques que celles de Pascal. Platon regardait l'homme comme un être qui naît avec la faculté de recevoir des sensations, d'avoir des idées, de sentir du plaisir et de la douleur; les objets que le hasard lui présente, l'éducation, les lois, le gouvernement, la religion, agissent sur lui, et forment son intelligence, ses opinions, ses passions, ses vertus et ses vices. Il ne serait rien de ce que nous disons que la nature l'a fait, si tout cela avait été autrement. Soumettons-le à d'autres agents, et il deviendra ce que nous voudrons qu'il soit, ce qu'il faudrait qu'il fût pour son bonheur et pour celui de ses semblables. Qui osera fixer des termes à ce que l'homme pourrait faire de grand et de beau? Mais ne négligeons rien. C'est l'homme tout entier qu'il faut former; et il ne faut abandonner au hasard ni aucun instant de sa vie, ni l'effet d'aucun des objets qui peuvent agir sur lui.

PASCAL. « La première chose qui s'offre à l'homme, quand il se regarde, c'est son corps, c'est-à-dire, une certaine portion de matière qui lui est propre. Mais pour comprendre ce qu'elle est, il faut qu'il la compare avec tout ce qui est au-dessus de lui, et tout ce qui est au-dessous, afin de reconnaître ses justes bornes.

« Qu'il ne s'arrête donc pas à regarder simplement les objets qui l'environnent. Qu'il contemple la nature entière dans sa haute et pleine majesté. Qu'il considère cette éclatante lumière, mise comme une lampe éternelle pour éclairer l'univers. Que la terre lui paraisse comme un point, au prix du vaste tour que cet astre décrit. » (P. 312.)

CONDORCET. La superstition avait-elle dégradé Pascal au point de n'oser penser que c'est la terre qui tourne, et d'en croire plutôt le jugement des Dominicains de Rome, que les preuves de Copernic, de Kepler et de Galilée ?

PASCAL. « Nous ne nous contentons pas de la vie que nous avons en nous, et notre propre être : nous voulons vivre, dans l'idée des autres, d'une vie imaginaire, et nous nous efforçons pour cela de paraître. Nous travaillons incessamment à embellir et conserver cet être imaginaire, et négligeons le véritable. Et si nous avons ou la tranquillité, ou la générosité, ou la fidélité, nous nous empressons de le faire savoir, afin d'attacher ces vertus à cet être d'imagination : nous les détacherons plutôt de nous pour les y joindre, et nous serions volontiers poltrons, pour acquérir la réputation d'être vaillants. Grande marque du néant de notre propre être, de n'être pas satisfait de l'un sans l'autre, et de renoncer souvent à l'un pour l'autre. Car qui ne mourrait pour conserver son honneur, celui-là serait infâme. » (P. 325.)

CONDORCET. On n'a point besoin de toute cette métaphysique pour expliquer les effets que produit l'amour de la gloire. Il est impossible à quelqu'un

qui vit dans une société nombreuse et policée, de ne pas voir combien, dans la dépendance où il est sans cesse des autres hommes, il lui est avantageux d'être l'objet de leur enthousiasme. *Mais on s'occupe plus de ce que la postérité dira de nous, que de ce qu'en disent nos contemporains. Mais on sacrifie sa vie entière à une gloire dont on ne jouira jamais; mais on court à une mort certaine.* Tel est l'effet du désir si naturel d'être estimé des autres hommes, lorsque ce désir est porté jusqu'à l'enthousiasme. Il en est de même de l'amour physique, qui n'est que le désir de jouir; laissez l'enthousiasme en faire une passion, alors on poignarde sa maîtresse, on meurt pour elle. Le hasard peut amener des circonstances où un amant aimera mieux mourir d'une mort cruelle, que de jouir de la femme qu'il adore.

Ne pourrait-on pas dire que l'enthousiasme consiste à se représenter vivement et à la fois, toutes les jouissances que notre passion peut répandre sur un long espace de temps; alors on jouit comme si on les réunissait toutes; on craint, comme si un instant pouvait nous faire éprouver à la fois toutes les douleurs d'une longue vie; et lorsque ce sentiment a épuisé toute la force de nos organes, qu'il ne nous en reste plus pour raisonner, nous ne pouvons plus nous apercevoir si ces jouissances sont impossibles.

Cet état d'espérances enivrantes est en lui-même un plaisir, et un plaisir assez grand pour préférer ces jouissances imaginaires à des plaisirs réels et présents. Car on se tromperait dans tous les rai-

sonnements qu'on fait sur les passions, si on se bornait à ne compter que les plaisirs ou les peines des sens qu'elles font éprouver. Les différents sentiments de désir, de crainte, de ravissement, d'horreur, etc., qui naissent des passions, sont accompagnés de sensations physiques, agréables ou pénibles, délicieuses ou déchirantes. On rapporte ses sensations à la région de la poitrine; et il paraît que le diaphragme en est l'organe. Le sentiment très-vif de plaisir et de douleur dont cette partie du corps est susceptible, dans les hommes passionnés, suffirait, peut-être pour expliquer ce que les passions offrent, en apparence, de plus inexplicable.

Pascal. « Les belles actions cachées sont les plus estimables. Quand j'en vois quelques-unes dans l'histoire, elles me plaisent fort. Mais enfin elles n'ont pas été tout à fait cachées, puisqu'elles ont été sues; ce peu, par où elles ont paru, en diminue le mérite; car c'est là le plus beau de les avoir voulu cacher (1). » (P. 331.)

Condorcet. Voici une action dont la mémoire mérite d'être conservée, et à qui il ne me paraît pas possible qu'on puisse appliquer la réflexion de Pascal.

Le vaisseau que montait le chevalier de Lordat était prêt à couler à fond à la vue des côtes de France. Il ne savait pas nager; un soldat, excellent

(1) Le plus beau serait de ne songer ni à les montrer, ni à les cacher.

nageur, lui dit de se jeter avec lui dans la mer, de le tenir par la jambe, et qu'il espère le sauver par ce moyen. Après avoir longtemps nagé, les forces du soldat s'épuisent. M. de Lordat s'en aperçoit, l'encourage; mais enfin le soldat lui déclare qu'ils vont périr tous deux. — Et si tu étais seul? — Peut-être pourrais-je encore me sauver. Le chevalier de Lordat lui lâche la jambe et tombe au fond de la mer.

PASCAL. « Nous allons montrer que toutes les opinions du peuple sont très-saines, que le peuple n'est pas si vain qu'on dit, et ainsi nous détruirons l'opinion qui détruisait celle du peuple. » (P. 375.)

CONDORCET. Pascal prouve, dans cet article, que les préjugés du peuple sont fondés sur des raisons, mais non pas que le peuple ait raison de les avoir adoptés.

PASCAL. « Que l'homme est un être dégénéré, et qu'il a besoin d'une religion. » (P. 391.)

CONDORCET. Pascal prouve très-bien que l'homme est fort imparfait; mais il ne prouve pas du tout que ce mélange de grandeur et de faiblesse ne soit pas une suite nécessaire, soit de la nature de l'homme, soit de la manière dont nos institutions le modifient. Cependant, avant de recourir à une cause surnaturelle, il faut non-seulement avoir reconnu l'insuffisance des causes naturelles que l'on connaît, mais

encore s'être assuré que l'esprit humain ne le pourra jamais découvrir. On doit ensuite observer que ce n'est pas assez qu'une cause explique en gros un système de faits, pour conclure de l'existence des effets à celle de la cause; mais qu'il faut encore que cette explication soit précise, qu'elle soit, pour ainsi dire, calculée, c'est-à-dire, qu'il faut prouver que tout ce système de faits n'est formé que des modifications différentes de deux ou trois faits généraux, qu'on regarde alors comme une cause. Dans tout autre cas, il est nécessaire de demander *à priori* l'existence de la cause.

PASCAL. « Montaigne, né dans un État chrétien, fait profession de la religion catholique : mais comme il a voulu chercher une morale fondée sur la raison, sans les lumières de la foi, il prend ses principes dans cette supposition, et considère l'homme destitué de toute révélation. » (P. 462.)

CONDORCET. On vient de faire un livre pour prouver que Montaigne était bon chrétien. Selon nos zélés, tout grand homme des siècles passés était croyant; tout grand homme vivant est incrédule : leur première loi est de chercher à nuire; l'intérêt de leur cause ne marche qu'après.

PASCAL. « On ne s'imagine d'ordinaire Platon et Aristote qu'avec de grandes robes, et comme des personnages toujours graves et sérieux. C'étaient d'honnêtes gens qui riaient comme les autres avec leurs amis. Et quand ils ont fait leurs lois et leurs traités de politique, ç'a été en se

jouant et pour se divertir. C'était la partie la moins philosophe et la moins sérieuse de leur vie. La plus philosophe était de vivre simplement et tranquillement. » (P. 491.)

CONDORCET. Cette expression, *honnêtes gens*, a signifié, dans l'origine, les hommes qui avaient de la probité. Du temps de Pascal, elle signifiait les gens de bonne compagnie; et maintenant, ceux qui ont de la naissance ou de l'argent.

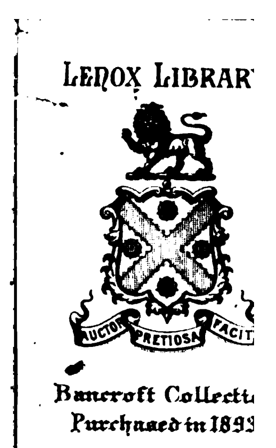
FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.




LENOX LIBRAR
UCTO
PRETIOSA
FACIT
Bancroft Collect
Purchased in 189





